

**Séance ordinaire du conseil d'arrondissement
du mardi 12 septembre 2023
à 18 h 30**

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture
CA *Direction des services administratifs*

Ouverture de la séance

10.02 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Demandes de dérogation mineure - Période d'intervention du public

- 621, rue Notre-Dame Est : relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise (40.06)

- 3740, rue McTavish : relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation (40.07)

10.03 Ordre du jour
CA *Direction des services administratifs*

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 12 septembre 2023

10.04 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Période de questions du public

10.05 Questions
CA *Direction des services administratifs*

Période de questions des membres du conseil

10.06 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1232678041

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023

10.07 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1232678042

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023

10.08 Procès-verbal
CA Direction des services administratifs - 1232678043

Prendre acte du dépôt du rapport de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023

10.09 Correspondance / Dépôt de documents
CA Direction des services administratifs - 1237135006

Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin

District(s) : Saint-Jacques

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1238965007

Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc. pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$, taxes, contingences et incidences incluses (appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)

20.02 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1239522004

Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires à l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024, et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)

20.03 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1239483001

Accorder un contrat à Nature-Action Québec. pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant (appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires)

20.04 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1239051004

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour des services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 66 168,11 \$, taxes incluses, pour la période 2023 à 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 132 336,22 \$ (appel d'offres public 22-19487)

20.05 Appel d'offres public
CA Direction des travaux publics - 1239051005

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Axia Services pour les services d'entretien ménager à la Cour municipale et autoriser une dépense de 775 678,74 \$, taxes incluses, pour la période du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 3 057 086,78 \$ (appel d'offre 20-18338)

20.06 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels
CA Direction des travaux publics - 1235876003

Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)

20.07 Subvention - Contribution financière
CA Direction d'arrondissement - 1230175007

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 250 \$

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention
CA Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1235179010

Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 20 000 \$

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention
CA Direction d'arrondissement - 1239705012

Approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$

District(s) : Peter-McGill
Saint-Jacques

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention
CA Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1234105001

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit

District(s) : Sainte-Marie

20.11 Subvention - Contribution financière
CA Direction d'arrondissement - 1239705011

Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$

30 – Administration et finances

30.01 Administration - Ratification / Décisions déléguées
CA Direction des services administratifs - 1232678044

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1^{er} au 31 juillet ainsi que du 1^{er} au 31 août 2023

30.02 Reddition de comptes
CE Direction des services administratifs - 1238327003

Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023

District(s) : Peter-McGill

30.03 Autorisation de dépense à l'intérieur d'une entente-cadre
CA Direction des travaux publics - 1234735004

Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc. sur l'entente VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 66 889,93 \$, taxes et contingences incluses

District(s) : Sainte-Marie

30.04 Budget - Autorisation de dépense
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1236235001

Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne et augmenter de 5 288,85 \$, taxes incluses, le contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi la dépense totale à 277 319,70 \$, taxes incluses - Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$, taxes incluses

30.05 Budget - Autorisation de dépense
CA Direction des services administratifs - 1237135008

Autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre

District(s) : Saint-Jacques

30.06 Administration - Accord de principe / Mandat régulier
CA Direction des travaux publics - 1238965008

Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb doivent être remplacées en vertu du Règlement 20-030, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie de 2023 à 2025

District(s) : Sainte-Marie

30.07 Reddition de comptes
CA Direction des services administratifs - 1238327002

Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2023 comparé au 30 juin 2022

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Autre sujet
CA Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1234680002

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2024

40.02 Ordonnance - Domaine public
CA Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1237883018

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 septembre au 8 décembre 2023

40.03 Ordonnance - Domaine public
CA Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social - 1235907010

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7^e partie A) et édicter les ordonnances

40.04 Ordonnance - Circulation / Stationnement
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1235275005

Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance autorisant l'implantation de panneaux d'arrêt obligatoire toutes directions, ainsi qu'une interdiction de faire des manœuvres de demi-tour, à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André

District(s) : Saint-Jacques

40.05 Ordonnance - Domaine public
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1233172005

Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l'incendie de mai 2023

District(s) : Peter-McGill

40.06 Urbanisme - Dérogation mineure
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1235289001

Accorder une dérogation mineure relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise pour le bâtiment projeté au 621, rue Notre-Dame Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

District(s) : Saint-Jacques

40.07 Urbanisme - Dérogation mineure
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1239276004

Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le bâtiment situé au 3740, rue McTavish, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA 24-008)

District(s) : Peter-McGill
Sainte-Marie

40.08 Règlement - Urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1236926004

Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme

40.09 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1237303002

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.10 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1234869003

Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Adoption

District(s) : Sainte-Marie

40.11 Règlement - Adoption
CA Direction des services administratifs - 1239177002

Adopter une résolution modifiant les limites du district de la Société de développement du Quartier latin - Adoption

District(s) : Saint-Jacques

40.12 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1237199002

Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrace pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

District(s) : Peter-McGill

40.13 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1239276003

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.14 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1234869004

Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Centre Bell) - Adoption du projet de résolution

District(s) : Saint-Jacques

40.15 Règlement - Avis de motion
CA Direction d'arrondissement - 1239705014

Adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024 - Avis de motion

40.16 Règlement - Urbanisme
CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1238449006

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux - Avis de motion

40.16.1 Règlement - Urbanisme

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1238449006

Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux - Adoption du projet de règlement

40.17 Règlement - Urbanisme

CM Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1238449005

Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, par le déplacement de certains bâtiments de la liste des lieux de culte vers la nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle - Avis de motion

40.17.1 Règlement - Urbanisme

CM Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1238449005

Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, par le déplacement de certains bâtiments de la liste des lieux de culte vers la nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle - Adoption du projet de règlement

40.18 Urbanisme - Démolition / Transformation

CA Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - 1238449007

Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361)

District(s) : Saint-Jacques

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation
CA Direction des services administratifs - 1237135007

Nommer madame Nathalie Deret à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie

60 – Information

60.01 Information
CA Direction des services administratifs - 1232678045

Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2^e édition du budget participatif de Montréal susceptibles d'être mis en œuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits

70 – Autres sujets

70.01 Levée de la séance

CA Direction des services administratifs

Levée de la séance



Dossier # : 1232678010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (septembre)

Dossier valise pour les résolutions de regroupements d'articles et la période de questions du public.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-01-18 14:21

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1232678010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Période de questions du public (septembre)

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télocop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-01-17

Fredy Enrique ALZATE POSADA
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 514 743-0656
Télocop. :



Dossier # : 1232678041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-05 14:05

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1232678041

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023

CONTENU**CONTEXTE**

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION****JUSTIFICATION****ASPECT(S) FINANCIER(S)****MONTRÉAL 2030****IMPACT(S) MAJEUR(S)****IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19****OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION****CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)****CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS****VALIDATION**

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-07

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél :

438 823-3978

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : 514-872-7313

Approuvé le : 2023-08-14

Dossier # : 1232678041

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Objet : Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023



PV20230704_VF.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télécop. :

**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement
tenue le mardi 4 juillet 2023 à 18 h 30
800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

PRÉSENCES :

M. Robert Beaudry, conseiller du district de Saint-Jacques
Mme Sophie Mauzerolle, conseillère du district de Sainte-Marie et mairesse suppléante
M. Serge Sasseville, conseiller du district Peter-McGill
Mme Alia Hassan-Cournol, conseillère désignée

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, mairesse
Mme Vicki Grondin, conseillère désignée

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Dufresne, directeur des travaux publics
Mme Gina Tremblay, directrice de la culture, des sports, des loisirs et du développement social
M. Jean-Luc L'Archevêque, directeur des services administratifs
Mme Mélissa Lapierre-Grano, cheffe de division, communications et relations avec la communauté
M. Louis Routhier, chef de division - urbanisme
Mme Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement
Mme Aline Fokam, analyste de dossiers
M. Maxime Beaulieu, commandant du poste de quartier 20 du Service de police
Mme Krisztina Balogh, commandante du poste de quartier 22 du Service de police

La mairesse suppléante déclare la séance ouverte à 18 h 30. Elle souhaite la bienvenue aux participants, présente les autres membres du conseil et les fonctionnaires présents, et donne son mot d'ouverture.

10.02 - Demande d'autorisation d'exercer un usage conditionnel - Période d'intervention du public

- 550 à 562 et 570 à 580, rue Sainte-Catherine Est, 1260 à 1268 Saint-Hubert, 1283 à 1289, rue Labelle (lots 2 162 031, 2 162 032, 2 162 033 et 2 162 035) (40.07) – deux interventions (M. Louis Piette - **dépôt de document** - et M. Samuel Vanzin)

CA23 240233

Adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter l'ordre du jour de la séance du conseil d'arrondissement du 4 juillet 2023.

Adoptée à l'unanimité.

10.03

10.04 - Période de questions du public

16 citoyens ont posé leurs questions en présentiel et 17 questions ont été lues

Nom du demandeur et objet de la question

Christian Généreux

- manifestation relative à la cohabitation sociale dans le Village

Jean Duval

- suicide et prévention à Montréal / mémorial pour les grands disparus montréalais

Mlle Ji

- suivi du dossier 23456496 / Vespa électrique des livreurs - **dépôt de document**

Carl Boileau

- sécurité à l'intersection nord du pont Cosmos dans le parc Jean-Drapeau / plan de stationnement du parc Jean-Drapeau

CA23 240234

Période de questions du public - Prolongation

Attendu que le Règlement de régie interne du conseil d'arrondissement (CA-24-135) prévoit que la période de questions du public est d'une durée de 30 minutes;

Attendu qu'à 19 h 18, il reste des personnes qui n'ont pas encore été entendues;

Attendu que les conseillers souhaitent entendre le plus possible de personnes inscrites :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prolonger la période de questions du public afin que toutes les personnes inscrites sur la liste soient entendues.

Adoptée à l'unanimité.

10.04 1232678009

Période de questions du public – Prolongation

Mohamed Ndiaye

- problématique de logements et plan pour les nouveaux arrivants (logements à prix modérés)

Kenny Bolduc

- importance de l'aspect communautaire dans le quartier

Diane Marcil

- application du règlement relatif au bruit dans le Vieux-Port (terrasse Steak House)

Robert Hajaly

- soutien financier pour le YMCA du centre-ville / logement social sur le site des Sulpiciens

Diane Laflamme

- résolution de la Maison Aurélie-Cadotte

David Betito

- travaux publics dans Peter-McGill / sécurité et mobilité

William Mersereau

- jardins communautaires dans le Quartier chinois

Anne-Marie Nguyen

- stationnement, piétonnisation et itinérance dans le Vieux-Port

Véronica Islas

- remerciement pour les mesures d'apaisement / mesures d'apaisement dans Peter-McGill

Gabriela Corluka

- application du règlement 03-096 / inspection des bâtiments

Samuel Vanzin

- classification du quartier chinois

Louis Piette

- usages conditionnels (point 40.07)

Matthew Adair

- configuration autour des rues Fullum et Hochelaga

Christopher McCray

- ajouts de bollards aux intersections dans la nouvelle configuration de la rue Fullum

Gale Pettus

- direction des pistes cyclables de la rue Ontario, avenue du Président Kennedy et boulevard De Maisonneuve

Simon Parker

- intentions quant à l'utilisation de l'espace public du boulevard René-Lévesque

Habou Guay

- cohabitation et escouades dans le Village

Yvon Danlechamps

- logement abordable

Ted Deltour

- délestage des services sociaux dans les autres arrondissements et dans le Village

Charles Gaudreau

- réouverture de la rue Bercy à la rue Hochelaga

Valentin Sales

- solutions pour désengorger le Village

Casey Montgomery (pour la coopérative d'habitation Radar)

- accessibilité universelle des trottoirs et rues de Montréal

Olivier Vallerand

- inondation et aménagement de saillies drainantes ou bandes plantées

Danny Michael Thifault

- sécurité et plan d'action

Isabelle Vézina

- sécurité pour les enfants habitant sur la rue d'Iberville

François Desaulniers

- aménagements prévus sur la rue Parthenais, entre les rues de Rouen et Ontario

Karim Kammah (pour l'Association pour la mobilité active de Ville-Marie)

- remerciements pour les mesures d'apaisement de la circulation

Yvan Michaud

- espace vert communautaire au quartier chinois - **dépôt de document**

Robin Boisvert

- projet de bain portuaire dans le Vieux-Port - **dépôt de document**

10.05 - Période de questions des membres du conseil -
- aucune question

CA23 240235

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 10.06 à 10.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240236

Adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juin 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le procès-verbal de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juin 2023.

Adoptée à l'unanimité.

10.06 1232678035

CA23 240237

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 juin 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 juin 2023.

Adoptée à l'unanimité.

10.07 1232678036

CA23 240238

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 juin 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 21 juin 2023.

Adoptée à l'unanimité.

10.08 1232678037

CA23 240239

Prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 27 juin 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt du procès-verbal de la réunion du comité d'étude des demandes de démolition du 27 juin 2023.

Adoptée à l'unanimité.

10.09 1232678038

CA23 240240

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 12.01 à 12.02.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240241

Approuver les nouvelles règles de jardinage et de civisme établissant le fonctionnement des jardins communautaires dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver les nouvelles règles de jardinage et de civisme établissant le fonctionnement des jardins communautaires dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

12.01 1235038001

CA23 240242

Adhérer et mettre en application la Politique de transition écologique et de développement durable des immeubles municipaux de la Ville de Montréal (PTÉDDIM), pour les projets à réaliser dans le parc immobilier de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adhérer et de mettre en application la *Politique de transition écologique et de développement durable des immeubles municipaux de la Ville de Montréal* (PTÉDDIM) pour les projets à réaliser dans le parc immobilier de l'arrondissement de Ville-Marie.

Adoptée à l'unanimité.

12.02 1238150001

CA23 240243

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.01 à 20.10.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240244

Accorder un contrat à Tecksol DGE inc. pour la fourniture de service d'entretien électromécanique (préventif et appels de service) des toilettes publiques autonettoyantes de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 42 mois avec 2 options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 372 565,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-19960 – 2 soumissionnaires)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Tecksol DGE inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture de service d'entretien électromécanique (préventif et appels de service) des toilettes publiques autonettoyantes de l'arrondissement de Ville-Marie, pour une période de 42 mois avec 2 options de renouvellement, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 310 471,36 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 23-19960;

D'autoriser une dépense de 62 094,27 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de Tecksol DGE inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.01 1238220002

CA23 240245

Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec LespaceMaker pour le développement de 5 projets en transition socio-écologique et accorder une contribution financière de 30 000 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2023, avec LespaceMaker pour le développement de 5 projets en transition socio-écologique;

D'accorder, à cette fin, une contribution financière de 30 000 \$, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.02 1236091004

CA23 240246

Approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2024, avec trois organismes pour la réalisation de projets dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024) et accorder une contribution totale de 74 934 \$, incluant les taxes si applicables

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver les conventions, se terminant le 31 mars 2024, avec trois organismes pour la réalisation de projets dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024);

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 22 000 \$ à Innovation jeunes (Direction chrétienne);
- 32 934 \$ à Mission Old Brewery;
- 20 000 \$ à Sentier Urbain;

D'imputer cette dépense totale de 74 934 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.03 1235377003

CA23 240247

Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2023, avec l'Association les Chemins du soleil, l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud, le Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie, la Corporation du Centre Jean-Claude-Malépart, Go jeunesse et le Centre récréatif Poupart inc., dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie et accorder des contributions totalisant 29 999 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver six conventions dans le cadre du « Programme accessibilité aux loisirs » de l'arrondissement de Ville-Marie;

D'accorder à cette fin, les contributions suivantes :

- 2 353 \$ à l'Association les Chemins du soleil;
- 10 000 \$ à l'Association sportive et communautaire du Centre-Sud;
- 3 529 \$ au Centre communautaire de loisirs Sainte-Catherine d'Alexandrie;
- 3 529 \$ au Centre récréatif Poupart;
- 5 882 \$ à la Corporation du Centre Jean-Claude Malépart;
- 4 706 \$ à Go jeunesse;

D'imputer cette dépense totale de 29 999 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.04 1239693002

CA23 240248

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Maison Plein Cœur pour défrayer les frais de la démarche permettant d'obtenir les autorisations et les dérogations nécessaires découlant d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) pour un projet immobilier situé au 1611, rue Dorion visant à offrir de nouvelles unités temporaires supervisées et des logements abordables adaptées au besoin des personnes vivant avec le VIH - Accorder à cette fin une contribution totale de 15 132 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2023, avec Maison Plein Cœur pour défrayer les frais de la démarche permettant d'obtenir les autorisations et les dérogations nécessaires découlant d'un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI), pour un projet immobilier situé au 1611, rue Dorion visant à offrir de nouvelles unités temporaires supervisées et des logements abordables adaptées au besoin des personnes vivant avec le VIH;

D'accorder à cette fin une contribution totale de 15 132 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.05 1235179009

CA23 240249

Approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2024, avec plusieurs organismes dans le cadre de l'édition 2023 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie » et accorder une contribution totale de 80 000 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver les conventions, se terminant le 30 septembre 2024, avec différents organismes dans le cadre de l'édition 2023 du « Fonds de soutien aux organismes culturels œuvrant dans Ville-Marie »;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 20 000 \$ à Artch - art contemporain émergent;
- 25 000 \$ à MU;
- 35 000 \$ à Voies culturelles des faubourgs;

D'imputer cette dépense totale de 80 000 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.06 1238270004

CA23 240250

Approuver la convention modifiée avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour le projet Nouvel An lunaire dans le cadre du Plan d'action pour le développement du quartier chinois afin de minorer la contribution de 3 522,95 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 200 000 \$ à 196 477,05 \$

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240386 adoptée à sa séance du 8 novembre 2022, approuvé une convention, se terminant le 28 février 2023, dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Nouvel An Lunaire et a accordé une contribution de 200 000 \$ à Partenariat du quartier des spectacles;

Attendu que certaines sommes d'argent prévues n'ont pas été utilisées :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention modifiée avec le Partenariat du Quartier des Spectacles dans le cadre du Plan d'action pour le développement du quartier chinois afin de minorer la contribution de 3 522,95 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 200 000 \$ à 196 477,05 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.07 1239678003

CA23 240251

Approuver le projet de convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Investissement 2915 Sainte-Catherine Est Limitée, pour une période de 1 an et 11 mois à compter du 1^{er} août 2023, un espace additionnel dans l'immeuble sis au 1450, rue Omer-Ravary, d'une superficie de 16 143 pi², à des fins de cour de services, pour un loyer total de 253 504,32 \$, incluant les taxes (Bâtiment 8471)

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA16 240249 adoptée à sa séance du 10 mai 2016, approuvé le projet de bail par lequel la Ville loue de Investissement 2915 Sainte-Catherine Est limitée, pour une période de 9 ans à compter du 1er juillet 2016 un espace dans l'immeuble sis au 2915, rue Sainte-Catherine Est, d'une superficie de 3 897,90 m², à des fins de cour de services, pour un loyer total de 3 177 597,58 \$ et a approuvé le projet de bail par lequel la Ville loue de Investissement 2915 Sainte-Catherine Est limitée pour une période de 8 ans et 2 mois, à compter du 1^{er} mai 2017 un

espace dans l'immeuble sis au 2925, rue Sainte-Catherine Est, d'une superficie de 4 180,64 m², à des fins de cour de services, pour un loyer total de 2 902 594,33 \$ incluant les taxes;

Attendu que la convention de bail a été modifiée et doit être approuvée par les autorités compétentes :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver le projet de convention de modification du bail par lequel la Ville loue de Investissement 2915 Sainte-Catherine Est Limitée, pour une période de 1 an et 11 mois, à compter du 1^{er} août 2023, un espace additionnel dans l'immeuble sis au 1450, rue Omer-Ravary, d'une superficie de 16 143 pi², à des fins de cour de services, pour un loyer total de 253 504,32 \$, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de modification du bail;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.08 1239653003

CA23 240252

Autoriser une dépense additionnelle de 13 797 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du Skate Plaza, dans le cadre du contrat octroyé à Expertise Sports Design LG (appel d'offres public VMP-21-007 - CA21 240114)

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA21 240114 adoptée à sa séance du 13 avril 2021, approuvé la convention et a accordé un contrat de services professionnels de 175 870,94 \$, taxes incluses, à Expertise Sports Design LG pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du Skate Plaza et autoriser une dépense maximale de 193 458,03 \$ (appel d'offres public VMP-21-007 - 2 soumissionnaires);

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240392 adoptée le 8 novembre 2022, autorisé une dépense additionnelle de 40 241,25 \$, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'élaboration des plans, devis et surveillance pour le projet d'aménagement du Skate Plaza, dans le cadre du contrat octroyé à Expertise Sports Design LG;

Attendu qu'une deuxième augmentation est nécessaire pour terminer la surveillance des travaux :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une dépense supplémentaire de 13 797 \$, taxes incluses, majorant la dépense totale autorisée de 233 699,28 \$ à 247 496,28 \$, pour l'élaboration des plans et la surveillance des travaux, dans le cadre du projet de réaménagement du Skate Plaza, dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'augmenter le budget prévisionnel de contingences de 13 797 \$, taxes incluses, pour un total de 71 625,34 \$, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.09 1236143003

CA23 240253

Approuver la convention modifiée avec TAPAJ dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2022-2023 dans l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 1 050 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 12 950 \$ à 11 900 \$

Attendu que le conseil d'arrondissement a, par sa résolution CA22 240390 adoptée à sa séance du 8 novembre 2022, approuvé la convention, se terminant le 31 mai 2023, avec Spectre de rue dans le cadre du programme « TAPAJ » pour le projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2022-2023 dans l'arrondissement de Ville-Marie et a accordé une contribution maximale de 12 950 \$;

Attendu qu'un des projets a été modifié et que le budget n'a pas été entièrement dépensé :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la convention modifiée avec TAPAJ, dans le cadre du projet de réinsertion sociale et professionnelle - déneigement hiver 2022-2023 dans l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 1 050 \$, en raison d'un projet ayant connu des modifications et d'un budget non dépensé dans son intégralité, ni tel que prévu, faisant passer le montant total de la contribution de 12 950 \$ à 11 900 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.10 1239051003

CA23 240254

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 20.11 à 20.16.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240255

Accorder un contrat à Installation Jeux-Tec inc. pour l'exécution des travaux de conception, construction et installation d'une structure de métal pour éléments végétaux grimpants sur le parvis du parc des Faubourgs - Autoriser une dépense totale de 217 721,78 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public VMP-23-009 - 3 soumissionnaires conformes)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Installation Jeux-Tec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de conception, de construction et d'installation d'une structure de métal pour éléments végétaux grimpants sur le parvis du parc des Faubourgs, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 197 928,89 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-23-009 (3 soumissionnaires conformes);

D'autoriser une dépense de 19 792,89 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de la firme Installation Jeux-Tec inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.11 1239905002

CA23 240256

Autoriser une affectation de surplus de 300 000 \$ - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et avec Mural dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique et accorder une contribution totale de 430 000 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de surplus de 300 000 \$ pour la réalisation de deux projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024;

D'approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et avec Mural dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique;

D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 300 000 \$ à la Société de développement commercial Montréal centre-ville;
- 130 000 \$ à l'organisme Mural;

D'imputer cette dépense totale de 430 000 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.12 1239705009

CA23 240257

Autoriser une affectation de surplus de 500 000 \$ - Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2024, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour la réalisation d'un projet et accorder une contribution totale de 500 000 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une affectation de surplus de 500 000 \$ pour la réalisation d'un projet hors programme;

D'approuver la convention, se terminant le 31 mars 2024, avec le Partenariat du Quartier des spectacles pour la réalisation d'un projet;

D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 500 000 \$ au Partenariat du Quartier des spectacles;

D'imputer cette dépense totale de 500 000 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1239705010

CA23 240258

Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 12 100 \$

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 3 000 \$ à Mères avec pouvoir;
- 2 000 \$ à Tradau inc.;
- 3 000 \$ à Fonderie Darling;
- 600 \$ à Jardin communautaire Médéric-Martin;
- 500 \$ à Jardin communautaire Centre-Sud;
- 3 000 \$ à FEEJAD - Famille pour l'Entraide et l'Éducation des Jeunes et des Adultes Innovation sociale pour le développement du capital humain

D'imputer cette dépense totale de 12 100 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.14 1230175006

CA23 240259

Accorder un contrat de 57 257,55 \$, taxes incluses, à Arboriculture Axarbre inc. (lot 1), un contrat de 80 452,50 \$, taxes incluses, à Précision Émondage inc. (lot 2) et un contrat de 126 012,60 \$, taxes incluses, à Les Entreprises A. Ferland inc. (lot 3) pour divers travaux d'élagage de sécurité sur le Mont-Royal - Autoriser une dépense maximale de 290 094,92 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20025 - 3 soumissionnaires conformes)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Arboriculture Axarbre inc., seul soumissionnaire conforme pour le lot 1, le contrat pour l'exécution des travaux d'élagage avec camion nacelle, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 57 257,55 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20025;

D'autoriser, pour le contrat relatif au lot 1, une dépense de 5 725,76 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'accorder à Précision Émondage inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le lot 2, le contrat pour l'exécution des travaux d'élagage avec mini-débusqueur, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 80 452,50 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20025;

D'autoriser, pour le contrat relatif au lot 2, une dépense de 8 045,50 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'accorder à Les entreprises A. Ferland inc., seul soumissionnaire conforme pour le lot 3, le contrat pour l'exécution des travaux d'élagage pour élagueur-grimpeur, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 126 012,60 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20025;

D'autoriser, pour le contrat relatif au lot 3, une dépense de 12 601,26 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement d'Arboriculture Axarbre inc., de Précision Émondage inc. et de Les entreprises A. Ferland inc.;

D'imputer ces dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.15 1236071001

CA23 240260

Accorder un contrat à Canopee Structures SAS (Urban Canopee) pour l'acquisition et l'installation de structures verticales pour éléments végétaux grimpants - Autoriser une dépense totale de 460 780,80 \$, taxes, contingences, items en option et variations de quantités incluses (appel d'offres public 23-20002 - 1 soumissionnaire conforme)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accorder à Canopee Structures SAS (Urban Canopee), seul soumissionnaire conforme, un contrat de 418 891,64 \$, taxes incluses, pour l'acquisition et l'installation de structures verticales pour éléments végétaux grimpants, au prix de sa soumission incluant les items en option au montant de 60 590,68 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 23-20002;

D'autoriser une dépense de 41 889,16 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense totale de 460 780,80 \$, taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

20.16 1239905003

CA23 240261

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 30.01 à 30.05.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240262

Accepter l'offre du conseil de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'escouade dédiée aux résidences de tourisme et l'application du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4)

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'accepter l'offre du conseil de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour les services de l'escouade dédiée aux résidences de tourisme et l'application du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et du Règlement sur les certificats d'autorisation et d'occupation (CA-24-224), conformément à l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), et ce, selon les mécanismes de reddition de compte et de renouvellement du modèle indiqués au sommaire décisionnel 1233945006.

Adoptée à l'unanimité.

30.01 1232678040

CA23 240263

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1^{er} au 30 juin 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour la période du 1^{er} au 30 juin 2023.

Adoptée à l'unanimité.

30.02 1232678039

CA23 240264

Approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2022 de l'arrondissement de Ville-Marie établis à 11 293 300 \$, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2022 de la Ville de Montréal

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'approuver la répartition des surplus de gestion dégagés de l'exercice 2022 de l'arrondissement de Ville-Marie, totalisant 11 293 300 \$, conformément à la politique d'attribution, d'utilisation et de renflouement des surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2022 de la Ville de Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

30.03 1237128002

CA23 240265

Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc., sur l'entente cadre VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis dans le cadre du projet de reconstruction de la rue Rockledge Court dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale 126 311,53 \$, taxes et contingences incluses

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une dépense de 105 259,61 \$, taxes incluses, et accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc., sur l'entente cadre VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis dans le cadre du projet de reconstruction de la rue Rockledge Court dans l'arrondissement de Ville-Marie;

D'autoriser un budget de 21 051,92 \$, taxes incluses, à titre de budget des contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.04 1234735001

CA23 240266

Autoriser une dépense de 450 000 \$, taxes incluses, pour la réalisation en régie des travaux de pavage en 2023 sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du programme de réfection routière inscrit au PDI

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser une dépense de 450 000 \$, taxes incluses, pour la réalisation en régie des travaux de pavage en 2023 sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre du programme de réfection routière inscrit au PDI;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1238271001

CA23 240267

Réunion, pour étude et adoption, d'articles à l'ordre du jour

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De réunir, pour étude et adoption, les articles 40.01 à 40.09.

Adoptée à l'unanimité.

CA23 240268

Adopter un règlement définissant la nouvelle zone commerciale intitulée « Quartier latin » - Adoption

Vu l'avis de motion donné du « Règlement délimitant une zone commerciale dans le secteur connu sous le nom de « Quartier latin » », lors de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juin 2023 par sa résolution CA23 240230;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement délimitant une zone commerciale dans le secteur connu sous le nom de « Quartier latin » », lors de la séance du conseil d'arrondissement du 6 juin 2023 par sa résolution CA23 240230;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et la portée de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le règlement CA-24-365 intitulé « Règlement délimitant une zone commerciale dans le secteur connu sous le nom de « Quartier latin » » afin de définir les limites de la nouvelle zone commerciale de la Société de développement du Quartier latin.

Adoptée à l'unanimité.

40.01
CA-24-365
1237135005

CA23 240269

Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 9, 27 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale de 3 étages exigée par les règles d'insertion pour un bâtiment sur un terrain de coin et aux conditions d'aménagement d'un café-terrasse sur un toit;
 - b) maintenir un volume d'un étage sur la façade « De Maisonneuve »;
 - c) occuper le toit du volume d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » aux fins d'un café-terrasse rattaché à tout restaurant ou débit de boissons alcooliques situés au même niveau, le

tout substantiellement conforme aux plans préparés par l'agence Daoust Lestage Lizotte Stecker, estampillés et annotés par l'Arrondissement le 20 juin 2023;

- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) déposer un plan d'ensemble détaillé de toutes les enseignes projetées;
 - b) réaliser les travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment indiqués aux plans annexés;
- 3) De fixer un délai de 36 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour compléter la réalisation de l'ensemble des travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 466
1237199002

CA23 240270

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juin au 15 novembre 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public du 8 juin au 15 novembre 2023 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit :

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 710 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 292 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiés à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 656 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. 202 permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 220 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Adoptée à l'unanimité.

40.03 1237883014

CA23 240271

Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 6^e partie A) et édicter les ordonnances

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 6^e partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. 363 permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 711 permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. 293 permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiés à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. 657 permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, o. 221 permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. 203 permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.04 1235907008

CA23 240272

Édicter une ordonnance concernant la tenue d'un événement sur le lot 2 975 648 (99999, rue Peel) pour le festival Équinox le 14 septembre 2023

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. 712 permettant le bruit d'appareils sonores sur le lot 2 975 648 (99999, rue Peel) pour le festival Équinox, le 14 septembre 2023.

Adoptée à l'unanimité.

40.05 1236220008

CA23 240273

Modifier le calendrier 2023 des promotions commerciales afin de rectifier certaines modalités relatives à deux événements et remplacer l'Annexe 1 jointe à l'ordonnance B-3, o. 697 édictée par la résolution CA23 240123

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

De modifier le calendrier 2023 des promotions commerciales afin de rectifier certaines modalités relatives à deux événements;

De remplacer l'Annexe 1 jointe à l'ordonnance B-3, o. 697 édictée par la résolution CA23 240123.

Adoptée à l'unanimité.

40.06 1235907009

CA23 240274

Autoriser l'exercice de l'usage conditionnel « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée pour le bâtiment projeté sur les lots 2 162 031, 2 162 032, 2 162 033, et 2 162 035, conformément à la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, l'usage conditionnel « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » pour les niveaux supérieurs au rez-de-chaussée du bâtiment projeté sur les lots 2 162 031, 2 162 032, 2 162 033, et 2 162 035 du cadastre du Québec, et ce, conformément au paragraphe 1 de l'article 247 de ce règlement.

Adoptée à l'unanimité.

40.07 1238398003

CA23 240275

Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 6 juin 2023 et l'a soumis à une consultation publique le 21 juin 2023 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:
 - a) déroger notamment à l'article 300 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif à l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » interdit dans la catégorie d'usage E.5;
 - b) agrandir et occuper le bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;

- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) la volumétrie, l'implantation, l'occupation doivent être substantiellement conformes aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
 - b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour la restauration exemplaire du volume d'origine;
 - c) soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.08
pp 465
1234869003

CA23 240276

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment à l'article 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la distance minimale de 25 m qu'un restaurant doit avoir d'un autre restaurant;
 - b) occuper, avec l'usage restaurant, les étages rez-de-chaussée et mezzanine, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 19 juin 2023;

- 2) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour déposer une demande de certificat d'autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 467
1239276003

Levée de la séance

70.01

La mairesse suppléante indique que la prochaine séance du conseil sera tenue le 12 septembre 2023 à 18 h 30, à la salle de conseil situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est. L'ordre du jour étant épuisé, elle déclare la séance close à 21 h 04.

Sophie Mauzerolle
Mairesse suppléante

Katerine Rowan
Secrétaire de l'arrondissement

Ce procès-verbal a été adopté par la résolution CA23 240xxx lors de la séance du conseil tenue le 12 septembre 2023



Dossier # : 1232678042

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023

De prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 09:26

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION**Dossier # :1232678042**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023

CONTENU**CONTEXTE**

Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION****JUSTIFICATION****ASPECT(S) FINANCIER(S)****MONTRÉAL 2030****IMPACT(S) MAJEUR(S)****IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19****OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION****CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)****CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télocop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-07

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél :

438 823-3978

Télocop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : 514-872-7313

Approuvé le : 2023-09-01

Dossier # : 1232678042

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Objet : Prendre acte du dépôt des procès-verbaux des réunions du comité consultatif d'urbanisme tenues les 13 juillet et 23 août 2023



PV_CCU_2023-07-13_signé_dépôt CA.pdfPV_CCU_2023-08-23_signé.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télécop. :

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

13 juillet 2023

8h30

**Salle Espace citoyens (nes)
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

Sont présents

M. Robert Beaudry, président
Mme Sophie Mauzerolle, vice-présidente

Mme Maggie Cabana, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Lorenz Herfurth, membre
M. Réjean Martineau, membre
Mme Veronica Lalli, membre

M. Louis Routhier, chef de division - Urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement - chef d'équipe
M. Cesar Cruz-Merino, dessinateur technique

Mme Éléonore Dubois, agente technique en urbanisme - étudiante
Mme Jeanne Vincent, agente technique en architecture - étudiante
Mme Alexandra Durand, agente technique en urbanisme - étudiante
M. Cameron Brubacher, agent technique en urbanisme- étudiant
M. Benoît Bourgeois, inspecteur - étudiant
M. David St-Laurent, inspecteur - étudiant

Présentent leurs dossiers

Mme Catherine Beaulieu, conseillère en aménagement
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Étienne Longtin, conseiller en aménagement
M. Patrice Senécal, architecte

1. Ouverture de la séance			
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 8h36.			
2. Adoption de l'ordre du jour			
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.			
3. Dépôt des procès-verbaux			
Le procès-verbal du comité du 8 juin 2023 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.			
4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations			
4.1 Article 89			
Aucun dossier			
4.2 Projet particulier			
4.2.1	3003262523	1909, avenue des Canadiens-de-Montréal	Favorable avec conditions
4.3 Modification réglementaire			
Aucun dossier			
4.4 Dérogation mineure			
Aucun dossier			
4.5 Usage conditionnel			
Aucun dossier			
4.6 Titre VIII – Révision de projet			
4.6.1	3003199955 3003271551	2625, avenue Gascon	Favorable avec conditions et commentaires
4.6.2	3003108539	2015, rue Panet	Favorable avec conditions
4.6.3	3003275542	1808, avenue Papineau	Favorable
4.6.4	3003255575	2800, rue de Rouen	Favorable avec conditions
4.6.5	3003273849	1415, rue Saint-Hubert	Favorable
4.6.6	3003272608	1605, rue D'Iberville	Favorable avec conditions
4.6.7	3003262288	2347, avenue De Lorimier	Favorable avec conditions
4.6.8	3003273287	2559, rue Chapleau	Favorable
4.6.9	3003265302	1190, chemin Remembrance	Favorable
4.6.10	3003247579 3003254824	2575, rue D'Iberville	Favorable avec conditions
4.6.11	3003249488	1025, avenue des Pins Ouest	Favorable avec conditions
4.6.12	3003196526	1692, rue de la Visitation	Favorable
4.6.13	3003250994	2325, rue Coupal	Favorable avec conditions
4.6.14	3003259827	2205a, rue Hochelaga	Favorable
4.6.15	3003271963	1320, rue Sainte-Catherine Ouest	Favorable
4.6.16	3003265283	1824, rue Sainte Catherine Ouest	Favorable
4.6.17	3003273439	2055, rue Bercy	Défavorable
4.6.18	3003261496	2040, rue Montgomery	Favorable avec conditions
4.6.19	3003235587	2326, rue Sherbrooke Est	Favorable avec conditions

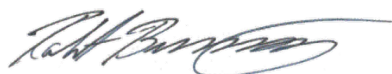
4.6.20	3003273195	2233, rue De Champlain	Favorable
4.6.21	3003229029	99999, rue Île Sainte-Hélène	Favorable
4.6.22	3003221285 3003283487	687-1033, avenue des Pins Ouest	Favorable
4.6.23	3003188218	1500, rue Notre-Dame Est	Favorable avec conditions
4.7 Surhauteur			
4.7.1	3002250134	481, avenue Viger Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.7.2	3003271030	1176, rue Bishop	Favorable avec conditions et commentaires
4.9 Autres dossiers			
Aucun dossier			
5. Prochaine rencontre			
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 8 août 2023 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 10 août 2023.			
6. Varia			
Aucun dossier			
7. Levée de l'assemblée			
L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 10h41.			
			
<u>Robert Beaudry</u> date Président		<u>Cascendra Barthelot</u> date Secrétaire	
2023-07-14		2023-07-14	

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003262523
4.2.1


Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1909, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne le bâtiment du Centre Bell construit au début des années 90 qui abrite des espaces voués aux divertissements sportifs et culturels d'envergure, ce qui explique la particularité de son volume non conventionnel par rapport aux bâtiments à vocation commerciale que l'on retrouve sur le territoire.</p> <p>La demande vise à régulariser les enseignes en place et à venir dans une vision à long terme d'affichage. Cette réflexion tient compte du contexte actuel tant au niveau des récentes constructions que la diminution de l'utilisation de l'automobile comparativement à l'époque où le Centre Bell a été construit. À cet effet, la proposition d'affichage s'articule autour des endroits piétonnisés, soit l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la cour Rio Tinto. Désormais, l'affichage s'inscrit dans une logique piétonne et non plus à l'échelle automobile. Dans cette même vision, certaines enseignes seront retirées soit l'équivalent de 83,32 m² et d'autres seront ajoutées soit, une superficie de 38,16 m². Les nouvelles enseignes seront principalement des enseignes électroniques situées sur les stèles existantes en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et près de l'entrée au bâtiment, dans la cour Rio Tinto.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'applicabilité des normes d'affichage au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> n'est pas adaptée pour les établissements comme le Centre Bell.
Considérant que :	La proposition vise le retrait de 83,32 m ² d'affichage.
Considérant que :	L'utilisation de la procédure de PPCMOI permet de cristalliser la proposition d'affichage à long terme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir des élévations techniques de chacune des façades qui serviront de pièce jointe à la résolution de PPCMOI.
- Fournir le plan d'aménagement pour l'implantation de 4 ruches sur le toit.
- L'enseigne peinte, d'une superficie équivalente à 422,4 m² ne peut être modifiée que par le remplacement d'une autre enseigne peinte ou par le nettoyage de la maçonnerie afin de retrouver son état d'origine.
- Seul un établissement situé à l'intérieur du site visé par l'autorisation ou un contenu culturel peut être annoncé.



Robert Beaudry
Président



Casandra Barthelot
Secrétaire

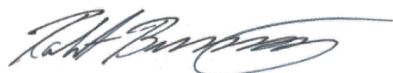
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003199955 et 3003271551
4.6.1

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2625, avenue Gascon
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un immeuble de 6 logements construit en 1955 et situé sur un terrain en pente descendant vers le sud. La majorité des bâtiments du secteur immédiat datent de la même époque. Le bâtiment actuel détonne par son imposante base de béton et son entrée surélevée.</p> <p>La première demande vise la réfection complète de la façade incluant le remplacement de la maçonnerie de pierre par de la brique, le remplacement des portes et fenêtres ainsi que le remplacement des garde-corps existants des balcons par de nouveaux modèles en aluminium soudé. Le niveau d'accès de l'entrée est abaissé. Une portion de la pierre de façade existante est récupérée et installée à la base du bâtiment. La composition finale reprend certains aspects du bâtiment d'origine mieux intégré au contexte.</p> <p>La deuxième demande vise à autoriser l'aménagement paysager de la cour arrière suite aux travaux d'agrandissement du bâtiment. L'aménagement proposé est simple et consiste en un couvre-sol de type gazon sur la presque totalité de la superficie de la cour visée. Des plantations de graminées sont prévues le long du mur et de la clôture. Deux arbres existants sont conservés et seront protégés durant les travaux.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La réfection de la façade vient rétablir une cohérence de niveau plus adéquate pour le secteur.
Considérant que :	La proposition de réfection de la façade et des matériaux contribue à mettre en valeur les caractéristiques de l'ensemble du bâtiment en conservant un langage rétro tout en proposant une certaine modernité.
Considérant que :	L'aménagement paysager proposé de la cour est sobre et très végétalisé.

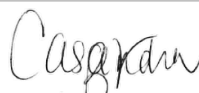
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir la preuve que le modèle du garde-corps est en métal soudé.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, le comité souligne de s'assurer que le type d'arbre choisi en façade ne nuira pas aux fondations du bâtiment et que les arbres existants devront être protégés selon les dispositions de l'article 424.3 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*.




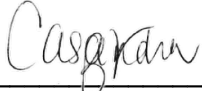
Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003108539
4.6.2

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2015, rue Panet
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment de deux étages construit en 1885 et comportant trois logements. La brique d'origine et les fenêtres ont été remplacées en 1994. C'est à ce moment qu'ont également été effectuées des modifications à la disposition des ouvertures. Toutefois la corniche d'origine semble être toujours en place. Les voisins mitoyens sont des bâtiments de trois étages.</p> <p>La demande vise à autoriser la réfection complète de la façade incluant le remplacement de la maçonnerie de brique de béton par une brique d'argile de format métrique, le remplacement des portes, l'ajout d'impostes et le remplacement des fenêtres par un modèle à battant avec carreaux assimilables à l'époque de construction du bâtiment. Une fenêtre est ajoutée au 2^e niveau. La grille de la porte cochère et la corniche existante sont restaurées.</p> <p>La demande vise également à autoriser des travaux d'agrandissement ainsi que l'aménagement paysager qui en découle. Le bâtiment sera prolongé vers l'arrière et un 3^e étage sera ajouté. Ce nouvel étage est implanté en retrait de 1,8 m par rapport à la façade et partiellement dissimulé par le parapet. Le revêtement de l'agrandissement est en panneau de bois de type "parklex". La cour est majoritairement gazonnée et au moins un arbre existant est conservé. Un nouvel arbre de petit gabarit et quelques cèdres décoratifs sont plantés en bordure du lot. Cinq stationnements pour vélos sont ajoutés.</p>
Élément particulier :	Aucune
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	La réfection de la façade vient rétablir une matérialité cohérente avec les caractéristiques d'origine.
Considérant que :	L'agrandissement en étage est visible, mais son retrait permet de ne pas compromettre la lisibilité et les caractéristiques du bâtiment d'origine.

Considérant que :	L'aménagement proposé de la cour comporte la plantation d'un arbre, des surfaces perméables, végétalisées et favorise le transport actif.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir des précisions sur la finition de l'escalier afin qu'il s'harmonise avec le reste du bâtiment. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> <p>Robert Beaudry Président</p>	 <hr/> <p>Cascendra Barthelot Secrétaire</p>

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003275542
4.6.3

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1808, avenue Papineau
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne l'école Garneau qui fut construite vers 1910, puis agrandie au cours des années 1950 par l'ajout de trois annexes.</p> <p>La demande vise le remplacement et la mise aux normes d'un escalier d'issue situé face à la rue Champlain et légèrement visible depuis celle-ci. Le nouvel escalier sera plus large que celui existant et aura une configuration légèrement différente. Il sera en acier peint noir et comportera des panneaux de béton pare-feu. Ces panneaux seront peints d'une couleur grise similaire à celle de la pierre du bâtiment.</p>
Élément particulier :	Le bâtiment est identifié comme un immeuble d'intérêt à l'annexe A du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La demande vise un remplacement et une mise aux normes nécessaires.
Considérant que :	L'escalier actuel est peu visible de la voie publique.
Considérant que :	La proposition de couleur grise des panneaux de béton contribue à atténuer l'impact du nouvel escalier sur le milieu d'insertion.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003255575
4.6.4

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2800, rue de Rouen
Responsable :	Sébastien Aumais (présenté par Judith Boisvert)
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1938 et situé à l'intersection des rues de Rouen et de Montgomery. Il s'insère dans un contexte plutôt hétéroclite de bâtiments résidentiels de différentes époques et typologies. Le bâtiment comporte deux étages à l'avant et un étage à l'arrière, il est revêtu principalement de brique et se termine par un toit plat. L'édifice semble avoir subi de nombreuses modifications depuis sa construction. Aucune iconographie ne nous permet de connaître sa forme originale.</p> <p>La demande vise l'agrandissement du bâtiment sur sa partie arrière par l'ajout d'un volume de deux étages avec terrasse et construction hors toit au-dessus du garage existant d'un étage.</p> <p>Le nouveau volume est d'expression contemporaine et est déposé symboliquement sur la construction existante. Il est recouvert de métal corrugué de couleur blanche et ses ouvertures de formes carrées sont disposées de manière apparemment aléatoire. Une terrasse est ajoutée au 2^e étage entre la construction existante et le nouveau volume. Cette terrasse n'a pas de recul par rapport à la façade Montgomery. Une autre terrasse est ajoutée sur le toit de l'agrandissement. Celle-ci n'a pas de recul par rapport aux façades et est dissimulée par le parapet qui sert de garde-corps. Une construction hors toit sert d'accès à la terrasse. La construction hors toit a une hauteur de 2,89 m et un recul par rapport à la façade de Rouen de 1,55 m et de 4,42 m par rapport à la façade Montgomery. On retrouve aussi un balcon en projection au 3^e étage, le long de la rue Montgomery.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet de remplacement proposé présente une architecture contemporaine intéressante pouvant avoir une contribution positive pour le secteur.


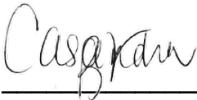
Considérant que :	Le site est situé sur un coin et que le projet tend, malgré son emplacement, à renforcer la présence du site dans son ensemble.
Considérant que :	Les bâtiments immédiatement environnants sont des constructions de type shoebox d'un étage alors que les édifices localisés aux intersections dans ce secteur ont généralement 3 étages sans construction hors toit.
Considérant que :	La construction hors toit ne respecte pas les reculs requis selon l'article 22, 2° du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les terrasses ne respectent pas les reculs requis selon l'article 21.6 <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La construction hors toit est visible de la voie publique de par la configuration particulière du site.
Considérant que :	L'ajout ne respecte pas le pourcentage de maçonnerie requis de 80%, selon l'article 91 <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , mais que le parti architectural choisi justifie ce choix.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduire au minimum la hauteur du parapet de l'agrandissement pour réduire l'effet de masse de l'ajout et diminuer le décalage avec les constructions immédiates. • Réviser la proposition pour que la construction hors toit ne soit pas visible de la voie publique ou la retirer entièrement. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
<p><i>Il est à noter que M. Louis Routhier ayant déclaré un intérêt personnel, a quitté la séance et ne s'est donc pas prononcé pendant les délibérations et le vote.</i></p>	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003273849
4.6.5

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1415, rue Saint-Hubert
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne la tour sud-ouest de la Place Dupuis. Ce bâtiment, d'une hauteur de 27 étages, comporte deux façades avec des fenêtres (est et ouest) et deux façades sans ouverture (nord et sud). L'ensemble des façades ont un parement de panneaux de béton.</p> <p>La demande vise à autoriser à peindre les cinq plans de mur composant la façade sud du bâtiment. La zone à peindre est localisée plus ou moins du 8^e étage au 26^e étage pour une hauteur totale d'environ 91 m sur une largeur de 20 m. La proposition prévoit de couvrir environ 70% de la façade sud. Une peinture acrylique sera utilisée afin de permettre au parement de béton de ne pas être scellé.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La façade ne comporte aucune ouverture.
Considérant que :	La peinture utilisée n'a pas pour effet de sceller le parement et peut être retirée sans abîmer le revêtement de la façade.
Considérant que :	La peinture ne couvre pas l'ensemble du revêtement de la façade.
Considérant que :	Les travaux permettront d'améliorer l'apparence de cette façade aveugle.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Cascandra Barthelot Secrétaire


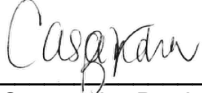
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003272608
4.6.6

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1605, rue D'Iberville
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment commercial construit en 1973 selon les plans de Betts Beaudoin Cash architectes. En 1984, la façade est altérée afin de remplacer la porte de garage, localisée à droite de la façade, par une vitrine. En 2001, une nouvelle porte de garage est ajoutée du côté gauche de la façade, et de manière désalignée avec les ouvertures existantes. La vitrine comporte une base recouverte de tuiles ayant l'apparence de la pierre, une traverse sert de base pour l'enseigne et la fenêtre supérieure comporte quatre divisions verticales. Les fondations du bâtiment sont recouvertes de crépi alors que la façade est construite avec un parement de briques blanches.</p> <p>La demande vise le remplacement de la porte de garage et de la vitrine. La porte de garage sera remplacée par quatre fenêtres, dont la partie basse est alignée avec les fondations existantes. Les fenêtres n'occuperont pas l'ensemble de l'ouverture d'origine et le requérant propose donc de construire une nouvelle section de mur recouverte d'un crépi noir pour combler le tout. Le linteau des nouvelles ouvertures n'est pas aligné avec la vitrine à droite ou la porte au centre du bâtiment. Quant au remplacement de la vitrine, la section supérieure de celle-ci sera composée d'une fenêtre sans division tandis que la traverse et la base de l'ouverture seront recouvertes de crépi noir. La porte et la fenêtre inférieure de la vitrine reprennent les caractéristiques actuelles.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond partiellement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Le revêtement de crépi est prohibé sur les parties visibles du bâtiment et ne contribue pas, lorsque installé au-dessus des fondations, à la mise en valeur du paysage urbain.


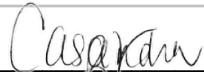
Considérant que :	Les nouvelles fenêtres proposées ne sont pas alignées avec aucune ouverture existante du bâtiment.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer un parement extérieur, pour la portion du mur au-dessus des fondations, conforme à l'article 89 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et compatible avec l'architecture commerciale du bâtiment. • Aligner le linteau des nouvelles fenêtres avec celui de l'ouverture à droite de la façade ou prévoir une ouverture qui atteint le linteau actuel de la porte de garage. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003262288
4.6.7

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2347, avenue De Lorimier
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1910. Les cartes historiques nous permettent de supposer que le bâtiment faisait à l'origine partie d'un ensemble de 6 duplex avec possiblement une architecture similaire. Cet ensemble a été lourdement altéré par les travaux en façade. Le parement de brique est composé de briques rouges avec fini lisse, les linteaux d'origine sont arqués avec des briques en soldat installées avec un appareillage en panneresse, et les allèges sont en pierre grise calcaire. Une photo d'arrondissement de 2005 nous permet d'attester qu'il y avait un escalier qui menait au deuxième étage, mais ce dernier a été retiré sans autorisation. Le couronnement du bâtiment est formé par une toiture en saillie avec un recouvrement en bardeaux d'asphalte.</p> <p>La demande vise le remplacement de l'ensemble des composantes de la façade. D'abord, pour les matériaux de parement, il est proposé de remplacer la brique existante par le modèle Riverdale Matt. Les linteaux seront tous arqués et les allèges seront en béton. Ensuite, la toiture recouverte d'un parement de bardeau d'asphalte sera retirée afin de retrouver un parement de maçonnerie continu jusqu'au parapet. En guise de couronnement, le requérant propose d'insérer un bandeau en bloc de béton d'une hauteur de 200 mm. Ce bandeau sera localisé à deux rangs de brique au-dessus des linteaux du deuxième étage, il sera donc surmonté de quelques briques installées avec un appareillage régulier. Finalement, il est proposé de ne pas installer l'escalier extérieur menant au balcon du deuxième étage. Le nouveau balcon sera de forme rectangulaire et sera supporté par des équerres. Le garde-corps reproduira les caractéristiques actuelles, le fascia sera biparti alors que le soffite sera en planche de bois avec des joints en « V ».</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	L'inspection visuelle de la brique nous permet d'attester qu'elle a un fini lisse.
Considérant que :	L'escalier extérieur, la brique et la pierre grise sont des caractéristiques architecturales distinctives et typiques de l'unité de paysage Côte Sherbrooke.
Considérant que :	La forme de la corniche d'origine n'est pas connue.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> ● Prévoir une brique avec un fini lisse ou « smooth » du même format que la brique existante. ● Prévoir un couronnement en maçonnerie composé d'un appareillage distinctif de brique et/ou de pierre naturelle. Ce dernier doit être continu jusqu'au solin de toiture. ● Prévoir un escalier extérieur s'inspirant de celui retiré sans autorisation. ● Fournir la documentation requise pour évaluer l'apparence de la proposition. ● Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003273287
4.6.8

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2559, rue Chapleau
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1928. L'ensemble des fenêtres du bâtiment sont d'origine, et celles du sous-sol sont alignées avec les fenêtres des étages supérieurs. Ces dernières sont des fenêtres comprenant trois divisions verticales.</p> <p>La demande vise à agrandir, vers le bas, les deux ouvertures du sous-sol. Le jambage des ouvertures sera inchangé, ce qui permettra de conserver le linteau existant. Les nouvelles ouvertures auront des dimensions de 1,3 m sur 1 m et des fenêtres à battant y seront installées. Dû à l'agrandissement de l'ouverture, des margelles d'une profondeur maximale de 0.6 m, devront être installées devant les deux ouvertures.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La proposition de modification de l'ouverture permettra de conserver le linteau d'origine.
Considérant que :	Le modèle de fenêtre est compatible avec les fenêtres des étages supérieurs
Considérant que :	L'agrandissement des ouvertures permettra d'aménager le sous-sol en espace habitable.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Cascandra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003265302
4.6.9

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1190, chemin Remembrance
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne la salle mécanique de la patinoire du Lac-aux-Castors, située à l'arrière du pavillon principal. Le bâtiment d'un étage est construit en pierre et ne comporte aucune ouverture à l'exception des portes et d'une persienne.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification du système de ventilation de la salle du condenseur évaporatif. La persienne existante sera obturée par l'intérieur avec un panneau opaque isolé tandis qu'une ouverture sera pratiquée sur la toiture pour créer un nouvel apport en air. Un nouvel équipement mécanique d'une hauteur de 0.3 m sera ajouté sur le toit et localisé à environ 1 m des façades.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les interventions ne sont pas visibles depuis la voie publique ou depuis les aménagements du Parc du Mont-Royal.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascandra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003247579 et 3003254824
4.6.10

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2575, rue D'Iberville
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1938. Les façades du rez-de-chaussée sont recouvertes d'un crépi reproduisant l'apparence d'une fondation en pierre alors que les étages sont revêtus d'un parement de brique jaune ocre. Le couronnement est composé d'un surhaussement central avec un solin métallique ornemental qui se poursuit sur les façades latérales. Les portes d'entrée semblent d'origine, alors que l'ensemble des fenêtres ont été remplacées. Sur les façades latérales, certaines ouvertures ont été modifiées. Le bâtiment a une implantation isolée.</p> <p>Les demandes visent à autoriser la transformation de certaines ouvertures (demande 3003247579), l'agrandissement en cour arrière et l'aménagement paysager du site (demande 3003254824).</p> <p>Sur le mur latéral gauche, deux ouvertures seront agrandies vers le bas et deux autres seront déplacées vers l'arrière afin d'accommoder de nouvelles composantes structurales du bâtiment. Les briques démantelées pour la réalisation des travaux seront utilisées pour le ragrément du parement, et les nouveaux linteaux auront les mêmes caractéristiques qu'à l'origine.</p> <p>À l'arrière, la proposition prévoit un agrandissement d'une superficie approximative de 85 m² sur deux étages. Ce dernier sera en saillie de 1,5 m par rapport au mur latéral gauche et sera donc visible depuis la voie publique. L'accès aux nouveaux logements, aménagé en alcôve et localisé au 2^e étage, aura un parement métallique vertical de couleur grise alors que le parement du 3^e étage sera de couleur cuivre. Aucune ouverture n'est prévue sur la façade avant de l'agrandissement.</p> <p>Finalement, les travaux comprennent un réaménagement des accès et de la cour avant. Il est proposé de planter, en cour avant, un pommier atteignant une hauteur de deux mètres ainsi que quatre arbustes. Un chemin sera aménagé dans la cour latérale gauche afin de donner accès à la porte de l'agrandissement. Ce passage sera construit avec des murs de soutènement en béton alors que le pavage sera composé de dalles de béton perméables.</p>

Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les transformations du bâtiment existant visent à reproduire les caractéristiques architecturales d'origine.
Considérant que :	La façade de l'agrandissement est localisée en retrait de 13 mètres par rapport à la façade principale.
Considérant que :	La façade de l'agrandissement exprime un vocabulaire et une matérialité contemporaine.
Considérant que :	L'aménagement paysager comprend la plantation d'un arbre, plusieurs arbustes et l'utilisation d'un pavage perméable.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévoir la plantation d'un arbre indigène. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003249488
4.6.11

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1025, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais (présenté par Jordan Lapointe)
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1861 dans un style victorien d'inspiration italienne. Il est situé à l'intersection de l'avenue des Pins Ouest et de la rue McTavish. C'est un bâtiment de trois étages avec une tour culminant à quatre étages. L'ensemble est revêtu de pierre grise avec de nombreux détails décoratifs, le tout se terminant par une toiture en cuivre.</p> <p>La demande vise l'ajout de nouveaux arrêts de neiges sur les toitures qui font l'objet d'une restauration complète selon leurs formes d'origine. Les garde-neige proposés sont en acier galvanisé peints de couleur noire. Ils sont constitués de tubes ronds avec des membrures diagonales à l'arrière, le tout est fixé aux baguettes de la toiture en cuivre.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel. La proposition a reçu un avis préliminaire favorable de la part de la Division du patrimoine.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'ensemble des revêtements de toiture et solinages sont en cuivre.
Considérant que :	La matérialité proposée des arrêts de neige est en acier galvanisé peint en noir, ce qui pourrait en accentuer leur visibilité.
Considérant que :	La forme des toitures est complexe et que l'ajout d'arrêts de neige est requis afin d'assurer la pérennité du bâtiment et la sécurité des espaces adjacents.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Réviser la matérialité des garde-neige en acier galvanisé peint en noir pour du cuivre.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.




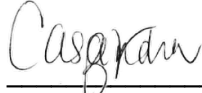
Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

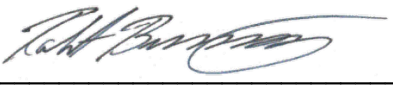
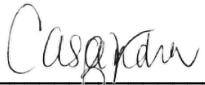
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003196526
4.6.12

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1692, rue de la Visitation
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un immeuble actuellement vacant et faisant l'objet d'une demande de permis de construction. Le projet de construction résidentiel a déjà été présenté au comité et fut accueilli favorablement. Toutefois, le demandeur souhaite modifier l'aménagement de la cour arrière.</p> <p>La demande vise à autoriser le nouvel aménagement paysager prévu en cour arrière et en lien avec le projet de construction. Dans la proposition initiale, la topographie de l'ensemble de la cour arrière était abaissée d'environ 1,5 m alors que la nouvelle proposition prévoit plutôt un dénivelé, en pente, uniquement dans la section attenante aux cours anglaises desservant les logements situés en demi-sous-sol. Le reste de l'aménagement initialement proposé et incluant les végétaux, le type de couvre-sol et les pas japonais demeure inchangé.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 14 mars 2023, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la révision de projet de construction incluant l'aménagement paysager projeté.
Considérant que :	Le nouvel aménagement permettra d'accueillir les logements de type studio tel que prévu, sans nécessiter d'abaisser complètement la cour arrière.
Considérant que :	La conservation des niveaux topographiques aura un impact moindre sur la gestion des eaux tout en réduisant l'impact du chantier sur les propriétés voisines.
Considérant qu' :	Aucun changement n'a été apporté concernant les végétaux proposés, le type de couvre-sol et les pas japonais.
Considérant que :	L'escalier menant de la porte cochère de la cour sera significativement réduit et que celui qui menait au niveau des studios sera retiré.

Considérant que :	L'évacuation et l'apport lumineux peuvent se faire par l'ajout d'une pente.
Considérant qu' :	Un canal de drainage est prévu en bas de la pente afin de s'assurer que l'eau ne s'accumule pas dans les cours anglaises.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


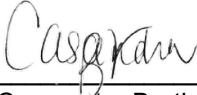
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003250994
4.6.13

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2325, rue Coupal
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit au début du XX^e siècle, entre 1890 et 1912. Il est situé sur la rue Coupal, autrefois appelée rue Marie-Anna. Le projet est situé derrière le théâtre espace libre, autrefois la caserne de pompier No 19. Il s'agit d'un bâtiment de 2 étages en brique avec couronnement en bois. Un agrandissement sur le mur latéral a été érigé dans les années 1950. Le bâtiment a une cour arrière non construite et un dégagement par rapport à la limite latérale du lot de 2 m au niveau de l'agrandissement et 3,3m au niveau du volume d'origine.</p> <p>La demande vise à autoriser un agrandissement sur deux étages à l'arrière du bâtiment. Des modifications au mur latéral sont également prévues; une nouvelle fenêtre est percée au 2^e étage et les portes sont remplacées. Les fenêtres à guillotine en façade avant et latérale sont également changées pour des fenêtres à guillotine similaires.</p> <p>L'agrandissement est très peu visible, étant caché en partie par l'agrandissement des années 1950. Il ne peut être aperçu que brièvement, en diagonale, par la marge latérale. Sa volumétrie s'aligne en hauteur et en largeur avec le bâtiment existant, mais un recul est proposé au niveau du RDC afin de créer un espace couvert. L'agrandissement est entièrement recouvert de revêtement en crépi acrylique blanc chaud. Un solin métallique blanc est également proposé sur le nouveau volume.</p> <p>En termes de verdissement, peu de travaux sont à prévoir, la cour arrière étant déjà très végétalisée. Seule la zone pavée au sol est légèrement agrandie vers l'arrière du terrain, en réutilisant les pavés existants.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'agrandissement est très peu visible depuis la voie publique.
Considérant que :	Les portes modifiées n'étaient pas d'origine, ayant été ajoutées au bâtiment dans les années 1950, et que la nouvelle fenêtre percée cherche à reprendre le langage des autres fenêtres sur la même façade.

Considérant qu' :	Il y a déjà trois arbres sur le terrain qui seront tous conservés et protégés pendant les travaux, et que le taux d'implantation projeté ne dépassera pas 50%, même si une limite de 100% est permise.
Considérant que :	Les arbustes existants près de l'entrée risquent fortement d'être endommagés ou retirés lors du chantier.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Afin d'embellir le paysage urbain, proposer un petit arbre ou arbuste de remplacement au niveau de l'accès vers l'entrée, en marge latérale. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Casandra Barthelot Secrétaire

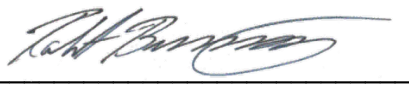
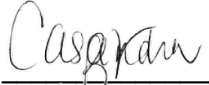
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003259827
4.6.14

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2205a, rue Hochelaga
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit dans la première moitié du XX^e siècle, entre 1924 et 1949. Il est situé à l'intersection de la rue Hochelaga et de la rue Parthenais. C'est un bâtiment de trois étages autrefois coiffé d'un couronnement en briques. Le bâtiment a une cour arrière non construite et une allée de stationnement sur le lot voisin crée un vide entre le mur latéral et la construction voisine.</p> <p>La demande vise à autoriser une construction hors toit qui a été modulée afin de minimiser son impact visuel depuis le niveau de la rue. Sa toiture à versants atténue la visibilité du projet tout en lui permettant de se distinguer du corps principal du bâtiment.</p> <p>Le revêtement métallique léger de la toiture et des murs, en tôle d'acier peint gris métallisé de Mac Metal, s'agence avec les bacs de plantation en aluminium également recouverts de la même tôle d'acier. Un garde-corps en verre est ajouté entre les bacs de plantation. La structure de la pergola est en aluminium peint de la même couleur que le revêtement. Le soffite et le mur extérieur se prolongeant vers Hochelaga, à l'axe D sont recouverts d'un revêtement en bois. La construction hors toit sera particulièrement visible lors d'une approche depuis le nord, via la côte de la rue Parthenais; le terrain derrière le bâtiment faisant partie du même lot. La pergola sera également visible lorsque directement en face du mur latéral (sur la rue Parthenais).</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> en ce qui a trait à sa volumétrie, sa matérialité et son intégration.
Considérant que :	La proposition permet l'ajout d'une chambre à coucher dans un logement de taille modeste, permettant une densification douce du secteur.

Considérant que :	La visibilité de la construction hors toit est principalement causée par la pente de la rue Parthenais, et que cette situation ne peut être remédiée. Seule une partie de la pergola sera partiellement visible lorsque directement en face du bâtiment.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


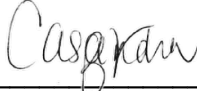
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003271963
4.6.15

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1320, rue Sainte-Catherine Ouest
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1880 puis transformé à multiples reprises au courant du XX^e siècle. La principale modification à la façade a été permise en 1952. Le prolongement au niveau du rez-de-chaussée, quant à lui, semble avoir été ajouté entre 1951 et 1958. Cette projection à la limite avant du lot s'aligne avec les autres bâtiments, qui ont tous été modifiés afin d'ajouter de la superficie locative commerciale au rez-de-chaussée. Avec les années, cette portion de la façade a été en constante évolution, au rythme des commerces qui s'y sont installés. La façade aux étages supérieurs, quant à elle, n'a été que très peu modifiée depuis les années 50.</p> <p>La demande vise le remplacement des panneaux de revêtement en tuiles de pierre calcaire installés en façade par un revêtement d'aluminium peint blanc (de type ALUCOBOND PLUS). Ces panneaux préfabriqués sont conçus avec un système d'attache particulier facilitant l'installation et réduisant la quantité et la largeur des joints entre les panneaux. Les panneaux d'aluminium pliés autour de la façade au rez-de-chaussée seront peints en noir satiné. Le verre des portes est également changé, sans toutefois modifier le cadre des portes et vitrines. Un verre clair y sera inséré. La poignée de la porte sera changée pour une poignée reprenant la forme du logo de l'occupant.</p>
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans les limites de l'aire de protection de l'édifice du Mount-Royal Club, mais les travaux ne sont pas assujettis à une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition conserve une grande partie des matériaux existants, la volumétrie et l'allure générale de la boutique actuellement en place.
Considérant que :	La façade affectée par les travaux a été en constante évolution au fil du temps et que l'entablement a fréquemment été modifié afin de représenter le commerce s'installant au rez-de-chaussée, mais que cette pratique n'est pas durable et ne devrait pas être encouragée.

Considérant qu' :	Un revêtement métallique de bonne qualité est proposé en façade, reprenant le langage de plusieurs autres commerces situés dans cette unité de paysage.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003265283
4.6.16

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1824, rue Sainte Catherine Ouest
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un immeuble de 3 étages construit en 1934 pour y loger un concessionnaire automobile. Un projet avait toutefois été permis en 1923, mais n'a probablement jamais été construit.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification de la façade de l'immeuble. La proposition cherche à augmenter la surface vitrée en façade, au rez-de-chaussée, et de retirer l'enseigne et la marquise du restaurant Seoul chako. Cela permettra de retrouver la lecture originale de l'entablement en brique entre le RDC et le 1er étage, ainsi que de se rapprocher des élévations d'origine qui proposaient des vitrines sur toute la largeur du bâtiment.</p> <p>Des portes sont également ajoutées à la façade afin de séparer le local commercial en deux, et afin d'offrir un accès extérieur direct vers l'escalier menant à l'espace au sous-sol. Trois séparations verticales, alignées avec celles se trouvant aux étages supérieurs, sont ajoutées au rez-de-chaussée. Un entablement en pierre grise est aussi proposé afin d'y installer de futures enseignes commerciales, et ainsi laisser à nu la brique de l'entablement actuel. Aucune intervention n'est prévue au niveau de la terrasse en béton extérieure et du garde-corps en cour avant.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 14 mai 2015, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour la transformation de la façade.</p> <p>À la séance du 13 décembre 2018, le CCU a émis un avis favorable pour une autre transformation de l'entrée; le permis octroyé en 2015 n'ayant pas été suivi convenablement.</p>
Considérant que :	La proposition permettra d'améliorer l'offre commerciale en ajoutant des locaux de taille plus modeste et abordable.
Considérant que :	Le projet répond bien aux objectifs visés par l'article 127.1 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> concernant l'unité de paysage <i>Artère commerciale</i> .

Considérant que :	L'entablement en pierre grise est de bonne qualité et durabilité, qu'il propose une réinterprétation des élévations du projet de 1923 et qu'il permettra d'y installer des enseignes commerciales bien intégrées au projet.
Considérant que :	Les subdivisions verticales sont alignées avec celles des étages supérieurs et s'harmonisent bien avec la composition de la façade.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


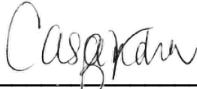
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003273439
4.6.17

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2055, rue Bercy
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit au début des années 1950. Bien qu'il soit mitoyen à un alignement de 11 shoebox similaires, ce dernier déroge avec ses voisins par son implantation en front de lot. Il s'agit d'un shoebox typique d'environ 25' x 40'. Des plans de 1952 sont disponibles et permettent de bien comprendre la forme et les types des fenêtres d'origine. Des photos d'époque des autres shoebox du secteur permettent aussi de voir les composantes d'origine qui étaient utilisées à cette époque pour ce type de construction.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement des fenêtres actuelles (coulissantes blanches en PVC) par des fenêtres séparées en trois sections, dont deux à battant et une partie fixe centrale, le tout en aluminium. Les dimensions (59,25" x 59,75") sont inchangées. Les fenêtres coulissantes (coulissantes blanches en PVC) sont également modifiées par un modèle à auvent.</p> <p>La porte d'entrée (porte aux subdivisions acceptables, mais avec verre givré, qui a été installée il y a moins de 3 ans) est également modifiée pour une porte percée de trois ouvertures rectangulaires horizontales, en aluminium.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition ne répond pas aux critères du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> qui indique que les ouvertures d'un bâtiment doivent reprendre la forme d'origine du bâtiment.
Considérant que :	La réglementation actuelle vise le retour à la forme et apparence d'origine afin de rétablir l'uniformité de l'ensemble.
Considérant que :	Des preuves documentaires démontrent le modèle d'origine de la porte et des fenêtres de cette série de « shoebox ».

Considérant que :	La porte installée ne reprend pas les subdivisions du modèle d'origine et n'est pas compatible avec la typologie du bâtiment ni avec celle du secteur.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003261496
4.6.18

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2040, rue Montgomery
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1923. Il s'agit d'un bâtiment de trois étages à usage mixte; résidentiel aux étages et commercial au rez-de-chaussée. Il est situé sur la rue Montgomery, non loin de l'intersection avec la rue Ontario.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification des fenêtres et des portes en façade. Les fenêtres actuelles (guillotines 50/50, en aluminium) seront remplacées par un modèle similaire: même matérialité, subdivision, type d'ouvrant et sans modification à la grandeur des ouvertures. Les ouvertures sont de 41,5" x 72". Les portes seront changées par des portes de dimensions identiques, avec parties vitrées et ornements reprenant le langage d'origine des portes typiques de cette époque et de ce secteur.</p> <p>Des impostes vitrées seront également réinstallées en partie haute des portes, où elles avaient été obturées par des panneaux de revêtement métallique. Les planchers, soffites et fascias des balcons (qui ne sont plus d'origine et en piètre état) seront également remplacés par des planchers en fibre de verre, des fascias doubles en pin teint naturel et des soffites en pin teint naturel.</p> <p>Seul le garde-corps proposé ne vise pas un retour ou un maintien des caractéristiques d'origine. En effet, le garde-corps actuel est en fer forgé et ses balustrades sont ouvragées. Le modèle de garde-corps proposé n'inclut pas d'ornementation, mais sa forme (barrotins, main courante, lisse basse et lisse haute indépendante de la main courante) est similaire. Le nouveau garde-corps proposé est en aluminium soudé.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond en majeure partie aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

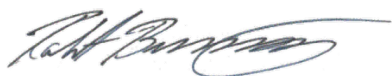
Considérant que :	Le projet permettra d'améliorer nettement la qualité de la façade avant tout en proposant un retour des composantes d'origine en ce qui a trait aux portes, aux fenêtres et aux balcons.
Considérant que :	Le modèle de garde-corps proposé reprend en grande partie le langage d'origine, ne retirant que le détail ornementé en son centre, mais conservant son allure générale.
Considérant que :	La coupe des balcons ne permet pas de bien comprendre les travaux et les détails qui sont prévus au niveau des balcons.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir un détail des fascias bipartis en bois qui devraient être composés de 2 planches horizontales dont celle du haut chevauche légèrement celle du bas. • Les soffites devront être en planche de bois bouvetés avec joints en « V ». • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003235587
4.6.19

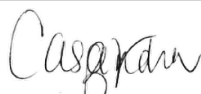
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2326, rue Sherbrooke Est
Responsable :	Sébastien Aumais (présenté par Patrice Sénécal)
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1927 dans un style néo-georgien. Il est situé à l'intersection des rues Sherbrooke Est et Sheppard. C'est un bâtiment de 3 étages revêtu de brique rouge brunâtre avec détails décoratifs de béton imitant la pierre. Les façades se terminant par un parapet de brique et un toit plat. La cour anglaise sur la rue Sherbrooke aurait été ajoutée en 1953.</p> <p>La demande vise la reconstruction des escaliers de la cour anglaise, l'ajout de garde-corps en aluminium soudé et la modification des bacs de plantation au milieu de la cour anglaise. Les clôtures basses existantes entourant la cour avant sont conservées et adaptées au nouvel aménagement. Les bacs de plantation sont réduits en dimensions pour ajouter un passage en béton entre les deux portes d'accès aux logements en sous-sol. Une nouvelle dalle de béton est aussi ajoutée en bordure du trottoir pour lier les deux chemins d'accès.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	De manière générale, la proposition reprend la forme de la cour anglaise existante construite en 1953.
Considérant que :	L'ajout des garde-corps latéraux est nécessaire pour assurer la sécurité des pourtours de la cour anglaise.
Considérant que :	Ces mêmes garde-corps reprennent le langage des clôtures basses existantes et s'intègrent adéquatement à l'ensemble.
Considérant que :	Les nouveaux bacs de plantation ne semblent pas avoir la même durabilité constructive que les existants et que le projet doit assurer leur pérennité.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir et réviser les détails architecturaux des nouveaux bacs à fleurs pour assurer leur permanence, leur durabilité et la viabilité des végétaux.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003273195
4.6.20

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2233, rue De Champlain
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment récemment construit et occupé par l'organisme Chez Doris qui offre une vingtaine de petits logements ainsi que des salles communes à des femmes qui ont vécu dans la rue.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une enseigne affichant le nom de l'immeuble « Résidence Marcelle et Jean Coutu ». L'enseigne de forme carrée est constituée d'une plaque d'acier inoxydable brossée d'une superficie d'environ 0,37 m² sur laquelle sont apposées des lettres détachées en aluminium peint en noir mat. Elle sera située en façade à proximité de l'entrée principale de l'établissement et fixée dans les joints de la brique. Aucun éclairage n'est prévu.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La localisation centrée de l'enseigne entre les deux fenêtres, son positionnement à la hauteur du vitrage de celles-ci, ainsi que ses dimensions favorisent une intégration harmonieuse à l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	Sa localisation sur la portion en retrait de la façade de la rue De Champlain s'intègre au caractère domestique de l'artère et s'adresse au piéton.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Casandra Barthelot Secrétaire

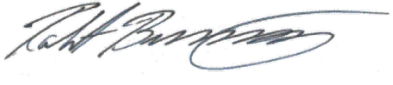

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

13 juillet 2023

3003229029


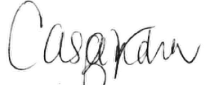
4.6.21

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	99999, rue Île Sainte-Hélène
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	<p>L'immeuble visé est constitué du lot 3 986 721 du cadastre du Québec comprenant une partie du parc Jean-Drapeau sur l'île Sainte-Hélène. Un inventaire de caractérisation phytosanitaire des arbres du parc Jean-Drapeau a été réalisé en 2017 et est dorénavant maintenu à jour au sein du Plan maître forestier adopté en 2018 pour mieux encadrer les interventions sur ce territoire. En 2021, le Plan directeur de conservation, d'aménagement et de développement du parc Jean-Drapeau 2020-2030 a été approuvé pour structurer de manière cohérente les interventions à apporter aux divers secteurs du parc, dont celui de la plaine de Jeux.</p> <p>La demande vise à autoriser l'abattage d'un total de 13 arbres, incluant 1 frêne, situés en bordure des étangs de la grande pouidière. Du nombre, 10 présentent des signes de phytopathologies mettant en danger leur survie à court terme (caries importantes, vulnérabilités d'espèces à des pathogènes ou des ravageurs et des défauts structurels).</p> <p>Ces abattages, limités au strict nécessaire, sont requis pour la réalisation de travaux de restauration des murets de pierre en rive des étangs ou d'accessibilité universelle des lieux. Le projet de réaménagement de ce secteur comprend aussi l'aménagement d'un marais filtrant en amont, la réfection d'escaliers et le déplacement d'un de ceux-ci, l'aménagement d'un sentier et d'une passerelle, la restauration des ponts existants, la réintroduction d'une cascade dans l'étang inférieur ainsi que l'ajout de mobilier urbain coordonné. Ce projet permettrait dorénavant la recirculation de l'eau de ces bassins artificialisés plutôt qu'un rejet direct à l'égout comme actuellement.</p> <p>Par ce réaménagement, la SPJD vise à révéler la valeur patrimoniale de ces aménagements des années 1930 et 1960, en conformité avec le nouveau plan directeur 2020-2030. La plantation d'un nombre d'arbres supérieur à celui abattu est prévue, dont 3 feuillus dans ce même secteur du parc.</p>
Élément particulier :	L'emplacement est situé dans le site patrimonial cité de l'île-Sainte-Hélène

Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition d'abattage circonscrit adéquatement les arbres à abattre afin d'éviter un abattage injustifié et tout dommage aux caractéristiques actuelles du domaine public, dont celles propres à ce secteur patrimonial du parc Jean-Drapeau.
Considérant que :	Chaque arbre abattu sera minimalement remplacé sur le même terrain de cette partie du parc Jean-Drapeau sur l'île Sainte-Hélène, le tout avec une végétation indigène plus adaptée aux particularités du secteur des étangs, sans impact important sur le couvert forestier urbain déjà à 100 % aux abords de ce plan d'eau du parc, en concordance avec les visées du nouveau plan directeur 2020-2030.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003221285 et 3003283487
4.6.22

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	687-1033, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	<p>La demande concerne le site de l'ancien hôpital Royal Victoria qui est constitué de divers lots du cadastre du Québec regroupés dans trois comptes fonciers distincts, soit:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les lots 1 341 182 et 1 354 192, occupés par l'ancien hôpital Royal Victoria (687-835, avenue des Pins Ouest); • le lot 1 341 184, occupé par l'ancien Institut Allan Memorial (1025, avenue des Pins Ouest); • le lot 1 341 185, occupé par l'ancien pavillon Irving-Ludmer (1033, avenue des Pins Ouest). <p>Le 13 janvier 2023, le <i>Règlement 21-032</i> est venu autoriser la démolition, la construction, la transformation et l'occupation de bâtiments ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs sur le site de l'ancien hôpital Royal Victoria en vue de sa requalification complète.</p> <p>La demande vise à autoriser les deux premières phases d'opérations cadastrales devant morceler le site de l'ancien hôpital Royal Victoria.</p> <p>La première phase vise la réalisation du projet « Nouveau Vic » de l'Université McGill comprenant les pavillons situés à l'intersection nord-ouest de l'avenue des Pins Ouest et de la rue University. Le plan complémentaire PC-43576 vient remplacer le lot 1 341 182. À l'intérieur du plan complémentaire, le terrain est essentiellement divisé en 2 lots. Les limites du lot 6 537 746 sont projetées à une distance variable des bâtiments devant être cédés par emphytéose à l'Université McGill pour une durée de 100 ans, tout en assurant un dégagement minimal suffisant des autres pavillons existants sur le futur lot résiduel 6 537 747 devant demeurer propriété de la SQI.</p> <p>La seconde phase vise l'agrandissement du territoire du PC-43576 pour y intégrer l'actuel lot 1 354 912 situé au nord du site, en bordure du terrain du parc du Mont-Royal, à l'ouest de la rue University, tout en détachant le lot 6 575 579 correspondant à un boisé devant être cédé à la Ville de Montréal et intégré au parc adjacent.</p>

	Au sein du plan complémentaire, la combinaison des résidus des lots 1 354 912 et 6 537 747 serait remplacée par le lot 6 575 580.
Élément particulier :	Les immeubles sont situés dans le site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les propositions d'opérations cadastrales successives respecteront les valeurs patrimoniales associées à cette grande propriété institutionnelle, tout en respectant le caractère et le cadre bâti des lieux ainsi que les visées du plan directeur autorisé par le <i>Règlement 21-032</i> .
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003188218
4.6.23

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1500, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André et Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne l'îlot des Voltigeurs, soit le site fondateur de la brasserie Molson. La phase 1-A vise les bâtiments qui comprenaient les activités de brassage de la bière (bâtiments 010-020, 030, 090 et 060).</p> <p>La demande vise à autoriser l'agrandissement du bâtiment 060, afin d'y accueillir les bureaux de Molson-Coors. La volumétrie a déjà fait l'objet d'une approbation par PPCMOI, et le comité s'est prononcé une première fois sur le concept architectural dans le cadre de la révision Titre VIII. La présente demande a pour objectif de présenter en détail la proposition architecturale du bâtiment 060, mais également des ses murs arrière, ainsi que ceux des bâtiments 010, 020 et 030, donnant sur les cours intérieures, conformément aux conditions du projet particulier. Les aménagements paysagers des cours défilant le long d'un parcours public, ainsi que ceux aux toits font également partie de la révision de projet.</p> <p>L'agrandissement (bâtiment 060b)</p> <p>Le concept architectural de l'agrandissement demeure le même que ce qui a été présenté précédemment. Le prolongement du basilaire sur la rue Monarque propose un soubassement de pierre calcaire, tel que demandé par le comité. Toutefois, l'état de la pierre existante ne permet pas son intégration au nouvel immeuble. La partie supérieure du basilaire est composée de panneaux de béton préfabriqué de couleur gris pâle. La trame des ouvertures est accentuée par un recul par rapport au plan de façade principale et par l'utilisation de différents finis du béton. Le quadrillage en avant-plan est d'un béton présentant l'agrégat de pierre grise au fini meulé, tandis que la partie courbée en recul est d'un fini jet de sable. Les éléments architecturaux dominant sont alignés avec la trame principale du bâtiment historique adjacent.</p> <p>La jonction verticale entre le bâtiment existant et le nouveau volume tire profit du recul des plans de façade, et permet au passage de dissimuler les persiennes mécaniques en aluminium de couleur anthracite. Les fenêtres possèdent des meneaux verticaux en aluminium anthracite.</p> <p>La proposition pour l'agrandissement en hauteur qui domine le coin Notre-Dame et de la rue Monarque est résolument actuelle. Le volume en</p>

hauteur reprend verticalement et de manière uniforme le rythme du bâtiment historique en dessous composé de 5 travées et avant-corps de bâtiments. Avec ses courbes concaves, il fait un rappel historique aux uni réservoirs qui dominaient l'arrière du site en proposant la contre courbe des alignements de cylindres. La symbolique de la forme de proue qui domine le coin fait également un clin d'œil aux vagues du fleuve et au célèbre voilier emblématique de Molson.

La position en recul du nouveau volume permet la lecture complète du bâtiment historique et du coin, par son volume distinctif et unifié, il lui laisse la préséance.

Les arcs vitrés du mur rideau sont amplifiés par une série de lignes verticales blanches sérigraphiées de 2 cm avec un espacement rythmé qui filtrera la lumière le soir venu. Les détails fournis confirment que la courbe sera créée par l'assemblage de 9 panneaux de verre avec un joint de silicone structural.

L'aménagement paysager

Cette phase comprend l'aménagement de deux des quatre accès publics vers le cœur d'îlot que comprendra l'îlot des Voltigeurs: depuis la rue Notre-Dame par la porte cochère (bâtiment 060) et depuis la rue Monarque (sud du bâtiment 060b). Les escaliers et l'allée qui connectera éventuellement au prolongement de la rue de la Commune, sont composés de pavés de granit Caledonia, de différents finis.


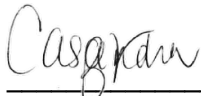
En contrebas de ce passage, une cour anglaise connectera avec les espaces commerciaux du sous-sol. L'espace aménagé des bancs comporte des plantations en pleine terre et propose de réutiliser les pavés de pierre naturelle récupérés au sous-sol du bâtiment 060 (revêtement d'une ancienne cour à ciel ouvert). Une seconde cour intérieure qui ne sera pas visible depuis le passage public, reprend la thématique du charbon avec un jardin minéral composé de pierre d'ardoise et de plantes résistantes à l'ombre, dont deux arbres. Des artéfacts tels une ancienne cuve et une vis sans fin du convoyeur y seront mis en valeur.

Sur le toit du bâtiment 020 du bar Molson, des pergolas en métal (non visibles depuis le trottoir opposé) abriteront les tables. Au pied de la cheminée de briques, un toit végétalisé d'environ 150 m² propose un podium fleuri de vivaces, qui intègre d'anciennes petites cheminées de l'immeuble 010. La terrasse des bureaux située au toit du bâtiment 060a comportera des tables et deux bacs de plantation d'une superficie totale d'environ 85 m² comprenant des arbustes à petit développement, des graminées et des vivaces. Le contour du dos du fronton de cuivre est souligné par une bande d'éclairage blanc rappelant le néon de l'horloge Molson.

Les murs bordant les cours

Des détails ont été spécifiés pour les nouvelles façades sud de l'ensemble des bâtiments, suite au démantèlement de certaines de leurs annexes. Ces murs qui bordent l'espace rendu public ponctué de passages et de cours doivent faire l'objet d'une révision de projet, conformément au PPCMOI.

	<p>Le mur sud du bâtiment 060 bordant l'allée qui relie les escaliers de la rue Monarque à la porte cochère de la rue Notre-Dame, propose le même concept architectural que sur la façade est. La partie au-dessus de la porte cochère est composée d'un mur-rideau de verre clair, avec des meneaux en aluminium de couleur anthracite.</p> <p>Le mur ouest propose plusieurs entrées vitrées aux espaces du rez-de-chaussée. Le passage de la porte cochère propose un mur-rideau avec meneaux anodisés anthracite et un soffite en caisson d'aluminium anthracite. Un éclairage de l'espace est dissimulé dans une niche en retrait au plafond, afin de mettre en valeur la maçonnerie d'origine.</p> <p>Pour le bâtiment 020, c'est le verre clair qui domine afin d'offrir une certaine transparence et de permettre d'exposer le mur de brique rouge intérieur préservé. Le bâtiment 030 est un rappel du basilaire du 060 avec une trame de béton préfabriqué gris foncé et ses pilastres légèrement courbés.</p> <p>Enfin, il est proposé d'ajouter une ouverture à l'immeuble 010 afin d'accéder à l'exposition.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 13 octobre 2022, le CCU a émis un avis favorable avec conditions pour l'agrandissement du bâtiment 060b. Le CCU a demandé à revoir certains détails de la proposition architecturale, ainsi que l'aménagement paysager.
Considérant que :	Pour le nouveau bâtiment rue Monarque, la variation des angles et les différentes finitions du béton préfabriqué apportent une grande qualité à la trame de fenêtres du basilaire.
Considérant que :	La proposition du nouveau bâtiment du 060 au volume distinctif vitré accompli à la fois la mise en valeur du contexte bâti historique, l'apport d'un vent de nouveauté architectural audacieux et une forme pure emblématique.
Considérant que :	Les précisions sur la sérigraphie du mur-rideau et son assemblage confirment la réalisation de l'expression originale des formes concaves courbées des façades.
Considérant que :	La même qualité est offerte aux façades donnant sur les cours intérieures favorisent l'animation avec différents accès piétonniers et des terrasses, et que les locaux techniques ne sont pas situés en cœur d'îlot.
Considérant que :	Le parcours des passages au cœur du futur îlot offre une accessibilité universelle.
Considérant que :	Des artefacts industriels sont intégrés dans le projet d'aménagement paysager, mais que l'état de la pierre calcaire du bâtiment sur la rue Monarque ne permet pas sa réutilisation dans la nouvelle proposition architecturale.

Considérant que :	L'aménagement des cours offre des espaces de plantation, dont en pleine terre, tout en tenant compte de l'ensoleillement limité des cours intérieures et de la programmation du parcours qui servira à offrir un lien piétonnier vers le cœur d'îlot.
Considérant que :	L'éclairage proposé pour l'enver de l'enseigne d'intérêt du bâtiment 060 répond aux critères, dont notamment de limiter son impact sur le ciel et de mettre en valeur la présence de l'enseigne.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer aux aménagements paysagers la pierre du bâtiment actuel de la rue Monarque. • Préciser le revêtement de l'appentis au toit du bâtiment 060, afin de s'assurer que sa partie visible depuis la rue s'intègre bien au revêtement de l'ensemble. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Casandra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

13 juillet 2023

3002250134

4.7.1

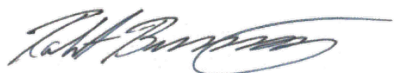
Objet :	SURHAUTEUR
Endroit :	481, avenue Viger Ouest
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment de quatre étages construit en 1910 par l'architecte montréalais Alexander Cowper Hutchison. Le bâtiment a été voué à une activité commerciale et d'entrepôt de biens d'importation pendant près d'un siècle. Dans les dernières années, le bâtiment est devenu principalement un édifice à bureaux. Situé dans le secteur Paper Hill, le bâtiment en béton armé est mitoyen entre deux édifices récents, soit la Tour Aimia (2013) et le Unity Building 2 (2002) de 30 et 15 étages respectivement.</p> <p>La demande vise à agrandir l'édifice en y ajoutant un volume en surhauteur atteignant une hauteur totale de 100 m, 28 étages, et offrant 120 logements répartis selon les typologies suivantes: 75 logements à 1 chambre à coucher (63%); 40 logements à 2 chambres à coucher (33%); 4 logements à 3 chambres à coucher (3%); 1 logement à 4 chambres à coucher (1%).</p> <p>Le bâtiment d'origine sera démoli partiellement (12.31%) dans le but de permettre l'ajout de nouvelles colonnes structurales afin de supporter le volume en surhauteur.</p> <p>Le projet vise une restauration complète des façades d'origine de 1910. L'entrée principale demeurera au même endroit. Un commerce aménagé au rez-de-chaussée participera à l'animation du domaine public. Aux étages, les bureaux actuels seront aménagés en unités résidentielles. La porte cochère sera utilisée comme entrée vers le stationnement intérieur comprenant 4 unités de stationnement véhiculaire ainsi que 50 unités de stationnement pour vélos.</p> <p>Au niveau volumétrique, le projet est composé d'un basilaire de 4 étages surmontés d'une tour d'une hauteur de 24 étages. Un retrait de 1,83 m par rapport au basilaire est présent sur la totalité de la façade en surhauteur ce qui assure un alignement cohérent avec le retrait de surhauteur de la tour Aimia et le volume du Unity 2. Au 5^e étage, qui correspond à la toiture du bâtiment existant, une terrasse commune sera aménagée en continuité avec le chalet urbain qui occupe l'entièreté de cet étage.</p>

	<p>L'absence de balcon rend possible le concept de tressage des matériaux entrelacés afin de créer un effet unique et personnalisé. La fenestration généreuse, rythmée et régulière permet un programme interchangeable des espaces intérieurs et assure un dialogue animé avec le quartier. Le couronnement se traduit par une forte expression architecturale qui se détaille par la poursuite du tressage des façades, l'équivalent de la hauteur d'un étage. Ainsi, le toit devient un endroit propice à dissimuler certains équipements mécaniques, l'aménagement d'un jardin collectif ainsi qu'une terrasse commune.</p> <p>Au niveau de la matérialité, la brique d'argile rouge et beige format métrique modulaire, telle que le bâtiment existant sera utilisé pour les murs est et ouest du basilaire. Le choix final pour la brique de remplacement sera précisé une fois les travaux de nettoyage complétés. La surhauteur sera quant à elle revêtue d'un revêtement de panneau d'aluminium de style «cassette» avec arêtes pliées de la couleur «dark bronze». Les garde-corps sur l'ensemble du bâtiment seront en verre clair et aluminium couleur charbon.</p>
Élément particulier :	Le bâtiment est situé dans les limites de l'aire de protection de l'édifice de la Unity Building. Les travaux seront ainsi assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le projet permet de restaurer de façon exemplaire le bâtiment qui servira de basilaire à la surhauteur.
Considérant que :	La densification maximale de la propriété permet l'ajout de 120 unités résidentielles dans un secteur central de l'arrondissement.
Considérant que :	La proposition architecturale se distingue du reste de l'îlot par son choix de la matérialité ainsi que sa forme effilée.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Soumettre les détails du choix final pour le remplacement des fenêtres et de la maçonnerie pour le basilaire, afin d'offrir un traitement architectural de qualité en bordure de l'avenue Viger.
- Les ouvrants pour les fenêtres de la surhauteur doivent être discrets.
- Déposer une garantie monétaire d'un montant de 432 570 \$ équivalant à 10 % de la valeur au rôle d'évaluation foncière du bâtiment visé par les travaux et de son terrain demeurera en vigueur jusqu'à ce que les travaux soient complétés.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres sont préoccupés par le chantier et souhaitent limiter les impacts des travaux.



Robert Beaudry
Président



Casandra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003271030
4.7.2

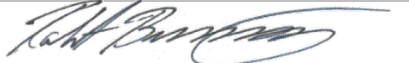
Objet :	SURHAUTEUR
Endroit :	1176, rue Bishop
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	<p>La demande concerne une maison victorienne de trois étages construite en 1885 selon le registre foncier, dont la façade principale est composée de pierres surmontée d'une fausse-mansarde. L'immeuble a été agrandi à l'arrière en 2012.</p> <p>La demande vise à autoriser l'agrandissement de l'immeuble par l'ajout d'une surhauteur atteignant 10 étages, soit 35 mètres. La programmation prévoit l'aménagement d'un commerce dans la partie nord du rez-de-chaussée, 66 logements, ainsi que 8 cases de stationnement et 27 supports à vélo en cour avant et au sous-sol.</p> <p>Le projet prévoit le démantèlement d'une partie du 3^e étage de la maison victorienne, afin de pouvoir y ériger la petite tour. Le bâtiment actuel ainsi conservé à 82% fera office de basilaire à la surhauteur qui offre un retrait de 6,10 m par rapport à la façade de la maison victorienne, soit une distance équivalente des deux surhauteur plus au nord de la rue. La matérialité de la tour prévoit principalement des briques de couleur pâle (couleur silvercity de Glengerry, fini lisse, format écono), ainsi qu'une plus foncée (couleur carbon black velour de la même marque) formant un dégradé qui se densifie au niveau du couronnement de la tour. Ce jeu de maçonnerie est également reproduit sur tous les murs, notamment sur les murs aveugles nord et sud. Sur la façade principale de la tour, sont repris au 10^e étage les quatre arcs des ouvertures du rez-de-chaussée du bâtiment existant. Ces arches en béton blanc préfabriqué (de Saraschok, fini lisse) légèrement en saillie encadrent les ouvertures de la tour, organisées en quatre travées. Des balcons traités en loggias, qui débordent légèrement de 0,54 m du plan de façade, sont disposés dans la 1^{ère} et la 3^e travée. Ils comportent des garde-corps à barrotin en métal prépeint (MAC métal) blancs pour la tour, et rouge grès pour la portion du bâtiment existant, qui se prolongent devant les dalles. Les mêmes loggias aux formes arrondies sont également proposées sur les murs nord de la tour, tandis qu'au niveau du basilaire ce sont des Juliettes. Les appentis des circulations verticales sont situés en retrait de la façade et sont à peine plus hauts que le parapet.</p>
Élément particulier :	Aucun

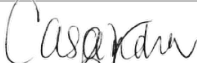
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition de la surhauteur satisfait les critères d'intégration urbaine et architecturale.
Considérant que :	Le bâtiment actuel est conservé et que le recul de la tour par rapport à la façade permet sa mise en valeur, en plus de s'intégrer au paysage de la rue ponctué des quelques surhauteur.
Considérant que :	Le matériau de revêtement de la tour en brique d'argile correspond aux critères de l'unité de paysage « Maisons en rangée », mais l'agencement des différents coloris pourrait être simplifié.
Considérant que :	L'unité de paysage privilégie le verdissement des cours avants et leur délimitation par une clôture en fer forgé, mais que le projet ne précise pas l'aménagement de cet espace.
Considérant que :	La combinaison des arches de béton en saillie et les détails arrondis des balcons leur attribuent un traitement qui s'apparente davantage à des loggias.
Considérant que :	L'appentis des circulations verticales est intégré au volume de la tour, faisant en sorte qu'il ne sera pas visible à partir de la rue.
Considérant que :	Les études d'impact éolien et d'ensoleillement concluent que les conditions demeurent sensiblement les mêmes qu'actuellement. Le projet préserve également les vues depuis et vers le Mont-Royal.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Simplifier le jeu de maçonnerie de la façade principale.**
- **Préciser les aménagements de la cour avant en privilégiant un verdissement.**
- **Spécifier l'emplacement des équipements mécaniques, afin de s'assurer qu'aucun ne sera visible depuis le domaine public.**
- **Préciser la matérialité des soffites des loggias.**
- **Au moment de l'émission du permis de transformation, déposer une lettre de garantie bancaire en vertu de l'article 712.1 du *Règlement d'urbanisme (01-282)*, afin d'assurer le maintien du bâtiment actuel, de ses éléments architecturaux et de la clôture basse en fer forgé.**
- **Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.**

Par ailleurs, les membres souhaitent qu'un effort soit mis de l'avant afin de conserver les aménagements intérieurs du bâtiment existant. De plus, ils souhaitent sensibiliser le gestionnaire du futur bâtiment afin que des écrans ne soient pas ajoutés aux garde-corps des loggias par les résidents.


 Robert Beaudry
 Président


 Casandra Barthelot
 Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

**23 août 2023
9h00**

**Salle Espace citoyens (nes)
800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée**

Sont présents

M. Robert Beaudry, président
Mme Sophie Mauzerolle, vice-présidente

M. Joël Bellerose, membre
Mme Maggie Cabana, membre
Mme Maria Karteris, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Réjean Martineau, membre

M. Louis Routhier, chef de division - Urbanisme
Mme Cascendra Barthelot, agente de recherche et secrétaire du comité consultatif d'urbanisme
Mme Éléonore Dubois, agente technique en urbanisme - étudiante
M. César Cruz-Merino, dessinateur technique

Présentent leurs dossiers

M. Sébastien Aumais, architecte
Mme Judith Boisvert, architecte
M. Billy Chérubin, conseiller en aménagement
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement
Mme Gabrielle Leclerc-André, conseillère en aménagement
M. Olivier Légaré, conseiller en aménagement - chef d'équipe
Mme Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement
M. Patrice Senécal, architecte

1. Ouverture de la séance			
Le quorum de cinq membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité consultatif d'urbanisme, déclare la séance ouverte à 9h10.			
2. Adoption de l'ordre du jour			
L'ordre du jour est accepté en modifiant l'ordre de présentation des dossiers.			
3. Dépôt des procès-verbaux			
Le procès-verbal du comité du 13 juillet 2023 a été transmis aux membres préalablement à la présente séance du comité. Le document sera rendu public suivant son dépôt au Conseil d'arrondissement.			
4. Étude des dossiers d'urbanisme et formulation des recommandations			
4.1 Article 89			
Aucun dossier			
4.2 Projet particulier			
Aucun dossier			
4.3 Modification réglementaire			
Aucun dossier			
4.4 Dérogation mineure			
4.4.1	3003271562	3740, rue McTavish	Favorable
4.4.2	3003257456	621, rue Notre-Dame Est	Favorable avec condition
4.5 Usage conditionnel			
Aucun dossier			
4.6 Titre VIII – Révision de projet			
4.6.1	3003265867	1401, rue De Bleury	Favorable
4.6.2	3003221016 3003222828	225, rue Saint-Jacques	Favorable avec conditions
4.6.3	3003279929	2036, rue Montgomery	Favorable
4.6.4	3003273400	2005, rue Berri	Favorable
4.6.5	3003279804	1901, rue Frontenac	Favorable
4.6.6	3003257278	3775, rue University	Favorable
4.6.7	3003282195	1020, avenue des Pins Ouest	Favorable avec conditions
4.6.8	3003278816	3661, rue Peel	Favorable avec conditions
4.6.9	3003287323	667, rue Sherbrooke Ouest	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.10	3003251596	1050, rue de la Montagne	Favorable
4.6.11	3003255909	1020-1030, rue de la Montagne	Favorable
4.6.12	3003277047	975, rue Lucien-L'Allier	Favorable avec conditions et commentaire
4.6.13	3003267471	269, rue Prince	Défavorable avec commentaire
4.6.14	3003251215	1570, avenue des Pins Ouest	Favorable
4.6.15	3003292674	3460, rue Peel	Favorable
4.6.16	3003240794	3130, avenue Cedar	Favorable
4.6.17	3003293069	1258, rue Saint-Mathieu	Favorable
4.6.18	3003286651	2400, rue Sainte-Catherine Est	Favorable avec suggestion

4.6.19	3003277362 3003277611	2183 et 2189, rue Florian	Favorable avec conditions
4.6.20	3003289279	2099, rue Lespérance	Favorable
4.6.21	3003253468	2100, rue Guy	Favorable
4.6.22	3003235575	2110, rue Saint-Denis	Favorable avec conditions
4.6.23	3003287421	1478, rue Victor-Hugo	Favorable avec conditions
4.6.24	3003287415	1480, rue Victor-Hugo	Favorable avec conditions
4.6.25	3003247687	800, rue De la Gauchetière Ouest	Favorable
4.6.26	3003264796	85, rue Saint-Paul Est	Favorable
4.6.27	3003283424	600, rue De la Gauchetière Ouest	Favorable avec commentaire
4.6.28	3003120494	751, rue de Bonsecours	Favorable avec conditions
4.6.29	3003281004	855, avenue du Docteur-Penfield	Favorable avec conditions
4.7 Surhauteur			
Aucun dossier			
4.9 Autres dossiers			
4.9.1	3003265867	1401, rue De Bleury	Favorable
5. Prochaine rencontre			
La prochaine séance du sous-comité aura lieu le 12 septembre 2023 et celle du comité consultatif d'urbanisme le 14 septembre 2023.			
6. Varia			
Aucun dossier			
7. Levée de l'assemblée			
L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 10h24.			
			
2023-08-31		2023-08-25	
Robert Beaudry date		Cascendra Barthelot date	
Président		Secrétaire	


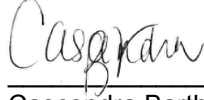
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003271562

4.4.1

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	3740, rue McTavish
Responsable :	Andréanne Maltais-Tremblay
Description :	<p>La demande concerne l'annexe de la maison Duggan qui est un manoir de style néo-gothique construit en 1862. Depuis 1978, le Purvis Hall est relié à la maison Duggan située à l'est sur l'avenue des Pins, par un passage extérieur aérien.</p> <p>La demande vise une dérogation mineure et de révision de projet en prévision d'une opération cadastrale afin de permettre le projet de la Trafalgar School for girls. En effet, cette école a pour projet d'agrandir et de réhabiliter le Purvis Hall et ses annexes.</p> <p>L'opération cadastrale divisant le Purvis Hall des autres propriétés de l'Université crée une dérogation à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le 3740, rue McTavish. Ce bâtiment sera désormais implanté, pour sa façade ouest, sur la ligne de lot. Ainsi, sa marge latérale sera à 0 m tandis que le <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> demande une marge latérale de 3 m.</p> <p>La dérogation mineure doit précéder l'opération cadastrale puisqu'en vertu du <i>Règlement sur les opérations cadastrales (O-1)</i>, aucune opération cadastrale ne peut accentuer une dérogation au règlement d'urbanisme ou de construction.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 9 septembre 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions et commentaire à la demande de PPCMOI.
Considérant que :	La demande respecte les dispositions du <i>Règlement sur les dérogations mineures (24-008)</i> et les objectifs et les critères du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et du <i>Règlement sur les opérations cadastrales (O-1)</i> .
Considérant que :	La demande contribue à la réhabilitation et la préservation du bâtiment voisin, le Purvis Hall.

Considérant que :	La demande n'a pas d'impact visuel sur le site.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Robert Beaudry Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire


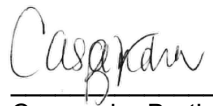
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003257456

4.4.2

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	621, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne l'Hôtel Hyatt Centric se retrouvant sur le site de l'ancienne gare Viger, dans la portion sud de l'îlot faisant face à la rue Notre-Dame ainsi que les rues St-Hubert et Berri. L'entrée principale se situe du côté de la rue Notre-Dame Est et celle-ci comporte une marquise sur laquelle sont installées deux nouvelles enseignes.</p> <p>Chaque enseigne est composée d'un ensemble de 12 lettres lumineuses de type channel de couleur blanche apposées sur un panneau en aluminium noir et indiquant le nom "HYATT CENTRIC". La première enseigne faisant face à la rue Notre-Dame Est, est d'une superficie de 2,77 m² alors que la seconde enseigne faisant face à la rue Berri est de 3,20 m². Une petite plaque d'une dimension de 0,227 m² indiquant "HYATT CENTRIC VILLE-MARIE MONTRÉAL" est également installée sur le côté de la porte d'entrée.</p> <p>La proposition d'enseignes sur marquise déroge à certaines dispositions du <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i>, soit l'article 522 qui prévoit qu'une enseigne à l'extérieur d'un bâtiment situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal, ne doit pas comporter de source lumineuse.</p> <p>La proposition d'enseignes sur marquise déroge également à l'article 532 qui prévoit que dans le site patrimonial déclaré de Montréal, seuls les types d'enseignes à plat, sur vitrage, en saillie de type potence et sur auvent sont autorisés. Les enseignes sur marquises ne font pas partie de cette liste.</p> <p>La proposition d'ajout d'une plaque sur le côté de la porte déroge à l'article 501 qui prévoit qu'une enseigne à plat en façade soit installée dans la partie de façade située à une hauteur comprise entre une porte de la façade du rez-de-chaussée et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur à celle-ci.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.

Remarque importante :	À la séance du 11 mai 2017, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à la demande de surhauteur, notamment celle de marquer davantage l'entrée de la rue Notre-Dame, afin de bien exprimer, dans la hiérarchie des façades, son importance.
Considérant que :	Les enseignes proposées sur marquise contribuent positivement à l'apparence du bâtiment et marquent de façon adéquate l'entrée.
Considérant que :	La marquise de l'entrée principale est utile pour les usagers de l'hôtel et que l'ajout d'enseignes sur celle-ci est justifiable pour repérer cette entrée.
Considérant que :	La demande d'enseignes sur marquise répond aux conditions permettant d'accorder une dérogation mineure, dont le respect des objectifs du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	La demande d'ajout d'une plaque sur le côté de la porte ne répond pas aux conditions permettant d'accorder une dérogation mineure.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retirer la plaque de 0,227 m² sur le côté de la porte. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


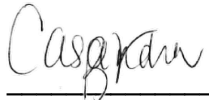
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003265867


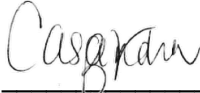
4.6.1 et 4.9.1

Objet :	RÉVISION DE PROJET ET AUTORISATION DE TRAVAUX - IMMEUBLE PATRIMONIAL CITÉ
Endroit :	1401, rue De Bleury
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne un immeuble constitué du lot 1 340 643 du cadastre du Québec et situé à l'intersection des rues De Bleury et Sainte-Catherine Ouest. Il a été construit vers 1927 et est occupé depuis ce temps dans son entièreté par la Banque Toronto Dominion. Le bâtiment monumental en pierres lisses s'élève sur 2 étages et possède un angle arrondi où se situe l'entrée principale et une balustrade au toit.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de 4 enseignes existantes lumineuses à plat en façade par 4 autres dont 2 seront de formes identiques et 2 de formes différentes.</p> <p>L'enseigne au-dessus de l'entrée principale sera remplacée par une de même dimension (2,59 m²) composée d'un rectangle vert éclatant dans lequel on retrouve le logo de la Banque TD soit un carré vert lumineux contenant les lettres TD en blanc. Le carré est bordé de chaque côté d'une bande de couleur vert foncé.</p> <p>L'enseigne au-dessus de l'entrée secondaire sera remplacée par une de même dimension (1,76 m²) composée d'un long rectangle vert éclatant à l'intérieur duquel on retrouve le même logo de la Banque TD.</p> <p>Les deux autres enseignes situées au-dessus des fenêtres du rez-de-chaussée de chacune des façades seront remplacées uniquement par le même logo de la Banque TD, d'une superficie de 0,65 m² chacun.</p>
Élément particulier :	La Banque Toronto Dominion est un immeuble patrimonial cité. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucun
Considérant que :	La proposition évite la surenchère d'affichage commercial et que les enseignes reprennent la forme et l'emplacement des enseignes existantes.

Considérant que :	Les enseignes existantes au niveau des impostes des entrées bénéficient de droits acquis et que les enseignes proposées ne constituent pas une augmentation de la dérogation puisque la superficie de deux des enseignes est réduite.
Considérant que :	Le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de certificat d'autorisation d'enseigne dans un secteur de catégorie M.8.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 août 2023
3003221016 et 3003222828
4.6.2

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	225, rue Saint-Jacques
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1914 selon les plans de l'architecte Kenneth G. Rea dans un style classique intégrant une large fenestration. Il est situé du côté sud de la rue Saint-Jacques entre les rues Saint-Pierre et Saint-François-Xavier. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement d'édifices institutionnels et commerciaux datant principalement du début du vingtième siècle. C'est un bâtiment de cinq étages revêtu de granite beige ornementé se terminant par une corniche ouvragée et un toit plat.</p> <p>L'ensemble de la structure du bâtiment a été démolie sans permis et sans autorisation du MCC en 2022 alors qu'il faisait l'objet d'un permis de transformation (Permis 3001234833-20 et 3001234853-20). La façade a été conservée, mais le 5^e étage a été démonté et conservé pour remontage futur. Il est à noter que la façade arrière est visible depuis la rue Jeanne-Mance et est de ce fait visée par la révision de projet. Cette façade a été complètement démolie.</p> <p>La demande vise la démolition du bâtiment commercial de cinq étages, la conservation de la façade longeant la rue Saint-Jacques, le remontage du cinquième étage de la façade démonté et la construction d'un nouvel édifice. L'usage proposé est un hôtel de 36 suites.</p> <p>La façade avant conserve les fenêtres originales et un nouveau système de fenêtres est installé derrière celle-ci. Les subdivisions des doubles fenêtres s'intégreront avec celles existantes. Les fenêtres du cinquième étage devront être reproduites puisqu'elles n'ont pas été préservées durant le démontage.</p> <p>Pour la façade arrière, celle-ci est recrée en reprenant les dispositions générales de l'originale. Le revêtement est en brique rouge et les linteaux et allèges sont en pierre grise au fini bouchardé.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	Le bâtiment situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal a été en grande partie démoli sans permis et sans considérer la valeur symbolique et historique du lieu et du bâtiment.
Considérant que :	La façade toujours en place est exposée aux éléments et risque de se détériorer rapidement si le projet de construction est retardé.
Considérant que :	Dans sa version actuelle, le projet, une fois terminé conserve une apparence très similaire à la forme d'origine du bâtiment et au projet qui avait été autorisé précédemment.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> • Assurer que les éléments mécaniques et les murets coupe-son sur la toiture respectent les reculs requis ou ne soient pas visibles de la voie publique. • Assurer une meilleure symétrie de la façade au niveau du rez-de-chaussée du côté de la rue Jeanne-Mance. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


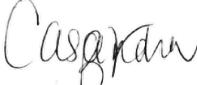
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003279929

4.6.3

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2036, rue Montgomery
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1910 selon le registre foncier de la Ville de Montréal. C'est un bâtiment de deux étages avec toit plat, sa façade est revêtue de brique rouge. Il a été implanté avec une forte marge avant et ne présente pas d'alignement avec ses voisins immédiats.</p> <p>La demande vise la construction d'un bâtiment de 3 étages avec construction hors toit abritant 7 unités résidentielles (6 unités de 1 chambre et 1 unité de 3 chambres). Sa façade est alignée avec le bâtiment situé au sud et présente un revêtement de brique rouge. Des balcons métalliques ayant une couleur similaire à la brique sont disposés de manière à atténuer la différence avec le plan de la façade au nord puisque celui-ci est en alignement avec le trottoir. La corniche est aussi en métal rouge, ce qui donne à la façade une apparence monochromatique contemporaine, les soffites des balcons sont quant à eux de couleur blanche. Les ouvertures sont subdivisées de façon verticale pour rappeler les proportions des ouvertures traditionnelles adjacentes.</p> <p>Le projet a été raffiné depuis la présentation au CEDD afin de répondre aux inquiétudes relatives aux eaux de pluie, des drains raccordés au réseau municipal ont été ajoutés à la margelle avant et à la cour anglaise arrière.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 1 ^{er} mai 2023, le Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a autorisé la démolition du bâtiment de deux étages sous certaines conditions.
Considérant que :	Le projet de remplacement proposé présente une architecture contemporaine audacieuse pouvant être une addition positive pour le secteur.

Considérant que :	La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur de cette section de la rue Montgomery.
Considérant que :	La proposition s'intègre adéquatement à son contexte en termes de volumétrie et de matérialité.
Considérant que :	Les conditions précédemment énoncées par les membres au CEDD ont été appliquées au projet.
Considérant que :	Les terrasses en toiture et la construction hors toit ne seront pas visibles de la voie publique.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

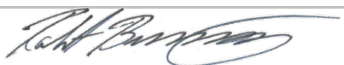
23 août 2023

3003273400

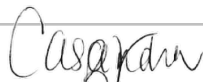
4.6.4

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2005, rue Berri
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 2008 selon les plans de l'architecte Martin Allard travaillant pour le compte de la STM. L'édifice est situé à l'intersection des rues Berri et Ontario Est. Il s'agit d'un bâtiment de cinq étages revêtu de brique rouge avec insertions de bandes de pierre grise; il se termine par un parapet et un toit plat de même que deux corniches ponctuelles en projection au sud et au nord.</p> <p>La demande vise la modification du parapet du bâtiment qui est recouvert de plaques d'aluminium anodisé. Sous le revêtement d'aluminium, six rangs de brique sont existants, cette brique est identique à celle présente sur les façades. La proposition est d'exposer la brique existante et d'installer un solin en métallique plus fin au-dessus.</p> <p>Le requérant indique que le parapet présente une problématique de stabilité latérale puisqu' il n'y a pas d'ancrage derrière les briques. Les 6 rangs de brique seront donc démontés et réinstallés avec des ancrages à l'arrière. Plusieurs plaques d'aluminium anodisé ont déjà dû être retirées à cause de leur instabilité.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La situation actuelle présente une condition dangereuse et que des travaux doivent être effectués rapidement pour corriger la situation.
Considérant que :	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante.
Considérant que :	La modification a peu d'impact sur la composition du bâtiment et que la brique utilisée est identique à celle déjà présente sur le bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003279804

4.6.5

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1901, rue Frontenac
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1988. L'édifice est situé à l'intersection des rues Ontario Est, du Havre et de Rouen à l'arrière de la bibliothèque Frontenac localisée en tête d'îlot. C'est un bâtiment de neuf étages revêtu de brique rouge dont les façades sont rythmées de nombreuses loggias, le tout de termine avec une volumétrie en escalier et un appentis mécanique.</p> <p>La demande vise le remplacement des portes et fenêtres et le remplacement d'une partie de la maçonnerie en conservant la forme originale, seul l'ajout d'une échelle pour atteindre le toit de l'appentis mécanique est visé par la présente révision de projet. L'échelle est ajoutée sur la face est du bâtiment sur le mur de brique de l'appentis, celle-ci est en acier galvanisé et comporte un grillage anti-chute.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'emplacement de la nouvelle échelle est peu visible et que de manière générale la nouvelle échelle n'aura pas d'impact sur l'architecture du bâtiment.
Considérant que :	L'échelle sera en acier galvanisé, ce qui assurera sa durabilité.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

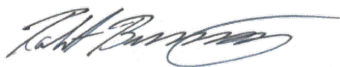
23 août 2023

3003257278

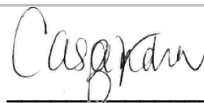
4.6.6

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3775, rue University
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1965 selon les plans des architectes Ross, Fish et Duchesnes dans un style moderne. Il est situé à l'intersection de la rue University et de l'avenue des Pins. C'est un bâtiment de 8 étages revêtu de pierre calcaire à bossage rustique en façade et de brique sur ses faces latérales, le tout se terminant par un toit plat. Le bâtiment est une des ailes du complexe connu sous le nom de pavillon Lyman Duff.</p> <p>Le permis 3000870695-19 a autorisé en 2019 le remplacement, sur la façade est, de 46 fenêtres au rez-de-chaussée et au 2e étage. Le modèle original a alors été modifié en déplaçant l'imposte ouvrante du bas vers le haut.</p> <p>La demande vise le remplacement de 10 fenêtres au 7^e étage du côté est du bâtiment. Le modèle de remplacement est le même que celui autorisé en 2019. La proportion de la fenêtre est conservée de même que les ouvertures mais la composition de la fenêtre est inversée, l'imposte basse est déplacée du bas au haut de l'ouverture. La fenêtre proposée est en aluminium anodisé.</p> <p>Le but, à terme, est de remplacer l'ensemble des fenêtres du bâtiment selon le même modèle.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant qu' :	Une intervention similaire a déjà été autorisée et réalisée sur le bâtiment.
Considérant que :	La proposition n'a pas d'incidence importante sur l'architecture du bâtiment et que l'intervention s'intègre efficacement à la composition de la façade.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire


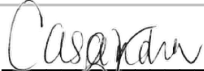
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003282195

4.6.7

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1020, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne le site qui occupe la tête de l'îlot situé à l'intersection des rues Peel, McTavish et de l'avenue des Pins Ouest. Ce site comprend deux résidences reliées par une passerelle aérienne. Le premier bâtiment a été construit en 1907 selon les plans des architectes Findlay et McGregor pour Mortimer Barnett Davis dans un style renouveau classique anglais, le bâtiment est aujourd'hui connu sous le nom de Purvis Hall. Le deuxième bâtiment a été construit en 1862 selon les plans de l'architecte Andrew Taft, pour Orin S. Wood dans un style néo-gothique, la résidence est maintenant connue sous le nom de maison Duggan. Les résidences ont été reliées par une passerelle aérienne en 1947 lorsque l'université McGill est devenue propriétaire des deux résidences.</p> <p>La demande vise la démolition de la passerelle reliant les deux résidences et la restauration des deux sections de façade dégagée par le retrait de la passerelle. La maçonnerie sera restaurée sur la façade de Purvis Hall et une nouvelle porte extérieure sera ajoutée à l'emplacement de l'originale. La section de mur en maçonnerie de la maison Duggan sera restaurée et une fenêtre sera ajoutée à l'emplacement de la fenêtre d'origine.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	<p>À la séance du 9 septembre 2021, le CCU a émis un avis favorable à la demande de PPCMOI avec conditions et commentaire.</p> <p>À la séance du 13 avril 2023, le CCU a émis un avis favorable à la demande de révision de projet.</p>
Considérant que :	L'intervention permettra aux deux résidences de retrouver leur indépendance et leur forme pavillonnaire originale.
Considérant que :	Les deux façades dégagées par la démolition de la passerelle seront restaurées.

Considérant que :	Les interventions sur les deux façades doivent être mieux définies et précisées pour assurer la mise en valeur des bâtiments.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réviser la proposition de la nouvelle porte sur le Purvis Hall pour qu'elle reprenne le style et les subdivisions de la porte originale visible dans l'élévation ancienne. • Fournir des dessins plus détaillés des interventions sur les maçonneries et les fiches techniques des deux pierres qui seront utilisées pour les restaurations. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Casandra Barthelot Secrétaire


COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003278816

4.6.8

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3661, rue Peel
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1912 selon les plans de l'architecte Robert Findlay dans un style renouveau classique anglais. Il est situé du côté est de la rue Peel entre l'avenue du Docteur-Penfield et de l'avenue des Pins Ouest. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est principalement constitué de maisons bourgeoises datant majoritairement du début du vingtième siècle. C'est un bâtiment de trois étages revêtu de grès de couleur beige sur ses deux façades les plus visibles et de brique rouge sur les autres façades. Le bâtiment se termine par une toiture à forte pente recouverte d'ardoise et ponctuée de plusieurs lucarnes.</p> <p>La demande vise l'aménagement d'une allée piétonnière et l'aménagement des cours entourant cette même allée. Le nouveau sentier est ajouté pour permettre l'accès universel au bâtiment dont certains employés sont à mobilité réduite. L'emplacement du nouvel accès nécessite la modification de la clôture en fer forgé et du muret de pierre la supportant. La coupe d'un arbre (noyer commun - caryer cordiforme) est aussi nécessaire pour permettre cet aménagement.</p> <p>La modification de la clôture inclut le retrait d'une section et du poteau d'extrémité. Le nouveau sentier est directement connecté au trottoir, il comporte trois sections et un palier intermédiaire devant la porte centrale du bâtiment. Le pavé du sentier est le modèle Boulevard TLI 90 de Permacon de couleur gris cendré, les bordures sont en granite Picasso. Plusieurs nouvelles plantations sont faites dans les zones touchées et comportent plusieurs types de vivaces et d'arbustes. Deux zones de biorétention sont intégrées dans l'aménagement.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'aménagement a pour but d'assurer un accès universel au bâtiment.

Considérant que :	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au contexte et à la dénivellation existante du site.
Considérant que :	La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur et du site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Considérant que :	La modification de la clôture inclut le retrait complet d'une section et du poteau d'extrémité qui comporte une ornementation intéressante.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le poteau sud de la clôture existante doit être conservé à son emplacement d'origine ou être intégré à la clôture existante en créant, par exemple, un retour à 90 degré vers l'est à partir du poteau conservé. • Préciser l'emplacement de l'arbre déplacé pour le nouvel aménagement. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003287323

4.6.9

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	667, rue Sherbrooke Ouest
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne le site de la route principale et centrale de l'université McGill. Le bâtiment central auquel la route donne accès a été construit en 1839-43, selon les plans de l'architecte John Ostell dans un style néo-classique. Originellement isolé, le bâtiment fait aujourd'hui partie d'un important complexe universitaire regroupant de nombreux pavillons.</p> <p>La demande vise la rénovation complète de la section Nord de la route principale, menant de la rue Sherbrooke au pavillon central (Pavillon des Arts). Le projet est de réaménager les espaces pour une utilisation piétonne maximale tout en offrant un accès aux services d'urgence au besoin. Partant de l'intersection en 'Y' le projet se termine au parvis du pavillon des arts.</p> <p>Le projet a été élaboré avec l'artiste Phillip White Cree dans une optique de réconciliation avec la communauté autochtone.</p> <p>L'intersection en 'Y' est transformée en un espace circulaire marqué en son centre par la représentation d'une carapace de tortue entourée de huit bancs de granite représentant les huit communautés autochtones localisées le long du fleuve Saint-Laurent et du réseau des rivières d'Ottawa. La carapace indique la centralité de l'île de Montréal comme lieux de rencontre de ces communautés avant même la création du Canada.</p> <p>La section droite entre le nouveau rond-point et le parvis est marquée par la réduction de la largeur du chemin et la création de dix alcôves avec bancs et verdissement. Le parvis transformé comprend un îlot central agrandi et une végétation bonifiée. Le monument dédié à James McGill et abritant probablement sa tombe conserve sa centralité dans l'aménagement, il sera protégé pendant les travaux. Une allée charretière aux dimensions minimales est conservée directement devant le pavillon. L'ensemble des revêtements de sols est en pavage de béton de couleur gris pâle et gris moyen avec insertion et bordure de granite. Le projet inclut aussi la coupe de quatre conifères situés directement devant le pavillon des arts. Le but de ces coupes est de dégager les vues vers l'édifice emblématique de l'université.</p>

Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur et du site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Considérant que :	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement à la partie déjà existante du chemin principal, au bâtiment central et à la façade existante.
Considérant que :	Le projet comporte un volet visant la réconciliation avec les peuples autochtones.
Considérant que :	L'intervention permet d'augmenter les surfaces végétalisées, d'augmenter l'accès aux piétons et de réduire les surfaces attribuées aux véhicules motorisés.
Considérant que :	L'abattage des quatre arbres permettra de mettre en valeur le bâtiment emblématique de l'université en dégagant la percée visuelle sur celui-ci.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Privilégier la plantation d'espèces indigènes dans le nouvel aménagement. ● Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. <p>Par ailleurs, les membres se questionnent sur l'intégration des magnolias dans l'aménagement devant le pavillon central, puisque ceux-ci pourraient dissimuler le bâtiment que l'on tente de dégager en abattant quatre conifères.</p>	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

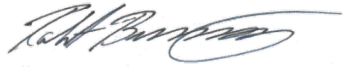
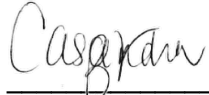
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003251596

4.6.10

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1050, rue de la Montagne
Responsables :	Sébastien Aumais et Gabrielle Leclerc-André
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1888 selon les plans de l'architecte américain John Pierce Hill dans un style néo-roman. Il est situé du côté ouest de la rue de la Montagne entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal. Le contexte dans lequel s'insère le bâtiment est un alignement d'édifices commerciaux et résidentiels de grande hauteur principalement contemporains. Le bâtiment visé comporte quatre étages, il est revêtu grès rouge avec détails décoratifs en grès rouge et beige, le tout se termine par une corniche ouvragée et un toit plat. Le bâtiment était jusqu'à récemment occupé par une chaîne de restauration. La terrasse en façade a été ajoutée en 2004 pour le restaurant.</p> <p>La demande vise l'agrandissement du bâtiment existant, celui-ci est en grande partie conservé et restauré alors qu'une construction en surhauteur est construite au-dessus; celle-ci atteint 128 mètres (38 étages). Le bâtiment existant conservera sa vocation commerciale au rez-de-chaussée et accueillera 261 logements. La version présentée dans le cadre de la demande de transformation est fidèle à celle de la surhauteur proposée en 2022, et seules des précisions quant aux conditions du comité sont apportées.</p> <p>La tour est revêtue de panneaux de béton de couleur gris pâle avec deux textures. La tour est déposée sur des colonnes permettant de dégager le bâtiment existant. Les façades sont rythmées par de nombreuses loggias et balcons avec garde-corps en verre. Les derniers étages de la tour diminuent graduellement en surface pour alléger la composition et se terminent par un couronnement fait de lattes ayant l'apparence d'une pergola. Toutes les fenêtres de la tour sont de couleur bronze claire.</p> <p>Deux espaces ajourés dans le volume de la tour servent d'espace extérieur et de terrasse commune pour les résidents. Ces mêmes terrasses comportent de grands bacs de plantation. L'aménagement paysager au sol a été bonifié à la suite à la version précédente et inclut plus de surfaces végétalisées.</p>
Élément particulier :	Aucun

Remarque importante :	<p>À la séance du 14 avril 2022, le CCU a émis un avis défavorable à la demande de surhauteur. Une deuxième version du projet a reçu un avis favorable avec conditions à la séance du 11 août 2022.</p> <p>À la séance du 8 décembre 2022, une version retravaillée a été présentée au CCU et a reçu un avis favorable avec conditions, dont celle de présenter à nouveau le projet au comité lors de la révision de projet.</p>
Considérant que :	Le bâtiment existant est en grande partie conservé et que l'intervention permettra de le mettre en valeur.
Considérant que :	Les ajustements apportés au projet répondent adéquatement aux conditions émises par le CCU.
Considérant que :	La proposition est composée avec soin et intègre des matériaux de qualité.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003255909

4.6.11

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1020-1030, rue de la Montagne
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	<p>La demande concerne le site situé sur la rue de la Montagne, dans l'axe de l'avenue des Canadiens-de-Montréal, où se trouve l'immeuble Solstice, récemment érigé.</p> <p>La demande vise à autoriser l'ajout d'une douzaine de persiennes aux étages mécaniques des niveaux 5 et 6 qui n'avaient pas été illustrées sur les plans de construction en 2018. Celles visées par la révision de projet sont situées sur la façade principale, ainsi que sur les murs sud et nord, là où les étages sont en recul par rapport au plan de façade du basilaire et de la tour. Les persiennes métalliques sont de couleur gris foncé (couleur fer forgé de Benjamin Moore) et ont une superficie variant de 0,55 m² à 11,90 m².</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation des articles 103, 105 et 127.8 du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La couleur des persiennes est la même que le revêtement des murs adjacent et que les étages où elles sont localisées sont reculés, réduisant ainsi leur visibilité depuis la rue de la Montagne.
Considérant qu' :	Les interventions sont compatibles avec les composantes architecturales du bâtiment.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003277047

4.6.12

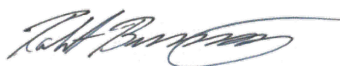
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	975, rue Lucien-L'Allier
Responsable :	Gabrielle Leclerc-André
Description :	<p>La demande concerne le site compris dans l'îlot délimité par le boulevard René-Lévesque et les rues Lucien-L'Allier, de la Montagne et Saint-Antoine. Sur la rue Lucien-L'Allier, une tour de 44 étages (142 mètres) surmontant l'édifice Blackford a été érigée.</p> <p>La demande vise à autoriser des travaux nécessaires au réaménagement des espaces au basilaire et aux niveaux 35 à 44. La programmation de l'immeuble propose 674 logements, ainsi qu'une occupation commerciale dans le volume sur la rue de la Montagne et au 2^e niveau de l'édifice Blackford sur la rue Lucien-L'Allier.</p> <p>D'abord, l'ancien bâtiment Blackford sur la rue Lucien-L'Allier aura une entrée principale rehaussée, dont l'ouverture en mur-rideau s'étend jusqu'au 2^e étage. L'entrée du 2^e étage commercial est quant à elle déplacée un peu plus vers le sud que dans sa version précédente. Les deux portes au nord sont par conséquent murées par des panneaux de revêtement métalliques (aluminium noir) et leurs impostes sont conservées. Contrairement aux fenêtres de l'immeuble d'origine, les meneaux de celles au niveau du soubassement ont des subdivisions simplifiées.</p> <p>Sur le mur nord du Blackford, deux alcôves abritent les compteurs de gaz et une porte d'accès à la salle des pompes. L'ancien revêtement de blocs de verre situé au-dessus de ces percements est remplacé par des lattes horizontales en acier de couleur gris pâle (AD300 de Vicwest, couleur gris régent).</p> <p>Toujours sur le mur nord, un revêtement en mur-rideau plus uniforme, entrecoupé de pilastres en béton préfabriqué gris clair comme celui de la tour, vient souligner la présence des usages commerciaux du 2^e niveau de l'agrandissement. Deux escaliers menant aux entrées, ainsi qu'un aménagement paysager y sont proposés. Un espace mécanique extérieur au niveau 3 est camouflé par des écrans en verre dépoli d'une hauteur de 2 m.</p>

	<p>Quant au mur sud du basilaire, à l'arrière de l'immeuble Blackford, la composition de son revêtement est légèrement modifiée avec l'ajout de panneaux tympans de verre foncé et d'aluminium de couleur gris clair. La proposition du basilaire sur la rue de la Montagne demeure la même, outre la réduction de sa volumétrie à l'arrière, permettant la plantation de deux arbres.</p> <p>Ensuite, la nouvelle configuration intérieure des étages 35 à 44 entraîne des modifications quant à l'emplacement de loggias. À l'instar des changements qui ont été proposés en mai dernier pour les niveaux 5 à 34, des loggias sont ajoutées et d'autres sont retirées et remplacées par des fenêtres. Ces modifications sont traitées en continuité avec les matériaux existants.</p> <p>Enfin, un dernier étage a été ajouté en s'insérant derrière le parapet ajouré en béton, ainsi qu'un appentis au revêtement de panneaux métalliques de couleur gris clair (couleur gris régent de la marque Alpollic, épaisseur de 4 mm, avec joints en retrait et attaches dissimulées). Des équipements mécaniques sont aussi partiellement entourés d'écrans de verre dépoli.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 15 novembre 2018, le CCU a émis un avis favorable avec conditions, qui ont été respectées, et qui a mené à l'émission d'un permis en 2019.</p> <p>À la séance du 11 mai 2023, le CCU a émis un avis favorable pour la modification des loggias et des revêtements aux étages 5 à 34.</p>
Considérant que :	Les modifications proposées répondent aux critères de l'unité de paysage Centre-Ville et du projet particulier en vigueur.
Considérant que :	De manière générale, les interventions sur l'immeuble Blackford respectent la trame des ouvertures existantes, mais que l'agrandissement ou l'obturation de certaines d'entre elles pourraient reprendre le traitement en maçonnerie de la façade afin de se rapprocher de sa forme et son apparence d'origine.
Considérant que :	Le traitement du mur nord du basilaire en mur-rideau et l'ajout d'un second accès commercial favorisent l'animation du futur passage public.
Considérant que :	Malgré le dépassement de l'appentis au toit de la tour par rapport au parapet, il est composé d'un revêtement de qualité.
Considérant que :	La réorganisation des loggias maintient le rythme original des façades.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Sur l'édifice Blackford, les ouvertures murées sur Lucien-L'Allier et les alcôves sur le mur nord doivent offrir un revêtement de maçonnerie, en continuité avec le mur adjacent. Le traitement doit témoigner de la présence des anciennes ouvertures.
- Les fenêtres du soubassement de la façade sur la rue Lucien-L'Allier doivent reprendre la forme et l'apparence de celles d'origine.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.

Par ailleurs, les membres du comité se désolent que les modifications au projet affectent le couronnement de la tour par le dépassement de l'appentis au toit, altérant ainsi la qualité du panorama du centre-ville.



Robert Beaudry
Président



Casandra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003267471

4.6.13

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	269, rue Prince
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment industriel en brique d'argile rouge érigé en 1926. Le gabarit et le volume de la construction sont typiques des bâtiments industriels du Faubourg des Récollets et la composition est marquée par des ouvertures du rez-de-chaussée qui comportent des arches qui sont peu communes, bien que présentes dans le secteur</p> <p>La demande vise à peindre la façade de brique dans le cadre d'une intervention artistique.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La protection de la brique existante est difficilement démontrable.
Considérant que :	Le critère relatif à l'impact sur l'apparence du bâtiment et sur son milieu n'est pas respecté puisque la brique d'argile rouge est une caractéristique typique propre au Faubourg des Récollets.
<p>Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.</p> <p>Par ailleurs, les membres recommandent d'étudier la possibilité d'adapter la réglementation d'urbanisme relative aux murales peintes sur des façades afin de mieux encadrer les demandes pouvant être autorisées par révision de projet, et soulignent, par le fait même, la créativité de l'œuvre.</p> <p><i>Il est à noter que M. Antonin Labossière inscrit sa dissidence face à la recommandation défavorable du comité pour cette demande.</i></p>	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Casandra Barthelot Secrétaire


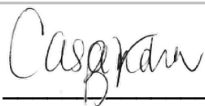
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003251215

4.6.14

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1570, avenue des Pins Ouest
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1910. L'édifice à l'étude est une ancienne demeure bourgeoise de 3 étages typique du Mille Carré Doré.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de 27 fenêtres et de 4 portes pour le 1570 avenue des Pins Ouest. Ici, seules les fenêtres 45, 17, 18 et 72 font l'objet d'une révision de projet puisque, conformément au titre VIII, les autres ouvertures conservent la forme et l'apparence d'origine.</p> <p>Les fenêtres qui font ici l'objet d'une révision de projet sont exclusivement situées sur la façade arrière du bâtiment. D'abord, des fenêtres à battant seront installées dans les ouvertures identifiées par les numéros 72 et 45. Cette dernière était à l'origine occupée par une porte avec deux impostes latérales. Dans un souci de cohérence entre les ouvertures 17 et 18, des fenêtres à guillotine avec des proportions 50/50 sans meneaux verticaux seront installées.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La plupart des portes et fenêtres d'origine sont présentes sur le bâtiment.
Considérant que :	La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur et du site patrimonial déclaré du Mont-Royal.
Considérant que :	La proposition conserve les dispositions générales et l'esprit original du bâtiment existant.

Considérant que :	L'intervention ne sera pas visible de la voie publique et très peu visible depuis le campus étant donné son positionnement.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003292674

4.6.15

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3460, rue Peel
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un immeuble résidentiel de 20 étages surmonté d'un toit-terrasse avec piscine et appentis mécaniques. Il fut construit en 1975 selon les plans de l'architecte Ivan Mihajlovits et est implanté dans le Mille Carré Doré, au nord de la rue Sherbrooke Ouest.</p> <p>La demande vise d'abord à autoriser la réfection de la marquise sur la façade principale sur la rue Peel. L'intervention ici proposée vise à recouvrir le plafond de la marquise de panneaux d'aluminium et de le munir d'un éclairage artificiel. Pour ce qui est du dessus de la marquise, il serait végétalisé. Ensuite, elle vise à autoriser la réfection du revêtement de l'appentis sur le toit. Le socle sera recouvert d'un revêtement de panneaux d'aluminium de couleur charcoal. L'éclairage de l'appentis n'est pas conforme au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et fera l'objet d'une présentation au CCU à une séance ultérieure.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	La modulation du revêtement en panneau d'aluminium proposé pour le soffite de la marquise est compatible avec la modulation du béton strié.
Considérant que :	Le revêtement en panneau d'aluminium permet de mettre en valeur la séparation entre l'appentis mécanique et le bâtiment principal.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascandra Barthelot Secrétaire

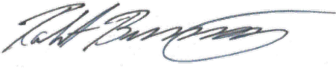
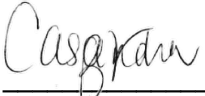
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003240794

4.6.16

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	3130, avenue Cedar
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne le site localisé sur l'îlot formé par le chemin Daulac et l'avenue Cedar, et le terrain à front sur l'avenue Cedar. Une des spécificités de ce site est qu'il est localisé entre deux terrains transversaux, et donc la façade se trouve entourée de part et d'autre par des cours arrière. Autrement dit, le front bâti de cet îlot est concentré du côté sud-est et le bâtiment à l'étude est le seul à avoir une façade donnant vers le nord-ouest.</p> <p>La demande vise à autoriser l'abattage d'arbres et la plantation d'arbres, d'arbustes et de plantes ainsi que l'aménagement paysager de la cour arrière.</p> <p>D'abord, l'abattage de trois érables de Norvège (acer negundo) d'un DHP variant entre 12 et 25 cm. Ces arbres peuvent être abattus, car ils sont considérés comme une essence interdite sur le Mont-Royal. Ensuite, le projet prévoit la plantation de plusieurs arbres en remplacement dont trois érables à sucre (acer Saccharum), trois hydrangées (hydrangea pan. « kyushu ») et un thuya (thuya occidentalis ou janed gold). En plus de ces arbres, une multitude d'arbustes, vivaces et fleurs annuelles seront plantés afin de bonifier la végétalisation de la cour arrière. Finalement, trois niveaux de terrasse seront aménagés. Les murets et le plancher de la terrasse seront construits avec de la pierre Saint-Marc sciée et lisse. La séparation en trois sections de la terrasse permet de suivre la topographie naturelle du site et réduire les écarts de niveau entre le niveau du terrain et du plancher. Malgré ce nouvel aménagement, le pourcentage de végétalisation de la cour arrière demeure à 65%.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .

Considérant que :	La proposition est composée avec soin, intègre des matériaux de qualité et participe à la valorisation du secteur.
Considérant que :	La topographie du site est peu altérée par l'aménagement des terrasses.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 août 2023
3003293069
4.6.17

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1258, rue Saint-Mathieu
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne la cour avant d'un bâtiment victorien construit vers 1870. Le bâtiment fait partie d'un ensemble de quatre bâtiments construits avec un parement de pierres calcaires grises et comportant tous une cour avant.</p> <p>La demande vise à autoriser l'installation d'une clôture d'une hauteur de 1 mètre en acier ornemental.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de La chapelle de l'Invention-de-la-Sainte-Croix. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement sur les clôtures (CA-24-225)</i> .
Considérant que :	La clôture proposée est en acier et comporte des ornements ayant des caractéristiques traditionnelles.
Considérant que :	La hauteur et l'implantation de la clôture seront en continuité avec la clôture localisée au sud du site à l'étude.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

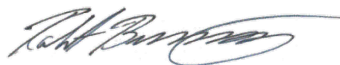
3003286651

4.6.18

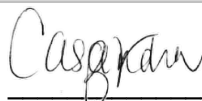
Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2400, rue Sainte-Catherine Est
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne la Succursale de la banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, qui fut construite en 1921. Le bâtiment érigé à l'intersection de la rue Sainte-Catherine Est de la rue Dufresne comporte une cour latérale donnant sur la rue Dufresne. D'une largeur approximative de 4,7 mètres, cette cour latérale fait l'objet d'une servitude de passage d'une largeur de 2,6 mètres.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification de la grille en acier galvanisé limitant l'accès à l'issue de secours. Afin de ne pas empiéter dans la servitude de passage, et pour pouvoir contrôler l'accès de manière indépendante pour les escaliers menant au sous-sol, il est proposé d'installer deux portes qui feront face à la rue Dufresne. Ensuite, l'écran visuel en bois de la terrasse construite sur la toiture sera rehaussé pour atteindre une hauteur de 2 mètres et sera ajouré.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 11 juin 2020, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à l'égard de cette demande.</p> <p>À la séance du 2 décembre 2021, le CCU a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.</p>
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'impact de l'intervention sur les façades principales du bâtiment d'intérêt patrimonial est faible.
Considérant que :	La clôture bordant la cour anglaise en cour latérale permettra d'éviter les méfaits.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, les membres du comité se disent préoccupés quant à la sécurité du passage sous la volée d'escalier menant aux étages supérieurs et suggèrent de végétaliser le dessous de cet espace.



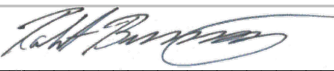
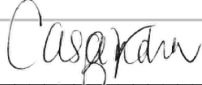
Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 août 2023
3003277362 et 3003277611
4.6.19

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2183 et 2189, rue Florian
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne deux bâtiments construits vers 1910. Construits en brique rouge et surmontée d'une corniche métallique, les deux bâtiments comportent les mêmes caractéristiques architecturales, mais avec un effet miroir. Les balcons en cour avant sont partagés entre les deux bâtiments, et comportent un escalier unique qui permet d'accéder au deuxième étage. Les garde-corps sont construits en métal soudé, aucune colonne ou équerre ne soutient les saillies, et l'escalier, centré dans le balcon, comporte un limon courbé.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement des balcons et des escaliers en cour avant. Dû à des problèmes structuraux importants, il est proposé de soutenir les balcons par l'insertion de 6 colonnes en aluminium. Les balcons auront un fascia biparti, un soffite en planches de bois bouvetés et des garde-corps en métal soudé sans ornementation. Afin d'accommoder l'insertion de colonnes, le nouvel escalier sera décentré vers la gauche. Il comportera un limon courbé et le garde-corps plusieurs poteaux surdimensionné par rapport aux barottins.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond en partie aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les deux bâtiments sont caractérisés par la symétrie de la composition architecturale.
Considérant que :	Le déplacement de l'escalier vers la gauche aura pour effet d'affecter négativement la cohérence de cette paire de bâtiments.
Considérant que :	Les colonnes ne sont pas une composante d'origine, mais que le secteur d'insertion a fortement été altéré et que la majorité des balcons comportent des colonnes à ce jour.

Considérant que :	La proposition intègre des bonifications par rapport à la situation actuelle.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> • Pour les escaliers, fournir un garde-corps avec main courante tubulaire continue se terminant par un pommeau boule. • Réduire le nombre de colonnes de manière à pouvoir installer l'escalier dans le centre du balcon. • Privilégier des colonnes de support minimalistes. • Coordonner les plans avec les informations textuelles contenues dans la lettre de présentation du projet. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> <p>Robert Beaudry Président</p>	 <hr/> <p>Cascendra Barthelot Secrétaire</p>

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003289279

4.6.20

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2099, rue Lespérance
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment faisant partie d'un ensemble de maisons de ville construit en 1988 selon un courant de la fin du post-modernisme, et dont, dans cet esprit, les portes d'entrée sont dotées à la hauteur des yeux d'une demi-lune découpée en quartiers. L'imposte latérale comporte un vitrage d'une hauteur approximative de 0.9 mètre avec section pleine au bas.</p> <p>La demande vise à autoriser le remplacement de la porte par une porte avec un vitrage de 0.6 mètre sur 0.9 mètre avec une imposte latérale ayant la même hauteur de vitrage.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les dimensions du vitrage de l'imposte latérale sont celles d'origine et que la section vitrée de la porte s'y aligne.
Considérant que :	L'ajout d'une section vitrée dans la porte bonifie la qualité de l'interface entre le domaine public et privé.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

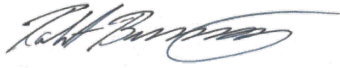
23 août 2023

3003253468

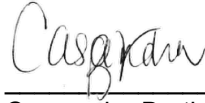
4.6.21

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2100, rue Guy
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1975, situé à l'intersection des rues Guy et du boulevard De Maisonneuve Ouest. C'est un bâtiment de 27 étages revêtu de tôle métallique. Le garde-corps actuel ainsi que les colonnettes ont été installés vers 2006. Des ornements en forme de grains de café y sont insérés en partie haute.</p> <p>La demande vise à modifier les garde-corps existants et retirer les lampadaires présentement installés sur les colonnettes en maçonnerie. Ces colonnettes seront conservées et un capuchon en métal de couleur similaire à la pierre sera installé afin de recouvrir les trous des lampadaires.</p> <p>Les nouveaux garde-corps seront légèrement rehaussés par rapport aux existants, tout en restant alignés avec les capuchons des colonnettes. Les poteaux du nouveau garde-corps sont en acier galvanisé soudé noir peint noir mat et seront fixés aux mêmes endroits que les poteaux du garde-corps existant.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	L'intervention s'intègre efficacement et sobrement au bâtiment et à la façade existante.
Considérant que :	La terrasse avant a été modifiée à plusieurs reprises depuis la construction du bâtiment, et que les garde-corps proposés permettront de rationaliser leur forme tout en retirant les lampadaires ornementaux qui ne sont pas d'origine.
Considérant que :	La modification a peu d'impact sur la composition du bâtiment.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire

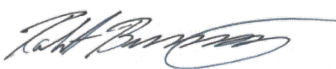
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003235575

4.6.22

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2110, rue Saint-Denis
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1890. L'édifice est situé sur la rue Saint-Denis, à l'intersection de la terrasse Saint-Denis. C'est un bâtiment de quatre étages avec sous-sol accessible de l'extérieur par la façade donnant sur la terrasse Saint-Denis.</p> <p>Façade gauche Les fenêtres arquées sont remplacées par des fenêtres similaires, avec les mêmes subdivisions. Toutefois, la partie arquée est fixe et les croisillons sont intégrés dans l'intercalaire. Les fenêtres proposées sont en PVC.</p> <p>Les trois portes menant aux balcons sont remplacées par des portes en acier noires, avec vitrage.</p> <p>Les deux fenêtres au sous-sol sont remplacées par des fenêtres coulissantes alignées avec celles au-dessus.</p> <p>Les fissures dans le crépi sont réparées, puis un resurfaçage sur tout le mur est proposé en crépi cimentaire avec fibre de verre 6 oz. La partie inférieure du mur est poncée afin d'avoir un fini uniforme.</p> <p>Façade avant Les fenêtres de droite, au 4e et 3e étage, sont remplacées par des fenêtres à guillotine, tel qu'à l'origine (non assujetti à la révision en titre VIII).</p> <p>Au 2^e étage, là où étaient situées les portes avec impostes vitrées, une fenêtre à guillotine triple est proposée. La fenêtre centrale est alignée avec celles au-dessus, et deux vantaux latéraux remplissent les ouvertures de part et d'autre.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune

Considérant que :	La proposition répond adéquatement aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> .
Considérant que :	Les portes proposées aux balcons latéraux ont des proportions similaires à celles d'origine, mais que les impostes vitrées ont été obturées.
Considérant qu' :	Il serait difficile techniquement et peu souhaitable de proposer des fenêtres similaires aux originales sur la façade latérale, puisque cela impliquerait de condamner des ouvertures et en réduire d'autres afin de retrouver une forme rectangulaire.
Considérant que :	La réparation et le resurfaçage du mur latéral auront un impact positif sur sa durabilité et son efficacité, tout en contribuant à améliorer son allure actuelle, et ce à faible coût. Proposer un retour vers un mur de maçonnerie impliquerait de refaire l'entièreté du mur; la brique n'étant plus dans un état adéquat et ayant été modifiée et percée à plusieurs endroits lors des travaux de 1985.
Considérant que :	La fenêtre guillotine triple proposée en façade avant s'harmonise avec les fenêtres se trouvant au-dessus en s'alignant avec celles-ci. L'intervention permet de retrouver une meilleure homogénéité avec l'environnement immédiat.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Proposer des croisillons de type SDL ou traversants sur les fenêtres arquées au mur latéral. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


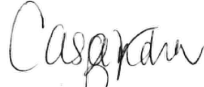
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003287421

4.6.23

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1478, rue Victor-Hugo
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1985 se trouvant dans le développement des Floralies de la montagne. Il s'agit d'un ensemble de 136 bâtiments résidentiels construit en 6 phases, selon les plans préparés par Thomas Reiner, architecte. Le bâtiment est situé à l'extrémité d'un alignement de huit maisons.</p> <p>La demande vise à modifier le pavé uni de l'entrée véhiculaire, de l'allée piétonne et de recouvrir le palier d'entrée. Le pavé proposé est en béton de couleur gris calcaire. Les pavés font 40mm d'épaisseur au niveau des marches, et 80 mm au niveau de l'entrée piétonne et véhiculaire.</p> <p>Un crépi cimentaire est proposé sur chaque côté de la descente vers le garage afin de recouvrir les murs de soutènement. Le bac de plantation situé entre le 1478 et le 1480 est retiré, afin d'avoir un traitement uni avec le voisin, qui propose des travaux identiques, mais miroirs. La bande végétalisée ainsi que les cèdres s'y trouvant sont retirés afin de minéraliser l'entièreté de la cour avant, ce qui va à l'encontre du règlement d'urbanisme qui exige un certain pourcentage de superficie végétalisée en cour avant.</p> <p>Un garde-corps en verre est proposé en remplacement de celui en fer forgé.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux ont déjà été réalisés et ce, sans permis.
Considérant que :	L'augmentation des surfaces minéralisées en façade avant va à l'encontre du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> , mais que cette situation sera prise en charge par l'équipe d'inspection.
Considérant qu' :	Une grande variété de pavés sont visibles dans le développement des Floralies de la montagne, malgré l'uniformité du projet, à l'origine.

Considérant que :	Le garde-corps proposé ne s'harmonise pas avec les autres garde-corps trouvés dans le secteur; ces derniers sont métalliques, tel que ce qui avait été prévu à l'origine, ou ont été retirés sans être remplacés.
Considérant que :	La proposition en ce qui a trait au pavé permet d'améliorer l'aspect général de la cour avant tout en l'harmonisant avec le bâtiment voisin mitoyen.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter l'installation d'un garde-corps en verre et proposer un modèle en métal se rapprochant plus du modèle d'origine. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

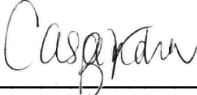
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003287415

4.6.24

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1480, rue Victor-Hugo
Responsable :	Patrice Senécal
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1985 se trouvant dans le développement des Floralies de la montagne. Il s'agit d'un ensemble de 136 bâtiments résidentiels construit en 6 phases, selon les plans préparés par Thomas Reiner, architecte.</p> <p>La demande vise à modifier le pavé uni de l'entrée véhiculaire, de l'allée piétonne et de recouvrir le palier d'entrée. Le pavé proposé est en béton de couleur gris calcaire. Les pavés font 40mm d'épaisseur au niveau des marches, et 80 mm au niveau de l'entrée piétonne et véhiculaire.</p> <p>Un crépi cimentaire est proposé sur chaque côté de la descente vers le garage afin de recouvrir les murs de soutènement. Le bac de plantation situé entre le 1478 et le 1480 est retiré, afin d'avoir un traitement uni avec le voisin, qui propose des travaux identiques, mais miroirs. La bande végétalisée ainsi que les cèdres s'y trouvant sont retirés afin de minéraliser l'entièreté de la cour avant, ce qui va à l'encontre du règlement d'urbanisme qui exige un certain pourcentage de superficie végétalisée en cour avant.</p> <p>Un garde-corps en verre est proposé en remplacement de celui en fer forgé.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Les travaux ont déjà été réalisés et ce, sans permis.
Considérant que :	L'augmentation des surfaces minéralisées en façade avant va à l'encontre du Règlement d'urbanisme (01-282), mais que cette situation sera prise en charge par l'équipe d'inspection.
Considérant qu' :	Une grande variété de pavés sont visibles dans le développement des Floralies de la montagne, malgré l'uniformité du projet, à l'origine.

Considérant que :	Le garde-corps proposé ne s'harmonise pas avec les autres garde-corps trouvés dans le secteur; ces derniers sont métalliques, tel que ce qui avait été prévu à l'origine, ou ont été retirés sans être remplacés.
Considérant que :	La proposition en ce qui a trait au pavé permet d'améliorer l'aspect général de la cour avant tout en l'harmonisant avec le bâtiment voisin mitoyen.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Éviter l'installation d'un garde-corps en verre et proposer un modèle en métal se rapprochant plus du modèle d'origine. • Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


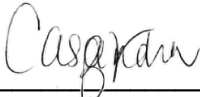
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003247687

4.6.25

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	800, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne la place Bonaventure qui fut construite entre 1964 et 1967 sous la direction d'Éva Hollo Vecsei, des architectes Affleck, Desbarats, Dimakopoulos, Lebensold et Sise. Elle était destinée principalement dès l'ouverture aux grandes expositions, raison pour laquelle il avait été décidé de ne pas fenestrer les huit premiers étages.</p> <p>La demande vise le percement et l'ajout de deux nouvelles ouvertures au 5^e étage sur la façade du boulevard Robert-Bourassa et deux sur la façade sud rue Saint-Antoine en continuité avec les ajouts initiés en 2017. Les ouvertures se font au gré des besoins locatifs et selon un plan global de finalisation et d'achèvement des travaux entamés en 2017. Les deux ouvertures du côté du boulevard Robert-Bourassa comprennent en partie supérieure un bandeau de panneaux de fibrociment suivant le même détail que les autres récentes ouvertures. Les deux ouvertures du côté de la rue Saint-Antoine sont découpées dans les panneaux de béton nervuré suivant le même détail que les autres récentes ouvertures.</p> <p>La division de l'urbanisme a demandé un plan directeur et stratégique des ouvertures à moyen terme pour s'assurer de la cohérence des interventions, de la protection du caractère d'ensemble et des caractéristiques architecturales du bâtiment.</p>
Élément particulier :	La place Bonaventure est désignée comme un immeuble d'intérêt à la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement.
Remarque importante :	<p>En 2017, le CCU a émis un avis favorable préliminaire envers une demande d'ouverture complète des 3 premiers étages faisant face à la rue de la Gauchetière.</p> <p>En 2018, le CCU a émis un avis favorable pour l'ajout de marquises et ajout de fenêtres à différents endroits du corps de bâtiment.</p> <p>En 2019, le CCU a émis un avis favorable aux travaux de réfection de l'entrée du 800 de la Gauchetière Ouest.</p>

	En 2020, le CCU a émis un avis favorable pour le percement d'une fenêtre au RDC à côté de l'entrée sur Robert-Bourassa.
Considérant que :	Les interventions proposées s'inscrivent en continuité de travaux déjà autorisés et réalisés sur les mêmes façades et ont un impact négligeable par rapport à ces dernières.
Considérant que :	Le demandeur fait la preuve qu'une réflexion et une planification globale des transformations a été faite et que les travaux de la présente demande s'inscrivent dans celui-ci.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire


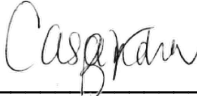
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003264796

4.6.26

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	85, rue Saint-Paul Est
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment faisant partie de l'édifice Duchesneau-Trudeau, un ensemble de cinq propriétés contiguës, construites à des époques différentes, appartenant au même propriétaire et ayant des fonctions connexes. Le bâtiment visé par le travaux fut construit vers 1953 et subit des rénovations majeures en 1986. Il comprend trois étages, est revêtu de brique d'argile et comporte un soubassement en pierre calcaire grise de Montréal.</p> <p>La demande vise le remplacement d'une fenêtre au rez-de-chaussée en façade de la rue Vaudreuil, pour y insérer, à la hauteur de l'imposte, une persienne d'acier inoxydable de 30" x 18" de haut. La fenêtre est remplacée par une fenêtre en bois identique à celle existante sur le bâtiment, mais comportant une imposte en plus. Les auvents existants sont conservés. Le conduit en surface est éliminé.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La fenêtre est proposée en bois tel que le matériau d'origine et identique aux fenêtres existantes.
Considérant que :	La persienne proposée est insérée dans l'imposte et que cette intervention est réversible.
Considérant que :	Le bâtiment est implanté en coin et qu'il ne comporte que deux façades, l'intervention est située à l'endroit causant le moins d'impact.
Considérant que :	Les autres propositions venaient affecter le bâtiment de manière plus invasive et de caractère permanent.
Considérant que :	La proposition est peu visible.

Considérant que :	Les effets sur les constructions voisines de l'ensemble sont minimales, la proposition permet d'en préserver le caractère d'ensemble du secteur environnant.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 _____ Robert Beaudry Président	 _____ Cascendra Barthelot Secrétaire

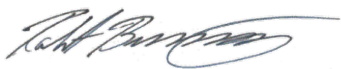
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
23 août 2023
3003283424
4.6.27

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	600, rue De La Gauchetière Ouest
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne une des tours Bell-Banque Nationale, soit celle située à l'est. Ces tours ont été construites en 1979-80 et sont situées à chaque extrémité d'un îlot faisant face à la place Bonaventure et à la Tour de la Bourse. Il s'agit de bâtiments d'une quarantaine d'étages aux lignes horizontales très affirmées, dont l'enveloppe est en aluminium anodisé clair.</p> <p>La demande vise une modification suite au permis 3001586484-23 émis le 2023-02-22. Le demandeur revient avec la proposition de remplacer une série de panneaux tympans d'aluminium pour des panneaux tympans en verre afin de créer une bande de verre verticale à chacun des quatre coins de la tour.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans l'aire de protection de la Unity Building. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition altère la lecture horizontale, mais souligne la verticalité déjà existante aux quatre coins de la tour.
Considérant que :	La proposition est subtile à l'échelle de la tour.
Considérant que :	La proposition est en lien avec la nouvelle image et identité de la tour, plus vitrée et légère.
Considérant que :	Le panneau de verre ajouté reste dans la palette matérielle existante d'origine de la tour.

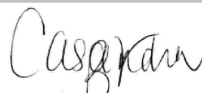
Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.

Par ailleurs, certains membres questionnent la pertinence d'effectuer ces travaux de nature esthétique.

Il est à noter que M. Réjean Martineau inscrit sa dissidence face à la recommandation favorable du comité pour cette demande.



Robert Beaudry
Président



Cascendra Barthelot
Secrétaire



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003120494

4.6.28

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	751, rue de Bonsecours
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1905 et attribué à l'architecte Louis-Roch Montbriand. Il est situé au coin de la rue Bonsecours et de la rue Champ-de-Mars.</p> <p>La demande vise le remplacement des vitrines commerciales du RDC et de l'entablement qui couronne celles-ci dans le but de recréer une composition s'apparentant à l'apparence d'origine et s'inspirant de vitrines à proximité. Il est proposé d'insérer de grandes vitrines avec cadre de bois sur un muret de bois et surmontée d'un entablement en bois.</p> <p>La demande vise également la réfection complète du mur de brique et de deux allèges de fenêtres de la façade sur la rue Champ-de-Mars. Deux fausses portes et des persiennes de ventilation sont installées au rez-de-chaussée dans des ouvertures existantes. Les appareillages et détails de maçonnerie sont recréés tel qu'à l'origine.</p> <p>Une nouvelle porte d'issue est percée du côté du mur nord donnant vers l'aire de jeu.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	Le traitement architectural et la composition proposée pour la nouvelle vitrine commerciale permettent une intégration adéquate et cohérente.
Considérant que :	La recherche d'iconographe n'a pas permis de démontrer l'apparence d'origine.
Considérant que :	L'entablement proposé en bois est adéquat, mais manque de détail.
Considérant que :	La base de la vitrine proposée en bois est adéquate, mais manque de détail.

Considérant que :	Les persiennes proposées sont insérées dans l'imposte de porte et dans un pan de fenêtre, sans en modifier les divisions et que ces interventions sont réversibles.
Considérant que :	La porte ajoutée au mur nord est en lien avec un réaménagement d'issue intérieure requise par le code.
Considérant que :	Le demandeur fait la preuve que les motifs et appareillages existants de brique seront respectés.
Considérant que :	Globalement les travaux améliorent l'apparence extérieure du bâtiment et favorisent une meilleure intégration au milieu d'insertion.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Préciser les détails d'ébénisterie prévus notamment au niveau de l'entablement, de la base, allège et encadrement des vitrines. ● Préciser le détail de solin de couronnement prévu. ● Préciser la nature des réparations du mur de fondation, notamment sous les portes du côté de la rue Champ-de-Mars. ● Fournir le modèle des nouvelles allèges de pierre. ● Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

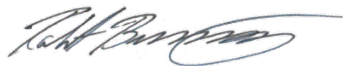
3003281004

4.6.29

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	855, avenue du Docteur-Penfield
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne la station de pompage McTavish sur l'avenue du Docteur-Penfield, dans le prolongement de l'axe de l'avenue McGill. Le bâtiment longe le réservoir souterrain, au-dessus duquel est aménagé le parc Rutherford.</p> <p>La demande vise la réfection partielle de la toiture du versant Nord de l'aile Est du bâtiment à la jonction avec la tourelle. Deux portions de revêtement en tuiles d'ardoise seraient remplacées, une en partie basse de la toiture et l'autre au pourtour de la tourelle. Le remplacement est proposé par trois rangs de plaque de cuivre totalisant entre 1050 mm à 1375 mm selon les endroits et ceci jusqu'au débord de toit. Une portion à droite, visible de la rue, est déjà complétée.</p> <p>Le justificatif invoqué par le professionnel au dossier est que le remplacement est requis pour mieux gérer les accumulations de neige et le bris d'ardoises causé par les glaçons qui se forment sur la tour et chutent en cascade sur les toitures. Les ardoises disloquées ou fêlées peuvent continuer à tomber même après l'hiver. Selon le professionnel au dossier, il n'y a pas d'autre remplacement prévu.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'installation du cuivre vient corriger une déficience technique à cet endroit.
Considérant que :	La proposition vient modifier l'apparence d'origine mais que le matériaux (cuivre) est compatible avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment.
Considérant qu' :	Il a été confirmé que la quantité de surface de cuivre pourrait être réduite pour en diminuer l'impact visuel.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Réévaluer la proposition pour réduire le plus possible le remplacement d'ardoise par du cuivre.
- Déposer à l'arrondissement, dans un délai de 60 jours suivant la date de transmission du procès-verbal de la séance du comité, des documents révisés conformément à ces conditions; à l'expiration de ce délai, la demande sera refusée par décision déléguée de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité.



Robert Beaudry
Président



Casandra Barthelot
Secrétaire



Dossier # : 1232678043

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023

De prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-28 13:55

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1232678043

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023

CONTENU**CONTEXTE**

Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023 .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION****JUSTIFICATION****ASPECT(S) FINANCIER(S)****MONTRÉAL 2030****IMPACT(S) MAJEUR(S)****IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19****OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION****CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)****CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS****VALIDATION**

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-07

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél :

438 823-3978

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : 514-872-7313

Approuvé le : 2023-08-28

Dossier # : 1232678043

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Objet : Prendre acte du dépôt du rapport de consultation de la séance d'assemblée publique de consultation du 23 août 2023



2023-08-23 PV APC_SIGNÉ.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

23 août 2023
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

Monsieur Robert Beaudry, président d'assemblée et conseiller de la Ville

Monsieur Louis Routhier, chef de division de l'urbanisme

Monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement

Madame Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement

Me Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

1- OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Monsieur Robert Beaudry, conseiller de la Ville, préside l'assemblée publique de consultation, dont la tenue a été annoncée par un avis public paru les 8 juillet et 12 août 2023 dans le journal *Le Devoir*.

Il déclare l'assemblée ouverte à 17 h 30.

Six (6) personnes assistent à l'assemblée.

2- PRÉSENTATION DES PROJETS ET PÉRIODE D'INTERVENTION DU PUBLIC

a) Résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrace pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - pp 466 (dossier 1237199002)

Le président de l'assemblée indique que monsieur Étienne Longtin, conseiller en aménagement, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Monsieur Longtin présente ledit projet.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- aux personnes habiles à voter dans le cadre d'un processus d'approbation référendaire.

b) Résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble – pp 467 (dossier 1239276003)

Le président de l'assemblée indique que madame Andréanne Maltais-Tremblay, conseillère en aménagement, est disponible pour présenter ce projet et répondre aux questions.

Madame Maltais-Tremblay présente ledit projet.


Personne ne s'étant manifesté pour poser une question suite à cette présentation, le président d'assemblée déclare terminée la consultation publique sur ce projet.

3- LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

Le dossier à l'ordre du jour ayant été soumis à une consultation, le président d'assemblée, Monsieur Robert Beaudry déclare l'assemblée publique de consultation terminée à 17 h 58.

25/08/2023

Me Katerine Rowan date
Secrétaire d'assemblée

 24/08/2023

M. Robert Beaudry date
Président d'assemblée



Dossier # : 1237135006

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin

De acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-08 11:08

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1237135006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin

CONTENU

CONTEXTE

Conformément à l'article 458.35 de la *Loi sur les cités et villes* (ci-après « LCV »), ainsi qu'à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2) (ci-après « LERM »), et à la suite du dépôt d'une requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin (ci-après « SDC Quartier latin »), un registre a été tenu le 6 juillet 2023 au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est (salle du conseil) de 9 h à 19 h, afin de recevoir la signature de ceux qui souhaitaient s'opposer à l'agrandissement de la SDC Quartier latin.

En conformité avec les articles 458.4 à 458.9 de la LCV, la tenue du registre a été annoncée par un avis transmis par poste recommandée à chacun des contribuables ayant un établissement au sein du territoire visé par la requête en agrandissement. Tous les avis ont été transmis en date du 15 juin 2023 par poste recommandée et des démarches ultérieures ont été effectuées afin de s'assurer que ceux n'ayant pas reçu ou récupéré ledit avis soient informés du processus en cours. De plus, un avis public annonçant la tenue du registre a été publié dans le quotidien *Le Devoir* et sur le site Internet de la Ville de Montréal, en date du 23 juin 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

4 juillet 2023 - CA23 240268 / 1237135005 - Adopter un règlement définissant la nouvelle zone commerciale intitulée « Quartier Latin » (*entrée en vigueur annoncée le 5 juillet 2023 par un avis publié dans le quotidien Le Devoir*)

6 juin 2023 - CA23 240185 / 1237135003 - Recevoir la requête pour l'agrandissement du district de la société de développement du Quartier Latin dans l'arrondissement de Ville-Marie et mandater la secrétaire d'arrondissement afin de tenir un registre conformément aux dispositions de la Loi sur les cités et villes

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce registre :

- Le nombre de personnes habiles à voter pour le secteur concerné était de 86;
- Le nombre de signatures requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu était de 20;

- 3 signatures ont été enregistrées dans le cadre de ce registre.

Par conséquent, la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin est réputée approuvée par les personnes habiles à voter.

Un certificat de la secrétaire d'arrondissement a été rédigé pour ce registre, conformément à l'article 555 de la LERM.

JUSTIFICATION

Conformément aux articles 555, 556 et 557 de la LERM, le plus tôt possible après la fin de la période d'accessibilité au registre, la secrétaire d'arrondissement dresse un certificat qui établit :

- 1° le nombre de personnes habiles à voter établi selon l'article 553 de la LERM;
- 2° le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu;
- 3° le nombre de demandes faites;
- 4° le fait que la requête est réputée approuvée par les personnes habiles à voter ou qu'un scrutin référendaire doit être tenu, selon le cas, à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

La secrétaire d'arrondissement doit déposer le certificat devant le conseil à la séance suivant le registre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conformément aux articles 555, 556 et 557 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gilles ETHIER, Service des finances
Agathe BESSE-BERGIER, Ville-Marie
Samuel P LALIBERTÉ, Service des finances
Vincent MEUNIER, Service du développement économique

Lecture :

Gilles ETHIER, 2 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-02

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Dossier # : 1237135006

**Unité administrative
responsable :**

Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division
du greffe

Objet :

Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement
annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la
requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement
du Quartier latin



Certificat des résultats de la procédure d'enregistrement - SDC Quartier latin_SIGNÉ.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978

Télécop. :

CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE D'ARRONDISSEMENT

**ENREGISTREMENT DES PERSONNES HABLES À VOTER PORTANT SUR LA REQUÊTE
AYANT POUR OBJET L'AGRANDISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU
QUARTIER LATIN.**

Je soussignée, Katerine Rowan, secrétaire de l'arrondissement de Ville-Marie, certifie que:

- A) Le nombre de personnes habiles à voter est de 86;
- B) Le nombre de demandes requis pour qu'un scrutin référendaire soit tenu est de 20;
- C) Le nombre de demandes faites est de 3;
- D) La requête est réputée approuvée par les personnes habiles à voter;
- E) Un scrutin référendaire ne doit pas être tenu.

EN FOI DE QUOI, j'ai signé à Montréal,
ce 6^e jour de juillet 2023

M^e Katerine Rowan
Secrétaire d'arrondissement
Arrondissement de Ville-Marie



Dossier # : 1238965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc., pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$ taxes, contingence et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)

D'accorder à Les Pavages CÉKA inc., le plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie au prix de sa soumission, et autoriser une dépense pour une somme maximale de 782 477.31 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-23-012;
D'autoriser une dépense de 78 247.73 \$ \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense de 78 247.73 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 12:11

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1238965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc., pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$ taxes, contingence et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)

CONTENU**CONTEXTE**

Dans le but de sécuriser le réseau local de l'arrondissement de Ville-Marie et éviter les excès de vitesses et, par le fait même, les accidents causés par ceux-ci, la construction de plus d'une centaine de dos d'ânes a été entamée à travers tout l'arrondissement. Dans le but de bonifier les capacités de réalisation des équipes en régie, il est recommandé d'octroyer un contrat de construction de dos d'âne à un entrepreneur privé. Ce contrat permettra la construction de plus de 70 dos d'ânes sur plus de 50 tronçons de rue et ce en moins d'un mois afin d'avoir terminé avant la venue des conditions hivernales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION**

Le présent contrat vise à construire plus de 70 dos d'ânes allongés dans plusieurs rues locales de l'arrondissement, pour apaiser la circulation, sécuriser les piétons et adoucir le transit.

JUSTIFICATION

L'appel d'offres public, VMP-23-012, Travaux de construction de dos d'ânes dans l'arrondissement de Ville-Marie 2023, a été lancé le 8 août 2023 par le biais du SÉAO (Système Électronique d'Appels d'Offres). Quatre (4) entreprises se sont procurés les documents de soumission; Les entreprises ont eu un délai de 21 jours afin de soumissionner; Aucun (0) addenda n'a été émis dans le cadre de cet appel d'offres. Trois (3) entreprises ont déposé leurs soumissions le 29 août 2023 à 11 heures. De ce nombre trois (3) sont conformes.

Voici la liste des soumissionnaires conformes ainsi que les montants de leurs soumissions :

SOUSSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)
Les Pavages CÉKA Inc.	782,477.31\$
Eurovia Québec Construction Inc.	920,115.03\$
Les Entrepreneurs Bucaro Inc.	1,422,907.61\$
Dernière estimation réalisée (\$)	633,506.50\$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$)	1,041,833.32\$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)	33.15%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)	640,430.30\$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)	81.85%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)	148,970.81\$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)	23.52%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)	137,637.72\$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	17.59%

Suite à l'analyse des documents du soumissionnaire, le plus bas soumissionnaire conforme est Les Pavages CÉKA Inc. avec un montant de 782 477.31 \$ taxes incluses.

L'écart entre l'estimation des travaux finale de type A et le plus bas soumissionnaire conforme est de 23.52%, ce qui est au delà du seuil normalement acceptable de 20%.

Considérant la nature du projet qui consiste à sécuriser le réseau local de l'arrondissement et que nous vivons une hausse de prix inhabituelle et imprévisible et que le marché de la construction est très sollicité, l'octroi du contrat est envisageable.

L'analyse d'admissibilité et de conformité des soumissions a été faite le 30 août 2023. Ces validations ont montré que :

Les Pavages CÉKA Inc. ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreinte de la régie du bâtiment du Québec;
Les Pavages CÉKA Inc. ne fait pas partie de la liste du registre des entreprises non admissibles aux

contrats publics (RENA);
Les Pavages CÉKA Inc. a une autorisation de contracter de l'AMP;
Les Pavages CÉKA Inc. et aucun de ses administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle;

Par conséquent, nous recommandons l'octroi du contrat à Les Pavages CÉKA Inc. au montant de sa soumission.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du contrat à octroyer est de 782 477.31\$, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel de contingence (10 %) est de 78 247.73 \$, incluant les taxes.

Le montant du budget prévisionnel pour les frais incidents (10%) est de 78 247.73 \$, incluant les taxes.

La dépense maximale autorisée du projet s'élève donc à 938 972.77 \$.

La répartition du coût taxes incluses sera assumée comme suit :

Secteur	Contrat	Contingences (10%)	Incidences (10%)	Total
Est	437,682.32\$	43,768.23\$	43,768.23\$	525,218.78\$
Ouest	344,794.99\$	34,479.50\$	34,479.50\$	413,753.99\$
Total	782,477.31\$	78,247.73\$	78,247.73\$	938,972.77\$

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas octroyé les travaux de sécurisation du réseau local ne pourront pas être réalisés cette année.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

,

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement de Ville-Marie a élaboré une opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications pour annoncer les travaux et informer les citoyens durant cette période.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux : fin septembre 2023

Fin des travaux, fin octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Ingénieur - Chargé de projet

Tél : 514-208-0563
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél :
Télécop. :

Le : 2023-06-22

514-872-1048

Dossier # : 1238965007

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie

Objet : Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc., pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$ taxes, contingence et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)



VMP-23-012 Section A - Sommaire.pdf SEAO _ Résultats d'ouverture.pdf



VMP-23-012_PV signé.pdf AMP - Pavages CÉKA.pdf



Résumé_Analyse_conformite_soumission rev..pdf Aspect financier 1238965007.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Ingénieur - Chargé de projet

Tél : 514-208-0563
Télécop. :

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
08	08	2023	29	08	2023	Au comptoir Accès Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Salle du conseil d'arrondissement, Montréal (Québec) H2L 4L8, avant 11h00

Travaux de construction de dos d'âne dans l'arrondissement de Ville-Marie. (Dos d'âne 2023)

Description et sommaire de soumission	Montant
Planage de la chaussée, implantation de dos d'âne en enrobé bitumineux, marquage de la chaussée et pose de signalisation verticale sur différents tronçons de l'arrondissement de Ville-Marie.	
Montant total avant taxes :	680 563,00 \$
Taxe sur les produits et services 5 % :	34 028,15 \$
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	67 886,16 \$
Montant total :	782 477,31 \$

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1160427812

Si non inscrit au REQ, cocher ici


Je (Nous), soussigné(s) : Les Pavages Céka inc

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

1143, boul. St-Jean-Baptiste, Mercier (Québec) J6R 0H6

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) : SYLVAIN AGANIER	Téléphone : 450-699-6671		
	Télécopieur : 450-699-1847		
	Courriel : info@pavaquesceka.com		
Signature: 	Jour 28	Mois août	Année 2023

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : VMP-23-012

Numéro de référence : 1751237

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Travaux de construction de dos d'âne dans l'arrondissement de Ville-Marie (Dos d'âne 2023)

Les renseignements publiés au SEAO étant publics, il est de votre responsabilité de vous assurer que l'information saisie est exacte. Il est donc fortement recommandé de la valider avant sa publication, et ce, bien qu'il soit possible d'apporter certains correctifs ultérieurement.

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux de construction de dos d'âne dans l'arrondissement de Ville-Marie (Dos d'âne 2023)
Date de fermeture de l'avis :	2023-08-29 Avant 11h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	
Organisme :	Ville de Montréal Ville de Montréal - Arrondissement de Ville-Marie
Contact(s) :	Katerine Rowan Courriel : vm-appeldoffres@ville.montreal.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

LES PAVAGES CÉKA INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis 
LES PAVAGES CÉKA INC. 1143 Boulevard St-Jean Baptiste Mercier, (QC) CAN J6R0H6 http://www.pavagesceka.com	1160427812	Madame Julie Tremblay Téléphone : 450 699-6671 Télécopieur : 450 699-1847	782 477,31 \$

Eurovia Québec Construction Inc.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis ?
Eurovia Québec Construction Inc. 6200 St-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1b3	1169491884	Madame Corine Tchatchouang Téléphone : 514 760-1010	920 115,03 \$

LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis ?
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, (QC) CAN H1H 3L6	1144756336	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729	1 422 907,61 \$

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Travaux de construction de dos d'âne dans l'arrondissement de Ville-Marie (Dos d'âne 2023).


VMP-23-012

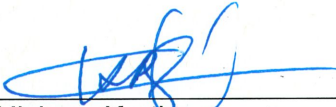
Procès-verbal d'une séance d'ouverture de soumissions tenue le 29 août 2023, à 11 heures, au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal.

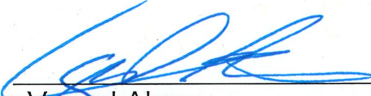
Aux date, heure et lieu mentionnés dans l'avis d'appel d'offres publié le 08 août 2023 dans *Le Devoir*, les soumissions reçues dans le délai requis sont ouvertes publiquement par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, en présence de monsieur Hicham Karti, agent de recherche et de monsieur Vanyel Abran, ingénieur.

Les informations qui suivent relatives au nom du soumissionnaire et à son prix de soumission sont déclarées à haute voix :

Nom de l'entreprise	Montant total de la soumission
LES ENTREPRENEURS BUCARO INC.	1 422 907,61 \$
LES PAVAGES CÉKA INC.	782 477,31 \$
Eurovia Québec Construction Inc.	920 115,03 \$

 2023-08-29
Katerine Rowan date
Secrétaire d'arrondissement

 29-08-2023
Hicham Karti Date
Agent de recherche

 2023-08-29
Vanyel Abran date
Ingénieur

Le 6 juillet 2023

LES PAVAGES CÉKA INC.
A/S MONSIEUR SYLVAIN AGANIER
1143, BOUL SAINT-JEAN-BAPTISTE
MERCIER (QC) J6R 0H6

N° de décision : 2023-DAMP-1988
N° de client : 3000233970
N° d'entreprise du Québec : 1160427812

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES PAVAGES CÉKA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 juillet 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS D'ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSIONS

Numéro d'AO : **VMP23-012**

Titre d'AO : **Travaux de construction de dos d'ânes 2023**

Date d'ouverture : **Le 29août 2023**

Heure d'ouverture : **11h00**

RÉSULTATS

Plus bas soumissionnaire conforme : **Les pavages Céka inc.**

Prix du plus bas soumissionnaire conforme : **850 533,61 \$**

Deuxième plus bas soumissionnaire conforme : **Eurovia Québec Construction inc.**

Prix du 2e plus bas soumissionnaire conforme : **1 012 126,53 \$**

Dernière estimation : **760 056,03 \$**

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation (%) **12%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse (%) **19%**

Nombre de soumissions déposées : **3**

Rang*	Soumissionnaire	Prix soumis \$	Statut intérimaire	Statut final	Remarque
1	Les pavages Céka inc	850 533,61 \$	Conforme	CONFORME	
2	Eurovia Québec Construction Inc.	1 012 126,53 \$	Conforme	CONFORME	
3	Les entrepreneurs Bucaro inc.	1 565 198,37 \$	Conforme	CONFORME	
4			Conforme	À COMPLÉTER	
5			Conforme	À COMPLÉTER	
6			Conforme	À COMPLÉTER	
7			Conforme	À COMPLÉTER	
8			Conforme	À COMPLÉTER	
9			Conforme	À COMPLÉTER	
10			Conforme	À COMPLÉTER	

*Ici, le rang est déterminé à l'ouverture des soumissions par rapport aux prix soumis, sans égard aux statuts finaux ou des prix corrigés suite à l'analyse.

COMMENTAIRES

IDENTIFICATION

Analyse faite par : **Edith Mitchell** Date : **07-09-2023**

Vérifiée par : *Edith Mitchell* Date :

Dossier # : 1238965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc., pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$ taxes, contingence et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1238965007-Information comptable_VM.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-3087

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-06

Mélanie BEAUDOIN
Conseillère en planification budgétaire
Tél : 514-872-1054
Division : Direction du budget et de la planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

NO GDD :

Taux taxes 2023: 1,0951303727

No d'engagement 2023 :

L'objet du présent dossier nécessite un virement de crédits (compétence corpo.) au système SIMON comme suit:

Provenance

7717028 Aménagement du domaine public

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
	6101.7717028.802601.01909.57201.000000.0000.112522.000000.98001.00000	413 753,99 \$	377 812,54 \$	377 814 \$

Imputation

		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au \$ supérieur
Contrat	6101.7717028.801550.03107.57201.000000.0000.195148.000000.17025.00000	344 794,99 \$	314 843,78 \$	314 844 \$
Contingences	6101.7717028.801550.03107.57201.000000.0000.195148.028057.17025.00000	34 479,50 \$	31 484,38 \$	31 485 \$
Incidences	6101.7717028.801550.03107.54301.000000.0000.195148.028058.17025.00000	34 479,50 \$	31 484,38 \$	31 485 \$
Total :		413 753,99 \$	377 812,54 \$	377 814 \$

Dossier # : 1238965007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à Les Pavages CÉKA inc., pour l'exécution des travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense maximale de 938 972,77 \$ taxes, contingence et incidences incluses (Appel d'offres public VMP-23-012 - 3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1238965007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-05

Samba Oumar ALI
Chef(fe) de division - ressources financières, matérielles et informationnelles (arrond.)
Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1238965007

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense totale maximale de 938 972,77, taxes, contingences et incidences incluses;

Accorder à Les Pavages CÉKA inc., seul soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des Travaux de construction de dos d'ânes sur diverses rues de l'arrondissement de Ville-Marie, au prix de sa soumission au montant de 782 477,31 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public VMP-23-012;

Autoriser une dépense de 78 247,73 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

Autoriser une dépense de 78 247,73 \$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Une intervention du **Service des finances** est requise.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2355737000 - Arrondissement

2023	2024	2025	Total
480,0			480,0

Projet: 55737

Sous-projet: 2355737010 - Corpo.

2023	2024	2025	Total
378,0			378,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2355737050 Travaux d'implantation de ralentisseurs (dos d'ânes) - Est de Atateken

2023	2024	2025	Total
480,0			480,0

Projet: 55737

Sous-projet: 2355737060 Travaux d'implantation de ralentisseurs (dos d'ânes) - Ouest de Atateken

2023	2024	2025	Total
378,0			378,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
938 972,77 \$	857 407,29 \$	782 477,31 \$	714 506,08 \$

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM38965007 au montant de 479 594,75 \$ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 479 594,75 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 437 682,31 \$ Crédits (Net ristourne): 399 662,29 \$ Contrat (PDI Local)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	03107	57201	000000	0000	195147	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 43 768,23 \$ Crédits (Net ristourne): 39 966,23 \$ Contingences (PDI Local)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	03107	57201	000000	0000	195147	028057	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 43 768,23 \$ Crédits (Net ristourne): 39 966,23 \$ Incidences (PDI Local)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	03107	54301	000000	0000	195147	028058	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 344 794,99 \$ Crédits (Net ristourne): 314 843,78 \$ Contrat (PDI Corpo)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7717028	801550	03107	57201	000000	0000	195148	000000	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 34 479,50 \$ Crédits (Net ristourne): 31 484,38 \$ Contingences (PDI Corpo)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7717028	801550	03107	57201	000000	0000	195148	028057	17025	00000

Imputation : Dépenses (taxes incluses): 34 479,50 \$ Crédits (Net ristourne): 31 484,38 \$ Incidences (PDI Corpo)

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6101	7717028	801550	03107	54301	000000	0000	195148	028058	17025	00000

Les crédits en provenance du Service des finances, d'un montant de **377 812,54\$** net de ristournes font l'objet d'une

- intervention financière distincte.
- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2023-09-05**

Date et heure système : 05 septembre 2023 15:36:21



Dossier # : 1239522004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)

D'accorder à 9356-5166 Québec inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 368 379,90 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 23-20011;

D'autoriser une dépense de 36 838 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 9356-5166 Québec inc.;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 08:58

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1239522004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La direction des travaux publics, de l'arrondissement de Ville-Marie est responsable de l'entretien des parcs.

La division des parcs et de l'horticulture a sollicité le marché afin d'obtenir d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour procéder à des travaux d'horticulture, d'aménagement paysager et d'entretien dans les parcs de l'arrondissement de Ville-Marie. Le type de service demandé requiert de la minutie et une expérience particulière en horticulture et paysagement.

La division des parcs et de l'horticulture est appelée à réaliser plusieurs travaux et projets en régie. La qualité des travaux faits par nos employés rivalise très bien avec ceux des entrepreneurs, et ce, à moindres coûts.

Les différents travaux prévus sont :

- Réaménagement de petits parcs
- Plantation d'arbres
- Enlèvement de grilles d'arbres
- Réparation de gazon dans les parcs et terre-pleins
- Plantation de vivaces dans les parcs et terre-pleins
- Changement de sable et de copeaux dans les aires de jeux pour enfants
- Divers travaux de plomberie
- Divers travaux d'aménagement
- Divers travaux de déminéralisation.

La division des parcs et de l'horticulture ne dispose pas de ce type de machinerie, ni d'opérateur qualifié pour la manoeuvre. C'est pourquoi nous procédons par appel d'offres public.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240104 - 13 février 2021, Accorder un contrat de 312 750,40 \$, taxes incluses, à 9154-6937 Québec inc. (Location Guay), pour la location de deux (2) rétrocaveuses (Lot 8 et Lot 9) avec opérateur, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, de 2021 à 2022, avec une option de renouvellement d'un (1) an et autoriser une dépense maximale de 312 750,40 \$, taxes incluses (appel d'offres public 21 18636 - 1 soumissionnaire)

DA239522005 - 28 avril 2023, Accorder un contrat à 9356-5166 Québec Inc., pour la location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires à l'arrondissement Ville-Marie, pour les jours de fin de semaine au printemps 2023 - Autoriser une dépense totale de 61 971,53 \$, taxes et contingences incluses - VMG 23-010, 3 soumissionnaires conformes

DA239522004 - 28 avril 2023, Accorder un contrat à 9356-5166 Québec Inc., pour la location d'une (1) rétrocaveuse pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires à l'arrondissement Ville-Marie, pour les jours de semaine au printemps 2023 - Autoriser une dépense totale de 57 544,99 \$, taxes et contingences incluses - VMG 23-009, 3 soumissionnaires conformes

DESCRIPTION

Les taux horaires varient selon les jours de la semaine des opérations. Ainsi, le bordereau du contrat était divisé en deux lots: un lot pour les jours de semaine et un lot pour les jours de fin de semaine. Nous acceptons de soumissionner avec la même rétrocaveuse pour les deux lots.

LOT 1 : Location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour divers travaux de plantation d'arbres (mardi au vendredi) (1 200 heures),pour 2023 - 250 heures garanties pour l'automne 2023 et 500 heures garanties pour l'année 2024-2025 (du 15 avril au 1 juillet et 5 septembre au 15 novembre)

LOT 2: Location d'une rétrocaveuse avec opérateur pour divers travaux de plantation d'arbres (samedi au lundi) (1 200 heures),pour 2023 - 250 heures garanties pour l'automne 2023 et 500 heures garanties pour l'année 2024-2025 (du 15 avril au 1 juillet et 5 septembre au 15 novembre)

La supervision de ces appareils et des opérations sera faite par nos contremaîtres.

JUSTIFICATION

La division des parcs ne dispose pas de ce type de machinerie, ni d'opérateur qualifié pour la manoeuvrer.

La direction des travaux publics, par l'entremise du service de l'approvisionnement, a procédé au lancement de l'appel d'offre le 21 juin 2023. L'ouverture s'est déroulée le 13 juillet 2023.

Un seul addenda a été émis le 5 juillet 2023 et le délai total accordé aux soumissionnaires était de 22 jours. Il y a eu cinq preneurs du cahier des charges.

Le Service de l'approvisionnement a reçu deux (2) soumissions, soit:

- 9356-5166 Québec Inc.
- 9154-6937 Québec Inc.

Les résultats d'ouverture pour l'appel d'offres public ont été publiés dans SEAO.

Un résumé des soumissions reçues se retrouve au tableau ci-dessous:

SOUSSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
9356-5166 Québec Inc.	368 379,90 \$		368 379,90 \$
9154-6937 Québec Inc.	591 891,30 \$		591 891,30 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	413 910,00 \$		413 910,00 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$)			480 135,60 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			30,34%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)			223 511,40 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			60,67%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)			-45 530,10 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-11,00%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)			223 511,40 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			60,67%

L'estimation fournie par Ville-Marie avant l'ouverture des soumissions était 413 910,00 \$, taxes incluses, pour les deux lots, sans inclure les deux options de prolongation.

La plus basse soumission était la même pour les deux lots, soit celle de 9356-5166 Québec Inc.

Celle-ci s'élève au montant de 177 191,45 \$, pour le lot 1 (de semaine), taxes incluses.

Pour le lot 2 (de fin de semaine), le total de la soumission était de 191 088,45 \$, taxes incluses.

Le total de la soumission est donc 11% plus basse que l'estimation faite à l'interne. Ceci s'explique par le fait que l'estimation était basée sur des résultats de sollicitations de marché antérieures dont les exigences étaient plus élevées, qui étaient appropriées pour des travaux de voirie et de construction, mais qui ne sont pas nécessaires pour les travaux d'horticulture prévus au contrat.

L'écart entre les deux soumissions est encore plus importante, soit de près de 61%. Il est fort possible que si les opérateurs du plus haut soumissionnaire sont formés pour des travaux de construction, leurs taux horaires sont plus élevés, expliquant la différence entre les deux montants.

L'analyse de conformité administrative a été effectuée le 14 juillet 2023. L'analyse de conformité technique a été effectuée le 25 juillet 2023. Suite à ces analyses, il a été conclu

que 9356-5166 Québec Inc. répondait bien à nos exigences.

Ainsi, nous recommandons l'octroi du contrat pour les deux lots à 9356-5166 Québec Inc., soit le soumissionnaire le plus bas, au prix de sa soumission.

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que 9356-5166 Québec Inc. (plus bas soumissionnaire) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la RGC.

L'entreprise déclare qu'elle emploie moins de 50 employés et n'est donc pas assujettie aux obligations prévues dans la Charte de la langue française.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.

- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE

Un budget de contingences de 10 %, pour un montant de 17 729,15 \$ pour le lot 1, et de 19 108,85 \$ pour le lot 2 est prévu au contrat, taxes incluses. Ceci totalise 36 836,99 \$ de contingences, taxes incluses, pour le contrat complet.

MONTRÉAL 2030

La ville de Montréal souhaite réduire au maximum ses émissions de gaz à effet de serre (GES). Ce contrat est essentiel pour atteindre les objectifs liés à la plantation d'arbres. Le formulaire Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Marc-André DESHAIES)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ines LAMIN
Agent(e) technique en horticulture et
arboriculture

Tél : (438)350-1269
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-23

Elise MEUNIER
chef(fe) de section - parcs et horticulture
(arrondissement)

Tél : 514-206-0166
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1239522004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)



aspect_financier_23-20011.pdf



23-20011_montreal_2030.pdf



23_20011_soumission_9356-5166.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ines LAMIN
Agent(e) technique en horticulture et arboriculture

Tél : (438)350-1269
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 123 952 2004

Unité administrative responsable : *Division des parcs et horticulture, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie*

Projet : *Contrat de location de rétrocaveuse pour l'arrondissement Ville-Marie*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>

1. Votre dossier contribue-t-il à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? *Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*

2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?

- L'utilisation d'une rétrocaveuse est essentielle pour la plantation des arbres en parc. Ceci permet ainsi de maintenir l'entretien des parcs et de bonifier la végétation et la biodiversité de ceux-ci. La bonification en arbres, arbustes et vivaces vont permettre de préserver la biodiversité des parcs de l'arrondissement et ainsi contribuer à augmenter la canopée montréalaise, afin de contrer les îlots de chaleur et d'améliorer la qualité de l'air.*

- *La plantation d'arbres de rue permettra à l'arrondissement d'améliorer la qualité des milieux de vie et combattre les îlots de chaleur sur son territoire. La plantation d'arbres de rue contribue aussi à l'embellissement des quartiers, et augmente le sentiment d'appartenance et de bien-être des citoyens, ainsi que la valeur de leur propriété.*
- *L'agrandissement des fosses d'arbre aidera à la gestion des eaux pluviales.*

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p>	X		
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p>			X

Section C - ADS+ *

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
<p>1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :</p> <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion <p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale <p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
<p>2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?</p>			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Numéro d'appel d'offres	23-20011
Titre de l'appel d'offres	Service de location de rétrocaveuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire <i>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</i>	9356-5166 Quebec Inc AcMD Transport
Numéro d'entreprise (NEQ)	1172593692
Adresse du soumissionnaire	6000 ch. Vincent Massey. Rawdon. J0K 1S0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

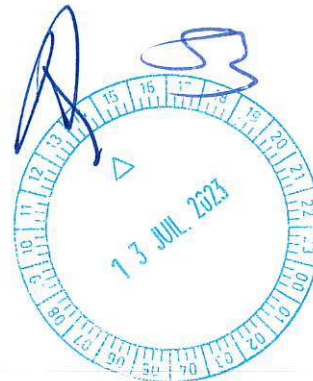
Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.

Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Cet appel d'offres comprend plusieurs lots distincts. Si une Soumission vise plusieurs lots, une garantie de soumission **DISTINCTE** doit être fournie par le SOUMISSIONNAIRE pour le nombre de lots correspondant à sa capacité, indépendamment du nombre de lots visés par sa Soumission.

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	Service de location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires du mardi au vendredi pour l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2023 et 2024	154 200 ⁰⁰ - \$	7 710 ⁰⁰ - \$	15 381.45 \$	177 291.45 - \$
2	Service de location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires du samedi au lundi pour l'arrondissement de Ville-Marie pour les années 2023 et 2024	166 200 ⁰⁰ - \$	8 310 ⁰⁰ - \$	16 578.45 \$	191 088.45 - \$



Dossier # : 1239522004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



23-20011_Intervention.pdf 23-20011_TCP.pdf 23-20011 PV.pdf 23-20011_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marc-André DESHAIES
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-6850

ENDOSSÉ PAR

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514-217-3536
Division : Acquisition

Le : 2023-08-25

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes (Lot 1)	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
9356-5166 Québec Inc.	177 291,45 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	1
9154-6937 Québec inc. - Location Guay	253 864,80 \$	<input type="checkbox"/>	1

Nom des firmes (Lot 2)	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
9356-5166 Québec Inc.	191 088,45 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	2
9154-6937 Québec inc. - Location Guay	338 026,50 \$	<input type="checkbox"/>	2

Information additionnelle

- Il y a eu trois (3) désistements. Un (1) a son carnet de commandes rempli, un (1) ne fournit pas les services demandés et un (1) n'a pas répondu à notre demande d'explication.

Préparé par : Le - -

Numéro de l'appel d'offres : 23-20011

Titre : Service de location de rétrocaveuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'ouverture des soumissions : 13 juillet 2023

Article		9356-5166 Québec Inc.	9154-6937 Québec inc. - Location Guay
		Montant total	Montant total
1,1	Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour du mardi au vendredi pour l'année 2023	51 400,00 \$	73 600,00 \$
1,2	Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour du mardi au vendredi pour l'année 2024	102 800,00 \$	147 200,00 \$
Total avant taxes		154 200,00 \$	220 800,00 \$
TPS 5 %		7 710,00 \$	11 040,00 \$
TVQ 9,975 %		15 381,45 \$	22 024,80 \$
Montant total		177 291,45 \$	253 864,80 \$
2,1	Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour du samedi au lundi pour l'année 2023	55 400,00 \$	98 000,00 \$
2,2	Location d'une (1) rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires pour du samedi au lundi pour l'année 2024	110 800,00 \$	196 000,00 \$
Total avant taxes		166 200,00 \$	294 000,00 \$
TPS 5 %		8 310,00 \$	14 700,00 \$
TVQ 9,975 %		16 578,45 \$	29 326,50 \$
Montant total		191 088,45 \$	338 026,50 \$

Numéro de l'appel d'offres : 23-20011

Titre : Service de location de rétrocaveuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie

Date d'ouverture des soumissions : 13 juillet 2023

Article	9356-5166 Québec Inc.	9154-6937 Québec inc. - Location Guay
	Montant total	Montant total
Signature	OUI	OUI
Achat SEAO	OK	OK
Numéro TPS/TVQ	OUI	OUI
Numéro de fournisseur VDM	603554	358299
Numéro NEQ	1172593692	1162923222
Vérification REQ	OK	OK
RENA	OK	OK
Registre des personnes inadmissibles	OK	OK
Liste des firmes à rendement insatisfaisant	OK	OK
Garantie (5 000\$/Lot)	2	2
Charte de la langue française	Moins de 50 employés	Moins de 50 employés
Liste non conformes OQLF	OK	OK
CNESST	OK	OK
AMP	OK	OK
Liste des équipements	À évaluer lors de la conformité technique par le requérant	À évaluer lors de la conformité technique par le requérant
Preuve de disponibilité des équipements		
Renseignements complémentaires		
Spécifications techniques		

Remarque :

 Non-conforme

 Plus bas soumissionnaire conforme

Vérfié par : Marc-André Deshaies

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **jeudi 13 juillet 2023 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Carla Ferreira Guimarães, secrétaire de direction
M. Simon Bélanger-Gagnon, analyste-rédacteur
M. Abdenour Touabi, agent de bureau

APPEL D'OFFRES 23-20011

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service de location de rétrocaveuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par l'analyste-rédacteur du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

<u>Soumissionnaires</u>		<u>Prix</u>
9154-6937 QUÉBEC INC. (LOCATION GUAY)	Lot 1	253 864,80 \$
	Lot 2	338 026,50 \$
9356-5166 QUÉBEC INC. (ACMD TRANSPORT)	Lot 1	177 291,45 \$
	Lot 2	191 088,45 \$

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 21 juin 2023 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/vm



Vér. 1
S.A. 1

Carla Ferreira Guimarães
Secrétaire de direction – Service du greffe

Simon Bélanger-Gagnon
Analyste-rédacteur – Service du greffe



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 23-20011

Numéro de référence : 1737169

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Ville de Montréal – Service de location de rétrocaveuses avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie

<input type="checkbox"/> <u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
<input type="checkbox"/> 9154-6937 QUÉBEC INC. 235 cite des jeunes Saint-Clet, QC, J0P1P0 NEQ : 1162923222	Monsieur Bertrand Guay Téléphone : 514 838-9922 Télécopieur :	Commande : (2219265) 2023-06-26 16 h 44 Transmission : 2023-06-26 16 h 44	3958480 - Addenda 1 (devis) 2023-07-05 15 h 56 - Courriel 3958481 - Addenda 1 (bordereau) 2023-07-05 15 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> 9356-5166 Québec inc. 6000 Chemin Vincent Massey Rawdon, QC, J0K1S0 NEQ : 1172593692	Madame Annie Blouin Téléphone : 514 705-6048 Télécopieur :	Commande : (2219061) 2023-06-26 13 h Transmission : 2023-06-26 13 h	3958480 - Addenda 1 (devis) 2023-07-05 15 h 56 - Courriel 3958481 - Addenda 1 (bordereau) 2023-07-05 15 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> BULLDOZER BERGERON INC. 12905 jean grou bureau 100 Montréal, QC, h1a 3n6 NEQ : 1142291617	Monsieur dany bergeron Téléphone : 514 821-6531 Télécopieur : 514 642-1824	Commande : (2218827) 2023-06-26 8 h 51 Transmission : 2023-06-26 8 h 51	3958480 - Addenda 1 (devis) 2023-07-05 15 h 56 - Courriel 3958481 - Addenda 1 (bordereau) 2023-07-05 15 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> EXCAVATION R. LECUYER & FILS INC. 403 rang de L'Eglise Saint-Édouard, QC, J0L 1Y0 NEQ : 1142662239	Monsieur Yvon Lécuyer Téléphone : 450 454-3061 Télécopieur : 450 454-3061	Commande : (2218213) 2023-06-22 11 h 27 Transmission : 2023-06-22 11 h 27	3958480 - Addenda 1 (devis) 2023-07-05 15 h 56 - Courriel 3958481 - Addenda 1 (bordereau) 2023-07-05 15 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> LES PAVAGES DANCAR (2009) INC. 4445 J.B. Martineau Montréal, QC, H1R 3W9 NEQ : 1165622268	Madame Céline Sylvie Bousquet Téléphone : 514 321-5144 Télécopieur : 514 321-2140	Commande : (2218261) 2023-06-22 12 h 22 Transmission : 2023-06-22 12 h 31	3958480 - Addenda 1 (devis) 2023-07-05 15 h 56 - Courriel 3958481 - Addenda 1 (bordereau) 2023-07-05 15 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

Dossier # : 1239522004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 9356-5166 Québec inc. pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateurs, entretien et accessoires pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'automne 2023, le printemps 2024 et l'automne 2024, avec deux options de renouvellement - Autoriser une dépense totale de 405 217,90 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20011 - 2 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239522004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-29

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1239522004

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder un contrat à 9356-5166 Québec Inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour la location d'une rétrocaveuse avec opérateur, entretien et accessoires à l'arrondissement Ville-Marie pour l'automne 2023, le printemps 2024, et l'automne 2024, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 368 379,90 \$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (appel d'offres 23-20011, 2 soumissionnaires conformes) ;

Autoriser un budget provisionnel de contingences de 36 838,00 \$;

Autoriser une dépense maximale de 405 217,90 \$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 405 217,90 \$

	Années antérieures	2023
Montant		405 217,90 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 370 017,95 \$

	Années antérieures	2023
Montant		370 017,95 \$

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
405 217,90 \$	370 017,95 \$	368 379,90 \$	336 379,95 \$

Imputation :
 Dépenses (taxes incluses): 368 379,90 \$
 Crédits (Net ristourne): 336 379,95 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
6101	7723006	801550	07163	54590	000000	0000	196584	000000	99000	00000

Imputation :
 Dépenses (taxes incluses): 36 838,00 \$
 Crédits (Net ristourne): 33 638,00 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
6101	7723006	801550	07163	54590	000000	0000	196584	028057	99000	00000

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-08-29**



Dossier # : 1239483001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'OBNL Nature-Action Québec, pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant, (contrat : 213 860,13 \$ + contingences : 21 386 \$) - Appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires

D'accorder à Nature-Action Québec, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 213 860,13\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (23-20055);

D'autoriser une dépense de 21 386\$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Un virement de crédit de 198 475 \$ sera effectué du Service de l'environnement vers l'Arrondissement au début de l'année 2024 afin de couvrir une portion du contrat.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 12:26

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1239483001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'OBNL Nature-Action Québec, pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant, (contrat : 213 860,13 \$ + contingences : 21 386 \$) - Appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent mandat s'inscrit dans le cadre du projet d'implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les bâtiments de 9 logements et plus; dans les institutions, commerces et industries assimilables (ICI) et les établissements scolaires sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

Le Service de l'environnement offre la possibilité à tous les propriétaires, les occupants, et les gestionnaires d'immeubles de 9 logements et plus, d'ICI assimilables et des établissements scolaires de bénéficier d'un service de collecte des résidus alimentaires, dans la mesure où celui-ci est assimilable au service de collecte offert par la Ville de Montréal. En vertu de la Stratégie de valorisation de la matière organique du Québec, tous les immeubles de 9 logements et plus et les ICI seront dans l'obligation de participer à une collecte des résidus alimentaires d'ici 2025. Les immeubles de 9 logements et plus et les ICI non assimilables à la collecte municipale (si leur génération et les modalités de collecte de leurs résidus alimentaires n'est pas compatible avec le règlement sur les services de collecte de la Ville de Montréal (R-16-049)), devront démontrer qu'ils ont accès à un service de collecte privé ou devront composer avec les pénalités financières prévues dans la Stratégie de valorisation de la matière organique du Québec.

L'implantation de cette collecte se fera en 7 phases, afin de couvrir l'ensemble du territoire d'ici un horizon de quatre (4) ans.

Le présent mandat concerne les secteurs 2B et 1A du projet d'implantation qui débutera en date 1er mai 2024 (secteur 2B) et 1er octobre 2024 (secteur 1A).

Dans le cadre de l'appel d'offre, il y a 1 addenda pour un report de la date d'ouverture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DGA238736002 : Autoriser un virement, jusqu'à concurrence de 198 475 \$ du Service de l'environnement vers l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre de la réalisation d'activités d'information, sensibilisation et d'éducation en lien avec le déploiement de la collecte des résidus organiques dans les immeubles de 9 logements et plus ainsi que pour certaines institutions, commerces et industries.

CA22 240388 : Accorder un contrat à Y'a quelqu'un l'aut'bord du Mur (YAM), pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 3 & 2A de l'arrondissement de Ville-Marie.

Dépense totale 243 044,98 \$, taxes incluses (contrat : 220 949,99 \$ + contingences : 22 095,00 \$) - Appel d'offres public 22-19545 - 3 soumissionnaires)

CA22 240169 : Accorder un contrat de 103 598,70 \$, taxes non applicables, le cas échéant, à l'OBNL Nature-Action Québec pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) du secteur 4 de l'arrondissement de Ville-Marie. Autoriser une dépense maximale de 113 958,57 \$, taxes non applicables, le cas échéant (appel d'offres public 22-19278 - 1 soumissionnaire)

DA228260006 : Autoriser un virement, jusqu'à concurrence de 211 930 \$ du Service de l'environnement vers l'arrondissement de Ville-Marie, dans le cadre de la réalisation d'activités d'information, sensibilisation et d'éducation en lien avec le déploiement de la collecte des résidus organiques dans les immeubles de 9 logements et plus ainsi que pour certains institutions, commerces et industries.

DESCRIPTION

La Division de la voirie n'a pas les effectifs nécessaires pour faire le mandat d'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) de l'arrondissement de tous les secteurs de l'arrondissement; c'est pourquoi elle a procédé au lancement d'un appel d'offres public (23-20055) pour l'implantation des secteurs 2B & 1A (2024).

Une estimation du nombre d' U.O. des neuf (9) logements et plus et du nombre d'ICI a été réalisée pour le secteur du déploiement :

Secteurs	Bâtiments 9+		ICI potentiellement assimilables
	Unités d'occupation	Bâtiments	
Secteur 2B	9 616	79	832
Secteur 1A	8 065	117	234
Total	17 681	196	1 066

Le mandataire doit pouvoir répondre à l'ensemble des besoins suivants :

- Validation des listes d'adresses;
- Contacter les personnes ressources des immeubles de 9 logements et plus, des ICI assimilables (incluant les bâtiments municipaux) et des établissements scolaires présents sur le territoire visé et identifier leurs besoins en termes

d'outils de collecte et de sensibilisation, éducation, information, dans l'objectif de les amener à participer à la collecte;

- Proposer différents moyens et différentes occasions pour informer, sensibiliser et éduquer (ISÉ) les résidents, commerçants, responsables de l'entretien, personnes-ressources, propriétaires et gestionnaires;
- Distribuer des bacs de comptoir (bacs de 7L) et des trousse de départ dont le montage est de la responsabilité du mandataire;
- Développer un outil qui permet d'effectuer un suivi rigoureux des listes d'adresses implantées, des bacs distribués et des citoyens sensibilisés; et de partager l'information en temps réel avec l'arrondissement;
- Effectuer un suivi de la participation et des activités d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) post-implantation;
- Produire des rapports d'étapes et un rapport final.

L'appel d'offres public 23-20055 a été publié le 5 juillet 2023 et l'ouverture a eu lieu le 15 août 2023, il y a eu 3 preneurs du Cahier des charges, dont 2 ont déposé sa soumission, la Ville a demandé aux soumissionnaires de soumettre un prix unitaire par type de porte.

Les résultats sont enregistrés dans le tableau suivant, par le soumissionnaire Nature-Action Québec :

Secteur 2B				
Description	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total
Logements 9 et plus	9 616	portes	10,13\$	97 410,08\$
ICI assimilables	832	portes	32,60\$	27 123,20\$
TOTAL				124 533,28\$

*Taxes non incluses

Secteur 1A				
Description	Quantité	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total
Logements 9 et plus	8 065	portes	10,13\$	81 698,45\$
ICI assimilables	234	portes	32,60\$	7 628,40\$
TOTAL				89 326,85\$

*Taxes non incluses

JUSTIFICATION

Dans son plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025, le Service de l'environnement identifie trois priorités d'intervention, dont le détournement des matières organiques de l'enfouissement. Certaines actions de cette priorité visent à inciter au bon geste de tri en ajustant les modalités de collecte, le déploiement de la collecte des matières organiques dans les neuf (9) logements et plus ainsi que l'interdiction progressive, sur la durée du plan directeur, de l'élimination des matières organiques pour les commerces. Le déploiement de la collecte sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie est en accord avec ces priorités et ces actions. En effet, l'implantation de la collecte dans certains secteurs des phases prévues au printemps et à l'automne 2024 permettra notamment de substituer l'une des deux collectes d'ordures ménagères pour la collecte des résidus alimentaires.

Les activités d'ISÉ sont nécessaires afin d'assurer la bonne participation des citoyens. Dans le rapport intitulé "*Analyse des facteurs de participation à la collecte des matières organiques dans les multilogements*" (Recyc-Québec, 2016), il est mentionné que ces activités contribuent largement à maximiser la participation des citoyens et à réduire les taux

de contamination des autres voies de collecte (notamment les ordures ménagères et les matières recyclables).

Enfin, le gouvernement du Québec lançait, le 3 juillet dernier, sa nouvelle Stratégie de valorisation de la matière organique, qui remet à 2025 la limite pour desservir l'ensemble des foyers du Québec ainsi que 100 % des ICI. La réalisation de cette deuxième phase d'implantation de la collecte des matières organiques pour les immeubles de 9 logements et plus sur le territoire de la Ville de Montréal devrait permettre de respecter ces échéances.

Analyse des soumissions :

SOUMISSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Nature-Action Québec	213 860,13 \$		213 860,13 \$
Y'a quelqu'un l'aut'bord du Mur (YAM)	225 496,44 \$		225 496,44 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	238 112,08 \$		238 112,08 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$)			219 678,29 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			2,72%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)			11 636,31 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			5,44%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)			-24 251,95 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-10,19%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)			11 636,31 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			5,44%

Suite l'analyse de la conformité, le plus bas soumissionnaire rapport l'appel d'offre et le fournisseur assure la compréhension du mandat tel qu'indiqué dans le devis technique de l'appel d'offre.

L'unité d'affaire s'est assurée que le cocontractant, Nature-Action Québec;

Est immatriculé au Registraire des entreprises du Québec;

Et que le cocontractant, Nature-Action Québec, n'est pas inscrit ;

au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)

au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat à octroyer s'élève à un montant total de 213 860,13\$, taxes incluses pour l'année 2024.

Une contingence de 10 % est prévue, le contrat représente le coût maximal qui pourra être facturé, soit 21 386 \$, taxes incluses. Lors de la réalisation du projet, le mandataire devra facturer seulement les services réellement rendus en fonction du nombre de bâtiments ou

d'unités d'occupation visitées et sensibilisées pour chacune des activités, c'est-à-dire lors de l'identification des besoins, de la sensibilisation porte-à-porte et des visites post-implantation.

Un virement de crédit de 198 475 \$ sera effectué du Service de l'environnement vers l'Arrondissement au début de l'année 2024 afin de couvrir une portion du contrat.

Les honoraires prévus au présent article sont payables en trois versements par secteur de déploiement :

Pour le secteur 2B, un montant total de 124 533,28\$, taxes incluses;

1. Premier versement de 40 % suite à l'approbation par le Responsable du premier rapport d'étape ou au plus tard le 29 février 2024, sur présentation d'une facture.
2. Troisième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du deuxième rapport d'étape ou au plus tard le 30 avril 2024, sur présentation d'une facture.
3. Quatrième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du rapport final ou au plus tard le 15 juillet 2024, sur présentation d'une facture.

Pour le secteur 1A , un montant total de 89 326, 85\$, taxes incluses;

4. Premier versement de 40 % suite à l'approbation par le Responsable du premier rapport d'étape ou au plus tard le 31 juillet 2024, sur présentation d'une facture.
5. Troisième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du deuxième rapport d'étape ou au plus tard le 30 septembre 2024, sur présentation d'une facture.
6. Quatrième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du rapport final ou au plus tard le 15 décembre 2024, sur présentation d'une facture.

Le mandataire du contrat sera payé selon les prix unitaires spécifiés au bordereau de prix du formulaire de soumission.

MONTRÉAL 2030

Voir dans l'onglet des pièces jointes

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les activités d'ISÉ sont essentielles lors du déploiement de nouveaux services de collecte si l'on souhaite tenir compte des enjeux d'acceptabilité sociale et des défis qu'impliquent le changement de comportement citoyen. Ces efforts sont d'ailleurs déployés parallèlement à la distribution des nouveaux outils de collecte, une étape nécessaire à l'implantation d'un nouveau service de collecte. Ne pas octroyer le contrat ferait en sorte que le déploiement de la collecte des résidus alimentaires ne pourrait pas avoir lieu pour les secteurs identifiés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le mandataire s'assurera de mettre en place les mesures appropriées pour protéger les citoyens ainsi que ses employés en respect des consignes sanitaires émises par le gouvernement dans le but de protéger la population à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des travaux, dès le début du contrat, en octobre / novembre 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Garry DESSEJOUR)

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Simon OCTEAU, Service de l'environnement
Maud F FILLION, Service de l'environnement
Marie-Claude JOLY, Service des finances

Lecture :

Marie-Claude JOLY, 5 septembre 2023
Maud F FILLION, 5 septembre 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emilie POUSEIRO
Conseillère en planification

ENDOSSÉ PAR

Marie-Ève BOIVIN
Chef de division - Voirie

Le : 2023-08-24

Tél : 514 641-0784
Télécop. :

Tél : 514 712-9517
Télécop. : 514 872-2006

**APPROBATION DU DIRECTEUR DE
DIRECTION**

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie
Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2023-08-31

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc LABELLE
Directeur d'arrondissement délégué
Tél : 514 872-2698
Approuvé le : 2023-09-08

Dossier # : 1239483001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de la voirie

Objet :

Accorder un contrat à l'OBNL Nature-Action Québec, pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant, (contrat : 213 860,13 \$ + contingences : 21 386 \$) - Appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires



Montréal 2030.pdf



Aspect financier_GDD 1239483001 (1).xlsm



Bordereau de prix Nature-Action Québec.pdf



NEQ Nature-Action Québec.pdf



Mandat Nature-Action Québec.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emilie POUSEIRO
Conseillère en planification

Tél : 514 641-0784

Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1239483001

Unité administrative responsable : *Travaux publics - Voirie*

Projet : *Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement*

de la collecte des résidus alimentaires, des immeubles du secteur 2B et 1A, arrondissement de Ville-Marie



Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</i> <i>5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <ul style="list-style-type: none"><i>Instaurer la gestion de la matière organique sur 100% du territoire municipal d'ici 2025 (priorité 5);</i><i>Gérer la matière organique dans 100% des ICI d'ici 2025 (priorité 5)</i><i>Recycler ou valoriser 70% de la matière organique visée en 2030 (priorité 5)</i><i>Réduire de 270 000 t éq. CO2 les émissions de GES en 2030 (priorité 1)</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	


Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 		X	
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 		X	
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		X	

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	
---	--	----------	--

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal 	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE
Numéro d'appel d'offres	23-20025	
Titre de l'appel d'offres	Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires des immeubles des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement Ville-Marie	
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme	
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire	
Nom du soumissionnaire <small>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</small>	Nature-Action Québec	
Numéro d'entreprise (NEQ)	1143202183	
Adresse du soumissionnaire	120, rue Ledoux, Bebelil J3G 0A4	
Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).		

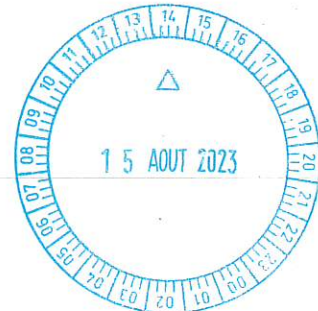
Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie	213 860. ¹³ \$	0. ⁰⁰ \$	0. ⁰⁰ \$	213 860. ¹³ \$

À noter qu'en vertu du statut d'organisme de bienfaisance de NAQ, nos clients sont exonérés des taxes sur les services rendus.



Service de l'approvisionnement
 Direction générale adjointe – Services institutionnels
 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
 Montréal (Québec) H2M 1L5



ANNEXE 2.00
 BORDEREAU DE PRIX - DÉTAILLÉ

Numéro d'appel d'offres	23-20025
Titre de l'appel d'offres	Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires des immeubles des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement Ville-Marie
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire <i>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</i>	Nature-Action Québec
Numéro d'entreprise (NEQ)	1143202183
Adresse du soumissionnaire	120, rue Ledoux, Beloeil, J3G 0A4

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Sauf indication contraire dans les documents d'appels d'offres, les quantités estimées sont indiquées afin de calculer le plus bas prix et ne représentent nullement un engagement de la part du DONNEUR D'ORDRE

Secteur	Numéro d'item	Description d'item	Quantité prévisionnelle	Unité de mesure	Prix unitaire	Montant total (Sans taxes)
			A		B	A x B
Secteur 2B	1	Logements 9 et plus	9616	portes	10,13 \$	97 410,08 \$
Secteur 2B	2	ICI assimilables	832	portes	32,60 \$	27 123,20 \$
Montant total (hors taxes) - Secteur 2B						124 533,28 \$
Secteur 1A	3	Logements 9 et plus	8065	portes	10,13 \$	81 698,45 \$
Secteur 1A	4	ICI assimilables	234	portes	32,60 \$	7 628,40 \$
Montant total (hors taxes) - Secteur 1A						89 326,85 \$
Montant total (hors taxes) à reporter au Bordereau de prix Sommaire : Secteur 2B +Secteur 1A						213 860,13 \$

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2023-08-24 13:49:31

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1143202183
Nom	NATURE-ACTION QUÉBEC INC.

Adresse du domicile

Adresse	120 rue Ledoux Beloil (Québec) J3G0A4 Canada
---------	--

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Nature-Action Québec inc.
---------------------	---------------------------

Adresse	120, LEDOUX BELOEIL (QUÉBEC) J3G0A4
---------	---

Immatriculation

Date d'immatriculation	1995-03-03
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1995-03-03
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1987-04-01 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-06-13
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-06-13 2023
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2023-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2022-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés**1^{er} secteur d'activité**

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE, AMÉNAGEMENTS ÉCOLOGIQUES, GESTION DES ACTIVITÉS

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec
De 100 à 249
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure
de communiquer en français au travail
Non tenue de déclarer cette information

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir**Liste des administrateurs**

Nom de famille	BLANCHETTE
----------------	------------

Prénom	CHRISTINE
Date du début de la charge	1999-04-01
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	623 rue De Roberval Boucherville (Québec) J4B7S8 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Fillion
Prénom	Denise
Date du début de la charge	2012-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	14 boul. De Montarville Boucherville (Québec) J4B1Z2 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Pion
Prénom	Pierre
Date du début de la charge	2012-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	1026 rue Francis Longueuil (Québec) J4J1E4 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Pellerin
Prénom	David
Date du début de la charge	2013-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	305 rue Gosselin Magog (Québec) J1X5J7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Belley
Prénom	Sylvie
Date du début de la charge	2013-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	238 rue Hugues-Pommier Boucherville (Québec) J4B1M9 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Lavallée
Prénom	Marie-Pierre
Date du début de la charge	2016-10-12
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	69 rue Saint-Norbert Montréal (Québec) H2X1G5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Bernier
Prénom	Marie-Christine
Date du début de la charge	2019-06-05
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	60 ch. Lavallée Sainte-Catherine-de-Hatley (Québec) J0B1W0 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Mac Neil
Prénom	Jean
Date du début de la charge	2020-09-16
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	311 rue d'Arromanches Boucherville (Québec) J4B7X5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Racette
Prénom	Alexandra
Date du début de la charge	2023-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3061 rue de Rushbrooke Montréal (Québec) H4G3J6 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Grenier
Prénom	Mario
Date du début de la charge	2023-05-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	370 boul. Clairevue O Saint-Bruno-de-Montarville (Québec) J3V1R9 Canada
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	BIGRAS
Prénom	PASCAL
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur Général
Adresse du domicile	380 rue du Prince-George Otterburn Park (Québec) J3H4G5 Canada
Adresse professionnelle	

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.
--

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0018 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	120 rue Ledoux Beloeil (Québec) J3G0A4 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
(Établissement principal)		
0045 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	2050 RUE Principale Saint-Zotique Québec J0P1Z0 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0043 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	1100 ch. Saint-José La Prairie (Québec) J5R6A9 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0042 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	2575 BOUL. Monseigneur-Langlois Salaberry-de-Valleyfield Québec J6S0E7 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0041 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	5050 RUE RAMSAY Longueuil Québec J3Y2S4 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0038 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	428 rue Bélanger Montréal (Québec) H2S1G2 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0036 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	680 rue de la Sablière Bois-des-Filion (Québec) J6Z4T7 Canada	Organisations civiques et amicales (9861) Autres services aux entreprises (7799)
0035 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	7800 rue de la Salette Montréal (Québec) H1P2J8 Canada	Autres services aux entreprises (7799)
0034 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	32 RUE de la Coopérative Rigaud Québec J0P1P0 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0032 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	750 boul. Olympique Pincourt (Québec) J7W7C8 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0030 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	2800 RUE Henry-Ford Vaudreuil-Dorion Québec J7V0V8 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0027 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	300-535 boul. Sir-Wilfrid-Laurier Beloeil (Québec) J3G5E9 Canada	Organisations civiques et amicales (9861)
0024 - NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	675 1re Avenue Montréal (Québec) H4G2V8 Canada	Autres services aux entreprises (7799)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-06-13
Déclaration de mise à jour courante	2023-02-27
Déclaration de mise à jour courante	2022-09-22
Déclaration de mise à jour courante	2022-07-19
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-06-14
Déclaration de mise à jour courante	2021-11-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-09-24
Déclaration de mise à jour courante	2020-12-03
Déclaration de mise à jour courante	2020-11-17
Déclaration de mise à jour courante	2020-09-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-09-21
Déclaration de mise à jour courante	2020-09-18
Déclaration de mise à jour courante	2019-12-03
Déclaration de mise à jour courante	2019-09-27
Déclaration de mise à jour courante	2019-08-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-07-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-06-26
Déclaration de mise à jour courante	2018-03-26
Déclaration de mise à jour courante	2018-03-08
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-06-22
Déclaration de mise à jour courante	2016-12-16
Déclaration de mise à jour courante	2016-10-24
Déclaration de mise à jour courante	2016-08-23
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-06-10
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-06-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-08-06
Déclaration de mise à jour courante	2013-07-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-07-04
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-11-20
Déclaration de mise à jour courante	2012-08-31
Déclaration de mise à jour courante	2012-03-09
Déclaration de mise à jour courante	2012-03-09
Décision du Registraire des entreprises	2011-09-06
Lettres patentes supplémentaires	2011-08-26
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2011-07-21
Déclaration annuelle 2010	2010-10-21
Déclaration modificative	2009-10-08

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 2009	2009-09-10
Déclaration annuelle 2008	2009-01-19
Changement de siège	2008-10-07
Déclaration modificative	2008-04-10
Déclaration modificative	2008-03-13
Déclaration annuelle 2007	2008-02-06
Déclaration modificative	2007-05-29
Déclaration modificative	2007-05-28
Lettres patentes supplémentaires	2007-01-19
Déclaration annuelle 2006	2006-08-30
Déclaration modificative	2006-05-01
Déclaration annuelle 2005	2006-02-20
Déclaration annuelle 2004	2005-02-05
Déclaration annuelle 2003	2003-12-18
Déclaration annuelle 2002	2002-12-17
Déclaration annuelle 2001	2002-01-16
Déclaration annuelle 2000	2001-02-12
Déclaration annuelle 1999	1999-11-09
Déclaration annuelle 1998	1998-11-12
Déclaration annuelle 1997	1997-12-20
Déclaration annuelle 1996	1996-10-18
Déclaration annuelle 1995	1995-11-08
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	1995-04-16
Déclaration d'immatriculation	1995-03-03

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2007-05-28
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
NATURE-ACTION QUÉBEC INC.		1995-04-16		En vigueur
NATURE - ACTION ST-BRUNO		1987-04-01	1995-04-16	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE DES ATELIERS AUTOMOBILES CLÉ VERTE		2009-01-19		En vigueur
CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE DES ATELIERS AUTOMOBILES CLEF VERTE		2009-01-19		En vigueur
CLÉ VERTE		2009-01-19		En vigueur
CLEF VERTE		2009-01-19		En vigueur

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
GREEN WRENCH		2009-01-19		En vigueur
GREEN WRENCH ENVIRONMENTAL CERTIFICATION FOR AUTOMOTIVE SERVICE ESTABLISHMENTS		2009-01-19		En vigueur
GREEN WRENCH ENVIRONMENTAL CERTIFICATION PROGRAM FOR AUTOMOTIVE SERVICE ESTABLISHMENTS		2009-01-19		En vigueur
LA CLÉ VERTE		2009-01-19		En vigueur
LA CLEF VERTE		2009-01-19		En vigueur
NATURE ACTION QUÉBEC		2009-01-19		En vigueur
PROGRAMME DE CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE DES ATELIERS AUTOMOBILES CLÉ VERTE		2009-01-19		En vigueur
PROGRAMME DE CERTIFICATION ENVIRONNEMENTALE DES ATELIERS AUTOMOBILES CLEF VERTE		2009-01-19		En vigueur
CENTRE NATURE-ACTION		2007-05-28		En vigueur
NATURE-ACTION QUÉBEC INC.		2006-08-30		En vigueur
CENTRE ADMINISTRATIF		2006-05-01	2007-05-28	Antérieur
GARAGE DE DEUX-MONTAGNES		2006-05-01	2007-05-28	Antérieur
HALTE-SANTÉ-NATURE-ACTION		1995-03-03	2001-02-12	Antérieur



© Gouvernement du Québec



NATURE
ACTION
QUÉBEC



UNE EXPERTISE
ENVIRONNEMENTALE
reconnue



DES PROFESSIONNELS
passionnés



DES ACTIONS CONCRÈTES,
un impact réel



OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS EN ENVIRONNEMENT

PROJET

Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires, des immeubles des secteurs 2B & 1A, de l'arrondissement Ville-Marie.

NUMÉRO DE PROJET

1782

CLIENT

Arrondissement de Ville-Marie

DATE

8 août 2023

ÉCHÉANCE

La présente offre de services est valide pour 120 jours.

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Jacinthe Guimont – Directrice Écocollectivité

Géraldine Dambreville – Chargée de projets

Stéphanie Côté – chargée de projets en appui au besoin

Équipe terrain :

Agent de projets

Agents d'information et de sensibilisation en environnement

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR

Stéphanie Côté, Géraldine Dambreville et Jacinthe Guimont

Géraldine Dambreville, chargée de projets

438 507-2163 (cellulaire professionnel)

geraldine.dambreville@nature-action.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

1. MISE EN CONTEXTE	4
2. COMPRÉHENSION DU MANDAT	4
3. PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL	5
3.1. Composition de l'équipe de travail	5
3.2. Formation et identification	7
4. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS	7
4.1. Bâtiments de 9 logements et plus	7
4.2. Institutions, commerces et industries (ICI)	11
4.3. Rencontres et rapports	13
5. ÉCHÉANCIER	14
6. OBLIGATIONS DU CLIENT	14
7. ASSURANCES	14
8. COÛTS ET MODALITÉS DE VERSEMENTS	14
9. PRÉSENTATION DE NATURE-ACTION QUÉBEC	15
NAQ répond aux critères de conformité exigés par l'Arrondissement.	15
9.1. Notre mission, nos valeurs, nos services	15
9.2. Expérience de NAQ dans des mandats similaires	16
10. CONCLUSION	17
ANNEXE 1. ÉCHÉANCIER DU PROJET	18
ANNEXE 2. ASSURANCES	19
ANNEXE 3. CURRICULUM VITAE	20

1. MISE EN CONTEXTE

Dans sa stratégie de valorisation des matières organiques de 2020, le Gouvernement québécois a pour objectifs l'instauration de la gestion de la matière organique par les municipalités sur la totalité du territoire québécois et la gestion de la matière organique pour l'ensemble des industries, commerces et institutions, à l'horizon 2025. En ce sens, la Ville de Montréal a mis en place son règlement sur les Services de collectes (R-16-049), encadrant cette nouvelle collecte auprès des résidents et de tous les institutions, commerces et industries (ICI) assimilables.

Afin d'atteindre cet objectif, l'arrondissement de Ville-Marie prévoit déployer ce service sur l'ensemble de son territoire. L'implantation de cette collecte auprès des immeubles de 9 logements et plus et des ICI se fera en 7 phases, permettant de couvrir des secteurs définis à la fois. La présente offre de services concerne les secteurs 2B et 1A de cette implantation.

2. COMPRÉHENSION DU MANDAT

L'Arrondissement souhaite offrir la possibilité à tous les propriétaires, les occupants, et les gestionnaires d'immeubles de 9 logements et plus et d'ICI de bénéficier d'un service de collecte des résidus alimentaires, dans la mesure où ces bâtiments sont assimilables au service de collecte offert par la Ville de Montréal. Les immeubles de 9 logements et plus et les ICI non assimilables à la collecte municipale devront démontrer qu'ils ont accès à un service de collecte privé ou devront composer avec les pénalités financières prévues dans le règlement sur les Services de collectes (R-16-049) de la Ville.

Le présent mandat vise les secteurs 2B et 1A du projet d'implantation, sur un échéancier défini.

Secteur 2B

Immeubles 9+ : 79 immeubles avec 9 616 unités d'occupations (UO)

ICI potentiellement assimilables : 832 ICI

Du début novembre 2023 au 15 juillet 2024

Début de collecte : 1^{er} mai 2024

Secteur 1A

Immeubles 9+ : 117 immeubles avec 8 065 unités d'occupations (UO)

ICI potentiellement assimilables : 234 ICI

Du début avril au 15 décembre 2024

Début de collecte : 1^{er} octobre 2024

Afin de favoriser l'implication des citoyens de son territoire, l'Arrondissement a ciblé des activités variées dont elle souhaite en confier la réalisation à une organisation professionnelle, fiable et qui possède à la fois l'expertise et l'expérience pour livrer un mandat de qualité. Nature-Action Québec souhaite offrir ses services à cet effet dans le cadre de l'appel d'offre NO 23-20055.

Nature-Action Québec (NAQ) croit que, bien que les résidents des bâtiments de 9 logements et plus et les ICI soient prêts et, souvent, demandent même ce service, plusieurs éprouvent encore des craintes face à cette collecte (odeurs et nuisances, tri supplémentaire, espace disponible pour l'entreposage des bacs, etc.). À ces craintes s'ajoutent les défis liés au roulement des résidents dans le milieu locatif, au partage de bacs induit par le cadre bâti et au caractère anonyme lié au dépôt des matières résiduelles dans le contexte des immeubles multilogements. Quant aux ICI, ils doivent souvent jongler avec un espace restreint et un manque de temps à consacrer au tri des matières. Il est donc primordial d'offrir

un accompagnement et un soutien aux ICI, propriétaires d'immeubles 9+, à leurs gestionnaires et bien sûr, aux résidents.

NAQ croit que le succès de l'implantation de ce nouveau service de collecte passe inévitablement par l'implication et la collaboration de tous les acteurs concernés, ainsi que par une excellente campagne de communication afin d'informer, sensibiliser, éduquer et engendrer des modifications dans les habitudes et les comportements. En effet, l'accompagnement et la sensibilisation des différents acteurs permettent de :

- Favoriser l'adhésion;
- Outiller les différents acteurs pour faciliter la transition et favoriser la participation à la collecte;
- Apaiser les inquiétudes et désamorcer les mécontentements;
- Favoriser la qualité du tri à la source des matières et réduire le taux de non-conformité.

Les actions proposées par l'Arrondissement cadrent bien avec la vision de NAQ :

- Entrer en contact avec les propriétaires ou gestionnaires de bâtiments de 9 logements et plus et d'ICI, afin de les informer du déploiement de la nouvelle collecte, de définir avec eux leurs besoins en termes d'outils de collecte et de les informer du changement prévu dans la fréquence de collecte des ordures ménagères;
- Informer, sensibiliser et éduquer (ISÉ) les résidents des unités d'occupation des bâtiments de 9 logements et plus, les propriétaires ou gestionnaire de ces bâtiments, selon différents moyens;
- Distribuer des bacs de comptoirs et trousse de départ, à toutes les unités d'occupation des bâtiments de 9 logements et plus;
- Effectuer une visite d'observation lors des journées de collecte des bâtiments/ICI nouvellement implantés, avec distribution potentielle de billets de courtoisie/collants;
- Assurer un suivi rigoureux des listes d'adresses implantées, des bacs de comptoirs distribués et des activités d'ISÉ réalisées.

NAQ souhaite donc offrir ses services à l'Arrondissement afin de mener à bien cette phase d'implantation.

3. PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL

3.1. Composition de l'équipe de travail

L'équipe de travail sera composée :

- de la directrice Écocollectivité, qui accompagnera la chargée de projets pour la planification et la supervision du déploiement du projet.

Jacinthe Guimont, M. Sc. Env. — Directrice Écocollectivité

Employée de NAQ depuis 2007, madame Guimont est titulaire d'un baccalauréat en sciences biologiques et d'une maîtrise en environnement. En tant que chargée de projet, elle a conçu et géré des projets de Maisons de l'environnement et accompagné plusieurs municipalités pour l'amélioration de leur performance en GMR. Elle a coordonné des projets de transport actif, d'amélioration de l'efficacité énergétique, des projets de restauration, d'aménagement et de mise en valeur de milieux naturels. Elle possède une grande expérience du milieu municipal. Aujourd'hui Directrice, elle est responsable de l'équipe Écocollectivité, qui assure entre-autre l'implantation de collectes de résidus alimentaires dans plusieurs arrondissements de Montréal et municipalités.

- d'une chargée de projets qui s'occupera du volet administratif du contrat, participera aux rencontres avec l'Arrondissement et assurera le lien avec celui-ci. De plus, elle supervisera l'équipe de travail, effectuera le suivi des activités/échéanciers/budget et validera les rapports. Elle sera appuyée au besoin d'une seconde chargée de projets.

Géraldine Dambreville – Chargée de projets

Titulaire d'un baccalauréat en génie de l'environnement, Mme Dambreville possède 11 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement, particulièrement en gestion des matières résiduelles (GMR). Depuis son entrée chez NAQ il y 4 ans, elle travaille sur divers projets d'implantation des résidus alimentaires pour les logements de 8 et moins et 9 et plus, desservant au total plus de 100 000 portes, incluant pour des arrondissements de Montréal (Saint-Léonard, Anjou, MHM). En plus de projets de gestion d'écocentres et autres projets d'accompagnement de villes. Son dynamisme, son professionnalisme et ses aptitudes pour les relations interpersonnelles favorisent le succès de ses projets et la satisfaction des clients. Son curriculum vitae est disponible en annexe.

Stéphanie Côté – Chargée de projets (en appui au besoin dans ce projet)

Madame Côté est en poste chez NAQ depuis plus de 19 ans, dont 12 ans en tant que chargée de projets. Depuis 3 ans, elle gère avec succès des projets d'implantation de collectes de matières résiduelles, dont trois en 2023, réalisés en simultané dans des arrondissements de Montréal (Sud-Ouest, RDPPAT, Verdun). En parallèle, elle gère aussi des projets de conception, optimisation, gestion d'écocentres et des projets d'accompagnement de villes et MRC dans la mise sur pied d'écocentres. Son sens de l'organisation et du travail d'équipe, ses qualités relationnelles ainsi que son esprit critique et structuré favorisent le succès des projets dont elle a la charge et répond très bien aux exigences des clients. Son curriculum vitae est disponible en annexe.

- d'un(e) agent(e) de projet, qui réalisera l'identification des besoins en termes d'outils de collecte, assurera le service de ligne téléphonique et adresse courriel dédiées, coordonnera les activités, planifiera les activités quotidiennes des agents (adresses ciblées, circuits, etc.), validera les données saisies sur le terrain et mettra la base de données à jour, effectuera l'inventaire et le suivi des outils de collecte et trousse de départ, etc.

Gabriel Lopez – Agent de projet

Monsieur Lopez possède un baccalauréat en géographie avec une spécialisation en environnement humain et une majeure en études urbaines. Depuis son embauche chez NAQ en 2017, il est impliqué dans des projets liés à la gestion des matières résiduelles, tant sur le terrain auprès des citoyens, que dans la coordination d'équipes. Présentement, il assure avec succès la coordination du déploiement de collecte de résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et ICI de deux arrondissements de Montréal, qui visent plus de 500 immeubles, près de 15 000 portes et environ 600 ICI.

- d'une équipe de 3 à 4 agents d'information et de sensibilisation en environnement¹, qui réaliseront la sensibilisation en porte-à-porte, la distribution des bacs de comptoirs et trousse de départ, ainsi que les visites post-implantation sur le terrain. Ils peuvent aussi être amenés à contacter des gestionnaires ou propriétaires d'ICI et d'immeubles de 9 logements et plus.

¹ Le nombre d'agents d'information et de sensibilisation en environnement dépendra du nombre et du type de sensibilisation à réaliser à l'issue de la première activité d'identification des besoins en termes d'outils de collecte auprès des ICI et en fonction de la disponibilité de la main-d'œuvre.

Les agents d'information et de sensibilisation en environnement (nommée aussi patrouille) seront très polyvalents dans ce projet. La sensibilisation des usagers nécessite tout d'abord de maîtriser le sujet de la collecte des résidus alimentaires que ce soit les matières acceptées, les solutions aux problématiques d'odeur et de stockage du bac de comptoirs, des modalités attendues par rapport au bac de collecte, les modalités de collecte et de traitement des résidus alimentaires. En deuxième lieu, les agents d'information et de sensibilisation en environnement sont les personnes qui accueillent toutes les impressions, questionnements et craintes des usagers vis-à-vis de cette nouvelle collecte. Ils doivent se montrer rassurants tout en apportant réponses et informations, faire la part des choses sur des sujets liés à des problématiques qui concernent les autres collectes, en plus d'être rigoureux dans la saisie des données.

3.2. Formation et identification

L'agent de projet et les agents d'information et de sensibilisation seront formés sur plusieurs volets, dont les services de collecte des matières résiduelles de la Ville de Montréal; le tri des résidus alimentaires; les messages à transmettre aux citoyens et aux propriétaires/gestionnaires des immeubles et des ICI (ex : trucs et conseils); les nouvelles modalités de collecte des matières résiduelles; la reddition de comptes; la santé et sécurité lors des activités.

De plus, les agents d'information et de sensibilisation seront clairement identifiés lors de leurs sorties sur le terrain, par le port d'une casquette ou tuque portant le logo de NAQ, ainsi que le port d'une veste de sécurité. Enfin, les consignes en vigueur émises par le Gouvernement du Québec en matière de santé publique seront respectées.

4. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS

4.1. Bâtiments de 9 logements et plus

a. Contact avec les gestionnaires - Identification des besoins en termes d'outils de collecte et de sensibilisation auprès des propriétaires ou des gestionnaires

La réalisation de cette activité nécessite plusieurs étapes :

1) Préparation de la base de données

NAQ préparera, sur la base de la liste des bâtiments fournie par l'Arrondissement, la base de données des bâtiments de 9 logements et plus afin d'y consigner notamment :

- l'adresse du bâtiment (numéro d'immeuble et nom de la rue)
- le nom du propriétaire ou le nom du gestionnaire, le cas échéant ;
- les coordonnées de la/les personne(s)-ressources(s) (prénom, nom, titre, téléphone, courriel) ;
- le nombre de logements du bâtiment ;
- le nombre et le volume des bacs de résidus alimentaires évalués et validés lors des rencontres de chacun des propriétaires/gestionnaires ;
- l'évaluation de la quantité d'outils de communication et des meilleurs moyens de communication pour annoncer l'activité de sensibilisation.

2) *Identification du propriétaire et/ou du gestionnaire et des coordonnées de la/les personne(s)-ressources(s) pour chaque bâtiment*

Basé sur les adresses de la base de données, NAQ transmettra par la poste un avis annonçant l'arrivée de la collecte et demandant de contacter l'agent de projet. Cet avis visera à préparer aux changements les gestionnaires des immeubles et à les inciter à communiquer directement avec NAQ pour permettre l'identification des besoins et l'organisation de l'activité d'information, sensibilisation et éducation (ISÉ). En plus de l'avis, NAQ réalisera des « enquêtes » en personne ou téléphoniques ainsi qu'un affichage à l'entrée des bâtiments, afin de recueillir les informations du gestionnaire et le contacter ensuite.

3) *Rencontre d'un représentant de l'Office municipale d'habitations de Montréal (OMHM)*

Afin de faciliter l'entrée en contact et les communications avec les gestionnaires des immeubles administrés par l'OMHM, une rencontre de travail avec un représentant de l'organisme est souhaitée. Celle-ci sera en vidéoconférence, d'une durée d'environ une heure.

4) *Prise de contact pour définir les besoins :*

NAQ entrera en contact avec la personne-ressource (propriétaire, gestionnaire) du plus grand nombre de bâtiments possible. Ce contact se fera par téléphone, par vidéoconférence ou lors d'une rencontre en personne sur les lieux, selon la volonté de l'interlocuteur et la complexité du bâtiment. Cette prise de contact visera à valider si le bâtiment est assimilable; sensibiliser cette personne-ressource à la collecte des résidus alimentaires et au changement à venir concernant la collecte des résidus utiles; évaluer avec elle les besoins en termes d'outils de communications et d'outils de collecte. L'évaluation des outils de collecte sera en fonction des critères fournis par l'Arrondissement (ex: capacité nécessaire/logement, type de gestion à l'intérieur du bâtiment, espace disponible pour l'entreposage des bacs, etc.).

Ce contact aura également pour but de planifier avec la personne-ressource les activités d'ISÉ auprès des occupants (incluant l'organisation de la livraison des bacs de comptoir); de l'informer sur les modalités de distribution des bacs de collecte (et des bacs intermédiaires au besoin) et de la date de début de collecte; de la sensibiliser à l'importance de participer à la collecte des résidus alimentaires et au fait qu'un refus d'y participer les placera en infraction en regard du règlement sur les Services de collectes de la Ville de Montréal (R-16-049); enfin, que tous les immeubles de 9 logements et plus et les ICI seront dans l'obligation de participer à une collecte des résidus alimentaires d'ici 2025, en vertu de la stratégie de valorisation de la matière organique du Québec.

Cette activité sera réalisée par l'agent de projet, sous la supervision de la chargée de projets, selon un horaire de travail sur semaine, de jour. Au besoin, les rencontres avec la personne-ressource pourront être organisées de soir et de fin de semaine.

Si la personne-ressource n'a pas pu être contactée après deux tentatives téléphonique ou courriel, ou si les coordonnées n'ont pu être obtenues malgré les efforts de recherche, NAQ considérera que l'activité d'identification des besoins est complétée pour cette adresse. De plus, l'estimation des quantités de bacs de comptoir, obtenues par l'Arrondissement, sera utilisée. La visite de sensibilisation auprès des résidents des unités d'occupation sera alors réalisée sans avoir procédé à l'identification des besoins.

Si la personne-ressource refuse de participer, un deuxième contact sera effectué au plus tard 4 semaines après. Si un deuxième refus est obtenu, les informations seront consignées dans la base de données. Les unités d'occupation de l'immeuble gérées par cette personne ne pourront être visitées pour le porte-à-porte.

b. Sensibilisation et distribution de bacs de comptoirs/trousses de départ

Selon les diverses expériences vécues par NAQ dans des projets d'implantation de collecte, la sensibilisation en porte-à-porte est l'activité à privilégier. Le porte-à-porte permet de rejoindre le plus grand nombre de résidents, qu'ils démontrent ou non un intérêt préalable au projet. Certains immeubles ont parfois une réglementation qui empêche le porte-à-porte. En ces cas, une entente sera prise avec la personne-ressource pour définir la méthode appropriée. De plus, bien que parfois peu populaire auprès des citoyens, un moyen de communication facile et direct permettant d'obtenir davantage d'information sera offert, soit une ligne téléphonique et une adresse courriel.

1) Logistique et coordination

Afin de permettre à l'équipe de travail d'effectuer le porte-à-porte à chaque unité d'occupation, la collaboration du gestionnaire de chaque immeuble sera requise. Ce dernier sera interpellé pour assurer l'accès à l'intérieur du bâtiment par l'équipe. L'agent de projets sera responsable de la logistique et de la coordination de l'activité, en lien au besoin avec le gestionnaire de l'immeuble. Si ce dernier n'a pu être rejoint lors de l'étape d'identification des besoins, l'équipe tentera malgré tout d'effectuer le porte-à-porte en obtenant l'aide d'un résident.

2) Sensibilisation et distribution des bacs de comptoirs et trousses de départ (incluant l'assemblage des trousses)

Pour favoriser l'acceptabilité de la collecte et viser un bon taux de participation, il importe d'offrir des outils pratiques aux résidents ainsi qu'une bonne communication. À cet effet, NAQ recrutera une patrouille composée de 3 à 4 agents d'information et de sensibilisation en environnement et la formera adéquatement afin de fournir les informations pertinentes aux résidents. La patrouille sera déployée sur le territoire avec une organisation des horaires de travail visant à rejoindre le maximum de résidents possible. Peu importe les périodes ciblées, le porte-à-porte ne débutera pas avant 10h et se terminera au plus tard à 20h. Une seule visite sera effectuée à chaque unité d'occupation des bâtiments participants.

Afin de susciter la participation et l'optimisation de la récupération des matières acceptées à cette collecte, chaque résident rencontré recevra les informations relatives à la collecte des résidus alimentaires et ses modalités et aura la chance de discuter de ses craintes et préoccupations avec la patrouille, qui s'assurera alors de transmettre des trucs et conseils rassurants. De plus, chaque résident recevra un bac de comptoir et les outils de communications composant la trousse de départ. En cas d'absence d'un résident le bac de comptoir et la trousse de départ seront laissés devant la porte de l'unité d'occupation. À la demande du gestionnaire de l'immeuble, les bacs et la trousse de départ pourraient lui être remis afin qu'il en fasse la distribution. L'équipe du projet devra alors discuter avec le gestionnaire sur les moyens qui seront pris pour que les résidents soient bien informés.

3) Entreposage et assemblage des outils de travail

Les bacs de comptoir et les outils de communication composant la trousse de départ seront entreposés dans un local défini par l'Arrondissement. Avant chaque journée terrain, les bacs de comptoir et les outils de communication seront récupérés par l'équipe, puis assemblés en trousse de départ, selon les indications fournies par l'Arrondissement. Afin de permettre de respecter l'échéancier, il sera important que le local intérieur soit accessible de manière autonome par l'équipe, même en dehors des heures normales d'ouverture de l'Arrondissement, afin de permettre la récupération et le retour du matériel en début et fin de périodes des activités d'ISÉ.

4) Déplacements à pieds, à vélo ou en voiture

Afin de limiter son impact environnemental et faciliter les déplacements dans les zones denses avec peu de stationnement, l'équipe réalisera le maximum de ses activités à pieds et à vélo (dans la limite des conditions météorologiques). Une solution d'entreposage sera donc à discuter avec l'Arrondissement lors de la rencontre de démarrage. Afin d'optimiser les opérations sur le terrain, l'option d'entreposer deux vélos avec remorques dans le lieu d'entreposage des bacs de comptoir serait à considérer.

Dans le cas où l'équipe ne sera pas en mesure de travailler à pied ou à vélo, les agents d'information et de sensibilisation se déplaceront en voiture (personnelle ou Communauto). Afin de faciliter les opérations, une solution de stationnement sera à discuter lors de la rencontre de démarrage avec, par exemple, la délivrance d'une autorisation de stationnement sur des zones réservées ou payantes.

5) Suivi téléphonique et gestion du courriel du projet en réponse aux questions des propriétaires/gestionnaires et des résidents

Afin de permettre à l'agent de projet d'assurer les suivis appropriés auprès des propriétaires/gestionnaires d'immeubles et des résidents, qui pourraient téléphoner ou envoyer des courriels pour poser des questions en lien avec la nouvelle collecte de résidus alimentaires, une ligne téléphonique (avec boîte vocale) et une adresse courriel seront mis en place en début de mandat et maintenus tout au long du mandat. Tout au long du mandat, l'agent de projet répondra aux courriels et messages téléphoniques reçus, ainsi qu'aux appels téléphoniques en direct si disponible, selon son horaire de travail, dans un délai de 48 heures ouvrable. Les questions, les coordonnées de l'appelant et l'état des requêtes seront inscrits dans un tableau Excel qui pourra être remis avec les rapports si désiré.

c. Suivi de la participation et sensibilisation post-implantation

Afin d'avoir un premier portrait de la conformité des matières déposées dans le bac et de la participation des résidents, ainsi que de permettre de déceler rapidement certains enjeux à corriger, une visite d'observation sur le terrain le jour de la collecte des résidus alimentaires est proposée. Celle-ci pourrait être jumelée à l'apposition d'un billet de courtoisie (fourni par l'Arrondissement) sur le bac afin d'accentuer les efforts d'ISÉ.

NAQ propose d'effectuer cette visite au minimum 3 semaines après le début de la collecte afin de donner l'opportunité aux résidents et gestionnaires de s'approprier cette nouvelle collecte. Lors de cette visite, la patrouille sera déployée sur le territoire nouvellement implanté, le jour de la collecte selon le secteur, afin de visiter le plus grand nombre de bâtiments de 9 logements et plus qui auront été implantés dans cette phase.

L'horaire ciblé pour cette visite sera de 7h à 11h, afin de maximiser les chances pour la patrouille d'effectuer leurs observations avant le passage du camion de collecte aux adresses visitées. Cette visite sera effectuée en simultanée pour les immeubles de 9 logements et plus et les ICI. La route et les points de départ des camions de collecte devra être fournie par l'Arrondissement afin d'optimiser le travail de la patrouille.

Cette visite d'observation permettra à la patrouille de vérifier si le bâtiment participe à la collecte hebdomadaire (décompte des bacs sortis); effectuer un relevé visuel du contenu des bacs afin de déterminer si les consignes de tri ont bien été comprises par les occupants; vérifier si les consignes d'entretien sont bien comprises par les personnes-ressources; répertorier tout enjeu relatif à la collecte des bacs lors de la collecte hebdomadaire.

Lors de la visite d'observation, un billet de courtoisie fourni par l'Arrondissement pourrait être apposé sur le bac, sous forme d'accroche-bac à la poignée, ou sous forme de collant. Afin d'optimiser la manipulation des billets, il importera que le format collant possède un système de retrait facile et rapide de la pellicule protectrice (ex: fente au centre du billet, billets en rouleau, etc.).

En cas de problèmes mineurs, le gestionnaire de l'immeuble sera contacté afin de l'informer de la situation. En cas de problèmes majeurs, l'arrondissement en sera informé et les actions à prendre seront déterminées en collaboration.

Les données des observations de la patrouille seront compilées dans un fichier Excel. Les anomalies et enjeux notés lors de la visite d'observation seront de plus rassemblés dans le rapport d'étape et le rapport final et discutés avec l'Arrondissement lors des rencontres de travail.

4.2. Institutions, commerces et industries (ICI)

a. Identification des besoins en termes d'outils de collecte et de sensibilisation auprès des propriétaires ou gestionnaires d'ICI

La réalisation de cette activité nécessite deux grandes étapes :

1) Préparation de la base de données :

NAQ préparera, sur la base de la liste des bâtiments fournie par l'Arrondissement, la base de données des ICI afin d'y consigner notamment :

- l'adresse du bâtiment (numéro d'immeuble et nom de la rue);
- le nom du propriétaire ou du gestionnaire de l'ICI si possible;
- le nom du propriétaire ou du gestionnaire de l'immeuble commercial, le cas échéant ;
- la nature de l'activité de l'ICI ;
- le nombre et le volume des bacs de résidus alimentaires évalués et validés lors de la visite ;
- l'évaluation de la quantité d'outils de communication ;
- l'assimilabilité de l'immeuble ;
- adresse avec refus et raison le cas échéant.

2) Rencontres de définition des besoins et sensibilisation des ICI

Selon l'expérience de NAQ, dans un souci d'optimisation des efforts, il est préférable de rencontrer directement les ICI sur le terrain (format porte-à-porte sans prise de rendez-vous) plutôt que tenter d'identifier et joindre la personne-ressource adéquate par téléphone ou courriel. Ainsi, tous les ICI ciblés seront visités une seule fois par la patrouille, qui sera formée spécifiquement pour ce volet.

La visite aura pour objectifs de définir si l'établissement est assimilable ou non; d'identifier et valider les besoins en termes d'outils de collecte et de sensibilisation; d'évaluer l'espace disponible pour l'entreposage et la présentation des bacs à la collecte; et d'informer les propriétaires/gestionnaires d'ICI ou leurs employés sur l'importance de participer à la nouvelle collecte afin de susciter leur participation et l'optimisation de la récupération des matières acceptées à cette collecte. Cette visite aura également pour but d'informer le propriétaire/gestionnaire sur les modalités de la nouvelle collecte et de la réduction de fréquence à venir pour la collecte des ordures ménagères; de le sensibiliser au fait qu'un refus d'y participer le placera en infraction en regard du règlement sur les Services de collectes de la Ville de Montréal (R-16-049); enfin, que tous les immeubles de 9 logements et plus et les ICI seront dans

l'obligation de participer à une collecte des résidus alimentaires d'ici 2025, en vertu de la stratégie de valorisation de la matière organique du Québec.

Si, au cours du passage de la patrouille, l'ICI est fermé, celle-ci laissera les outils de communication dans la boîte aux lettres ou sur la porte de l'ICI pour prévenir des modalités de la nouvelle collecte. Ces outils de communication seront fournis par l'Arrondissement et assemblés par la patrouille. Il n'y aura pas de second passage ni d'appel aux ICI qui n'auront pas reçu l'information en direct. Les propriétaires/gestionnaires pourront cependant contacter l'agent de projets pour plus d'information, via la ligne téléphonique et l'adresse courriel dédiées inscrit sur les outils.

La patrouille effectuera ces visites en journée, du lundi au vendredi. L'agent de projets sera disponible pour accompagner la patrouille dans les cas plus complexes.

À noter : Selon le règlement sur les collectes (16-049) de la Ville de Montréal, une limite maximale de 720 litres de résidus alimentaires par établissement industriel ou commercial est établie. Certains ICI dont les quantités de résidus alimentaires produits sont trop importantes pourraient être exclus de l'implantation de la collecte municipale des résidus alimentaires et orientés vers le secteur privé.

3) Suivi téléphonique et gestion du courriel du projet en réponse aux questions des propriétaires/gestionnaires d'ICI

Afin de permettre à l'agent de projet d'assurer les suivis appropriés auprès des propriétaires/gestionnaires d'ICI, qui pourraient téléphoner ou envoyer des courriels pour poser des questions en lien avec la nouvelle collecte de résidus alimentaires, une ligne téléphonique (avec boîte vocale) et une adresse courriel seront mis en place en début de mandat et maintenus tout au long du mandat. Il s'agira des mêmes que pour les bâtiments de 9 logements et plus.

b. Suivi de la participation et sensibilisation post-implantation

Afin d'avoir un premier portrait de la conformité des matières déposées dans le bac et de la participation des résidents, ainsi que de permettre de déceler rapidement certains enjeux à corriger, une visite d'observation sur le terrain le jour de la collecte des résidus alimentaires est proposée. Celle-ci pourrait être jumelée à l'apposition d'un billet de courtoisie (fourni par l'arrondissement) sur le bac afin d'accentuer les efforts d'ISÉ.

NAQ propose d'effectuer cette visite au minimum 3 semaines après le début de la collecte afin de donner l'opportunité aux gestionnaires de s'approprier cette nouvelle collecte. Lors de cette visite, la patrouille sera déployée sur le territoire nouvellement implanté, le jour de la collecte selon le secteur, afin de visiter le plus grand nombre d'ICI qui auront été implantés dans cette phase. L'horaire ciblé pour cette visite sera de 7h à 11h, afin de maximiser les chances pour la patrouille d'effectuer leurs observations avant le passage du camion de collecte aux adresses visitées. Cette visite sera effectuée en simultanée pour les immeubles de 9 logements et plus et les ICI. La route et les points de départ des camions de collecte devra être fournie par l'Arrondissement afin d'optimiser le travail de la patrouille.

Cette visite d'observation permettra à la patrouille de vérifier si le bâtiment participe à la collecte hebdomadaire (décompte des bacs sortis); effectuer un relevé visuel du contenu des bacs afin de déterminer si les consignes de tri ont bien été comprises par les occupants; vérifier si les consignes d'entretien sont bien comprises par les personnes-ressources; répertorier tout enjeu relatif à la collecte des bacs lors de la collecte hebdomadaire.

Lors de la visite d'observation, un billet de courtoisie fourni par l'Arrondissement pourrait être apposé sur le bac, sous forme d'accroche-bac à la poignée, ou sous forme de collant. Afin d'optimiser la manipulation des billets, il importera que le format collant possède un système de retrait facile et rapide de la pellicule protectrice (ex: fente au centre du billet, billets en rouleau, etc.).

En cas de problèmes mineurs, le gestionnaire de l'ICI sera contacté afin de l'informer de la situation. En cas de problèmes majeurs, l'arrondissement en sera informé et les actions à prendre seront déterminées en collaboration. Les données des observations de la patrouille seront compilées dans un fichier Excel. Les anomalies et enjeux notés lors de la visite d'observation seront de plus rassemblés dans le rapport d'étape et le rapport final et discutés avec l'Arrondissement lors des rencontres de travail.

4.3. Rencontres et rapports

a. Rencontre de démarrage

Une rencontre de démarrage en vidéoconférence sera planifiée à l'octroi du mandat en présence de la chargée de projets.

b. Rencontres en cours de mandat

Des rencontres de suivis, en vidéoconférence, seront planifiées aux 2 ou 3 semaines. Elles permettront entre autres de faire le point sur les activités, méthodes de travail et calendrier de réalisation. La chargée de projet et l'agent de projet y participeront.

c. Rapports d'étape et rapport final

NAQ remettra rapports d'étape et un rapport final selon le calendrier suivant:

- Rapport d'étape 1: remise prévue le 29 février 2024
- Rapport d'étape 2: remise prévue le 30 avril 2024
- Rapport final du secteur 2B: remise prévue le 15 juillet 2024
- Rapport d'étape 3: remise prévue le 31 juillet 2024
- Rapport d'étape 4: remise prévue le 30 septembre 2024
- Rapport final des secteurs 2B et 1A, à la fin du mandat: remise prévue le 15 décembre 2024

Ces rapports présenteront les informations en lien avec les bâtiments de 9 logements et plus ainsi que les ICI. Tel que demandé par l'Arrondissement, ils inclueront minimalement :

- Description de la formation offerte aux équipes de travail
- Description des activités réalisées et principaux résultats atteints
- Mise à jour des listes d'adresses fournies par la Ville de Montréal
 - Liste des bâtiment contactés/à implanter
 - Liste des ICI contactés/assimilables et à implanter
 - Nombre de bacs à distribuer par bâtiment et par ICI
 - Réalisation des activités de sensibilisation et taux de personnes rejointes
 - Activités de suivi, etc.

Le rapport final global devra inclure en plus, les éléments suivants:

- Liste détaillée des activités réalisées et nombre d'heures totales consacrées à chaque sous-activité
- Une section commentaires/recommandations.

5. ÉCHÉANCIER

L'échéancier global du projet est présenté en annexe. Un calendrier de travail sera soumis pour approbation à l'Arrondissement avant le début de chaque activité.

6. OBLIGATIONS DU CLIENT

L'arrondissement Ville-Marie devra offrir toute la collaboration requise pour que l'équipe du projet soit en mesure de remplir son mandat. De manière non limitative, il devra :

- Fournir tout le matériel d'information en nombre suffisant pour la réalisation du mandat :
 - Un plan du territoire visé et des secteurs de collecte ;
 - Les listes des bâtiments de 9 logements et plus et des ICI ;
 - Les outils de communication / trousse de départ (ex : affiches, lettres officielles, dépliants, etc.) ;
 - Les bacs de comptoir de 7 L.
- Fournir un lieu d'entreposage intérieur pour les bacs de comptoirs et outils de communication, qui soit accessible de manière autonome par l'équipe du projet, même en dehors des heures d'ouverture normales de l'Arrondissement ;
- Fournir un lieu permettant d'effectuer l'assemblage des trousse de départ ;
- Obtenir, si requis, des autorités municipales, régionales, gouvernementales ou autres, ayant juridiction sur le projet, les approbations, servitudes, licences, autorisations et permis nécessaires ;
- Fournir une lettre autorisant les agents à effectuer le mandat
- Fournir une affiche autorisant les agents à se stationner dans les zones exigeant des vignettes
- Fournir le circuit des camions de collecte pour l'activité de suivi de la participation

Tout nouveau projet ou service peut susciter des réactions des citoyens et des médias. NAQ offrira aux citoyens des informations exemptes de jugement ou d'opinions personnelles et ne pourra être tenu responsable de la réaction des citoyens et des médias. Si les médias tentaient d'obtenir des informations auprès de NAQ, la chargée de projets référerait ces derniers au responsable identifié par l'Arrondissement.

7. ASSURANCES

NAQ maintiendra en vigueur, à ses frais, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de 2 millions de dollars (2 000 000\$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville sera désignée comme coassurée. Ce contrat est fourni en annexe. Au besoin, un avenant précisant l'Arrondissement comme étant désigné comme coassuré, ainsi que le nom du projet, sera remis si le mandat est obtenu.

8. COÛTS ET MODALITÉS DE VERSEMENTS

Les coûts de réalisation des services offerts sont présentés sur le bordereau de prix fourni par l'Arrondissement (annexe). Le prix soumis inclut le coût de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaire à l'exécution du contrat de même que les frais de déplacement, les avantages sociaux, les assurances et les frais généraux d'administration. À noter qu'en vertu du statut d'organisme de bienfaisance de NAQ, nos clients sont exonérés des taxes sur les services rendus.

Les modalités de versements indiquées au devis de l'Arrondissement sont présentés ci-dessous. À noter que selon notre compréhension de l'Addenda 2 de l'appel d'offre, les particularités suivantes n'affecteront pas à la baisse le montant global défini du mandat selon le bordereau de prix :

- La démarche pour sensibiliser la personne-ressource est réalisée mais celle-ci refuse l'implantation, malgré notre 2e essai à l'intérieur d'un mois.
- La personne-ressource refuse l'implantation et donc la sensibilisation en porte-à-porte ne peut pas être effectuée.
- Un immeuble à logement ou un ICI est finalement inexistant (démoli, adresse introuvable).
- La personne-ressource n'est pas accessible et la patrouille effectue la sensibilisation en porte-à-porte si elle trouve un accès au bâtiment, puisque l'objectif est d'informer le maximum de résidents. Minimalelement les bacs de comptoir et la trousse de départ seront remis à côté de la porte de chaque résident qui n'aura pas répondu lors de la visite de la patrouille de ce bâtiment. Si lors de ce passage, la personne-ressource empêche la patrouille de faire le porte-à-porte et refuse que les bacs et trousse soient remises au gestionnaire pour qu'il en fasse la distribution, le montant global défini au mandat sera maintenu.

Pour le secteur 2B :

- 1) Premier versement de 40 % suite à l'approbation par le Responsable du premier rapport d'étape ou au plus tard le 29 février 2024, sur présentation d'une facture.
- 2) Deuxième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du deuxième rapport d'étape ou au plus tard le 30 avril 2024, sur présentation d'une facture.
- 3) Troisième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du rapport final ou au plus tard le 15 juillet 2024, sur présentation d'une facture.

Pour le secteur 1A :

- 4) Premier versement de 40 % suite à l'approbation par le Responsable du premier rapport d'étape ou au plus tard le 31 juillet 2024, sur présentation d'une facture.
- 5) Deuxième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du deuxième rapport d'étape ou au plus tard le 30 septembre 2024, sur présentation d'une facture.
- 6) Troisième versement de 30 % suite à l'approbation par le Responsable du rapport final ou au plus tard le 15 décembre 2024, sur présentation d'une facture.

9. PRÉSENTATION DE NATURE-ACTION QUÉBEC

NAQ répond aux critères de conformité exigés par l'Arrondissement.

9.1. Notre mission, nos valeurs, nos services

NAQ s'est donné pour mission de guider les personnes et les organisations dans l'application de meilleures pratiques environnementales. NAQ souhaite ainsi mettre en place les conditions permettant l'adoption d'une multitude de gestes concrets qui engagent directement les citoyen.enne.s et les organisations dans leur milieu. L'accompagnement de la population vers l'adoption de pratiques qui permettent de protéger et d'améliorer leur environnement est donc au cœur de nos projets en milieu urbain. Les lettres patentes sont fournies en complément à notre proposition.

Avec plus de 35 années d'expérience et 85 millions de dollars investis depuis sa création en 1986, NAQ a su développer une expertise enviable dans la gestion et la réalisation de projets, grâce à une équipe multidisciplinaire qui rassemble près de 150 employés. NAQ réalise annuellement plus de 350 mandats en environnement.

9.2. Expérience de NAQ dans des mandats similaires

NAQ possède une solide expertise en gestion des matières résiduelles. L'organisme bénéficie d'une connaissance étendue du système de gestion et d'évitement des matières résiduelles. De plus, notre équipe d'expérience a réalisé plusieurs projets d'écocivisme et d'information, sensibilisation et éducation (ISÉ) et accompagné plusieurs municipalités dans la planification de leurs projets en GMR et déploiement sur le terrain des projets. Parmi l'ensemble des mandats accomplis par NAQ au cours des dernières années en GMR et écocivisme en lien avec le mandat de la présente offre, nous pouvons mentionner les suivants :

Implantation de collectes des matières organiques

Dans le cadre des services offerts en implantation de collectes, NAQ accompagne l'administration municipale dans l'élaboration de la stratégie de déploiement et les communications et accompagne les citoyens lors du déploiement afin de favoriser l'adhésion et l'adoption des nouvelles pratiques.

- Implantation pour les immeubles de 9 logements et plus (avec ou sans ICI) :
 - Arrondissement de Ville-Marie – 2022, secteur 4: **467 ICI / 245 immeubles, 4468 portes**
 - Arr. de Rosemont-La Petite-Patrie – 2020-23 (phases 1 à 4) : 2287 ICI / 950 immeubles, **24200 portes**
 - Arr. du Sud-Ouest – 2023, phases 1-2 : 1026 ICI / 429 immeubles, **10500 portes**
 - Arr. de RDPPAT – 2023, phases 1-2 : 470 ICI / 130 immeubles, 2300 portes
 - Arr. de Verdun – 2023, phase 1 : 282 ICI / 80 immeubles, 7 000 portes
 - Arr. de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve – 2023, phases 1-2 : 250 imm., **8525 portes**
 - Arr. de Saint-Léonard – 2021-2022, phases 1-2 : 1427 ICI / 118 immeubles, 5346 portes
- Implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 8 logements et moins :
 - Ville de Longueuil – 2017-2018 : 13000 portes et 2020-2021 : **78 800 portes**
 - Ville de Boucherville – 2019-2021 : **15 418 portes**
 - Ville de Brossard – 2017-2020 : **26000 portes**
 - Ville de Blainville – 2017-2018 : **20310 portes**
 - Arrondissement de Saint-Léonard – 2016 à 2019 : **27000 portes**
 - Arrondissement d'Anjou – 2016 à 2019 : 12000 portes
 - Arrondissement d'Outremont – 2012 à 2016 : 3000 portes
 - Arrondissement de Verdun – 2011 à 2016 : 35000 portes
 - Arrondissement de LaSalle – 2016 : 7300 portes
 - Arrondissement du Sud-Ouest – 2013 : 3000 portes

Expérience positive de projets de déploiement d'au moins 8 000 portes

Dans le cadre des services offerts en implantation de collectes, NAQ a accompagné plusieurs arrondissements de Montréal et municipalités dans le déploiement de sa collecte de résidus alimentaires. Plusieurs projets de plus de 8000 portes ont ainsi été complétés avec succès par NAQ, incitant ces arrondissements et municipalités à compléter plusieurs phases d'implantation avec notre organisme, telles les villes de Longueuil, Boucherville, Brossard, Blainville, ainsi que les arrondissements de Rosemont, Saint-Léonard et Verdun. De plus, les projets en cours en 2023 se déroulent bien et répondent aux besoins des Arrondissements.

10. CONCLUSION

En conclusion, l'offre de services professionnels proposée par Nature-Action Québec à l'arrondissement Ville-Marie, permet de tirer profit de l'expertise développée par une équipe de travail diversifiée et une entreprise structurée et solide. Nous espérons que cette proposition répond adéquatement aux besoins exprimés. Soyez assurés que nous sommes disposés à revoir avec vous, s'il y a lieu, les termes de la présente offre de services, de façon à ce qu'elle corresponde davantage à vos attentes.

Signature de l'offre de service

Par la présente, moi, Pascal Bigras, représentant dûment autorisé de Nature-Action Québec, offre les services professionnels de Nature-Action Québec pour effectuer les travaux décrits dans la présente offre de service. En foi de quoi, je signe :



Pascal Bigras
Directeur général

Date : 10 août 2023

Avis de propriété et de confidentialité

© Tous droits réservés à Nature-Action Québec 2023

Ce document doit être utilisé seulement dans le cours normal des affaires de Nature-Action Québec et ne doit en aucune façon être exploité commercialement. L'utilisation de ce document à l'externe est formellement interdite.

Toute personne externe engagée par Nature-Action Québec peut utiliser ce bien dans le cadre de son travail à Nature-Action Québec, mais ne peut en aucun temps utiliser ce bien pour d'autres fins.

ANNEXE 2. ASSURANCES



CERTIFICAT D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ

Cette attestation est émise uniquement à titre de renseignement et ne confère aucun droit à son détenteur et n'engage nullement l'Assureur.
 Cette attestation ne modifie ni ne prolonge la garantie couverte par les polices désignées ci-dessous.

1. TITULAIRE DE L'ATTESTATION - NOM ET ADRESSE POSTALE	2. NOM ET ADRESSE POSTALE DE L'ASSURÉ
Ville de Montréal	Nature-Action Québec Inc.
8400 Boul. Lacordaire	120 Rue Ledoux
Saint-Léonard QC	Beloeil, QC
CODE POSTAL H1R 3B1	CODE POSTAL J3G 0A4

3. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS/EMPLACEMENTS/VÉHICULES/ÉLÉMENTS SPÉCIAUX AUXQUELS CE CERTIFICAT S'APPLIQUE (mais seulement en ce qui a trait aux activités de l'assuré désigné)
OSBL Aménagement paysager écologique. Accompagnement en gestion de matières résiduelles. PPlan de développement durable. Gestion d'Écocentres.

4. GARANTIES
 La présente attestation certifie que les contrats d'assurance ci-après mentionnés ont été émis au nom de l'assuré ci-dessus nommé pour la période de couverture indiquée. Cependant, les garanties couvertes par les contrats décrits aux présentes sont soumises à toutes les modalités, exclusions et conditions desdits contrats, prévalant sur toutes les exigences, modalités ou conditions de tout autre contrat ou document émis en considération de la présente attestation.
LES MONTANTS DE PAIEMENT DE RÉCLAMATIONS PEUVENT AVOIR ÉTÉ DÉDUITS DES MONTANTS DE GARANTIE.

CATÉGORIE D'ASSURANCE	COMPAGNIE D'ASSURANCE ET NUMÉRO DE POLICE	DATE D'EFFET AAAA/MM/JJ	DATE D'ÉCHÉANCE AAAA/MM/JJ	LIMITES DE GARANTIE (En dollars canadiens sauf si indication contraire)		
				GARANTIE	FRANCHISE	MONTANT D'ASSURANCE
RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES <input type="checkbox"/> RÉCLAMATIONS OU <input checked="" type="checkbox"/> ÉVÉNEMENTS <input checked="" type="checkbox"/> PRODUITS ET/OU APRÈS TRAVAUX <input checked="" type="checkbox"/> RESPONSABILITÉ CIVILE DE L'EMPLOYEUR <input type="checkbox"/> RECOURS ENTRE COASSURÉS <input checked="" type="checkbox"/> RESPONSABILITÉ CIVILE LOCATIVE <input checked="" type="checkbox"/> RESPONSABILITÉ CIVILE ÉTENDUE CONTRE LA POLLUTION	Victor EPC602292	2022/9/22	2023/9/22	RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES RESPONSABILITÉ CIVILE DOMMAGES CORPORELS ET DOMMAGES MATÉRIELS - PAR PÉRIODE D'ASSURANCE - PAR SINISTRE		5 000 000
				PRODUITS ET APRÈS TRAVAUX - PAR ANNÉE D'ASSURANCE	5 000	5 000 000
				RESP. CIVILE PRÉJUDICES PERSONNELS OU <input checked="" type="checkbox"/> RESP. CIVILE PRÉJUDICES PERS. ET PRÉJUDICES DÉCOULANT DE LA PUBLICITÉ		5 000 000
				FRAIS MÉDICAUX		10 000
				RESPONSABILITÉ CIVILE LOCATIVE	2 500	1 000 000
				RESPONSABILITÉ CIVILE ÉTENDUE CONTRE LA POLLUTION	5 000	5 000 000
				RESPONSABILITÉ CIVILE DES NON-PROPRIÉTAIRES <input type="checkbox"/> VÉHICULES LOUÉS AVEC OU SANS CHAUFFEUR	2 500	5 000 000
RESPONSABILITÉ CIVILE AUTOMOBILE <input checked="" type="checkbox"/> VÉHICULES DÉSIGNÉS <input checked="" type="checkbox"/> ASS. AUTOMOBILE DES PROPRIÉTAIRES <input type="checkbox"/> VÉHICULES LOUÉS** <small>** L'ASSURÉ DOIT DÉTENIR UNE PREUVE D'ASSURANCE POUR TOUT VÉHICULE LOUÉ POUR UNE PÉRIODE DE PLUS DE 30 JOURS</small>	Intact Assurance A98-1231	2022/9/22	2023/9/22	DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS COMBINES	1 000	2 000 000
				DOMMAGES CORPORELS (PAR PERSONNE)		
				DOMMAGES CORPORELS (PAR SINISTRE)		
				DOMMAGES MATÉRIELS		
RESPONSABILITÉ CIVILE COMPLÉMENTAIRE <input type="checkbox"/> UMBRELLA <input type="checkbox"/>				PAR SINISTRE		
				PAR ANNÉE D'ASSURANCE		
AUTRE RESPONSABILITÉ CIVILE (PRÉCISEZ) <input checked="" type="checkbox"/> Responsabilité profession	Victor EPC602292	2022/9/22	2023/9/22	E&O	5 000	5 000 000
<input type="checkbox"/>						
<input type="checkbox"/>						

5. RÉSILIATION
 En cas de résiliation de l'un des contrats mentionnés avant la date d'échéance spécifiée, l'assureur émetteur de la police se propose de donner au titulaire désigné ci-dessus un préavis écrit de **30** jours mais ne saurait s'y engager. À défaut d'envoi de ce préavis, la compagnie se dégage de toute obligation ou responsabilité de tout genre à la compagnie, ses agents ou représentants.

6. NOM ET ADRESSE POSTALE DU COURTIER	7. ASSURÉS ADDITIONNELS - NOM ET ADRESSE POSTALE (mais seulement en ce qui a trait aux activités de l'assuré désigné) *uniquement en responsabilité civile générale
Chapdelaine Assurances & Services Financiers inc	Ville de Montréal
220 rue Brébeuf	8400 Boul. Lacordaire
Beloeil, QC	Saint-Léonard MTL QC
CODE POSTAL J3G5P3	CODE POSTAL H1R 3B1
CODE DU CLIENT (COURTIER) NATUQUÉ-01	

8. AUTORISATION DE L'ATTESTATION			
ÉMETTEUR Chapdelaine Assurances & Services Financiers inc	CONTACTS - NUMÉROS		
REPRÉSENTANT AUTORISÉ Chapdelaine Assurances Martine Ostiguy C.d'A. Ass. Courtier en assurance de dommages	TYPE Téléphone NO. (450) 464-2112	TYPE Télocopieur NO. (450) 446-1125	
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ	TYPE NO.	TYPE NO.	
	DATE 2022/9/12	COURRIEL martine.ostiguy@chapdelaine.qc.ca	

ANNEXE 3. CURRICULUM VITAE

Résumé

Titulaire d'un baccalauréat en génie de l'environnement, Mme Dambreville possède 11 ans d'expérience dans le domaine de l'environnement, particulièrement en gestion des matières résiduelles (GMR). Elle a travaillé aussi bien pour le secteur municipal que privé en passant par les institutions gouvernementales, autant au Québec qu'à l'international. Cela lui permet aujourd'hui de travailler sur tous types de projets en lien avec la GMR, tout en étant à l'aise avec l'ensemble des acteurs. Depuis son entrée chez NAQ, elle a travaillé sur divers projets d'implantation des résidus alimentaires pour les logements de 8 et moins et 9 et plus, desservant plus de 100 000 portes, incluant pour des arrondissements de Montréal (Saint-Léonard, Anjou, MHM). En tant que gestionnaire, elle gère en simultané plusieurs écocentres et autres projets d'accompagnement de villes. Son dynamisme, son professionnalisme et ses aptitudes pour les relations interpersonnelles favorisent le succès de ses projets et la satisfaction des clients. Son curriculum vitae est disponible en annexe.

Formation

Certificat Professionel – Engineer Intern No. 091426 New York State Board of Education	Avril 2012
Bachelors of Science, Génie de l'Environnement State University of New York at Buffalo – Buffalo, New York	Mai 2012
Associates in Arts, Génie Chimique Miami Dade College, Honors College – Miami, Floride	Mai 2009

Expériences professionnelles

Chargée de Projet - Écocollectivités Nature Action Quebec (Beloeil, Québec)	2022- Présent
<ul style="list-style-type: none">• Développement de projets et développement des affaires• Élaboration de demandes de subvention et d'offres de service• Conception de budgets et de montages financiers ; suivi budgétaires et facturation• Supervision, coordination et réalisation de projets• Embauche et gestion de personnel (Préposés, patrouilleurs, techniciens, agents de projets, chargé de projet adjoints)• Accompagnement et maintiens des relations clients	

Réalisations

- MRC de Vaudreuil-Soulanges : gestion des écocentres de Vaudreuil-Dorion, Rigaud, Pincourt, et Saint-Zotique (2022-présent)
- Ville de Longueuil : projet de sensibilisation à la collecte des résidus alimentaires (2023)
- Ville de Montréal – Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : implantation de la collecte des résidus alimentaires dans les multi logements (9 et +) (2023)
- MRC Beauharnois-Salaberry : projet pilote d'application à la réglementation GMR (2022)
- Ville de Longueuil : projet d'accompagnement des citoyens face aux changements de la collecte des encombrants (2022)
- Ville de Longueuil : projet d'accompagnement des citoyens face à l'espace de la collecte des déchets et à la refonte des secteurs de collecte (2021)

Chargée de Projet adjoint - Opérations

2021-2022

Nature Action Québec (Beloeil, Québec)

- Coordinatrice aux écocentres; support divers à la chargée de projet, ressource technique aux chef d'équipes et superviseurs de sites
- Embauche de personnel et formatrice à l'embauche: préposé à l'accueil, ségrégation, caractérisation, tri Résidus Domestiques Dangereux, SIMDUT, TMD
- Logistique et planification d'horaire; supervision et gestion de préposés volants
- Veille à la santé et sécurité des sites, audits et application de correctifs; achat/distribution de matériel
- Optimisation de l'espace et des procédés, plans SST et exercices de déversements et incendies

Réalisations

- Coordination des 4 écocentres de la MRC de Vaudreuil-Soulanges
- Coordination de l'écocentre de la ville de Salaberry de Valleyfield
- Coordination de l'écocentre de la ville de Bois-des-Filion
- Coordination de l'écocentre de la ville de Longueuil : Écocentre de Payer

Agente de projet – Gestion des matières résiduelles et écocivisme

2019 - 2020

Nature Action Québec (Montréal, Québec)

- Sensibilisation citoyenne en porte-à-porte sur l'implémentation de la collecte des matières organiques et toutes autres informations connexes (recyclage, RDD, Encombrants, déchets)
- Gestion des listes d'adresses, élaboration des bilans périodiques et maintien à jour de diverses cartes des territoires parcourus pour chaque activité (porte-à-porte, distribution de documentation et/ou de matériel, contrôle de bacs et inspections)
- Participation et contribution aux rencontres avec le client, continuel maintien d'une bonne relation avec les gestionnaires, inspecteurs, patrouilleurs, chauffeurs de camions de collectes et/ou éboueurs
- Consultation citoyenne et impact social de la gestion des déchets, présentation et animation de kiosques et conférences publiques
- Inspection de terrain: non conformité, surveillance, billets de courtoisie
- Logistique de distribution de matériaux : bacs bruns, bacs de comptoirs, sacs règlementaires, etc.

Réalisations

- Implantation de la collecte des résidus alimentaires, ville de Longueuil
- Implantation de la collecte des résidus alimentaires, ville de Boucherville
- Écoquartier de Saint-Léonard, implantation des collectes de résidus alimentaire, phase 3
- Implantation de la collecte des résidus alimentaire de l'arrondissement d'Anjou
- Écoquartier de Saint-Léonard, patrouille GMR

Consultante internationale – spécialiste en Gestion Environnementale et Sociale

2019 - 2020

Trama TecnoAmbiental (Barcelone, Espagne)

- Mission de terrain dans trois communautés rurales du Nord-est d'Haïti
- Élaboration et implantation du système de gestion de plaintes citoyennes
- Vérification et suivi des inspections régulières, non-conformités, incidents et autres
- Élaboration et suivi des rapports de chantier mensuels

Réalisations

- Projet PNUD – ERAF : Electrification rurale à base d'énergie renouvelable (photovoltaïque hybride et diesel) et Autonomisation des femmes

Patrouilleuse - Gestion des matières résiduelles
Vrac Environnement (Montréal, Québec)

2018

Pari Saint-Michel (Montréal, Québec)

- Sensibilisation citoyenne porte-à-porte sur l'implémentation de la collecte des résidus alimentaires
- Distribution de documents spécifique à l'implémentation des bacs bruns sur les deux secteurs

Réalisations

- Implantation de la collecte des résidus alimentaires de l'arrondissement de Saint-Michel-Parc-Extension

Consultante - Santé, sécurité et environnement
Triumvirate Environmental (Boston, Massachusetts, États-Unis)

2015 - 2017

- Développement et gestion de programmes de santé et de sécurité de plusieurs clients en simultané
- Gestion des déchets chimiques et biologiques : tri, dépôt, ramassage, gestion de matériaux
- Evaluation des risques au travail
- Inspections d'immeubles et d'équipement de sécurité
- Présentatrice de formations et conférences
- Préparation de demandes de permis environnementaux
- Inventaire de matériaux, rédaction de rapports variés, assistance technique variée

Réalisations

- Consultation et gestion des programmes de Santé et Sécurité
- Consultation et gestion du département de Santé et Sécurité du Rhode-Island College
- Consultation et projet de test d'ajustement de respirateur de biosécurité
- Consultation et projet de test annuel des hottes de laboratoires

Gestionnaire de projet et ingénieur junior
State of Maryland Ministère de l'environnement (Baltimore, MD)

2013 - 2015

- Évaluation des dossiers, et rédaction des permis octroyés aux installations de stockage de substances dangereuses
- Inspection des activités de production, d'entreposage et d'élimination des matières dangereuses
- Analyse et approbation des plans de gestion, de capacité et de conservation de l'eau soumis par les divers réseaux de distribution municipale de l'état du Maryland
- Accompagnement des municipalités dans leurs démarches vers une réduction de leurs pertes en eaux potables
- Evaluation du niveau de sécheresse de l'état sur Excel; préparation et diffusion du bilan mensuel sur le site internet de l'état
- Recherche, préparation et dactylographie des avis d'infraction, ententes et ordonnances

Réalisations

- Département de réacheminement et d'utilisation des déchets
- Département d'approvisionnement en eau potable

Résumé

Madame Côté est en poste chez NAQ depuis plus de 19 ans, dont 12 ans en tant que chargée de projets. Son parcours au sein de l'organisation lui a permis de développer une belle variété de compétences, tant au niveau technique, que relationnel et de gestion. Depuis trois ans, elle gère avec succès des projets d'implantation de collectes de matières résiduelles, dont trois réalisés en simultané dans des arrondissements de Montréal (Sud-Ouest, RDPPAT, Verdun). En parallèle, elle gère aussi des projets de conception, optimisation, gestion d'écocentres et des projets d'accompagnement de villes et MRC dans la mise sur pied d'écocentres. Son sens de l'organisation et du travail d'équipe, ses qualités relationnelles ainsi que son esprit critique et structuré favorisent le succès des projets dont elle a la charge et répond très bien aux exigences des clients.

Formation

Microprogramme de perfectionnement en environnement	En cours
Université de Sherbrooke – Formation à distance	
• Cours sur les Enjeux environnementaux du Nord québécois, complété avec succès	2023
• Cours d'Économie circulaire appliquée, complété avec succès	2021
Baccalauréat en biologie, spécialisation en écologie	2002
Université du Québec à Montréal, programme en apprentissage par problème - Montréal	
Technique Santé Animale	1996
Collège Lionel-Groulx - Sainte-Thérèse	

Expériences professionnelles

Nature-Action Québec (Beloeil)

Autres postes	2004-2010
Chargée de projets	2011 à aujourd'hui
<ul style="list-style-type: none"> • Développement de projets • Élaboration de demandes de subvention et d'offres de service • Conception de budgets et de montages financiers • Supervision, coordination et réalisation de projets • Embauche et gestion de personnel (formation, encadrement, accompagnement, évaluation) 	

Réalisations

Volet Gestion des matières résiduelles et écocivisme

- Implantation de collecte de résidus alimentaires
 - Service-conseil de planification de l'implantation pour les 9 logements et plus (Brossard, 2023)
 - Immeubles 9 logements et plus et ICI (2023)
 - Arrondissement Sud-Ouest : 429 immeubles, 10 500 portes, 1 026 ICI
 - Arrondissement Verdun : 80 immeubles, 7 000 portes, 282 ICI
 - Arrondissement RDPPAT : 130 immeubles, 2 300 portes, 470 ICI
 - Immeubles 8 logements et moins – Ville Brossard + Ville Boucherville (2019 à 2021)
- Gestion d'écocentres (La Prairie) – en cours / (Beloeil, Bois-des-Filion, Candiac et MRC de La-Vallée-du-Richelieu - 2019-2022) ;
 - Équipes de trois (3) responsables de site, dix (10) préposés et quatre (4) préposés sur appel
 - Gestion des horaires
 - Suivi avec les clients et les fournisseurs
 - Gestion des plaintes et incidents

- Service-conseil pour l'instauration et la mise en service d'écocentres (Ville de La Prairie (2019-2020) / MRC de La Vallée-du-Richelieu (2021) ;
 - Évaluation du niveau de service requis (horaire, nombre de préposés, tonnage, tarification, etc.)
 - Identification des besoins en infrastructures (incluant abri RDD), en équipements et en affichage
 - Révision de plans concepts et d'un plan d'ingénierie
 - Évaluation des coûts de transport et traitement des matières
 - Rédaction de devis d'appel d'offres pour le transport et traitement des matières
 - Identification des étapes requises avec échéancier, pour la mise en service (écocentre MRCVR)
 - Recherche de fournisseurs locaux (écocentre La Prairie)
- Service-conseil pour l'optimisation de l'écocentre de la Ville de Sainte-Thérèse (2021)
 - Analyse des infrastructures et recommandations
 - Production de deux plans concepts
- Service-conseil pour la conception d'un nouvel écocentre pour la Ville de Sainte-Adèle (2020)
 - Évaluation du niveau de service requis (horaire, matières, tonnage, tarification, etc.)
 - Identification des besoins en infrastructures et équipements
 - Production de deux plans concepts
- Appui à la rédaction d'une demande de financement auprès de Recyc-Québec pour l'optimisation d'un écocentre (2021)
- Recherche d'information sur les points de dépôt du verre pour la Ville de Brossard (2021)
- Gestion du projet Des pas de géants pour l'environnement (2012), visant la mobilisation des élèves au transport actif afin de cumuler des fonds utilisés pour la végétalisation d'un site
- Co-gestion du projet *À pied, à vélo, ville active*, dont NAQ était mandataire (responsable du secteur Vaudreuil-Soulanges) (2013-2014), visant la création d'environnements plus favorables aux déplacements actifs et la mobilisation au transport actif

Volet Gestion des milieux naturels

- Verdissement d'habitations de l'Office municipale de l'habitation de Montréal
- Gestion de projets liés aux espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) (campagne de sensibilisation des horticulteurs et entreprises horticoles ; activités de contrôle des espèces)
- Gestion de trois vastes projets d'intendance en milieux naturels
- Élaboration et gestion du projet d'Amélioration de la biodiversité en milieu agricole du bassin versant du Ruisseau Brandy
- Rédaction du Rapport de caractérisation de l'état des bandes riveraines et recommandations, projet Blainville

Formations supplémentaires

Gestion du temps et des priorités – Doc Services conseils	2023
Habilité de gestion et leadership – Doc Services conseils	2022
Savoir communiquer efficacement - Doc Services conseils	2022
Transport des matières dangereuses (TMD) - Danatec	2020
SIMDUT - Danatec	2019
Déversements accidentels en écocentre – NSS Entreprise inc.	2019

Publications et webinaires

Berestovoy, Paula ; Lindsay, Mari-Ève ; Côté, Stéphanie ; Selosse, Marie-Ange. *Écocentres : la recette pour une bonne gestion et des opérations efficaces*. Association des ingénieurs municipaux du Québec, Contact Plus, Numéro 113, Été 2020

Webinaire – Recette pour un écocentre efficace : conception, gestion et optimisation. Nature-Action Québec, 23 mars 2022. <https://www.youtube.com/watch?v=SvvlEreXGaU>

Dossier # : 1239483001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à l'OBNL Nature-Action Québec, pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant, (contrat : 213 860,13 \$ + contingences : 21 386 \$) - Appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

-  23-20055 Intervention.pdf
-  23-20055 PV.pdf
-  23-20055_SEAO _ Liste des commandes.pdf
-  23-20055 _TCP_final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Garry DESSEJOUR
Agent d'approvisionnement niveau 2

Tél : 514 872-1041

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-28

Michael SAOUMAA
chef(fe) de section - approvisionnement
strategique en biens

Tél : 514-280-1994

Division : Service de l'approvisionnement ,
Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR (YAM)	225 496,44	<input type="checkbox"/>	
(NATURE QUÉBEC INC)	213 860,13 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Nature-Action Québec a remporté car taxes incluses, ils sont moins chers. Ils ne chargent pas les taxes contrairement à l'autre soumissionnaire.

Préparé par : Le - -

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 15 août 2023 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
 M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
 M. Simon Bélanger-Gagnon, analyste-rédacteur

APPEL D'OFFRES 23-20055

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires des immeubles des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

<u>Soumissionnaires</u>	<u>Prix</u>
NATURE-ACTION QUÉBEC INC.	213 860,13 \$
YAM	225 496,44 \$

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 5 juillet et 8 août 2023 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 5 juillet et 4 août 2023 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/cfg

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 23-20055

Numéro de référence : 1738693

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Sensibilisation, mobilisation et évaluation des besoins pour le déploiement de la collecte des résidus alimentaires des immeubles des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement Ville-Marie.

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

<u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
LE CONSORTIUM L'ÉCHO-LOGIQUE INC. 1300C rue Volta Boucherville, QC, J4B6G6	Monsieur François Cormier Téléphone : 450 655-6500 Télécopieur : 450 641-1414	Commande : (2223132) 2023-07-06 10 h 01 Transmission : 2023-07-06 10 h 01	3970323 - 23-20055_Addenda 1 2023-08-04 10 h 19 - Courriel 3970768 - Addenda no2 2023-08-07 11 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
NATURE-ACTION QUÉBEC INC. 120 Ledoux Beloeil, QC, J3G 0A4	Madame Stéphanie Côté Téléphone : 450 536-0422 Télécopieur :	Commande : (2223718) 2023-07-07 10 h 34 Transmission : 2023-07-07 10 h 34	3970323 - 23-20055_Addenda 1 2023-08-04 10 h 19 - Courriel 3970768 - Addenda no2 2023-08-07 11 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR 6711 rue de Marseille Montréal, QC, H1N1M4 http://www.info-yqq.com	Monsieur Wilson Blakley Téléphone : 514 254-2626 Télécopieur :	Commande : (2222667) 2023-07-05 12 h 10 Transmission : 2023-07-05 12 h 10	3970323 - 23-20055_Addenda 1 2023-08-04 10 h 19 - Courriel 3970768 - Addenda no2 2023-08-07 11 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.

Organisme public.

No de l'appel d'offres

23-20055

Agent d'approvisionnement

Garry DESSÉJOUR

Conformité

(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- \$	- \$
Total ()									- \$	- \$
Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR (YAM)										
Total (Y'A QUELQU'UN L'AUT'BORD DU MUR (YAM))									196 126,50 \$	225 496,44 \$
NATURE QUÉBEC INC										
Total (NATURE QUÉBEC INC)									213 860,13 \$	245 885,68 \$

Dossier # : 1239483001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un contrat à l'OBNL Nature-Action Québec, pour identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie. Dépense totale 235 246,13 \$, taxes non applicables, le cas échéant, (contrat : 213 860,13 \$ + contingences : 21 386 \$) - Appel d'offres public 23-20055 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239483001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-05

Samba Oumar ALI
Cherf de Division

Tél : 438 978-4945
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1239483001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement Ville-Marie porte principalement sur la portion du financement que de l'arrondissement devra assumer en lien avec le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation, tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

" Accorder à Nature-Action Québec, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre du déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions, commerces et industries (ICI) des secteurs 2B & 1A de l'arrondissement de Ville-Marie, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 213 860,13\$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (23-20055) ;

Autoriser une dépense de 21 386\$, taxes incluses, à titre de budget de contingences."

- Un virement de crédit de 198 475\$ sera effectué du Service de l'environnement (SENV) vers l'arrondissement de Ville-Marie au début de l'année 2024 afin de couvrir une portion du contrat.
- Un montant de 36 771,13\$ sera financé par l'arrondissement de Ville-Marie.
- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 235 246,13 \$

	Années antérieures	2024
Montant		235 246,13 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants taxes incluses, le cas échéant)

Montant: 213 860,13 \$

Contrat

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	04331	54503	014407	0000	004280	000000	00000	00000

Montant: 21 386,00 \$

Contingences

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au:	2438	0010000	306187	04331	54503	014407	0000	004280	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2023-09-05**



Dossier # : 1239051004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour des services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 66 168,11 \$, taxes incluses, pour la période 2023 à 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 132 336,22 \$ (appel d'offres public 22-19487)

D'autoriser la prolongation, pour une période additionnelle d'un an, du contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, en majorant la dépense maximale autorisée de 66 168,11 \$, pour un total de 132 336,22 \$;
D'augmenter le contrat de 66 168,11 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 22-19487 (3 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 14:56

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1239051004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour des services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 66 168,11 \$, taxes incluses, pour la période 2023 à 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 132 336,22 \$ (appel d'offres public 22-19487)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désire se prévaloir de l'option de renouvellement d'un an dans le cadre du contrat 22-19487 avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), pour les services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie. Le contrat actuel s'est terminé le 15 avril 2023. L'option de renouvellement était prévue dans l'appel d'offres selon les clauses suivante :

15.02 Renouvellement

«À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour UNE (1) période(s) additionnelle(s) d'UN (1) a n. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins TRENTE (30) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement. »

2.03.02 Option de renouvellement

«Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement. Ces prix ne font l'objet d'aucun ajustement pendant la période visée par le renouvellement. »;

Le montant inhérent à l'option de renouvellement n'a pas été pris en considération lors de la première estimation, d'où le recours initialement à un GDD délégué. À présent, en se prévalant de l'option de renouvellement, le montant total du contrat s'élève à 132 336,22 \$, taxes incluses, et nécessite donc une approbation par le conseil d'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2229051001 - 15 novembre 2022 - Accorder un contrat de 66 168,11 \$, taxes incluses, à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du

Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 66 168,11 \$ (appel d'offres public 22-19487 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

L'Arrondissement de Ville Marie a le souci de rendre les opérations de déneigement uniformes et sécuritaires pour les usagers. Dans ce contexte, la Place des Montréalaises, haut lieu de transit du métro Champs de Mars vers la cité administrative, se devait d'avoir des opérations de déneigement arrimées à celles de l'Hôtel de Ville.

L'objectif de ce présent contrat, est donc d'assurer la sécurité des piétons , des usagers et des bâtiments adjacents lors de la période hivernale en effectuant le déneigement , chargement et transport de la neige hors des sites, de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus.

Le contrat prévoit du 1er novembre 2023 au 15 avril 2024 :

- Le déneigement, le chargement de la neige et l'épandage d'abrasif sur l'Esplanade du Champs de Mars
- Le déneigement manuel et le chargement de la neige des escaliers des édifices de l'Hôtel de Ville
- Le déneigement, le chargement et l'épandage d'abrasif de l'ancienne gare d'autobus.

Le devis technique précise les modalités spécifiques au déneigement de chacun des ces sites. Il précise aussi les délais d'exécution et les délimitations.

L'appel d'offres 22-19487 a été publié dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 20 juillet 2022. L'ouverture de la soumission a eu lieu le 23 août 2022.

Les résultats de lancement de l'appel d'offres 22-19487 sont présentés ci-dessous :

Trois (3) firmes nous ont présenté des soumissions :

- Groupe Nicky
- Les entreprises Ventec
- ALÉKO INC

Autre(s) détail(s) et/ou pièce(s) jointe(s)

Soumissions conformes	Coût de base (avant taxes)	Coût total (taxes incluses)
Groupe Nicky	57 550 \$	66 168,11 \$
Les entreprises Ventec	176 000 \$	202 356 \$
ALÉKO INC	74 450 \$	85 598,89 \$
Estimation Ville-Marie	70 816,92 \$	81 421,76 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)		15 253,65 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)		-18,73 %

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre L'ALLIER, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

Tél : 438-992-7913
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Manon OUELLET
Chef de division

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

Le : 2023-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1239051004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour des services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 66 168,11 \$, taxes incluses, pour la période 2023 à 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 132 336,22 \$ (appel d'offres public 22-19487)



Aspect financier dossier 2229051004.pdfRenouvellement - Groupe Nicky 2023-2024.pdf



178001 CANADA inc. Groupe Nicky soumission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

Tél : 438-992-7913
Télécop. :

Division de l'inspection et de l'entretien

Travaux publics

800 de Maisonneuve Est - 20e
Montréal (Québec) H2L4L8

Destinataire : Carmen Luongo, vice-président

Date : 12-07-2023

Objet : Demande de prolongation de contrat no 22-19487 - Services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie

Bonjour,

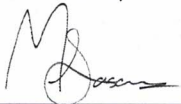
La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

no d'appel d'offres : 22-19487

Option de prolongation de contrat : Durée de 6 mois, du 1er novembre 2023 au 15 avril 2024.

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,



Représentant désigné par le directeur

Maxime Gascon, Contremaître

438-992-7913

Nous, Groupe Nicky, adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Carmen Luongo

Vice-président

Signature :



Date : 12-07-23

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE
Numéro d'appel d'offres	22-19487	
Titre de l'appel d'offres	A52-Service de déneigement et chargement de la neige - Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus	
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme	
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire	
Nom du soumissionnaire <small>(Selon le Régistre des entreprises du Québec)</small>	178001 Canada Inc./ Groupe Nicky	
Numéro d'entreprise (NEQ)	1141894387	
Adresse du soumissionnaire	9771 rue Waverly, Montreal, Québec H3L 2V7	

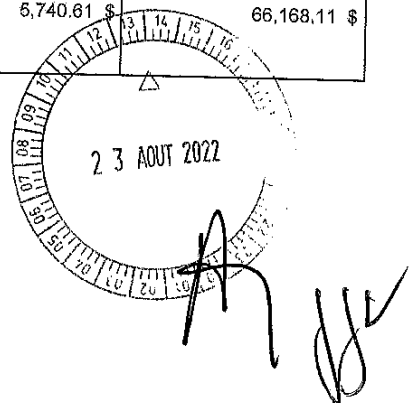
Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
 Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5%)	TVA (9,975%)	Montant total (Taxes incluses)
Service de déneigement et chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus	57,550.00 \$	2,877.50 \$	5,740.61 \$	66,168.11 \$



Dossier # : 1239051004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour des services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense de 66 168,11 \$, taxes incluses, pour la période 2023 à 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 132 336,22 \$ (appel d'offres public 22-19487)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239051004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1239051004

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser la prolongation pour une période additionnelle d'un an à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour les services de déneigement et de chargement de la neige de l'Esplanade du Champs de Mars et de l'Hôtel de Ville, ainsi que le site de l'ancienne gare d'autobus dans l'arrondissement de Ville-Marie, en majorant ainsi la dépense maximale autorisée de 66 168,11 \$, pour un total de 132 336,22 \$;

Augmenter le contrat de 66 168,11 \$ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 22-19487 (3 soumissionnaires)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 66 168,11 \$

	2022	2023	2024	2025	2026	Années ultérieures	Total
Dossier 2229051004	22 056,04 \$	44 112,07 \$					66 168,11 \$
Dossier 1239051004		22 056,04 \$	44 112,07 \$				66 168,11 \$
Total	22 056,04 \$	66 168,11 \$	44 112,07 \$				132 336,22 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 60 420,30 \$

	2022	2023	2024	2025	2026	Années ultérieures	Total
Dossier 2229051004	20 140,10 \$	40 280,20 \$					60 420,30 \$
Dossier 1239051004		20 140,10 \$	40 280,20 \$				60 420,30 \$
Total	20 140,10 \$	60 420,30 \$	40 280,20 \$				120 840,61 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 20 140,10 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
	2438	0010000	306187	03121	54504	014408	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM39051004
- Le BC #1564583 sera augmenté de 19 183,34 \$ (avant taxes) à la suite de l'approbation du dossier par les instances.
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-08-30**

Date et heure système : 30 août 2023 15:05:25



Dossier # : 1239051005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Axia Services pour les services d'entretien ménager à la Cour municipale et autoriser une dépense de 775 678,74 \$, taxes incluses, pour la période du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 3 057 086,78 \$ (appel d'offre public 20-18338)

D'autoriser la prolongation, pour une période additionnelle d'un an, du contrat avec Axia Services, pour les services d'entretien ménager de la cour municipal de Montréal, en majorant la dépense maximale autorisée de 775 678,74 \$, pour un total de 3 057 086,78 \$; D'augmenter le contrat de 775 678,74 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 20-18338 (4 soumissionnaires);

D'imputer cette dépense conformément aux interventions financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 14:57

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1239051005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Axia Services pour les services d'entretien ménager à la Cour municipale et autoriser une dépense de 775 678,74 \$, taxes incluses, pour la période du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 3 057 086,78 \$ (appel d'offre public 20-18338)

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie désire se prévaloir de l'option de renouvellement d'un an (14 décembre 2023 au 14 décembre 2024) dans le cadre du contrat 20-18338 avec Axia Services, pour les services d'entretien ménager de la cour municipale tel que prévu au contrat :

15.02 Renouvellement

«À son expiration, le Contrat peut être renouvelé pour DEUX (2) période(s) additionnelle(s) d'UN (1) an chacune. Ces périodes d'option peuvent être prises individuellement et ce, avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le Contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.03.02. Si le DONNEUR D'ORDRE désire se prévaloir de la clause de renouvellement, il doit faire connaître son intention à l'ADJUDICATAIRE, par écrit, au moins QUATRE-VINGT-DIX (90) jours avant la date d'expiration du Contrat et obtenir le consentement de l'ADJUDICATAIRE dans le délai prévu à la demande de renouvellement. »

2.03.02 Option de renouvellement

«Si le DONNEUR D'ORDRE exerce l'option de renouvellement selon les modalités prévues à la clause 15.02 des présentes, les prix applicables pendant la période visée par le renouvellement sont les derniers prix en vigueur au moment de l'exercice de l'option de renouvellement, lesquels sont augmentés de deux POUR CENT (2%) pour la période visée par le renouvellement. »;

Le contrat actuel se termine le 14 décembre 2023.

Le contrat initial a été octroyé selon l'appel d'offres publiques 20-18338 et a été approuvé par les instances selon le dossier décisionnel suivant : 1204206003.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1204206003 - CA 20 240463 - 10 novembre 2020 - Accorder un contrat de 2 281 408,04 \$, taxes incluses, à Axia Services, d'une durée de 36 mois, afin d'assurer les services d'entretien ménager à la Cour municipale (appel d'offres public -20-18338 – 4 soumissionnaires conformes)

DESCRIPTION

Le présent contrat vise la fourniture de services professionnels pour l'entretien ménager de la Cour municipale. Le devis technique tient compte de quatre volets sur l'entretien ménager, soit l'entretien ménager journalier, le grand ménage, l'entretien hivernal ainsi que le volet des événements spéciaux.

Dans le cadre de l'appel d'offres 20-18338 , l'entreprise Axia Services. a obtenu la pondération la plus élevée.

JUSTIFICATION

Le prix a été calculé selon une indexation de 2.0%, comme le prévoit l'article 2.03.02 **Option de renouvellement** du présent contrat. ($760\,469.35 \$ \times 2\% = 775\,678.74 \$$)

La direction de l'approvisionnement a procédé au lancement de l'appel d'offres public sur le site SEAO le 26 août 2020 sous le numéro: .AO 20-18338 (7) sept firmes intéressées ont visité les lieux le 19 septembre 2020.

Preneur de cahier des charges : 13

Nombre de soumissionnaires : 4

Les résultats de l'ouverture des soumissions sont résumés dans le tableau ci-après :

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRI M	NOTE FINALE	COUT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Axia Services	78,80	0,56	2 281 408,04 \$		2 281 408,04 \$
Conciergerie Speico Inc.	72,20	0,45	2 711 745,71 \$		2 711 745,71 \$
GDI Services (Québec) S.E.C.	83,30	0,45	2 974 165,31 \$		2 974 165,31 \$
GSF Canada Inc.	75,80	0,35	3 635 747,71 \$		3 635 747,71 \$
Dernière estimation réalisée (\$)			1 939 548,46 \$		1 939 548,46 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (\$)					341 859,58 \$
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%)					17,63%
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (\$)					3 404 502,98 \$
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%)					149,23%

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTREAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
 Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

Tél : 438-992-7913
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Manon OUELLET
Chef de division

Tél : 514 872-6697
Télécop. : 514 872-4229

Le : 2023-08-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1239051005

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics ,
Division de l'inspection et de l'entretien

Objet :

Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Axia Services pour les services d'entretien ménager à la Cour municipale et autoriser une dépense de 775 678,74 \$, taxes incluses, pour la période du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 3 057 086,78 \$ (appel d'offre public 20-18338)



Avis prolongation - Axia_15 décembre 2023_14 décembre 2024.pdf



Soumission.Axia Services.pdf



Aspect financier 1239051005 VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maxime GASCON
Contremaître

Tél : 438-992-7913
Télécop. :

**Division de l'inspection et de l'entretien
Travaux publics**

800 de Maisonneuve Est - 20e
Montréal (Québec) H2L4L8

Destinataire : Pauline Picotin, Directrice générale.

Date : 11-07-2023

Objet : Demande de prolongation de contrat no 20-18338 - Services d'entretien ménager à la Cour municipale

Bonjour,

La présente est pour vous signifier notre intention de se prévaloir de notre option de prolongation pour le contrat cité en objet et octroyé :

Décision des instances : 10 novembre 2020

Résolution : CA20 240463

n o d'appel d'offres : 20-18338

Option de prolongation de contrat : Durée de 12 mois, du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024.

Afin d'obtenir l'autorisation de ce renouvellement auprès des instances, nous vous demandons de nous retourner une copie de cet avis, daté et signé par la personne désignée au contrat.

Salutations,



Représentant désigné par le directeur

Maxime Gascon, Contremaître

438-992-7913

Nous, Axia , adjudicataire du contrat cité en objet, confirmons notre intention de renouveler le présent contrat tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Pauline Picotin

Directrice générale

Signature :

Date :

Numéro d'appel d'offres	20-18338
Titre de l'appel d'offres	Service d'entretien ménager de la cour municipale de la Ville de Montréal - 3 ans + 2 options d'un an
Mode d'adjudication	Système de pondération - Double enveloppe
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire <i>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</i>	Axia Services
Numéro d'entreprise (NEQ)	1142208512
Adresse du soumissionnaire	13 025, rue Jean-Grou, Montréal, Québec, H1A 3N6

Note : Ce document doit être versé dans l'« Enveloppe B - Offre financière ».

Précisions relatives aux garanties de soumission

Choisir un élément

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.

Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5%)	TVQ (9,975%)	Montant total (Taxes incluses)
1	Service d'entretien ménager de la cour municipale de la Ville de Montréal – 3 ans, selon tous les documents d'appel d'offres	1984 264.44 <u>1 984 151,29</u> \$	99 213,22 <u>99 207,56</u> \$	197 930.38 <u>197 919,09</u> \$	2 281 408.04 <u>2 281 277,94</u> \$

Verifié le 19 octobre 2020

Julie Leblanc

Dossier # : 1239051005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de l'inspection et de l'entretien
Objet :	Prolonger, pour une durée d'un an, le contrat avec Axia Services pour les services d'entretien ménager à la Cour municipale et autoriser une dépense de 775 678,74 \$, taxes incluses, pour la période du 15 décembre 2023 au 14 décembre 2024, majorant ainsi la dépense maximale autorisée à 3 057 086,78 \$ (appel d'offre public 20-18338)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239051005.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1239051005

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser la prolongation pour une période additionnelle d'un an à Axia services, pour les services d'entretien ménager de la cour municipal de Montréal, en majorant ainsi la dépense maximale autorisée de 775 678,74 \$, pour un total de 3 057 086,78 \$;

Augmenter le contrat de 775 678,74 \$ taxes incluses, conformément à l'appel d'offres 20-18338 (4 soumissionnaires)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 775 678,74 \$

Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	Total
Dossier 1204206003	31 686,23 \$	760 469,40 \$	760 469,40 \$	728 783,01 \$			2 281 408,04 \$
Dossier 1239051005				36 127,50 \$	739 551,24 \$		775 678,74 \$
Total	31 686,23 \$	760 469,40 \$	760 469,40 \$	764 910,51 \$	739 551,24 \$		3 057 086,78 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 708 298,08 \$

Années antérieures	2020	2021	2022	2023	2024	Années ultérieures	Total
Dossier 1204206003	28 933,75 \$	694 409,93 \$	694 409,93 \$	665 476,03 \$			2 083 229,63 \$
Dossier 1239051005				32 989,22 \$	675 308,86 \$		708 298,08 \$
Total	28 933,75 \$	694 409,93 \$	694 409,93 \$	698 465,25 \$	675 308,86 \$		2 791 527,71 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 708 298,08 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
Au: 2438	0010000	306119	01101	55401	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM39051005
- Le BC #1441265 sera augmenté de 31 422,05 \$ (avant taxes) à la suite de l'approbation du dossier par les instances.
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

514 872-4512

Date: **2023-08-30**



Dossier # : 1235876003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)

D'accorder à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans, soit du 1 novembre 2023 au 31 octobre 2026, avec une option de renouvellement, au prix de sa soumission et autoriser une dépense pour une somme maximale de 1 739 821,48 \$, taxes incluses, conformément à l'appel d'offres public 23-20038;

D'autoriser une dépense de 173 982,15 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

De procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. (Groupe Nicky);

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 11:38

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1235876003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier des Spectacles est un lieu public d'exception, dédié aux festivals et aux événements de grande envergure, qui requiert un entretien particulier, assidu et de qualité. Tout au long de l'année, ces espaces accueillent des événements culturels importants et l'entretien de ceux-ci s'avèrent un défi de logistique, de contraintes et d'interventions soutenues dans des délais pouvant être serrés. Afin de suffire à la charge de travaux d'entretien engendrée par les activités diversifiées et l'augmentation de la fréquentation des espaces du Quartier des Spectacles, la direction des travaux publics de l'Arrondissement de Ville-Marie ne dispose pas du personnel requis. Il est donc nécessaire de faire appel aux services d'une firme spécialisée.

La division des parcs et de l'horticulture est responsable de l'entretien annuel du Quartier des Spectacles, ce qui comprend la place des festivals, la promenade des artistes, le grand parterre, l'esplanade Tranquille ainsi que la place Émilie Gamelin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240351 du 8 septembre 2020 : GDD 1208028002 - Accorder un contrat de 3 179 869,32 \$, taxes incluses, pour une durée de 3 ans, du 14 novembre 2020 au 15 novembre 2023, à Sodem inc., pour les services de maintien de la propreté, déneigement et entretien horticole du Quartier des spectacles incluant la Place Émilie Gamelin et la patinoire de l'Esplanade Tranquille, pour l'arrondissement de Ville-Marie et autoriser une dépense maximale de 3 497 855,32 \$ (appel d'offres public 20-18018 - 5 soumissionnaires)

CA17 240466, 12 septembre 2017 :Accorder un contrat, d'une durée de 36 mois, de 1 374 609,87 \$ à 178001 Canada inc. Groupe Nicky pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté du Quartier des Spectacles et autoriser une dépense maximale de 1 374 609,87 \$ (appel d'offres public 17-16013 - 2 soumissionnaires)

CA17 240154, 11 avril 2017 : Autoriser une affectation de surplus, accorder un contrat, d'une durée de 7 mois, de 108 355,33 \$ à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien horticole et le maintien de la propreté de la place Émilie-Gamelin et autoriser une dépense maximale de 108 355,33 \$ (appel d'offres public 17-15970 - 5 soumissionnaires)

CA14 240629, 12 novembre 2014: Accorder un contrat de 959 518,53 \$ à (178001 Canada inc.) Groupe Nicky pour l'entretien du Quartier des spectacles pour une période de 3 ans, du 29 novembre

2014 au 28 novembre 2017, et autoriser une dépense maximale de 959 518,53 \$ (appel d'offres public 14-13945 – 3 soumissionnaires)

CA11 240647, 14 novembre 2011: Accorder un contrat de 1 530 679,90 \$ aux Entreprises G-L pour l'entretien du Quartier des spectacles pour une période de 3 ans, du 15 novembre 2011 au 14 novembre 2014, et autoriser une dépense maximale de 1 530 679,90 \$ (appel d'offres public VMP-11-022 – 2 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Le présent contrat a pour but d'assurer l'entretien et le déneigement manuel optimal et régulier des lieux tout au long de l'année au gré des divers événements présentés dans le Quartier des spectacles. La division des parcs et de l'horticulture ne dispose pas des effectifs et du matériel nécessaire pour assurer une présence en continu 7 jours sur 7 sur une plage horaire s'étendant de 6h à 23h. Nous ne disposons pas non plus d'infrastructures nous permettant d'occuper l'endroit directement sans avoir à nous baser dans les différentes cours de services de l'arrondissement.

Les travaux demandés:

-le ramassage des poubelles,

-le nettoyage des pavés et places publiques ainsi que le ramassage des déchets et résidus alimentaires ou autres sur le site du QDS incluant la place des festivals, la promenade des artistes, le parterre, l'esplanade tranquille et la place Émilie Gamelin.

JUSTIFICATION

La division des parcs et de l'horticulture par l'entremise du service de l'approvisionnement a procédé au lancement de l'appel d'offres le 21 juin 2023, pour une période de 25 jours. L'ouverture s'est déroulée le 15 août 2023.

Le Service de l'approvisionnement a reçu quatre (4) soumissions, soit:

- Groupe Nicky: 1 739 821,48 \$
- Services d'entretien Alphanet: 1 870 937,59 \$
- Urbex Construction: 3 052 792,52 \$
- Entrepreneur paysagiste Strathmore: 4 456 012,01 \$

Les résultats d'ouverture pour l'appel d'offres public ont été publiés dans SEAO.

L'estimation fournie par Ville-Marie avant l'ouverture des soumissions était : 2 562 884,73 \$, taxes incluses, pour 3 ans, sans inclure le (1) ans de prolongation.

SOUSSIONS CONFORMES	COÛT DE BASE (TAXES INCLUSES)	AUTRES (PRÉCISER) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Groupe Nicky	1 739 821,48 \$		1 739 821,48 \$
Service d'entretien Alphanet INC	1 870 937,59 \$		1 870 937,59 \$
Urbex Construction	3 052 792,52 \$		3 052 792,52 \$
Entrepreneur paysagiste Strathmore	4 456 012,01 \$		4 456 012,01 \$
Dernière estimation réalisée (\$)	2 562 183,86 \$		2 562 183,86 \$
Coût moyen des soumissions conformes reçues (\$)			2 779 890,90 \$
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			59,78%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (\$)			2 716 190,53 \$
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%)			156,12%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (\$)			-822 362,38 \$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			-32,10%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (\$)			131 116,11 \$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			7,54%

Comme requis pour tout octroi de contrat d'exécuter de travaux, les validations requises à l'effet que Groupe Nicky (plus bas soumissionnaire) ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ni de la liste du registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), et qu'aucun des administrateurs, dirigeants ou actionnaires ne fait partie de la liste des personnes qui doivent être déclarées non conformes en vertu de la RGC ont été faites le 23 août 2023.

L'entreprise déclare qu'elle emploie moins de 50 employés et n'est donc pas assujettie aux obligations prévues dans la Charte de la langue française

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds pour assumer les coûts des travaux proviendront des imputations budgétaires spécifiées dans l'intervention des services administratifs concernant le présent dossier.

- VOIR TABLEAU ASPECT FINANCIER EN PIÈCE JOINTE

Les services précités seront rendus selon l'offre de services soumise par le fournisseur.

Montant du contrat : 1 739 821,48 \$ taxes incluses

Montant des contingences : 173 982,15 \$ taxes incluses (10%)

Montant de la dépense maximale : 1 913 803,63 \$, taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

La ville de Montréal souhaite réduire au maximum ses émissions de gaz à effet de serre (GES). De ce fait, les employés liés à ce contrat seront déployés directement sur place, réduisant ainsi les déplacements avec véhicules.

Le formulaire Montréal 2030 se retrouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Validation du processus d'approvisionnement :

Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Nancy LAINEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
c/s parcs et horticulture <<arr>>

Tél : 514-246-3708

Télocop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Elise MEUNIER
chef(fe) de section - parcs et horticulture
(arrondissement)

Tél :

514-206-0166

Télocop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2023-09-06

Dossier # : 1235876003

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture

Objet : Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)



SEAO _ Résultats d'ouverture.pdf_Grille d'analyse Montréal 2030.pdf



Aspect financier dossier 1235876003 Groupe Nicky.pdf Bordereau de soumission.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julien VERRONNEAU
c/s parcs et horticulture <<arr>>

Tél : 514-246-3708
Télécop. :



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 23-20038

Numéro de référence : 1737189

Statut : En attente de conclusion du contrat

Titre : Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du quartier de spectacles

Informations sur l'avis

Titre de l'avis : Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du quartier de spectacles

Date de fermeture de l'avis : 2023-08-15 Avant 13h30, Heure légale du Québec

Date de publication des résultats d'ouverture : 2023-09-06 14 h 20

Organisme : **Ville de Montréal**
Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement
255 boulevard Crémazie Est
#400
Montréal, QC
H2M1L5

Contact(s) : Nancy Lainey
Courriel : nancy.lainey@montreal.ca

Geneviève Leary
Courriel : genevieve.leary@montreal.ca

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

178001 CANADA INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis 
178001 CANADA INC. 9771 rue Waverly Montréal, (QC) CAN H3L 2V7	1141894387	Monsieur Nick Luongo Téléphone : 514 381-2986 Télécopieur : 514 381-0567	1 739 821,48 \$

SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis ?
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. 640, boul. Guilmond Longueuil, (QC) CAN J4G1P8	1143257690	Monsieur Alejandro Figueroa Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	1 867 488,34 \$

CONSTRUCTION URBEX INC.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis ?
CONSTRUCTION URBEX INC. 3410 Rue Hormidas-Deslauriers H8T 3P2 Montréal, (QC) CAN H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com	1161557807	Monsieur Marc-André Bastien Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	3 052 792,52 \$

ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis ?
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, (QC) CAN H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro	1143413681	Monsieur Gordon Milligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	4 658 604,05 \$

Important : Le nom des soumissionnaires ainsi que leur prix total respectif sont divulgués sous réserve de vérification ultérieure.

Résultats saisis par d'autres organisations**Organisations**

Organisation Avis

Montant du contrat

Montant total incluant les options

Aucun résultat saisi pour le moment

© 2003-2023 Tous droits réservés

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1235876003

Unité administrative responsable : Division des parcs et de l'horticulture, *Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie*

Projet : Accorder un contrat de 1 739 821,48 \$ taxes incluses, pour une durée de 3 ans , du 1 novembre 2023 au 31 octobre 2026, à 178001 Canada inc.(Groupe Nicky), pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles pour l'arrondissement de Ville-Marie, avec une (1) options de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires.

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Priorité 1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050</i> <i>Priorité 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision</i> <i>Priorité 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

- *L'entretien horticole régulier des arbres, arbustes et vivaces vont permettre de préserver la biodiversité du parc de Dieppe et ainsi contribuer à augmenter la canopée montréalaise comme la stratégie Montréal 2030, le Plan climat 2020-2030 de la Ville de Montréal le préconise afin de contrer les îlots de chaleur et d'améliorer la qualité de l'air;*
- *Un arrosage adéquat pour chaque type de végétaux va également favoriser leur survie, leur établissement dans leur milieu ainsi que leur croissance;*
- *Le désherbage contribue à l'éradication de l'herbe à poux et des plantes envahissantes sur le territoire montréalais. À cet effet, l'arrondissement de Ville-Marie contribue année après année à la campagne d'arrachage de l'herbe à poux de l'Association pulmonaire du Québec et exerce ainsi différentes mesures de contrôle sur son territoire;;*
- *L'entretien arboricole du parc va également assurer la sécurité des usagers qui déambulent dans l'espace;*
- *L'entretien et le nettoyage du parc de Dieppe va notamment favoriser le sentiment de sécurité des différents usagers des lieux en plus de rendre l'endroit plus accueillant et convivial pour toutes les populations qui vont le fréquenter;*
- *L'entretien régulier et les réparations mineures favorise le maintien et l'intégrité des infrastructures en évitant l'usure et la désuétude prématurées des structures et aussi l'aggravation de bris mineurs, ce qui favorise la conservation de milieux de vie de qualité;*
- *Le déneigement du parc l'hiver va favoriser l'accessibilité universelle durant les quatre saisons;*
- *Le déneigement du parc l'hiver va aussi favoriser les déplacements actifs dans ce secteur.*

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses


	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			X
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal 	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE
Numéro d'appel d'offres	23-20038	
Titre de l'appel d'offres	Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du quartier de spectacles	
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme	
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire	
Nom du soumissionnaire <i>(Selon le Registre des entreprises du Québec)</i>	178001 Canada Inc / Groupe Nicky	
Numéro d'entreprise (NEQ)	1141894387	
Adresse du soumissionnaire	9771 rue Waverly, Montreal, Québec H3L 2V7	
<i>Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).</i>		

Précisions relatives aux garanties de soumission

*Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*

Le DONNEUR D'ORDRE confirme qu'AUCUNE garantie de soumission n'est requise par les présentes.

Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du quartier de spectacles	1,513,217.20 \$	75,660.86 \$	150,943.42 \$	1,739,821.48 \$

Si vous utilisez le bordereau de prix numérique (EXCEL): SVP, Remplir les cases en vert uniquement, les cases se rempliront automatiquement

Dossier # : 1235876003

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture

Objet : Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS



23-20038 PV.pdf 23-20038_DetCha.pdf 23-20038_ TPC.pdf 23-20038_Intervention (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nancy LAINEY
Agent d'approvisionnement 2
Tél : 514-872-1028

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-01

Michael SAOUMAA
Chef de Section

Tél :

Division : Service de l'approvisionnement ,
Direction acquisition

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue dans les bureaux du Service du greffe, le **mardi 15 août 2023 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Valérie Morin, analyste juridique
 M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
 M. Simon Bélanger-Gagnon, analyste-rédacteur

APPEL D'OFFRES 23-20038

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du Quartier de spectacles » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

<u>Soumissionnaires</u>	<u>Prix</u>
178001 CANADA INC. (GROUPE NICKY)	1 739 821,48 \$
SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC.	1 867 488,34 \$
URBEX CONSTRUCTION INC.	3 052 792,52 \$
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	4 658 604,05 \$

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié les 21 juin et 27 juillet 2023 dans le quotidien Le Devoir ainsi que les 21 juin et 24 juillet 2023 dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/cfg

Vér. 1
S.A. 1

Valérie Morin
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 23-20038

Numéro de référence : 1737189

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service de maintien de la propreté et déneigement manuel du quartier de spectacles

<input type="checkbox"/> <u>Organisation</u>	<u>Contact</u>	<u>Date et heure de commande</u>	<u>Addenda envoyé</u>
<input type="checkbox"/> CONSTRUCTION URBEX INC. 3410 Rue Hormidas-Deslauriers H8T 3P2 Montréal, QC, H8T 3P2 http://www.urbexconstruction.com NEQ : 1161557807	<u>Monsieur Marc-André Bastien</u> Téléphone : 514 556-3075 Télécopieur : 514 556-3077	Commande : (2219652) 2023-06-27 12 h 18 Transmission : 2023-06-27 12 h 18	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Ouimet, Francis 1895 56e avenue Montréal, QC, H1A 2S2 NEQ : 2278030590	<u>Monsieur Francis ouimet</u> Téléphone : 514 915-0882 Télécopieur :	Commande : (2220923) 2023-06-29 14 h 07 Transmission : 2023-06-29 14 h 07	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> Société d'habitation et de développement de Montréal 800, boul. de Maisonneuve Est bureau 2200 Montréal, QC, H2L 4L8 http://www.shdm.org NEQ :	<u>Madame Karen MARDONADO-ARANA</u> Téléphone : 514 380-2178 Télécopieur :	Commande : (2217636) 2023-06-21 11 h 08 Transmission : 2023-06-21 11 h 08	Mode privilégié : Ne pas recevoir
<input type="checkbox"/> GROUPE LABERGE INC. 1837 Boul. Taschereau Longueuil, QC, J4K 2X9 NEQ : 1142134452	<u>Monsieur Guillaume Poulin</u> Téléphone : 514 820-7017 Télécopieur :	Commande : (2223057) 2023-07-06 9 h Transmission : 2023-07-06 9 h	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> NJE sécurité inc. 2663 rue allard Montréal, QC, h4e2i7 NEQ : 1176921147	<u>Monsieur justus Tshisungu</u> Téléphone : 514 575-4359 Télécopieur :	Commande : (2219299) 2023-06-26 20 h 30 Transmission : 2023-06-26 20 h 30	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/> SERVICES D'ENTRETIEN ALPHANET INC. 640, boul. Guilmond Longueuil, QC, J4G1P8 NEQ : 1143257690	<u>Monsieur Alejandro Figueroa</u> Téléphone : 450 651-1490 Télécopieur : 450 651-2614	Commande : (2219655) 2023-06-27 12 h 21 Transmission : 2023-06-27 12 h 21	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Télécopie 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Télécopie

Mode privilégié (devis) :
Télécopieur
Mode privilégié (plan) :
Messagerie (Purolator)

<input type="checkbox"/>	GSF CANADA INC. 4705, Louis B. Mayer Laval, QC, H7P 6G5 http://www.gsf-canada.com NEQ : 1147367677	Madame Francine Dassylva Téléphone : 450 686-0555 Télécopieur : 450 687-1110	Commande : (2218116) 2023-06-22 9 h 40 Transmission : 2023-06-22 9 h 40	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	9372-7758 Québec inc. 8101 Rue Elmslie, 100 Montréal, QC, H8N2W6 https://propaintplus.net NEQ : 1173399008	Madame Meagan Keough Téléphone : 514 370-1500 Télécopieur :	Commande : (2223402) 2023-07-06 14 h 50 Transmission : 2023-07-06 14 h 50	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	Entretien C9 10262 rue de la flore Montréal, QC, H1C 2B4 NEQ : 2278109063	Monsieur Wendy Pierre Téléphone : 514 210-7433 Télécopieur :	Commande : (2217956) 2023-06-21 19 h 23 Transmission : 2023-06-21 19 h 23	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	178001 CANADA INC. 9771 rue Waverly Montréal, QC, H3L 2V7 NEQ : 1141894387	Monsieur Nick Luongo Téléphone : 514 381-2986 Télécopieur : 514 381-0567	Commande : (2218268) 2023-06-22 12 h 34 Transmission : 2023-06-22 12 h 34	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 12 - Télécopie 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 35 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal, QC, H8N 2Z2 http://www.strathmore.pro NEQ : 1143413681	Monsieur Gordon Milligan Téléphone : 514 992-8010 Télécopieur : 866 844-4365	Commande : (2217847) 2023-06-21 15 h 12 Transmission : 2023-06-21 15 h 12	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
<input type="checkbox"/>	ORANGE PAYSAGEMENT INC. 33 rue Louis-Jolliet Saint-Charles-Borromée, QC, J6E7Y8 NEQ : 1175981951	Monsieur Max-Émile Boucher Téléphone : 450 271-6696 Télécopieur :	Commande : (221458) 2023-07-03 10 h 26 Transmission : 2023-07-03 11 h 17	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
<input type="checkbox"/>	SODEM INC. 2099, boul. Fernand Lafontaine Longueuil, QC, J4G2J4 NEQ : 1142830182	Madame Valérie Pottier Téléphone : 514 527-9546 Télécopieur : 450 646-9832	Commande : (2219668) 2023-06-27 12 h 40 Transmission : 2023-06-27 12 h 40	3966745 - 23-20038_Addenda_1 2023-07-24 11 h 11 - Courriel 3968623 - 23-20038_Addenda_2 2023-07-28 15 h 34 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

- Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
- Organisme public.

No de l'appel d'offres

23-20038

Agent d'approvisionnement

Nancy Lainey

Conformité

(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Total ()					- \$	- \$
Total ()					- \$	- \$
178001 Canada Inc - Groupe Nicky						
	LOT1	Main d'œuvre	1.1	Homme de service QDS	883 036,00 \$	1 015 270,64 \$
			1.2	Homme de service Place Émilie-Gamelin	546 781,20 \$	628 661,68 \$
	LOT2	Nettoyages saisiniers	2.1	Nettoyage du printemps	35 700,00 \$	41 046,08 \$
			2.2	Nettoyage automnal	47 700,00 \$	54 843,08 \$
Total (178001 Canada Inc - Groupe Nicky)					1 513 217,20 \$	1 739 821,48 \$
Services d'entretien Alphabet INC						
	LOT1	Main d'œuvre	1.1	Homme de service QDS	956 480,00 \$	1 099 712,88 \$
			1.2	Homme de service Place Émilie-Gamelin	559 776,00 \$	643 602,46 \$
	LOT2	Nettoyages saisiniers	2.1	Nettoyage du printemps	66 000,00 \$	75 883,50 \$
			2.2	Nettoyage automnal	45 000,00 \$	51 738,75 \$
Total (Services d'entretien Alphabet INC)					1 627 256,00 \$	1 870 937,59 \$
URBEX CONSTRUCTION INC.						
	LOT1	Main d'œuvre	1.1	Homme de service QDS	1 600 737,60 \$	1 840 448,06 \$
			1.2	Homme de service Place Émilie-Gamelin	937 624,80 \$	1 078 034,11 \$
	LOT2	Nettoyages saisiniers	2.1	Nettoyage du printemps	61 344,00 \$	70 530,26 \$

No de l'appel d'offres

23-20038

Agent d'approvisionnement

Nancy Lainey

Conformité (Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Description du lot	Num. d'Item	Description d'item	Données	
					Montant sans taxes	Montant taxes incluses
URBEX CONSTRUCTION INC.	LOT2	Nettoyages saisonniers	2.2	Nettoyage automnal	55 473,00 \$	63 780,08 \$
Total (URBEX CONSTRUCTION INC.)					2 655 179,40 \$	3 052 792,52 \$
Entrepreneur paysagiste Strathmore						
	LOT1	Main d'œuvre	1.1	Homme de service QDS	2 186 240,00 \$	2 513 629,44 \$
			1.2	Homme de service Place Émilie-Gamelin	1 279 488,00 \$	1 471 091,33 \$
	LOT2	Nettoyages saisonniers	2.1	Nettoyage du printemps	357 014,64 \$	410 477,58 \$
			2.2	Nettoyage automnal	229 098,24 \$	263 405,70 \$
Total (Entrepreneur paysagiste Strathmore)					4 051 840,88 \$	4 658 604,05 \$

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : No du GDD :

Titre de l'appel d'offres :

Type d'adjudication :

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : - - Nombre d'addenda émis durant la période :

Ouverture originalement prévue le : - - Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : - - Délai total accordé aux soumissionnaires : jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : Nbre de soumissions reçues : % de réponses :

Nbre de soumissions rejetées : % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : jrs Date d'échéance initiale : - -

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	<input checked="" type="checkbox"/>	# Lot
178001 Cananda Inc - Groupe Nicky	1 739 821,48 \$	<input checked="" type="checkbox"/>	
Services d'entretien Alphabet INC	1 870 937,59 \$	<input type="checkbox"/>	
URBEX CONSTRUCTION INC.	3 052 792,52 \$	<input type="checkbox"/>	
Entrepreneur paysagiste Strathmore	4 456 012,01 \$	<input type="checkbox"/>	

Information additionnelle

Préparé par : Le - -

Dossier # : 1235876003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division des parcs et de l'horticulture
Objet :	Accorder un contrat à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky) pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans avec une option de renouvellement - Autoriser une dépense maximale de 1 913 803,63 \$, taxes et contingences incluses (appel d'offres public 23-20038 - 4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1235876003.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-06

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1235876003

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, un contrat pour l'entretien et le déneigement du Quartier des Spectacles, pour l'arrondissement de Ville-Marie, pour une durée de 3 ans, soit du 1 novembre 2023 au 1 avril 2026, avec une (1) options de renouvellement à 178001 Canada inc. (Groupe Nicky), plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 1 739 821,48 \$, taxes incluses, le tout conformément au cahier des charges (appel d'offres public 23-20038);

Autoriser à cette fin une dépense maximale de de 1 913 803,63 \$ taxes incluses, incluant des contingences de 173 982,15 \$ taxes incluses;

Procéder à une évaluation du rendement de 178001 Canada inc. (Groupe Nicky)."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 1 913 803,63 \$

	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	Total
Montant	106 322,42 \$	637 934,54 \$	637 934,54 \$	531 612,13 \$			1 913 803,63 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 1 747 557,80 \$

	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	Total
Montant	97 086,54 \$	582 519,27 \$	582 519,27 \$	485 432,73 \$			1 747 557,80 \$

Informations comptables:

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 20 098,38 \$

Déneigement pour l'ensemble du QDS (25% des heures) - portion 2023

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306133	03121	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 76 988,16 \$

Entretien horticole et maintien de la propreté pour l'ensemble du QDS (75% des heures + nettoyage automnal) - portion 2023

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306133	07165	54590	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM35876003
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Julie Roy

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 661-5813

Date: **2023-09-06**

Date et heure système : 06 septembre 2023 13:31:15



Dossier # : 1230175007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 250 \$

D'accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 000 \$ à Cultiver Montréal;
- 550 \$ au Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent ;
- 2 000 \$ à la Coop Les Valoristes;
- 500 \$ au Jardin communautaire Sainte-Catherine;
- 600 \$ au Jardin Communautaire Georges-Vanier;
- 600 \$ au Comité du jardin communautaire St-André;
- 3 000 \$ à l'Espace LGBTQ+;
- 5 000 \$ à l'Entraide Léo Théorêt.

D'imputer cette dépense totale de 13 250 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 12:25

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1230175007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 250 \$

CONTENU

CONTEXTE

Les élus-es de l'arrondissement de Ville-Marie souhaitent contribuer financièrement auprès des organismes suivants. À titre d'information, les organismes ont été identifiés selon leur adresse dans les districts concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Montant	Nom de l'organisme et coordonnées	District
1 000 \$	Madame Isabelle Gareau Cultiver Montréal 6450 avenue Christophe-Colomb Montréal (Québec) H2S 2G7 Téléphone: 438-63-3985 ig@cultivermontreal.ca	Rosemont—La Petite-Patrie
550 \$	Monsieur Masud Alam Mannan Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent Address: 184 Rue Ontario Est. Montréal (Québec) H2X 1 H1 Téléphone: 514 609 6656 masudtanzim7336@gmail.com	Saint-Jacques
2 000 \$	Madame Marica Vazquez Tagliero Coop Les Valoristes 1710 r. Beaudry - local 2.3 Montréal (Québec) H2L3E7 maricatagliero@cooplesvaloristes.ca	Saint-Jacques

500 \$	<p>Madame Marie-Claude Vézina Jardin communautaire Sainte-Catherine 4-1180, boul. De Maisonneuve EST Montréal (Québec) H2L 5B8 Téléphone: 514 627-7684 jardinstecatherine@gmail.com</p>	Saint-Jacques
600 \$	<p>Monsieur Éric Fortin Jardin Communautaire Georges-Vanier 1814-235 rue Peel Montréal (QC) H3C 0P8 fortew@icloud.com jardingeorgesvanier@gmail.com saptnomlebasi@gmail.com carolanneayotte@gmail.com Téléphone: 514-303-1643</p>	Peter-McGill
600 \$	<p>Monsieur Franck Delache Comité du jardin communautaire St-André franck_delache@yahoo.fr 828, rue Sherbrooke Est - Apt 401 Montréal (Qc) H2L 1K3</p>	Saint-Jacques
3 000 \$	<p>Madame Aliya Bacon-Therrien Espace LGBTQ+ 2187, rue Larivière Montréal (Québec) H2K 1P5 abacontherrien@espacelgbtqplus.org</p>	Saint-Jacques
5 000 \$	<p>Madame Bernadette Blindzi Entraide Léo Théorêt 2000 B Alexandre DeSève, Montréal, Qc, H2L 2W4 Téléphone (514) 521-0095 poste 110 Courriel adcoordo@entraideleotheorêt.org</p>	Sainte-Marie

TOTAUX PAR DISTRICT:

- Cabinet de la mairesse : 1 000 \$
- Saint-Jacques: 6 650 \$
- Sainte-Marie 5 000 \$
- Peter-McGill 600 \$

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans la situation de crise en cours, il est difficile de confirmer si ce.s projet.s aura(ont) besoin d'ajustements ou d'adaptations. Si la situation perdure, la Ville et l'organisme devront convenir des besoins d'ajustements ou d'adaptations requis.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

Tél : 514.868.5531
Télécop. : 514 872-8347

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-29

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. : 514 868-3548

Dossier # : 1230175007

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet : Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 250 \$

DOCUMENTS FINANCIERS:



Aspect financier_1230175007.pdf

LISTE DES ORGANISMES:



Liste des organismes_1230175007.pdf

DEMANDES DES ORGANISMES:



Cultiver Montréal.pdf Les Valoristes, coopérative de solidarité.pdf



Comité du jardin communautaire St-André.pdf Entraide Léo Théorêt.pdf



Espace LGBTQ+.pdf Jardin communautaire Faubourg Saint-Laurent.pdf



Jardin Communautaire Georges-Vanier.pdf Jardin communautaire Sainte-Catherine.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghania FRIKH
Chargée de secrétariat

Tél : 514.868.5531
Télécop. : 514 872-8347

CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DU 04-07-2023 – CONTRIBUTIONS DES ÉLUS-ES / DOSSIER 1230175007

Organisme demandeur	Projet	Siège social - District
<p>Madame Isabelle Gareau Cultiver Montréal 6450 avenue Christophe-Colomb Montréal (Québec) H2S 2G7 Téléphone: 438-63-3985 ig@cultivermontreal.ca</p>	<p>Lancement officiel de la Tournée des agricultures montréalaises, événement régional invitant la communauté montréalaise à aller à la rencontre des acteurs et actrices des agricultures urbaines et de leurs projets durant les mois d'août et de septembre. Le soutien financier aidera au déploiement de cet événement majeur. Destinataire : Mairesse et élus-es</p>	<p>Rosemont—La Petite-Patrie</p>
<p>Monsieur Masud Alam Mannan Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent 184 Rue Ontario Est. Montréal (Québec) H2X 1 H1 Téléphone: 514 609 6656 masudtanzim7336@gmail.com</p>	<p>Demande de contribution pour le fonctionnement de l'organisme. Destinataire: Robert Beaudry</p>	<p>Saint-Jacques</p>
<p>Madame Marica Vazquez Tagliero Coop Les Valoristes 1710 r. Beaudry - local 2.3 Montréal (Québec) H2L3E7 maricatagliero@cooplesvaloristes.ca</p>	<p>Maintenir et de promouvoir les projets de dépôts de l'organisme et la participation de bénévoles valoristes. Destinataire: Robert Beaudry</p>	<p>Saint-Jacques</p>
<p>Madame Marie-Claude Vézina Jardin communautaire Sainte-Catherine 4-1180, boul. De Maisonneuve EST Montréal (Québec) H2L 5B8 Téléphone: 514 627-7684 jardinstecatherine@gmail.com</p>	<p>Acheter de nouvelles vivaces et annuelles pour diversifier la flore du jardin afin d'attirer davantage de pollinisateurs et contribuer à combattre les îlots de chaleur. - Aménager une oasis afin de créer une aire protégée pour assurer le rétablissement et la survie du papillon monarque et des abeilles qui sont en danger et permettre d'acheter de nouveaux outils de jardinage. Destinataire: Robert Beaudry</p>	<p>Saint-Jacques</p>
<p>Monsieur Éric Fortin Jardin Communautaire Georges-Vanier 1814-235 rue Peel Montréal (QC) H3C 0P8 fortew@icloud.com jardingeorgesvanier@gmail.com saptnomlebasi@gmail.com carolanneayotte@gmail.com Téléphone: 514-303-1643</p>	<p>Projets d'amélioration, entretenir le site, acheter des outils de jardinage et organiser des activités rassembleuses pour les jardiniers telles que BBQ, déjeuners-corvées et le traditionnel pique-nique de fin d'année. Destinataire : Mairesse</p>	<p>Peter-McGill</p>
<p>Monsieur Franck Delache Comité du jardin communautaire St-André franck_delache@yahoo.fr 828, rue Sherbrooke Est - Apt 401 Montréal (Qc) H2L 1K3</p>	<p>Demande de soutien financier demandée pour réaménager le jardin. Destinataire: Robert Beaudry</p>	<p>Saint-Jacques</p>
<p>Madame Aliya Bacon-Therrien Espace LGBTQ+ 2187, rue Larivière Montréal (Québec) H2K 1P5 abacontherrien@espaceqbtqplus.org</p>	<p>Rénovations l'immeuble au 929 rue Sainte-Catherine Est pour accueillir les organismes communautaires pour l'été 2025. Destinataire: Robert Beaudry</p>	<p>Saint-Jacques</p>
<p>Madame Bernadette Blindzi Entraide Léo Théorêt 2000 B Alexandre DeSève, Montréal, Qc, H2L 2W4 Téléphone (514) 521-0095 poste 110 Courriel adcoordo@entraideleotheoret.org</p>	<p>Financer l'amélioration de la cuisine collective de l'organisme. La cuisine d'urgence est située dans le sous-sol du presbytère Sacré-Cœur de Jésus, les murs de la cuisine ont grand besoin de rafraîchissement. L'aide financière servira à acheter de la céramique et à payer les services d'un poseur de céramique. Destinataire: Cabinet</p>	<p>Sainte-Marie</p>

TOURNÉE DES AGRICULTURES MONTRÉALAISES

La Tournée des agricultures montréalaises s'inscrit dans le programme collaboratif de rayonnement des agricultures urbaines de Cultiver Montréal. Elle invite la communauté du Grand Montréal à aller à la rencontre des acteur.trice.s en agriculture urbaine et de leurs projets à travers plusieurs circuits d'une journée offrant des arrêts pédagogiques et festifs durant les mois d'août et de septembre.



Cultiver
Montréal

01 CULTIVER MONTRÉAL

Réseau multisectoriel, Cultiver Montréal rassemble, accompagne, soutient et fait rayonner toutes les formes d'agricultures urbaines et périurbaines du Grand Montréal, en concertation avec ses membres.

Force pivot entre son Réseau, les grandes instances politiques et les montréalais.e.s, Cultiver Montréal œuvre au développement d'une ville durable, résiliente et nourricière, notamment grâce au déploiement de :

1. Projets et programmes régionaux collaboratifs
2. Espaces uniques de concertations et réflexions stratégiques
3. Levier politique par la représentation et le plaidoyer

C'est en plaçant les acteur.trice.s au centre de son écosystème, que le réseau de membres des agricultures montréalaises peut ainsi répondre à leurs besoins, dans une perspective de soutien et de développement continu. La force des actions de Cultiver Montréal s'appuie sur son modèle de gouvernance, de concertation constante de ses membres et d'écoute attentive des besoins des Montréalais.e.s en matière de d'agriculture.





02 PRÉSENTATION

La Tournée des agricultures montréalaises s'inscrit dans le programme collaboratif de rayonnement des agricultures urbaines et périurbaines de Cultiver Montréal. Elle invite la communauté du Grand Montréal à aller à la rencontre des acteur.trice.s en agriculture urbaine et de leurs projets à travers plusieurs circuits d'une journée offrant des arrêts pédagogiques et festifs, pensés pour être accessibles en vélo, transport en commun et covoiturage, durant les mois d'août et de septembre.

Sont au rendez-vous : visites d'une diversité d'initiatives afin de découvrir la richesse des projets d'agriculture urbaine; récoltes et transformation alimentaire pour une sensibilisation à l'alimentation saine et locale; ateliers pédagogiques et activités collectives pour appréhender l'agriculture urbaine de façon concrète. Cette Tournée renforce la capacité d'action des communautés en les invitant à s'impliquer directement au sein du mouvement. Véritable porte ouverte sur le milieu prolifique et diversifié de l'agriculture à Montréal, la Tournée des agricultures montréalaises est le rendez-vous estival des amateurs et amatrices d'agriculture urbaine.

03 DÉROULEMENT

La communauté montréalaise pourra s'inscrire à plusieurs types de circuits, de différentes longueurs, à divers endroits sur l'Île de Montréal. En moyenne, chacun des circuits sera rythmé par 3 arrêts mettant en valeur la complémentarité des projets, valorisant la diversité des agricultures.

1. Visite terrain d'un projet d'agriculture urbaine, accompagnée par le/la porteur.se de projet
2. Récoltes et transformation alimentaire collective dans un potager urbain
3. Atelier pédagogique sur l'agriculture urbaine et la biodiversité et/ou activité collective de champs





04 BESOINS DU MILIEU

La Tournée répond à plusieurs besoins des acteur.trice.s en agriculture urbaine, mais aussi de la communauté montréalaise.

Besoins adressés pour les acteur.trice.s en agricultures urbaines et périurbaines:

- Renforcement du maillage entre l'agroécosystème montréalais et sa communauté
- Rayonnement et promotion des initiatives, projets et actions des acteur.trice.s en agriculture urbaine du Grand Montréal
- Vitrine régionale de la diversité et richesse des agricultures urbaines et périurbaines
- Améliorer l'accès au marché montréalais pour les produits sains et locaux

Besoins adressés pour la communauté montréalaise :

- Sensibilisation à l'engagement social, communautaire et environnemental par la pratique de l'agriculture urbaine
- Renforcement du maillage de la communauté montréalaise avec son agroécosystème et ses acteur.trice.s
- Implication de la communauté montréalaise dans les projets d'agricultures urbaines

05 RETOMBÉES 2022 ET OBJECTIFS 2023

	ÉDITION 2022	ÉDITION 2023*
CITOYEN.NE.S PARTICIPANT.E.S	150	250
PROJETS EN AGRICULTURES URBAINES ET PÉRIURBAINES VISITÉS	34	50
MEMBRES ACTIF.VE.S DES AGRICULTURES MONTRÉALAISES PARTICIPANT.E.S	24	30
ARRONDISSEMENTS ATTEINTS	14	18

** Pour l'édition 2023, de nouveaux indicateurs seront comptabilisés afin de bonifier la mesure d'impact de la Tournée des agricultures montréalaises*





06 ÉQUITÉ ET INCLUSION

Pour l'édition 2023, Cultiver Montréal offrira la possibilité aux personnes à mobilité réduite et aux Montréalais.e.s excentré.e.s de participer à la vie communautaire et sociale de leur territoire en proposant **une offre de transport inclusif et/ou adapté**. Il est important de démontrer la pertinence et la nécessité de leur présence dans les projets en agricultures urbaines du Grand Montréal.

De plus, Cultiver Montréal se concentrera sur le développement d'activités dans les quartiers historiquement marginalisés, présentant plusieurs vulnérabilités socio-économiques, tout en continuant ses activités sur le reste du territoire.

Lors du développement de la programmation et afin de rejoindre et de mobiliser la population aux différentes excursions, Cultiver Montréal privilégie l'émergence d'activités accessibles à pied, à vélo ou près d'un type de transport en commun.

07 PORTRAIT DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Afin d'attester de l'intergénérationnalité et de l'inclusivité du projet, Cultiver Montréal établira un portrait de la participation citoyenne de la Tournée 2023 tout au long des événements. Les indicateurs ciblés permettront également de garantir l'expansion du projet par des stratégies de communication et de financement adaptées. Seront étudiés pour chacun des participant.e.s :

- Arrondissement de provenance
- Âge
- Moyen de transport utilisé par accéder aux excursions
- Mobilité physique
- Niveau de connaissance en agriculture urbaine
- Impact de la Tournée sur l'implication future dans des projets en AU





08 COLLABORATEURS 2022

- Jardins pour tous
 - Santropol Roulant
 - Jardins des Patriotes
 - Ville en vert Villeray-Saint-Michel et Ahuntsic
 - Jardins communautaires Rosemont-la Petite-Patrie
 - Bouffe-Action de Rosemont
 - Éco de la Pointe-aux-Prairies
 - On sème
 - Jeunesse au Soleil
 - Club populaire des consommateurs de Pointe-Saint-Charles
 - Outremont en famille
 - Jardins collectifs de Montréal-Est
 - GRAME
 - CDC Plateau-Mont-Royal
 - La Maison d'Aurore
 - Coop CAUS
 - Grand Potager
 - Ferme Terra Millefolia
 - Vertcité Saint-Laurent
 - Les Jardins nourriciers de l'Avenue Mont-Royal
 - Coop de solidarité Éconord
 - La Fermette de Pointe-Saint-Charles
 - Comité citoyen Youville
- Commanditaires 2022:**
- Caisse Desjardins Sud-Ouest
 - Caisse Desjardins Plateau-Mont-Royal



DEVENEZ COMMANDITAIRE DE L'ÉVÉNEMENT !

AVANTAGES

Melon de Montréal
500\$ et +

Melon d'or
1000\$ et +

Melon de diamant
3000\$ et +

Votre logo sur :

- Le visuel de l'excursion commanditée
Campagne d'affichage et réseaux sociaux
- La bannière web de la Tournée 2023
Plateformes web et réseaux sociaux
- L'ensemble des visuels des excursions
Campagne d'affichage et plateformes web et réseaux sociaux



Mention comme commanditaire principal

Couverture média



Publication sur les réseaux sociaux :

- De remerciement pour votre soutien
- De promotion d'un service ou produit
De votre choix, en cohérence avec l'événement



Membrariat 2023 Cultiver Montréal

Uniquement pour les organisations oeuvrant en AU et APU du Grand Montréal



Attention : Les commanditaires sont confirmés par ordre d'arrivée et cohérence avec l'événement. Nous vous invitons donc à nous contacter rapidement.

MERCI D'ÊTRE SOLIDAIRES ET DE FAIRE DE CET ÉVÈNEMENT UN SUCCÈS ANNÉE APRÈS ANNÉE !

MERCI !

Vous avez des questions?

Isabelle Gareau
Coordonnatrice aux financements
et aux partenariats
ig@cultivermontreal.ca

<https://www.cultivermontreal.ca/>





Montréal, le 25 août 2023

Monsieur Robert Beaudry

Conseillé de la Ville de Montréal dans Ville-Marie
800, boulevard de Maisonneuve Est, 19^e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Objet: Demande d'aide financier provenant du budget discrétionnaire

Bonjour Monsieur Beaudry

Comme vous le savez déjà, *Les Valoristes, coopérative de solidarité* est une entreprise d'économie sociale à but non lucratif fondée en 2012. Notre mission est de favoriser et d'appuyer, dans une approche de gestion inclusive et participative, la récupération de matières consignées, recyclables et réutilisables par les valoristes, ainsi que faire connaître et reconnaître l'importance de leur contribution. À ce jour, la coopérative a entamé différentes démarches pour sensibiliser, informer et mobiliser la population québécoise concernant l'importance de ces personnes qui récupèrent sur une base régulière et principalement dans le domaine public, des matières consignées, recyclables ou réutilisables pour des raisons économiques, sociales ou environnementales. Ce travail qui peut sembler marginal et anodin permet, en fait, à la classe la plus pauvre de la société de se procurer les biens essentiels de base.

Comme seule organisation de Montréal à offrir des services adaptés aux valoristes, la Coop Les Valoristes cherche les moyens de poursuivre et d'étoffer son mandat et sa mission sociale au centre-ville de Montréal. Étape par étape,



depuis 2012, nous travaillons dans ce sens, avec la création des dépôts ponctuels, dépôts mobiles, dépôts temporaires, dépôt permanent en plus du seul projet de dépôt volontaire de verre non-consigné du centre-ville. Pour la saison 2023, nous continuons nos projets de dépôts consignes dans l'arrondissement Ville-Marie et pour ce faire nous comptons de nouveau avec notre équipe de bénévoles.

C'est dans ce contexte que nous faisons appel à votre enveloppe budgétaire de « discrétionnaire » pour nous permettre de maintenir et de promouvoir nos projets de dépôts et la participation de bénévoles valoristes. À cet effet, nous estimons qu'une somme de **2000\$** nous permettrait de remplir adéquatement notre rôle de promoteur de la participation de bénévoles et pour couvrir les frais de ces derniers liés à leur repas, boissons froides ou chaudes, à lavage de linge et à leur transport jusqu'au dépôt. À votre demande, nous serions disposés à vous faire parvenir nos états financiers et un bilan de notre entreprise collective.

Nous vous remercions de tout l'intérêt que vous portez à notre coopérative, à ce jour, et apprécions grandement votre soutien passé, présent et futur!

L'équipe coopérative de solidarité Les Valoristes.

Par Marica Vazquez Tagliero,
Coordonnatrice
Coop Les Valoristes
1710 r. Beaudry - local 2.3
H2L 3E7

Subvention pour le jardin communautaire St-André

1 message

franck Delache <franck_delache@yahoo.fr>

6 mai 2023 à 15 h 16

À : Robert BEAUDRY <robert.beaudry@ville.montreal.qc.ca>

Bonjour Monsieur Beaudry,

Je vous écris aujourd'hui afin de solliciter votre aide pour notre jardin communautaire. Durant l'hiver, le jardin a été entièrement refait par l'arrondissement de Ville-Marie. Nous sommes heureux de pouvoir profiter d'un jardin maintenant bien nivelé, malheureusement la réfection a aussi causé beaucoup de perte de nos vivaces et fleurs qui embellissaient le quartier.

Les membres du jardins sont bien mobilisés pour réaménager le jardin, mais cela coûte cher, notamment au vu de l'inflation importante ces derniers temps. Sachant les ressources limitées dont dispose le jardin communautaire, une contribution de 600\$ de votre part serait grandement appréciée et nous aiderait à poursuivre nos activités durant la saison.

En vous remerciant d'avance,

Franck Delache

Pour le comité du jardin communautaire St-André

828, rue Sherbrooke Est - Apt 401
Montréal (Qc) H2L 1K3

Arrondissement de Ville-Marie,
À l'intention de la direction de la culture, des
sports, de loisirs et du développement social
800, boulevard de Maisonneuve Est, 18^{ème} étage
Montréal, Québec, H2L 4L8

Bernadette Bindzi
Adjointe de coordination
514-521-0095, poste 109
adcoordo@entraideleotheoret.org

Montréal, le 24 août 2023

Objet : Demande de financement pour l'amélioration de notre cuisine collective de l'Entraide Léo Théorêt

Madame Frikh,

Nous venons solliciter votre générosité et votre solidarité pour nous aider à financer l'amélioration de notre cuisine collective.

Ce projet est essentiel pour permettre à notre organisme d'accueillir nos familles membres, dans un lieu propre et aux normes MAPAQ.

Entraide Léo Théorêt est un organisme à but non lucratif et reconnu comme un organisme de bienfaisance. Nous encourageons l'implication communautaire des gens qui demandent notre aide. Nous travaillons à accroître l'autonomie et à aider les gens qui sont défavorisés sur le plan affectif, matériel, physique ou éducationnel et à organiser un système d'entraide.

Travaillant sans relâche pour maintenir notre service principal d'aide alimentaire depuis plusieurs années, nous avons besoin de soutien pour assurer un milieu de travail adéquat pour nos bénévoles et employés.

La cuisine de notre service alimentaire d'urgence est située dans le sous-sol du presbytère Sacré-Cœur de Jésus, les murs de la cuisine ont grand besoin de rafraîchissement. Afin de continuer à satisfaire les critères d'hygiène et de sécurité associés à notre service de distribution alimentaire, nous souhaiterions votre appui. Cet argent nous servira à acheter de la céramique et à payer les services d'un poseur de céramique.

Nous vous prions d'agréer, toutes nos salutations distinguées.

Bernadette Bindzi

OBJET: Lettre de remerciement de la part du CA d'Espace LGBTQ+

L'équipe d'Espace LGBTQ+ aimerait vous remercier pour votre appui financier et symbolique envers notre projet pour l'année 2022-2023. Votre soutien nous a permis de continuer nos démarches visant l'acquisition d'un bâtiment au sein du Village inclusif. Nous sommes reconnaissant.e.s de cette opportunité, et tenons à le souligner. Nous aimerions également souligner le support que vous nous apportez depuis le début de nos activités. Il est crucial pour nous d'être entouré.e.s d'acteurs politiques ayant des impacts significatifs dans le quartier et qui croient au potentiel de notre projet.

Nous aimerions vous donner quelques nouvelles concernant notre projet. Le processus d'acquisition de l'immeuble au 929 rue Sainte-Catherine Est est à un point tournant. Nos dernières demandes financières ont été approuvées par nos bailleurs de fonds au cours des dernières semaines, signifiant que nous avons tous les fonds nécessaires pour acheter le bâtiment d'ici la fin juillet. D'ici août, nous serons propriétaires d'un édifice central et emblématique au sein du Village!

Ce projet ne pourrait pas avancer aussi vite sans l'encouragement de la communauté, de la société civile et de plusieurs acteurs clés. L'appui de certaines personnalités publiques, tel que vous envers notre projet, apporte de la crédibilité à celui-ci. Il reste encore de nombreuses étapes à franchir avant l'inauguration de l'Espace LGBTQ+ sur Sainte-Catherine Est.

Parmi ces prochaines étapes, nous tenons à vous confirmer que suite à l'acquisition, nous aurons une phase de consultation avec nos membres ainsi que le futur voisinage de l'espace. Par la suite, nous débuterons les rénovations de l'édifice pour, idéalement, accueillir les organismes communautaires pour l'été 2025. C'est dans le but de soutenir l'organisme Espace LGBTQ+ dans ces prochaines démarches, notamment en sécurisant la permanence, que nous aimerions solliciter votre aide à nouveau pour l'année 2023-2024. Nous sommes enthousiasmés par la perspective de franchir cette prochaine étape de notre projet, et nous croyons fermement que votre soutien financier de 3000 \$ sera le carburant dynamique qui nous propulsera vers le succès. Ensemble, nous pouvons surmonter cet obstacle et réaliser des avancées significatives vers la réalisation de notre vision commune.

Encore une fois, nous tenons à vous remercier de votre appui envers notre projet.

Cordialement,
Le CA d'Espace LGBTQ+

Montreal, August 2023

To: Mr Robert Beaudry
Conseiller de la ville (district de Saint Jacques)
Membre du comité exécutive, Développement économique et
Commercial, (Design et Habitation)
800 Boul Maisonneuve Est.
19th Floor, Montréal, Qc, H2L4LB

Re: Request to grant (subvention) to continue activités of Jardin communautaire Faubourg
Saint Laurent

Dear Mr. Beaudry,

I would like to inform you that the members of Jardin Communautaire Faubourg Saint
Laurent, are pleased by doing activities at the community Jardin, that the members of the
community garden need to buy some equipment to do more activities in 2023.

The members are requesting you to continue more support to the community gardens at
Jardin Communautaire Faubourg Saint Laurent. So that the members will be happy to do
more activities at the community garden.

I thank you for your cooperation to support the community garden and help the residents of
Jeanne Mance to continue activities.

Thank you,

Masud Alam Mannan
President
Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent
Address: 184 Rue Ontario Est.
Montréal, QC, H2X 1H1
Tel: 514 609 6656
Email: masudtanzim7336@gmail.com



Montréal, le 13 juillet 2023

Madame Valérie Plante

Mairesse de Montréal

Bonjour Madame la mairesse,

Les membres du comité du **Jardin communautaire Georges-Vanier**, Madame Isabel Montpas, Madame Carolanne Ayotte et moi-même, Éric Fortin, tenons à vous remercier chaleureusement pour votre généreux soutien accordé au fil des ans. Avec votre don de l'an dernier, nous avons pu planter un petit verger et organiser des activités sociales pour nos jardiniers. Encore une fois, un grand merci !

Comme vous le savez déjà, notre jardin existe depuis plus de 37 ans et joue un rôle primordial au coeur du centre-ville. Nous permettons à plusieurs concitoyens de pouvoir faire pousser leurs légumes tout en exerçant cette belle passion qu'est l'horticulture. Cette année, nous voulons continuer à améliorer notre site en y plantant des vivaces et arbustes et aussi y construire des bacs-jardinets pour permettre à un plus grand nombre de concitoyens d'avoir accès au jardinage.

Je vous écris donc à nouveau pour vous demander de l'aide financière pour nous permettre de réaliser ces projets d'amélioration, entretenir notre site, acheter des outils de jardinage et organiser des activités rassembleuses pour nos jardiniers telles que BBQ, déjeuners-corvées et notre traditionnel pique-nique de fin d'année.

Nous en profitons aussi pour vous inviter chaleureusement à venir nous rencontrer pour un **5 à 7 dimanche le 6 août 2023 dès 17h**. En espérant avoir la chance de vous montrer toutes les améliorations apportées au jardin au fil des ans grâce à votre soutien indéfectible.

Nous vous remercions à l'avance,

Très cordialement,

Éric Fortin

Président

Jardin Communautaire Georges-Vanier

fortew@icloud.com

514-303-1643

Tél.: 514-868-5296

robert.beaudry@montreal.ca

Suivez-moi sur Facebook: [@robertbeaudryelu](https://www.facebook.com/robertbeaudryelu)

----- Forwarded message -----

De : **Jardin Communautaire Ste-Catherine** <jardinstecatherine@gmail.com>

Date: mer. 2 août 2023, à 10 h 31

Subject: Demande commandite fête des récoltes

To: <robert.beaudry@montreal.ca>

Bonjour,

Nous tentons de vous rejoindre aujourd'hui pour une demande de commandite pour notre fête des récoltes au Jardin communautaire Sainte-Catherine.

Nous vous demandons d'utiliser le budget discrétionnaire mis à votre disposition pour nous octroyer un montant afin de nous aider à réaliser notre fête annuelle qui nous permet de nous réunir et de partager un repas entre les membres du jardin.

L'an passé, une vingtaine de personnes se sont réunies pour partager le repas et échanger sur leur expérience au jardin. Cela permet de renforcer les liens et de souder cette communauté qui rend notre quartier un peu plus vert et accueillant.

Nous vous remercions de votre collaboration, et vous prions d'accepter nos salutations les plus sincères,

Marie-Claude Vézina

Présidente du jardin

4-1180, boul. De Maisonneuve EST

Montréal, Qc H2L 5B8

514 627-7684

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Dossier # : 1230175007

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , -
Objet : Accorder, à même le budget de fonctionnement, des contributions à divers organismes pour un montant total de 13 250 \$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1230175007.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-08

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1230175007

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Accorder, à même le budget de fonctionnement, les contributions suivantes :

- 1 000 \$ à Cultiver Montréal;
- 550 \$ au Jardin communautaire Faubourg Saint Laurent ;
- 2 000 \$ à la Coop Les Valoristes;
- 500 \$ au Jardin communautaire Sainte-Catherine;
- 600 \$ au Jardin Communautaire Georges-Vanier;
- 600 \$ au Comité du jardin communautaire St-André;
- 3 000 \$ à l'Espace LGBTQ+;
- 5 000 \$ à l'Entraide Léo Théorêt."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 13 250,00 \$

	Années antérieures	2023
Montant		13 250,00 \$

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 13 250,00 \$

	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
Au:	2438	0010000	306161	01101	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-09-08**



Dossier # : 1235179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 20 000 \$

D'approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale;

D'accorder à cette fin une contribution de 20 000 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-08 11:09

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1235179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 20 000 \$

CONTENU

CONTEXTE

La Clinique Droits Devant (CDD) offre du soutien et un accompagnement juridique à des personnes en situation d'itinérance ou ayant connu une période d'itinérance et qui sont en processus de réinsertion sociale. Ses bénéficiaires sont confronté-e-s au cumul de contraventions liées à leur situation d'itinérance, notamment par l'application des règlements municipaux encadrant les espaces publics et le métro et peuvent aussi faire l'objet d'accusations criminelles liées à des délits mineurs. Une partie importante de la clientèle de la CDD fréquente l'arrondissement de Ville-Marie.

En participant au programme *Accompagnement-justice-itinérance à la cour municipale (PAJIC)*, les personnes intéressées sont conseillées sur les actions à prendre pour améliorer la situation judiciaire. Elles y prennent connaissance de leur situation judiciaire et se font accompagner lors des audiences à la cour municipale ou au palais de justice. Elles peuvent également y prendre des ententes pour le paiement des contraventions ou la réalisation de travaux compensatoires, se voir annuler des constats d'infraction, réduire le montant dû ou voir leur sentence réduite. L'information et l'accompagnement des personnes qui sont offerts par la CDD contribuent à leur sortie éventuelle du système judiciaire et de la rue et favorisent leur réinsertion sociale. La CDD collabore de manière étroite avec les organismes intervenant quotidiennement avec ces personnes désaffiliées.

En 2022-2023, 230 nouvelles personnes ont ouvert un dossier à la Clinique dans le but de connaître leur situation judiciaire, en comparaison de 135 nouveaux dossiers en 2021-2022 et 141 en 2020-2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240259 en date du 5 juillet 2022 : Approuver la convention, se terminant le 14 juillet

2023, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 17 000 \$

CA20 240103 en date du 10 mars 2020 : Approuver la convention, se terminant le 31 mars 2021, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 15 000 \$

CA18 240645 en date du 5 décembre 2018 : Approuver la convention, se terminant le 30 novembre 2019, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale ainsi que pour la tenue d'une activité publique de sensibilisation aux enjeux de cohabitation et accorder une contribution de 15 000 \$

CA17 240522 en date du 4 octobre 2017 : Approuver la convention, se terminant le 31 octobre 2018, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale ainsi que pour l'organisation d'une tournée de sensibilisation aux enjeux de cohabitation et accorder une contribution de 15 000 \$.

DESCRIPTION

Avec les années, aux côtés de la santé mentale et de la toxicomanie, la judiciarisation est devenue une problématique importante associée au phénomène de l'itinérance et peut freiner le processus de réinsertion sociale (recherche de logement, stabilisation du revenu, traitement des dépendances, services liés à la santé mentale, etc.) L'information et l'offre d'accompagnement offerts par l'organisme favorisent une prise en charge de leur situation judiciaire par les usagères et les usagers, ce qui constitue une étape de leur réinsertion sociale.

Le projet vise également d'offrir des ateliers (visite guidée du palais de justice et de la cour municipale, atelier sur les recours en cas d'abus de personnes en situation d'autorité, études de cas sur la sortie et l'analyse de dossiers de contraventions de personnes accompagnées) aux organismes partenaires afin de mieux comprendre le processus judiciaire et ainsi faciliter la référence et l'intervention auprès des usagers et usagères.

JUSTIFICATION

Les actions de la Clinique Droits Devant favorisent la prise en charge des usagers pour sortir ou se maintenir hors de la rue. La contribution permettra de continuer d'assurer le service auprès des usagers.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution versée provient du Fonds de soutien financier en développement social. Les versements se feront conformément aux clauses inscrites à la convention et cette dépense est imputée conformément aux interventions financières inscrites au présent dossier décisionnel.

	2023	Durée	2024	Durée
Clinique Droits devant	18 000 \$	4 mois	2 000\$	8 mois

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle du Plan stratégique Montréal 2030, en regard des priorités suivantes

- 8. « Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous »;
- 9. « Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire »;
- 10. « Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision »;
- 18. « Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire »

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les services offerts par la CDD contribuent à la déjudiciarisation des personnes en situation ou ayant connu une période d'itinérance et favorisent leurs démarches de réinsertion sociale.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Non applicable

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications se feront selon les modalités de visibilité prévues au protocole de communication publique (annexe 2) de la convention.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les activités se dérouleront en conformité avec le plan d'action et l'échéancier proposés par l'organisme et le projet fera l'objet d'un suivi de la part de l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-07-20

Gina TREMBLAY
Directrice - Culture, sports, loisirs et
développement social

Tél :

514 872-0831

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Chef de division - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831

Approuvé le : 2023-07-24



1235179010_Convention_Clinique Droits devant_2023-24.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, (arrondissement de Ville-Marie)**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CLINIQUE DROITS DEVANT**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 105, rue Ontario Est, bureau 214, Montréal (Québec) H2X 1G9, agissant et représentée par Sophie Sénécal, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

No d'inscription T.P.S. : 836826586 RR0001
No d'inscription T.V.Q. : 1169880532

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme aide les personnes en situation d'itinérance, qui l'ont été ou qui sont susceptibles de l'être, à reprendre en main leur situation judiciaire, principalement en ce qui a trait aux constats d'infractions (contraventions) liée à l'occupation de l'espace public à Montréal;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Fonds de soutien financier en développement social pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Fonds de soutien en développement social;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.6 « Responsable » : la directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les (installations ou locaux) de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;
- 4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;
- 4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de VINGT MILLE dollars (20 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de DIX-HUIT MILLE dollars (18 000 \$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un second versement au montant de DEUX MILLE dollars (2 000 \$), dans les trente (30) jours de la remise du rapport final comportant les informations demandées par la direction et qui doit être remis au plus tard le 14 octobre 2024.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 6

GOVERNANCE ET ÉTHIQUE

- 6.1** L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2** L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3** L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
- 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;
- 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

DÉFAUT

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
- 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
- 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 14 septembre 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 105, rue Ontario Est, bureau 214, Montréal (Québec) H2X 1G9 et tout avis doit être adressé à l'attention de la direction. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800 De Maisonneuve Est, 19e étage Montréal, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2023

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 2023

CLINIQUE DROITS DEVANT

Par : _____
Sophie Sénécal, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, le ___^e jour de _____ 2023. (Résolution _____).

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

PROJET

Soutien PSI judiciairisées-Clinique Droits devant_2023-24 en p.j. du sommaire.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ



Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

- 2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».
- 2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique : Ville-Marie
Montréal 

[Lien pour télécharger les logos.](#)

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
 - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
 - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
 - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



2.1.4 Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

du [nom du projet]. »

«[Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.**
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

En cas de doute ou pour recevoir des conseils, n'hésitez pas à nous contacter en amont.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Dossier # : 1235179010

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 20 000 \$



1235179010_Form_aspects financiers_CDD.pdf



PROJET 11913-Soutien PSI judiciairisées-Clinique Droits devant_2023-24.pdf



1235179010_CDD_Montréal 2030.pdf



REQ CDD_2023.pdf Déclaration Langue française_CDD.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin CRÉPEAU
Conseiller en développement communautaire

Tél : 438-354-9558

Télécop. :

N° de dossier :

Nature du dossier :

Fournisseur(s) :

Nombre de fournisseurs pour ce dossier :

[Lien vers Rechercher Fournisseurs](#) disponible dans GoFinances 2.0 (sous menu Utilitaires) -- Accès sécurisé --

[Lien pour une nouvelle inscription](#) ou une [modification](#) au "Fichier des fournisseurs" (cette étape doit être effectuée [par le fournisseur](#))

	Nom du fournisseur	Numéro (dans fichier des fournisseurs)
1.	CLINIQUE DROITS DEVANT	207714

Financement :

Précision

Montants annuels à prévoir : (Taxes incluses)

Commentaires:

	Années antérieures	2023	2024	2025	2026	2027	Années ultérieures	Total
Montant		18 000,00 \$	2 000,00 \$					20 000,00 \$

Durée du contrat (indiquer le nombre de mois) :

Date de début :
jour (si connu) mois année

Date de fin :
jour (si connu) mois année

Formulaire complété par :
Prénom, nom

Date et heure système : 12 juillet 2023 16:31:25

#11913 - Déjudiciarisation et inclusion des personnes en situation d'itinérance dans Ville-Marie - Demande de soutien financier (envoyée le 13 juillet 2023 à 07:43)

Nom de l'organisme	Mission
Clinique Droits Devant	La Clinique Droits Devant aide les personnes en situation d'itinérance, qui l'ont été ou qui sont susceptibles de le devenir, à régler leurs problèmes de judiciarisation qui entravent la reprise en main de leur vie et leur réinsertion sociale. Elle offre de la formation, des services d'information juridique, de sortie de dossiers, d'accompagnement social tout au long de la procédure pénale ou criminelle, des références vers des organismes favorisant leur rétablissement et de l'intégration dans des programmes spécifiques à la cour municipale de Montréal.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Ville-Marie- Appel de projets - Fonds de soutien financier en développement social - ITINÉRANCE / INCLUSION SOCIALE (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Déjudiciarisation et inclusion des personnes en situation d'itinérance dans Ville-Marie
Numéro de projet GSS: 11913

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Bernard

Nom: St-Jacques

Fonction: Directeur(trice) général(e)

Numéro de téléphone: (438) 398-1031

Numéro de télécopieur: (514) 303-2313

Courriel: direction@cliniquedroitsdevant.org

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Bernard

Nom: St-Jacques

Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2023-09-15	2024-09-14

Date limite de réception du rapport final ⓘ
2024-10-15

Résumé du projet

La Clinique Droits Devant offre un accompagnement social dans la sphère judiciaire aux personnes en situation d'itinérance et en sortie de rue, principalement concernant les contraventions, qu'elles reçoivent la plupart du temps dans les espaces publics, et des accusations criminelles liées à des délits mineurs dont elles font l'objet. Une part importante des personnes qui se présentent à ses bureaux fréquentent aussi différents services de l'arrondissement Ville-Marie. L'organisme est tout indiqué afin d'accueillir ces personnes et de les accompagner dans le règlement de leur situation judiciaire tout en s'inscrivant à part entière au sein de la communauté des organismes intervenant quotidiennement avec ces personnes désaffiliées. L'information et l'offre d'accompagnement des personnes par le biais de l'intervention sociale, en particulier dans le PAJIC (Programme accompagnement justice itinérance à la cour municipale), constituent une bonne réponse en vue de leur sortie éventuelle du système judiciaire et afin de favoriser leur inclusion sociale.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Favoriser la compréhension et l'amélioration de la situation judiciaire de 65 personnes fréquentant des organismes de l'arrondissement Ville-Marie d'ici un an

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)

Régularisation totale ou partielle de la situation judiciaire de personnes en situation d'itinérance et de sortie de rue par de l'accueil, de l'accompagnement et d'autres interventions

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

Intégration de 20 personnes au PAJIC (Programme accompagnement justice itinérance à la cour)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	20			

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

75 sorties de dossiers à la cour municipale et au Palais de justice de Montréal

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	75			

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

15 ententes de paiement et de travaux compensatoires réalisées à la cour municipale et au Palais de justice

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	15			

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

400 contacts à l'accueil et en suivi des personnes (réponses aux questions, informations aux personnes et aux intervenants, suivis téléphoniques ou en personne, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	400			

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)

7 formations destinées aux organismes partenaires de la Clinique Droits Devant dont une bonne part sont des organismes Piliers issus de l'arrondissement Ville-Marie

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	7		3		

Mesures des résultats**Précision**

Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)

Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)

Par des questionnaires remplis avant et après par les participants

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme

No civique: 105

Rue: Ontario Est

Numéro de bureau: 214

Code postal: H2X 1G9

Ville: Ville de Montréal

Ville précision:

Priorités d'intervention

- Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre: Lutte contre la pauvreté
- Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre: Engagement social et communautaire

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	70	18	2	90

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes âgées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Personnes seules

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personne vivant avec des problèmes de santé mentale
- Personne en situation d'itinérance
- Personnes ayant des problèmes de toxicomanie

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?

Oui

Informations complémentaires:

Tout d'abord, l'accueil de l'organisme a ceci de particulier qu'il est inconditionnel et universel, s'adressant à tous les types de populations itinérantes. De plus, différentes approches sont tentées au moment de l'ouverture du dossier des personnes, comme le fait d'adresser l'identité autochtone, trans et non binaire ou encore le fait de demander le pronom que la personne souhaite qu'on emploie avec elle. Une fois les démarches enclanchées, On peut aussi accorder une spécificité à l'intervention à réaliser, par exemple en référant la personne issue d'une communauté autochtone vers des ressources adaptées. Par ailleurs, concernant les personnes à identité trans, on peut voir si des démarches sont en cours ou souhaitées concernant le nom légal ou le changement de nom et si tel est le cas, la Clinique peut offrir des outils et référer les personnes. Un chantier a aussi été lancé cette année en vue de tenir des discussions en équipe et d'aller sur des lieux de concertation en vue de se former sur les questions liées à l'ADS +, le tout afin de répondre au mieux aux besoins de toutes les personnes souhaitant être accompagnées. Des démarches sont aussi en cours afin de rejoindre des personnes fréquentant des ressources pour femmes et d'élargir le bassin d'organismes Piliers en ce sens.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Cour municipale de Montréal

Précision: Poursuite, perception et cabinet des juges

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Non
Expertise-conseil		Non

Adresse courriel:

Numéro de téléphone:

Adresse postale: 775 Gosford

Ville: Ville de Montréal

Province: Québec

Code postal: H2Y 1A8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)

Précision: 31 organismes dont 19 de l'arrondissement: CACTUS, YMCA, Dans la rue, En Marge 12-17, Auberge communautaire Le Tournant, le Sac à dos, Passages, RÉZO, etc.

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Non
Participation au comité aviseur / Concertation		Non
Références		Non

Adresse courriel:

Numéro de téléphone:

Adresse postale: 105 rue Ontario Est, suite 204

Ville: Ville de Montréal

Province: Québec

Code postal: H2X 1G9

Nom du partenaire: Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) / Emploi et Développement social Canada

Précision: Vers un chez soi

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	77 256,04 \$	Oui

Nom de la personne ressource: Véronique Denis

Adresse courriel: vers-un-chez-soi.ccsmtl@ssss.gouv.qc.ca

Numéro de téléphone: (514) 303-2227

Adresse postale: 1311 rue Sherbrooke Est

Ville: Ville de Montréal

Province: Québec

Code postal: H2L 2M3

Nom du partenaire: Autofinancement

Précision: Autres financements Clinique Droits Devant

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	37 302,30 \$	Oui

Nom de la personne ressource: Bernard St-Jacques

Adresse courriel: direction@cliniquedroitsdevant.org

Numéro de téléphone: (438) 398-1031

Adresse postale: 105 rue Ontario Est, #214

Ville: Ville de Montréal

Province: Québec

Code postal: H2X 1G9

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	26,21 \$	64,00	301,93 \$	52	1	102 927,24 \$
Formateur(trice)	30,60 \$	12,00	66,10 \$	52	1	22 531,60 \$
Total						125 458,84 \$

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)		
	Autre: Fonds de soutien financier en développement social de Ville-Marie	Somme de tous les \$ «Autofinancement»	Somme de tous les \$ appuis financiers SAUF «Autofinancement»		
	0,00 \$	37 302,30 \$	77 256,04 \$		
Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet ①
Intervenant(e)	14 474,20 \$	16 037,00 \$	72 416,04 \$	102 927,24 \$	102 927,24 \$
Formateur(trice)	2 816,30 \$	19 715,30 \$	0,00 \$	22 531,60 \$	22 531,60 \$
Total	17 290,50 \$	35 752,30 \$	72 416,04 \$	125 458,84 \$	125 458,84 \$
Frais d'activités				Total	
Équipement: achat ou location	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	
Fournitures de bureau, matériel d'animation	150,00 \$	50,00 \$	840,00 \$	1 040,00 \$	
Photocopies, publicité	0,00 \$	500,00 \$	400,00 \$	900,00 \$	
Déplacements	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	
Locaux, conciergerie ou surveillance	300,00 \$	1 000,00 \$	3 600,00 \$	4 900,00 \$	
Assurances (frais supplémentaires)	59,50 \$	0,00 \$	0,00 \$	59,50 \$	
Autres	200,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	200,00 \$	
Total	709,50 \$	1 550,00 \$	4 840,00 \$	7 099,50 \$	
% maximum =	20 %				
% atteint =	5,28 %				
Frais administratifs				Total	
	2 000,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	2 000,00 \$	
% maximum =	10 %				
% atteint =	1,49 %				
Total	20 000,00 \$	37 302,30 \$	77 256,04 \$	134 558,34 \$	
Montants non dépensés	—	0,00 \$	0,00 \$	—	

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

—

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

—

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Déclaration Langue française_CDD.pdf	<i>Non applicable</i>

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution CA Ville-Marie 2023_2024.pdf	<i>Non applicable</i>

Engagement du répondant

Nom du fichier

Doc d'engagement Ville-Marie_CDD.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1235179010

Unité administrative responsable : Dir de la culture, des sports des loisirs et du développement social / Arrondissement de Ville-Marie

Projet : Clinique Droits devant : Soutien aux personnes en situation d'itinérance judiciairisées de l'arrondissement Ville-Marie

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire Priorité 10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision Priorité 18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Priorité 8 : Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Priorité 10. Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au cœur des processus de décision

Priorité 18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

Le projet soumis favorise la lutte à la pauvreté et à l'exclusion et contribue à l'inclusion sociale de personnes à risque/en situation vulnérabilité ou de marginalité. Les personnes participant aux activités et bénéficiant de l'accompagnement de la Clinique Droits devant peuvent stabiliser leur situation judiciaire, en prenant des ententes pour le paiement des contraventions ou la réalisation de travaux compensatoires, se voir annuler des constats d'infraction, réduire le montant dû ou voir leur sentence réduite. Cela peut contribuer à leur sortie éventuelle du système judiciaire et de la rue, favoriser leur réinsertion sociale, et donc, améliorer leur condition de vie. En améliorant leur situation judiciaire peuvent accéder plus facilement à d'autres ressources (emploi, logement, etc.) et participer plus activement à la société.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x

2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion <i>L'organisme intervient auprès de l'ensemble des personnes en situation de vulnérabilité requérant ses services, peu importe le statut, l'identité de genre, l'orientation sexuelle, l'âge, le statut économique, etc. et favorise la participation des usager-ère-s à la société.</i>	x		
b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? L'organisme offre un accueil inconditionnel et universel aux personnes qui font appel à ses services, en adressant l'identité autochtone, trans et non binaire ou en demandant le pronom que la personne souhaite qu'on emploie avec elle. La CDD a lancé un chantier en vue de tenir des discussions avec son personnel et d'aller sur des lieux de concertation en vue de se former sur les questions liées à l'ADS +, le tout afin de répondre au mieux aux besoins de toutes les personnes souhaitant être accompagnées. Des démarches	x		

sont également en cours afin de rejoindre des personnes fréquentant des ressources pour femmes et d'élargir le bassin d'organismes Piliers.			
---	--	--	--

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

L'état des renseignements contient des informations qui ne sont pas diffusées auprès du grand public, notamment les raisons de dispense, les dates de naissance, les adresses de domicile (si des adresses professionnelles sont déclarées) ainsi que les bénéficiaires ultimes mineurs. (62274)

Renseignements en date du 2023-06-29 10:24:36

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1169880532
Nom	Clinique Droits Devant

Adresse du domicile

Adresse	105 rue Ontario est, suite 214 Montréal Québec H2X1G9 Canada
---------	--

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	Clinique Droits Devant
----------------------------	------------------------

Nom de la personne physique

Nom de famille	St-Jacques
Prénom	Bernard

Adresse	1-7342 av. De Gaspé Montréal (Québec) H2R1Z8 Canada
---------	---

Immatriculation

Date d'immatriculation	2014-03-04
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2014-03-04
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2014-03-04 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-06-29
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-06-29 2023
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2023-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2022-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9861
Activité	Organisations civiques et amicales
Précisions (facultatives)	Regroupement d'individus, d'usagers et d'organismes s'occupant des personnes itinérantes judiciairisées.

2^e secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	8699
Activité	Autres associations et organismes des domaines de la santé et des services sociaux
Précisions (facultatives)	Accompagnements et interventions auprès de personnes itinérantes judiciairisées.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

De 1 à 5

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Duclap
Prénom	Céline
Date de naissance	
Date du début de la charge	2019-03-26
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	2537 rue Fullum Montréal (Québec) H2K3P5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Tremblay
Prénom	Guillaume
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	61 rue Lahaie Laval (Québec) H7G3A7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Grenon
Prénom	Jacinthe
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	301-6411 20e Avenue Montréal (Québec) H1X3P8 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	L'Espérance
Prénom	Marie-Noëlle
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur

Adresse du domicile	2024 av. Lebrun Montréal (Québec) H1L5C7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Bahary-Dionne
Prénom	Alexandra
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	4396 rue Fullum Montréal (Québec) H2H2J7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Généreux-Marotte
Prénom	Félix
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3617 rue La Fontaine Montréal (Québec) H1W1V5 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Gonthier
Prénom	Martin
Date de naissance	
Date du début de la charge	2022-06-21
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	512 rue de Saintonge Mascouche (Québec) J7L2Y4 Canada
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	St-Jacques
Prénom	Bernard
Date de naissance	
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Québec
Adresse du domicile	1-7342 av. De Gaspé Montréal (Québec) H2R1Z8 Canada
Adresse professionnelle	

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - Clinique Droits Devant (Établissement principal)	204-105 rue Ontario E Montréal (Québec) H2X1G9 Canada	Organisations civiques et amicales (9861) Autres associations et organismes des domaines de la santé et des services sociaux (8699)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-06-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-07-29
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-06-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-08-25
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-05-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-05-18
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-08-28
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-06-29
Déclaration de mise à jour courante	2016-03-17
Déclaration de mise à jour de correction	2015-11-11
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-26
Déclaration de mise à jour courante	2015-10-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-06-17
Déclaration de mise à jour courante	2014-06-17
Déclaration initiale	2014-04-02
Lettres patentes	2014-03-04

Index des noms

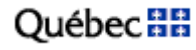
Date de mise à jour de l'index des noms 2014-03-04

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Clinique Droits Devant		2014-03-04		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.



© Gouvernement du Québec

Dossier # : 1235179010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder une contribution de 20 000 \$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1235179010.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-07-20

Samba Oumar ALI
Chef de division ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie, Direction des services administratifs

N° de dossier :

1235179010

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention, se terminant le 14 septembre 2024, avec la Clinique Droits Devant pour la réalisation d'activités d'aide et de conseils dans la sphère juridique pour les personnes en situation d'itinérance ou en réinsertion sociale et accorder à cette fin une contribution de 20 000 \$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 20 000,00 \$

	Années antérieures	2023	2024	Total
Montant		18 000,00 \$	2 000,00 \$	20 000,00 \$

Informations comptables:

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 20 000,00 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat. actif	Futur
	2438	0010000	306125	05803	61900	016491	0000	002580	000000	00000	00000

- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM35179010
- Les crédits requis pour les années subséquentes seront prévus à l'enveloppe budgétaire.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-07-20**

Date et heure système : 20 juillet 2023 16:15:00



Dossier # : 1239705012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$

D'approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$;
D'imputer cette dépense modifiée conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:19

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1239705012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a, le 14 décembre 2021, adopté un nouveau programme de soutien financier au développement économique et commercial. Le soutien financier accordé dans le cadre du volet 2 - Vitalité commerciale est destiné à servir de levier financier aux projets initiés par des OBNL reconnus et en règle. Les projets doivent être réalisés dans un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie dont la principale vocation est commerciale. Les projets financés par ce volet visent spécifiquement à stimuler la vitalité commerciale et d'affaires, dynamiser les rues commerçantes et le développement économique commercial. Dans ce volet, les projets déposés doivent être compatibles avec les objectifs du plan stratégique Montréal 2030 et le plan de relance économique « Agir maintenant pour préparer la relance ». Plus spécifiquement, ils doivent s'inscrire dans l'un des quatre axes suivants :

1. Mise en valeur du territoire commercial : Projets qui permettent de bonifier l'expérience en rue et créer un milieu de vie dynamique.
2. Rayonnement : Projets qui positionnent l'image et l'identité de marque des territoires commerciaux, les font rayonner et encouragent l'achat local.
3. Événements ou activités d'animation : Activités extérieures pour promouvoir le district commercial ainsi que les produits et les services offerts par les membres des SDC ou associations de commerçants.
4. Recrutement commercial : Projets qui permettent de stimuler la croissance commerciale et de réduire le nombre de locaux vacants sur les artères commerciales.

En concordance avec l'adoption de ce programme, une subvention avait été accordée, mais des changements au projet font en sorte qu'il faut minorer le montant. La Société de développement commercial MONTREAL CENTRE-VILLE avait déposé 2 projets dans le cadre du volet 2 pour aménager son territoire lors de la saison estivale et hivernale 2023. Hors, des dépenses dans le projet verdissement ont été engagées avant le dépôt du dossier et avant le passage au Conseil d'arrondissement approuvant la convention - ces dépenses ne sont donc pas admissibles. Une subvention ayant été accordée mais en raisons de ces éléments de changements au projet, la subvention doit être minorée.

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver la convention modifiée (addenda) avec la

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE dans le cadre du projet de Verdissement 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$ faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$ en raison d'un projet débuté avant le dépôt de demande de subvention et la signature de la convention.

La dépense maximale finale est de 261 084,40 \$ pour la SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240256 - 2023-07-04 - 1239705009 - Autoriser une affectation de surplus de 300 000 \$ - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et avec Mural dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique et accorder une contribution total de 430 000 \$
CA22 240176 - Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2022, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville pour la réalisation d'un projet dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 150 000 \$

CA23 240067 - 7 mars 2023 : Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 31 décembre 2023 avec trois sociétés de développement commercial, pour la réalisation de 4 projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et 1 projet spécial hors programme, et accorder une contribution totale de 542 000 \$

CA22 240177: Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2022, avec deux Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de 12 projets dans le cadre du programme de développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 506 413\$

CG21 0152 (25 mars 2021) - Approuver un projet d'entente avec le Ministre de l'Économie et de l'Innovation relatif à l'octroi d'une subvention de 15 M\$ pour la mise en oeuvre d'un ensemble de mesures et de projets visant la relance du centre-ville de Montréal durant la période 2021 à 2023 / Autoriser un budget additionnel en revenus et en dépenses de 15 M\$

DESCRIPTION

Approuver la convention modifiée avec SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE dans le cadre du projet de Verdissement 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'Arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$ faisant passer le montant total de la contribution pour les projets de 300 000 \$ à 261 084,40 \$ en raison d'un projet débuté avant le dépôt de demande de subvention et la signature de la convention.

Pour explication, les modifications au projet sont en lien avec les activités de verdissement:

1. Achat nouveaux bacs et arbres - dépense non retenue;
2. Entretien et logistique des végétaux - dépense non retenue à l'exception de la dépense de maintenance, déplacement et entretien;
3. Transport et installation- non retenue;
4. Achat de plantes - dépense non retenue
5. Verdissement de ruelles - dépense non retenues à l'exception du verdissement des bacs et du transport des végétaux, les ruelles n'étant pas

encore verdies. L'achat des bacs est toutefois considéré comme une dépense faite étant des bacs custom ou en cours de mise à niveau.
6. Service d'arrosage - dépense non retenue.

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi plus de 12 M\$ en appui à diverses initiatives de portée économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre ville de classe mondiale. Les projets visés par ce sommaire décisionnel, élaborés dans le but de favoriser la vitalité commerciale s'inscrivent pleinement dans une des catégories du programme de soutien au développement économique et commerciale 2022-2024 et bénéficient d'un financement privé, provenant des membres des SDC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un addenda est nécessaire pour modifier les fonds du bon de commande rattaché au GDD 1239705009

CA23 240256 (4 juillet 2023) : Autoriser une affectation de surplus de 300 000 \$ - Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec la Société de développement commercial Montréal centre-ville dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et avec Mural dans le cadre du « Plan d'action pour le développement du quartier chinois » pour la réalisation du projet Marché Asiatique et accorder une contribution totale de 430 000 \$ (1239705009);

Subvention révisée GDD 1239705012: 261 084,40 \$ Modifications: Verdissement - 38 915,60 \$.

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

n/a

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

n/a

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations
communaute

Tél :

514-868-3217

Télécop. :



GDD 1239705012_Convention modifiée_SDC montréal Centre-Ville_Verdissement 2023.docx.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE (ADDENDA)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,**
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Katerine ROWAN, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1176, rue Sherbrooke Ouest Montréal, Québec, H3A 1H6, agissant et représentée par Glenn Castanheira, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 143253623
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1022969435

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention afin de permettre à l'organisme de réaliser des activités pour aménager et promouvoir le territoire, dans le cadre du programme de soutien au développement économique et commercial de L'arrondissement de Ville-Marie. Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce-jointe finale au sommaire décisionnel 1239705009, cette convention a été approuvée par la résolution CA23 240256 du conseil d'arrondissement lors de la séance du 4 Juillet 2023 (ci-après la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation des Projets de verdissement 2023 et d'illuminations de son territoire tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE le Projet décrit à l'ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d'évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l'Arrondissement ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. La Convention initiale est ainsi modifiée :

1. L'article 5.1 est modifié par le suivant :

En considération des enjeux à l'exécution du Projet de Verdissement 2023 par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de minorer la contribution de TRENTE-HUIT-MILLE NEUF-CENT-QUINZE et SOIXANTE dollars (38 915,60 \$) et de lui verser la somme maximale de DEUX CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE-VINGT-QUATRE et QUARANTE dollars (261 084,40\$) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

2. L'article 5.2 est modifié par le suivant :

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cent-quatre-vingt mille dollars (180 000\$), représentant 60% de la contribution globale, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- Un deuxième versement au montant de QUATRE-VINGT-UN MILLE QUATRE-VINGT-QUATRE et QUARANTE dollars (81 084,40 \$), représentant 40% de la contribution globale post ajustement et sur réception du rapport final et ce au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

3. L'article 9 est remplacé par le suivant :

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 mars 2024.

4. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

5. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

**EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE
INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.**

Le^e jour de 20__

**VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE
VILLE-MARIE**

Par : _____
Katerine ROWAN, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 20__

SDC MONTREAL CENTRE-VILLE

Par : _____
Glenn Castanheira, Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie
comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel 1239705012, cette convention
a été approuvée par la résolution CA_____du conseil, lors de la séance du
12 Septembre 2023.

Dossier # : 1239705012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$



Aspect financier_Addenda_GDD_1239705012.pdf



Déclaration_Charte de la langue française - Montréal centre-ville.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'entreprise*) Montréal centre-ville (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
 - je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.
 - je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.
 - je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise



Nom du représentant

Glenn Castanheira

Date

27 juin 2023

Dossier # : 1239705012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Approuver la convention modifiée avec la Société de développement commercial Montréal Centre-ville pour des projets de verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$, faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239705012.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
Tél : 514- 872-8521

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 514-872-7313
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1239705012

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention modifiée (addenda) avec SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE dans le cadre des projets de Verdissement et illuminations 2023 dans le cadre du Programme de soutien financier au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie afin de minorer la contribution de 38 915,60 \$ faisant passer le montant total de la contribution de 300 000 \$ à 261 084,40 \$."

- La contribution avec la Société de développement commercial Montréal Centre - Ville passe de 300 000\$ à 261 084,40 \$.
- Il s'agit donc d'une diminution de la contribution d'un montant de 38 915,60 \$.
- Le BC No 1606219 sera réduit de 38 915,60 \$.
- Le montant non requis sera retourné au compte de bilan de surplus libres lors de la signature de la décision.

	2023	Total
Dossier initial (1239705009)	300 000,00 \$	300 000,00 \$
Diminution (Addenda)	(38 915,60 \$)	(38 915,60 \$)
Total	261 084,40 \$	261 084,40 \$

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 38 915,60 \$ Contribution - SDC Montréal Centre - Ville

De:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 38 915,60 \$ Compte de bilan de surplus libres

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque les organismes sont des sociétés de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2023-08-29**



Dossier # : 1234105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit

D'approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028 avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine;
D'accorder, à cette fin, une contribution totale de 75 000 \$;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:15

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1234105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit

CONTENU

CONTEXTE

Le développement de l'agriculture urbaine à Ville-Marie est au coeur de la Planification stratégique 2022-2025 de l'arrondissement, plus précisément, cet objectif s'articule notamment par le soutien à la création de cent (100) nouveaux projets en agriculture urbaine.

Parallèlement, on observe l'émergence de nouvelles tendances en agriculture urbaine, nous n'avons qu'à penser aux jardins collectifs, au jardinage sur les toits ou sur les balcons, aux serres urbaines, etc. Ces dernières, nous amènent à revoir nos façons de faire pour permettre à un plus grand nombre possible de citoyens de l'arrondissement de pratiquer ce loisir et d'avoir accès à des fruits et des légumes frais à moindre coût.

De plus, depuis plusieurs années, la demande pour avoir accès à un jardin communautaire est de plus en plus grande. À ce jour, près de 1 000 personnes sont inscrites sur la liste d'attente. Pour combler ce besoin, l'Arrondissement évalue différentes avenues possibles qui permettraient à ses citoyens d'avoir accès au jardinage urbain.

Suite à la proposition du Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB) de développer un jardin communautaire sur le toit d'un édifice en construction par la Société en commandite Esplanade Cartier (situé au coin de la rue Sainte-Catherine Est et de l'avenue De Lorimier), l'Arrondissement désire aller de l'avant avec ce projet innovant et ainsi accroître la possibilité d'un accès à un espace de jardinage aux résidents de Ville-Marie.

Le présent dossier recommande l'approbation d'une convention se terminant se terminant le 1^{er} novembre 2028 et l'octroi d'une contribution financière de 75 000 \$.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

La Société en commandite Esplanade Cartier a approché le Laboratoire sur l'agriculture

urbaine afin de développer un concept d'agriculture urbaine sur le toit d'un bâtiment résidentiel et commercial présentement en construction au coin de la rue Sainte-Catherine Est et de l'avenue De Lorimier et dont la livraison finale est prévue au printemps 2024.

Le projet déposé par le AU/LAB à l'Arrondissement consiste à créer sur le toit de cet édifice l'aménagement d'un jardin communautaire, composé de soixante (60) jardinets, dont 50 jardinets en terre et 10 en bacs surélevés.

Le « Jardin sur le toit » est innovateur et vise à développer le premier jardin communautaire sur toit à Montréal permettant ainsi à soixante ménages d'avoir accès à des espaces de jardinages dans un arrondissement où les espaces pour ce type d'activités sont limités.

La contribution financière de 75 000 \$ fait partie d'un montage financier et permettra à l'organisme d'aménager les soixante (60) jardinets.

JUSTIFICATION

La création du « Jardin sur le toit » est en lien direct avec la planification stratégique 2022-2025 de l'Arrondissement prévoyant la création de cent (100) nouveaux projets en agriculture urbaine ainsi qu'avec la Stratégie en agriculture urbaine 2021-2026 de Montréal prévoyant de mettre de nouveaux espaces de jardinage à la disposition des citoyens et groupes communautaires dans les arrondissements;

Le projet permettra entre autres :

- À soixante ménages de cultiver des fruits et légumes frais et ainsi diminuer leur facture d'épicerie;
- Développer un concept innovant de jardin communautaire sur toit permettant d'améliorer l'offre en agriculture urbaine.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière octroyée par l'Arrondissement servira à l'aménagement des jardinets et fait partie d'un montage financier dont les autres bailleurs de fonds sont la Société en commandite Esplanade Cartier et le Gouvernement du Canada (Développement économique Canada).

Tel que précisé dans les interventions financières au dossier, la contribution de 75 000 \$ devra être versée conformément aux dispositions de la convention signée entre les deux parties.

Imputation : 30125 07189 61900 016491

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

La grille d'analyse Montréal 2030 a été insérée dans les pièces jointes du sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le financement accordé par cette contribution permet la création d'un projet innovant et unique à Montréal. Il permettra aussi, à des citoyens qui attendent depuis plusieurs années, d'avoir accès à un lieu de jardinage et par le fait même à des fruits et légumes à moindre coût.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En cas de besoin, la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social mettra en place et diffusera les procédures nécessaires pour respecter les directives de la Direction régionale de la santé publique quant aux règles d'hygiène, aux mesures sanitaires applicables et à la distanciation sociale. L'Organisme devra mettre en place ces directives lors de la tenue de sa programmation, ses activités et l'ensemble de ses actions, le cas échéant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'Arrondissement assurera la diffusion de cette initiative par ses moyens de communications habituelles (communiqué de presse, médias sociaux, etc.).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Automne 2023 et hiver 2024 : Aménagement du jardin communautaire
Printemps 2024 : Ouverture du jardin communautaire et début de la saison de jardinage

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la convention atteste de la conformité de dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Catherine PHILIBERT, Ville-Marie

Lecture :

Catherine PHILIBERT, 29 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-28

Alyson FRANCILLON
chef(fe) de section - sports, loisirs,
developpement social (arrondissement)

Tél : 514 476-5155
Télécop. :

Tél : 438 871-8634
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Directrice, Direction de la culture, des sports,
des loisirs et du développement social

Tél : 514 872-0831

Approuvé le : 2023-08-30



Convention : AULAB_2023-2028_Convention jardin.pdf



Annexe 1 : AULAB_2023-2028_Annexe_1.pdf



Annexe 3 : 2023-08-25 Lettre Esplanade Cartier_Annexe 3.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public ayant une adresse au Bureau d'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée par madame Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu du règlement CA-24-009 du conseil d'arrondissement;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET **LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38)) dont l'adresse principale est le 305-1401 rue Legendre Ouest, Montréal (Québec), H4N 2R9, agissant et représentée par Jean-Philippe Vermette, Directeur intervention et politiques publiques, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 818234965RT0001

Numéro d'inscription TVQ : 1221417221TQ0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la VILLE souhaite que la communauté puisse bénéficier de plus de lieux où pratiquer l'agriculture urbaine ;

ATTENDU QUE l'Organisme œuvre dans le domaine de la recherche, de l'innovation et de l'intervention en agriculture urbaine. L'Organisme favorise l'activation de projets venant répondre à des enjeux sociaux et environnementaux ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour le développement d'un jardin communautaire sur toit de 8 000 p² sur un immeuble privé tel que défini à l'article 2.1 de la présente convention;

Révision : 20 février 2023
SUB-01
Sommaire # 1234105001

Paraphes	
Organisme	Ville

ATTENDU QUE la Société en commandite Esplanade Cartier a signé une lettre de confirmation d'intérêt pour le projet d'installation d'un jardin communautaire sur le toit de l'immeuble l'îlot 2 du projet Esplanade Cartier sis au coin de la rue Sainte-Catherine Est et de l'avenue De Lorimier ;

ATTENDU QUE l'Organisme s'engage à effectuer les travaux d'aménagement du jardin communautaire et à rendre disponible aux utilisateurs autorisés de l'arrondissement de Ville-Marie le toit l'îlot 2 du projet Esplanade Cartier de l'immeuble sis au coin de la rue Sainte-Catherine Est et de l'avenue De Lorimier ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet par une aide financière;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

Paraphes	
Organisme	Ville

- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Annexe 3 » :** la lettre de confirmation d'intérêt de la Société en commandite Esplanade Cartier
- 2.4 « Projet » :** le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
- 2.5 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.6 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.7 « Responsable » :** la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;;
- 2.8 « Unité administrative » :** la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie.

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

Paraphes	
Organisme	Ville

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;
- 4.1.3 rendre accessible et disponible aux utilisateurs autorisés , et ce sans frais, le jardin communautaire sur le toit de l'immeuble de L'Esplanade Cartier, situé au coin de la rue Sainte-Catherine Est et de l'avenue De Lorimier;
- 4.1.4 l'Organisme s'engage pour une durée minimale de cinq (5) ans à intégrer le projet du « Jardin communautaire sur le toit » à l'offre des jardins communautaires de l'arrondissement de Ville-Marie, incluant une option de renouvellement d'une autre durée de cinq (5) ans;
- 4.1.5 l'Organisme s'engage à créer, dans le cadre du Projet, cinquante (50) nouveaux jardinets en terre et dix (10) jardinets en bacs surélevés accessibles aux citoyens de l'Arrondissement;
- 4.1.6 l'Organisme s'engage à intégrer ces soixante (60) nouveaux espaces de jardinage aux quatre cent quatre-vingt onze (491) jardinets déjà existants dans l'Arrondissement. L'ensemble des jardinets prévus au Projet sera pour la durée de cette convention le treizième (13) jardin communautaire de l'arrondissement de Ville-Marie;
- 4.1.7 l'Organisme s'engage à utiliser la plateforme de l'Arrondissement pour la gestion et les inscriptions des jardiniers;
- 4.1.8 l'Organisme s'engage à être le répondant de ce jardin communautaire, à impliquer quelques jardiniers pour agir à titre de « comité de jardin » et à mettre en place les activités habituelles d'un comité de jardin. Il doit également collaborer et transmettre toutes informations que l'Arrondissement ou son mandataire souhaiteraient avoir pour des fins de statistiques ou de bilans;
- 4.1.9 l'Organisme s'engage à appliquer les Règles de jardinage et de civisme pour les jardins communautaires approuvées par le conseil d'arrondissement.

Paraphes	
Organisme	Ville

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

Paraphes	
Organisme	Ville

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 utiliser la contribution de la VILLE exclusivement aux paiements des coûts liés à l'aménagement du jardin communautaire, selon le Projet présenté à l'annexe 1;
- 4.5.2 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

- 4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;
- 4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201,

Paraphes	
Organisme	Ville

Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

Paraphes	
Organisme	Ville

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 **OBLIGATIONS DE LA VILLE**

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

- un premier versement d'un montant maximal de soixante-sept mille cinq cent dollars (67 500 \$) à la signature de la présente convention par les deux parties et sur présentation de l'entente signée avec la Société en commandite Esplanade Cartier (Groupe Prével);
- un deuxième versement d'un montant maximal de sept mille cinq cent dollars (7500\$) à la réception du bilan relatif des travaux et d'un bilan financier, incluant les pièces justificatives au plus tard le 31 juillet 2024;
- chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

Paraphes	
Organisme	Ville

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

5.5 Fonctionnement

- 5.5.1 La Ville s'engage à offrir à ce nouveau jardin communautaire les mêmes services et le même soutien qu'elle offre aux autres jardins communautaires de l'Arrondissement;
- 5.5.2 La Ville s'engage à respecter les règles spécifiques que le « comité de jardin » et l'Organisme décideront de mettre en place, tant qu'elles ne vont pas à l'encontre des règles appliquées à l'ensemble des jardins communautaires dans l'Arrondissement ou de tout autre règlement ou loi applicable.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

- 6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.
- 6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.
- 6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :
- 6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;
- 6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;
- 6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

Paraphes	
Organisme	Ville

- 6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.
- 6.4** L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

Paraphes	
Organisme	Ville

- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 1 novembre 2028 afin de bénéficier de cinq (5) ans d'accès au « Jardin communautaire sur le toit » pour les jardiniers.

Dans l'éventualité où l'une des deux parties souhaite renouveler la présente Convention pour une durée supplémentaire de cinq (5) ans, celle-ci doit le communiquer à l'autre partie par écrit au moins un (1) an avant la fin de la présente convention. Une nouvelle convention sera alors préparée et dûment signée par les deux parties, sous réserve de son approbation par l'autorité compétente

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions

Paraphes	
Organisme	Ville

de dollars (3 000 000 \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « Rapports ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12

DÉCLARATIONS ET GARANTIES

- 12.1** L'Organisme déclare et garantit :
- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

Paraphes	
Organisme	Ville

- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

Paraphes	
Organisme	Ville

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 305-1401 rue Legendre Ouest, Montréal (Québec), H4N 2R9, , et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur intervention et politiques publiques. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 800, boul. de Maisonneuve Est, rez-de-chaussée, Montréal, Québec, H2L 4L8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

Paraphes	
Organisme	Ville

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2023

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katrine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 2023

LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE,

Par : _____
Jean-Philippe Vermette, Directeur intervention et politiques publiques

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie de la Ville de Montréal, le^e jour de 2023 (Résolution).

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 1

PROJET

Révision : 20 février 2023
SUB-01
Sommaire # 1234105001

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme soutenu par l'arrondissement de Ville-Marie doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier.

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.2 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

- 2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun. La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « **arrondissement de Ville-Marie** ».
- 2.1.2 Apposer le logo générique de l'Arrondissement sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques. Il sera transmis à l'organisme par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :  Ville-Marie
Montréal

[Lien pour télécharger les logos.](#)

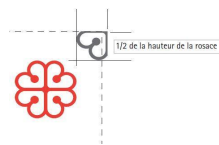
Paraphes	
Organisme	Ville

2.1.2.1 Normes graphiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :
 - Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
 - Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
 - Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat (plus gros, plus petit).
- Utiliser une des trois adaptations possibles pour le logo, soit en couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé (le texte et la rosace en renversé blanc).



- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



- ### 2.1.4
- Lorsque le logo ne peut être apposé, inclure l'une des mentions suivantes ou toute autre version applicable, selon ce qui s'applique le mieux :

Paraphes	
Organisme	Ville

« Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »

« L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »

« [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies ci-haut.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir une demande écrite de participation de la mairesse aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook s'il y a lieu.

2.3 Publicité et promotion

Diffuser, dans au moins l'un des réseaux sociaux énumérés ci-après, une publication reconnaissant la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.4 Bilan de visibilité

Remettre un bilan de la visibilité accordée à l'Arrondissement dans le cadre de la

Paraphes	
Organisme	Ville

reddition de compte globale de la subvention. Y inclure si possible:

- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

2.5 Approbations

Les approbations doivent être soumises à la personne responsable du projet à l'Arrondissement dans des délais raisonnables.

Paraphes	
Organisme	Ville

ANNEXE 3

**LETTRE DE CONFIRMATION D'INTÉRÊT DE LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE
ESPLANADE CARTIER**

Révision : 20 février 2023
SUB-01
Sommaire # 1234105001

21

Paraphes	
Organisme	Ville

PROJET DE JARDINS COMMUNAUTAIRES SUR TOIT
PRÉSENTÉ À L'ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
PAR LE LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE



LE 27 JANVIER 2023

Après avoir complété la phase 1 du projet de jardin public et de serre communautaire d'une superficie totale de 1600 p2, Le Laboratoire sur l'agriculture urbaine propose de développer la phase 2 du projet qui consiste à développer un jardin communautaire sur toit de 8000 p2 au coin des rues Ste-Catherine et De Lorimier.



Composé d'un toit vert 12 pouces de 50 jardinets communautaires et de 10 jardinets surélevés destinés aux personnes à mobilité réduite, ce jardin sera situé au 8ième étage d'un bâtiment commerciale/résidentiel.

Avec une vue imprenable sur la ville et le pont Jacques-Cartier, différents évènements culturels et éducatifs s'y dérouleront. Ce jardin, accessible aux personnes à mobilité réduite, viendra ainsi bonifier la desserte de jardins communautaires et collectifs de la ville de Montréal et servira de modèle de développement des centre-ville à l'échelle canadienne.

Le projet permettra

- Une centaine de personnes et à leur famille de cultiver des fruits et légumes frais et ainsi diminuer leur facture d'épicerie (évaluer à environ 1000\$ par famille par jardin)
- Développer un concept innovant de jardin communautaire sur toit en partenariat public-privée permettant d'améliorer l'offre en agriculture urbaine tout en densifiant le centre-ville et ses abords au sein de la stratégie centre-ville qui vise à loger 15 000 nouvelles familles au centre-ville au cours des prochaines années
- Mettre en place une programmation culturelle et éducative
- Créer deux emplois à temps plein responsable du programme des jardins communautaires et collectifs

De plus, des compteurs d'eau seront installés dans les drains de toit afin d'évaluer la performance du toit vert comme infrastructure verte lors de fortes averses dans les centre-ville dans un contexte de changement climatique.

BUDGET

Renforcement de la salle causé par le surpoids	50 000\$	DEC
Ajout de dispositifs de contrôle d'accès au toit	3 000\$	VDM
Éclairage du toit	31 000\$	Prével
Ascenseur jusqu'au toit avec appentis, structure et enveloppe	42 500\$	DEC et/ou Ville
Dallage sur plot	113 216\$	Prével
Gardes-corps au toit	32 400\$	Prével
Sorties d'eau de plomberie	6 000\$	DEC
Coûts d'aménagement du toit vert 12"	260 000\$	DEC et VDM
Total (av taxes)	538 116\$	

Répartition :

Contribution Prével	176 616\$
Contribution subvention DEC	262 500\$
Contribution subvention fédérale ph1	24 000\$
Contribution subvention Ville de Mtl	75 000\$

****Budget et échéancier préliminaire, sujet à changement.**

	Hiver 2023	Printemps 2023	Été 2023	Automne 2023	Hiver 2024	Printemps 2024
Renforcement de structure						
Construction de l'immeuble						
Livraison du toit						
Installation du toit jardin et de la terrasse publique						
Début des activités de jardinage						

Montréal, le 25 août 2023

Jean-Philippe Vermette
Laboratoire sur l'agriculture urbaine
1401 Rue Legendre Ouest, bureau 305
Montréal (QC) H4N 2R9

**Objet : Confirmation d'intérêt
Jardin communautaire sur toit
Projet immobilier Esplanade Cartier - Îlot 2 (en construction)**

Monsieur Vermette,

La présente lettre vise à vous confirmer notre intérêt pour le projet d'installation d'un jardin communautaire sur le toit de l'îlot 2 du projet immobilier Esplanade Cartier situé dans l'Arrondissement Ville-Marie à Montréal.

Pour faire suite à nos discussions, les modalités convenues seraient les suivantes :

- 1) Entente de location
 - a) Locataire : Laboratoire sur l'agriculture urbaine
 - b) Durée du bail : 5 ans avec option de renouvellement
 - c) Valeur du loyer : 1\$ par année

Les parties devront signer une entente concernant l'opération du jardin communautaire avant le début des travaux.

2) Travaux

a) Responsabilités du locateur :

Planifier son projet en considération de l'installation d'un jardin communautaire de plus ou moins 11 500 pc sur le toit du volume de la composante bureau et résidentielle ;

- i) Une structure pouvant prendre la charge découlant de la présence du jardin ;
- ii) Des éléments mécaniques nécessaires au drainage et à l'irrigation du jardin ;
- iii) La sécurisation des espaces en toiture notamment par l'installation de gardes-corps et la planification des allées piétonnes et des issues de secours ;
- iv) Un ascenseur permettant l'accès universel au toit jardin.

b) Responsabilités du locataire :

- i) Réaliser son projet selon le concept détaillé qui aura été approuvé par les professionnels du Locateur en ce qui a trait à son intégration au bâtiment ;
- ii) Réaliser les travaux d'aménagement du jardin sur le toit à l'intérieur des fenêtres de temps et selon les conditions qui auront été entendues avec le Locateur.

Les conditions mentionnées dans la présente lettre devront faire l'objet d'une entente formelle et plus détaillée. Soyez assurés que, dans la mesure où nous pourrions nous entendre sur les détails de cette entente, l'équipe de Prével accueillera votre projet avec grand plaisir.



Laurence Vincent - Présidente
Gestion Esplanade Cartier inc.
681 rue William
Montréal (Qc) H3C 0T9

Dossier # : 1234105001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit



Aspect financier : Aspect financier_AULAB_1234105001.pdf



Montréal 2030 : AULAB_2023-2028_MTL_2030.pdf

Charte de la langue française :



2023-08-31 Formulaire Déclaration charte langue française.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Linda GOULET
Agente de développement

Tél : 514 476-5155

Télécop. :

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : **1234105001**
Unité administrative responsable : **Arrondissement de Ville-Marie, Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social, Division des sports, des loisirs et du développement social**

Projet : **Jardin sur le toit**
Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
2. Enraciner la nature en ville , en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision			
6. Tendre vers l' élimination de la faim et améliorer l' accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire			
9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Priorité 3 :

Projet innovant permettant la création de 60 espaces de jardinage accessibles aux citoyens de l'arrondissement sur le toit d'un édifice privé et permettant par le fait même, d'améliorer l'offre en agriculture urbaine.

Priorité 6 :

Permettre à soixante ménages de cultiver des fruits et légumes frais et ainsi diminuer leur facture d'épicerie;

Priorité 9 :

L'implantation de 60 espaces de jardinage et les activités qui prendront place dans ces espaces permettront de consolider les liens sociaux entre les usagers.

Priorité 19 :

Le projet permet de répondre à une pénurie d'espaces de jardinage dans le secteur où il prendra place et ainsi d'améliorer l'offre de services de proximité et la qualité de vie des citoyen.ne.s.

Priorité 20 :

Le projet étant innovant et précurseur en matière d'agriculture urbaine, il permettra à l'arrondissement de Ville-Marie comme à la Ville de Montréal de rayonner et de répondre aux engagements pris dans la Stratégie en agriculture urbaine 2021-2026 de Montréal.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p> <p><i>Des compteurs d'eau seront installés dans les drains de toit afin d'évaluer la performance du toit vert comme infrastructure verte lors de fortes averses dans les centre-ville dans un contexte de changement climatique.</i></p>	x		
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p>		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
<p>1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :</p> <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	x		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p>	x		

<ul style="list-style-type: none"> Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

DÉCLARATION-CHARTRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Dans le cadre du projet de loi 96 sur la langue officielle et commune du Québec, le français (PL 96) qui a été sanctionné le 1er juin 2022. Ce dernier prévoit des modifications à la Charte de la langue française (la Charte) qui ont un impact important en ce qui concerne les contrats.

Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoit notamment des obligations relatives à l'octroi de tout contrat ou de toute subvention par les municipalités, quelles que soient sa valeur et sa nature (article 152.1 de la Charte).

Avant de conclure un contrat à une entreprise ou accorder une subvention à un organisme, la ville vous demande de compléter et de nous transmettre le formulaire de déclaration ci-dessous.

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (nom de l'entreprise) *

(Ci-après l'Entreprise) déclare que (cocher une des cases ci-dessous) : *

- 1- L'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- 2- L'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- 3- L'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- 4- L'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la Charte de la langue française (« La francisation des entreprises ») et (cocher une des 3 cases ci-dessous) :

Cochez une des 3 cases ci-dessous : *

- Je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.
- Je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.
- Je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la Charte de la langue française, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la de la situation linguistique ».

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Nom *

Prénom

Nom de famille

Date *

Jour

Mois

Année

Signature :



Dossier # : 1234105001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Objet :	Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028, avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder une contribution totale de 75 000 \$ pour l'aménagement d'un jardin communautaire sur toit

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1234105001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-29

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1234105001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Approuver la convention, se terminant le 31 décembre 2028 avec le Laboratoire sur l'agriculture urbaine et accorder, à cette fin, une contribution totale de 75 000 \$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 75 000,00 \$

	Années antérieures	2023
Montant		75 000,00 \$

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 \$

De:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306100	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 75 000,00 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0010000	306125	07189	61900	016491	0000	000000	028087	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis a (ont) été effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM34105001
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.
- Le présent dossier est conforme à la définition apparaissant au courrier budgétaire numéro 22.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-08-29**

Date et heure système : 29 août 2023 15:40:57



Dossier # : 1239705011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$

D'approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024;
D'accorder, à cette fin, les contributions suivantes :

- 150 000 \$ à la Société de développement commercial Montréal centre-ville;
- 30 000 \$ à la Société de développement commercial Quartier latin;
- 26 250 \$ à la Société de développement commercial Village;

D'imputer cette dépense totale de 206 250 \$ conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 14:58

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1239705011

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$

CONTENU

CONTEXTE

L'arrondissement de Ville-Marie a, le 14 décembre 2021, adopté un nouveau programme de soutien financier au développement économique et commercial. Le soutien financier accordé dans le cadre du *volet 2 - Vitalité commerciale* est destiné à servir de levier financier aux projets initiés par des OBNL reconnus et en règle. Les projets doivent être réalisés dans un secteur de l'arrondissement de Ville-Marie dont la principale vocation est commerciale. Les projets financés par ce volet visent spécifiquement à stimuler la vitalité commerciale et d'affaires, dynamiser les rues commerçantes et le développement économique commercial. Dans ce volet, les projets déposés doivent être compatibles avec les objectifs du plan stratégique Montréal 2030 et le plan de relance économique « Agir maintenant pour préparer la relance ». Plus spécifiquement, ils doivent s'inscrire dans l'un des quatre axes suivants :

1. **Mise en valeur du territoire commercial** : Projets qui permettent de bonifier l'expérience en rue et créer un milieu de vie dynamique.
2. **Rayonnement** : Projets qui positionnent l'image et l'identité de marque des territoires commerciaux, les font rayonner et encouragent l'achat local.
3. **Événements ou activités d'animation** : Activités extérieures pour promouvoir le district commercial ainsi que les produits et les services offerts par les membres des SDC ou associations de commerçants.
4. **Recrutement commercial** : Projets qui permettent de stimuler la croissance commerciale et de réduire le nombre de locaux vacants sur les artères commerciales.

En concordance avec l'adoption de ce programme:

- La Société de développement commercial Montréal Centre-Ville a déposé 1 projet dans le volet 2 pour mettre en valeur son territoire toute l'année (Brigade propreté)
- La Société de développement commercial du Quartier latin a déposé 1 projet dans le volet 2 pour mettre en valeur son territoire en période hivernale (Décorations hivernales 2023-2024 volet 1 - Territoire existant)
- La Société de développement commercial du Village a déposé 1 projet dans le volet 2 pour mettre en valeur son territoire (Tubulaires)

Il s'agit, par le présent sommaire, d'approuver les demandes de soutien avec trois Sociétés de développement commercial (SDC), celles-ci étant conformes aux critères du programme de soutien et évaluées conformément à l'encadrement C-OG-DG-D-20-001 en vigueur depuis le 5 mars 2020.

Il s'agit aussi d'approuver les conventions à intervenir avec les organismes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240113: Autoriser une affectation de surplus de 5 500 000 \$, à raison de 1 000 000 \$ pour l'année 2023 et 1 500 000 \$ pour les années 2024 à 2026 pour le maintien d'une réserve pour imprévus au budget de fonctionnement.

CA22 240177: Approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2022, avec deux Sociétés de développement commercial (SDC) pour la réalisation de 12 projets dans le cadre du programme de développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 506 413\$.

CA21 240461 - 14 décembre 2021 : Approuver le Programme de soutien financier au développement économique et commercial 2022 - 2024 et approuver les grilles d'évaluation des demandes de soutien financier économique.

CA21 240514 - 14 décembre 2021 : Adopter un règlement portant approbation du budget de fonctionnement de la Société de développement commercial du Vieux-Montréal - Quartier historique et imposant une cotisation pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 - Adoption

DESCRIPTION

Un projet est admissible au soutien financier dans la mesure où il s'inscrit dans un des volets du *Programme de soutien au développement économique et commercial 2022-2024* et qu'il atteint une note de passage de 70 %. Les projets présentés ci-dessous remplissent toutes ces conditions. Le tableau qui suit résume les projets à approuver :

ORGANISME	PROJET	DESCRIPTION	DURÉE	COÛT DU PROJET	CONTRIBUTION DEMANDÉE
SDC Montréal Centre-Ville	Brigade Propreté	La SDC a voulu miser sur le sentiment de sécurité et la propreté sur son territoire. Notre désir en 2022 était donc de bonifier la force de travail afin de la rendre, au minimum, équivalente à ce qu'elle était lors de sa création. e, Grâce à la contribution financière de l'arrondissement Ville-Marie en 2022, l'objectif est rempli et nous comptons aujourd'hui 28 membres au sein de la brigade depuis le mois de mars 2023. Enfin, la brigade de propreté a une double mission, soit celle de contribuer à l'insertion sociale au centre-ville. Pour ce faire, Montréal centre-ville emploie	Du 1er mai 2023 au 31 décembre 2023	950 000 \$	150 000 \$

		<p>principalement des travailleurs recrutés à même les organismes du quartier comme la Mission Old Brewery et d'autres organismes venant en aide aux populations marginalisées. De plus, nous soutenons le personnel dans le besoin avec un soutien spécialisé par l'entremise de notre partenariat avec leYMCA du centre-ville.</p> <p>Les membres de la brigade propreté se partagent le travail en se basant sur ces différentes zones de nettoyage (voir image ci-dessous). Chaque employé démarre son quart de travail avec une zone désignée et, lorsque le travail est effectué, il communique avec un superviseur pour recevoir une nouvelle zone à nettoyer.</p>			
SDC Quartier latin	Décorations hivernales 2023-2024 volet 1 Territoire existant	<p>Dans le cadre de sa stratégie de dynamisation de l'espace public, la SDC souhaite offrir aux montréalais.es et aux visiteurs une scénographie accueillante pour la période hivernale en installant des décorations lumineuses et des sapins décoratifs à l'échelle de son territoire. La sécurité du public étant au cœur de nos priorités, les opérations d'installation des structures lumineuses retenues se feront dans le</p>	Du 1er novembre 2023 au 8 mars 2024	40 000 \$	30 000 \$

		respect des normes et des démarches de permis exigées par l'arrondissement de Ville-Marie et la ville de Montréal.			
SDC Village	Tubulaires 2023-24	Les tubulaires sont des tubes rétro-éclairés qui sont installés sur les poteaux, dont la SDC est propriétaire, qui servaient autrefois à supporter la canopée de boules de Claude Cormier, « 18 nuances de gai ». Depuis une dizaine d'années, la SDC présente un nouveau projet, chaque hiver, sur les 140 tubulaires, rétro-éclairés par un système LED. Ces projets sont toujours le fruit du travail de panels de design et l'objectif est de représenter les valeurs du Village à travers divers expositions artistiques. Dans les dernières années, certains projets sur les tubulaires ont servi à mettre en valeur les communautés de la diversité sexuelle et de genre qui composent l'ADN du Village, ainsi que les valeurs du Village, des valeurs d'ouverture et de respect, véhiculées à travers l'image de marque de la SDC. Pour l'exposition à ciel ouvert, qui sera déployée dès l'automne 2023, la SDC souhaite réutiliser le projet « Fières couleurs », déployé en 2022-2023 et garder l'installation installée tout l'année comme une intervention de marketing territorial	du 15 septembre 2023 au 15 juin 2023 (possibilité de prolongation)	35 000 \$	26 250 \$
				TOTAL SUBVENTION	206 250 \$

JUSTIFICATION

Depuis 2013, Ville-Marie a investi plus de 12 M\$ en appui à diverses initiatives de portée

économique, démontrant ainsi l'unicité de son territoire, à la fois milieu de vie et centre ville de classe mondiale. Les projets visés par ce sommaire décisionnel, élaborés dans le but de favoriser la vitalité commerciale s'inscrivent pleinement dans une des catégories du programme de soutien au développement économique et commerciale 2022-2024 et bénéficient d'un financement privé, provenant des membres des SDC.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à la pratique, le versement du soutien financier est précisé dans chacun des projets de convention joints à la présente.

MONTRÉAL 2030

Les projets soumis dans le cadre de ce programme s'inscrivent dans les priorités de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les SDC et organismes développent, grâce au soutien financier de l'Arrondissement, des projets favorisant la vitalité commerciale sur leurs territoires respectifs. Sans ce soutien, ils disposent de ressources financières limitées pour créer des projets structurants.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 ayant été levées, il n'y a aucun impact en ce qui concerne la tenue des événements. Si la situation change, les activités diverses pourront être adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une entente de visibilité, de communication et de promotion est prévue dans les conventions à intervenir avec les organismes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations communautaire

Tél : 514-868-3217
Télécop. :



Convention_1239705011-SDQL-Décorations hivernales 2023_volet 1.docx.pdf



GDD 1239705011 - Convention SDC Montréal Centre-Ville_brigade propreté 2023.docx.pdf



Convention_1239705011_Tubulaires_2023.docx.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,**
personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de
l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De
Maisonnette Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant
et représentée aux présentes par Katerine Rowan, secrétaire
d'arrondissement, dûment autorisé en vertu de l'article 6 du
Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires
(CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DU VILLAGE,**
personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C.
C-19) et dont l'adresse principale est 1211, rue Ste-Catherine Est,
Montréal (Québec) H2L 2H1, agissant et représentée par Gabrielle
Rondy, directrice générale par intérim, dûment autorisée aux fins
des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour contribuer à la transformation économique et à la vitalité du Village en favorisant la diversité, l'inclusivité et l'innovation.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation du Projet *Tubulaires 2023-24*, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s’y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l’Organisme a pris connaissance de l’article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d’exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l’article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu’elle a remis une copie de ce règlement à l’Organisme;

ATTENDU QUE le Projet décrit à l’ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d’évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l’Arrondissement ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d’interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l’article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l’Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l’article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l’Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l’Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

ARTICLE 3 **OBJET**

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4 **OBLIGATIONS DE L'ORGANISME**

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'Annexe 1;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;
- 4.5.2 Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, le « 15 juin 2024 »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt dix (90) jours de la Date de terminaison;
- 4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

- 4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande,

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Vingt-six mille deux cent cinquante dollars (26 250 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-un mille dollars (21 000 \$), représentant 80 % de la contribution globale, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement au montant de cinq mille deux cent cinquante dollars (5 250 \$), représentant 20 % de la contribution globale, sur réception du rapport final et ce au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin du Projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Le Responsable peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements. Il peut également exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 **GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE**

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

DÉFAUT

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 15 septembre 2024.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3M \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1211, rue Ste-Catherine Est, Montréal (Québec) H2L 2H1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville - Arrondissement de Ville-Marie fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 2023

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katherine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 2023

SDC DU VILLAGE

Par : _____
Gabrielle Rondy, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel **1239705011**, cette convention a été approuvée par la résolution **xxxxxx** du conseil, lors de la séance du 12 septembre 2023.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 1

Informations sur le projet	
Nom du projet	Tubulaires 2023-2024
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	<ul style="list-style-type: none">● Mise en valeur du territoire● Rayonnement● Événements ou activités d'animations● Recrutement commercial
Lieu	Rue Ste-Catherine Est, entre Berri et Cartier
Date ou période de la tenue du projet	Du 15 septembre 2023 au 15 juin 2024
Coût net estimé du projet	35 000 \$
Montant du soutien financier demandé	26 250 \$
Proportion de la contribution	75 %

Le projet que souhaite mettre en œuvre la Société de développement commercial (SDC) du Village est celui des tubulaires sur la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Berri et Cartier.

Les tubulaires sont des tubes rétro-éclairés qui sont installés sur les poteaux, dont la SDC est propriétaire, qui servaient autrefois à supporter la canopée de boules de Claude Cormier, « 18 nuances de gai ».

Depuis une dizaine d'années, la SDC présente un nouveau projet, chaque hiver, sur les 140 tubulaires, rétro-éclairés par un système LED. Ces projets sont toujours le fruit du travail de panels de design et l'objectif est de représenter les valeurs du Village à travers divers expositions artistiques.

Dans les dernières années, certains projets sur les tubulaires ont servi à mettre en valeur les communautés de la diversité sexuelle et de genre qui composent l'ADN du Village, ainsi que les valeurs du Village, des valeurs d'ouverture et de respect, véhiculées à travers l'image de marque de la SDC.

Pour l'exposition à ciel ouvert, qui sera déployée dès l'automne 2023, la SDC souhaite réutiliser le projet « Fières couleurs », déployé en 2022-2023 pour deux raisons.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

D'abord, il est évident que ce choix est fait dans une perspective d'éco-responsabilité. La réimpression et les matériaux associés à un nouveau projet sur les 140 tubulaires sont très considérables. Tel que mentionné, les tubulaires tiennent sur les poteaux qui servaient autrefois à soutenir la canopée de Claude Cormier. Avec le réaménagement prochain de la rue Sainte-Catherine Est, ces poteaux seront retirés, ce qui occasionnera donc le retrait potentiel des tubulaires.

Puis, le projet « Fières couleurs » est une excellente opportunité de marketing territorial et une manière de communiquer les valeurs et les couleurs de nos communautés sur l'ensemble de la rue Sainte-Catherine Est.

Il est à noter que lors des dernières éditions des tubulaires, le projet était toujours retiré au printemps pour faire place aux aménagements estivaux. En effet, le tiers des emplacements des tubulaires cause des enjeux avec les terrasses privées de nos membres, puisque les poteaux qui les supportent sont situés à l'intérieur des limites des terrasses privées. Pour cette raison, les tubulaires étaient donc retirés chaque printemps.

Toutefois, pour l'édition 2023-2024, la SDC du Village souhaite, pour la première fois, conserver le projet durant l'été.

Concrètement, ce projet visera à présenter un historique, une ligne du temps et toute la richesse des communautés de la diversité sexuelle et de genre, à travers une trentaine de drapeaux qui mettront en lumière les communautés 2SLGBTQIA+. Les visuels ont déjà été conçus par la firme montréalaise Daily tous les jours et les matériaux de 2022-2023 seront réutilisés.

Des fournisseurs externes assureront l'installation à la rue, tout en veillant au respect des normes de sécurité.

Afin d'afficher les valeurs de notre organisation et de contribuer plus longtemps à valoriser les communautés 2SLGBTQ+, les tubulaires demeureront toute l'année, contrairement aux précédentes éditions.

En effet, sur les 140 tubulaires disponibles, une centaine sera installée à des endroits qui ne représenteront pas d'enjeu pour les éléments de la piétonnisation et de l'animation estivale.

La SDC pourra donc, même en été, présenter ce projet de marketing territorial qui met en valeur les communautés de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

Par la réalisation de ce projet, la SDC du Village souhaite avoir un impact positif sur son milieu en proposant un thème rassembleur où chacun·e peut se sentir interpellé·e et représenté·e à travers l'histoire des luttes, la validité et la reconnaissance d'identités qui cohabitent sur le même territoire.

Les tubulaires étant rétro-éclairés, nous savons, par expérience, qu'ils améliorent le sentiment de sécurité lors de la saison hivernale.

Afin d'évaluer si les membres de la SDC ont apprécié la présence des tubulaires au-delà de la saison hivernale, un sondage sera effectué auprès de nos quelque 255 membres au printemps 2024. La SDC pourra alors mesurer l'appréciation du caractère novateur du projet, poursuivi pour une première fois sur quatre saisons. La SDC pourra également mesurer l'appréciation de ce projet de marketing territorial auprès de ses membres.

Afin d'obtenir le plus de réponses possibles, deux sondages seront effectués auprès des membres de la SDC. Un sondage web sera envoyé aux membres de la SDC via courriel et infolettre. De plus, l'ensemble des membres sera consulté via une présence terrain pour favoriser la collecte de réponses.

Étapes du projet	Dates
Dépôt du projet	2 août 2023
Analyse du projet	Entre le 2 août et le 1 ^{er} septembre 2023
Approbation du projet au conseil d'arrondissement	12 septembre 2023
Soumissions à des fournisseurs externes pour le projet	Entre le 15 août et le 1 ^{er} septembre 2023
Octroi du contrat à un fournisseur externe	Dès le 13 septembre 2023
Mise à jour et inventaire des tubulaires	Dès le 18 septembre 2023
Demande de permis pour l'installation des tubulaires	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Mise à jour et remplacement du filage aérien	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Manutention et installation des tubulaires à la rue	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Sondage des membres de la SDC du Village	Entre le 15 avril et le 15 mai 2024
Remise du bilan final	Entre le 1 ^{er} et le 15 juin 2024

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | 5 points

Projets	FOURNISSEUR	DÉPENSES		FINANCEMENT	
		Budget prévu	Budget réel	Ville-Marie	SDC
Mise à jour et inventaire des tubulaires	EXTERNE	1 500,00 \$		1 125,00 \$	375,00 \$
Mise à jour et remplacement du filage aérien	EXTERNE	8 500,00 \$		6 375,00 \$	2 125,00 \$
Manutention des tubulaires	EXTERNE	8 500,00 \$		6 375,00 \$	2 125,00 \$
Installation des tubulaires	EXTERNE	9 000,00 \$		6 750,00 \$	2 250,00 \$
Transport - location de nacelles	EXTERNE	3 500,00 \$		2 625,00 \$	875,00 \$
Communications / sondages	SDC	1 000,00 \$		750,00 \$	250,00 \$
Contingence		3 000,00 \$		2 250,00 \$	750,00 \$
TOTAL		35 000,00 \$	- \$	26 250,00 \$	8 750,00 \$

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ



[Lien](#) pour accéder au document.

Paraphes	
VILLE	ORGANISME

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE,** personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU QUARTIER LATIN,** personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1726, rue St-Denis, bur. 305, Montréal (Québec) H2X 3K6, agissant et représentée par Rachel Van Velzen, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation du projet de Décorations hivernales 2023, volet 1 tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s’y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l’Organisme a pris connaissance de l’article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d’exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l’article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu’elle a remis une copie de ce règlement à l’Organisme;

ATTENDU QUE le projet décrits à l’ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « **Demande** ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d’évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l’Arrondissement;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 **INTERPRÉTATION**

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d’interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 **DÉFINITIONS**

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- 2.1 « Annexe 1 » :** la description du Projet;
- 2.2 « Annexe 2 » :** le protocole de visibilité mentionné à l’article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;
- 2.3 « Projet » :** le projet de l’Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l’article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l’Annexe 1;
- 2.4 « Rapport annuel » :** document présentant le profil de l’Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d’activités, les rapports d’étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités

effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation du projet retenu dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'Annexe 1;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;
- 4.5.2 au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, le « **31 mars 2024** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;
- 4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de

mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

- 4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande,

tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de Trente mille dollars (**30 000\$**), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de dix-huit mille dollars (18 000\$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- un deuxième versement au montant de douze mille dollars (12 000 \$), sur réception du bilan final du projet, au plus tard le (30 juin 2024);

Organisme	Projets	Montants total	Montants 2023	Montant 2024
			#1	#2
Quartier Latin	Illumination hivernales 2023 volet 1	\$30,000.00	\$ 18,000.00	\$ 12,000.00

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.
- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le (1er novembre 2023).

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3M \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à

utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1726, rue St-Denis, bur. 305, Montréal (Québec) H2X 3K6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la (Directrice Générale - Mme. Rachel VAN VELZEN). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne

forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 20__

SDC QUARTIER LATIN

Par : _____
Rachel Van Velzen, directrice générale

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel 1239705011. Cette convention a été approuvée par la résolution CA23 _____ du conseil lors de la séance du 12 Septembre 2023.

ANNEXE 1

PROJET en annexe du sommaire décisionnel

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ



**PROTOCOLE DE
VISIBILITÉ**

**À L'INTENTION DES SOCIÉTÉS DE
DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**

Entrée en vigueur : février 2022

Ville-Marie
Montréal 

TABLE DES MATIÈRES

- 1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME
- 2. COMMUNICATIONS
 - 2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie
 - 2.2 Relations médias et événements publics
 - 2.3 Publicité et promotion
 - 2.4 Bilan de visibilité
- 3. MODALITÉS
 - 3.1 Normes graphiques et linguistiques
 - 3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

- 1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.
- 1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.
- 1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.
- 1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.
- 1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à

l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'**unique bailleur de fonds** : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est **partenaire du projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec **d'autres partenaires financiers** : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un **collaborateur au projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres **collaborateurs** : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
 - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
 - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de l'Arrondissement, en l'identifiant (@centrevillemontreal) et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- Pour une publication sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête **(au moins dix jours ouvrables à l'avance)** :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.
- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.
- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).
- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.
- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.
- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.
- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze jours ouvrables à l'avance**; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
 - le nombre d'abonné-e-s;
 - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
 - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
 - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des

logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :

- Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
- La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.

Hierarchisation

La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

- Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.
- Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos

devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).



Cas 3 Arrondissement

à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales



Cas 3 →

Ville-Marie
Montréal  **Montréal** 

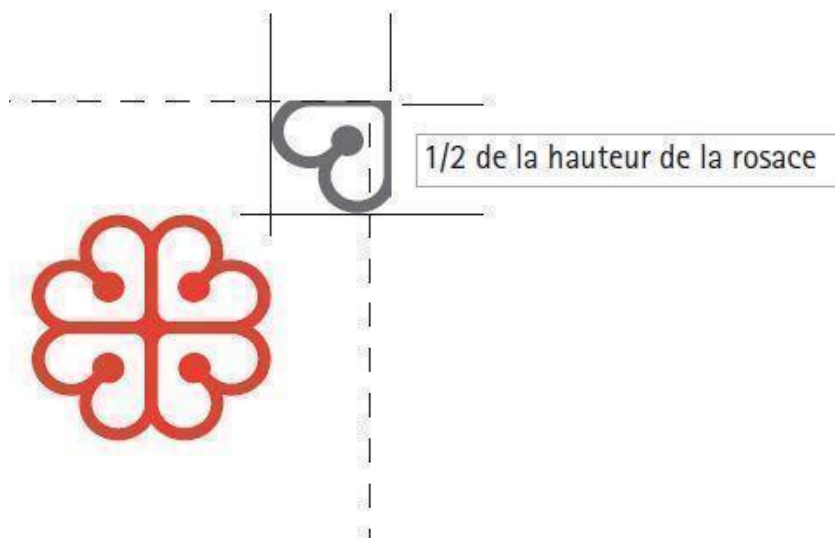
Cas 4 →

Canada  **Montréal**  **Montréal**  **Québec** 

- Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en

couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.3 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la **Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie** (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins

qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, **un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement**.
- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet **au moins quinze jours ouvrables** à l'avance.

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le projet *Agents d'accueil* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE**, personne morale de droit public, ayant une adresse au bureau de l'arrondissement de Ville-Marie situé au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 17e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement, dûment autorisée en vertu de l'article 6 du Règlement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires (CA-24-009);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL MONTREAL CENTRE-VILLE**, personne morale régie par la Loi sur les cités et villes (RLRQ, C. C-19) et dont l'adresse principale est 1176, rue Sherbrooke Ouest Montréal, Québec, H3A 1H6, agissant et représentée par Glenn Castanheira, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 143253623
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1022969435

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit pour contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal mais également à la représentation des intérêts de ses membres;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme de soutien au développement économique et commercial de l'arrondissement de Ville-Marie 2022-2024 pour la réalisation du projet *Brigade Propreté 2023*, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s’y rattachent (ci-après, la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l’Organisme a pris connaissance de l’article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujéti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d’exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l’article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu’elle a remis une copie de ce règlement à l’Organisme;

ATTENDU QUE le Projet décrit à l’ANNEXE 1 de la présente (ci-après appelée la « Demande ») ait été décrit sur le formulaire prévu à cette fin, a été soumis à un comité d’évaluation, conformément aux politiques en cours et que ceux-ci ont été acceptés, sous certaines conditions par l’Arrondissement ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d’interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les mots suivants signifient :

- | | |
|---------------------------------|---|
| 2.1 « Annexe 1 » : | la description du Projet; |
| 2.2 « Annexe 2 » : | le protocole de visibilité mentionné à l’article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant; |
| 2.3 « Projet » : | le projet de l’Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l’article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l’Annexe 1; |
| 2.4 « Rapport annuel » : | document présentant le profil de l’Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention; |

- 2.5 « Reddition de compte » :** les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
- 2.6 « Responsable » :** Le directeur de l'arrondissement de Ville-Marie ou son représentant dûment autorisé;
- 2.7 « Unité administrative » :** Direction de l'arrondissement de Ville-Marie, division des communications et relations avec la communauté.

ARTICLE 3

OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4

OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

- 4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation aux seules fins visées par la présente, soit le paiement des dépenses liées à la réalisation des projets retenus dans le cadre de ce programme et associées aux dépenses présentées à l'Annexe 1;
- 4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

- 4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;
- 4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

- 4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;
- 4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité;

4.4 Promotion et publicité

- 4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;
- 4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet;

4.5 Aspects financiers

- 4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;
- 4.5.2 Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après, le « 31 décembre 2023 »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les quatre-vingt dix (90) jours de la Date de terminaison;
- 4.5.3 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;
- 4.5.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les

pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

- 4.5.5 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;
- 4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 \$), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;
- 4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

- 4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

- 4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention; l'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande,

tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

- 4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 \$) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5 OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent cinquante mille dollars (150 000 \$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 \$), représentant 60% de la contribution globale, dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;
- Un deuxième versement au montant de soixante mille dollars (60 000 \$), représentant 40% de la contribution globale, sur réception du bilan final du projet, au plus tard le (31 Mars 2024);

Organisme	Projets	Montants total	Montants		
			#1	#2	#3
Montréal Centre-Ville	Brigade Propreté	\$ 150,000.00	\$ 90,000.00	\$ 60,000.00	\$ -

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut suspendre tout versement si l'Organisme ne respecte pas tous et chacun de ses engagements. Il peut également exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6 GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant

en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7 **DÉFAUT**

- 7.1** Il y a défaut :
- 7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;
 - 7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou ne répond pas à une demande de l'Arrondissement dans le délai imparti;
 - 7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;
 - 7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.
- 7.2** Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.
- 7.3** Dans les cas prévus aux sous-paragraphe 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.
- 7.4** S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8 **RÉSILIATION**

- 8.1** La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

- 8.2** L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.
- 8.3** Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9 **DURÉE**

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2023.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10 **ASSURANCES**

- 10.1** L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de trois millions de dollars (3M \$) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.
- 10.2** De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.
- 10.3** L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11 **DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les, « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12 **DÉCLARATIONS ET GARANTIES**

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

- 12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;
- 12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;
- 12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;
- 12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13 **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1176, rue Sherbrooke Ouest Montréal, Québec, H3A 1H6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville - Arrondissement de Ville-Marie fait élection de domicile au 800, boulevard De Maisonneuve Est, 19e étage, Montréal, Québec, H2L 4L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemple ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le^e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL - ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

Par : _____
Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Le^e jour de 20__

SDC MONTREAL CENTRE-VILLE

Par : _____
Glenn Castanheira, Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie comme pièce jointe finale au sommaire décisionnel 1239705011, cette convention a été approuvée par la résolution CA23 - _____ du conseil, lors de la séance du 12 Septembre 2023.

ANNEXE 1

BRIGADE PROPRETÉ

Depuis 2001, une Brigade propreté sillonne le territoire de la SDC afin de maintenir la propreté des lieux et identifier des enjeux liés aux actifs stratégiques des différents partenaires. **Jusqu'à l'an dernier, cette dernière a été entièrement financée par la SDC.** Initialement composée de plus d'une trentaine de travailleurs, cette dernière a été réduite à moins d'une vingtaine d'employés en 2021 faute de sources de financement suffisantes.

Avec la fin de la pandémie, la SDC a voulu miser sur le sentiment de sécurité et la propreté sur son territoire. Notre désir en 2022 était donc de bonifier la force de travail afin de la rendre, au minimum, équivalente à ce qu'elle était lors de sa création. e, Grâce à la contribution financière de l'arrondissement Ville-Marie en 2022, l'objectif est rempli et nous comptons aujourd'hui 28 membres au sein de la brigade depuis le mois de mars 2023.

Enfin, la brigade de propreté a une double mission, soit celle de contribuer à l'insertion sociale au centre-ville. Pour ce faire, Montréal centre-ville emploie principalement des travailleurs recrutés à même les organismes du quartier comme la Mission Old Brewery et d'autres organismes venant en aide aux populations marginalisées. De plus, nous soutenons le personnel dans le besoin avec un soutien spécialisé par l'entremise de notre partenariat avec le YMCA du centre-ville.

Les membres de la brigade propreté se partagent le travail en se basant sur ces différentes zones de nettoyage (voir image ci-dessous). Chaque employé démarre son quart de travail avec une zone désignée et, lorsque le travail est effectué, il communique avec un superviseur pour recevoir une nouvelle zone à nettoyer.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ



**PROTOCOLE DE
VISIBILITÉ**

**À L'INTENTION DES SOCIÉTÉS DE
DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL**

Entrée en vigueur : février 2022

Ville-Marie
Montréal 

TABLE DES MATIÈRES

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.2 Relations médias et événements publics

2.3 Publicité et promotion

2.4 Bilan de visibilité

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.2 Approbations

Ce protocole définit les dispositions que l'organisme financé par l'arrondissement de Ville-Marie (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à l'Arrondissement dans le cadre de l'entente conclue avec ce dernier (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de diffusion visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de l'Arrondissement. Ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de ce protocole.

1.4 Offrir à l'Arrondissement la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable du projet à l'Arrondissement.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de l'arrondissement de Ville-Marie

2.1.1 Mentionner la contribution de l'Arrondissement lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du projet, à la signature de l'Entente, etc., (voir clause 2.1.4).

2.1.2 Apposer le logo de l'Arrondissement (voir clause 2.1.3) sur tous les outils de communication imprimés et/ou numériques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si l'Arrondissement est l'unique ou le principal contributeur.
- Inclure le logo de l'Arrondissement parmi ceux des autres contributeurs du projet, s'il y a lieu.
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de l'Arrondissement dans la réalisation du projet advenant la présence de plusieurs contributeurs et démontrer le niveau d'implication de celui-ci par rapport aux autres contributeurs (voir la clause 3.1.1 pour plus de détails).
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.4, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Le logo générique de l'Arrondissement doit être utilisé, sauf dans le cas unique des éco-quartiers qui ont leur propre protocole de visibilité. Le logo sera transmis par le responsable du projet à l'Arrondissement.

Logo générique :



2.1.4 Inclure l'une des mentions suivantes, selon ce qui s'applique le mieux au soutien reçu, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- Lorsque l'Arrondissement est l'**unique bailleur de fonds** : « Le [nom du projet] est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie. »
- Lorsque l'Arrondissement est **partenaire du projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue à part égale au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie et [Nom de l'Organisme] sont fiers partenaires du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement contribue financièrement au projet avec **d'autres partenaires financiers** : « [Nom de l'Organisme] remercie l'arrondissement de Ville-Marie et [nom des partenaires] pour leur soutien financier dans la réalisation du [nom du projet]. »
- Lorsque l'Arrondissement est un **collaborateur au projet**, c'est-à-dire qu'il offre une expertise et contribue partiellement au projet : « L'arrondissement de Ville-Marie est fier collaborateur du

[nom du projet]. »

- Lorsque l'Arrondissement contribue au projet avec d'autres **collaborateurs** : « L'arrondissement de Ville-Marie et [nom des contributeurs] sont fiers de collaborer au [nom du projet]. »

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de l'Arrondissement en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.4.
- Offrir la possibilité d'insérer une citation d'une ou d'un élu-e de l'Arrondissement dans le communiqué de presse, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Faire parvenir à la Division des communications et des relations avec la communauté une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés à l'entente, **un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance**.
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant l'Arrondissement ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.).
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel que pourrait vouloir diffuser l'Arrondissement sur ses plateformes à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Mettre l'Arrondissement comme coorganisateur des événements sur Facebook.
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
 - le logo de l'Arrondissement apparaît dans le champ de vision;
 - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser, dans au moins l'un des réseaux énumérés ci-après, une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de

l'Arrondissement, en l'identifiant (@centrevillemontreal) et en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.4 ainsi qu'un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- Pour une publication sur LinkedIn : @Arrondissement de Ville-Marie – Ville de Montréal
- Pour une publication sur Facebook : @centrevillemontreal
- Instagram : @centrevillemontreal
- Twitter : @CentrevilleMTL

2.3.2 Mentionner le projet sur le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page montreal.ca/ville-marie, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du projet, s'assurer d'intégrer le logo de l'Arrondissement, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable du projet à l'Arrondissement et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication afin que l'équipe des communications de l'Arrondissement puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors d'un événement public ou d'activités, et si le contexte s'y prête **(au moins dix jours ouvrables à l'avance)** :

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme d'un événement, si applicable. La publicité sera fournie par l'Arrondissement.
- Offrir d'inclure un mot officiel de l'Arrondissement dans le programme d'un événement.
- Permettre à l'Arrondissement d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés).
- Permettre à l'Arrondissement de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites d'une activité ou d'un événement.

- Offrir à l'Arrondissement la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participant-e-s lorsqu'il y a présence d'une animatrice ou d'un animateur sur le site d'une activité; un message sera préparé à cet effet par l'Arrondissement.
- Offrir à l'Arrondissement un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public.
- Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze jours ouvrables à l'avance**; le matériel sera fourni par l'Arrondissement.

2.4 Bilan de visibilité

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et moins

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participantes et de participants.

Applicable à un soutien financier d'une valeur de 10 000 \$ et plus

Remettre un bilan à la personne responsable de l'Arrondissement **au plus tard trente jours ouvrables** après la fin du projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots);
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;
- une revue de presse couvrant le projet;
- des photos du projet;

- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants et de participantes;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
 - le nombre d'abonné-e-s;
 - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de l'Arrondissement ou arborant le logo de celui-ci;
 - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;
 - le nombre de visites uniques pour les pages du site Web où l'Arrondissement a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);
 - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si l'Arrondissement a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation des logotypes de l'Arrondissement et ses normes d'utilisation, à savoir :

- Le texte ou les textes et la rosace sont indissociables, de même que leur positionnement.
- Lorsqu'il est agrandi ou rapetissé, le logo ne doit pas être déformé (respect des proportions).
- Le positionnement du logo, généralement dans la partie inférieure des documents, doit démontrer le niveau d'implication de l'Arrondissement dans un contexte de partenariat :

Taille du logo si l'Arrondissement est le partenaire principal du projet :

- Son logo pourrait être apposé séparément et dans un plus grand format (par exemple, au-dessus des logos des autres partenaires).
- La taille des logos devrait refléter équitablement la contribution des partenaires (par exemple, les logos des paliers gouvernementaux qui sont les principaux partenaires doivent être disposés sur une même ligne et présentés dans un plus grand format, au-dessus des autres logos). Cependant, si tous les logos se trouvent sur une même ligne horizontale, ils doivent être de la même taille.

Hierarchisation

La hiérarchisation est le critère qui dicte l'emplacement des logos lorsqu'il y a plus d'un partenaire. Lorsque c'est possible, il faut éviter de mettre tous les logos des partenaires sur une même ligne, par exemple en les faisant défiler dans un bandeau au bas d'une page d'un site Web. Il est préférable de les apposer sur différents échelons selon l'ampleur de la contribution des partenaires (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple) :

- Le logo du présentateur, s'il y en a un, se trouve au haut de la hiérarchie.
- Si l'Arrondissement et d'autres paliers gouvernementaux sont partenaires et que leur contribution est plus importante que celle des partenaires privés, leurs logos devraient se retrouver ensemble au haut de la hiérarchie ou sous celui du présentateur, s'il y en a un.

Ordre de préséance

Il reste ensuite à déterminer l'ordre des logos des partenaires publics dans l'espace qui leur est accordé. Cet ordre est généralement établi selon la contribution financière de chacun (voir l'image ci-dessous à titre d'exemple).

Cas 3 Arrondissement

à gauche du logo de la Ville de Montréal

Cas 4 Plusieurs instances gouvernementales



Cas 3 →

Ville-Marie
Montréal  Montréal 

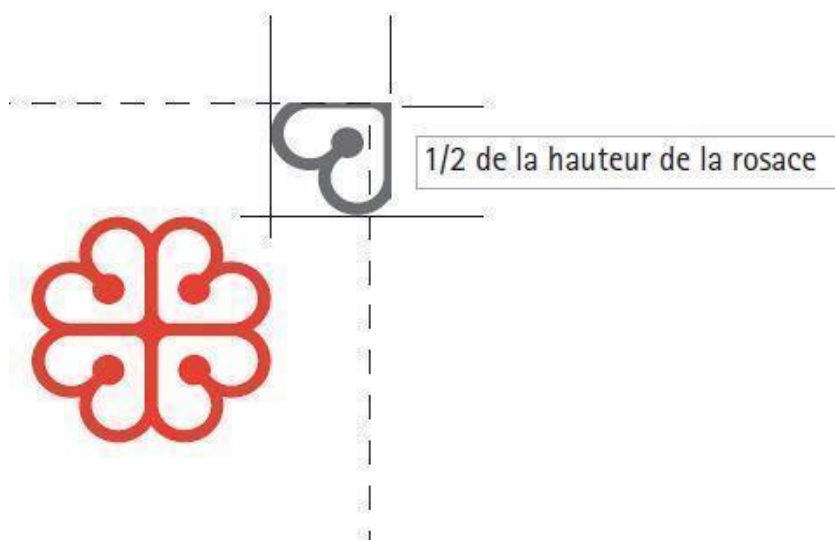
Cas 4 →

Canada  Ville-Marie
Montréal  Montréal  Québec 

- Il y a trois adaptations possibles des signatures visuelles, soit en

couleur (texte en noir avec la rosace rouge), en noir et blanc (texte et rosace en noir) ou en renversé pour les fonds de couleur (le texte et la rosace en renversé blanc).

- Le logo doit être entouré d'un espace de dégagement (équivalent à la demi-rosace tout autour du logo, comme démontré ci-dessous).



3.1.2 Ne pas utiliser le nom ou le logo de l'Arrondissement, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la personne responsable de l'Arrondissement.

3.1.3 La dénomination de l'Arrondissement doit toujours être « arrondissement de Ville-Marie ».

3.1.4 Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

3.2 Approbations

3.2.1 Les approbations doivent être soumises à la **Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie** (communicationsvillemarie@montreal.ca) et à la personne responsable du projet à l'Arrondissement. Ceci comprend :

- le plan de communication défini à la clause 1.1, à moins

qu'il ne soit inclus dans le dépôt d'une demande de subvention, **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction.

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de l'Arrondissement, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur diffusion.
- le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du projet, **au moins cinq jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- une demande écrite de participation de la mairesse ou du maire aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au projet, **un minimum de vingt jours ouvrables avant la tenue de l'événement**.
- le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet **au moins quinze jours ouvrables** à l'avance.

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la Division des communications et des relations avec la communauté de l'arrondissement de Ville-Marie, s'assurer de préciser dans sa demande que le projet *Agents d'accueil* est subventionné dans le cadre du programme au développement économique et commercial 2022-2024.

Dossier # : 1239705011

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté

Objet :

Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$



FORMULAIRE VOLET 2_SDC Montréal Centre-Ville_Brigade Propreté_2023.pdf



Déclaration_Charte de la langue française - SDC Montréal centre-ville.pdfAspect financier_1239705011.pdf



FORMULAIRE VOLET 2_SDC Quartier Latin_Décorations hivernales 2023_Territoire existant.pdf



Déclaration_Charte de la langue française_SDC Quartier Latin.pdf



GDD 123975011 - Grille d'analyse Montréal 2030_SDC Montréal Centre-Ville_Brigade Propreté 2023.pdf



1239705011- Décorations hivernales 2023 volet 1 - SDQL - Grille d'analyse Montréal 2030 .pdf



Grille d'analyse Montréal 2030_Tubulaires_2023.docx.pdf



WEB_FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE VOLET 2 - TUBULAIRES 2023_V 3.pdf



Déclaration_Charte de la langue française_contrats de gré à gré[2].pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364

Télocop. :

FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

VOLET 2 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER À LA VITALITÉ COMMERCIALE

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veillez compléter la colonne de droite des tableaux.

Nom de L'OBNL	Société de développement commercial Montréal Centre-Ville
Adresse	1176, rue Sherbrooke Ouest, H3A 1H6
Téléphone	(514) 398-9438
Courriel	glenn@montrealcentreville.ca
Site internet	www.montrealcentreville.ca

Nom et prénom	Castanheira, Glenn
Fonction pour l'organisation	Directeur Général
Téléphone	(514) 594-8493
Courriel	glenn@montrealcentreville.ca

Nom du projet	Brigade propreté
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	● Mise en valeur du territoire
Lieu	Sur l'ensemble du territoire de la SDC
Date ou période de la tenue du projet	Du 1er mai au 31 décembre 2023
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	950 000\$

Montant du soutien financier demandé	150 000\$
Proportion de la contribution	16%

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

- a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention | 5 points

Montréal centre-ville est la société de développement commercial (SDC) du centre-ville de Montréal, un organisme à but non lucratif qui regroupe près de 5 000 entreprises membres situées entre l'avenue Atwater et la rue Saint-Urbain et entre la rue Sherbrooke et la rue Saint-Antoine. Elle est la plus grande organisation du genre au Canada.

Notre mission :

Montréal centre-ville a pour mission de contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à la qualité de vie du centre-ville de Montréal.

Notre vision :

Être un partenaire influent pour le développement du centre-ville de Montréal, un quartier d'affaires et de vie de classe mondiale, au caractère authentique, animé et créatif.

Nos valeurs :

- **Proactivité:** demeurer à l'avant-garde des tendances mondiales, des besoins et des attentes pour une offre de service novatrice.
- **Collaboration:** oeuvrer de concert et à proximité de nos membres et de nos partenaires. Être un facilitateur de partenariats stratégiques.
- **Influence:** être recherché pour notre connaissance exemplaire des enjeux du centre-ville, être à l'écoute et se positionner en tant que partenaire de confiance pour les acteurs clés de la métropole.
- **Ouverture :** partager la vision, l'information et les retombées des projets phares de Montréal Centre-ville.

La structure organisationnelle :

Directeur général: Glenn Castanheira

Directeur général adjoint: Jules Hébert

Directrice des communication : Emmanuelle Allaire

Responsable des communications et marketing: Alicia Orłowski

Responsable relation membres et intelligence d'affaires: Selma Emna Jmii

Responsable des réseaux sociaux: Roxane Bailey

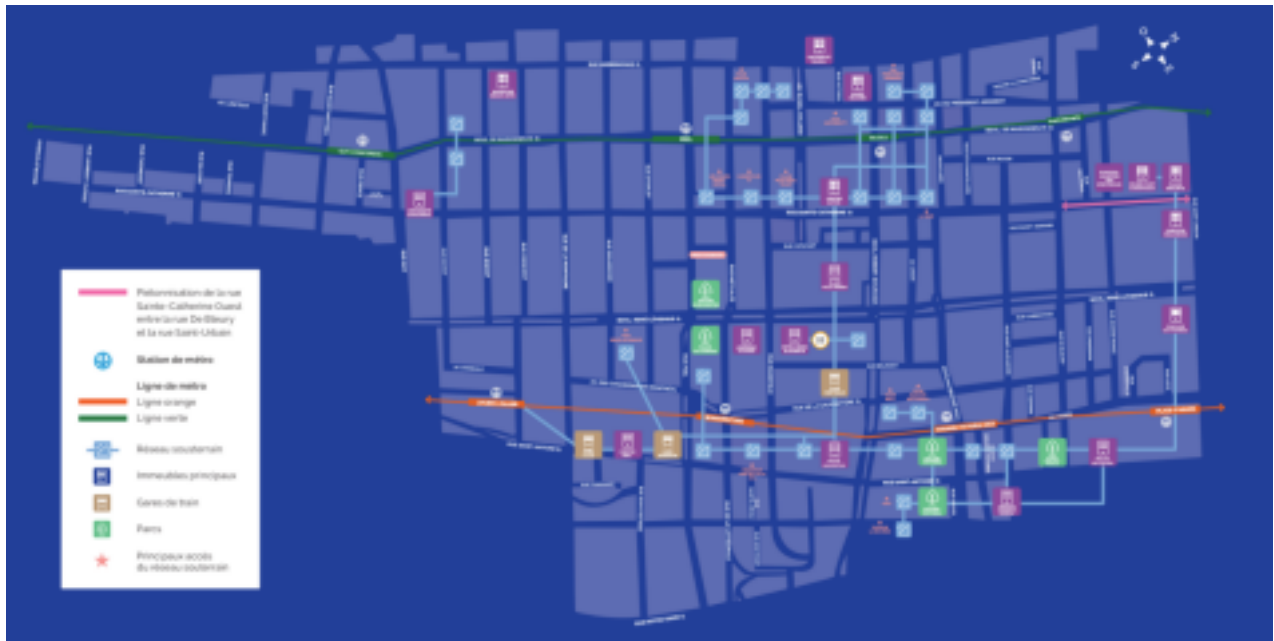
Responsable des équipes terrain: Théo Closson

Chargée de projets: Alejandra Obregon

Coordonnatrice comptabilité et administration: Marie-Claude Desrosiers

Chargé de projets terrain et chef d'équipe de la brigade de propreté: Gino Chiasson

Territoire d'intervention :



b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement | 5 points

La structure commerciale du territoire de Montréal centre-ville est la plus importante du Québec. Il s'agit de la plus grande densité d'entreprises sur l'agglomération, tant en nombre de commerces au kilomètre carré qu'en superficie offerte par habitant. L'emblématique Sainte-Catherine est le foyer des grands magasins, d'enseignes internationales et de commerces indépendants.

Les données collectées par Montréal centre-ville dans le cadre du recensement des entreprises situées au sous-terrain, au premier étage et au rez-de-chaussée démontrent la diversité commerciale du centre-ville qui comptabilise à ce jour :

- **826 établissements de restauration**
- **54 établissements d'hébergement**
- **34 établissements d'enseignement**
- **64 établissements d'art, culture et loisirs**
- **71 stationnements**
- **20 centres commerciaux ou galeries marchandes**
- **630 boutiques de commerce au détail et commodités**

La pandémie a eu un impact néfaste sur la dynamique commerciale du centre-ville. Malgré un regain de l'activité commerciale en 2022, plusieurs défis attendent le centre-ville dans les années à venir. À cet effet, la propreté représente un des principaux éléments à améliorer aux yeux des usagers et des résidents du centre-ville.

2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

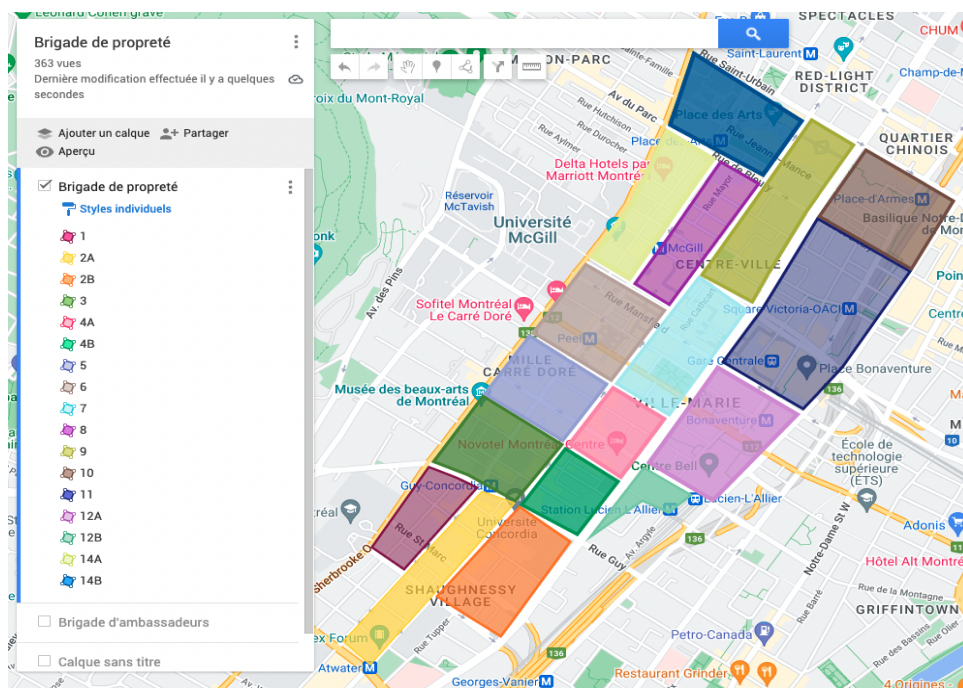
a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | 10 points

Depuis 2001, une Brigade propreté sillonne le territoire de la SDC afin de maintenir la propreté des lieux et identifier des enjeux liés aux actifs stratégiques des différents partenaires. **Jusqu'à l'an dernier, cette dernière a été entièrement financée par la SDC.** Initialement composée de plus d'une trentaine de travailleurs, cette dernière a été réduite à moins d'une vingtaine d'employés en 2021 faute de sources de financement suffisantes.

Avec la fin de la pandémie, la SDC a voulu miser sur le sentiment de sécurité et la propreté sur son territoire. Notre désir en 2022 était donc de bonifier la force de travail afin de la rendre, au minimum, équivalente à ce qu'elle était lors de sa création. e, Grâce à la contribution financière de l'arrondissement Ville-Marie en 2022, l'objectif est rempli et nous comptons aujourd'hui 28 membres au sein de la brigade depuis le mois de mars 2023.

Enfin, la brigade de propreté a une double mission, soit celle de contribuer à l'insertion sociale au centre-ville. Pour ce faire, Montréal centre-ville emploie principalement des travailleurs recrutés à même les organismes du quartier comme la Mission Old Brewery et d'autres organismes venant en aide aux populations marginalisées. De plus, nous soutenons le personnel dans le besoin avec un soutien spécialisé par l'entremise de notre partenariat avec le YMCA du centre-ville.

Les membres de la brigade propreté se partagent le travail en se basant sur ces différentes zones de nettoyage (voir image ci-dessous). Chaque employé démarre son quart de travail avec une zone désignée et, lorsque le travail est effectué, il communique avec un superviseur pour recevoir une nouvelle zone à nettoyer.



b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | **10 points**

1. Assurer la propreté du territoire de la SDC
2. Rehausser l'attractivité du centre-ville en améliorant le sentiment de sécurité
3. Augmenter le nombre d'employés issus de la réinsertion sociale

a. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | **10 points**

En plus des données compilées par Montréal centre-ville qui démontrent le volume de déchets ramassé par notre brigade de propreté, nous réalisons plusieurs sondages pour connaître l'appréciation des visiteurs (B2C) et des commerçants (B2B) sur plusieurs questions en lien avec leur expérience au centre-ville.

Les services de la firme L'Observateur ont été retenus afin de réaliser deux sondages par interception aléatoire auprès des passants de la rue Sainte-Catherine, entre Saint-Urbain et Atwater, et sur certaines rues transversales (Crescent, Peel et Maisonneuve). Les objectifs de ces sondages étaient de mesurer l'opinion des utilisateurs à l'égard de leur appréciation des aménagements de la rue Sainte-Catherine, son animation, et d'en connaître davantage sur leurs habitudes de fréquentation.. Au total, 500 répondants ont été interviewés du 10 au 19 août 2022.

Certains éléments retiennent notre attention. Notamment la question de la propreté et le sentiment de sécurité. Pour la question de la propreté, le niveau de satisfaction est de **54%**, un point de plus qu'en 2021. Du côté du sentiment de sécurité, on note une baisse de 4 points depuis 2021, passant de **75% à 79%**. La distinction est plus frappante lorsqu'on compare entre les différents types de clientèle, en fonction de leur provenance, tel qu'illustrée dans le tableau plus bas:

Tableau 20 – Appréciation de divers aspects de l'expérience de visite en fonction du lieu de résidence

Tailles d'échantillon variables : NSP exclus	Ensemble 2022 (n : 447 à 498)	Territoire					
		Zone primaire (n : 81 à 86)	Zone secondaire (n : 53 à 57)	Zone tertiaire (n : 65 à 69)	Extrémité est et ouest de l'île (n : 63 à 74)	Extérieur de l'île- Québec (n : 88 à 97)	Extérieur du Québec (n : 73 à 91)
Forte appréciation (%)							
Facilité / sécurité de circulation en tant que piéton	78	73	65	80	81	77	86
Accessibilité aux commerces (stationnement, TC, équipement vélo)	75	80	63	64	78	74	85
Sentiment de sécurité	75	68	57	80	69	69	98
Terrasses et mobilier	74	77	59	71	85	74	77
Bacs de végétation	63	69	53	44	66	65	73
Art public	54	60	44	39	53	55	64
Propreté des lieux	54	65	35	38	45	46	80
Commodités (toilettes, accès à l'eau, wifi, etc.)	45	51	34	36	38	35	64

Q6 Sur une échelle de « 1 à 5 », où « 1 » signifie que vous n'avez « pas du tout apprécié » et « 5 » que vous avez « beaucoup apprécié », comment avez-vous apprécié...

Notons que dans les deux cas, la perception des touristes étrangers est très bonne. N'en demeure pas moins qu'il y a encore beaucoup de travail à faire pour rehausser la propreté des lieux.

De plus, l'enjeu de cohabitation avec les populations marginalisées revient souvent dans les médias ainsi que dans divers sondages, et, bien que notre contribution soit complémentaire aux efforts des autorités et des divers organismes communautaires,, nous croyons que l'aspect de réinsertion au sein de notre brigade contribue à la cohabitation ainsi qu'aux efforts collectifs d'insertion sociale.

b. Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | 10 points

COMMUNICATIONS

Afin de contribuer au sentiment de sécurité et de propreté, nous proposons de déployer une campagne misant sur les défis engendrés, la qualité du travail de notre brigade et l'humanisation de ses travailleurs. Ainsi, tous les efforts déployés s'inscriront dans la continuité de ces priorités.

Comme chaque printemps, l'enjeu de la propreté des artères commerciales et locales fait l'objet d'une attention médiatique particulière lors de la fonte des neiges. Nous voulons encore profiter de ce contexte pour faire la promotion, auprès de certains médias, du travail exceptionnel accompli par la Brigade pour garantir la propreté du territoire.

L'an dernier, une couverture très positive est ressortie de cette opération de relations publiques au terme de laquelle quatre articles/reportages de fond ont mis en lumière les accomplissements de la Brigade.

- [Le secret d'un centre-ville tout propre](#) (Journal de Montréal , 9 avril)
- [Une matinée avec la Brigade de propreté](#) (Urbania, 6 avril)
- [Début du ménage du printemps dans la métropole](#) (TVA, 4 avril)
- [Brigade de propreté : entrevue avec Glenn Castanheira](#) (Radio - canada 15-18, 6 avril)

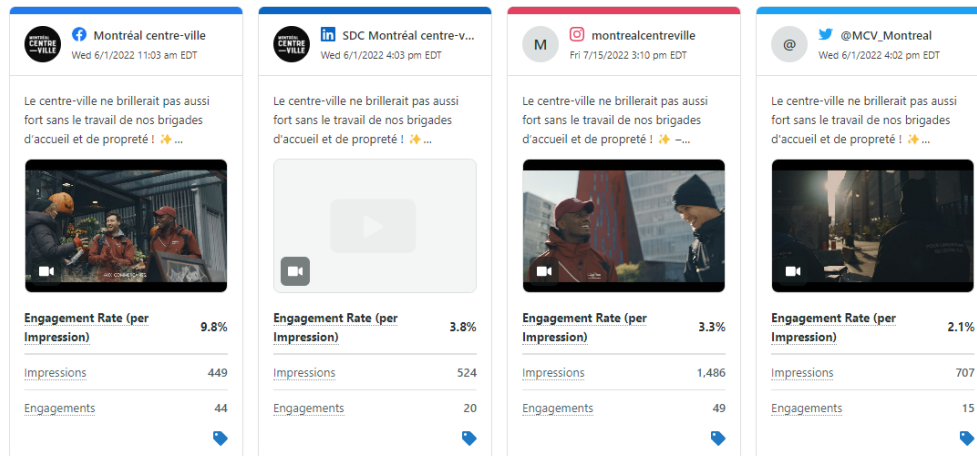
Le Journal de Montréal et Urbania se sont déplacés sur le terrain pour suivre les membres de la brigade dans la réalisation de leurs tâches. Ils ont pu s'entretenir avec eux et leur poser directement leurs questions, de sorte que les contenus de ces publications offrent une image humaine du travail accompli, en plus de mettre de l'avant leur professionnalisme et leur passion.

A lui seul, [l'article du Journal de Montréal](#) a engendré des retombées médiatiques très intéressantes:

- valeur publicitaire : 24 530 \$
- gain de réputation pour le centre-ville: 53 966\$

1. Réseaux sociaux

Notre stratégie sur les réseaux sociaux visent à sensibiliser les usagers sur l'importance de la propreté et à humaniser le travail de notre brigade, entre autres, par la diffusion de [vidéo promotionnelle de nos deux Brigades](#). Ces publications ont généré de belles retombées en termes d'interactions et d'engagements en 2022..



- **3 166 impressions**
- **128 interactions**

2. Communications infolettre

Il y a une volonté de mettre de l'avant davantage le travail de nos Brigades dans le contenu de l'infolettre B2B destinées mensuellement à nos membres. La diffusion de quelques données clés (par exemple: le nombre de litres de déchets ramassés) permettra de montrer concrètement les actions engagées de la Brigade et d'en démontrer les impacts de manière mesurable.

- c. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | **20 points**

Les résultats attendu en 2023 sont:

1. **Une croissance de la brigade de propreté** pour atteindre le nombre de 30 employés;
2. **Une amélioration de l'efficacité d'intervention** de la brigade grâce à la collecte de données;
3. **Une croissance du taux de satisfaction** des usagers à l'égard de la propreté au centre-ville.

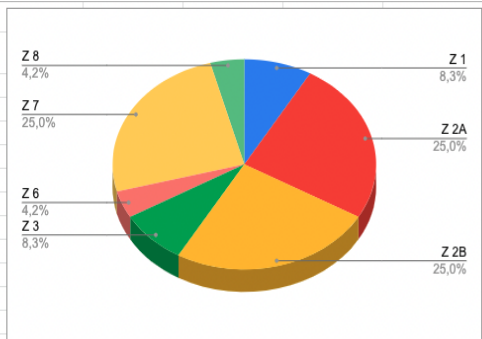
Afin d'assurer la propreté du territoire de la SDC, nous souhaitons mesurer plus étroitement les interventions et les suivre à travers les différentes actions entreprises par la Brigade.

Plus concrètement, et comme prévu dans notre demande de 2022 nous avons mis en place **un système de classement des différentes actions posées sur une plateforme en ligne**. Cette collecte d'information est assurée par le nouveau gestionnaire de l'équipe terrain. Nous compilons ainsi les données en termes d'interventions sur le domaine public.

Voici ce que nous récoltons comme données:

Zones considérées les moins propres:

Fin 2022																	
Zones / Semaines	Z 1	Z 2A	Z 2B	Z 3	Z 4A	Z 4B	Z 5	Z 6	Z 7	Z 8	Z 9	Z 10	Z 11	Z 12A	Z 12B	Z 14	Z 14B
7 novembre	0	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
14 novembre	0	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
21 novembre	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0
28 novembre	1	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
5 décembre	1	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
12 décembre	0	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
19 décembre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26 décembre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	2	6	6	2	0	0	0	1	6	1	0	0	0	0	0	0	0



Légende	Z = zone 0 = non inclus dans les trois zones les plus sales de la semaine 1 = Inclus dans les trois zones les plus sales de la semaine
---------	--

2023																	
Zones / Semaines	1	2A	2B	3	4A	4B	5	6	7	8	9	10	11	12A	12B	14	14B
2 janvier	0	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
9 janvier	0	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
16 janvier	0	1	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
23 janvier																	
30 janvier																	
TOTAL janvier	0	3	3	3	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0

En fin d'année 2022, nous avons commencé à comptabiliser les zones les plus malpropres du centre-ville. Cela nous permet de mieux concentrer nos ressources dans les zones problématiques, comme les zones 2A, 2B, et 7..

La quantité de déchets ramassés en 2022 :

Catégories		Déchets			Recyclage		
Mois	Nb boîtes	Nb sacs	litres déchets	Nb boîtes	Nb sacs	litres déchets	
janvier 2022	20	2000	100000	2	200	10000	
février 2022	20	2000	100000	0	0	0	
mars 2022	33	3300	165000	0	0	0	
avril 2022	30	3000	150000	1	100	5000	
mai 2022	29	2900	145000	3	300	15000	
juin 2022	30	3000	150000	2	200	10000	
juillet 2022	31	3100	155000	1	100	5000	
août 2022	27	2700	135000	0	0	0	
septembre 2022	29	2900	145000	0	0	0	
octobre 2022	25	2500	125000	0	0	0	
novembre 2022	40	4000	200000	0	0	0	
décembre 2022	30	3000	150000	0	0	0	
TOTAL	344	34400	1720000	9	900	45000	

Légende	Résumé : En 2022, 1 720 000 de litres de déchets et 45 000 litres de recyclage ont ramassé dans les rues du centre-ville.
1 boîte = 100 sacs	
1 sac = 50 L	

Ramassage de seringues :

Le ramassage des seringues contribue grandement au sentiment de sécurité des usagers du centre-ville. La brigade de propreté possède le matériel nécessaire pour en faire le ramassage en toute sécurité. Cette collecte de données nous permet de suivre les endroits où l'utilisation de seringues est plus fréquente et ainsi nous pouvons y retourner plus régulièrement pour faire des vérifications.

Ramassage de seringues par la brigade propreté																		
Zones / Mois	Z 1	Z 2A	Z 2B	Z 3	Z 4A	Z 4B	Z 5	Z 6	Z 7	Z 8	Z 9	Z 10	Z 11	Z 12A	Z 12B	Z 14	Z 14B	Total
janvier 2022	0	1	0	0	13	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	18
février 2022	0	0	0	4	4	0	11	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	23
mars 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
avril 2022	0	0	0	1	2	32	0	0	1	2	1	0	0	0	0	2	0	41
mai 2022	0	15	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	16
juin 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	1	0	0	0	7
juillet 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
août 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4
septembre 2022	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
octobre 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
novembre 2022	0	0	0	0	0	0	6	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	8
décembre 2022	0	0	0	0	0	0	5	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	7
TOTAL	0	16	0	5	19	32	23	5	11	10	3	0	0	1	0	2	0	127

- d. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ?
Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités
Montréal 2030 pour ce projet | **10 points**

La bonification de la brigade propreté fait écho à plusieurs priorités du plan Montréal 2030 pour accélérer la transition écologique, offrir des milieux de vie plus humains et vivants et rehausser l'attractivité de la métropole et de son centre-ville. Plus précisément, le projet répond aux deux propriétés suivantes:

- **Priorité 19:** *Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins*

La brigade de propreté de Montréal centre-ville s'inscrit dans une ambition de rendre le territoire du centre-ville plus propre, sécuritaire et vert afin de bonifier l'expérience des usagers et des visiteurs. Elle veille notamment à l'installation de jardinières, de fleurs et bacs de verdissement pour embellir les rues, en plus de parcourir l'ensemble du territoire pour en assurer la propreté. Leur réactivité et efficacité d'interventions contribue par le fait même à rehausser la cohésion sociale, le sentiment d'appartenance et à faire du centre-ville, un véritable lieu de vie et de rencontres.

- **Priorité 20:** *Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*

Avec le retour des travailleurs et des touristes au centre-ville, le rôle de la brigade est d'autant plus essentiel afin que les usagers puissent profiter d'espaces publics propres en tout temps. Leur travail est essentiel afin d'entretenir les actifs stratégiques du centre-ville, et ainsi rehausser l'attractivité tant auprès des résidents et de la population locale qu'auprès des visiteurs étrangers en offrant un environnement encore plus dynamique, vivant et de qualité.

3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

- a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | **10 points**

La brigade étant déjà en opération depuis plus de 20 ans, nous avons développé une expertise hors pair en matière de déploiement d'équipes de nettoyage et d'entretien d'actifs stratégiques (installations artistiques, gestion de verdissement, déneigement de mobilier).

Le financement demandé permettrait l'embauche de force de travail additionnelle, d'améliorer leur efficacité opérationnelle et de leur offrir de meilleures conditions de travail.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | **5 points**

Le projet étant en cours de réalisation en ce moment, toutes les opérations mentionnées sont déployées sur une base quotidienne.

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | **5 points**

Catégorie	Coûts estimés 2023
DÉPENSES	
Uniformes	\$15 000,00
Matériel	\$8 500,00
Salaires	\$865 000,00
Local et entreposage	\$15 000,00
DÉPENSES TOTALES	\$903 500,00
REVENUS	
SDC Montréal centre-ville	\$753 500,00
Arrondissement Ville-Marie	\$150 000,00 (À confirmer)
DÉPENSES TOTALES	\$903 500,00

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateurs.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.
- Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.
- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés, Montréal centre-ville, attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.



Glenn Castanheira
Directeur général
Montréal centre-ville

FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

VOLET 2 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER À LA VITALITÉ COMMERCIALE

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veillez compléter la colonne de droite des tableaux.

Coordonnées principales de l'organisme	
Nom de L'OBNL	Société de développement commercial du Quartier latin
Adresse	1726, rue Saint-Denis, bureau 305, Montréal H2X 3K6
Téléphone	(514) 849-4906
Courriel	info@quartierlatin.ca
Site internet	Quartierlatin.ca

Coordonnées du représentant autorisé, par résolution du CA, à déposer la présente demande	
Nom et prénom	Rachel Van Velzen
Fonction pour l'organisation	Responsable de l'administration
Téléphone	(514) 849-4906
Courriel	admin@quartierlatin.ca

Informations sur le projet	
Nom du projet	DÉCORATIONS HIVERNALES
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	<ul style="list-style-type: none">Mise en valeur du territoire commercial
Lieu	<ul style="list-style-type: none">Rue Saint-Denis (entre Sherbrooke et de Maisonneuve)Rue Ontario (entre Savoie et Sanguinet)Rue Émery
Date ou période de la tenue du projet	Du 1 ^{er} novembre 2023 au 8 mars 2024
Coût net estimé du projet (excluant les commandites et échanges de services)	40 000\$
Montant du soutien financier demandé	30 000\$
Proportion de la contribution	75 %

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

- a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention | **5 points**

La société de développement commercial du Quartier latin, est une association de commerçants à but non lucratif qui a pour mandat de contribuer au développement commercial et culturel du Quartier latin en créant un environnement propre, sécuritaire, unique, distinctif et divertissant pour ses membres, les résidents et sa clientèle.

Bien que le Quartier latin soit plus grand, le district commercial de la SDC s'étend sur la rue Saint-Denis entre Sherbrooke et de Maisonneuve, ainsi que sur les rues Ontario et de Maisonneuve entre Sanguinet et Savoie et finalement Émery. Elle est composée en 2023 de 150 places d'affaires. La SDC Quartier latin a entrepris des démarches en 2023 pour agrandir son territoire et est présentement en attente de validation de l'arrondissement de Ville-Marie. Les nouvelles limites du territoire de la SDC serait définies comme suit :

- au nord, par le trottoir sud de la rue Sherbrooke;
- au sud, par le trottoir nord de la rue Saint-Antoine;
- à l'est, par le trottoir est de la rue Saint-Denis;
- à l'ouest, par le trottoir est de la rue Sanguinet.

90 nouveaux membres intégreraient la SDC au 1^{er} janvier 2024, pour un total de 240 membres. La SDC est gérée par un conseil d'administration de 9 personnes, dont un représentant de l'arrondissement de Ville-Marie.

La permanence comprend actuellement trois employés, soit la direction générale par intérim, une responsable communications marketing et un responsable des opérations terrain.

- b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement | **5 points**

Stratégiquement situé entre le Village, le Plateau Mont-Royal et le centre-ville, le Quartier latin est naturellement achalandé. C'est un petit territoire d'une grande richesse historique et culturelle, doté d'une importante concentration commerciale. Pré-Covid, ce sont près de 120 000 personnes qui fréquentaient chaque semaine ce territoire. Sur 650 mètres, on ne dénombre pas moins de 150 commerces dont les 2/3 sont des bars et des restaurants. Durant la période estivale, on y retrouve l'une des plus grandes concentrations de terrasses à Montréal.

Bien que la densité résidentielle soit limitée sur le territoire, Le Quartier latin se situe à proximité des zones résidentielles denses que sont les Habitations Jeanne-Mance, le Village et le Quartier centre sud de

Montréal. Les résidents de ces quartiers périphériques sont nombreux à fréquenter la rue Saint-Denis, et représentent une base de clientèle importante pour l'économie locale.

Le Quartier latin bénéficie des forts catalyseurs d'achalandages que sont : **Son accessibilité** (la station de métro Berri-UQAM, deux pistes cyclables majeures - Berri et De Maisonneuve, un terminal de gare routière, un réseau de 5 stationnements souterrains avec plus de 2 300 places de stationnements). **Ses établissements d'enseignement supérieur** (UQAM et Cégep du Vieux Montréal) qui attirent chaque année près de 50 000 étudiants dans le quartier. **Ses institutions culturelles**, qui attirent une clientèle très diversifiée et de tout âge : le Théâtre St-Denis, le cinéma du Quartier latin, la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la Cinémathèque québécoise. **Son centre hospitalier**, le CHUM qui compte plus de 18 000 employés. **Ses pôles entrepreneuriaux** (Place Dupuis, UQAM). **Son profil culturel et événementiel** (Festival Montréal Complètement Cirque, Grande Rentrée) qui attire de nombreux excursionnistes, et touristes internationaux.

Historiquement, le Quartier latin était reconnu comme le bastion du déploiement des plus grands festivals qui ont fait rayonner Montréal (Juste pour rire, Festival de Jazz). La configuration des lieux et la proximité des terrasses avec le public en font une destination unique pour y déployer des animations. C'est un véritable laboratoire pour les événements de la métropole.

2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | 10 points

La Société de développement commercial du Quartier latin a pour principale mission d'offrir un territoire propre, accueillant et sécuritaire, dans lequel règne une cohabitation harmonieuse entre les clientèles.

Dans le cadre de sa stratégie de dynamisation de l'espace public, la SDC souhaite offrir aux montréalais.es et aux visiteurs une scénographie accueillante pour la période hivernale en installant des décorations lumineuses et des sapins décoratifs à l'échelle de son territoire. La sécurité du public étant au cœur de nos priorités, les opérations d'installation des structures lumineuses retenues se feront dans le respect des normes et des démarches de permis exigées par l'arrondissement de Ville-Marie et la ville de Montréal. La SDC inspectera les structures lumineuses installées dans le cadre du projet de manière à garantir leur bon fonctionnement pendant la saison hivernale et procédera à leur réparation et leur changement au besoin.

La SDC fournira le mandat à une entreprise spécialisée dans la mise en place de décors lumineux, Accès Décor, avec qui elle a un contrat signé pour les années 2022-2023 et 2023-2024 pour la location, l'installation et la désinstallation des structures illuminées. Accès Décor installera encore cette année des illuminations pour les arbres qui joncheront la rue Saint-Denis, des structures lumineuses sur les fûts de lampadaires des rues Ontario et Émery, et procédera à l'installation et à la mise en lumière d'un grand sapin situé au coin des rues Émery et Saint-Denis (ANNEXE 5 – Contrat Accès Décor x SDQL). À la suite de la confirmation du projet d'agrandissement, la SDC effectuera une demande de subvention complémentaire auprès de l'arrondissement de Ville-Marie pour illuminer le tronçon de la rue Saint-Denis, entre De Maisonneuve et Saint-Antoine, avec les mêmes structures que celles du territoire actuel.

L'objectif global est de créer un attrait visuel significatif pour attirer la clientèle sur le territoire et agrémenter leur visite. La demande complémentaire permettra à la SDC d'unifier son territoire nouvellement agrandi. La mise en valeur du Quartier latin à travers ce projet créera des retombées économiques directes pour les commerces dans une période traditionnellement moins achalandées (ANNEXE 6 – Photos du projet – Déco HIV22-23).

Cette année, les structures lumineuses seront louées à la firme Accès Décors pour offrir un éclairage de qualité sur l'ensemble du territoire. La SDC est en processus de développement d'un plan lumière pour le quartier basé sur l'orientation de revitalisation et de développement de la scénographie selon son plan stratégique triennal daté de 2020 (ANNEXE 7 – Rapport stratégique). D'ici cinq ans, la SDC commencera la transition entre la location des décorations hivernales vers l'achat de celles-ci. Les deux premières années de transition seront de l'achat et de la location pour permettre de conserver la quantité et la qualité des structures. Les années suivantes serviront au maintien et à la bonification du décor hivernal acheté.

De plus, la SDC donnera un mandat à une entreprise pour l'installation de sapins naturels décoratifs. Le fournisseur positionnera ces sapins près des devantures des commerces. Des guirlandes lumineuses seront posées sur les sapins afin de créer une ambiance festive dans le quartier.

b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | **10 points**

Les objectifs visés par les décorations hivernales sont les suivants;

- Offrir une expérience de la rue qui soit confortable, conviviale et attrayante, et qui favorise la qualité de vie à l'échelle du centre-ville;
- Augmenter l'attractivité du Quartier latin auprès des différentes clientèles par la mise en valeur de l'offre commerciale locale et ainsi créer des retombées économiques directes pour les commerces;
- Faire rayonner l'offre commerciale d'un quartier emblématique du centre-ville de Montréal dans un contexte postpandémique;
- Positionner l'achat local et le commerce de proximité au centre de la relance économique du Quartier latin;
- Positionner le Quartier latin en tant que destination incontournable du temps des fêtes.

c. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | **10 points**

La mise en place d'un décor hivernal défendu dans la présente demande a été développée à la suite de la production d'un plan stratégique triennal daté de 2020, réalisé par le cabinet d'accompagnement en démarche stratégique Espace Stratégies (ANNEXE 7 – Rapport stratégique).

- d. Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | **10 points**

Le **public cible** se compose de jeunes francophones âgés entre 18 et 35 ans;

- qui aiment sortir au centre-ville, habitants et usagers du quartier
- qui sont amateurs de bière et de terrasses
- amateurs de culture et festivals (musique, cirque, cinéma, humour)

Médiums utilisés et portée : Pour rejoindre nos publics, nous planifions une campagne multicanale, intégrant une combinaison de médias traditionnels et numériques.

Outils internes (portée prévue 100k vues)

- médias sociaux
 - 9,7k abonnés Facebook
 - 3k abonnés Instagram
- site web (92k pages vues en 2022)
- infolettre grand public (1 500 abonnés)
- infolettre membres SDC (150 abonnés)

Outils externes (portée prévue 1M vues/écoute)

- campagne d'affichage numérique (big box)
- affichage extérieur
- campagne Google Adwords (mots-clés)
- tourisme et festivals (tourisme MTL)
- radio FM et en ligne

En tant que partenaire privilégié, le logo de l'arrondissement sera présent dans l'ensemble des initiatives de communication de la SDC (après approbation). Afin de mettre de l'avant la contribution de l'arrondissement, nous allons inclure cette mention sur chacune des publications sur les réseaux sociaux : *ce projet a été rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement Ville-Marie.*

Dans l'infolettre aux membres, ainsi que l'infolettre grand public, nous allons faire la mention que ce projet est rendu possible grâce au soutien financier de l'arrondissement Ville-Marie.

- e. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | **20 points**

La mise en place d'un décor hivernal ambitieux apparaît comme une solution incontournable pour redynamiser tout au long de la saison froide un quartier qui a particulièrement souffert en raison de la crise sanitaire qui a sévi depuis les deux dernières années. Cette année particulièrement, l'éclairage hivernal permettra d'unir le territoire et faire connaître l'agrandissement et ses nouveaux membres.

La SDC mettra toute son expérience à profit pour offrir aux montréalais.es ainsi qu'aux visiteurs une scénographie urbaine de qualité tout au long de la saison hivernale, et ce, dans le but d'augmenter l'attractivité du quartier auprès des différentes clientèles et ainsi créer des retombées économiques directes pour les commerces.

La SDC prévoit deux moyens de quantifier le succès du projet à la fin de la saison. D'une part, les écompteurs (4) répartis sur la rue Saint-Denis nous permettront d'analyser avec précision l'achalandage enregistré pendant l'hiver. D'autre part, la SDC développera un sondage interne destiné aux commerçants du Quartier latin afin d'évaluer leur satisfaction vis-à-vis du projet, et quantifier les retombées économiques engendrées.

- f. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet | **10 points**

- **Quartier**

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Les résidents et les visiteurs pourront profiter de ces installations pour redécouvrir le temps d'une visite sur la rue Saint-Denis et son décor féérique, leurs restaurants de quartier et les détaillants qui proposent une gamme complète d'offres et de services adaptés à leurs besoins du quotidien.

- **Métropole**

Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

La qualité du projet et la promotion mise en place à l'occasion contribueront assurément à repositionner le Quartier latin à l'échelle de la métropole et au rayonnement du centre-ville.

3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

- a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | **10 points**

La SDC Quartier latin possède une grande expertise en aménagement et en mise en valeur de son territoire. Elle est responsable de la mise en place d'un décor lumineux hivernal sur son territoire depuis de nombreuses années. L'équipe en place bénéficie d'un solide bagage opérationnel et d'une très bonne connaissance des réglementations et normes à intégrer dans le développement et la mise en place de ce type de projet.

Par ailleurs, la SDC bénéficie d'une excellente collaboration des équipes techniques de la ville de Montréal et de l'arrondissement de Ville-Marie, et peut compter sur une banque de nombreux fournisseurs pour maximiser la réussite de ces installations.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | **5 points**

Date	Actions à réaliser
Mi-juin 2023	Dépôt d'une demande de soutien financier à l'arrondissement de Ville-Marie (Volet 2)
Septembre 2023 – Fin octobre 2023	Démarche de permis auprès de l'arrondissement de Ville-Marie et de la ville de Montréal
1 ^{er} novembre 2023 – 4 novembre 2023 (durée de 3 à 4 jours)	Installation du projet (phase 1 – territoire actuel)
À déterminer (durée estimée de 2 à 3 jours)	Installation des structures lumineuses (phase 2 – nouveau territoire)
1 ^{er} novembre 2023 – 8 mars 2024	Inspection / entretien / remplacement des éléments lumineux
8 mars 2024 – 13 mars 2024 (durée estimée de 5 à 6 jours)	Démontage des deux phases
Avril 2024	Post-mortem interne et sondage de satisfaction auprès des commerçants

Voir **ANNEXE 8 – Échéancier – Déco HIV23-24** pour l'échéancier détaillé.

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | **5 points**

Phase 1 – Territoire actuel

BUDGET PRÉVISIONNEL POUR LA RÉALISATION DU PROJET	
Arrondissement de Ville-Marie	30 000 \$
SDC Quartier latin	10 000 \$
Budget total	40 000 \$

DÉPENSES ANTICIPÉES	TOTAL	VILLE-MARIE	SDC
Location des décorations lumineuses	17 500 \$	7 500 \$	10 000 \$
Installation des décorations lumineuses	8 750 \$	8 750 \$	0 \$
Désinstallation des décorations lumineuses	8 750 \$	8 750 \$	0 \$
Achat des sapins décoratifs	4 400 \$	4 400 \$	0 \$
Installation des sapins décorations	300 \$	300 \$	0 \$
Traitement des déchets verts	300 \$	300 \$	0 \$
Dépenses totales	40 000 \$	30 000 \$	10 000 \$

Phase 2 – Nouveau territoire

BUDGET PRÉVISIONNEL POUR LA RÉALISATION DU PROJET	
Arrondissement de Ville-Marie	26 250 \$
SDC Quartier latin	8 750 \$
Budget total	35 000 \$

DÉPENSES ANTICIPÉES	TOTAL	VILLE-MARIE	SDC
Location des décorations lumineuses	17 500 \$	8 750 \$	8 750 \$
Installation des décorations lumineuses	8 750 \$	8 750 \$	0 \$
Désinstallation des décorations lumineuses	8 750 \$	8 750 \$	0 \$
Dépenses totales	35 000 \$	26 250 \$	8 750 \$

Voir **ANNEXE 9 – Budget – Déco HIV23-24** pour le budget détaillé.

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateurs.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.
- Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.
- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés SDC Quartier latin attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.



Rachel Van Velzen

Resonsable de l'administration

SDC
**QUARTIER
LATIN**

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'entreprise*) Montréal centre-ville (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :
 - je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.
 - je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.
 - je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise



Nom du représentant

Glenn Castanheira

Date

27 juin 2023

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je, soussigné, à titre de représentant autorisé de (*nom de l'entreprise*) Société de développement du Quartier latin (ci-après l'Entreprise) déclare que (*cocher une des cases ci-dessous*) :

- (1) l'Entreprise n'a pas d'établissement au Québec
- (2) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie moins de 50 personnes au Québec
- (3) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, mais depuis moins de 6 mois
- (4) l'Entreprise a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec et ce, depuis 6 mois ou plus ; je déclare donc que l'Entreprise respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et (*cocher une des 3 cases ci-dessous*) :

je déclare que l'Entreprise détient un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF dont copie est ci-jointe.

je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation. Copie d'une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF est ci-jointe.

je déclare que l'Entreprise ne détient pas encore de certificat de francisation ni d'attestation d'application d'un programme de francisation. Une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF est ci-jointe. Je déclare de plus que l'Entreprise a rempli ou s'engage à remplir, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, les obligations en lien avec la transmission à l'OQLF de l'« analyse de la situation linguistique ».

Signature du représentant de l'Entreprise

Rachel Van Vel

Nom du représentant

Rachel Van Velzen

Date

2023-07-07



2022-2024

Programme de soutien financier au développement économique et commercial

FORMULAIRE - DÉPÔT DE DEMANDE

VOLET 2 | DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER À LA VITALITÉ COMMERCIALE

SECTION I | INFORMATIONS GÉNÉRALES

Veillez compléter la colonne de droite des tableaux.

Coordonnées principales de l'organisme	
Nom de L'OBNL	Société de développement commercial du Village
Adresse	1211 Sainte-Catherine Est
Téléphone	514-529-1168
Courriel	info@villagemontreal.ca
Site internet	www.villagemontreal.ca

Coordonnées du représentant autorisé, par résolution du CA, à déposer la présente demande	
Nom et prénom	Rondy, Gabrielle
Fonction pour l'organisation	Directrice générale
Téléphone	514-529-1168
Courriel	gr@villagemontreal.ca

Informations sur le projet	
Nom du projet	Tubulaires 2023-2024
Dans quel sous-volet s'inscrit le projet ?	<ul style="list-style-type: none">● Mise en valeur du territoire● Rayonnement● Événements ou activités d'animations● Recrutement commercial
Lieu	Rue Ste-Catherine Est, entre Berri et Cartier
Date ou période de la tenue du projet	Du 15 septembre 2023 au 15 juin 2024
Coût net estimé du projet	35 000 \$
Montant du soutien financier demandé	26 250 \$
Proportion de la contribution	75 %

SECTION II | CRITÈRES D'ÉVALUATION

Tous les éléments-clés du projet doivent être présentés à même ce formulaire via les différentes questions. Vous pouvez y intégrer directement des images, croquis, tableaux pour illustrer votre présentation. Des annexes permettant de compléter la vue d'ensemble du projet peuvent être jointes à la demande, mais ne seront pas formellement évaluées.

1. PORTRAIT DE L'ORGANISME | 10 POINTS

- a. Présentez votre organisme, ses membres, sa mission, sa structure organisationnelle et son territoire d'intervention | **5 points**

La mission de la Société de développement commercial (SDC) du Village – Village Montréal est de contribuer à la transformation économique et à la vitalité du Village en favorisant la diversité, l'inclusivité et l'innovation.

Village Montréal encourage et soutient les initiatives locales, sert et représente ses quelque 255 membres, organise et favorise la tenue d'événements, encourage l'investissement et investit dans des propositions artistiques et initiatives afin de faire rayonner l'artère commerciale et développer son économie au possible.

Les membres de la SDC représentent une variété d'entreprises, allant des adresses de destination qui font la renommée du Village, comme ses bars, ses restaurants et ses salles de spectacles, aux commerces de proximité pour répondre aux besoins des résident·e·s du Village, en passant par des grandes entreprises comme Groupe TVA, WB Games et le tout nouvel hôtel Hyatt Place Centre.

Le Village de Montréal est le plus vaste village 2SLGBTQ+ au monde. Relayée par les médias traditionnels et sociaux, cette image du Village vaut d'être reconnue internationalement comme une destination culturelle, festive et inclusive.

Le territoire de la SDC du Village est composé des rues Sainte-Catherine Est, entre Berri et Cartier, excluant le parc Émilie-Gamelin, et Atateken, entre René-Lévesque et Robin.

Village Montréal est gouvernée par un conseil d'administration composé de neuf administrateur·rice·s. L'équipe permanente est constituée de la directrice générale, Gabrielle Rondy, de la directrice de production, Mélanie Guevremont, de la coordonnatrice, projets et logistique, Sophie Auger, du responsable du service aux membres, Gilles Paquette et du responsable des communications, Charles MacKay.

- b. Illustrez de façon claire la composition commerciale de votre secteur et son potentiel de développement | **5 points**

Le Village, durant les 15 dernières années, a fortement été marqué par un achalandage massif durant la saison estivale, suivi par une saison hivernale habituellement plus difficile pour plusieurs entreprises.

La SDC du Village œuvre à renverser la perception selon laquelle le Village est moins attractif durant l'hiver, notamment grâce à divers projets d'aménagement, d'illumination et d'animation. Il est donc primordial d'aménager le Village durant la saison hivernale afin d'assurer l'attractivité de ce secteur, surtout à l'aube d'importants travaux de réfection de la rue Sainte-Catherine Est, qui viendront perturber grandement l'économie du Village.

De plus, le Village, traditionnellement marqué par la présence de nombreux bars et restaurants, a été grandement affecté par les fermetures successives de commerces, imposées par la santé publique pour contrer la pandémie de COVID-19.

En effet, dans le Village, les établissements de restauration, de divertissement et les bars représentent 52 % de l'offre commerciale. Les commerces de proximité, qui représentent 29 % de l'offre du Village, devraient toutefois représenter entre 34 et 44 % d'une artère équilibrée.

Cependant, beaucoup de commerces, dont l'achalandage était principalement garanti par la présence de festivalier·ère·s et touristes internationaux, ont souffert grandement durant les trois dernières années.

Toutefois, le nombre élevé de locaux vacants au rez-de-chaussée contribue à l'expérience négative des visiteur·euse·s dans le Village.

De plus, d'importants enjeux liés à la cohabitation, la consommation d'alcool et de drogues, et la criminalité ternissent l'expérience des visiteur·euse·s du Village.

En plus d'être situé à proximité de grands employeurs du secteur et d'institutions universitaires et collégiales, le Village est entouré par un grand bassin résidentiel, sur ses rues transversales, et de nombreux projets immobiliers résidentiels sont également en construction ou prévus dans les prochaines années.

Finalement, il est à noter que l'offre commerciale du Village est en train de se modifier avec les besoins des clientèles locales qui évoluent. Des nouveaux commerces de proximité ont ouvert leurs portes depuis la pandémie, signe du regain économique que prend le secteur.

2. PRÉSENTATION ET PERTINENCE DU PROJET | 70 POINTS

a. Décrire de façon claire et structurer votre projet | 10 points

Le projet que souhaite mettre en œuvre la Société de développement commercial (SDC) du Village est celui des tubulaires sur la rue Sainte-Catherine Est, entre les rues Berri et Cartier.

Les tubulaires sont des tubes rétro-éclairés qui sont installés sur les poteaux, dont la SDC est propriétaire, qui servaient autrefois à supporter la canopée de boules de Claude Cormier, « 18 nuances de gai ».

Depuis une dizaine d'années, la SDC présente un nouveau projet, chaque hiver, sur les 140 tubulaires, rétro-éclairés par un système LED. Ces projets sont toujours le fruit du travail de panels de design et l'objectif est de représenter les valeurs du Village à travers divers expositions artistiques.

Dans les dernières années, certains projets sur les tubulaires ont servi à mettre en valeur les communautés de la diversité sexuelle et de genre qui composent l'ADN du Village, ainsi que les valeurs du Village, des valeurs d'ouverture et de respect, véhiculées à travers l'image de marque de la SDC.

Pour l'exposition à ciel ouvert, qui sera déployée dès l'automne 2023, la SDC souhaite réutiliser le projet « Fières couleurs », déployé en 2022-2023 pour deux raisons.



D'abord, il est évident que ce choix est fait dans une perspective d'écoresponsabilité. La réimpression et les matériaux associés à un nouveau projet sur les 140 tubulaires sont très considérables. Tel que mentionné, les tubulaires tiennent sur les poteaux qui servaient autrefois à soutenir la canopée de Claude Cormier. Avec le réaménagement prochain de la rue Sainte-Catherine Est, ces poteaux seront retirés, ce qui occasionnera donc le retrait potentiel des tubulaires.

Puis, le projet « Fières couleurs » est une excellente opportunité de marketing territorial et une manière de communiquer les valeurs et les couleurs de nos communautés sur l'ensemble de la rue Sainte-Catherine Est.

Il est à noter que lors des dernières éditions des tubulaires, le projet était toujours retiré au printemps pour faire place aux aménagements estivaux. En effet, le tiers des emplacements des tubulaires cause des enjeux avec les terrasses privées de nos membres, puisque les poteaux qui les supportent sont situés à l'intérieur des limites des terrasses privées. Pour cette raison, les tubulaires étaient donc retirés chaque printemps.

Toutefois, pour l'édition 2023-2024, la SDC du Village souhaite, pour la première fois, conserver le projet durant l'été.

Concrètement, ce projet visera à présenter un historique, une ligne du temps et toute la richesse des communautés de la diversité sexuelle et de genre, à travers une trentaine de drapeaux qui mettront en lumière les communautés 2SLGBTQIA+. Les visuels ont déjà été conçus par la firme montréalaise Daily tous les jours et les matériaux de 2022-2023 seront réutilisés.

Des fournisseurs externes assureront l'installation à la rue, tout en veillant au respect des normes de sécurité.

Afin d'afficher les valeurs de notre organisation et de contribuer plus longtemps à valoriser les communautés 2SLGBTQ+, les tubulaires demeureront toute l'année, contrairement aux précédentes éditions.

En effet, sur les 140 tubulaires disponibles, une centaine sera installée à des endroits qui ne représenteront pas d'enjeu pour les éléments de la piétonnisation et de l'animation estivale.

La SDC pourra donc, même en été, présenter ce projet de marketing territorial qui met en valeur les communautés de la diversité sexuelle et de la pluralité des genres.

- b. Présentez les objectifs visés de votre projet, le lien avec votre vision d'affaire et positionnement, son caractère innovant | **10 points**

La mission de la Société de développement commercial (SDC) du Village est de contribuer à la transformation économique et à la vitalité du Village en favorisant la diversité, l'inclusivité et l'innovation.

En sélectionnant un projet graphique pour ses tubulaires rétro-éclairés, qui mettra en lumière les communautés de la diversité sexuelle et de genre qui font partie du Village, la SDC contribuera ainsi à favoriser la diversité, l'inclusivité et l'innovation.

Rétro-éclairés par un système LED et présents sur l'ensemble de la rue Sainte-Catherine Est durant la période hivernale, les tubulaires font partie du plan lumière de la SDC. En ajoutant ainsi une source importante de luminosité durant l'hiver sur son territoire, la SDC contribuera à améliorer le sentiment de sécurité de toutes sur le domaine public.

- c. Sur quels constats, analyses et données s'appuient votre projet ? | **10 points**

En 2020, la SDC du Village a mandaté la firme Humain Humain - Consultation en ethnographie urbaine, en collaboration avec la Ville de Montréal – Arrondissement de Ville-Marie, la Corporation de développement communautaire du Centre-Sud et le Bureau de la députée Manon Massé, afin de l'accompagner dans sa réflexion stratégique, commerciale et sociale du secteur.

Notre projet de tubulaires se base sur les constats de cette étude ethnographique, dont les résultats ont été obtenus en juillet 2021. Dans cette étude, 50 recommandations ont été émises par l'équipe d'Humain Humain, basées sur plusieurs constats, dont celui selon lequel la dépolitisation des luttes autour de la diversité sexuelle a étioilé les relations entre différents groupes, et ce, à plusieurs niveaux.

Ainsi, avec cette prochaine édition de tubulaires, la SDC misera sur un projet d'art public porteur de valeurs d'inclusion à travers lequel toutes les communautés, pionnières et qui leur ont succédé, pourront se reconnaître et s'identifier.

Selon plusieurs études publiées un peu partout sur la planète, il est clair que les projets lumineux contribuent à améliorer le sentiment des usager·ère·s dans l'espace public. La luminosité naturelle étant réduite durant la saison hivernale, il est primordial d'investir dans des projets lumineux.

« L'éclairage joue un rôle important dans l'évaluation du sentiment de sécurité. La situation définie comme étant la plus dangereuse par le citoyen correspond à la marche dans une rue déserte et mal éclairée, de nuit », peut-on lire dans l'article *Les facteurs lumineux du sentiment d'insécurité* de Jean-François Augoyard, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), publié en septembre 2016.

De plus, les projets lumineux servent à mettre en valeur visuellement certains éléments. « L'éclairage a encore une fonction de promotion visuelle. La mise en valeur des objets dans les vitrines par le biais d'un éclairage bien conçu, les panneaux publicitaires éclairés, les enseignes lumineuses, sont autant d'éléments mis en valeur par la lumière qui sont susceptibles d'éveiller chez le passant un micro-désir », écrit Jean-François Augoyard dans son article sur la lumière et le sentiment de sécurité.

- d. Présentez de façon détaillée, la stratégie de communication utilisée pour faire rayonner le projet, les publics ciblés, ainsi que le plan de visibilité offert à l'arrondissement | **10 points**

Stratégie : Plusieurs articles de blog sur le site web de la SDC tout au long du projet afin d'en faire la promotion.

Public(s) cible(s) : Les client·e·s et occupant·e·s potentiel·le·s pour le Village et les partenaires de la SDC.

Stratégie : Un calendrier de publications pour nos réseaux sociaux afin de faire rayonner le projet au maximum.

Public(s) cible(s) : Les client·e·s et occupant·e·s potentiel·le·s pour le Village et les partenaires de la SDC.

Stratégie : Parution d'articles dans le magazine Fugues (numérique et imprimé)

Public(s) cible(s) : Les membres de la communauté LGBTQ+, ainsi que les résident·e·s et les client·e·s qui fréquentent le Village.

Stratégie : Courriels informatifs et de suivi aux membres commerçant·e·s et aux partenaires de la SDC.

Public(s) cible(s) : Les membres commerçant·e·s et partenaires de la SDC.

Plan de visibilité pour l'arrondissement de Ville-Marie

- Explication du projet sur le site web de la SDC et mention de la contribution financière de l'arrondissement au projet (www.villagemontreal.ca)
- Mention et remerciement lors d'entrevues médiatiques (article écrit, entrevue radio, entrevue télévisée)
- Mention et remerciement lors des divers comités avec des partenaires, portant sur l'aménagement et l'animation du territoire.
- Mention et reconnaissance dans nos infolettres aux membres, nos réseaux sociaux, notre rapport d'activités annuel pour l'assemblée générale.

- e. Présentez quels sont les résultats attendus avec la réalisation du projet, les impacts sur le milieu et les indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les retombées de ce projet | **20 points**

Par la réalisation de ce projet, la SDC du Village souhaite avoir un impact positif sur son milieu en proposant un thème rassembleur où chacun·e peut se sentir interpellé·e et représenté·e à travers l'histoire des luttes, la validité et la reconnaissance d'identités qui cohabitent sur le même territoire.

Les tubulaires étant rétro-éclairés, nous savons, par expérience, qu'ils améliorent le sentiment de sécurité lors de la saison hivernale.

Afin d'évaluer si les membres de la SDC ont apprécié la présence des tubulaires au-delà de la saison hivernale, un sondage sera effectué auprès de nos quelque 255 membres au printemps 2024. La SDC pourra alors mesurer l'appréciation du caractère novateur du projet, poursuivi pour une première fois sur quatre saisons. La SDC pourra également mesurer l'appréciation de ce projet de marketing territorial auprès de ses membres.

Afin d'obtenir le plus de réponses possibles, deux sondages seront effectués auprès des membres de la SDC. Un sondage web sera envoyé aux membres de la SDC via courriel et infolettre. De plus, l'ensemble des membres sera consulté via une présence terrain pour favoriser la collecte de réponses.

- f. Dans quelle(s) priorité(s) stratégique de Montréal 2030, le projet s'inscrit-il ? Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien avec les priorités Montréal 2030 pour ce projet | **10 points**

Achetées en 2020, les feuilles de polycarbonate sont mises à niveau d'année en année par l'équipe de production de la SDC Village, réduisant ainsi notre empreinte écologique en récupérant plus de 300 feuilles de la famille des plastiques (**priorités 4 et 5**).

Les vinyles sont faits de matériaux recyclés et recyclables, et un soin particulier à cet aspect est porté par toutes les personnes attirées au projet. De plus, l'équipe de montage utilise, lorsque possible, des chariots de transport pour éviter d'utiliser des véhicules à essence (**priorité 3**).

Le projet de tubulaires s'inscrit aussi dans les priorités pour renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, en particulier avec la volonté de lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous (**point 8**) et en consolidant et favorisant un filet social fort (**point 9**).

Certains drapeaux mis de l'avant représentent les populations autochtones, en particulier de la diversité sexuelle et de genre en visibilisant la communauté bispirituelle (**point 13**).



Par la réalisation de ce projet, la SDC du Village favorisera la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif en contribuant au rayonnement de créateur·rice·s et travailleur·euse·s culturel·le·s montréalais·e·s en favorisant la pérennité de leur pratique sur son territoire (**point 15**).

Enfin, en situant l'humain et ses différences au centre de ce projet, la SDC du Village répond à la priorité d'assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (**point 18**)

3. GESTION DU PROJET ET FAISABILITÉ | 20 POINTS

- a. Démontrez que votre organisme bénéficie de l'expertise nécessaire pour mener à bien ce projet ou présenter le mandataire externe à qui est déléguée cette expertise | **10 points**

L'équipe de la SDC Village collaborera avec des fournisseurs externes de longue date, qui connaissent bien les tubulaires, mais aussi la réalité du Village, pour ce projet.

Que ce soit pour la mise à jour et inventaire des tubulaires, la mise à jour et remplacement du filage aérien, la manutention des tubulaires et l'installation des tubulaires, tout sera confié à l'externe. La SDC assurera la coordination du projet, l'obtention des permis nécessaires et les activités de communications et de sondage reliées au projet.

Depuis 2019, une équipe interne à la SDC était responsable du montage, de l'assemblage, de l'installation à la rue et du démontage. La SDC a mis fin à cette équipe interne de production en décembre 2022.

Les manipulations liées au projet de tubulaires rétro-éclairés seront donc connues par les fournisseurs externes et seront toujours soumises à des contrôles de qualité et de sécurité par la SDC.

Les fournisseurs emploieront à bord de leurs véhicules des conducteurs qualifiés et prudents et ne loueront que des véhicules récents et inspectés pour assurer un montage et un démontage sécuritaire sur le domaine public.

Des signaleurs seront toujours présents et les zones de montage et démontage seront toujours des périmètres sécurisés, si nécessaires.

b. Présentez l'échéancier détaillé et réaliste pour la réalisation de votre projet | **5 points**

Étapes du projet	Dates
Dépôt du projet	2 août 2023
Analyse du projet	Entre le 2 août et le 1 ^{er} septembre 2023
Approbation du projet au conseil d'arrondissement	12 septembre 2023
Soumissions à des fournisseurs externes pour le projet	Entre le 15 août et le 1 ^{er} septembre 2023
Octroi du contrat à un fournisseur externe	Dès le 13 septembre 2023
Mise à jour et inventaire des tubulaires	Dès le 18 septembre 2023
Demande de permis pour l'installation des tubulaires	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Mise à jour et remplacement du filage aérien	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Manutention et installation des tubulaires à la rue	Entre le 9 octobre et le 15 novembre 2023
Sondage des membres de la SDC du Village	Entre le 15 avril et le 15 mai 2024
Remise du bilan final	Entre le 1 ^{er} et le 15 juin 2024

c. Présentez le budget prévisionnel détaillé | **5 points**

Projets	FOURNISSEUR	DÉPENSES		FINANCEMENT	
		Budget prévu	Budget réel	Ville-Marie	SDC
Mise à jour et inventaire des tubulaires	EXTERNE	1 500,00 \$		1 125,00 \$	375,00 \$
Mise à jour et remplacement du filage aérien	EXTERNE	8 500,00 \$		6 375,00 \$	2 125,00 \$
Manutention des tubulaires	EXTERNE	8 500,00 \$		6 375,00 \$	2 125,00 \$
Installation des tubulaires	EXTERNE	9 000,00 \$		6 750,00 \$	2 250,00 \$
Transport - location de nacelles	EXTERNE	3 500,00 \$		2 625,00 \$	875,00 \$
Communications / sondages	SDC	1 000,00 \$		750,00 \$	250,00 \$
<i>Contingence</i>		3 000,00 \$		2 250,00 \$	750,00 \$
TOTAL		35 000,00 \$	- \$	26 250,00 \$	8 750,00 \$

Les éléments suivants sont requis :

- Revenus :
 - Estimations
 - Sources (autonomes, subventions, prêts, commandites, autres)
 - Contributeurs et partenaires (commerçants, *membership*, Ville de Montréal, autre direction de l'arrondissement, palier gouvernemental ou agence, partenaire, commanditaire, recettes, ventes, etc.)

- Dépenses :
 - Estimations
 - Nature des dépenses et plus spécifiquement, celles reliées aux dépenses admissibles telles que décrites par le Programme.
 - Commandites (montant global, si désiré) et les participations en services ou en échanges.

- Identifier les dépenses auxquelles l'aide financière de l'Arrondissement sera affectée et pour lesquelles des pièces justificatives pourront être demandées.

SECTION III | LISTE DE CONTRÔLE POUR CONFIRMER L'ADMISSIBILITÉ

En plus des informations transmises dans le formulaire de dépôt et les documents explicatifs, les documents suivants sont requis pour que la demande soit admissible :

- Une copie des lettres patentes à jour de l'organisme, attestant de son statut juridique ou extrait à jour du registre des entreprises du Québec.
- La liste à jour des administrateurs.
- Une résolution du conseil d'administration autorisant le représentant / le demandeur à signer la convention à intervenir avec l'arrondissement et, si requis, à sa modification.
- Les états financiers signés du dernier exercice comptable terminé.
- Si applicable, une déclaration attestant que des subventions provenant d'un des paliers de gouvernement, de la Ville de Montréal ou d'une autre direction à l'arrondissement de Ville-Marie.
- Si applicable, une copie du contrat liant l'organisme à un ou à des organismes apparentés (partenaire).
- Si applicable, lettre attestant que le projet reçoit l'appui de la SDC du territoire visé.

SECTION IV | PRÉCISIONS ET OBLIGATIONS

En contrepartie de l'aide financière de l'arrondissement de Ville-Marie, le bénéficiaire comprend qu'il devra, à la suite de l'approbation de son projet, s'engager, par voie de convention, à :

- N'engager aucuns frais pour la réalisation du projet avant que la convention soit signée avec l'Arrondissement.
- Utiliser cette somme pour réaliser le projet tel qu'approuvé. Dans le cas où le financement recueilli par l'organisme ne permet pas la réalisation du projet tel que décrite dans la présente demande, une révision budgétaire sera requise par l'Arrondissement. Toute version modifiée du projet est sujette à une nouvelle approbation par la Division des communications et des relations avec la communauté.
- Tout changement aux objectifs, aux échéanciers ou à tout autre aspect du projet pour lequel l'aide financière est demandée requiert que l'Arrondissement en soit avisé promptement. Le changement dans la nature ou la programmation du projet devra être approuvé par la Division des communications et des relations avec la communauté.

- Offrir une visibilité à l'Arrondissement selon les paramètres fixés par celui-ci et mentionner que « le projet a bénéficié du soutien financier de l'arrondissement de Ville-Marie » dans tous les documents relatifs au projet ainsi que sur l'affichage officiel.
- Produire un bilan final et complet du projet, conformément au guide retrouvé en annexe de la convention à signer, et ce, dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivants la réalisation du projet. Le versement final du soutien sera retenu jusqu'à satisfaction de cette obligation.

SECTION V | ENGAGEMENT DE L'ORGANISME

Nous soussignés (*Nom de l'organisme*) attestons avoir pris connaissance des conditions inhérentes au Programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie et certifions que les renseignements et documents fournis à l'appui de la présente demande sont exacts et complets.

Nous nous engageons à respecter toutes les obligations contenues au présent programme advenant l'acceptation, en totalité ou en partie, de notre demande d'aide financière par l'arrondissement de Ville-Marie.



Gabrielle Rondy

Directrice générale de la Société de développement commercial du Village

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1239705007

Unité administrative responsable : Arrondissement de ville-Marie, direction de l'arrondissement, division des communications et des relations avec la communauté

Projet : *Décorations hivernales 2023 volet 1 - SDQL*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
Quartier Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins. Les résidents et les visiteurs pourront profiter de ces installations pour redécouvrir le temps d'une visite sur la rue Saint-Denis et son décor féérique, leurs restaurants de quartier et les détaillants qui proposent une gamme complète d'offres et de services adaptés à leurs besoins du quotidien.			
Métropole Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole. La qualité du projet et la promotion mise en place à l'occasion contribueront assurément à repositionner le Quartier latin à l'échelle de la métropole et au rayonnement du centre-ville.			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Quartier

- Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.
- Les résidents et les visiteurs pourront profiter de ces installations pour redécouvrir le temps d'une visite sur la rue Saint-Denis et son décor féérique, leurs restaurants de quartier et les détaillants qui proposent une gamme complète d'offres et de services adaptés à leurs besoins du quotidien.

Métropole

- Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.
- La qualité du projet et la promotion mise en place à l'occasion contribueront assurément à repositionner le Quartier latin à l'échelle de la métropole et au rayonnement du centre-ville.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			X
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1239705011

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté

Projet : *Tubulaires 2023-2024*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles</i> <i>Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire</i> <i>Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international</i>			

Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Achetées en 2020, les feuilles de polycarbonate sont mises à niveau d'année en année par l'équipe de production de la SDC Village, réduisant ainsi notre empreinte écologique en récupérant plus de 300 feuilles de la famille des plastiques (priorités 4 et 5).

Les vinyles sont faits de matériaux recyclés et recyclables, et un soin particulier à cet aspect est porté par toutes les personnes attirées au projet. De plus, l'équipe de montage utilise, lorsque possible, des chariots de transport pour éviter d'utiliser des véhicules à essence (priorité 3).

Le projet de tubulaires s'inscrira aussi dans les priorités pour renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion, en particulier avec la volonté de lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous (point 8) et en consolidant et favorisant un filet social fort (point 9).

Certains drapeaux mis de l'avant représentent les populations autochtones, en particulier de la diversité sexuelle et de genre en visibilisant la communauté bispirituelle (point 13).

Par la réalisation de ce projet, la SDC du Village favorisera la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif en contribuant au rayonnement de créateur·rice·s et travailleur·euse·s culturel·le·s montréalais·e·s en favorisant la pérennité

de leur pratique sur son territoire (point 15).

Enfin, en situant l'humain et ses différences au centre de ce projet, la SDC du Village répond à la priorité d'assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire (point 18)

Section B - Test climat

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) , notamment : <ul style="list-style-type: none">• Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990• Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030• Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales• Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
--	------------	------------	--------------

1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :	x		
a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			
b. Équité <ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	x		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 123975011

Unité administrative responsable : Arrondissement de ville-Marie, direction de l'arrondissement, division des communications et des relations avec la communauté

Projet : *VBrigade Propreté 2023 de la SDC Montréal Centre-Ville*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Priorité 19: Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i> <i>Priorité 20: Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

La bonification de la brigade propreté fait écho à plusieurs priorités du plan Montréal 2030 pour accélérer la transition écologique, offrir des milieux de vie plus humains et vivants et rehausser l'attractivité de la métropole et de son centre-ville.

- **Priorité 19:**

- La brigade de propreté de Montréal centre-ville s'inscrit dans une ambition de rendre le territoire du centre-ville plus propre, sécuritaire et vert afin de bonifier l'expérience des usagers et des visiteurs. Elle veille notamment à l'installation de jardinières, de fleurs et bacs de verdissement pour embellir les rues, en plus de parcourir l'ensemble du territoire pour en assurer la propreté. Leur réactivité et efficacité d'interventions contribue par le fait même à rehausser la cohésion sociale, le sentiment d'appartenance et à faire du centre-ville, un véritable lieu de vie et de rencontres.

- **Priorité 20:**

- Avec le retour des travailleurs et des touristes au centre-ville, le rôle de la brigade est d'autant plus essentiel afin que les usagers puissent profiter d'espaces publics propres en tout temps. Leur travail est essentiel afin d'entretenir les actifs stratégiques du centre-ville, et ainsi rehausser l'attractivité tant auprès des résidents et de la population locale qu'auprès des visiteurs étrangers en offrant un environnement encore plus dynamique, vivant et de qualité.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	X		
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	X		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Dossier # : 1239705011

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté

Objet : Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 15 septembre 2024, avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1239705011.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
Tél : 514- 872-8521

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-29

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 514-872-7313

Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1239705011

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certifié

"Approuver les conventions, se terminant au plus tard le 14 septembre 2024 avec trois sociétés de développement commercial pour la réalisation de trois projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 206 250 \$."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 206 250,00 \$

	2023	2024	Total
SDC Montréal Centre - Ville	150 000,00 \$	0,00 \$	150 000,00 \$
SDC du Quartier Latin	18 000,00 \$	12 000,00 \$	30 000,00 \$
SDC du Village	21 000,00 \$	5 250,00 \$	26 250,00 \$
Total	189 000,00 \$	17 250,00 \$	206 250,00 \$

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 206 250,00 \$

De:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 150 000,00 \$ SDC Montréal Centre - Ville

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 30 000,00 \$ SDC du Quartier Latin

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

Montant: 26 250,00 \$ SDC du Village

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	06501	61900	016216	0000	000000	000000	00000	00000

- Les contributions seront financées par les surplus déjà affectés, selon le dossier 1238327001 et No de résolution CA23 240113.
- Les virements requis seront effectués conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM39705011.
- Ce dossier est conforme à l'article 458.42 de la L.C.V. puisque les organismes sont des sociétés de développement commercial (SDC) au sens de la Ville.
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Kety Onfre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2023-08-29**



Dossier # : 1232678044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet ainsi que du 1er au 31 août 2023

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1^{er} au 31 juillet ainsi que du 1^{er} au 31 août 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 13:39

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1232678044

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1 ^{er} au 31 juillet ainsi que du 1 ^{er} au 31 août 2023

CONTENU**CONTEXTE**

Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1^{er} au 31 juillet ainsi que du 1^{er} au 31 août 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)**DESCRIPTION****JUSTIFICATION****ASPECT(S) FINANCIER(S)****MONTRÉAL 2030****IMPACT(S) MAJEUR(S)****IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19****OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION****CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)****CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS**

ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télocop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-07

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978
Télocop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : 514-872-7313
Approuvé le : 2023-09-01

Dossier # : 1232678044

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Objet : Prendre acte du dépôt des rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués aux fonctionnaires (systèmes « GDD » et « Simon »), pour les périodes du 1er au 31 juillet ainsi que du 1er au 31 août 2023



A- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées-Août-2023.pdf



A- Liste des bons de commande approuvés par décisions déléguées-Juillet-2023.pdf



A- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Août 2023.pdf



A- Liste des factures sans bc approuvées par décisions déléguées-Juillet 2023.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
9356-5166 QUEBEC INC.	1612070	2023-08-30	LABELLE, MARC	Soumission du 15 août 2023 - Location de mini pelle et rétrocaveuse avec opérateur pour l'automne 2023. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	10 582,74 \$
9356-5166 QUEBEC INC.	1612070	2023-08-17	LABELLE, MARC	Soumission du 15 août 2023 - Location de mini pelle et rétrocaveuse avec opérateur pour l'automne 2023. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	12 147,05 \$
Total 9356-5166 QUEBEC INC.							22 729,79 \$
ACIER JEAN HEBERT INC.	1589840	2023-08-15	MEUNIER, ELISE	BC ouvert 2023 - Entretien annuel Biciborne, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 624,69 \$
Total ACIER JEAN HEBERT INC.							2 624,69 \$
AGENCE MAKI	1613179	2023-08-24	FRANCILLON, ALYSON	Soumission 1414 - Maquillage fête de quartier août et septembre 2023 - Arr de Ville-Marie	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 756,45 \$
Total AGENCE MAKI							3 756,45 \$
AIDI INC.	1572025	2023-08-17	PICARD, SANDRA	Hébergement logiciel Aïdi (Gestion de projet de construction) pour pour 12 mois (janvier à juin 2023, Soumission OS-202215), (juillet à décembre 2023 Soumission 20230811-163539807)	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 874,06 \$
Total AIDI INC.							7 874,06 \$
AQUA BLANC INC.	1610548	2023-08-04	PICARD, SANDRA	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. Soumission du 2023-07-11. TP-Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 149,62 \$
Total AQUA BLANC INC.							3 149,62 \$
ATMOSPHERE INC.	1606896	2023-08-10	PICARD, SANDRA	# Réf. 10359 et # Opp. 5724 - Achat d'un module de jeu Rock-it dans le cadre du réaménagement du parc Berthier, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	17 627,42 \$
Total ATMOSPHERE INC.							17 627,42 \$
BETON PROVINCIAL LTEE	1611125	2023-08-10	ALI, SAMBA OUMAR	Bordures pour stabiliser les étanconnements en bois faire des contre poids. Soumission 23-4772 du 8 août 2023.	Ville-Marie - Travaux publics	-	15 207,96 \$
Total BETON PROVINCIAL LTEE							15 207,96 \$
CEGEP DE SAINT-LAURENT	1610681	2023-08-07	ALI, SAMBA OUMAR	Formation OPA à distance en octobre pour Alexandre Alix-Michaud et Jesse Phillips. Soumission courriel du 3 août 2023.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 330,72 \$
Total CEGEP DE SAINT-LAURENT							2 330,72 \$
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1571458	2023-08-04	TURCOTTE, STEPHANIE	2023-BC ouvert pour service de huissiers de justice au besoin - DAUM (permis et inspections)	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	9 973,81 \$
Total CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.							9 973,81 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
CONSULTANTS S.I. INC.	1610425	2023-08-03	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission du 21 juillet 2023 - Études préliminaires techniques dans le Belvédère du Chemin-Qui-Marche. TP - Aménagement parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	11 169,83 \$
Total CONSULTANTS S.I. INC.							11 169,83 \$
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1613506	2023-08-28	LABELLE, MARC	Soumission # 142442 - R615493 - Ipad, crayon et clavier pour Jean-Luc L'Archevêque. Administration, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 320,58 \$
Total COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL							2 320,58 \$
DA SPORTS S.E.N.C.	1613172	2023-08-24	DUFRESNE, ALAIN	Facture 118 - Chandails pour l'équipe de balle-molle- VM	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 156,97 \$
Total DA SPORTS S.E.N.C.							3 156,97 \$
DYNAMO RESSOURCE EN MOBILISATION DES COLLECTIVITES	1611303	2023-08-17	LABELLE, MARC	Offre de service du 14 juillet 2023 -Accompagnement dans le cadre du Chantier en sport et en loisir 2023-2025 Montant total de 24 878,78 \$ incluant les contingences Convention se terminant en mai 2024	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA237709001	6 968,63 \$
Total DYNAMO RESSOURCE EN MOBILISATION DES COLLECTIVITES							6 968,63 \$
GAGNON MOTEUR ELECTRONIQUE INC	1612684	2023-08-22	MEUNIER, ELISE	Soumission du 22 août 2023 - Achat d'un moteur 5 HP 3600 575 TEFC et d'une pompe Goulds E-SH 5HP pour la place Vauquelin. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 640,39 \$
Total GAGNON MOTEUR ELECTRONIQUE INC							6 640,39 \$
GEORADAR DETECTION INC	1612420	2023-08-21	RAIL, CHRISTIANE	Soumission # 230781 - Services pour la localisation des infrastructures souterraines pour le projet de la ruelle Tupper, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 191,62 \$
Total GEORADAR DETECTION INC							3 191,62 \$
GIVESCO INC.	1612918	2023-08-23	SAUVE, BENOIT	Soumission # 518690 - Matériaux pour l'ancrage de bloc de béton. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 382,18 \$
Total GIVESCO INC.							5 382,18 \$
GROUPE SURPRENANT	1597292	2023-08-22	OUELLET, MANON	2023 Traitement contre les rats-TP-Insp-Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37 \$
Total GROUPE SURPRENANT							5 249,37 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
IGF AXIOM INC.	1502731	2023-08-21	LABELLE, MARC	Entente VMP-20-013 - Services d'élaboration des plans et rédactions de devis des travaux de voirie, de plantation et d'éclairage dans la rue Square-Amherst, de la rue Wolfe à la rue Atateken, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA234735006	21 925,16 \$
IGF AXIOM INC.	1611596	2023-08-15	LABELLE, MARC	Entente VMP-22-013 - Services professionnels pour la préparation des plans et devis des trottoirs au pourtour du projet immobilier Humaniti dans l'arrondissement de Ville-Marie. Contrat total de 82 903.81\$ avant taxes.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA234735005	48 741,65 \$
IGF AXIOM INC.	1611596	2023-08-15	LABELLE, MARC	Entente VMP-22-013 - Services professionnels pour la préparation des plans et devis des trottoirs au pourtour du projet immobilier Humaniti dans l'arrondissement de Ville-Marie. Contrat total de 82 903.81\$ avant taxes.	Ville-Marie - Travaux publics	DA234735005	31 914,16 \$
Total IGF AXIOM INC.							102 580,97 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1613436	2023-08-28	LABELLE, MARC	Devis # 509012 - Numéro de client 100212 - Impression de 10 000 autocollants jour ou lieu de collecte non respectée pour l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 569,57 \$
Total L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.							3 569,57 \$
LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE	1611744	2023-08-15	TREMBLAY, GINA	Offre de service du 28 juin 2023 - Aménagement et coordination du jardin Ambroise-Casale	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DB235038004	6 723,40 \$
Total LABORATOIRE SUR L'AGRICULTURE URBAINE							6 723,40 \$
LE SAC A DOS (ACTION-REINSERTION)	1611252	2023-08-10	LABELLE, MARC	Réalisation du programme "Propreté 2023 dans l'arrondissement Ville-Marie" - Convention de services se terminant le 31 décembre 2023. Pour un maximum de 107,053.00\$ avant taxes.	Ville-Marie - Travaux publics	DA238966001	107 053,00 \$
Total LE SAC A DOS (ACTION-REINSERTION)							107 053,00 \$
LES CONSTRUCTIONS H.D.F. INC.	1612504	2023-08-21	DUFRESNE, ALAIN	Soumission # 23-861 - Planeuse avec opérateur pour travaux de scarification de plusieurs rue pour le pavage en régie, dans l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	17 978,04 \$
Total LES CONSTRUCTIONS H.D.F. INC.							17 978,04 \$
LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.	1608771	2023-08-16	PICARD, SANDRA	Soumission # ORD-0911 - Achat de plantes pour le verdissement de la rue Ontario, budget participatif. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	13 802,71 \$
Total LES JARDINS MICHEL CORBEIL INC.							13 802,71 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
LES PLANTATIONS LETOURNEAU (PEPINIERE)	1607536	2023-08-02	LABELLE, MARC	Gré à gré 3 prix - Soumission # 3937 - Achat d'arbres automne 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	54 451,77 \$
Total LES PLANTATIONS LETOURNEAU (PEPINIERE)							54 451,77 \$
LES POMPES MEGA INC.	1608484	2023-08-08	PICARD, SANDRA	2023 bon de commande ouvert pour la location de pompes à béton pour saillies de trottoir. Model Mât de distribution de 31 mètres télescopique. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 874,06 \$
Total LES POMPES MEGA INC.							7 874,06 \$
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1612915	2023-08-23	SAUVE, BENOIT	Location d'un camion grue 10 roues, au besoin. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 702,93 \$
Total LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.							7 702,93 \$
M. VAN NOORT & SONS BULB CO LTD.	1613677	2023-08-29	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission du 23 août 2023 - Achat de bulbes pour les projets des saillies (Jeanne-Mance / St-Marc / King La presse), Côte-des-Neiges et Atwater / passage Albert, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	9 032,08 \$
Total M. VAN NOORT & SONS BULB CO LTD.							9 032,08 \$
MARC-OLIVIER LAMOTHE	1610511	2023-08-04	RICO, ROSELINE	Création habillage Piano Public Square Viger. Facture 1089.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 099,75 \$
Total MARC-OLIVIER LAMOTHE							2 099,75 \$
MEDIA TONIK INC.	1609202	2023-08-18	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission MT-20230629-1690 - Placement publicitaire programmation estivale 2023.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 461,97 \$
Total MEDIA TONIK INC.							4 461,97 \$
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS	1607555	2023-08-02	PICARD, SANDRA	Soumission # E0000065 - Achat d'arbres automne 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	14 278,31 \$
Total PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS							14 278,31 \$
PRO SERI INC.	1610509	2023-08-04	RICO, ROSELINE	Impression sur bannière : Réf. : Regarde! 2023. Facture 31821.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 081,73 \$
Total PRO SERI INC.							2 081,73 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1613812	2023-08-30	LIMA, MARIE EVE	Soumission # 20230914-1 et 20230914-4 - Location d'équipement de sonorisation, services technique et génératrice pour le parc Faubourgs le 26 août / Show LaF, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 013,15 \$
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1610212	2023-08-24	RICO, ROSELINE	Soumission # 20230707-1 -Location d'équipement de sonorisation et services techniques pour les parcs des Faubourg et Charles S. Campbell, les 7 juillet, 16 et 26 août 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	566,92 \$
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1610528	2023-08-04	RICO, ROSELINE	Soumission # 20230728-1, 20230811-1, 20230705-1 et 20230802-1. Location d'équipement de scène. Incluant montage/démontage/livraison/récupération. Parc Prudence-Heward et Parc Square Cabot. Arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 795,60 \$
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1610212	2023-08-03	RICO, ROSELINE	Soumission # 20230707-1 -Location d'équipement de sonorisation et services techniques pour les parcs des Faubourg et Charles S. Campbell, les 7 juillet, 16 et 26 août 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	1 712,09 \$
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1610212	2023-08-02	RICO, ROSELINE	Soumission # 20230707-1 -Location d'équipement de sonorisation et services techniques pour les parcs des Faubourg et Charles S. Campbell, les 7 juillet, 16 et 26 août 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	322,84 \$
Total PROMOTIONS C.S.L. (LES)							13 410,60 \$
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1593498	2023-08-09	LABELLE, MARC	Gré à gré 2 prix - Achat de bois pour la réalisation de l'installation temporaire de la piscinette 2023 au parc Jos-Montferrand dans l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA239349002	6 817,20 \$
Total QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.							6 817,20 \$
ROTOPLAST	1608480	2023-08-22	DUFRESNE, ALAIN	Soumission # 14057 - Achat de 200 cylindres de couleur vert avec logo Ville-Marie noir. TP - Propreté, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	18 657,02 \$
Total ROTOPLAST							18 657,02 \$
RUIGROK FLOWERBULBS	1609346	2023-08-10	PICARD, SANDRA	Confirmation de commande 156148 et 156149 - client CC 103178 - Achat de bulbes à fleurs. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 979,59 \$
Total RUIGROK FLOWERBULBS							10 979,59 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
SANIVAC	1594879	2023-08-22	FRANCILLON, ALYSON	Location toilettes chimiques - Terrains sportifs - Entente 1585556 - Du 15 mai au 16 octobre 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	839,90 \$
SANIVAC	1594879	2023-08-08	FRANCILLON, ALYSON	Location toilettes chimiques - Terrains sportifs - Entente 1585556 - Du 15 mai au 16 octobre 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	1 271,86 \$
Total SANIVAC							2 111,76 \$
SENTIER URBAIN	1597192	2023-08-10	PICARD, SANDRA	Soumission du 16 mai 2023 - Entretien paysager sur le terrain du Bain Mathieu pour l'année 2023. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 190,00 \$
Total SENTIER URBAIN							4 190,00 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1611245	2023-08-10	ALI, SAMBA OUMAR	Facture 9872467931 - Envois Résidus alimentaires 9+	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	6 465,10 \$
Total SOCIETE CANADIENNE DES POSTES							6 465,10 \$
SOLMATECH INC.	1601174	2023-08-10	LABELLE, MARC	Entente 1541634 - OS # OSG9009-23 - Étude géotechnique, hydrologique et d'évaluation environnementale de site de phase II pour l'aménagement de la ruelle "La ligne verte", arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA236164002	11 992,79 \$
Total SOLMATECH INC.							11 992,79 \$
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1613550	2023-08-29	ALI, SAMBA OUMAR	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. Soumission 2023-08-12 TP-Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 614,20 \$
Total SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC							4 614,20 \$
SPECTRE DE RUE INC .	1611236	2023-08-10	ROY, JULIE	Coordination et la mise en uvre du « Plan de propreté et d'embellissement 2023 ». Du 1er avril au 31 octobre 2023 (si applicable, jusqu'au 31 déc. 2023). Montant total de 120,956.00\$ exonéré de taxes.	Ville-Marie - Travaux publics	DA238966002	120 956,00 \$
Total SPECTRE DE RUE INC .							120 956,00 \$
ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.	1613879	2023-08-30	SAINT-JEAN, DANIEL	Commande en urgence -Section Inférieur de boîte de Vanne	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 120,18 \$
Total ST-GERMAIN EGOUTS ET AQUEDUCS INC.							3 120,18 \$
TECHSPORT INC.	1613280	2023-08-25	LABELLE, MARC	Gré à gré fournisseur unique - Fourniture de modules de jeux dans le cadre du projet de réaménagement du parc Berthier pour l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA239708002	107 876,98 \$
Total TECHSPORT INC.							107 876,98 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
TESSIER RECREO-PARC INC.	1612776	2023-08-22	LABELLE, MARC	Gré à gré fournisseur unique - Fourniture de modules de jeux dans le cadre du réaménagement du parc Berthier, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA239708003	55 492,14 \$
Total TESSIER RECREO-PARC INC.							55 492,14 \$
THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY	1611947	2023-08-16	MEUNIER, ELISE	TP - Parcs Ville-Marie - Commande ouverte 2023 - Achat de peinture et autres accessoires pour les peintres. **Remplace le bc 1592897.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 939,65 \$
Total THE SHERWIN-WILLIAMS COMPANY							2 939,65 \$
TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.	1613276	2023-08-25	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2023 - Expertises médicales sur demande - RH arr Ville-Marie	Ville-Marie - Services administratifs	-	20 997,50 \$
Total TOTALMED SOLUTIONS SANTE INC.							20 997,50 \$
UBA INC.	1609799	2023-08-22	FRANCILLON, ALYSON	Chlore en vrac sur entente 1600805 - pataugeoire Médéric-Martin	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	632,00 \$
UBA INC.	1608939	2023-08-15	FRANCILLON, ALYSON	Facture 1071398 - Chlore en vrac - Piscine JC Malépart, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 497,47 \$
UBA INC.	1609799	2023-08-09	FRANCILLON, ALYSON	Chlore en vrac sur entente 1600805 - pataugeoire Médéric-Martin	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	693,34 \$
UBA INC.	1609799	2023-08-02	FRANCILLON, ALYSON	Chlore en vrac sur entente 1600805 - pataugeoire Médéric-Martin	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	674,67 \$
Total UBA INC.							5 497,48 \$
VERSION IMAGE PLUS INC.	1611207	2023-08-10	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission 184498 - Panneaux jours des collectes	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 713,08 \$
Total VERSION IMAGE PLUS INC.							5 713,08 \$
WOLTERS KLUWER CANADA LTEE	1578913	2023-08-07	L'ARCHEVEQUE, JEAN-LUC	BC ouvert 2023 - Renouvellement divers abonnements et documents juridiques	Ville-Marie - Services administratifs	-	3 260,63 \$
Total WOLTERS KLUWER CANADA LTEE							3 260,63 \$
Total général							888 136,28 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
ACIER LACHINE INC	1606771	2023-07-11	ROWAN, KATERINE	Soumission # 393293 - Acier d'armature galvaniser et broche 16 GA en rouleau. TP - Voirie, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 865,94 \$
Total ACIER LACHINE INC							5 865,94 \$
ACIER PICARD INC	1574287	2023-07-31	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2023 - Achat de métaux pour fabrication de pièces diverses.	Ville-Marie - Travaux publics	-	15 748,12 \$
Total ACIER PICARD INC							15 748,12 \$
AGRITEX	1608796	2023-07-21	RESTREPO, JUAN CARLOS	Achat d'un aplanisseur Frontier 84" # LP2184 pour les chemins et sentiers du Mont-Royal. TP - Parc Mt-Royal, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 412,09 \$
Total AGRITEX							3 412,09 \$
AQUA BLANC INC.	1607791	2023-07-17	ALI, SAMBA OUMAR	Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie/Soum 2023-07-10-(vr liste) TP- Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 591,09 \$
Total AQUA BLANC INC.							2 591,09 \$
AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.	1570720	2023-07-04	TREMBLAY, GINA	Commande ouverte 2023 pour achats de produits chimiques pour les piscines et pateageoires de l'Arrondissement Ville-Marie	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	5 249,37 \$
Total AQUATECHNO SPECIALISTES AQUATIQUES INC.							5 249,37 \$
BAULNE INC.	1608750	2023-07-21	DUFRESNE, ALAIN	Entente de maintenance # 2307-244 - Travaux d'entretien au Square Cabot et à la Place des Festivals, pour 1 an à compter du 1er août 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 733,88 \$
Total BAULNE INC.							2 733,88 \$
BIO SERVICE MONTREAL INC.	1609659	2023-07-28	ALI, SAMBA OUMAR	Savon pour la citerne et le lave-panier. Soumission 20230725. 2023-VMA-TP-Propreté	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 352,80 \$
Total BIO SERVICE MONTREAL INC.							8 352,80 \$
BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.	1606398	2023-07-10	ANGELY, MARION	Services pros en architecture pour la phase de planification du projet de rénovation de la toiture endommagée du centre Jean-Claude Malépart.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	15 605,08 \$
Total BOUTHILLETTE PARIZEAU INC.							15 605,08 \$
CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	1605792	2023-07-06	DUFRESNE, ALAIN	Offre de service - Surveillance parcs Rutherford et Percy-Walters été 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA235038003	20 259,77 \$
Total CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE							20 259,77 \$
CHARLES-OLIVIER BOURQUE	1605743	2023-07-05	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Soumission D20230629b- Promo activités gratuites & Quartier culturel des Faubourgs	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	5 816,31 \$
Total CHARLES-OLIVIER BOURQUE							5 816,31 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	1605892	2023-07-06	DUFRESNE, ALAIN	BC ouvert 2023 - service de huissiers sur demande - TP respect réglementation.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 498,75 \$
Total CHARRON BOISSE LEVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.							10 498,75 \$
CLOTURES SENTINELLE LTEE	1606342	2023-07-10	ROWAN, KATERINE	Soumission # 32656 - Achat divers articles pour réparation de clôture accidentée au parc Pilote, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 295,09 \$
Total CLOTURES SENTINELLE LTEE							3 295,09 \$
COMPUGEN INC.	1609462	2023-07-27	LEMYRE, PATRICK	10 écrans avec USB-C. Soumission 528789.	Ville-Marie - Services administratifs	-	3 965,90 \$
COMPUGEN INC.	1605501	2023-07-05	LEMYRE, PATRICK	Soumission 526651 - Portables sur entente 1526425 - Réserve - R607769	Ville-Marie - Services administratifs	-	2 215,07 \$
COMPUGEN INC.	1605505	2023-07-05	LEMYRE, PATRICK	Soumission 526433.2 - Portables sur entente 1526425 - Réserve - R607634	Ville-Marie - Services administratifs	-	5 131,79 \$
Total COMPUGEN INC.							11 312,76 \$
CONSTRUCTION GFL INC.	1607635	2023-07-14	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2023 - Disposition de vieux pavés/briques.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 923,94 \$
Total CONSTRUCTION GFL INC.							8 923,94 \$
COPIE EXPRESS	1609036	2023-07-24	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	5 500 couleur r/v du 22 Juin, Mesures d'apaisement dans Sainte-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 653,92 \$
Total COPIE EXPRESS							2 653,92 \$
DANIEL COUSINEAU	1607653	2023-07-14	TREMBLAY, GINA	GAG rotation - Services professionnels pour la coordination et le suivi du projet du centre Sanaaq, arrondissement Ville-Marie. Contrat du 15 juillet 2023 au 15 juillet 2025, montant total de 81 026.41\$ avant taxes.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA238270001	21 266,90 \$
Total DANIEL COUSINEAU							21 266,90 \$
DEVELOTECH INC.	1605756	2023-07-06	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission 7165 - Balises Ped-zone avec installation - DAUM	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	6 521,82 \$
Total DEVELOTECH INC.							6 521,82 \$
ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC	1609223	2023-07-25	KHOUFACHE, IDIR	Achat de pied plat pour base de clôture: Demandeur Julien Jean Stéphane. (contremaitre aqueduc et égout)	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 745,43 \$
Total ECHAFAUDS PLUS (LAVAL) INC							2 745,43 \$
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1607644	2023-07-14	ROWAN, KATERINE	Facture P119763 et P119785 - Formation gestion d'actifs PER-540-ISO 55000 pour Samir Benmouhoub et Jonathan Bélanger, 25 et 26 septembre 2023. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 072,46 \$
Total ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE							2 072,46 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
ENSEIGNES BARBO INC.	1609063	2023-07-24	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission # 37085 - Ensemble d'enseignes en aluminium et impression numérique sur vinyle pour le Clos Bercy (1455 Bercy) /NB: Retrait des enseignes existantes et installations des nouvelles inclus. Marie-Ève Gravel	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 304,48 \$
Total ENSEIGNES BARBO INC.							2 304,48 \$
ENSEIGNES CMD INC.	1604929	2023-07-10	DUFRESNE, ALAIN	GAG sur rotation - Fabrication et installation de lutrins d'interprétation dans les passages Victor-Hugo pour l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA236143003	2 799,06 \$
Total ENSEIGNES CMD INC.							2 799,06 \$
ENTREPRISES INTMOTION INC.	1609204	2023-07-25	RAIL, CHRISTIANE	Soumission # FA230831 - Remplacement de 4 caméras endommagées des toilettes autonettoyantes incluant l'ajout de protecteurs pour éviter le vandalisme. TP Aménagement parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	6 160,67 \$
Total ENTREPRISES INTMOTION INC.							6 160,67 \$
ENTREPRISES SALV-EAU	1608941	2023-07-24	BELLEVILLE, ERIC	Désinfection en urgence d'aqueduc eau potable rue Maisonneuve	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 373,76 \$
Total ENTREPRISES SALV-EAU							2 373,76 \$
FINAGO INC.	1609565	2023-07-27	DUFRESNE, ALAIN	AO 23-20043 - Location d'un mini camion benne à ordures, pour 4 mois, pour l'équipe des parcs dans le cadre du plan propreté 2023, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	39 895,25 \$
Total FINAGO INC.							39 895,25 \$
GABION EXPRESS INC.	1607464	2023-07-14	DUFRESNE, ALAIN	Soumissions # 2685 et 2686 - Murets en gabion pour le projet de verdissement de la rue Ontario, budget participatif pour le projet "Verdissement de rues", arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DGA237188001	17 942,38 \$
Total GABION EXPRESS INC.							17 942,38 \$
GAGNE SPORTS EQUIPEMENTS	1605484	2023-07-05	ALI, SAMBA OUMAR	Panneau éventail en polyéthylène blanc 3/4 code GS 10156. Soumission 253596.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 940,60 \$
Total GAGNE SPORTS EQUIPEMENTS							3 940,60 \$
GAUVIN HENMAN INC.	1605964	2023-07-06	RICO, ROSELINE	Facture 4865 - Déplacement uvres expo Regarde! 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 618,13 \$
Total GAUVIN HENMAN INC.							2 618,13 \$
GIVESCO INC.	1608638	2023-07-20	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission # 484607, client # 076262 - Sac 22.7 KG Monotop 622F Sika. TP - Travaux, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 476,48 \$
Total GIVESCO INC.							2 476,48 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
GO JEUNESSE	1605770	2023-07-06	DUFRESNE, ALAIN	Offre de service - Surveillance parc Toussaint-Louverture - 19 juin au 4 septembre 2023	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA235038002	31 911,31 \$
Total GO JEUNESSE							31 911,31 \$
GRASSROOTS ADVERTISING INC.	1607765	2023-07-17	DUFRESNE, ALAIN	Factures 27747 et 27748 - Placement publicitaire pour la campagne propreté, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 302,88 \$
GRASSROOTS ADVERTISING INC.	1607765	2023-07-17	DUFRESNE, ALAIN	Factures 27747 et 27748 - Placement publicitaire pour la campagne propreté, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Services administratifs	-	14 044,00 \$
Total GRASSROOTS ADVERTISING INC.							17 346,88 \$
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1609006	2023-07-24	ANGELY, MARION	Soumission # TL-0397-0 - Module cubique d'alimentation avec livraison et installation.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 967,68 \$
GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.	1607440	2023-07-13	ANGELY, MARION	Soumission TL-0389-0 - Fauteuils 2 places pour RDC au le 800 de Maisonneuve Est, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 443,35 \$
Total GROUPE AMEUBLEMENT FOCUS INC.							6 411,03 \$
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	1608392	2023-07-19	ALI, SAMBA OUMAR	LUMINAIRE DECORATIF MODELE 3507, (CH), NOIR (CYCLONE VMAT4M-NL-4-20W-3K-240-GEBO-BK-TX)	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 707,68 \$
Total GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE							3 707,68 \$
INFRAVERT	1607396	2023-07-13	DUFRESNE, ALAIN	Sécurisation du 682 Ste-Catherine Ouest Démarche et rotation okay	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	DA236522001	109 792,15 \$
Total INFRAVERT							109 792,15 \$
JARDIN DION INC.	1600151	2023-07-27	RESTREPO, JUAN CARLOS	Estimé # 010900024 - Achat de semences à gazon et engrais pour les jardiniers, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 142,26 \$
JARDIN DION INC.	1609298	2023-07-26	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # 0500901010 - Achat de végétaux pour le projet de verdissement de la rue Ontario. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 059,29 \$
Total JARDIN DION INC.							8 201,55 \$
KOMUTEL INC	1608363	2023-07-19	DUFRESNE, ALAIN	GAG selon LCV article 573.3 - Devis # 00002031 - Migration console Centrex vers BTC (IP/SIP). TP - Propreté, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	24 799,83 \$
Total KOMUTEL INC							24 799,83 \$
KPMG S.R.L.	1577114	2023-07-18	ANGELY, MARION	Services professionnels - Modèle opérationnel cible des ressources humaines. Phase I seulement. Offre de service du 26 janvier 2023.	Ville-Marie - Services administratifs	-	26 247,40 \$
Total KPMG S.R.L.							26 247,40 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1609669	2023-07-29	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Devis # 508306, # client 100212 - Brochures Programmations culturelles automnales.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	7 321,83 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1584385	2023-07-24	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Autocollant Brigade de propreté. Facture 1-128806, 1-131938	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 158,54 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1607888	2023-07-17	ALI, SAMBA OUMAR	Facture 1-131956 du 13 juillet 2023/ 200 affichettes et 7600 Autocollants - Collecte RA- P2023/	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 648,83 \$
L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.	1605738	2023-07-05	LAPIERRE-GRANO, MELISSA	Facture 1-131716- Autocollant Brigade de propreté	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 945,93 \$
Total L'EMPREINTE IMPRIMERIE INC.							15 075,13 \$
LA HUTTE ECO EBENISTERIE S.E.N.C.	1605833	2023-07-06	TREMBLAY, GINA	Soumission - Construction de bacs en cèdre pour terrasse Café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	7 716,58 \$
Total LA HUTTE ECO EBENISTERIE S.E.N.C.							7 716,58 \$
LA PRESSE INC.	1608410	2023-07-19	ALI, SAMBA OUMAR	Facture 185435 du 30 juin 2023/Placement publicitaire Campagne de Propreté/Re: COMM-Patrick-Jean Poirier	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 403,78 \$
Total LA PRESSE INC.							4 403,78 \$
LAFLEUR & FILS INC.	1609065	2023-07-24	ALI, SAMBA OUMAR	Soumission # B64501 - Service de réparation de la porte de garage no 11 - Clos Bercy incluant pièces et main d'uvre. Projet: (suite du bon de travail 105340) -Marie-Ève Gravel	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 774,10 \$
Total LAFLEUR & FILS INC.							5 774,10 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1605818	2023-07-21	TREMBLAY, GINA	Soumissions d30183-1 et d30186 - Panneaux visuels café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	36,75 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1608611	2023-07-20	TREMBLAY, GINA	Soumission # d31278 - Divers autocollants perforés avec installations au Centre Sannaq / Peter-McGill. Communications, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	17 926,02 \$
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1605818	2023-07-06	TREMBLAY, GINA	Soumissions d30183-1 et d30186 - Panneaux visuels café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	6 947,28 \$
Total LAMCOM TECHNOLOGIES INC.							24 910,05 \$
LANGVIN & FOREST LTEE	1606777	2023-07-11	ROWAN, KATERINE	Soumission # 856167 - Achat de bois. TP - Voirie, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	12 311,89 \$
Total LANGVIN & FOREST LTEE							12 311,89 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approuvateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
LES PEPINIERS JASMIN LTEE	1608783	2023-07-21	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # 322931 - achat de plante pour le verdissement de la rue Ontario, budget participatif, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 662,87 \$
LES PEPINIERS JASMIN LTEE	1608661	2023-07-20	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission 322734, client # 20710 - Achat de plantes pour des ruelles vertes de l'écoquartier Ste-Marie, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 029,76 \$
Total LES PEPINIERS JASMIN LTEE							4 692,63 \$
LINDE CANADA INC.	1574392	2023-07-31	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2023 - Achat de produits de soudure (acétylène - oxygène et autres).	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 149,62 \$
Total LINDE CANADA INC.							3 149,62 \$
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1590222	2023-07-06	BOUGIE, DANIEL	Soumission du 13 avril 2023 - Location camion Kenworth - 1 mois	Ville-Marie - Travaux publics	-	9 534,30 \$
LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.	1590222	2023-07-06	BOUGIE, DANIEL	Soumission du 13 avril 2023 - Location camion Kenworth - 1 mois	Ville-Marie - Travaux publics	-	9 534,31 \$
Total LOCATION DE CAMIONS EUREKA INC.							19 068,61 \$
LOCATION KIROULE INC.	1563896	2023-07-29	RESTREPO, JUAN CARLOS	Contrat gré à gré avec demande de prix pour la location VUS (Kia Seltos 2022 4X4 Kilo), 1223\$/mois, assurances incl., aucune franchise responsabilité. Entretien inclus. Pour une durée de 6 mois à partir du 1er décembre 2022. TP-Voirie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 567,99 \$
Total LOCATION KIROULE INC.							2 567,99 \$
MANOREX INC.	1607580	2023-07-14	ROWAN, KATERINE	Soumission du 25 mai 2023 - Travaux de renforcement et réparation de la conduite d'égout 600mm X 900mm sur la rue Saint-Alexandre. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 026,31 \$
MANOREX INC.	1607587	2023-07-14	ROWAN, KATERINE	Soumission du 6 juin 2023 - Travaux de stabilisation sur 28 M lin de conduite d'égout 600mm X 900mm sur la rue Nazareth. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	10 404,26 \$
Total MANOREX INC.							20 430,57 \$
MAXIME BONESSO	1605832	2023-07-06	TREMBLAY, GINA	Offre de service du 13 juin 2023 - Documents pour permis terrasse et RACJQ - Café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 729,67 \$
Total MAXIME BONESSO							2 729,67 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approuvateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1608165	2023-07-18	BELLEVILLE, ERIC	BC ouvert Projet VMP-22-016 - Frais de traçabilité pour la disposition des sols excavés pour les travaux sur la rue Berthier, arr. Ville-Marie. Projet # 0068640. Portion VM, BC lié DGA: 1608169 pour un montant total de 10 650\$ avant taxes.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 969,32 \$
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1608165	2023-07-18	BELLEVILLE, ERIC	BC ouvert Projet VMP-22-016 - Frais de traçabilité pour la disposition des sols excavés pour les travaux sur la rue Berthier, arr. Ville-Marie. Projet # 0068640. Portion VM, BC lié DGA: 1608169 pour un montant total de 10 650\$ avant taxes.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 884,74 \$
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	1607543	2023-07-14	ROY, JULIE	IN 457840 TQ (GP) - Frais liés à la traçabilité des sols (2.13\$/t.m.) Demandeur: Guillaume Belanger - Réso tr. CM23 0569 - Gré à gré, selon art. 573.3 - fournisseur unique.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	12 624,00 \$
Total MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES							19 478,06 \$
MULTISERVICES CA-ROYAL INC	1608586	2023-07-20	DUFRESNE, ALAIN	Convention de services pour la fermeture et l'ouverture de la Voie Camilien-Houde entre Camilien-Houde et Remembrance à diverses dates pour l'événement Cyclovía Sportive, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	DA239227001	52 493,75 \$
Total MULTISERVICES CA-ROYAL INC							52 493,75 \$
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	1608678	2023-07-21	DUFRESNE, ALAIN	Projet 677, transaction 860 - Réparation des connecteurs des luminaires du caniveau du Parterre au QDS ainsi qu'au remplacement du contrôleur d'éclairage de ces luminaires, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	8 611,13 \$
Total PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES							8 611,13 \$
PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS	1609698	2023-07-28	DUFRESNE, ALAIN	Facture 4431 - Achat de vivaces, arbustes et arbres de petit calibre pour le verdissement de la rue Ontario / budget participatif. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	11 194,82 \$
Total PEPINIERES Y. YVON AUCLAIR ET FILS							11 194,82 \$
PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST	1575599	2023-07-06	ANGELY, MARION	BC ouvert 2023 pour réparation et petits travaux dans les bureaux du 800 de Maisonneuve E	Ville-Marie - Services administratifs	-	26 246,87 \$
Total PLACE DUPUIS COMMERCIAL TRUST							26 246,87 \$
PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.	1575948	2023-07-24	RESTREPO, JUAN CARLOS	PARCS Ville-Marie Commande ouverte 2023 - Achat de peinture, solvant, teinture et autres.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 199,50 \$
Total PPG REVETEMENTS ARCHITECTURAUX CANADA INC.							4 199,50 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
PRESTIGE SECURKEY INC	1604195	2023-07-31	RAIL, CHRISTIANE	Soumission # KB17-VDM Remplacement des serrures des deux portes de la vespasienne au parc Pied-du-Courant par des serrures plus robustes et anti-vandales. TP - Aménagement parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 275,38 \$
Total PRESTIGE SECURKEY INC							2 275,38 \$
PROMOTIONS C.S.L. (LES)	1607184	2023-07-13	FRANCILLON, ALYSON	Soumission 20230707-1 - Location matériel de projection - Parc des Faubourgs	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	4 503,96 \$
Total PROMOTIONS C.S.L. (LES)							4 503,96 \$
PROVENCHER ROY + ASSOCIES ARCHITECTES INC.	1609269	2023-07-29	LABELLE, MARC	Entente 1577486 - Serv. profs. en architecture de paysage pour le concept définitif des plans et devis, de l'estimation et de la surveillance des travaux , AO VMP-23-008, pour la piscinette au parc Jos-Montferrand, arr. Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	4 316,82 \$
PROVENCHER ROY + ASSOCIES ARCHITECTES INC.	1577129	2023-07-27	DUFRESNE, ALAIN	Entente 1577486 - Serv. prof. architecture de paysage pour l'élaboration du concept, les plans et devis, l'estimation et l'accompagnement durant l'AO, pour les travaux d'aménagement d'une piscinette au parc Jos-Montferrand, arr. Ville-Marie	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	DA239349001	77 165,16 \$
Total PROVENCHER ROY + ASSOCIES ARCHITECTES INC.							81 481,98 \$
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1609795	2023-07-31	ALI, SAMBA OUMAR	Achat 2x4x10 d'épinette et de clous. Soumission 01274514.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 591,66 \$
QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.	1607342	2023-07-13	ROWAN, KATERINE	Soumission # 01272494 - Épinette 1"x6"x12' sec. TP -Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 397,72 \$
Total QUINCAILLERIE NOTRE-DAME DE ST-HENRI INC.							6 989,38 \$
REGULVAR INC	1595060	2023-07-11	DUFRESNE, ALAIN	Soumission du 8 mai et du 7 juillet 2023 - Remplacement d'un variateur de vitesse à la fontaine square Victoria Sud et Nord, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 559,10 \$
Total REGULVAR INC							7 559,10 \$
RUIGROK FLOWERBULBS	1609346	2023-07-26	PICARD, SANDRA	Confirmation de commande 156148 et 156149 - client CC 103178 - Achat de bulbes à fleurs. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	3 479,29 \$
RUIGROK FLOWERBULBS	1609346	2023-07-26	PICARD, SANDRA	Confirmation de commande 156148 et 156149 - client CC 103178 - Achat de bulbes à fleurs. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 692,63 \$
Total RUIGROK FLOWERBULBS							11 171,92 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
SANIVAC	1587805	2023-07-11	BEAULIEU, JOHANNE	Location sur entente 1585556 - Toilettes PSI Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	1 259,85 \$
SANIVAC	1587805	2023-07-10	BEAULIEU, JOHANNE	Location sur entente 1585556 - Toilettes PSI Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	3 328,11 \$
SANIVAC	1587805	2023-07-07	BEAULIEU, JOHANNE	Location sur entente 1585556 - Toilettes PSI Du 1er avril 2023 au 31 mars 2024	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	1 049,87 \$
Total SANIVAC							5 637,83 \$
SANTINEL INC.	1607346	2023-07-13	ROWAN, KATERINE	Offre de services du 6 juillet 2023 - Animation d'une session d'une durée de 2 heures avec préparation et adaptation de la session. TP - Aqueduc, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	2 750,67 \$
Total SANTINEL INC.							2 750,67 \$
SIGNALISATION KALITEC INC.	1607481	2023-07-14	DUFRESNE, ALAIN	Facture in01731 - Structure d'acier galvanisé avec plaque + impression avec installation pour le projet du parc Olivier-Robert, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	2 036,76 \$
SIGNALISATION KALITEC INC.	1607173	2023-07-13	ROUTHIER, LOUIS	Soumission # SO03283 et SO03297 - Achat de 8 batteries étanches et achat d'un dispositif lumineux pour traverse piéton pour la Daum - mobilité, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	10 975,18 \$
Total SIGNALISATION KALITEC INC.							13 011,94 \$
SIX CREATIVELAB	1605810	2023-07-07	TREMBLAY, GINA	Soumission S1116-C40 - Visuels Café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	224,52 \$
SIX CREATIVELAB	1605810	2023-07-06	TREMBLAY, GINA	Soumission S1116-C40 - Visuels Café Viger	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	1 833,61 \$
Total SIX CREATIVELAB							2 058,13 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1606869	2023-07-12	GAUTHIER-LAFLAMME, MARTIN	Soumission C175068589 - Résidus alimentaires. TP - Voirie Propreté, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 717,70 \$
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	1605988	2023-07-06	DUFRESNE, ALAIN	Factures - Bulletin été 2023	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	12 399,17 \$
Total SOCIETE CANADIENNE DES POSTES							17 116,87 \$
SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.	1605705	2023-07-05	RAIL, CHRISTIANE	Fourniture et l'installation d'un nouveau variateur de fréquence pour la pompe de la fontaine de la place Jean-Paul-Riopelle. Soumission Karl Poulin Bienvenue du 07/04/2023.	Ville-Marie - Travaux publics	-	4 687,23 \$
Total SOCIETE DE CONTROLE JOHNSON S.E.C.							4 687,23 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approuvateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1606523	2023-07-10	DUFRESNE, ALAIN	Location autobus - Navettes fermeture de Camillien-Houde - 13 dimanche du 18 juin au 17 septembre 2023 En vertu de l'art 575.3 par.2	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	35 249,25 \$
Total SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)							35 249,25 \$
SOCIETE ECOCITOYENNE DE MONTREAL	1605694	2023-07-05	RESTREPO, JUAN CARLOS	Aménagement de deux ruelles vertes de l'écoquartier Ste Marie. Facture SEM-EQSMSJ-vegetaux	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 528,86 \$
Total SOCIETE ECOCITOYENNE DE MONTREAL							5 528,86 \$
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1609027	2023-07-24	ROUTHIER, LOUIS	Devis 00326929/Licences Autocad(Prorata 10 mois)/ 1 nouvel abonnement -DAUM-Mobilité(César Cruz-Merino) R607259	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	-	2 164,05 \$
Total SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL							2 164,05 \$
SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC	1607206	2023-07-13	ROWAN, KATERINE	Soumission # 2023-06-09 - Service d'enlèvement de graffitis en hauteur, sur plusieurs endroits de l'arr. Ville-Marie. TP- Manon Ouellet	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 858,30 \$
Total SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUEBEC INC							5 858,30 \$
SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C	1570782	2023-07-19	OUELLET, MARIE-CLAUDE	BC ouvert 2023 sur demande, pour l'entretien, réparation, pièces et main d'uvre, pour appareils d'entretien. Arena et CJCM	Ville-Marie - Culture, sports, loisirs et développement social	-	2 939,65 \$
Total SOLUTIONS SUPERIEURES S.E.C							2 939,65 \$
SOSLOCATION.CA	1608447	2023-07-20	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission du 18 juillet 2023 - Location d'une nacelle sur chenille AlmaCrawler B1890 Quick-Pro pour travaux d'élagage dans l'arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 776,73 \$
Total SOSLOCATION.CA							7 776,73 \$
STRATEGIES EVOQ INC	1609729	2023-07-28	DUFRESNE, ALAIN	Services professionnels en architecture et patrimoine bâti pour la production d'une étude typomorphologique et de fiches descriptives. Gré à gré, plus bas soumissionnaire conforme. 2023-DAUM	Ville-Marie - Aménagement urbain et mobilité	DA234272001	45 879,54 \$
Total STRATEGIES EVOQ INC							45 879,54 \$
TESSIER RECREO-PARC INC.	1606788	2023-07-11	RESTREPO, JUAN CARLOS	Commande ouverte 2023 pour l'achat de pièces à changer au jeux d'eau Joyeux Viking. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	5 249,37 \$
Total TESSIER RECREO-PARC INC.							5 249,37 \$

Fournisseur	Numéro BC	Date d'engagement	Dernier approbateur BC	Desc bon commande	Service/Arrondissement / Direction/Inventaire	Numéro résolution	Total montant engagé (\$)
VANCO FLOWERS LTD	1608790	2023-07-21	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # QU-0020, RT0001 - 858596695 - Achat de bulbes de tulipes, divers projets dont Verdissement de rue / budget participatif. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Direction - Ville-Marie	-	1 050,29 \$
VANCO FLOWERS LTD	1608790	2023-07-21	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # QU-0020, RT0001 - 858596695 - Achat de bulbes de tulipes, divers projets dont Verdissement de rue / budget participatif. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	3 044,64 \$
VANCO FLOWERS LTD	1608790	2023-07-21	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # QU-0020, RT0001 - 858596695 - Achat de bulbes de tulipes, divers projets dont Verdissement de rue / budget participatif. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	1 721,37 \$
Total VANCO FLOWERS LTD							5 816,30 \$
VELO-TRANSIT	1609026	2023-07-24	RESTREPO, JUAN CARLOS	Soumission # 41 - Achat de 4 vélos trek Super Commuter 2019 à assistance électrique. TP - Parcs, arrondissement Ville-Marie.	Ville-Marie - Travaux publics	-	7 769,07 \$
Total VELO-TRANSIT							7 769,07 \$
Total général							992 384,42 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
9153-2259 Quebec Inc. (617679)	082309	Animation atelier "Les huiles essentielles pour la rentrée"	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	480,00 \$
Anica Felicin (602598)	03	Atelier	Direction - Ville-Marie - non défini (B32K03)	09-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	200,00 \$
Association Les Chemins Du Soleil (133186)	sdf5206	Contrat de service	Division des sports, des loisirs et du développement social	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	528,00 \$
Atelier De Location Turbo Inc (116888)	482777	Reservoir de propane	Voirie (B33K10)	31-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	63,72 \$
Bantsimba Pertulien Floribert (577474)	005a	Atelier	Culture et bibliothèques (B33K18)	09-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	0,00 \$
Bezancon, Dorothee (650978)	rembempl230824	Achat tapis de chaussures - bureau employés culture	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	31,71 \$
Boulev'Art Inc. (147870)	mg202310376	Spectacle Envolée (Ariane Racicot) à l'église St-Jax le 7 octobre 2023 à 20h, durée de 60 à 75 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	2 099,75 \$
C.S.D Nettoyeur Inc (424156)	34990	Nettoyage de serviette de table	Inspection et entretien	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	113,39 \$
Centre Investigation & Securite Canada Inc. (515589)	6432	Frais agent de sécurité	Culture et bibliothèques (B33K18)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	118,11 \$
Comite Social Centre Sud Inc. (119441)	2023080112	Place de stationnement	Division des sports, des loisirs et du développement social	31-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	300,00 \$
Confidentiel Dechiquetage De Documents Inc. (123835)	fac164317	Déchetage	Ressources humaines (B33K04)	04-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	13,83 \$
Delpierre, Marion (659771)	rembempl20230802	Activités estivales 2023	Culture et bibliothèques (B33K18)	22-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	169,92 \$
Ducore Expertise Inc. (650698)	60272	Dossier CNESST	Ressources humaines (B33K04)	11-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	52,49 \$
Etienne Cyr (687678)	26	Peinture d'un piano public au Square Cabot	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	1 000,00 \$
Etude Pietro Macera Inc. (116601)	50584	Frais service huissiers de justice	Ressources humaines (B33K04)	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	211,86 \$
Frederic Dupuis (680303)	hmlocomobile02	Réalisation d'une œuvre d'art / peinture sur des remorques à vélo entre le 5 et le 10 juin 2023	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	456,57 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Goulet, Linda (213287)	rembempl230808	Achat de savon lavage des mains pour le Centre Jean-Claude Malépart	Division des sports, des loisirs et du développement social	09-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	13,06 \$
Haley Francis (686177)	hmpianopublic	Réalisation et exposition d'une oeuvre sur la boîte du piano à la place de la création au coin des rues Ontario et Parthenais	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	1 500,00 \$
Hanssement, Richard (678682)	rembempl20230808	Examen classe 3	Voirie (B33K10)	21-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	273,20 \$
Houde, Marie (687311)	rembempl20230804	Remboursement de transport	Culture et bibliothèques (B33K18)	09-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	47,85 \$
Hydro Westmount (107914)	993110	Electricité	Voirie (B33K10)	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	35,45 \$
Jaimes, Marcela (687593)	rembempl230615	Kilométrage et stationnement - mai 2023	Ressources humaines (B33K04)	04-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	144,06 \$
Julie Aube (159150)	2023ja09	Conférence "Suivez le rythme - Mangez local"	Culture et bibliothèques (B33K18)	14-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	551,18 \$
L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)	1132470	Cartes d'affaires	Permis et inspection (B33K28)	23-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	176,37 \$
	1132581	Cartes d'affaires	Inspection et entretien	14-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	29,40 \$
La Tortue Noire (158679)	fr202311307	Spectacle Ogre à la MCJS le 17 novembre 2023 à 19h30 pour une durée de 70 min.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	3 149,62 \$
Lamia Yared (332376)	mg202309373	Spectacle Ensemble Urmawi à l'église St. Jax le 23 septembre 2023 à 20h, durée de 60 à 75 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	1 889,77 \$
Leduc, Valerie (207548)	rembempl230808	Achat de masques N95 pour les employés - Mauvaise qualité de l'air	Division des sports, des loisirs et du développement social	09-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	139,03 \$
Lussier, Francis (531950)	rembempl230731	Consommation Restaurant Bar Minéral - Cas litigieux dossier 3003126337	Permis et inspection (B33K28)	04-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	60,31 \$
Margot Digard (688934)	md28	Service de graphisme	Culture et bibliothèques (B33K18)	22-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	430,00 \$
Marie Samuel Levasseur (640791)	050823	Atelier de concepteur de Zinc	Culture et bibliothèques (B33K18)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 \$
Marthe Halvorsen (606681)	mg202311380	Spectacle All is In the Seed (CAM) à l'église St. Jax le 20 novembre 2023 à 20h, durée de 60 à 75 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	204,00 \$
Materiaux Paysagers Savaria Ltee (115401)	179675	Travaux de pavage en régie	Voirie (B33K10)	09-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	666,10 \$
Mathieu Riel (494218)	mg202307617	Spectacle Voyageurs (CAM) le 4 juillet 2023 au Square Cabot	Culture et bibliothèques (B33K18)	10-août-2023	CACHET D'ARTISTE	298,16 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Mathilde Joanny (642176)	20230725	Atelier fabrication	Culture et bibliothèques (B33K18)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	480,00 \$
Melanie Harel (646951)	mg202310378	Spectacle musical classique : Sérénade à Ad Hoc, présenté le 30 octobre 2023 à l'Église St.Jax au 1439, rue Ste-Catherine Ouest.	Culture et bibliothèques (B33K18)	08-août-2023	CACHET D'ARTISTE	3 149,62 \$
Morrier, Alex (690009)	rembempl230815	Billets de métro pour la mise en place du Café Viger (10)	Division des sports, des loisirs et du développement social	18-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	28,99 \$
Organisation Wecan (606530)	01	1 Médiation Braille: Au-delà du visuel. Pour INCA (Institut national canadien pour les aveugles)	Direction - Ville-Marie - non défini (B32K03)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	400,00 \$
Ouellet, Marie-Claude (132337)	rembempl210823	Remboursement employé	Division des sports, des loisirs et du développement social	24-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	31,94 \$
	rembempl230821	Remboursement employé	Division des sports, des loisirs et du développement social	24-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	46,31 \$
Poliseno, Felix (595073)	rembempl20230811	Formation de qualificateur du sauveteur	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	110,43 \$
Production J.G. Inc. (116186)	79462	Macarons	Inspection et entretien	22-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	748,82 \$
Promotions C.S.L. (Les) (144125)	14035	Location et installation Génératrice	Culture et bibliothèques (B33K18)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	293,96 \$
	14037	Location Sonorisation	Division des sports, des loisirs et du développement social	22-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	89,24 \$
Rafael Zaldivar (527317)	mg202309374	Spectacle Hommage au Buena Vista Social Club à l'église St. Jax le 27 septembre 2023 à 20h, durée de 75 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	3 000,00 \$
Rodrigo Simoes (419453)	mg202309371	Spectacle TRE (CAM) à l'église St. Jax le 13 sept 2023 à 20h, durée de 60 à 75 minutes	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	496,00 \$
Soc Pour L'Action L'Education Et La Sensibilisation Environnementale De Montreal (189526)	f202307282	Dépenses associées à la gestion du programme éco-quartier de Peter-McGill 2023	Direction - Ville-Marie - non défini (B32K03)	16-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	679,87 \$
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9876056221	Service postale	Inspection et entretien	01-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	299,68 \$
	9876981545	Service postale	Inspection et entretien	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	440,39 \$
	9877849088	Service d'expédition	Inspection et entretien	16-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	405,40 \$
	9878747280	Frais de postes.	Inspection et entretien	21-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	253,42 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Solutions Notarius Inc (119499)	433589	Abonnement - CertifiO pour Professionnels OIQ	Mobilité et planification	02-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	17,06 \$
Sport Et Loisir De L'île De Montreal (137363)	001752	Inscription journée vision loisir 30 mai 2022	Division des sports, des loisirs et du développement social	10-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	450,00 \$
Sylvain A. Trottier (265678)	gia2308	Animation d'un atelier de jeu en présentiel à la Bibliothèque Frontenac: Dimanche 20 août, 14h à 16h	Culture et bibliothèques (B33K18)	23-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	288,72 \$
	moa2301	Animation de deux ateliers de jeux vidéo rétro	Culture et bibliothèques (B33K18)	07-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 \$
Tania Baladi (122442)	0277	1 heure du conte 0-36 mois	Culture et bibliothèques (B33K18)	14-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	162,73 \$
Technologia Formation (102804)	f125815	Formation	Voirie (B33K10)	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	892,39 \$
Telus Health (Canada) Ltd. (688939)	1826906	Service d'intervention post-traumatique	Ressources humaines (B33K04)	15-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	544,62 \$
Theatre Bouches Decousues (100045)	mg202309372	Spectacles Le petit Capuchon rouge à l'église St. Jax le 23 septembre 2023 à 10h30, durée de 30 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	1 522,32 \$
Thomas Niess (645458)	mg202310375	Spectacle Cirk'Alors! le 7 octobre 2023 à l'église St. Jax à 10h30, durée de 45 minutes.	Culture et bibliothèques (B33K18)	04-août-2023	CACHET D'ARTISTE	1 400,00 \$
Trudel Valcour, Jasmine (590413)	rembempl230811	Remboursement Achat d'un adaptateur - Activités de A SNPN	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-août-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	24,32 \$
Usd Global Inc. (520485)	467713	Livraison de bacs à l'arrondissement	Voirie (B33K10)	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	488,19 \$
Veronique Millet (561694)	23119	Atelier d'écriture créative pour un public adulte	Culture et bibliothèques (B33K18)	18-août-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	191,00 \$
Wai Yin Kwok (370400)	20230712	Interprétariat	Communications et relations avec la communauté	29-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	315,28 \$
					Total	33 327,53 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Accent Formation (294719)	af12324	Formation de perfectionnement ou services-conseils	Communications et relations avec la communauté	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	414,70 \$
Association Des Bibliotheques Publiques Du Quebec (121173)	7112	Inscription	Culture et bibliothèques (B33K18)	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	875,00 \$
Association Quebecoise Des Transports (119481)	f145275	Formation Installation de la signalisation de chantiers routiers	Voirie (B33K10)	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	563,99 \$
Aumais, Sebastien (574071)	rembempl20230717	Rembours.employé d'un livre	Urbanisme (B33K26)	18-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	123,69 \$
Axia Services (394036)	45827	Services d'entretien ménager hors contrat	Division des sports, des loisirs et du développement social	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	703,42 \$
Beaudoin, Andre (531430)	rembempl20230619	Rembours. brevet sauveteur	Division des sports, des loisirs et du développement social	27-juin-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	116,00 \$
C.S.D Nettoyeur Inc (424156)	32945	Nettoyage de nappes (HDV)-12 avr-2023-S Goulet	Inspection et entretien	10-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	233,60 \$
	34796	Nettoyage de nappes (HDV)-29 juin-2023-S Goulet	Inspection et entretien	10-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	91,86 \$
Caroline Caron (133245)	hmlocomobile01	Pour l'Oeuvre (selon les conditions précisées dans la convention) à partir du 5 juin 2023, dans le cadre du projet LocoMobile.	Culture et bibliothèques (B33K18)	05-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	500,00 \$
Caroline Morcos (407435)	20171209ydf01	Animation Fête de Noël le 9 décembre 2017 au Y des femmes	Gestion - Culture, sports, loisirs et développement social (B33K16)	24-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-54,00 \$
Centre Patronal De Sante Et Securite Du Travail Du Quebec (C P S S T Q) (116857)	984980	Formation	Ressources humaines (B33K04)	27-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	614,18 \$
Charles-Olivier Bourque (567946)	f20230623	Photos	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	314,96 \$
Charron Boisse Levesque, Huissiers De Justice Inc. (436590)	120533	Services d'Huissiers	Mobilité et planification	26-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	106,92 \$
Clement Morisset (679843)	hmlocomobile04	Pour l'Oeuvre (selon les conditions précisées dans la convention) à partir du 5 juin 2023, dans le cadre du projet LocoMobile.	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	500,00 \$
Cooperative De L'Universite Laval (397634)	785960	Adaptateur, Cable	Voirie (B33K10)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	179,17 \$
Copibec (121195)	63143	Frais de licence	Communications et relations avec la communauté	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	298,16 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Copie Express (116785)	csg10017	30 Bilan final	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	320,21 \$
	csg10021	Signets - Les Fanbourgs Quartier Culturel, Impression - Cet été Square Cabot, coroplast - Fausse baile, Flyers Square Cabot et SANAAQ	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	398,95 \$
	csg10022	Impression couleur, affiches, cartons - Fermeture travaux Patinoire Camillien Houde	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	452,50 \$
	csg10023	Impression couleur - Projet Autochtones du Québec PAQZ Communication au voisinage	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	618,53 \$
	csg10031	Rencontre mai-juin comité commerçants du quartier chinois	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	204,73 \$
	csg10200	Affichettes et lettres	Communications et relations avec la communauté	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	261,42 \$
	csg10203	Cartons	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	398,95 \$
	csg10204	Affichettes et impressions couleur	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	757,48 \$
	csg10205	20 impressions couleur A1 Carte Sainte-Marie	Communications et relations avec la communauté	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	598,43 \$
	csg10206	Signets, impressions	Communications et relations avec la communauté	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	139,11 \$
	csg10210	1500 dépliants couleur	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	653,86 \$
	csg10211	Avis aux résidents et panneaux	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	572,18 \$
	csg10213	Cartons, vinyles, affiches	Communications et relations avec la communauté	21-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	475,07 \$
	Courcelles, Sacha (686180)	rembemp230711	Remb d'une contravention(situation exceptionnelle)approuvée pr TP-Manon Ouellet	Inspection et entretien	13-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES
Daniel Racine (233871)	fro4	Achat de biens et services en direct (payable aux fournisseurs externes)	Culture et bibliothèques (B33K18)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	275,00 \$
Dispensaire Dietetique De Montreal. (129129)	118885230	Participation au comité de pilotage - Centre Sanaaq - Période 1 (février à juin 2023)	Culture et bibliothèques (B33K18)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	300,00 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Dominic Bissonnette Lessard (676285)	fr2023056169	Exposition Bad & Bold du 4 mai au 11 juin 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto	Culture et bibliothèques (B33K18)	10-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	500,00 \$
Drivercheck Inc. (524788)	vill111684014	Adhésion mensuel	Ressources humaines (B33K04)	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	21,52 \$
Ducore Expertise Inc. (650698)	58624	Frais de Médecin Désigné pour dossier CNESST: Guy Miqueu	Ressources humaines (B33K04)	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	52,49 \$
Dufresne, Alain (136630)	depfonct230630	Dépenses de fonction - Glace pour l'événement BBQ DTP	Gestion - travaux publics (B33K08)	24-juil-2023	DÉPENSE DE FONCTION	15,64 \$
Editions Du Rognon (254209)	230708	Animation atelier jeunesse: Flipbook	Culture et bibliothèques (B33K18)	10-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	350,00 \$
Enseignes Et Lettrage Robert (1945) Inc. (524350)	16436	Autocollants lumineux	Culture et bibliothèques (B33K18)	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	682,42 \$
Entreprises Intmotion Inc. (158559)	30205	Vérifier la caméra de la toilette autonettoyante du métro.	Parcs et installations (B33K12)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	771,66 \$
Etude Pietro Macera Inc. (116601)	50449	Service Huissiers	Ressources humaines (B33K04)	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	195,61 \$
	50463	Service Huissiers	Ressources humaines (B33K04)	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	59,13 \$
	50464	Service Huissiers	Ressources humaines (B33K04)	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	57,32 \$
Fadel, Faycel (531427)	rembempl20230706	Formation	Division des sports, des loisirs et du développement social	19-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	95,00 \$
Festival Des Arts De Ruelle (505331)	hm202309758	Spectacle : #FAR2023 dans Ville-Marie présenté le mercredi 6 septembre à 18 h 30 dans une ruelle à déterminer.	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juin-2023	CACHET D'ARTISTE	3 674,56 \$
Formations Qualitemps Inc. (112461)	59448	Formations gérer les conflits	Cabinet des Élus	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	892,39 \$
			Cabinet des élus - adm.	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	0,00 \$
Frederick Lepine (332481)	20170212	Animation Plaisirs d'hiver 14 janv. et 4 fevr.2017	Division des sports, des loisirs et du développement social	24-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-189,00 \$
Gaudet-Boisvert, Benoit (511718)	rembempl230710	De l'essence pour transport de l'asphalt en Ontario.	Voirie (B33K10)	10-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	92,02 \$
Genevieve Robitaille (680203)	hmlocomobile06	Pour l'Oeuvre (selon les conditions précisées dans la convention) à partir du 5 juin 2023, dans le cadre du projet LocoMobile.	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	500,00 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Globex Courrier Express International Inc. (120193)	384882	Frais de poste	Division de la gestion immobilière	25-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	27,66 \$
Groupe Harmonie (175735)	1	Formation centre Sanaaq	Culture et bibliothèques (B33K18)	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	300,00 \$
Guillaume Bougie Riopel (678032)	hmregarde03	Droits d'exposition, de reproduction, honoraires et autres frais prévus à la convention signée le 12 mai 2023. Installation 15 juin et désinstallation 15 novembre 2023, rue Ontario Est, entre rues Saint-André et Lespérance..	Culture et bibliothèques (B33K18)	30-juin-2023	CACHET D'ARTISTE	1 150,00 \$
Guyon, Christian (153146)	rembempl220719	Remboursement kilométrage et stationnement	Ressources humaines (B33K04)	19-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	206,83 \$
Hamel, Jeremy (646701)	rembempl20230720	Rembours.employé imprission plans	Parcs et installations (B33K12)	20-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	26,18 \$
Hennequet, Geoffrey (681327)	rembempl230501	Remboursement Carte Opus pour Geoffrey Hennequet mois de mai et juin (Carte de crédit de la division non disponible)	Mobilité et planification	27-juin-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	178,53 \$
Hydro Westmount (107914)	987636	Consommation d'énergie	Voirie (B33K10)	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	32,13 \$
Insta-Mix (140570)	23585	Service routier déplacement	Voirie (B33K10)	04-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	453,75 \$
Jack Yachouh (641420)	2023001	Présentation Approche sécuritaire	Culture et bibliothèques (B33K18)	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	700,00 \$
Julie Delisle (395724)	bpa201714	Atelier de création marionnettes Bibliothèque Père Ambroise le 16 décembre 2017	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-150,00 \$
	bpa201714a	Atelier de création de marionnettes Bibliothèque Père Ambroise le 18 novembre 2017	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-150,00 \$
Julie Parent (607153)	hmlocomobile05	Pour l'Oeuvre (selon les conditions précisées dans la convention) à partir du 5 juin 2023, dans le cadre du projet LocoMobile.	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	524,94 \$
L & L Impression (281358)	6995	Impression de panneaux	Parcs et installations (B33K12)	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	435,70 \$
L'Empreinte Imprimerie Inc. (122285)	1131541	Cartes d'affaires	Permis et inspection (B33K28)	11-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	146,97 \$
	1131618	Bracelet - Bacs à la traine	Communications et relations avec la communauté	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	759,06 \$
	1131735	1000 billet de pesée	Voirie (B33K10)	30-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	440,95 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Labelle, Marc (117989)	depfonct230531	Dépenses de fonction - Diner au Holder	Direction - Ville-Marie - non défini (B32K03)	28-juin-2023	DÉPENSE DE FONCTION	80,30 \$
Laboratoire Sur L'Agriculture Urbaine (327554)	20322938	Eurofins pour analyse du sol du Jardin Ste-Catherine	Division des sports, des loisirs et du développement social	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	157,48 \$
Lafleur & Fils Inc. (10363)	97704	Vérifier le fonctionnement	Parcs et installations (B33K12)	30-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	721,26 \$
	98193	Vérifier le bon fonctionnement de la porte du garage	Parcs et installations (B33K12)	20-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	251,97 \$
Lamcom Technologies Inc. (138785)	304888	Panneaux projet participatif Berri	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	123,38 \$
	305288	Panneaux activités saison estivale 2023 - 3e bath	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	190,87 \$
	305602	3 panneaux sandwich BAM	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	402,36 \$
	305795	Coroplast RV	Communications et relations avec la communauté	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	83,99 \$
	306268	Projet: Jardin collectif	Communications et relations avec la communauté	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	154,25 \$
Les Equipements D'Arpentage Cansel Inc. (114894)	91324863	Achat de peinture noire-DAUM-Mobilité	Mobilité et planification	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	137,48 \$
Les Industries Mc Asphalt Ltee (117786)	1025738	SS-1 Emulsion	Voirie (B33K10)	27-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	737,06 \$
	1026478	SS- 1 Emulsion	Voirie (B33K10)	27-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	344,10 \$
Marchand, Emilie (685282)	depfonct230630	Dépenses de fonction - BBQ DTP	Gestion - travaux publics (B33K08)	04-juil-2023	DÉPENSE DE FONCTION	452,79 \$
Marie-Denise Douyon (134991)	2	Formation centre Sanaaq	Culture et bibliothèques (B33K18)	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	300,00 \$
Meziane, Merwan (687802)	rembempl20230724	Rembours.employé	Inspection et entretien	27-juil-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	159,96 \$
Micromatt Canada Ltee (127007)	11447	Service de photographie	Culture et bibliothèques (B33K18)	21-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	157,48 \$
Ministere De L'Emploi Et De La Solidarite Sociale (104953)	pubq058359	Norme ouvrages routiers	Mobilité et planification	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-163,15 \$
Ministere De La Justice- Bureau Des Infractions Et Amendes (131004)	1004006118300756	Contravention (courriel justificatif dans la pièce jointe)	Voirie (B33K10)	27-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	145,00 \$
	1004006118568758	Constat d'infraction 100400-6118568758, Immatriculation FVG6713.	Voirie (B33K10)	30-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	175,00 \$
Ni Produits Inc. (569319)	1004385	Achat 3 poubelles	Parcs et installations (B33K12)	13-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	530,19 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Organisation Wecan (606530)	fr202306124	Exposition : Braille : L'art au-delà du visuel, présenté dans le cadre du CAM en tournée, du 15 juin au 15 août 2023 à la Maison de la culture Janine-Sutto.	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	561,00 \$
Pauline Grelier (646476)	ap006	Médiation	Direction - Ville-Marie - non défini (B32K03)	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	400,00 \$
Petites-Mains (117815)	1619	Couvre-chaise	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	587,93 \$
Pgvmedia (243820)	17190	Panneaux coroplast	Communications et relations avec la communauté	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	176,38 \$
Planete Courrier Inc. (131144)	397235	Expedition	Culture et bibliothèques (B33K18)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	27,30 \$
Prestige Securkey Inc (112820)	in115811	Poignée levier et main d'oeuvre/labour	Parcs et installations (B33K12)	28-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	276,12 \$
Rameez Karim (608204)	hm202307646	Spectacle de danse : Jardin des possibilités, présenté le vendredi 7 juillet à 19h30 au Parc des Faubourgs, Montréal	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juin-2023	CACHET D'ARTISTE	2 750,16 \$
	mg202307623	Spectacle et artiste : Jardin des possibilités, Veils of Bollywood. Présenté le 26 juillet 2023 à 17h30 au parc Square Cabot.	Culture et bibliothèques (B33K18)	05-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	2 750,16 \$
Rapliq (Regroupement Des Activistes Pour L'Inclusion Au Quebec) (160136)	af7826	Formation du 20 juin 2023 sur les troubles cognitifs et enjeux interpersonnels liés au handicaps moteur	Ressources humaines (B33K04)	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	775,00 \$
Renaud, Yannick (567348)	rembempl20230614	Huile, vinyle, adaptateur, écouteur, câble, peinture	Culture et bibliothèques (B33K18)	28-juin-2023	REMBOURSEMENT AUX EMPLOYES	694,50 \$
Rencontres-Cuisines (133931)	191064	Activité Boîte à louch (camp de jour)	Culture et bibliothèques (B33K18)	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	644,00 \$
Reseau Quebecois Des Femmes En Environnement (137002)	23329	Accréditation SER	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	356,96 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Robert Boisvert (158537)	07923	Affiche - Café Maison ronde	Communications et relations avec la communauté	25-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 \$
	08023	Affiche JCM - correction pdf	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	78,74 \$
	08123	Annonce - Fierté	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 \$
	08423	3 affichettes - Piano	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	236,22 \$
Sanivac (450867)	0000798485	Service de toilettes régulières	Voirie (B33K10)	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	554,92 \$
	0000801134	Service toilette régulière	Voirie (B33K10)	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	165,36 \$
Serruriers Amherst Inc. (117448)	31503	Cylindre et clés	Division des sports, des loisirs et du développement social	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	318,11 \$
Service National Des Sauveteurs Inc. (148166)	214529	Brevet	Division des sports, des loisirs et du développement social	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	535,00 \$
Services Electriques Bilco Inc. (602871)	22235	Réparation luminaires	Parcs et installations (B33K12)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	377,95 \$
Six Creativelab (201751)	f2324c40	Production d'un panneau pour la biodiversité	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2325c40	Production d'un autocollant "Jour ou lieu de collecte non respecté"	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2326c40	Conception et production d'un beach flag "Les Faubourgs"	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2327c40	Conception et production de deux beach flags et production d'une marquise (tentes) pour les activités extérieures	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	387,40 \$
	f2328c40	Production d'un panneau de chantier pour les travaux du Parc à Chien Viger	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2329c40	Production d'une publicité pour les élus pour le centre St-Pierre Édition 2023	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	129,13 \$
	f2330c40	Production de deux panneaux pour la fermeture lors des travaux de l'aréna Camillien-Houde	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2337c40	Production d'une publicité pour les collectes avec "Nikita" pour le journal Échos	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	129,13 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Six Creativelab (201751)	f2338c40	Production d'un panneau de chantier pour la rue Berthier	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2340c40	Production d'un panneau participatif Berri	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	129,13 \$
	f2341c40	Production d'un panneau pour les dépôts sauvages	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2342c40	Production d'une bracelet "Bac à la traîne" Édition 2023	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	258,27 \$
	f2343c40	Production d'un carton et d'un courriel pour le lancement du Skate Plaza	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	344,36 \$
	f2344c40	Mise à jour et production de la carte des collectes - Version Web	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2346c40	Mise à jour et production de 2 outils pour la collecte des résidus alimentaires, incluant: un autocollant de tri des matières et une affichette	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	258,27 \$
	f2348c40	Production d'une brochure pour les jardins communautaires	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	516,54 \$
	f2350c40	Production d'une invitation Web pour la tournée des projets en vélo - Édition 2023	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	215,22 \$
	f2352c40	Production d'un panneau d'identification de bâtiment pour les Travaux publics et la division de l'Horticulture	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2353c40	Production d'un bracelet "Bac à la traîne" général	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	129,13 \$
	f2354c40	3 dépliant pour la collecte des résidus alimentaires	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	430,45 \$
	f2355c40	Production d'une affiche et d'une pub astral média numérique pour le Disco Patin de l'été 2023 à l'aréna Camillien-Houde	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	301,31 \$
	f2356c40	6 Panneaux sandwich pour le bureau Accès Montréal	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	172,18 \$
	f2359c40	Production d'un panneau pour le retrait du vélo	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	129,13 \$
	f2360c40	Panneau pour le code de vie du Centre Jean-Claude-Malépart	Communications et relations avec la communauté	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	258,27 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Societe Canadienne Des Postes (49148)	9871567599	Service d'expédition	Inspection et entretien	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	202,86 \$
	9872522326	Service postal	Inspection et entretien	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	168,75 \$
	9873332890	Frais de poste	Inspection et entretien	10-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	245,71 \$
	9874206877	Frais d'expédition	Inspection et entretien	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	483,26 \$
	9875064746	Expédition	Inspection et entretien	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	250,96 \$
Spectre De Rue Inc . (107731)	1151	Formation	Division des sports, des loisirs et du développement social	11-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	350,00 \$
	1155	Formations "interaction auprès des personnes en situation de marginalité" et "Toxico 101"	Communications et relations avec la communauté	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	550,00 \$
Stephanie Filion (618228)	202311	Atelier cartes postales poétiques	Culture et bibliothèques (B33K18)	10-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	367,46 \$
Still Good Inc. (520929)	2335	Collations pour les artistes, citoyens et organismes présentes dans la programmation de la Maison de la culture pour les prochains mois	Culture et bibliothèques (B33K18)	26-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	327,56 \$
Sylvain A. Trottier (265678)	gia2307	Ateliers de Jeu	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	288,72 \$
Tabasko Communications Inc. (185872)	41133	Graphisme dépliant dos d'ânes	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	755,91 \$
	41207	Graphisme Bulletin Ville-Marie édition été 2023	Communications et relations avec la communauté	06-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	89,24 \$
	41279	Graphisme visuel promo (Bandeau Web) Été	Communications et relations avec la communauté	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	188,98 \$
	41280	Graphisme icônes certificat (3 lots)	Communications et relations avec la communauté	18-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	272,97 \$
Tania Baladi (122442)	027612	Formation 1 heure du conte	Culture et bibliothèques (B33K18)	17-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	162,73 \$
Theatre Hors Taxes (368086)	hm202306004	Spectacle théâtrale : Fausse Balle, présenté le mardi 27 juin 2023, 20 h 30 au Parc Walter-Stewart, 2455, rue Larivière, Montréal	Culture et bibliothèques (B33K18)	24-juin-2023	CACHET D'ARTISTE	2 624,69 \$

Fournisseur	No facture	Description facture	Division	Date comptable	Type dépense Sdf	Montant répartition
Toma Iczkovits (288949)	2023avm009ti	Photos	Communications et relations avec la communauté	28-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	514,44 \$
	2023avm010ti	Prise de photo, post-production et ajustements, cession de droit d'auteur sur les images produites - Fête Square Cabot	Communications et relations avec la communauté	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	514,44 \$
	2023avm011ti	Prise de photo, post-production et ajustements, cession de droit d'auteur sur les images produites	Communications et relations avec la communauté	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	666,67 \$
	2023avm012ti	Prise de photo, post-production et ajustements, cession de droit d'auteur sur les images produites - Parc Planche à roulettes	Communications et relations avec la communauté	05-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	514,44 \$
	2023avm013ti	Service de photographie	Communications et relations avec la communauté	19-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	398,95 \$
Ugo Laverdiere (678038)	hmlocomobile03	Pour l'Oeuvre (selon les conditions précisées dans la convention) à partir du 5 juin 2023, dans le cadre du projet LocoMobile.	Culture et bibliothèques (B33K18)	06-juil-2023	CACHET D'ARTISTE	500,00 \$
Usd Global Inc. (520485)	468222	Service de livraison de bac	Voirie (B33K10)	29-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	488,19 \$
Vague De Cirque (344867)	hm202309849	Spectacle Éphémère, un cirque sous les nuages présenter le 16 septembre 2023 à 16h30 au parc Toussaint-Louverture	Culture et bibliothèques (B33K18)	28-juin-2023	CACHET D'ARTISTE	3 149,62 \$
Valerie Avard (447869)	20170923va	Animation Parc des Royaux	Division des sports, des loisirs et du développement social	24-juin-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	-135,00 \$
Xyz Technologie Culturelle Inc. (139936)	i16086	Technicien de service	Culture et bibliothèques (B33K18)	12-juil-2023	ACHAT BIENS SERVICES DIRECT	398,95 \$
					Total	62 502,41 \$



Dossier # : 1238327003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023

De prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-05 14:04

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1238327003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2023

CONTENU

CONTEXTE

En vertu du Règlement 07-053, le conseil de la Ville subdélègue au conseil de l'arrondissement de Ville-Marie l'entretien du parc du Mont-Royal. Le présent dossier décisionnel a pour but de présenter la reddition de comptes relative à cette activité pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CE23 0259 - 7 février 2023 - Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022.
- CE22 1575 - 13 septembre 2022 - Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2022.
- CE22 0291 - 25 février 2022 - Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport annuel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021.

DESCRIPTION

À la lumière des résultats au 30 juin 2023, nous projetons l'équilibre au 31 décembre 2023.

JUSTIFICATION

L'article 2 du Règlement du conseil de la ville sur la subdélégation de certains pouvoirs relatifs à des équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif identifiés à l'annexe du décret concernant l'agglomération de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement doit tenir une comptabilité distincte de façon à permettre un suivi complet des activités qui y sont reliées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rapport semestriel 2023 relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal est présenté en pièce-jointe.

Pour l'année 2023, le budget des charges transférées de l'agglomération pour l'entretien du parc du Mont-Royal s'élève à 2 445 100 \$ (2 155 700 \$ pour la rémunération et 289 400 \$ pour les autres familles de dépenses).

Les dépenses projetées au 31 décembre 2023 permettent d'anticiper l'équilibre pour cette activité.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Juan Carlos RESTREPO, Ville-Marie
Sandra PICARD, Ville-Marie

Lecture :

Sandra PICARD, 11 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-10

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources
financières
Ville -Marie-Direction des services
administratifs

Tél : 514-872-8521
Télécop. :

Samba Oumar ALI
Chef de division
Ville -Marie-Direction des services
administratifs

Tél : 438-978-4975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur-services administratifs
Tél : 514-872-7313
Approuvé le : 2023-08-29

Dossier # : 1238327003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division de la gestion immobilière et des ressources matérielles
Objet :	Prendre acte du dépôt, conformément au Règlement 07-053, du rapport semestriel relatif à l'entretien du parc du Mont-Royal pour la période du 1er janvier au 30 juin 2023



Rapport semestriel 2023-Entretien du parc du Mont-Royal.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources
financières
Ville -Marie-Direction des services
administratifs

Tél : 514-872-8521
Télécop. :

ENTRETIEN DU PARC DU MONT-ROYAL

2023

	BUDGET ORIGINAL	BUDGET MODIFIÉ	RÉEL 30-06-2023	PROJECTION 31-12-2023	ÉCART
DÉPENSES					
CR 306118					
▶ Rémunération	1 618 200,00	1 618 200,00	859 071,00	1 618 200,00	0,00
▶ Charges sociales	537 500,00	537 500,00	251 563,00	537 500,00	0,00
Sous-Total - RÉMUNÉRATION	2 155 700,00	2 155 700,00	1 110 634,00	2 155 700,00	0,00
CR 306118					
▶ Transport et communications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▶ Services professionnels, techniques et autres	59 100,00	46 670,00	26 773,00	46 670,00	0,00
▶ Location, entretien et réparation	110 600,00	123 030,00	40 304,00	123 030,00	0,00
▶ Biens non durables	64 700,00	104 700,00	34 467,00	104 700,00	0,00
▶ Biens durables	15 000,00	15 000,00	13 370,00	15 000,00	0,00
▶ Autres objets	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-total - AUTRES FAMILLES	289 400,00	289 400,00	114 914,00	289 400,00	0,00
TOTAL	2 445 100,00	2 445 100,00	1 225 548,00	2 445 100,00	0,00



Dossier # : 1234735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc. sur l'entente VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 66 889,93 \$, taxes et contingences incluses

D'autoriser une dépense supplémentaire de 55 741,61 \$ taxes incluses, et accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc., sur l'entente VMP-22-013 pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie ;
D'autoriser une dépense de 11 148,32 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-07 15:31

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1234735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc. sur l'entente VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 66 889,93 \$, taxes et contingences incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Division de la Voirie des Travaux Publics de l'Arrondissement de Ville-Marie procède annuellement à un programme de réfection routière (PRR) dans diverses rues de l'arrondissement. Dans le cadre du réaménagement de la rue Sainte-Rose, quatre tronçons de la rue seront réaménagés, entre la rue Panet et rue de la visitation, entre la rue Dalcourt et la rue Alexandre-DeSève, entre la rue Champlain et l'avenue Papineau ainsi que entre l'avenue Papineau et la rue Cartier. Il a été prévu de réaliser des travaux de réaménagement et voirie, remplacement des entrées de service en plomb (ESP), d'éclairage et un élargissement de trottoirs avec des fosses de plantation. Il est donc requis de préparer les plans et devis pour lancer un appel d'offres pour la construction du projet. Dans le cadre du projet du passage Sainte-Rose, les tronçons des parcs ont été réaménagés par la division des Parcs de Ville-Marie en 2021 et les tronçons de rues seront réaménagés par la division de la Voirie en 2024. Le mandat initial de la firme de conception IGF Axiom Inc. était de concevoir les plans et devis pour la reconstruction des 4 tronçons routiers de la rue Sainte-Rose. Le mandat a par la suite été modifié pour inclure seulement deux tronçons mais en bonifiant l'intervention avec une réhabilitation et reconstruction d'aqueduc afin d'en assurer la pérennité.

La dépense supplémentaire est occasionnée par les changements apportés lors de la conception ainsi que par la préparation d'un deuxième appel d'offres puisque les prix étaient trop élevés lors du premier appel d'offres.

La Direction des Travaux Publics a déjà effectué un processus de sollicitation des marchés et a octroyé 3 contrats de type entente-cadre.

Suite à l'offre de service Av1 P-183-04.8 en date du 16 août 2023, le présent mandat sera effectué par la firme IGF Axiom inc. conformément à l'appel d'offres VMP-22-013 et la convention s'y rattachant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240559 Autoriser une dépense de 100 416,87 \$ pour la réalisation d'un mandat de services professionnels par IGF Axiom inc. dans le cadre de l'entente VMP-20-013 pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie pour une dépense maximale de 110 458,56 \$, taxes incluses.

CA22 240133 - Autoriser une dépense additionnelle de 51 054,41 \$ pour la réalisation d'un mandat de services professionnels par IGF Axiom inc. dans le cadre de l'entente VMP-20-013 pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP), de réhabilitation d'aqueduc et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie et majorer la dépense maximale autorisée à 161 512,97 \$, taxes incluses.

CA22 240299 Conclure une (1) entente-cadre, d'une durée de trente-six (36) mois, pour des services professionnels en ingénierie, avec la firme IGF Axiom inc. (contrat de 5 686 352,63 \$, taxes incluses) pour la conception de plans et devis et surveillance de travaux sur divers projets de la Direction des travaux publics de l'arrondissement de Ville-Marie (appel d'offres public VMP-22-013 - 3 soumissionnaires)

DESCRIPTION

L'aménagement futur des rues sécurisera les déplacements piétons tout en atténuant la circulation automobile. Comme la fondation de la chaussée est dégradée, celle-ci doit être entièrement reconstruite. Des saillies seront ajoutées et la plantation sera maximisée.

JUSTIFICATION

L'ajout de saillies améliorera la sécurité des déplacements des usagers et contribuera à l'apaisement de la circulation automobile. La plantation d'arbres sera maximisée pour augmenter la canopée et réduire l'effet d'îlot de chaleur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du mandat supplémentaire à autoriser est 55 741,61 \$ taxes incluses.

Le coût du budget prévisionnel de contingences de 20% est de 11 148,32 \$

Le coût total est de 66 889,93 \$ (taxes et contingences incluses).

Les travaux seront financés à 100% par le PDI local.

Le montant total accordé à la firme IGF Axiom inc. pour les services professionnels dans le cadre du projet de la rue Ste-Rose, incluant les montants déjà autorisés, sera de 228 402,90\$ taxes incluses, soit 106,8% de plus que la valeur initiale du mandat octroyé (110 458,56\$).

MONTRÉAL 2030

L'aménagement contribuera à l'apaisement de la circulation et la plantation d'arbres permettra d'augmenter la canopée. Le remplacement des entrées de services en plomb des bâtiments améliorera la qualité de l'eau fournis aux citoyens.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'Arrondissement n'autorise pas la dépense à la firme externe leur

réalisation par l'Arrondissement ne sera pas possible.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le mandat débutera en septembre 2023 et se terminera en décembre 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Julie R ROY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télocop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-21

Benoit SAUVÉ
c/s travaux et auqeduc

Tél : 514-868-7340
Télocop. : benoit.sauve@ville.montreal.qc.ca

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763
Approuvé le : 2023-08-24

Dossier # : 1234735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc. sur l'entente VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 66 889,93 \$, taxes et contingences incluses



Confirmation de disponibilité budgétaire 1234735004.pdf



aspect financier_dossier (1234735004).pdf 20230816_Av1_Lettre_P-183-04.08.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain LANGLOIS
ingenieur(e)

Tél : 514-868-4544
Télécop. :

Confirmation de disponibilité budgétaire pour utilisation d'une entente cadre de Ville-Marie

Type de demande	augmentation d'un mandat en cours
Nom de la Division	Voirie
Nom du demandeur	Ghislain Langlois
Numéro d'appel d'offres de l'entente cadre	VMP-22-013
Nom de la firme	IGF Axiom
Description du mandat	Préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie
No de dossier décisionnel	1234735004
Montant de la demande (taxes incluses)	\$66 889,93
Date de début du mandat	15-9-2023
Date de fin du mandat	2024-12

Je confirme la disponibilité budgétaire dans l'entente mentionnée ci-dessus pour le mandat faisant l'objet de la présent demande.

Nom		APPROUVÉ Par Edith Mitchell , 15:58, 21/08/2023
Fonction	Préposé la gestion des contrats	
Date	21-08-2023	

Le 16 août 2023

Monsieur Ghislain Langlois, ing. M.Env.
Arrondissement de Ville-Marie
1455, rue Bercy
Montréal (Québec) H2K 2V1

Objet : **Avenant 01** – Travaux de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Sainte-Rose, de la rue de la Visitation à la rue Panet et de la rue Dalcourt à la rue Alexandre-DeSève dans l'Arrondissement de Ville-Marie.
V/Réf. : VMP-20-013
N/Réf. : P-183-04.8

Monsieur Langlois,

IGF axiom inc. est heureuse de vous présenter sa proposition d'avenant dans le cadre des services de conception des « travaux de conduite d'eau, de voirie et d'éclairage dans la rue Sainte-Rose, de la rue de la Visitation à la rue Panet et de la rue Dalcourt à la rue Alexandre-DeSève dans l'Arrondissement de Ville-Marie ». Cette proposition fait suite à votre demande faite en date du 11 mai 2023.

Initialement, la portée des travaux d'aqueduc se limitait à la réhabilitation des conduites par chemisage. L'Arrondissement a par la suite intégré les travaux de reconstruction complète des conduites d'eau en tranchée ouverte. **IGF axiom inc.** a donc eu comme mandat d'émettre les plans EA et le devis DTSI-O (égout-aqueduc), ainsi que tous les autres documents révisés, afin de permettre un appel d'offres en été 2023 et une réalisation au printemps 2024.

1. Description des services et des livrables

Dans le cadre du présent mandat, les activités réalisées/à réaliser par **IGF axiom inc.** sont les suivantes :

- Participer à deux (2) rencontres de coordination avec l'Arrondissement;
- Intégrer les travaux de reconstruction de conduites d'eau en tranchée ouverte;
- Élaboration des plans EA (égout-aqueduc) à 90% et à 100% d'avancement;
- Préparation du devis DTSI-O (égout-aqueduc) à 90% et à 100% d'avancement;
- Révision des plans de voirie, de bases et conduits et d'éclairage;
- Révision des devis administratifs, de voirie et de maintien de la circulation;
- Estimation préliminaire (classe B) et finale (classe A) des coûts de construction;
- Dépôt des plans, devis et bordereau pour appels d'offres sur SEAO (PDF);

- Accompagnement durant le nouvel appel d'offres.

Les livrables produits/à produire par **IGF axiom inc.** sont les suivants :

- Plans et devis à 90 % :
 - Plans EA (égout-aqueduc) à 90 %;
 - Plans de voirie, de bases et conduits et d'éclairage à 90%;
 - Cahier des charges à 90 %;
 - Devis de maintien de circulation à 90%;
 - Estimation classe B révisée;
 - Échéancier de réalisation des travaux mis à jour;
 - Bordereau de soumission.
- Plans et devis à 100 % pour appel d'offres :
 - Ensemble des documents pour appel d'offres;
 - Plans EA (égout-aqueduc) à 100 %;
 - Plans de voirie, de bases et conduits et d'éclairage à 100%;
 - Cahier des charges et devis techniques et administratifs à 100 %;
 - Estimation classe A;
 - Échéancier de réalisation des travaux final;
 - Bordereau de soumission.
- Support durant l'appel d'offres :
 - Addenda, si requis;
 - Réponse aux questions techniques;
 - Analyse des soumissions et rapport de recommandations.

2. Coûts des services

Le coût des honoraires pour les services rendus, tels que décrits dans ce plan de travail, se chiffre à **48 481,50 \$** (excluant les taxes applicables). Le tableau « Plan de travail » présenté à l'annexe 1, présente le détail des activités du personnel affecté au mandat et des honoraires (taux horaires et dépenses) pour l'ensemble des travaux.

Espérant le tout conforme, veuillez recevoir, Monsieur Langlois, nos salutations les meilleures.



Guy-Karam El Nemr, ing. Pour :

Isabel Boulay, ing.

Directrice conception, infrastructures municipales et routières

GE/ge

Dossier # : 1234735004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Objet :	Accorder un mandat à la firme IGF Axiom inc. sur l'entente VMP-22-013, pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie - Autoriser une dépense totale de 66 889,93 \$, taxes et contingences incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1234735004.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie R ROY
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 661-5813

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-23

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements
Tél : 514-872-7313
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1234735004

L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur les éléments suivants de la recommandation tels qu'inscrits au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une dépense supplémentaire de 55 741,61 \$ taxes incluses pour la préparation des plans et devis des travaux de voirie, d'entrée de service en plomb (ESP) et d'éclairage sur quatre tronçons de la rue Sainte-Rose dans l'arrondissement de Ville-Marie.

Autoriser une dépense de 11 148,32 \$, taxes incluses, à titre de budget de contingences."

- Nous certifions qu'il y a des crédits disponibles pour donner suite à l'adoption de cette recommandation conformément aux renseignements ci-dessous mentionnés.
- Nous attestons que le présent dossier est certifié conforme par la Division des ressources financières et matérielles selon les conditions énoncées au courrier budgétaire numéro 38.

Information budgétaire (Montants nets de ristournes, en milliers de dollars)

Provenance

Projet: 55737

Sous-projet: 2355737000 - Arrondissement

2023	2024	2025	Total
61,0			61,0

Imputation

Projet: 55737

Sous-projet: 2155737200 Rue Sainte-Rose-Réaménagement de 4 tronçons- PRR- services professionnels

2023	2024	2025	Total
61,0			61,0

Information comptable (Montants en dollars)

Résumé:

Dépenses (taxes incluses):	Dépenses (Net ristourne):	Contrat (taxes incluses):	Contrat (Net ristourne):
66 889,93 \$	61 079,42 \$	55 741,61 \$	50 899,52 \$

- Les crédits inhérents au présent dossier ont été réservés par:

l'engagement de gestion numéro VM34735004 au montant de 61 079,42 \$ (Net de ristourne) dans le(s) compte(s) suivant(s):

Provenance des crédits : Compétence Arrondissement Crédits: 61 079,42 \$

Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	01909	57201	000000	0000	102586	000000	98001	00000

Imputation :			Dépenses (taxes incluses):				Crédits (Net ristourne):			
BC 1445846 (IGF axiom)			55 741,61 \$				50 899,52 \$			Contrat
Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	03107	54301	000000	0000	185542	000000	17030	00000

Imputation :			Dépenses (taxes incluses):				Crédits (Net ristourne):			
BC 1445846 (IGF axiom)			11 148,32 \$				10 179,90 \$			Contingences
Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
6438	3820321	801550	03107	54301	000000	0000	185542	028057	17030	00000

- Un virement de crédits sera effectué suite à l'approbation de ce dossier par les instances appropriées, conformément aux informations financières de la présente intervention.

Responsable de l'intervention:
Julie Roy
 Conseillère en gestion des ressources financières
 Tél.: 514 661-5813
 Date: **2023-08-23**

Date et heure système : 23 août 2023 13:24:32



Dossier # : 1236235001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne et augmenter de 5 288,85 \$ taxes incluses le contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi la dépenses totale à 277 319,70 \$ taxes incluses - Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses

D'autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne;

D'autoriser l'augmentation du contrat de 5 288,85 \$ taxes incluses à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi le contrat de 272 030,85 \$ à 277 319,70 \$ taxes incluses;

D'autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 09: 55

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1236235001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne et augmenter de 5 288,85 \$ taxes incluses le contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi la dépenses totale à 277 319,70 \$ taxes incluses - Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le projet d'étude de concepts d'aménagement cyclables et sécurisation d'aménagements cyclables n'a pu démarrer tel que l'échéancier initial dû à un changement de prise en charge à l'interne. L'analyse prioritaire de la rue du Havre demandée par la Direction, en plus du contexte actuel, oblige la firme à assurer un suivi de relevés terrain supplémentaires afin de pouvoir soumettre un concept.

Le contrat initial accordé à CIMA+ S.E.N.C le 11 avril 2023 était de 272 030,85\$.
 La dépense est répartie de la façon suivante:
 2023 = 201 110,00 \$ (avant taxes)
 2024 = 35 490,00 \$ (avant taxes)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Résolution: CA23 240116 Autoriser une affectation de surplus de 248 400,43 \$ net de ristourne et accorder un contrat de services professionnels au montant de 272 030,85 \$, taxes incluses, à la firme CIMA+ S.E.N.C., sur l'entente-cadre 1525331, pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables - Dépense totale de 272 030,85 \$, taxes incluses

CM22 0343 - 2022-03-21 - Conclure deux ententes-cadres de services professionnels avec les firmes CIMA+ S.E.N.C (2 807 689,50 \$, taxes incluses) et STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE (1 700 825,18 \$, taxes incluses) pour la conception, la surveillance, le déploiement, la gestion et l'analyse des projets de feux de circulation, d'infrastructures de télécommunication et de mobilité, pour une période de 24 mois avec la possibilité d'une prolongation de 12 mois supplémentaires - Appel d'offres public 21-19044 - 4 soumissionnaires.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder une augmentation du prix coûtant relié au mandat. Cette augmentation servira à procéder aux relevés terrain et analyses prioritaires pour sécuriser l'aménagement cyclable existant sur la rue du Havre.

JUSTIFICATION

L'échéancier initial proposé dans l'appel d'offre qui a fait l'objet d'une résolution le 11 avril dernier, stipulait un dépôt d'un concept final pour la rue Du Havre pour le 21 juin 2023. Vu le départ du chargé de projet et le changement de prise en charge, le projet n'a pu démarrer que le 31 mai dernier et donc, une révision de l'échéancier a été nécessaire en vue de maintenir la priorisation de l'axe du Havre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les honoraires révisés pour les services listés dans le présent plan de travail sont fixés à 241 200 \$ (avant taxes) selon la méthode forfaitaire (honoraires initiaux : 236 600 \$). Les honoraires supplémentaires reliés à l'ajout des relevés sur la rue du Havre et à la révision du présent plan de travail s'élèvent à 4 600 \$.

Le détail des honoraires professionnels par activités :

1 Volet 0 Plan de travail, démarrage, gestion et rencontres 24 400 \$

2 Volet 1 Portrait de la situation actuelle 80 700 \$

3 Volet 2 Élaboration des concepts d'aménagement 63 600 \$

4 Volet 3 Évaluation de la faisabilité technique et analyse comparative des scénarios 72 500 \$

BUDGET TOTAL AVANT TAXES (HONORAIRES ET DÉPENSES) — FORFAITAIRE 241 200 \$

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Plus précisément, ce dossier permet d'accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable et de réduire les émissions de GES.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Autorisation de l'augmentation par le CA: 2023-09-12

- Dépôt du rapport d'étape 1 et présentation – Zones A et B, incluant la rue du Havre : 8 septembre 2023
- Dépôt du rapport d'étape 2 et présentation – Zones A et B, incluant la rue du Havre : 8 décembre 2023
- Dépôt du rapport d'étape 3 et présentation – Zones A et B, incluant la rue du Havre : 16 février 2024
- Remise des commentaires de la Ville – rapport complet – Zones A et B, incluant la rue du Havre : 8 mars 2024
- Dépôt du rapport complet et présentation – Zones A et B, incluant la rue du Havre : 22 mars 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certificat de fond / Isabelle Fortier

Parties prenantes

Katerine ROWAN, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEGRIS
Agente technique principale -Circulation-
Stationnement-

Tél : 514-757-3550
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Annie LAMBERT
Chef de division mobilité et planification des
déplacements

Tél : 514 220-4813
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité
Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1236235001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification

Objet :

Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne et augmenter de 5 288,85 \$ taxes incluses le contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi la dépenses totale à 277 319,70 \$ taxes incluses - Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses



M06666I_PT_E02.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie LEGRIS
Agente technique principale -Circulation-
Stationnement-

Tél : 514-757-3550

Télécop. :

Études de mobilité

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

N/Réf. : M066661

Version révisée (E02)
4 juillet 2023



900-740, rue Notre-Dame Ouest
Montréal QC H3C 3X6
CANADA
Tél. : (514) 337-2462
Fax : (514) 281-1632

Table des matières

1. CONTEXTE.....	1
2. COMPRÉHENSION DU MANDAT.....	2
3. ÉQUIPE PROPOSÉE.....	2
4. MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE.....	2
4.1 Volet 0 – Plan de travail et démarrage.....	2
4.1.1 Finalisation du plan de travail et démarrage.....	2
4.2 Volet 1 : Portrait de la situation actuelle.....	3
4.2.1 Analyse des études et de la documentation existante.....	3
4.2.2 Relevés sommaires.....	3
4.2.3 Comptages véhiculaires.....	3
4.2.4 Analyse du milieu d'insertion.....	4
4.2.5 caractérisation du réseau routier et des géométries.....	4
4.2.6 caractérisation de la mobilité et des déplacements.....	4
4.2.7 Documentation du rapport d'étape 1.....	5
4.3 Volet 2 : élaboration des concepts d'aménagement.....	5
4.3.1 Élaboration des concepts d'aménagement cyclable.....	5
4.3.2 traitement des aménagements cyclables.....	6
4.3.3 traitement spécifique des passages piétons.....	6
4.3.4 Documentation du rapport d'étape 2.....	6
4.4 Volet 3 : Évaluation de la faisabilité technique et analyse comparative des scénarios.....	6
4.4.1 Évaluation de la faisabilité technique.....	7
4.4.2 Analyse comparative des options.....	7
4.4.3 Documentation du rapport d'étape 3.....	8
4.4.4 Préparation du rapport final.....	8

5. RÉUNIONS	8
6. INTRANTS	8
7. LIVRABLES	9
8. ÉCHÉANCIER	9
9. HONORAIRES PROFESSIONNELS	10
10. FACTURATION	10



La présente révision du plan de travail porte sur l'ajout des relevés sur la rue du Havre à la demande de la Ville de Montréal (Arrondissement de Ville-Marie).

1. CONTEXTE

L'arrondissement Ville-Marie désire bonifier son offre en aménagements cyclables dans l'axe nord-sud dans deux secteurs, soit celui bordant le Vieux-Port de Montréal et celui situé à l'extrémité est de son territoire.



Au total, quatre axes sont ciblés par cette étude :

- **Axe Bleury/Jean-Paul-Riopelle/Saint-Pierre** : ajout d'un nouveau lien cyclable;
- **Rue du Havre** : sécurisation du lien cyclable existant;
- **Rue Bercy** : ajout d'un nouveau lien cyclable;
- **Rue Montgomery** : ajout d'un nouveau lien cyclable.

L'étude de mobilité permettra d'élaborer différents scénarios d'aménagements cyclables sur ces axes en considérant les enjeux et les problématiques du secteur, et ce, afin d'améliorer la convivialité et la sécurité des déplacements actifs. Ensuite, l'étude présentera l'évaluation des impacts sur les différents modes de déplacement ainsi que les coûts d'implantation.

Pour l'axe Bleury/Jean-Paul-Riopelle/Saint-Pierre, un secteur d'influence (illustré dans l'encadré turquoise) est défini pour l'évaluation des impacts, lequel englobe la rue McGill/rue Saint-Alexandre à l'ouest, le boulevard De Maisonneuve au nord, la rue Saint-Urbain à l'est et la rue de la Commune au sud. Pour les fins de ce mandat, cette zone d'influence sera nommée : **Zone A**.

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

Pour les trois autres axes, le secteur d'influence illustré en mauve comprend la rue Frontenac à l'ouest, la rue Hochelaga au nord, la rue Wurtele à l'est et la rue Notre-Dame au sud. Pour les fins de ce mandat, cette zone d'influence sera nommée : **Zone B**.



~~Compte tenu de l'échéancier serré, CIMA+ débutera l'étude en privilégiant la rue du Havre qui se trouve dans la zone B. Pour ce faire, aucun relevé ne sera fait par l'équipe de CIMA+. Il est plutôt prévu que la Ville transmette l'ensemble des intrants disponibles, et si nécessaire, fasse les relevés complémentaires, alors que CIMA+ en fera l'analyse.~~

2. COMPRÉHENSION DU MANDAT

Le présent mandat vise la réalisation de trois activités :

- Réaliser un portrait de la situation actuelle pour les deux secteurs d'influence;
- Développer trois concepts d'aménagement par axe pour offrir un meilleur partage de la route aux modes actifs, ce qui pourrait nécessiter de modifier certains patrons de circulation;
- Évaluer techniquement la faisabilité des scénarios et effectuer une analyse comparative.

3. ÉQUIPE PROPOSÉE

Pour la réalisation du présent mandat, CIMA+ propose Antoine Gerson à titre de chargé de projet et Chantal Dagenais, à titre de directrice de projet.

Le tableau suivant présente les principaux membres de l'équipe de travail proposée.

Tableau 1 : Équipe proposée

Nom	Fonction	Expérience
Antoine Gerson, ing., M. Sc.A.	Chargé de projet	11 ans
Ludmilla Pommier-Morel, CPI, M.Ing.	Responsable – Aménagements pour les modes actifs	2 ans
Sebastien Hallé, ing.	Responsable – Modélisations Synchro	8 ans
Mathilde Pelletier, ing.	Coordonnatrice des analyses et relevés prévus aux étapes 1 à 3	2 ans
Denis Montpetit, techn. dess.	Concepts d'aménagement	22 ans
Chloé Lalancette, techn.dess., graphiste	Représentations graphiques	12 ans
Maryse Poirier, techn. dess., graphiste		19 ans
Caroline Mercier	Adjointes administratives	23 ans
Line Rivière		44 ans

4. MÉTHODOLOGIE PROPOSÉE

Les activités décrites dans cette section sont prévues au présent mandat.

4.1 VOLET 0 – PLAN DE TRAVAIL ET DÉMARRAGE

4.1.1 FINALISATION DU PLAN DE TRAVAIL ET DÉMARRAGE

- Réunion de démarrage (R1) avec la Ville en visioconférence pour présenter le plan de travail, préciser les échéanciers, présenter les principaux intervenants au dossier et recueillir les intrants;

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

- Préparation d'un échéancier de réalisation du mandat, suite aux précisions obtenues lors de la rencontre de travail. Il est prévu que cet échéancier soit mis à jour tout au cours du mandat et servira à établir les versements;


 → Révision du plan de travail.


4.2 VOLET 1 : PORTRAIT DE LA SITUATION ACTUELLE


4.2.1 ANALYSE DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION EXISTANTE

- Prise de connaissance de la documentation fournie par la Ville;
- Obtention des données en ligne disponibles de la Ville de Montréal concernant les réseaux de transport (transports collectifs et actifs, hiérarchie routière, réseau de camionnage, etc.), les collisions, les débits de circulation existants, la réglementation de stationnement, etc.

4.2.2 RELEVÉS SOMMAIRES


 → ~~Visite (V1) de la rue du Havre par notre chargé de projet avec les responsables de la Ville de Montréal. Afin d'accélérer le mandat, il est prévu que cette visite n'inclut pas les représentants municipaux. Aucun rapport de visite terrain ne sera produit, mais les constats identifiés seront documentés et illustrés dans le rapport d'étape 1 de la rue du Havre;~~

 → Visite de site (V1) par notre chargé de projet avec les responsables de la Ville de Montréal ainsi que les représentants municipaux. Cette visite sera planifiée suite au démarrage de l'analyse des zones A et B en ~~juin~~ juillet 2023;

 → Bilan de la visite terrain V1 des zones A et B comprenant les principaux constats et enjeux identifiés sur le terrain et accompagné de photographies;

- Portrait de l'offre en stationnement sur les quatre axes à l'étude (payantes, réservées SRRR, mobilité réduite, recharge électrique, etc.);

- Localisation des zones de livraison sur rue et hors rue et description des heures permises ainsi que de tout autre type de débarcadère ou de zone de stationnement de courte durée présent sur les quatre axes (ex. : débarcadère pour le transport adapté, case de stationnement, service d'urgence, etc.);

 → ~~Portrait du taux d'occupation du stationnement en fonction des données fournies par la Ville de Montréal pour la rue du Havre et des relevés de terrain pour les trois autres~~ quatre axes. Les relevés seront effectués au cours de six périodes (sur semaine : 7 h 30, 12 h 30 et 18 h 30 et en fin de semaine : 8 h, 12 h 30 et 18 h 30).

4.2.3 COMPTAGES VÉHICULAIRES

- Réalisation de comptages de circulation tous modes un jour typique en semaine le matin (6 h 30 à 9 h 30) et l'après-midi (15 h 30 à 18 h 30) aux intersections suivantes (date du comptage le plus récent entre parenthèses) :
 - Zone A (2) : Sainte-Catherine/Saint-Urbain (2009) et Maisonneuve/Saint-Urbain (2013);

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

- Zone B (8) : Sainte-Catherine/Frontenac (2009), du Havre/Ontario (2012), Bercy/Ontario (2012), Frontenac/de Rouen (2009), du Havre/de Rouen (N/A), Hochelaga/Frontenac (2009), Hochelaga/Bercy (N/A), Hochelaga/Wurtele (2009).

4.2.4 ANALYSE DU MILIEU D'INSERTION

- Description de l'occupation au sol des deux zones d'influence afin de comprendre le milieu dans lequel les liens cyclables seront aménagés;
- Localisation sur une figure des principaux générateurs de déplacements actifs (parcs, écoles, institutions, etc.) et véhiculaires (illustrant les principaux accès) dans les deux zones d'influence.

4.2.5 CARACTÉRISATION DU RÉSEAU ROUTIER ET DES GÉOMÉTRIES

- Caractérisation du réseau de transport actif dans les zones A et B (liens cyclables et typologie, emplacements des stations Bixi, trottoir, sentiers hors rue) sur une figure afin d'illustrer l'offre dans les deux zones d'influence;
- Caractérisation du réseau de transport collectif dans les zones A et B (circuits et fréquence des autobus, stations de métro, arrêts de bus, débarcadère de transport adapté) sur une figure;
- Caractérisation du réseau routier dans les zones A et B (hiérarchie, limites de vitesse, mode de gestion des intersections, etc.);
- Caractérisation du réseau de camionnage dans les zones A et B (réglementation des axes, aires de livraison sur rue et principaux accès à des quais hors rue);
- Caractérisation du réseau de façon plus précise sur les quatre axes à l'étude (coupe de rue, aires de livraison, localisation des ruelles et entrées charretières importantes, dos d'âne, avancée de trottoir);
- Préparation d'un tableau inventoriant les équipements de feux et les types de contrôleurs aux intersections situées sur les quatre axes à l'étude.

Notes :

Les infrastructures des compagnies d'utilités publiques ne seront pas illustrées sur les figures.

Pour les analyses reliées à l'amélioration des aménagements cyclables sur la rue du Havre, celles-ci ne seront pas faites pour l'entièreté de la Zone B, mais couvriront la rue du Havre seulement.

4.2.6 CARACTÉRISATION DE LA MOBILITÉ ET DES DÉPLACEMENTS

- Montage du modèle de simulation à partir des réseaux Synchro de la Ville pour les deux zones A et B et validation de la programmation à l'aide des plans PE pour les intersections situées sur les quatre axes à l'étude ;
- Calibration du modèle de simulation en fonction des nouveaux comptages de circulation réalisés par CIMA+ dans le cadre de ce mandat, de comptages disponibles auprès de la Ville de Montréal et de comptages provenant de la banque des comptages de CIMA+;

**CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES**

- Validation auprès de la Ville Centre des hypothèses en lien avec la protection des piétons (selon approche Vision Zéro) et ajustement de la programmation des feux;
- Simulation des conditions de circulation actuelles pour les deux périodes de pointe, à l'aide de l'outil Synchro/SimTraffic, et présentation des résultats par mouvement (niveau de service et longueur de file d'attente) sur des figures schématiques;
- Identification des intersections et mouvements critiques et autres déficiences reliées à la capacité;
- Pour les quatre axes à l'étude, illustration des itinéraires piétons et cyclistes (matin, midi et soir) sur des figures schématiques pour montrer les principaux patrons de déplacement et constats reliés aux points de conflits ainsi qu'aux déficiences au niveau des aménagements pour les modes actifs – aucune observation de terrain ne sera réalisée;
- Analyse de la sécurité et des accidents :
 - Analyse des statistiques de collisions impliquant seulement les modes actifs pour une période de 5 ans;
 - Localisation des collisions impliquant les modes actifs sur une figure et description du type d'impact, gravité et véhicule impliqué (camion ou auto). Brève description des causes probables si l'information est disponible sur le rapport d'accident.
- Analyse du transport collectif – Bilan des enjeux d'exploitation du réseau de transport collectif dans les deux zones d'étude, selon les informations qui seront fournies par la Ville de Montréal et la STM.

4.2.7 DOCUMENTATION DU RAPPORT D'ÉTAPE 1

- Préparation du rapport d'étape regroupant l'ensemble des analyses effectuées pour portrait des déplacements;
- Préparation d'un document de présentation de type PowerPoint.

4.3 VOLET 2 : ÉLABORATION DES CONCEPTS D'AMÉNAGEMENT**4.3.1 ÉLABORATION DES CONCEPTS D'AMÉNAGEMENT CYCLABLE**

- Définition des critères de conception des aménagements cyclables et des voies de circulation :
 - Dimensions des voies cyclables uni et bidirectionnelles;
 - Types et dimensions des séparateurs physiques (bollards et marquage, bordure, terre-plein en tronçon et aux intersections);
 - Largeur minimale des fosses de plantation;
 - Largeur minimale des trottoirs, des aires de stationnement et des voies de circulation;
 - Dimensions des arrêts de bus avec et sans abribus;
 - Marge de recul en arrière-trottoir pour les utilités publiques;
 - etc.
- Définition des besoins opérationnels de la Ville de Montréal et de ses arrondissements pour les différents types d'opérations (dimensions des véhicules, accès/exutoire des camions aux extrémités de rue, dégagements requis selon les types d'opération, etc.);

**CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES**

- Découpage des quatre axes en tronçons homogènes afin d'y proposer trois coupes types préliminaires par rue pour offrir un meilleur partage de la chaussée. Les coupes seront préparées à l'aide de l'outil Streetmix afin d'être en mesure de les modifier facilement lors d'une rencontre de travail avec les intervenants municipaux;
- Élaboration du tracé préliminaire des coupes de rue sur les quatre axes¹, à l'aide de l'outil AutoCad, suite à l'approbation des trois coupes types par rue;
- Identification des enjeux d'espace et besoins en acquisition d'emprise. Cette analyse permettra d'identifier les pertes de voies ou de baies de virage nécessaires à l'intégration des aménagements cyclables et la fonctionnalité/principaux enjeux des aménagements proposés.

4.3.2 TRAITEMENT DES AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

- Connexion des aménagements cyclables proposés avec le réseau cyclable existant et identification des besoins en aires d'attente/sas vélo aux croisements de ces liens cyclables;
- Aménagement des arrêts d'autobus juxtaposés aux liens cyclables;
- Aménagement des aires de livraison et de débarcadère de tous types à proximité des liens cyclables;
- Traitements particuliers devant les ruelles pour limiter les conflits;
- Traitements particuliers vis-à-vis les mesures de modération de la circulation (dos d'âne, avancées de trottoir, etc.).

4.3.3 TRAITEMENT SPÉCIFIQUE DES PASSAGES PIÉTONS

- Aménagement des traverses piétonnes et cyclables aux intersections et niveau de protection des mouvements;
- Mode de contrôle des cyclistes et piétons aux intersections (feux vélo, feux piétons, niveau de protection, limitation des croisements de piétons et cyclistes dans les traverses, etc.);
- Traitements particuliers aux approches des traverses piétonnes en section courante;
- Prise en compte des critères d'accessibilité universelle (continuité alignement du corridor de marche aux intersections, bateau-pavé, etc.).

4.3.4 DOCUMENTATION DU RAPPORT D'ÉTAPE 2

- Préparation du rapport d'étape présentant les concepts d'aménagements pour les quatre axes;
- Préparation d'un document de présentation de type PowerPoint.

4.4 VOLET 3 : ÉVALUATION DE LA FAISABILITÉ TECHNIQUE ET ANALYSE COMPARATIVE DES SCÉNARIOS

¹ Étant donné que la rue du Havre est considérée comme prioritaire, les concepts pour cet axe seront présentés en premier. Toutefois, aucun rapport d'étape spécifique à l'axe de la rue du Havre ne sera émis séparément des trois autres axes.

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

4.4.1 ÉVALUATION DE LA FAISABILITÉ TECHNIQUE

- Détermination des besoins en acquisition d'emprise;
- Réaffectation des débits de circulation en fonction des modifications apportées au réseau routier telles que les pertes de voie, réaffectation des voies et/ou interdiction de virage à certaines intersections;
- Description des modes de gestion des intersections en ce qui a trait aux mesures proposées pour les piétons et cyclistes (mode de protection), véhicules (mode de protection des virages, phasage et cycle) et autobus (mesures préférentielles);
- Évaluation des conditions de circulation anticipées pour les deux zones d'étude en considérant les différentes options et détermination des indicateurs de performance;
- Préparation d'une grille d'évaluation technique des options en considérant les impacts/bénéfices sur :
 - Le milieu : pourcentage de végétation/canopée, perte d'arbres, connectivité vers générateurs, perte de stationnement et capacité résiduelle, acquisition d'emprises;
 - Les conditions de circulation : perte de voies, détours, niveaux de service;
 - La sécurité routière : points de conflits, partage de la chaussée; intervention à des intersections avec collisions impliquant les modes actifs;
 - Les modes actifs : connectivité, accessibilité universelle, convivialité et confort;
 - Les modes collectifs : retards, points de conflits.
- Vérification des manœuvres de virage des véhicules de plus grands gabarits aux intersections stratégiques en fonction de certains besoins qui devront être validés par la Ville. Par exemple, les manœuvres pourraient être validées selon l'approche suivante :
 - Accès du camion d'incendie avec empiètement permis dans la voie inverse (ca gyrophares) à toutes les intersections;
 - Accès du camion de ramassage de la neige aux deux extrémités des axes;
 - Virage des autobus de la STM selon leur circuit sans empiètement dans la voie inverse, mais possibilité de mettre des boîtes de jonction;
 - Virage des camions de vidange (incluant autres véhicules d'entretien) sans empiètement dans la voie inverse si intersection avec feux de circulation et avec empiètement si intersection avec arrêt.
- Identification à haut niveau des impacts sur les RTU (ex. : déplacement de poteaux d'H-Q, déplacement de puisards, etc.);
- Estimation des coûts de classe D des options (excluant les coûts associés à l'acquisition d'emprise et au déplacement des RTU et infrastructures municipales souterraines);
- Identification de tout autre élément du réseau routier impacté par la mise en place des aménagements proposés.

Note : Pour les pertes d'arbres, nous ne déterminerons pas s'il est possible de les transplanter puisque nous n'avons pas prévu d'impliquer un ingénieur forestier ou un biologiste au mandat.

4.4.2 ANALYSE COMPARATIVE DES OPTIONS

- Bonification de la grille d'évaluation des options, préalablement préparée à l'étape précédente, suite à la validation et à l'approbation par la Ville;

**CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES**

- Bonification des concepts à la suite de l'évaluation des options et selon les commentaires de la Ville.

Note : Si un quatrième scénario de type hybride est demandé par la Ville, à la suite de l'évaluation des différentes options, des honoraires additionnels seront requis pour finaliser sa mise en plan, modifier les analyses de capacité et le documenter au rapport. Selon la demande de la Ville, CIMA+ évaluera les efforts requis et présentera une demande à la Ville.

4.4.3 DOCUMENTATION DU RAPPORT D'ÉTAPE 3


- Préparation du rapport d'étape présentant l'évaluation de la faisabilité technique et l'analyse comparative des options;
- Préparation d'un document de présentation de type PowerPoint.

4.4.4 PRÉPARATION DU RAPPORT FINAL

- Préparation d'un rapport complet final;
- Préparation des documents à remettre à la Ville (fichiers sources, plans CAD, etc.).

5. RÉUNIONS

Les réunions par visioconférences suivantes sont prévues au mandat :

- Une réunion de démarrage;
-  → 20 réunions statutaires (de ~~mars~~ juin 2023 à ~~janvier~~ mars 2024) :
- Cinq réunions de présentation aux partenaires (aux étapes du portrait, des concepts, des évaluations techniques et de l'analyse comparative).

6. INTRANTS

Les intrants suivants sont à fournir par la Ville au démarrage du mandat :

- Fichiers Synchro de programmation des feux et plans PE des intersections;
- Comptages de circulation;
- Données de collisions colligées dans une base de données et rapports des accidents impliquant les modes actifs;
- Plans CAD du réseau routier et orthophotos et cadastre;
- Réseau RTU de la Ville;
- Montants et descendants aux arrêts de bus ainsi que le plan des parcours dans les deux zones d'influence;
- Plans de géométrie et de marquage des rues;
- Plan des réseaux vélo actuels et projetés;
- Critères de conception des liens cyclables;

**CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES**

- Définition des véhicules de conception (ex. : camion incendie 14 m);
- △ → Données recensées sur ~~la rue du Havre~~ **les axes** (occupation du stationnement, emplacement des livraisons, enjeux de sécurité connus;
- Tout projet à venir dans les zones d'influence pouvant avoir un impact sur les patrons de circulation et/ou modification du sens de rue;
- Exemple d'un échéancier de suivi du mandat que la Ville aimerait que CIMA+ adopte pour la réalisation du mandat.

7. LIVRABLES

Deux (2) rapports seront produits dans le cadre du présent mandat, soit un pour chacune des zones d'influence. Ces rapports seront présentés tout d'abord sous forme de rapports d'étape 1, 2 et 3 selon l'avancement du mandat et engloberont l'ensemble des analyses réalisées. Le rapport final comprendra les rapports d'étape.

Également, les livrables suivants seront remis :

- Le rapport d'avancement (échéancier de réalisation du mandat), à remettre avant la tenue des rencontres statutaires;
- Comptes-rendus des réunions en format PDF;
- Bilan de la visite terrain avec les représentants municipaux pour les zones A et B;
- Comptages de circulation et relevés de terrain;
- Fichier Synchro des modélisations;
- Plans des concepts élaborés sur AutoCad.

Les livrables seront envoyés en format numérique seulement. La Ville de Montréal a la responsabilité de transmettre ses commentaires consolidés et cohérents en un seul envoi.

△ 8. ÉCHÉANCIER

Suivant l'approbation du présent plan de travail, l'échéancier planifié pour la réalisation du mandat est le suivant. Ce calendrier pourra être ajusté lors de la rencontre de démarrage avec la Ville. :

- 31 mai 2023 : réunion de démarrage (**R1**) et réception des intrants;
- 20 juin 2023 : première rencontre statutaire et les suivantes auront lieu aux deux semaines (**R2** à **R21**);
- Début des relevés terrain : 14 juin 2023 (durée 2 semaines);
- Début de l'étape 1 : 14 juin 2023;
- Visite terrain avec les représentants municipaux : semaine du 26 juin ou du 3 juillet 2023 (**V2**), à confirmer par la Ville de Montréal;
- Dépôt du rapport d'étape 1 et présentation (**P2**) : 8 septembre 2023 (durée 12 semaines);
- Dépôt du rapport d'étape 2 et présentation (**P3**) : 8 décembre 2023 (durée 13 semaines);

CONCEPTS D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES ET SÉCURISATION
D'AMÉNAGEMENTS CYCLABLES

- Dépôt du rapport d'étape 3 et présentation (P4) : 16 février 2024 (durée 8 semaines, sans compter 2 semaines de vacances de Noël);
- Remise des commentaires de la Ville – rapport complet : 8 mars 2024 (durée 3 semaines);
- Dépôt du rapport complet et présentation (P5) : 22 mars 2024 (durée 2 semaines).

9. HONORAIRES PROFESSIONNELS

Les honoraires révisés pour les services listés dans le présent plan de travail sont fixés à **241 200 \$** (avant taxes) selon la méthode forfaitaire (honoraires initiaux : **236 600 \$**). Les honoraires supplémentaires reliés à l'ajout des relevés sur la rue du Havre et à la révision du présent plan de travail s'élèvent à **4 600 \$**.

Le détail des honoraires professionnels par activités est présenté au tableau suivant.

Tableau 2 : Honoraires professionnels

Description des activités	Honoraires
1 Volet 0 Plan de travail, démarrage, gestion et rencontres	24 400 \$
2 Volet 1 Portrait de la situation actuelle	80 700 \$
3 Volet 2 Élaboration des concepts d'aménagement	63 600 \$
4 Volet 3 Évaluation de la faisabilité technique et analyse comparative des scénarios	72 500 \$
BUDGET TOTAL AVANT TAXES (HONORAIRES ET DÉPENSES) — FORFAITAIRE	241 200 \$

10. FACTURATION

Il est proposé de modifier les modalités de paiement proposées au devis en fonction de la ventilation du budget proposé. Ainsi, nous proposons que les versements s'effectuent de la façon suivante :

- 40 % au dépôt du livrable d'étape 1;
- 25 % au dépôt du livrable d'étape 2;
- 20 % au dépôt du livrable d'étape 3;
- 15 % à l'acceptation de la version définitive du rapport final.



Isabelle Charpentier, ing., associée
Directrice principale – Génie de la mobilité
CIMA+

Dossier # : 1236235001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne et augmenter de 5 288,85 \$ taxes incluses le contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi la dépenses totale à 277 319,70 \$ taxes incluses - Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1236235001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-09-07

Samba Oumar ALI
Chef de division - ressources financières

Tél : 438 978-4975
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier : 1236235001

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat :

"Autoriser une affectation de surplus de 4 829,43 \$ net de ristourne;

Autoriser l'augmentation du contrat de 5 288,85 \$ taxes incluses à la firme CIMA+ S.E.N.C. sur l'entente-cadre no. 1525331 pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables, majorant ainsi le contrat de 272 030,85 \$ à 277 319,70 \$ taxes incluses;

Autoriser une dépense additionnelle de 5 288,85 \$ taxes incluses pour une dépenses totale de 277 319,70 \$ taxes incluses."

- Le montant total du contrat passe de 272 030,85 \$ à 277 319,70 \$ taxes incluses.

	2023	2024	Total
Dossier initial (1239849001)	231 226,22 \$	40 804,63 \$	272 030,85 \$
Présent dossier (1236235001)	5 288,85 \$	0,00 \$	5 288,85 \$
Total	236 515,07 \$	40 804,63 \$	277 319,70 \$

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes incluses) : 5 288,85 \$

	Années antérieures	2023	Total
Montant		5 288,85 \$	5 288,85 \$

- Crédits totaux requis à prévoir pour ce dossier (nets de ristournes): 4 829,43 \$

	Années antérieures	2023	Total
Montant		4 829,43 \$	4 829,43 \$

Informations comptables:

Provenance (Montants Nets de ristournes)

Montant: 4 829,43 \$

De:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Montants Nets de ristournes)

Montant: 4 829,43 \$

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.actif	Futur
	2438	0012000	306105	03819	54301	000000	0000	000000	000000	00000	00000

- Le(s) virement(s) requis sera (seront) effectué(s) conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM36235001
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Isabelle Fortier

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-4512

Date: **2023-09-07**

Date et heure système : 07 septembre 2023 10:57:44



Dossier # : 1237135008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre

D'autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre;
D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 11:07

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1237135008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1994, le festival Noël dans le Parc orchestré par L'Auguste Théâtre permet à une multitude d'artistes de se produire dans un décor enchanteur et un contexte professionnel; musiciens, conteurs, poètes, amuseurs publics, marionnettistes et artistes pyrotechniques sont au rendez-vous chaque année. Sa mission est de stimuler l'économie culturelle en période hivernale et d'offrir un lieu de prestation à de nombreux artistes, afin de faciliter l'accès à la culture aux citoyens et aux touristes.

Le présent sommaire décisionnel vise à autoriser une dépense de 85 000 \$ à même les fonds de l'arrondissement de Ville-Marie pour sa participation financière au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Une demande de subvention pour l'édition 2023 du festival Noël dans le Parc a été déposée à la Ville centre par l'organisme L'Auguste Théâtre. Or, l'arrondissement de Ville-Marie souhaite également participer financièrement à ce projet, en complément de la subvention que la Ville centre versera.

Ledit projet se déroule sur le territoire de l'Arrondissement et aux bénéficiaires notamment de ses résidents et touristes. L'octroi de la subvention à l'organisme sans but lucratif L'Auguste Théâtre, incluant la participation financière de l'Arrondissement, sera faite par la ville centre, de même que tout suivi et/ou reddition de compte rattachés à ce projet.

JUSTIFICATION

L'article 137 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* prévoit notamment que le conseil d'arrondissement peut soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et qui a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social. L'alinéa 2 de l'article 141 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* prévoit notamment que le conseil d'arrondissement peut soutenir financièrement des organismes dont le but est d'organiser et de favoriser l'activité

physique ou culturelle.

L'Auguste Théâtre est un organisme sans but lucratif qui oeuvre dans l'événement et a notamment pour mission la création d'oeuvres originales et la promotion de l'art dramatique sous toutes ses formes. Par ailleurs, le projet présenté par cet organisme se déroule au coeur de l'arrondissement de Ville-Marie.

L'Arrondissement peut et souhaite offrir son soutien financier dans le cadre de ce projet. Cependant, la participation financière de l'Arrondissement est conditionnelle à l'octroi par le conseil municipal de la contribution financière à L'Auguste Théâtre pour la réalisation du projet de festival pour l'année 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds de 85 000 \$ seront puisés à même le budget de la Direction de l'arrondissement de Ville-Marie.

MONTRÉAL 2030

Le soutien à ce projet s'inscrit directement dans le Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par la diversité de sa programmation musicale et artistique, le festival Noël dans le Parc favorise la création d'un esprit de partage et d'inclusion sociale auprès de la population et des touristes.

Les impacts majeurs sont les suivants:

- Contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s montréalais.es;
- Favorise le rayonnement culturel de la métropole;
- Contribue à une animation urbaine hivernale de qualité et inclusive;
- Positionnement et renforcement de Montréal comme « Ville des festivals » toute l'année durant;
- Présence de retombées récréo-touristiques et économiques importantes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi par le conseil municipal de la contribution financière à L'Auguste Théâtre pour la réalisation du projet de festival pour l'année 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des services administratifs (Kety ONOFRE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie GOUDREAU, Service de la culture
Soraya MIRANDA, Ville-Marie

Lecture :

Soraya MIRANDA, 31 août 2023
Nathalie GOUDREAU, 31 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des
communications du greffe et des services
administratifs

Tél : 514 872-7313
Télécop. :

Dossier # : 1237135008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre



REQ_L'Auguste Théâtre.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978
Télécop. :

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2023-08-30 14:37:54

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1141213562
Nom	L'AUGUSTE THÉÂTRE

Adresse du domicile

Adresse	11-4355 rue De Lanaudière Montréal (Québec) H2J3P3 Canada
---------	---

Adresse du domicile élu

Nom de l'entreprise	L'AUGUSTE THÉÂTRE
---------------------	-------------------

Nom de la personne physique

Nom de famille	Gingras
Prénom	Alain

Adresse	APPARTEMENT 11 4355, RUE DE LANAUDIÈRE MONTRÉAL (QUÉBEC) H2J3P3
---------	---

Immatriculation

Date d'immatriculation	1994-10-14
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	1994-10-14
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	1986-07-22 Constitution
Régime constitutif	

QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Régime courant

QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2022-10-14
Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2022-10-14 2022
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2023-11-15
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2022	2022-11-15

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1^{er} secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9631
Activité	Agences de spectacles et d'artistes
Précisions (facultatives)	COMPAGNIE DE PRODUCTION DE SPECTACLES, D'ÉVÉNEMENTS ET DE THÉÂTRE

2^e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec
De 1 à 5
Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail
Aucun renseignement n'a été déclaré.

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir**Liste des administrateurs**

Nom de famille	DESCHÊNES
Prénom	ANDRÉE
Date du début de la charge	2012-04-26
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	7035 av. Christophe-Colomb Montréal (Québec) H2S2H4 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	GAGNÉ
Prénom	FRÉDÉRIC
Date du début de la charge	2012-04-26
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	1836 rue D'Iberville Montréal (Québec) H2K3C3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Guimond
Prénom	Tristan
Date du début de la charge	2017-10-03
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	3360 rue Limoges Montréal (Québec) H4K1Y1 Canada
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Nom de famille	GINGRAS
Prénom	ALAIN
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	11-4355 rue De Lanaudière Montréal (Québec) H2J3P3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Lachapelle
Prénom	Nicolas
Fonctions actuelles	Principal dirigeant: Directeur adjoint
Adresse du domicile	1509 av. Bourbonnière Montréal (Québec) H1W3N3 Canada
Adresse professionnelle	

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Numéro et nom de l'établissement	Adresse	Activités économiques (CAE)
0001 - L'AUGUSTE THÉÂTRE	260 av. Saint-Paul Saint-Élie-de-Caxton (Québec) G0X2N0 Canada	Agences de spectacles et d'artistes (9631)

(Établissement principal)

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents**Documents conservés**

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-10-14
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-10-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2020-09-21
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-10-22
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-10-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-10-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2016	2016-11-07
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2015	2015-10-30
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2014	2014-09-02
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2013	2013-11-05
Déclaration de mise à jour courante	2012-10-03
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2012	2012-07-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2011	2012-05-11
Déclaration de mise à jour courante	2012-03-09
Déclaration annuelle 2010	2011-01-06
Déclaration annuelle 2009	2010-02-04
Déclaration annuelle 2008	2008-12-05
Déclaration annuelle 2007	2008-08-26
Avis de défaut	2008-04-23
Déclaration annuelle 2006	2007-07-10
Avis de défaut	2007-04-26
Déclaration annuelle 2005	2006-04-26
Déclaration annuelle 2004	2005-03-24
Déclaration annuelle 2003	2004-03-10
Déclaration annuelle 2002	2003-03-15
Déclaration annuelle 2001	2002-04-29
Déclaration annuelle 2000	2001-02-06
Déclaration annuelle 1999	1999-11-01

Type de document	Date de dépôt au registre
Déclaration annuelle 1998	1998-10-22
Déclaration annuelle 1997	1998-01-22
Déclaration annuelle 1996	1996-11-06
Déclaration annuelle 1995	1996-01-10
Déclaration initiale	1995-03-22
Lettres patentes supplémentaires (changement de nom Partie - I, II ou III)	1994-10-14

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2022-10-14
---	------------

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
L'AUGUSTE THÉÂTRE		1994-10-14		En vigueur
LES PRODUCTIONS PAPA INC.		1986-08-01	1994-10-14	Antérieur

Autres noms utilisés au Québec

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Noël dans l'camping		2020-09-21		En vigueur
Noël dans le Parc à la Place Émilie-Gamelin		2017-10-11		En vigueur
La St-Jean dans le Parc		2015-10-30		En vigueur
Noël dans le Parc des Compagnons	Christmas in Compagnons Park	2013-11-05		En vigueur
Noël dans le Parc Lahaie	Christmas in Lahaie Park	2013-11-05		En vigueur
Festival de Noël de Montréal	Montreal's Christmas Fest	2012-10-03		En vigueur
Noël à Montréal	Christmas in Montréal	2012-10-03		En vigueur
Noël dans le Parc	Christmas in the Park	2012-10-03		En vigueur
Noël sur le Plateau Mont-Royal	Christmas in Plateau Mont-Royal	2012-10-03		En vigueur
LES PRODUCTIONS L'AUGUSTE		2012-07-09		En vigueur
La St-Jean dans le Parc La Fontaine		2017-10-11	2022-10-14	Antérieur
La Fête nationale du Québec dans le Sud-Ouest		2013-11-05	2022-10-14	Antérieur
Noël dans le Parc Garneau	Christmas in Garneau Park	2013-11-05	2022-10-14	Antérieur
La fête nationale du Québec au Plateau Mont-Royal		2012-10-03	2022-10-14	Antérieur
Noël dans Sud-Ouest	Christmas in Sud-Ouest	2012-10-03	2022-10-14	Antérieur

Autre nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
La St-Jean dans le Parc du Pélican		2015-10-30	2017-10-11	Antérieur
Noël dans le Parc à Saint-Élie-de-Caxton	Christmas in the Park at Saint-Élie-de-Caxton	2015-10-30	2017-10-11	Antérieur
Noël dans le Parc Olympique	Christmas in Olympic Park	2013-11-05	2017-10-11	Antérieur



© Gouvernement du Québec

Dossier # : 1237135008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Autoriser une dépense de 85 000 \$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



Intervention financière_GDD no 1237135008.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie , Direction des services administratifs
Tél : 514- 872-8521

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-31

Samba Oumar ALI
Chef de division

Tél : 514-872-7313
Division : Ville-Marie , Direction des services administratifs

N° de dossier :

1237135008

- L'intervention de la Division des ressources financières et matérielles de l'arrondissement de Ville-Marie porte principalement sur le (ou les) élément(s) suivant(s) de la recommandation tel(s) qu'inscrit(s) au moment de la préparation du présent certificat

"Autoriser une dépense de 85 000\$ pour la participation financière de l'arrondissement de Ville-Marie au projet « Festival Noël dans le Parc 2023 » présenté par l'organisme L'Auguste Théâtre."

- Dépense totale à prévoir pour ce dossier (taxes non applicables) 85 000,00 \$

	2023
L'Auguste Théâtre	85 000,00 \$
Total	85 000,00 \$

Informations comptables:

Provenance (Taxes non applicables)

Montant: 85 000,00 \$

De:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	01819	66501	000000	0000	000000	000000	00000	00000

Imputation (Taxes non applicables)

Montant: 85 000,00 \$ Contribution à l'organisme L'Auguste Théâtre

Au:	Entité	Source	C.R	Activité	Objet	S. Objet	Inter.	Projet	Autre	Cat.aktif	Futur
	2438	0012000	306192	06501	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000

- La contribution sera financée par les surplus déjà affectés, selon le dossier 1238327001 et no de résolution CA23 240113.
- Les virements requis seront effectués conformément aux informations ci-dessus.
- Les crédits pour l'année courante sont réservés par l'engagement de gestion no VM37135008
- Le numéro de résolution sera inscrit dans le SEAO, selon les règles applicables.

Responsable de l'intervention:

Kety Onofre

Conseillère en gestion des ressources financières

Tél.: 514 872-8521

Date: **2023-08-31**



Dossier # : 1238965008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb doivent être remplacées en vertu du règlement 20-030, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie de 2023 à 2025

D'offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb doivent être remplacées en vertu du règlement 20-030, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie de 2023 à 2025.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-08 13:54

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1238965008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des travaux publics , Division de la voirie
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux visant la reconstruction des réseaux d'aqueduc, d'égout et de voirie, ainsi que sur les terrains privés où les entrées de service en plomb ou en acier galvanisé en contact ou ayant été en contact avec du plomb doivent être remplacées en vertu du règlement 20-030, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie de 2023 à 2025

CONTENU

CONTEXTE

La Direction des Réseaux d'Eau (DRE) poursuit, via son programme d'intervention dans les réseaux PDI 2023-2032, sa stratégie de gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ces interventions contribuent à améliorer les infrastructures collectives, et ce, afin d'en préserver le niveau de service établi tout au long du cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués au maintien des réseaux d'eau témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer le service offert aux citoyens en offrant une eau potable de qualité irréprochable, assurant ainsi la sécurité de la ressource et par le fait même, la santé et la qualité de vie des citoyens.

L'apport des arrondissements dans la mise en œuvre des travaux requis est donc souhaitable afin d'accroître le niveau de réalisation des projets et contribuer à la résorption du déficit d'investissement cumulé.

Le Service de l'eau assure le financement des projets autant au niveau des services professionnels externes que de la réalisation des travaux et conserve la responsabilité d'autoriser la conception ou la réalisation des ouvrages proposés. La procédure de prise en charge de projets a été transmise par écrit à tous les arrondissements.

Dans ce contexte, il est opportun de faire appel à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, afin que l'arrondissement de Ville-Marie prenne en charge la conception et la réalisation des travaux d'infrastructures sur l'ensemble de son territoire, dans le but de ne pas ralentir le processus d'appels d'offres et de promouvoir l'amélioration de la condition des réseaux d'eau de l'arrondissement de Ville-Marie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0339 - 26 mars 2019 - d'accepter les offres de services à venir des conseils d'arrondissement afin de prendre en charge la réalisation de travaux d'aqueduc et d'égouts

sur les réseaux d'eau secondaires de la Ville, conformément à l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec. Numéro de dossier : 1196354001

DESCRIPTION

Sur tous les projets, les entrées de services en plomb ou contaminés au plomb seront remplacées, tant du côté public que du côté privé, et ce, en vertu du règlement 20-030. Les mandats de conception des plans et devis et les études de caractérisation environnementales et géotechniques vont débiter en 2023. Des travaux de construction sont prévus de 2024 à 2025.

Les conditions et exigences de la Ville centre comprennent les modalités suivantes :

- La coordination des expertises municipales requises sera entièrement assumée par l'arrondissement qui s'engage à respecter les normes et exigences requises par les divers services;
- L'arrondissement s'assurera d'obtenir l'approbation, par le Service de l'eau, des plans et devis réalisés, et ce pour chacun des projets;
- L'arrondissement aura la responsabilité d'obtenir, préalablement au début des travaux, toutes les autorisations requises et s'engage à fournir, à la fin des travaux, les plans et profils finaux;
- L'arrondissement devra rendre compte, sur demande, de l'état d'avancement des projets, notamment de l'état des dépenses et du budget, de l'état du calendrier de réalisation, des enjeux principaux, des risques et des solutions possibles pour les atténuer;
- L'arrondissement devra établir et tenir à jour un budget maître et effectuer le suivi budgétaire détaillé des projets et participer, à la demande de la Ville, au processus d'évolution budgétaire;
- L'arrondissement s'engage à ne pas dépenser au-delà des crédits autorisés, sans l'autorisation des instances municipales ayant approuvé le budget et les crédits;
- L'arrondissement s'engage à comptabiliser les dépenses dans un projet d'investissement distinct des autres dépenses de l'arrondissement, de manière à permettre la reddition de comptes exigée dans le cadre des programmes de subvention.

En réponse à l'offre de l'arrondissement et afin de rendre la prise en charge des projets possible, le Service de l'eau devra collaborer et fournir le support nécessaire à la réalisation des projets.

JUSTIFICATION

Puisque les interventions sur le réseau d'eau secondaire local relève du Service de l'eau, la DRE, il est recommandé de prendre en charge, en vertu de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la conception, la coordination, la réalisation et la surveillance des travaux visant la reconstruction et la réhabilitation du réseau d'aqueduc et d'égout existant sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour la période 2023-2025..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux en lien avec la présente offre de prise en charge seront financés par la DGA.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Étant donné l'importance des travaux requis, un agent de liaison de la Ville-Centre sera attribué à l'équipe en charge de la réalisation (Ville-Marie) afin d'assurer un service de communications de qualité aux citoyens touchés.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception : Automne 2023 à Printemps 2024
Réalisation : Été 2024 à Été 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le responsable du dossier, l'endosseur ainsi que le signataire de la recommandation attestent de la conformité de ce dossier aux règlements et encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christophe PART, Service de l'eau
Souad SELLAMI, Service de l'eau
Normand HACHEY, Service de l'eau

Lecture :

Christophe PART, 8 septembre 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Vanyel ABRAN
Ingénieur - Chargé de projet

Tél : 514-208-0563
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Éric BELLEVILLE
c/d voirie

Tél : 514-872-1048
Télécop. :

Le : 2023-09-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain DUFRESNE
directeur(-trice) travaux publics ville-marie

Tél : 514-872-9763

Approuvé le : 2023-09-08



Dossier # : 1238327002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2023 comparé au 30 juin 2022

De déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2023 comparé au 30 juin 2022.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-05 09:12

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1238327002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2023 comparé au 30 juin 2022

CONTENU

CONTEXTE

L'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes, modifié par la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (2017, chapitre 13) prévoit ce qui suit :

« **105.4.** Le trésorier dépose, lors de la dernière séance ordinaire du conseil tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté, deux états comparatifs. Lors d'une année d'élection générale au sein de la municipalité, les deux états comparatifs sont déposés au plus tard lors de la dernière séance ordinaire tenue avant que le conseil ne cesse de siéger conformément à l'article 314.2 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2).

Le premier compare les revenus et dépenses de l'exercice financier courant, réalisés jusqu'au dernier jour du mois qui s'est terminé au moins 15 jours avant celui où l'état est déposé, et ceux de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante de celui-ci.

Le second compare les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état et selon les renseignements dont dispose alors le trésorier, et ceux qui ont été prévus par le budget de cet exercice ».

Le deuxième alinéa de l'article 130 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement « exerce au nom de la ville, à l'égard de ses compétences et compte tenu des adaptations nécessaires, tous les pouvoirs et est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) ou une autre loi attribue ou impose au conseil d'une municipalité locale ». Dans la mesure où le conseil d'arrondissement perçoit des revenus et fait des dépenses, qu'il est responsable de la gestion du budget d'arrondissement adopté par le conseil municipal et qu'il est soumis à toutes les obligations que la Loi sur les cités et villes impose au conseil d'une municipalité, nous sommes d'avis que l'obligation prévue à l'article 105.4 précité s'applique au conseil d'arrondissement.

Par ailleurs, selon les directives du Service des finances de la Ville de Montréal, quatre résultats périodiques et évolutions budgétaires sont exigés et produits par les unités d'affaires. Les évolutions budgétaires sont fixées au 31 mars, 30 juin et 31 août et les états

financiers au 31 décembre. Les arrondissements sont tenus de produire ces évolutions pour leurs unités.

Dans un processus de saine gestion, il est indispensable de réviser périodiquement la situation financière en examinant la tendance des résultats. Ainsi, l'évolution budgétaire s'avère un instrument très efficace pour permettre le suivi des revenus et des charges autant pour les gestionnaires des unités d'affaires que pour l'administration municipale.

Les objectifs du processus de production des résultats financiers sont les suivants :

- Présenter les dépenses et les revenus anticipés par rapport au budget et d'en dégager les écarts les plus significatifs;
- Faciliter la planification des besoins financiers;
- Allouer stratégiquement les ressources financières disponibles aux besoins les plus prioritaires;
- Permettre une reddition de comptes à l'administration municipale de l'avancement réel des différents projets ou programmes et des charges de fonctionnement;
- Uniformiser l'enregistrement des informations financières aux livres comptables de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240357 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 31 août 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2022 comparé au 31 août 2021

CA22 240311 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2022 en date du 30 juin 2022, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2022 comparé au 30 juin 2021

CA21 240385 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 31 août 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 31 août 2021 comparé au 31 août 2020

CA21 240334 - Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2021 en date du 30 juin 2021, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2021 comparé au 30 juin 2020

DESCRIPTION

L'arrondissement de Ville-Marie anticipe au 30 juin 2023 un excédent d'opération de 1 003,3 K\$ pour la fin de l'exercice 2023.

JUSTIFICATION

Variation budget original - budget modifié : 7 359,1 K\$

Le budget original de dépenses de l'arrondissement de Ville-Marie est de 107 373,6 K\$ pour l'exercice 2023 et le budget modifié au 30 juin 2023 s'élève à 114 732,7 K\$ soit un écart de 7 359,1 K\$ par rapport au budget original.

Cet écart s'explique de la manière suivante :

- Affectation de surplus de l'arrondissement : 6 484,5 K\$ pour financer divers projets de l'arrondissement de Ville-Marie (bonification des activités liées à la propreté (portion 2022 et 2023) pour 1 869,4 K\$, maintien d'une réserve pour imprévues au budget de fonctionnement 2023 pour 1 000,0 K\$, programme support financier au développement économique commercial (portion 2022 et 2023) pour 767,7 K\$, exécution des travaux de reconstruction de sections de trottoirs dans différentes rues pour 636,4 K\$, assignations temporaires pour 600,0 K\$, soutien aux activités d'entretien horticole, maintien de la propreté et de

déneigement du square Viger pour 327,0 K\$, services professionnels non - capitalisables (portion 2022 et 2023) pour 250,0 K\$, réfection de la toiture du Centre culturel Sainte-Brigide pour 250,0 K\$, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation dans le cadre déploiement de la collecte des résidus alimentaires dans les immeubles de 9 logements et plus et les institutions pour 211,9 K\$, services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables pour 211,1 K\$, entretien du Quartier des spectacles pour 200,0 K\$, renforcement des chambres électriques dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est pour 142,1 K\$, autres pour 18,9 K\$)

- Crédits additionnels : 500,0 K\$ en provenance du Service de la culture pour le projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde

- Crédits additionnels : 414,5 K\$ en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal 2023-2025

- Virement de budget : (23,8) K\$ vers le Service des ressources humaines dans le cadre du projet Circuit bleu pour l'accueil et l'intégration du nouveau personnel col bleu

- Virement de budget : (16,1) K\$ vers le Service de la concertation des arrondissements pour les services d'entretien, de déplacement et de réparation de modules d'affichage pour 2 ans avec une option d'une année de prolongation.

REVENUS : Dépassement anticipé de 21,3 K\$

Les revenus présentent un dépassement anticipé de la cible de 21,3 K\$ qui se répartit de la manière suivante :

- Autres variations de revenus: 26,1 K\$
- Transferts programmes d'aide et de subventions: 5,2 K\$
- Amendes et pénalités bibliothèques: (10,0) K\$

DÉPENSES : Économie anticipée de 982,0 K\$

Les dépenses présentent une économie anticipée de 982,0 K\$ par rapport au budget modifié, qui se répartit de la manière suivante :

Rémunération globale - déficit anticipé de 329,2 K\$:

- Postes vacants : 802,8 K\$
- Écarts salariaux : 88,7 K\$
- Banques d'heures : (484,5) K\$
- Temps supplémentaire : (600,0) K\$
- Collisions : (51,0) K\$
- Cotisations de l'employeur : (85,2) K\$

Autres familles - économie anticipée de 1 311,2 K\$:

- Biens non durables : 638,3 K\$
- Services techniques et autres : 284,1 K\$
- Honoraires professionnels : 186,5 K\$
- Contributions à des organismes : 77,3 K\$
- Transport et communications : 69,1 K\$
- Location, entretien et réparation : 55,9 K\$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'état comparatif des revenus réels au 30 juin 2023 affiche un écart défavorable de 252,6

K\$, soit **1,3 %** de moins qu'à la même période de l'année dernière.

L'état comparatif des dépenses réelles au 30 juin 2023, montre une variation à la hausse de **2 700,8 K\$**, soit une augmentation de **6,2 %** des dépenses par rapport à la même date en 2022.

Le rapport d'évolution budgétaire au 30 juin 2023, tel que transmis au Service des finances le 17 juillet 2023, est déposé en pièce jointe.

L'état comparatif des revenus et dépenses au 30 juin 2023 est déposé en pièce jointe.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources

ENDOSSÉ PAR

Samba Oumar ALLI
Chef de division

Le : 2023-08-10

financières
Ville-Marie -Direction des services
administratifs

Tél : 514-872-8521
Télécop. :

Ville-Marie -Direction des services
administratifs

Tél : 438-978-4975
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514-872-7313
Approuvé le : 2023-08-10

Dossier # : 1238327002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division des ressources financières et matérielles

Objet : Déposer l'évolution des dépenses et des revenus projetés pour l'année 2023 en date du 30 juin 2023, pour l'arrondissement de Ville-Marie et l'état des revenus et des dépenses réels au 30 juin 2023 comparé au 30 juin 2022



Ville - Marie_30-06-2023.pdfComparatif des revenus et des dépenses.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kety ONOFRE
Conseillère en gestion des ressources financières
Ville-Marie -Direction des services administratifs

Tél : 514-872-8521
Télécop. :

SOMMAIRE

(en milliers de dollars)

2023	Budget original			Budget modifié				Prévision				Écart Prévision / BM			
	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	% BM / BO	Local	Agglo	Total	% Prévision / BM	Local	Agglo	Total	% Écart / BM
REVENUS															
Total consolidé	24 519,0	-	24 519,0	24 519,0	-	24 519,0	100,0%	24 540,3	-	24 540,3	100,1%	21,3	-	21,3	0,1%
DÉPENSES															
Rémunération globale	62 037,7	-	62 037,7	64 568,0	-	64 568,0	104,1%	64 897,2	-	64 897,2	100,5%	(329,2)	-	(329,2)	-0,5%
Autres familles	41 905,1	3 430,8	45 335,9	46 733,9	3 430,8	50 164,7	110,7%	45 422,7	3 430,8	48 853,5	97,4%	1 311,2	-	1 311,2	2,6%
Total consolidé	103 942,8	3 430,8	107 373,6	111 301,9	3 430,8	114 732,7	106,9%	110 319,9	3 430,8	113 750,7	99,1%	982,0	-	982,0	0,9%
AFFECTATIONS															
Total consolidé	10 668,5	-	10 668,5	17 153,0	-	17 153,0	160,8%	17 153,0	-	17 153,0	100,0%	-	-	-	0,0%
SURPLUS/DÉFICIT												1 003,3	-	1 003,3	

2022	Budget original comparatif fin 2022			Budget modifié comparatif fin 2022				Réal total comparatif fin 2022				Écart total comparatif fin 2022			
	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	% BM / BO	Local	Agglo	Total	% Réel / BM	Local	Agglo	Total	% Écart / BM
REVENUS															
Total consolidé	22 426,9	-	22 426,9	22 496,3	-	22 496,3	100,3%	26 523,3	-	26 523,3	117,9%	4 027,0	-	4 027,0	17,9%
DÉPENSES															
Rémunération globale	58 290,3	-	58 290,3	59 838,9	-	59 838,9	102,7%	60 750,7	-	60 750,7	101,5%	(911,9)	-	(911,9)	-1,5%
Autres familles	38 268,5	3 253,3	41 521,8	42 438,2	3 253,3	45 691,5	110,0%	39 364,7	3 242,1	42 606,7	93,2%	3 073,5	11,2	3 084,7	6,8%
Total consolidé	96 558,8	3 253,3	99 812,1	102 277,0	3 253,3	105 530,3	105,7%	100 115,4	3 242,1	103 357,5	97,9%	2 161,6	11,2	2 172,8	2,1%
AFFECTATIONS															
Total consolidé	9 970,3	-	9 970,3	14 096,1	-	14 096,1	141,4%	14 096,1	-	14 096,1	100,0%	-	-	-	0,0%
SURPLUS/DÉFICIT												6 188,6	11,2	6 199,8	
VARIATION 2023 - 2022												(5 185,3)	(11,2)	(5 196,5)	

Variation (BM-BO)

Affectations de surplus de 6 484,5 K\$ pour le financement de divers projets en développement économique, pour l'entretien du Quartier des spectacles, pour le financement des employés en assignation temporaires, pour la bonification des activités liées à la propreté pour l'année 2023 et pour le maintien d'une réserve pour imprévus au budget de fonctionnement 2023.

Crédits additionnels de 874,6 K\$ en provenance des services centraux pour le financement du projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde ainsi que pour le financement des projets Développement enfant et jeune, et Sécurité urbaine dans le cadre du programme Prévention Montréal 2023-2025.

Réalisations de l'unité au budget de fonctionnement

Bonification des activités liées à la propreté sur le territoire de l'arrondissement : montant supplémentaire de 1 830 K\$ approuvé par le conseil d'arrondissement

Piétonisation : montant supplémentaire de 1 143,8 K\$ destiné à la mise en oeuvre de plusieurs projets sur des artères commerciales de l'arrondissement dont la rue St-Paul, la rue Ste-Catherine Est (Village), la rue Ste-Catherine Ouest (Quartier des spectacles) et la rue St-Denis (Quartier latin).

Diverses programmations culturelles et de loisirs dans les parcs, bibliothèques et centres communautaires

Mobilité : mise en oeuvre de nouvelles mesures d'apaisement de la circulation

Événements majeurs

Priorités de l'administration

Activités spécifiques

Activités	Budget original	Budget modifié	Réel comparatif fin 2022	Prévision	Écart	Explication des écarts
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	-	-	-		-	
Réseau de distribution de l'eau potable	10 347,6	10 419,3	10 444,4	10 419,3	0,0	
Traitement des eaux usées	-	-	-		-	
Réseaux d'égouts	1 375,0	1 322,0	911,3	1 322,0	0,0	
TOTAL Gestion de l'eau	11 722,6	11 741,4	11 355,7	11 741,3	0,1	
Matières résiduelles / protection de l'environnement / autres - hygiène du milieu	4 622,4	4 933,3	4 754,7	4 933,3	0,0	Écart associé à l'indexation de la masse salariale
						Écart associé à une modification du service de collecte par type de matières (modification apportée et objectif)
						Écart associé aux efforts de sensibilisation, information et éducation pour la réduction à la source ou la modification des opérations de collecte
						Autres - À expliquer :
- TOTAL						

Personne ressource et numéro de téléphone

Seuils d'analyse des écarts : (A>=15% et B>=15%) ou C>=10%					
A	B	C			
15%	15%	10%			

Objet	Budget original			Budget modifié			Réal cumulatif			Réal comparatif fin 2022			Prévision			Écart Prévision / BM			Seuils d'analyse des écarts						Explication suggérée		Local		Agglo	
	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	BM objet/ Total BM		Écart objet/ Total Écarts absolus		Écart objet/ BM objet		Local	Agglo	Montant K\$	Explication	Montant K\$	Explication
																			Local	Agglo	Local	Agglo	Local	Agglo						
Taxes- Autres	61,8	-	61,8	61,8	-	61,8	59,4	-	59,4	61,8	-	61,8	61,8	-	61,8	-	-	-	0%	0%	0%	0%	0%	0%			-		-	
Autres services rendus	24 216,7	-	24 216,7	24 216,7	-	24 216,7	14 222,7	-	14 222,7	26 131,7	-	26 131,7	24 242,8	-	24 242,8	26,1	-	26,1	99%	0%	63%	0%	0%	0%	X		26,1		-	
Licences et permis	60,5	-	60,5	60,5	-	60,5	5 078,2	-	5 078,2	62,3	-	62,3	60,5	-	60,5	-	-	-	0%	0%	0%	0%	0%	0%			-		-	
Autres - amendes et pénalités	120,0	-	120,0	120,0	-	120,0	54,2	-	54,2	84,9	-	84,9	110,0	-	110,0	(10,0)	-	(10,0)	0%	0%	-24%	0%	-8%	0%			(10,0)		-	
Autres- autres revenus	50,0	-	50,0	50,0	-	50,0	4,0	-	4,0	91,2	-	91,2	50,0	-	50,0	-	-	-	0%	0%	0%	0%	0%	0%			-		-	
Transferts gouvern. - Ententes de partage - Activités de fonctionnement	10,0	-	10,0	-	-	-	15,2	-	15,2	22,0	-	22,0	-	-	-	-	-	-	0%	0%	0%	0%	0%	0%			-		-	
Transferts - Loisirs et culture	-	-	-	10,0	-	10,0	-	-	-	-	-	-	15,2	-	15,2	5,2	-	5,2	0%	0%	13%	0%	52%	0%	X		5,2		-	
TOTAL	24 519,0	-	24 519,0	24 519,0	-	24 519,0	19 433,7	-	19 433,7	26 453,9	-	26 453,9	24 540,3	-	24 540,3	21,3	-	21,3									5,2	TOTAL	-	TOTAL

Seuils d'analyse des écarts : (A>=15% et B>=15%) ou C>=10%		
A	B	C
15%	15%	10%

Objet	Budget original			Budget modifié			Réal cumulatif			Réal comparatif fin 2022			Prévision			Écart Prévision / BM			Seuils d'analyse des écarts						Explication des écarts										
	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	BM objet/ Total BM		Écart objet/ Total écarts absolus		Écart objet/ BM objet		Explication suggérée		Local		Agglo						
																			Local	Agglo	Local	Agglo	Local	Agglo	Local	Agglo	Montant K\$	Explication	Montant K\$	Explication					
Excédent de fonctionnement - autres	10 668,5	-	10 668,5	10 668,5	-	10 668,5	10 668,5	-	10 668,5	9 970,3	-	9 970,3	10 668,5	-	10 668,5	-	-	-	100%	0%	0%	0%	0%	0%											
TOTAL	10 668,5	-	10 668,5	10 668,5	-	10 668,5	10 668,5	-	10 668,5	9 970,3	-	9 970,3	10 668,5	-	10 668,5	-	-	-									-	TOTAL	-	TOTAL					

Objet	Budget modifié			Réal cumulé			Réal comparatif fin 2022			Prévision			Écart Prévision / BM			Explication des écarts					
	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local	Agglo	Total	Local			Agglo		
																Montant K\$	Explication	Commentaire, si besoin (rémun.)	Montant K\$	Explication	Commentaire, si besoin (rémun.)
Source 0012%00																					
DÉPENSES																					
Rémunération	1 174,7	-	1 174,7	741,7	-	741,7	450,3	-	450,3	1 174,7	-	1 174,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cotisations de l'employeur	387,3	-	387,3	223,6	-	223,6	132,4	-	132,4	387,3	-	387,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transport et communications	36,5	-	36,5	36,5	-	36,5	-	-	-	36,5	-	36,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Honoraires professionnels	554,5	-	554,5	48,2	-	48,2	115,6	-	115,6	554,5	-	554,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services techniques et autres	1 962,9	-	1 962,9	121,7	-	121,7	1 131,3	-	1 131,3	1 962,9	-	1 962,9	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Location, entretien et réparation	126,3	-	126,3	7,5	-	7,5	222,5	-	222,5	126,3	-	126,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens non durables	272,4	-	272,4	0,7	-	0,7	295,3	-	295,3	272,4	-	272,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Biens durables	131,3	-	131,3	0,1	-	0,1	1 278,9	-	1 278,9	131,3	-	131,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contributions à des organismes	1 194,3	-	1 194,3	718,8	-	718,8	499,5	-	499,5	1 194,3	-	1 194,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres objets de dépenses	644,3	-	644,3	-	-	-	-	-	-	644,3	-	644,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DÉPENSES 0012%00	6 484,5	-	6 484,5	1 898,9	-	1 898,9	4 125,8	-	4 125,8	6 484,5	-	6 484,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AFFECTATIONS																					
Excédent de fonctionnement - autres	6 484,5	-	6 484,5	6 484,5	-	6 484,5	4 125,8	-	4 125,8	6 484,5	-	6 484,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AFFECTATIONS 0012%00	6 484,5	-	6 484,5	6 484,5	-	6 484,5	4 125,8	-	4 125,8	6 484,5	-	6 484,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL 0012%00	-	-	-	(4 585,6)	-	(4 585,6)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Source 0013000																					
TOTAL 0013000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Source 0014000																					
TOTAL 0014000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Source 0015000																					
REVENUS																					
Autres- autres revenus	-	-	-	-	-	-	69,4	-	69,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
REVENUS 0015000	-	-	-	-	-	-	69,4	-	69,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DÉPENSES																					
Biens durables	-	-	-	-	-	-	69,4	-	69,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DÉPENSES 0015000	-	-	-	-	-	-	69,4	-	69,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL 0015000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

REVENUS - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original

(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
Total revenus	-	-	-	-	-	-			

DÉPENSES - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original

(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
	1 830,0	-			1 830,0		CA23 240117	Autoriser une dépense d'un montant de 1 830 000 \$ net de ristournes, pour la bonification des activités liées à la propreté sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2023	
	1 000,0	-			1 000,0		CA23 240113	Autoriser une affectation de surplus de 1 000 000 \$ pour le maintien d'une réserve pour imprévu au budget de fonctionnement pour l'année 2023	
	636,4	-			636,4		CA23 240099	Accorder un contrat à Groupe ABF inc., pour l'exécution des travaux de reconstruction de sections de trottoirs, là où requis, dans différentes rues de l'arrondissement de Ville-Marie	
	600,0	-			600,0		CA21 240508	Ouv 2023- Affectation pour le financement des employés en assignations temporaires 2023	
	426,0	-			426,0		CA23 240156	Autoriser une affectation de surplus de 426 000 \$ et approuver la convention avec le Partenariat du Quartier des spectacles (PQDS) pour bonifier la sécurité du secteur de la place Emilee-Gamelin et pour le déploiement d'un projet de piétonnisation pour la saison estivale 2023 (rue Sainte-Catherine E, devant Jardins Gamelin), dans le cadre de la stratégie du Village	
	327,0	-			327,0		CA22 240220	Ouv 2023- Accorder un contrat à 178001 Canada inc. Groupe Nicky pour l'exécution des travaux d'entretien horticole, maintien de la propreté, et de déneigement du square Viger	
	250,0	-			250,0		CA22 240318	Ouv 2023 - Autoriser une affectation de surplus de 250 000 \$ pour le financement de divers mandats de services professionnels non-capitalisables, pour les années 2022 et 2023	
	250,0	-			250,0		CA21 240470	Réouv 2023 -Approuver la convention modifiée avec le Centre culturel et communautaire Sainte-Brigide pour en prolonger la durée jusqu'au 31 décembre 2023	
	211,9	-			211,9		CA22 240461	Ouv 2023-Autoriser une affectation de surplus de 211 930,00\$ afin de financer en 2023 le contrat de Y'a quelqu'un l'aut'bord du mur (YAM) pour l'identification des besoins en outils de collecte, sensibilisation porte-à-porte, distribution de bacs de comptoirs et visites post-implantation (CA22 240388)	
	211,1	-			211,1		CA23 240116	Accorder un contrat de services professionnels à la firme CIMA+ S.E.N.C., sur l'entente-cadre 1525331, pour des services professionnels associés à l'étude de concepts d'aménagements cyclables et sécurisations d'aménagements cyclables	
	200,0	-			200,0		CA22 240135	Ouv 2023-Autoriser l'affectation de 900 000 \$ des surplus dédiés au Quartier des spectacles pour la réalisation de travaux d'entretien majeurs au Quartier des spectacle, pour les années 2022, 2023 et 2024	
	159,7	-			159,7		CA23 240204	Accorder les conventions, se terminant le 31 mars 2024, avec deux sociétés de développement commercial et un organisme de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation des projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024	
	142,1	-			142,1		CA22 240462	Ouv 2023- Accorder un contrat à St-Denis Thompson inc. pour la réalisation des travaux de Renforcement des chambres électriques PA13129 et PA13130 dans la rue Parthenais, de la rue Logan à la rue Ontario Est	
	86,1	-			86,1		CA23 240111	Accorder les conventions, se terminant le 30 décembre 2023, avec une société de développement commercial et un organisme pour la réalisation des projets, dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024	
	58,4	-			58,4		CA21 240510	Ouv 2023- Autoriser une affectation de surplus de 1 000 000\$ pour l'année 2022, afin de soutenir les projets soumis dans le cadre du volet 2 axe 4 et volet 3, du Programme de soutien au développement économique et commercial 2022-2024	
	39,4	-			39,4		CA22 240131	Réouv 2023 - Autoriser une dépense et affecter les surplus d'un montant de 1 600 000 \$ net de ristournes, pour la bonification des activités liées à la propreté sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie, pour l'année 2022	
	24,9	-			24,9		CA22 240354	Réouv 2023- Autoriser une affectation de 124 725\$ et approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2023, avec deux sociétés de développement commercial de l'arrondissement et deux organismes pour la réalisation de 4 projets dans l'arrondissement de Ville-Marie	
	18,9	-			18,9		CA22 240074	Réouv 2023- Autoriser une affectation du surplus de 738 400 \$ afin de permettre la prise en charge des activités d'entretien, de gestion du bâtiment et des fontaines, ainsi que la gestion des activités en intervention sociale, culturelle et de loisirs pour les îlots I et II du square Viger, pour l'année 2022	
	12,6	-			12,6		CA22 240209	Réouv 2023- Autoriser une affectation de surplus de 124 597 \$ et approuver les conventions, se terminant le 31 décembre 2022 avec deux sociétés de développement commercial, une association de commerçants et un organisme de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de sept projets dans le cadre du programme de soutien financier au développement économique et commercial de Ville-Marie 2022-2024 et accorder une contribution totale de 184 437 \$	
	(23,8)	-	(23,8)				CM23 0444	Virement-Autoriser un virement budgétaire pour l'année 2023 vers le Service des ressources humaines, dans le cadre du projet Circuit bleu pour l'accueil et l'intégration du nouveau personnel col bleu.	
	(16,1)	-	(16,1)				CM21 1171	Virement -Accorder un contrat à 9181-5084 Québec Inc. (Solutions-Graffiti), pour les services d'entretien, de déplacement et de réparation de modules d'affichage pour 2 ans avec une option d'1 année de prolongation dans les 18 arrondissements mentionnés au dossier décisionnel, pour une somme maximale de 285 934,20\$	
	500,0	-	500,0				CE22 2040	Virement budgétaire - Accepter, en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), l'offre de service de l'arrondissement de Ville-Marie de prendre en charge la gestion du contrat de contribution financière pour le projet d'agrandissement du Théâtre du Nouveau Monde - Approuver à cette fin un virement budgétaire totalisant 1 000 000 \$ à l'arrondissement de Ville-Marie, soit 500 000 \$ par année, pour les années 2022, 2023	

DÉPENSES

DÉPENSES - Explication de la variation du budget modifié par rapport au budget original

(en milliers de dollars)

Objet	Écart budget		Crédits additionnels		Affectations		N° résolution	Explication d'écarts	
	Local (1=3+5)	Agglo (2=4+6)	Local (3)	Agglo (4)	Local (5)	Agglo (6)		Local	Agglomération
	414,5	-	414,5	-			CE22 2148	Virement budgétaire - Approuver le cadre de référence du programme Prévention Montréal 2023-2025, doté d'un budget totalisant 42 446 420 \$ sur trois ans / Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 26 429 464 \$ attribuée au volet local dudit programme pour les années 2023, 2024, 2025 / Autoriser le virement d'une somme de 19 453 143 \$ pour 2023, 2024 et 2025, à raison de 6 484 381 \$ par année, en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les 19 arrondissements	
Total Dépenses	7 359,1	-	874,6	-	6 484,5	-			

Arrondissement de Ville-Marie
État comparatif des revenus
Au 30 juin 2023 vs 30 juin 2022

Réel			Période		Écart réel	
Objet n2	Objet n5	Objet description	Réel juin 2023	Réel juin 2022	Réel écart \$	Réel écart %
Total des revenus			19 433 743	19 686 322	(252 578)	-1,3%
Revenus	Autres revenus	Total autres revenus	5 136 354	7 421 758	(2 285 404)	-30,8%
		Permis de modification	3 771 167	5 451 113	(1 679 946)	-30,8%
		Permis de construction	1 274 419	1 915 733	(641 314)	-33,5%
		Amendes et frais - Règlements municipaux	54 180	13 950	40 230	288,4%
		Permis d'installation	28 166	32 759	(4 593)	-14,0%
		Licences et permis divers	4 446	2 002	2 444	122,1%
		Autres revenus divers	3 976	6 200	(2 224)	-35,9%
	Autres services rendus	Totaux autres services rendus	14 222 749	12 202 764	2 019 984	16,6%
		Occupation du domaine public	12 881 575	10 915 153	1 966 422	18,0%
		Récupération de frais divers	394 717	530 880	532 014	100,2%
		Services techniques	348 436	203 611	144 825	71,1%
		Étude de demande	221 850	216 348	5 502	2,5%
		Travaux effectués par la Ville	111 757	65 568	46 189	70,4%
		Stationnement et parcomètres	78 788	82 739	(3 951)	-4,8%
		Location de salles et d'espaces	70 797	77 726	(6 929)	-8,9%
		Location d'installations récréatives	61 246	45 846	15 400	33,6%
		Vente de documents	26 638	31 139	(4 501)	-14,5%
		Vente de biens divers	6 332	5 161	1 171	22,7%
		Services juridiques	5 350	4 408	942	21,4%
		Utilisation des infrastr. municipales	4 695	13 243	(8 548)	-64,5%
		Services divers - Bibliothèques	3 232	2 495	737	29,5%
		Revenus publicitaires et commandites	3 178	2 825	353	0,0%
		Réclamations pour dommages et pertes	2 903	2 803	100	3,6%
		Services divers	806	1 008	(202)	-20,0%
		Inscriptions et abonnements	449	1 811	(1 362)	-75,2%
		Taxes sur une autre base	Totaux taxes sur une autre base	59 400	61 800	(2 400)
	Taxe spéc. - Enseignes publicitaires		59 400	61 800	(2 400)	-3,9%
Transferts conditionnels	Totaux taxes sur une autre base	15 240	0	15 240	-	
	Transferts -AF-Québec	15 240	0	15 240	-	

Arrondissement de Ville-Marie
État comparatif des dépenses
Au 30 juin 2023 vs 30 juin 2022

Réal			Période		Écart réel	
Objet n2	Objet n3	Objet n4	Réel juin 2023	Réel juin 2022	Réel écart \$	Réel écart %
Total charges			46 151 836	43 451 055	2 700 781	6,2%
Charges	Rémunération globale	Total rémunération globale	27 533 269	25 326 228	2 207 041	8,7%
		Rémunération	21 422 001	19 763 393	1 658 609	8,4%
		Cotisations de l'employeur	6 111 268	5 562 835	548 433	9,9%
	Autres familles de charges	Total autres familles des charges	18 618 567	18 124 827	493 740	2,7%
		Services professionnels, techniques et autres	5 423 637	4 807 247	616 390	12,8%
		Location, entretien et réparation	4 322 128	3 659 625	662 503	18,1%
		Contributions et quote-parts à des organismes	3 488 924	3 426 831	62 093	1,8%
		Biens non durables	3 059 890	3 225 414	(165 524)	-5,1%
		Charges interunités	1 723 400	1 359 958	363 442	26,7%
		Biens durables	322 463	1 581 795	(1 259 332)	-79,6%
		Transport et communications	241 034	190 261	50 773	26,7%
Autres objets	45 285	1 830	43 455	2374,6%		
Recouvrement de charges	(8 194)	(128 134)	119 940	-93,6%		



Dossier # : 1234680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2024

D'édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1, article 40), l'ordonnance, E-7.1, fixant :

- La période d'inscription au cours de laquelle peuvent être présentées les demandes de permis d'artistes ou d'artisans pour la saison 2024, soit du 2 au 13 octobre 2023. Les inscriptions se feront via un formulaire en ligne ou en personne au bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Ville-Marie;
- La période au cours de laquelle se tiendront les séances des comités d'évaluation des artistes et d'artisans pour la saison 2024, soit entre le 23 octobre et le 3 novembre 2023 (dates à déterminer selon la demande);
- La date, l'heure et le lieu des séances d'attribution des emplacements pour la saison 2024, soit le 22 novembre 2023 à 10 h pour les artisans, le 23 novembre 2023 à 10 h pour les artistes exposants et le 23 novembre 2023 à 13 h pour les artistes portraitistes caricaturistes. Les séances se dérouleront en présentiel et à distance;
- La période d'émission des permis pour la saison 2024, soit du 3 janvier au 29 février 2024. Ces activités se dérouleront sur rendez-vous au bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Ville-Marie.

Toutes les activités en lien avec ces demandes seront tenues au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, Montréal (Québec) H2L 4L8.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-28 13:56

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1234680002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2024

CONTENU

CONTEXTE

L'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M, c. E-7.1) implique annuellement l'édiction d'une ordonnance pour la gestion des activités des artistes et artisans sur le domaine public. L'ordonnance incluse au présent sommaire décisionnel vise, pour l'année 2024, les diverses dates concernant l'inscription, l'attribution des emplacements et l'émission de permis des détenteurs de permis d'artisan et d'artiste.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240483 adoptée le 6 décembre 2022 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2023.

CA22 240033 adoptée le 8 février 2022 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2022.

CA21 240136 adoptée le 13 avril 2021 : Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2021.

DESCRIPTION

Édicter une ordonnance pour déterminer les dates relatives à l'inscription, l'évaluation des nouvelles demandes, l'attribution des emplacements et l'émission de permis d'artisans et d'artistes pour la saison 2024 :

DATES	ARTISANS	ARTISTES EXPOSANTS	ARTISTES PORTRAITISTES CARICATURISTES
INSCRIPTIONS	<p align="center">Du 2 au 13 octobre 2023</p> <p align="center"><i>Par formulaire électronique transmis aux anciens détenteurs de permis ou En personne au bureau Accès Montréal de Ville-Marie (800, boul. de Maisonneuve Est - rez-de-chaussée - Montréal (Québec) H2L 4L8)</i></p>		
COMITÉS D'ÉVALUATION	<p align="center">Entre le 23 octobre et le 3 novembre 2023 (dates à déterminer selon la demande)</p> <p align="center"><i>Au bureau Accès Montréal de Ville-Marie (800, boul. de Maisonneuve Est - rez-de-chaussée - Montréal (Québec) H2L 4L8)</i></p>		
ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS	Le 22 novembre 2023 à 10 h	Le 23 novembre 2023 à 10 h	Le 23 novembre 2023 à 10 h
	<p align="center"><i>Au bureau Accès Montréal de Ville-Marie (800, boul. de Maisonneuve Est - rez-de-chaussée - Montréal (Québec) H2L 4L8)</i></p>		
ÉMISSION DES PERMIS	<p align="center">Du 3 janvier au 29 février 2024</p> <p align="center"><i>Au bureau Accès Montréal de Ville-Marie Sur rendez-vous - Du lundi au vendredi entre 8 h 30 et 16 h 30 (800, boul. De Maisonneuve Est - rez-de-chaussée Montréal (Québec) H2L 4L8)</i></p>		

JUSTIFICATION

Il s'agit d'une démarche annuelle nécessaire pour l'application du présent Règlement et qui vise les activités des détenteurs de permis ayant un emplacement dans le Vieux-Montréal et sur la rue Sainte-Catherine Ouest au centre-ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S/O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, plus précisément au niveau des orientations de Transition écologique et d'Innovation et créativité:

- La priorité no. 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;
- La priorité no. 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette démarche permettra aux anciens et aux nouveaux demandeurs de permis artistes et artisans de renouveler ou d'obtenir un permis annuel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 ayant été levées, il n'y a aucun impact en ce qui concerne le déroulement des activités des artistes de rue. Si la situation change, les activités pourront être adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Durant toute la période, la Division de la culture et des bibliothèques sera en contact avec les représentants des artistes et artisans via un comité paritaire.
- Parution d'un avis public dans Le Devoir.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Septembre 2023 : Envoi d'un avis par courriel informant le demandeurs de permis (anciens et nouveaux) des dates à venir.
- Octobre 2023 à février 2024 : période d'inscription, séances d'attribution des emplacements et émission des permis.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme au Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., c. E-7-1).
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Jeremie LEVESQUE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-22

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. : 514 868-3292

Roseline RICO
chef(fe) de division - culture et bibliothèque
en arrondissement

Tél : 514-868-4021
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Directrice

Tél : 514 872-0831
Approuvé le : 2023-08-23

Dossier # : 1234680002

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques

Objet :

Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'oeuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2024



GrilleAnalyseMTL2030_GDD1234680002.pdf



E-7.1, o XX - Dates - Saison 2024 - Artistes et artisans.doc



Dates importantes - Saison 2024.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Soraya MIRANDA
Agent(e) de développement culturel

Tél : 514 868-4925
Télécop. : 514 868-3292

E-7.1, o. xx Ordonnance relative à la saison 2024

Vu les paragraphes 7°, 8° et 10° de l'article 40 du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre E-7.1);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Pour la saison 2024, les demandes de permis d'artiste ou d'artisan peuvent être présentées du **2 au 13 octobre 2023** via un formulaire en ligne ou en personne au bureau Accès Montréal de l'arrondissement de Ville-Marie situé rez-de-chaussée du 800, boulevard de Maisonneuve Est.
2. Pour la saison 2024, un comité d'évaluation pour artisans et un comité d'évaluation pour les artistes sont constitués.
3. Les séances des comités d'évaluation visés à l'article 2 auront lieu entre le **23 octobre et le 3 novembre 2023**, selon la demande, dans les bureaux de l'arrondissement situés au 800, boulevard De Maisonneuve Est.
4. Pour la saison 2024, les séances d'attribution des emplacements auront lieu dans la salle du conseil située au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est, en simultané, en présentiel et à distance, selon l'horaire suivant :
 - 1° Artisans : **le 22 novembre 2023 à 10 h;**
 - 2° Artistes qui utilisent un autre procédé de réalisation que la caricature ou le portrait (exposants) : **le 23 novembre 2023 à 10 h;**
 - 3° Artistes qui utilisent la caricature ou le portrait comme procédé de réalisation : **le 23 novembre 2023 à 13 h;**
5. Pour la saison 2024, l'émission des permis se fera **du 3 janvier au 29 février 2024** au bureau d'arrondissement situé au rez-de-chaussée du 800, boulevard De Maisonneuve Est.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1234680002) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

SAISON 2024
PERMIS DES ARTISTES ET ARTISANS
DATES À RETENIR

DATES	ARTISANS	ARTISTES EXPOSANTS	ARTISTES PORTRAITISTES CARICATURISTES
INSCRIPTIONS	<p style="text-align: center;">Du 2 au 13 octobre 2023</p> <p style="text-align: center;"><i>Par formulaire électronique transmis aux anciens détenteurs de permis ou en personne au bureau Accès Montréal de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est - rez-de-chaussée Montréal (Québec) H2L 4L8</i></p>		
COMITÉS D'ÉVALUATION	<p style="text-align: center;">Entre le 23 octobre et le 3 novembre 2023 (selon la demande)</p> <p style="text-align: center;"><i>Aux bureaux de l'arrondissement de Ville-Marie 800, boul. De Maisonneuve Est Montréal (Québec) H2L 4L8</i></p>		
ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS	Le 22 novembre 2023 à 10 h	Le 23 novembre 2023 à 10 h	Le 23 novembre 2023 à 13 h
	<p style="text-align: center;"><i>Les séances se dérouleront en simultané, en présentiel au bureau Accès Montréal ou en ligne via Google Meet 800, boulevard De Maisonneuve Est - rez-de-chaussée - Montréal (Québec) H2L 4L8</i></p>		
ÉMISSION DES PERMIS	<p style="text-align: center;">Du 3 janvier au 29 février 2024</p> <p style="text-align: center;"><i>Sur rendez-vous au bureau Accès Montréal de Ville-Marie 800, boulevard De Maisonneuve Est - rez-de-chaussée - Montréal (Québec) H2L 4L8</i></p>		

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : *GDD 123468002*

Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*

Projet : *Édicter, en vertu du Règlement sur l'exposition et la vente d'œuvres artisanales, picturales ou graphiques sur le domaine public (R.R.V.M. c. E-7.1), une ordonnance permettant de fixer diverses dates concernant les activités des demandeurs de permis pour l'année 2024*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none">• # 4 : Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité;• # 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <ul style="list-style-type: none">• # 4 et # 15 : Dynamiser le centre-ville et appuyer la création artistique et l'achat d'œuvres d'artistes et artisans locaux;• # 4 et # 15 : Favoriser les interactions entre les citoyens et les créateurs afin de stimuler l'économie locale et la vitalité culturelle de l'arrondissement.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1237883018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 septembre au 8 décembre 2023

Il est recommandé, au Conseil d'arrondissement, d'autoriser l'occupation du domaine public du 6 septembre au 8 décembre 2023 et d'édicter les ordonnances nécessaires à la réalisation d'initiatives culturelles sur le domaine public, soit:

- D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;
- D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;
- D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, article 29), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer ou brocher quoi que ce soit sur le mobilier urbain selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.
- D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-29 13:47

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1237883018

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 septembre au 8 décembre 2023

CONTENU

CONTEXTE

Nous présentons ce dossier comportant des demandes de dérogations pour des initiatives culturelles ayant lieu du 6 septembre au 8 décembre 2023 sur le territoire de l'arrondissement Ville-Marie.

Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public, R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA23 240270 - 4 juillet 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er juillet au 6 octobre 2023
- CA23 240214 - 6 juin 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er juin au 29 octobre 2023
- CA23 240167 - 9 mai 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 12 mai au 30 décembre 2023
- CA23 240124 - 11 avril 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 3 avril au 29 octobre 2023.
- CA23 240039 - 7 février 2023 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 février au 28 mars 2023.
- CA22 240488 - 6 décembre 2022- Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 décembre 2022 au 17 mars 2023
- CA22 240411 - 8 novembre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er novembre 2022 au 23 avril 2023
- CA22 240370 - 11 octobre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 1er octobre 2022 au 17 mars 2023
- CA22 240321 - 13 septembre 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 30 août au 14 octobre 2022
- CA22 240279 - 5 juillet 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 juillet au 31 décembre 2022
- CA22 240234 - 7 juin 2022 - Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 8 juin 2022 au 25 septembre 2022

CA22 240192 - 10 mai 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 11 mai 2022 au 13 novembre 2022

CA22 240138 - 12 avril 2022 - Approuver des initiatives culturelles et édicter les ordonnances du 13 avril 2022 au 17 octobre 2022

CA22 240080 - 8 mars 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 mars 2022 au 31 mai 2022

CA22 240029 - 8 février 2022 - Approuver des initiatives culturelles spéciales dans le cadre exceptionnel de la crise de la COVID-19, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 10 février 2022 au 17 juillet 2022

DESCRIPTION

De nombreux événements se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de levée de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison, telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue. Les événements concernés sont d'envergure locale. Les organismes souhaitent recommencer à faire vivre le cœur culturel de Montréal en créant des espaces qui donneront aux citoyens l'occasion de profiter de Montréal de façon unique et inspirante. L'objectif est de permettre l'accueil des visiteurs au centre-ville afin de profiter d'une vie culturelle.

Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21	Remarques
		Dates (Début ou 1 journée)	Date (Jusqu'au)		Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire	
BBQ au Mont Royal pour la rentrée scolaire	Association Étudiante de l'École de Technologie Supérieure	6 septembre	6 septembre	Parc du Mont-Royal, secteur Piedmont	N/A	6 septembre	N/A	N/A	6 septembre 15h à 21h	N/A	6 septembre	N/A	N/A	N/A	Ratification : événement passé
Projet panasonic	PODS	7 septembre	27 septembre	Place des Festivals	N/A	N/A	N/A	N/A	7 au 22 septembre 10 à 23h	N/A	7 au 22 septembre	N/A	N/A	N/A	Ratification : événement passé
				Pastille localisée : au niveau de l'esplanade, du côté sud-est, près de l'escalier qui descend au niveau de la rue St-Urbain, l'esplanade, côté nord-ouest, sur l'espace nommé Chemin de la reine; devant le lobby de la Maison Symphonique; l'esplanade, entre le plan											

Pastilles IN SITU	Montreal en histoires	12 septembre	8 décembre	d'eau et la salle Wilfrid- Pelletier; devant le 84, rue Ste- Catherine Ouest (TNM); sur le trottoir devant l'entrée coté rue Balmoral (1435 Bleury); 1501 rue de Bleury, pastille est localisée sur le trottoir devant l'entrée coté rue Balmoral ; devant l'entrée du CEGEP du Vieux- Montréal. Bâtiment voisin de la Maison- Théâtre entre le trottoir et les marches menant au CEGEP; 475, boul de Maisonneuve Est (pastille est localisée sur le trottoir de la rue Berri, au nord de la Grande Bibliothèque, à la hauteur de l'espace gazonné, entre le jardin et la rue Ontario); Parc Lafontaine, rue Sherbrooke, devant le monument de M SH La Fontaine au 1210 rue Sherbrooke	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Oui	N/A	Oui	N/A	Ratification : événement passé Il s'agit de pastilles auto- collante installées sur le trottoir
----------------------	--------------------------	-----------------	------------	---	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	---

				Est.												
Cross-country McGill	Université McGill - Service des Sports	16 septembre	16 septembre	Parc du Mont-Royal, secteur Piedmont et chemin Olmsted	N/A	N/A	N/A	N/A	16 septembre 9h à 14h	N/A	16 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Le Chant de l'Arbre	PODS	18 septembre	25 septembre	Esplanade Tranquille, rue Ste-Catherine entre St-Urbain et St-Laurent	N/A	N/A	N/A	N/A	18 au 25 septembre 10h à 23h	18 au 25 septembre	18 au 25 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Pop up 35e anniversaire	Fondation Dans la rue	20 septembre	21 septembre	rue Ste-Catherine ouest entre de Bleury et St-Urbain	N/A	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A	Oui	N/A	N/A	N/A	N/A	rue piétonne
Journée nationale de l'arbre	Arbres Canada	20 septembre	20 septembre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	20 septembre 14h30 à 19h	N/A	20 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
				Journée Jeunesse Active Parc Maisonneuve 10 KM Rosemont – La Petite-Patrie : Stationnement de l'Espace pour la Vie (Jardin Botanique, Insectarium et Parc Maisonneuve), Sherbrooke entre Pie-IX et Viau, Rosemont entre 28e Ave et Viau, Viau entre Rosemont et Bellechasse, Bellechasse entre Viau et 31e Ave, 31e entre Bellechasse et Beaubien, Beaubien entre 31e Ave												

et 35e Ave,
35e Ave entre
Beaubien et
Bellechasse,
Rosemont
entre Viau et
44e Ave, 43e
Ave entre
Rosemont et
St-Zotique,
Beaubien
entre 44e Ave
et 41e Ave,
41e Avec
entre
Beaubien et
St-Zotique,
St-Zotique
entre 41e Ave
et 44 Ave,
44e Ave entre
Beaubien et
Rosemont,
Viau entre
Rosemont et
Sherbrooke,
Sherbrooke
entre Viau et
l'entrée du
Parc
Maisonneuve.
Mercier -
Hochelaga-
Maisonneuve :
Sherbrooke
entre Pie-IX
et Viau
Espace pour la
vie : Jardin
botanique de
Montréal

42,2 KM et
21,1 KM
Ville-Marie :
Parc Jean-
Drapeau, pont
de la
Concorde
entre le parc
Jean-Drapeau
et Pierre-
Dupuy, Pierre-
Dupuy entre
pont de la
Concorde et

				Chemin des Moulins, Chemin des Moulins entre Pierre-Dupuy et Riverside, Riverside entre Chemin des Moulins et Mill, Mill entre Riverside et De la Commune, De la Commune entre Mill et McGill, McGill entre de la Commune et Notre Dame O., Notre-Dame O. entre McGill et St-Laurent, Notre-Dame E. entre St-Laurent et Montcalm, Montcalm entre Notre-Dame E. et St-Antoine, St-Antoine entre Montcalm et Atateken, Atateken entre St-Antoine et Ste-Catherine, Ste-Catherine entre Atateken et Berri et Berri entre Ste-Catherine et Sherbrooke.											
Marathon Beneva de Montréal	Courons Montréal	22 septembre	24 septembre	Plateau Mont-Royal : Berri entre Sherbrooke et Cherrier, Cherrier entre Berri et du Parc	22 au 24 septembre	N/A	N/A	N/A	22 septembre de 9h00 à 17h00 23 septembre de 6h30 à 14h00 24 septembre de 8h00 à 16h00	22 au 24 septembre	22 au 24 septembre	N/A	22 au 24 septembre	22 au 24 septembre	N/A

Lafontaine, du
Parc
Lafontaine
entre Cherrier
et Rachel,
Rachel entre
de la Roche et
de Lanaudière,
de Lanaudière
entre Rachel
et Gilford,
Gilford entre
de Lanaudière
et Garnier,
Garnier entre
Gilford et St-
Joseph, St-
Joseph entre
Garnier et
Iberville, St-
Joseph entre
St-Denis et
Iberville, St-
Laurent entre
St-Joseph et
de L'arcade,
St-Hubert
entre des
Carrières et
de l'Arcade,
St-Grégoire
entre St-
Hubert et St-
Denis, St-
Denis entre
St-Grégoire et
St-Joseph, De
Lorimier entre
St-Joseph
Gilford.

Rosemont – La
Petite-Patrie :
St-Laurent
entre Van
Horn et Jean-
Talon ||
Beaubien
entre St-
Laurent et St-
Denis, St-
Denis entre
Beaubien et
St-Zotique,
Beaubien
entre St-Denis

et St-Hubert
et St-Hubert
entre
Beaubien et
des Carrières
|| St-Joseph
entre
D'Iberville et
16e Avenue,
16e Avenue
entre St-
Joseph et
Masson,
Masson entre
16e Avenue et
18e Avenue,
18e Avenue
entre Masson
et Rosemont,
Rosemont
entre 18e
Avenue et
Viau, Viau
entre
Rosemont et
Sherbrooke,
Sherbrooke
entre Viau et
Parc
Maisonneuve
et Parc
Maisonneuve.

**Villeray – St-
Michel - Parc-**
Extension :
St-Laurent
entre Jean-
Talon et
Crémazie.

Ahuntsic –
Cartierville :
St-Laurent
entre
Crémazie et
Somerville,
Somerville
entre St-
Laurent et
Berri, Parc
Stanley entre
Berri et St-
Charles, Parc
Stanley entre
Berri et St-

				Charles, Parc Stanley entre Durham et St-Charles, St-Charles entre Parc Stanley et GOuin, GOuin entre St-Charles et Durham, Basile-Routhier entre GOuin et Park Stanley, de Florence entre Somerville et GOuin, GOuin entre de Florence et St-Laurent.												
FIL	Festival International de Littérature	22 septembre	24 septembre	Ahuntsic-Cartierville, Plateau-Mont-Royal, Outremont, Verdun, Ville-Marie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	N/A	N/A	N/A	N/A	22 au 24 septembre 7h à 23h00	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	N/A	
Parade militaire du Régiment Donnacona	Forces armées Canadiennes	23 septembre	23 septembre	rue Notre-Dame, entre Place d'Armes et Gosford	N/A	N/A	N/A	N/A	Oui	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	
Fête du Quartier	PODS	29 septembre	2 octobre	Esplanade Tranquille	30 septembre 10h à 18h	N/A	N/A	N/A	30 septembre 10h à 18h	30 septembre	30 septembre	30 septembre	N/A	N/A	N/A	
Rallye en couleur	Groupe NOVA HEC Montréal	1 octobre	1 octobre	Parc du Mont-Royal, secteur du lac-au-castor	N/A	N/A	N/A	N/A	1er octobre 8h à 19h	N/A	1er octobre	N/A	N/A	N/A	N/A	
Roulons pour vaincre le diabète juvénile	FRDJ	3 octobre	6 octobre	Place du Canada	N/A	N/A	N/A	N/A	5 octobre 8h à 17h30	N/A	5 octobre	N/A	N/A	N/A	N/A	
GMAA-Cross Country Run	RSEQ-Greater Montreal Athletic Association	5 octobre	5 octobre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	5 octobre 8h à 16h	N/A	5 octobre	N/A	N/A	N/A	N/A	
FNC	FNC	5 octobre	15 octobre	Ville-Marie, Plateau-Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	5 au 15 octobre 7h à 23h	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	N/A	

JUSTIFICATION

Les initiatives culturelles contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation d'initiatives culturelles sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des arrondissements concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité*.

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030:

La priorité no. 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*

La priorité no. 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts majeurs dans ce contexte sont les suivants:

- contribue à une animation urbaine de qualité au profit des citoyen.ne.s de Montréal, particulièrement dans un contexte de relance post-pandémique ;
- renforce le positionnement de Montréal comme instigatrice de projets et de pratiques novatrices se déployant sur le domaine public.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les organismes présenteront au besoin, en collaboration avec les différents intervenants, divers projets dans un environnement adapté aux mesures sanitaires en vigueur lors du déploiement de leurs activités. Le soutien à ces événements culturels aura un impact positif et significatif sur l'ensemble du milieu culturel, des organismes et des artistes offrant des prestations en ces temps de reprise des activités post-pandémie. Dans la situation actuelle, la Ville et les organismes pourraient, au besoin, convenir d'ajustements ou de modifications, et ce conformément à la réglementation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La résolution et les ordonnances seront publiées dans les journaux et seront transmises au Service de police de la Ville de Montréal par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des initiatives culturelles.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les organismes doivent se conformer aux lois, aux règlements, aux permis et aux exigences administratives en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roseline RICO, Ville-Marie
Geneviève LEDOUX, Ville-Marie
Hicham TOUZAMI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Francis LUSSIER, Ville-Marie
Julie POTVIN, Ville-Marie
Stéphanie TURCOTTE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 28 août 2023
Geneviève LEDOUX, 25 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GOUDREAU
Commissaire - Festivals et événements

Tél : 514-774-4100
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Bianelle LEGROS
chef(fe) de division - festivals et événements

Tél : 438-820-0182
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Kevin DONNELLY
directeur(-trice)-cinema, festivals et evenements

Tél :
Approuvé le : 2023-08-25

Dossier # : 1237883018

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports_des loisirs et du développement social

Objet :

Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 septembre au 8 décembre 2023



Grille analyse Montreal 2030 CA-no7 .pdf



#7 - Ficelage 1er septembre 2023 (CA - 12 septembre 2023) Tableau des événements - CA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nathalie GOUDREAU
Commissaire - Festivals et événements

Tél : 514-774-4100

Télécop. :

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282);
À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. À l'occasion des événements, il est permis d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles sur des structures d'échafaudage, colonnes Morris, monolithes et tentes, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1. Ces bannières doivent être fixées solidement dans des ancrages prévus à cette fin. Elles doivent être faites d'un matériaux résistant au feu ou ignifugé.
2. Ces bannières peuvent être installées sur les sites et selon les horaires des événements identifiés en pièce jointe.
3. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Vu l'article 20 du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3);
À sa séance du 12 septembre 2023 le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.
2. Le promoteur d'une initiative culturelle autorisée sur les sites, heures et lieux d'un événement doit, en tout temps pendant et sur le site de cette initiative culturelle, être en mesure de produire l'autorisation écrite de la Division Festivals et événements.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA et 100 dBC, LAeq 15 minutes, mesuré à 35 mètres de la source.
4. Un écart excédant 20 dB entre les dBA et dBC (LAeq 15 minutes) est interdit.
5. L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

Vu l'article 29 du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085);
À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions est exceptionnellement permise sur les lampadaires aux sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe;
2. Ces fanions doivent être fixés solidement et doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé;
3. À l'expiration de la période visée à l'article 1, les fanions doivent être enlevés;
4. Les organisateurs de cet événement sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter du maintien et de l'enlèvement de ces fanions.

Vu l'article 7 du Règlement concernant la propreté et la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M. c. P-12.2);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe.

2. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

3. Cette autorisation est valable selon les dates mentionnées en pièce jointe.

4. À l'expiration de la période visée à l'article 3, la peinture doit être enlevée.

5. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance.

Vu les articles 3 et 8 du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1).

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète que :

1. Il est permis de vendre des objets promotionnels, des aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés en pièce jointe .
2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.
3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère la pièce jointe.

SERVICE DE LA CULTURE

Division Festivals et événements

Tableau des initiatives culturelles;

Sommaire 1237883018

pour le conseil d'arrondissement du 12 septembre 2023

Ordonnances															
Initiatives culturelles	Organismes	Du montage au démontage		Lieux	P-1 art. 8 (vente)			P-1 art. 3	B-3 art. 20	01-282 art. 560	CA-24-175	CA-24-085 art. 45	P12.2 art. 7	P-12-2, art. 21	Remarques
		Dates (Début ou 1 journée)	Date (Jusqu'au)		Marchandises	Aliments et boissons non alcooliques	Boissons alcooliques	Consommation d'alcool	Bruit	Affichage domaine privé	Affichage domaine public	Échantillons	Peinture sur chaussée	Affichage sur lampadaire	
BBQ au Mont Royal pour la rentrée scolaire	Association Étudiante de l'École de Technologie Supérieure	6 septembre	6 septembre	Parc du Mont-Royal, secteur Piedmont	N/A	6 septembre	N/A	N/A	6 septembre 15h à 21h	N/A	6 septembre	N/A	N/A	N/A	Ratification : événement passé
Projet panasonic	PQDS	7 septembre	27 septembre	Place des Festivals	N/A	N/A	N/A	N/A	7 au 22 septembre 10 à 23h	N/A	7 au 22 septembre	N/A	N/A	N/A	Ratification : événement passé
Pastilles IN SITU	Montreal en histoires	12 septembre	8 décembre	Pastille localisée : au niveau de l'esplanade, du côté sud-est, près de l'escalier qui descend au niveau de la rue St-Urbain, l'esplanade, côté nord-ouest, sur l'espace nommé Chemin de la reine, devant le lobby de la Maison Symphonique; l'esplanade, entre le plan d'eau et la salle Wilfrid-Pelletier; devant le 84, rue Ste-Catherine Ouest (TMM); sur le trottoir devant l'entrée côté rue Balmoral (1435 Bleury); 1501 rue de Bleury, pastille est localisée sur le trottoir devant l'entrée côté rue Balmoral; devant l'entrée du CEGEP du Vieux-Montréal. Bâtiment voisin de la Maison-Théâtre entre le trottoir et les marches menant au CEGEP; 475, boul de Maisonneuve Est (pastille est localisée sur le trottoir de la rue Berri, au nord de la Grande Bibliothèque, à la hauteur de l'espace gazonné, entre le jardin et la rue Ontario); Parc Lafontaine, rue Sherbrooke, devant le monument de M SH La Fontaine au 1210 rue Sherbrooke Est.	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	Oui	N/A	Oui	N/A	Il s'agit de pastilles auto-collante installées sur le trottoir
Cross-country McGill	Université McGill - Service des Sports	16 septembre	16 septembre	Parc du Mont-Royal, secteur Piedmont et chemin Olmsted	N/A	N/A	N/A	N/A	16 septembre 9h à 14h	N/A	16 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A
Le Chant de l'Arbre	PQDS	18 septembre	25 septembre	Esplanade Tranquille, rue Ste-Catherine entre St-Urbain et St-Laurent	N/A	N/A	N/A	N/A	18 au 25 septembre 10h à 23h	18 au 25 septembre	18 au 25 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A
Pop up 35e anniversaire	Fondation Dans la rue	20 septembre	21 septembre	rue Ste-Catherine ouest entre de Bleury et St-Urbain	N/A	Oui	N/A	N/A	Oui	N/A	Oui	N/A	N/A	N/A	rue piétonne
Journée nationale de l'arbre	Arbres Canada	20 septembre	20 septembre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	20 septembre 14h30 à 19h	N/A	20 septembre	N/A	N/A	N/A	N/A

Marathon Beneva de Montréal	Courons Montréal	22 septembre	24 septembre	<p>Journée Jeunesse Active Parc Maisonneuve</p> <p>10 KM</p> <p>Rosemont – La Petite-Patrie : Stationnement de l'Espace pour la Vie (Jardin Botanique, Insectarium et Parc Maisonneuve), Sherbrooke entre Pie-IX et Viau, Rosemont entre 28e Ave et Viau, Viau entre Rosemont et Bellechasse, Bellechasse entre Viau et 31e Ave, 31e entre Bellechasse et Beaubien, Beaubien entre 31e Ave et 35e Ave, 35e Ave entre Beaubien et Bellechasse, Rosemont entre Viau et 44e Ave, 43e Ave entre Rosemont et St-Zotique, Beaubien entre 44e Ave et 41e Ave, 41e Ave entre Beaubien et St-Zotique, St-Zotique entre 41e Ave et 44 Ave, 44e Ave entre Beaubien et Rosemont, Viau entre Rosemont et Sherbrooke, Sherbrooke entre Viau et l'entrée du Parc Maisonneuve.</p> <p>Mercier - Hochelaga-Maisonneuve : Sherbrooke entre Pie-IX et Viau</p> <p>Espace pour la vie : Jardin botanique de Montréal</p> <p>42,2 KM et 21,1 KM</p> <p>Ville-Marie : Parc Jean-Drapeau, pont de la Concorde entre le parc Jean-Drapeau et Pierre-Dupuy, Pierre-Dupuy entre pont de la Concorde et Chemin des Moulins, Chemin des Moulins entre Pierre-Dupuy et Riverside, Riverside entre Chemin des Moulins et Mill, Mill entre Riverside et De la Commune, De la Commune entre Mill et McGill, McGill entre de la Commune et Notre Dame O., Notre-Dame O. entre McGill et St-Laurent, Notre-Dame E. entre St-Laurent et Montcalm, Montcalm entre Notre-Dame E. et St-Antoine, St-Antoine entre Montcalm et Atateken, Atateken entre St-Antoine et Ste-Catherine, Ste-Catherine entre Atateken et Berri et Berri entre Ste-Catherine et Sherbrooke.</p> <p>Plateau Mont-Royal : Berri entre Sherbrooke et Cherrier, Cherrier entre Berri et du Parc Lafontaine, du Parc Lafontaine entre Cherrier et Rachel, Rachel entre de la Roche et de Lanaudière, de Lanaudière entre Rachel et Gilford, Gilford entre de Lanaudière et Garnier, Garnier entre Gilford et St-Joseph, St-Joseph entre Garnier et Iberville, St-Joseph entre St-Denis et Iberville, St-Laurent entre St-Joseph et de l'Arcade, St-Hubert entre des Carrières et de l'Arcade, St-Grégoire entre St-Hubert et St-Denis, St-Denis entre St-Grégoire et St-Joseph, De Lorimier entre St-Joseph et Gilford.</p> <p>Rosemont – La Petite-Patrie : St-Laurent entre Van Horn et Jean-Talon II Beaubien entre St-Laurent et St-Denis, St-Denis entre Beaubien et St-Zotique, Beaubien entre St-Denis et St-Hubert et St-Hubert entre Beaubien et des Carrières II St-Joseph entre D'Iberville et 16e Avenue, 16e Avenue entre St-Joseph et Masson, Masson entre 16e Avenue et 18e Avenue, 18e Avenue entre Masson et Rosemont, Rosemont entre 18e Avenue et Viau, Viau entre Rosemont et Sherbrooke, Sherbrooke entre Viau et Parc Maisonneuve et Parc Maisonneuve.</p> <p>Villeray – St-Michel - Parc-Extension : St-Laurent entre Jean-Talon et Crémazie.</p> <p>Ahuntsic – Cartierville : St-Laurent entre Crémazie et Somerville, Somerville entre St-Laurent et Berri, Parc Stanley entre Berri et St-Charles, Parc Stanley entre Berri et St-Charles, Parc Stanley entre Durham et St-Charles, St-Charles entre Parc Stanley et G0uin, G0uin entre St-Charles et Durham, Basile-Routhier entre G0uin et Park Stanley, de Florence entre Somerville et G0uin, G0uin entre de Florence et St-Laurent.</p>	22 au 24 septembre	N/A	N/A	N/A	<p>22 septembre de 9h00 à 17h00</p> <p>23 septembre de 6h30 à 14h00</p> <p>24 septembre de 8h00 à 16h00</p>	22 au 24 septembre	22 au 24 septembre	N/A	22 au 24 septembre	22 au 24 septembre	N/A
FIL	Festival International de Littérature	22 septembre	24 septembre	Ahuntsic-Cartierville, Plateau-Mont-Royal, Outremont, Verdun, Ville-Marie, Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension	N/A	N/A	N/A	N/A	22 au 24 septembre 7h à 23h00	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	N/A
Parade militaire du Régiment Donnacona	Forces armées Canadiennes	23 septembre	23 septembre	rue Notre-Dame, entre Place d'Armes et Gosford	N/A	N/A	N/A	N/A	Oui	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Fête du Quartier	PQDS	29 septembre	2 octobre	Eplanade Tranquille	30 septembre 10h à 18h	N/A	N/A	N/A	30 septembre 10h à 18h	30 septembre	30 septembre	30 septembre	N/A	N/A	N/A
Rallye en couleur	Groupe NOVA HEC Montréal	1 octobre	1 octobre	Parc du Mont-Royal, secteur du lac-au-castor	N/A	N/A	N/A	N/A	1er octobre 8h à 19h	N/A	1er octobre	N/A	N/A	N/A	N/A
Roulons pour vaincre le diabète juvénile	FRDJ	3 octobre	6 octobre	Place du Canada	N/A	N/A	N/A	N/A	5 octobre 8h à 17h30	N/A	5 octobre	N/A	N/A	N/A	N/A
GMAA-Cross Country Run	RSEQ-Greater Montreal Athletic Association	5 octobre	5 octobre	Parc du Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	5 octobre 8h à 16h	N/A	5 octobre	N/A	N/A	N/A	N/A

FNC	FNC	5 octobre	15 octobre	Ville-Marie, Plateau-Mont-Royal	N/A	N/A	N/A	N/A	5 au 15 octobre 7h à 23h	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	5 au 15 octobre	N/A
-----	-----	-----------	------------	---------------------------------	-----	-----	-----	-----	-----------------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1237883018

Unité administrative responsable : *Arrondissement Ville-Marie, Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social, Direction*

Projet : Approuver des initiatives culturelles, autoriser l'occupation du domaine public et édicter les ordonnances du 6 septembre au 8 décembre 2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<p><i>14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.</i></p> <p><i>15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.</i></p>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
<p><i>14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.</i></p> <p><i>15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.</i></p>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 		x	
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		x	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 		x	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1235907010

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7e partie A) et édicter les ordonnances

D'autoriser l'occupation du domaine public pour la tenue des événements identifiés dans le document intitulé « Programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7^{ième} partie, A) », et ce, sur les sites qui y sont décrits et selon les horaires spécifiés;
D'édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), l'ordonnance C-4.1, o. xx permettant d'effectuer la fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des programmations diverses identifiées;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3, article 20), l'ordonnance B-3, o. xx permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, article 560) l'ordonnance 01-282, o. xx permettant d'installer et de maintenir des bannières promotionnelles, des structures scéniques, des colonnes d'affichage et des panneaux de stationnement identifiées à l'événement, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., c. P-1, article 8), l'ordonnance P-1, o. xx permettant la vente d'objets promotionnels, d'aliments, des boissons alcooliques ou non ainsi que la consommation de ces boissons, selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain (R.R.V.M., c. P-12-2, article 7), l'ordonnance P-12-2, o. xx permettant de dessiner des graffitis, dessins, peintures et gravures sur les arbres, ou les murs, clôtures, poteaux, trottoirs, chaussées ou autres constructions semblables selon les sites, dates et horaires des événements identifiés;

D'édicter, en vertu du Règlement sur le civisme, le respect et la propreté de

l'arrondissement de Ville-Marie (CA-24-085, articles 29 et 45), l'ordonnance CA-24-085, o. xx permettant de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain et de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements selon les sites, dates et horaires des événements identifiés, dans des kiosques aménagés à cet effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-30 16:16

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1235907010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7e partie A) et édicter les ordonnances

CONTENU

CONTEXTE

Les conseils d'arrondissement peuvent autoriser la tenue de programmations diverses ayant lieu sur le domaine public de leur territoire respectif et, à cette fin, déroger à la réglementation municipale (Règlement sur l'occupation du domaine public (R.R.V.M. c. O-0.1)). À cet effet, nous présentons le septième dossier comportant divers événements ayant lieu sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie pour l'année 2023 et nous demandons l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public selon les dates et les heures indiquées pour les programmations identifiées en annexe et déroger aux règlements suivants :

Pour les dérogations, voici les règlements concernés :

- Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);
- Règlement sur le bruit, R.R.V.M., chapitre B-3, article 20;
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8;
- Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public (R.R.V.M., P-12.2, article 7), l'ordonnance P-12.2, permettant la peinture sur la chaussée;
- Règlement sur le respect, le civisme et la propreté (CA-24-085), articles 29 et 45;
- Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), article 560,

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 1235907008 / CA23 240271 adoptée le 4 juillet - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 6e partie A) et édicter les ordonnances
- 1235907007 / CA23 240215 adoptée le 6 juin - Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 5e partie A) et édicter les ordonnances

DESCRIPTION

De nombreuses programmations se réalisent dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les événements sont de différentes catégories, ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, de collecte de fonds, civique, commémorative ou festive. L'occupation du domaine public peut se réaliser de différentes façons : occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou plusieurs

rues, d'un circuit; ou bien d'une combinaison (telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue). Les programmations concernées sont d'envergure locale.

Les programmations en annexe ont été ou seront soumises pour avis aux différents services, directions et intervenants pour approbation des mesures de sécurité et des plans d'installations. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et les encadrements administratifs d'usage. De plus, une « Autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs lorsque l'avenant d'assurance responsabilité civile sera remis.

JUSTIFICATION

Ils contribuent à l'épanouissement de la population en permettant aux citoyens de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous. Afin de les réaliser, plusieurs autorisations sont nécessaires, par exemple : le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles et ainsi permet aux citoyens de se familiariser avec les autres cultures; la vente d'aliments et d'articles promotionnels permet aux organismes d'autofinancer les événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts reliés aux services requis par la Ville pour le soutien à la réalisation des activités sont assumés à même les budgets de fonctionnement des services et des directions concernés.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Plus précisément, ce soutien suit l'orientation *Stimuler l'innovation et la créativité*.

Le déploiement d'initiatives culturelles contribue à deux priorités du plan stratégique Montréal 2030 :

La priorité n^o 14 : *Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*

La priorité n^o 15 : *Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Chacune des activités faisant l'objet de la présente programmation relève de l'agente de développement qui consulte et coordonne auprès des divers services municipaux impliqués (ex. Services d'urgences, Direction des travaux publics, etc.) afin d'en minimiser les impacts auprès de la population.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les mesures sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19 ayant été levées, il n'y a aucun impact en ce qui concerne la tenue des événements. Si la situation change, les activités diverses pourront être adaptées en fonction des recommandations émises par l'Institut national de santé publique du Québec et la Direction régionale de santé publique.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les ordonnances seront publiées dans les journaux. Transmission de la résolution et des ordonnances au SPVM et au SSIM par la Direction des services administratifs et du greffe.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation des activités.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 776-7375

Télécop. : 514 868-3292

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Roseline RICO
chef(fe) de division - culture et bibliothèque
en arrondissement

Tél : 514-868-4021

Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gina TREMBLAY
Directrice - Culture et Bibliothèque

Tél : 514 872-0831

Approuvé le : 2023-08-29

Dossier # : 1235907010

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division de la culture et des bibliothèques

Objet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7e partie A) et édicter les ordonnances



Annexe1 _12 septembre_2023.xls 01-282, o. XXX_ Saison 2023 7ième partie A.doc



B-3, o. XXX Saison 2023 7ième partie A.doc C-4.1, o. XXX saison 2023 7ième partie A.doc



CA-24-085 - Art 45 - Échantillons.doc GDD 1235907010_grille_analyse_montreal_2030.pdf



P.12_Règl sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain.doc



P-1, o. XXX Saison 2023_7ième partie A.doc

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève LEDOUX
Agente de développement
Projets, promotions et événements spéciaux

Tél : 514 776-7375

Télécop. : 514 868-3292

01-282, o. XXX Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2023, 7ième partie, A)

Vu l'article 560 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. L'installation de fanions, de l'affichage promotionnel ou des bannières destinées à cette fin, sur le domaine public, à l'aide d'ancrage sur des bâtiments, sur des structures d'échafaudage, des monolithes ou des tentes ou en structure autoportante sont permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 dans la semaine précédent le début de l'événement et tout au long de sa durée.

L'ancrage de bannières sur les bâtiments doit faire l'objet d'un croquis et d'un permis d'occupation du domaine public à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité et répondre aux normes en vigueur.

Les bannières ainsi que les fanions doivent être faits d'un matériau résistant au feu ou ignifugé.

3. Les organisateurs des événements sont responsables des dommages ou réclamations pouvant résulter de l'installation, du maintien et de l'enlèvement de ces bannières.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 12359070010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Journal de Montréal le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

B-3, o. XXX Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2023, 7ième partie, A)

Vu l'article 20 du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., chapitre B-3);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1.
2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.
3. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 75 dBA et 90 dBC, LAeq 1 minutes, mesuré à 5 mètres des appareils sonores installés sur les sites identifiés en annexe.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée, sauf à des fins de sécurité.

ANNEXE 1
PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2023, 7ième partie A)

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

C-4.1, o. XXX Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2023, 7^{ième} partie, A)

Vu le paragraphe 8 de l'article 3 du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. La fermeture de rues sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).
2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

**CA-24-085, o. XXX Ordonnance relative à la programmation des événements
sur le domaine public (saison 2023, 7^{ième} partie, A)**

Vu aux articles 29 et 45 du *Règlement sur le civisme, le respect et la propreté (CA-24-085)*;

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de coller, clouer, brocher, ou autrement attacher, insérer ou altérer, quoi que ce soit sur le mobilier urbain.
2. Il est permis de distribuer des échantillons des commanditaires reliés à ces événements sur les sites identifiés en annexe dans des kiosques aménagés à cet effet;

Et, si nécessaire :

3. À cette occasion, il est également permis de distribuer des échantillons à l'éventaire à partir des kiosques identifié sur le site;
4. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon les horaires des événements identifiés en annexe.
5. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le XX septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

P-12-2, o. XXX Ordonnance relative à la tenue programmation diverses sur le domaine public (Saison 2023, 7ième partie, A)

Vu l'article 7 du *Règlement sur la propreté et sur la protection du domaine public et du mobilier urbain* (R.R.V.M., c. P-12-2);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

1. De la peinture sur chaussée est exceptionnellement permise sur les sites, dates et horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. XXX édictée en vertu du *Règlement sur le bruit* (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'organisateur d'un événement autorisé sur les sites, heures et lieux d'un événement préalablement autorisé conformément à l'article 1 doit, en tout temps pendant et sur le site de cet événement, être en mesure de produire l'autorisation écrite du directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

3. Durant l'exécution des travaux de peinture :

1° une allée de circulation d'au moins 60 cm sur le trottoir doit être maintenue à la disposition des piétons;

2° la peinture ne doit pas empiéter sur un signal de circulation comme une ligne, une marque ou un signe au sol.

4. Les organisateurs de cet événement sont responsables de l'application de la présente ordonnance

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

P-1, o. XXX Ordonnance relative à la programmation des événements sur le domaine public (saison 2023, 7^{ième} partie, A)

Vu l'article 8 du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., chapitre P-1);

À sa séance du 2023, 12 septembre le conseil d'arrondissement décrète :

1. Il est permis de vendre de la nourriture et des boissons non alcoolisées, ainsi que de consommer ces boissons, sur les sites et selon les horaires des événements identifiés à l'annexe 1 de l'ordonnance B-3, o. 613 édictée en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., c. B-3).

2. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29) ou tout règlement adopté en vertu de celle-ci.

3. La nourriture et les boissons doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, seulement sur les sites auxquels réfère l'annexe 1.

Les matières résiduelles recyclables doivent être récupérées.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le xx septembre 2023, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l'Arrondissement.

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2023, 7ième partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement												
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	Dégagements												
				O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propreté (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propreté (Échantillons)	P-12.2 art.7 Propreté et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations	
						Marchandise	Aliment et boisson non- alcooliques	Boissons alcooliques								
Prolongation - Mobilier de détente	SDC Montréal CentreVille	En continu jusqu'à la fin octobre	Square Philips + Square Dorchester	x												R
Concert de L'Orchestre Métropolitain	SDC Montréal CentreVille	7-Sep	Square Philips	x						x						N-A-MA
Tournoi d'hockey de rue	Maison du père	19 septembre (remis au 20 en cas de pluie)	Rue-Sainte-Catherine (entre St-Hubert et Labelle)	x	x		x			x						N-A-MA
Rencontres citoyennes	DCSLDS	15, 16 et 21 septembre	Square Cabot	x	x		x			x	x	x	x	x		N-A-MA
LaF	Arrondissement de Ville-Marie	jeudi 14 septembre 2023	Parc des Faubourgs	x			x			x						N-A-GA
Fête de quartier	Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent	13 septembre (remis au 14 septembre en cas de pluie)	Parc Saint-Jacques	x			x			x						N-A-PA
Fête des récoltes	Sentier Urbain	20-Sep	Walter-Stuart	x		x	x			x						R-A-PA
Dîner pour redonner	Dans la Rue	20-Sep	Square Dorchester + Metcalf	x	x		x			x	x					N-PA-MA
Journée des employés	Syndicat des employés du CHUM	26-Sep	De La Gauchetière, entre Sanguinet et Sainte-Élizabéth	x	x		x			x						R-A-MA
Coucou Case	CRE Montréal	26 septembre au 3 octobre	Médéric-Martin	x			x					x		x		N-FA-PA
Forum Repenser Chinatown	Fondation Jia	30-Sep	Place Sun Yat Sen	x						x	x					N-A-MA
Écolab x When is Now : Mobilisation par la création	SAT	30-Sep	Place de la Paix	x			x			x				x		N-A-PA
Inauguration	DCSLDS	samedi 14 octobre 2023	Parc Olivier-Robert	x			x			x						N-A-MA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2023, 7ième partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement													
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	Dégagements													
				O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, propriété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, propriété (Échantillons)	P-12.2 art.7 Propriété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations		
						Marchandise	Aliment et boisson non- alcooliques	Boissons alcooliques									
Activité sociale employé	Action Centre-Ville	vendredi 29 septembre 2023	Parc Toussaint Louverture	x			x										R-A-PA
Dehors est un poème	La poésie partout	lundi 25 septembre 2023	Parc des Faubourgs	x			x										N-A-MA
Borsh de Grâce	Congrès des Ukrainiens Canadiens	1er octobre	Square Viger	x		x	x	x	x	x	x		x				N-A-GA
China National Day Celebration	Jimmy Chan	1er octobre	Parc Sun Yat Sen	x							x	x	x				N-A-PA
Chong Yang Festival	Chambre de commerces chinoise de Montréal	20 au 22 octobre	Rues du Quartier chinois, principalement Clark et la Place Sun Yat Sen	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x		N-A-GA
Semaine québécoise de réductions des déchets	SEASEM	3 octobre au 4 novembre	Walter-Stuart	x		x	x				x						R-A-PA
Fête d'Halloween	Éco-Quartier Sainte- Marie - Saint-Jacques	30 ou 31 octobre	Ruelle l'Échappée Belle, Ruelle de la promenade des arts, Ruelle des Royaux	x	x		x				x						R-A-MA
Brunch musical	Les Survenants	Tous les samedis et dimanches du 16 septembre au 12 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA
Ateliers créatifs	Les Survenants	Chaque lundi du 18 septembre au 13 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA
"Boeuf musical"	Les Survenants	Chaque mardi du 19 septembre au 14 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA
"Prends la parole"	Les Survenants	Chaque mercredi du 20 septembre au 15 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA
"Soirée 5 à 7"	Les Survenants	Chaque jeudi du 21 septembre au 9 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA
"Vue sur la relève"	Les Survenants	Chaque vendredi du 15 septembre au 10 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x							R-A-MA

ANNEXE 1

PROGRAMMATION DIVERSES SUR LE DOMAINE PUBLIC (saison 2023, 7ième partie A)

Événements à autoriser				Conseil d'arrondissement											
Événements	Organismes	Dates jj/mm	Lieu (x)	O-0.1 Occ. dom. public	C-4.1 Circ & Stat	P-1 art. 8 (vente) Paix et ordre sur le domaine public			P-1 art. 3 Consom. d'alcool	B-3 art. 20 Bruit	01-282 art. 560 Urbanisme (enseignes, enseignes publicitaires, marque de commerce, projection artistique, bannières)	CA-24-085 art. 29 Civisme, respect, proprété (Coller, clouer, brocher, attacher sur le mobilier urbain)	CA-24-085 art. 45 Civisme, respect, proprété (Échantillons)	P-12.2 art.7 Proprété et protection du domaine public (Peinture sur chaussée)	Autres informations
						Marchandise	Aliment et boisson non- alcooliques	Boissons alcooliques							
"Matinée familiale et soirée dansante"	Les Survenants	Chaque samedi du 16 septembre au 11 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x					R-A-MA
"Jouons ensemble"	Les Survenants	Chaque dimanche du 17 septembre au 12 novembre	Square Viger	x			x	x	x	x					R-A-MA

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235907010) a été affiché au Bureau d'arrondissement et publié dans _____ le _____, date de son entrée en vigueur.

Légende

R : Récurrent

N : Nouvel événement

A : Amplification

AF : Amplification faible

PA : Petite affluence (moins de 100 personnes)

MA : Moyenne affluence (entre 100 et 500 personnes)

GA : Grande affluence (plus de 500)

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1235907010

Unité administrative responsable : *Division de la culture et des bibliothèques*

Projet : Autoriser la tenue de programmations diverses sur le domaine public (saison 2023, 7ième partie A) et édicter les ordonnances

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son coeur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu?			
14. Mettre de l'avant sous formes d'initiatives culturelles les collaborations diverses entre la Ville, les entreprises, les commerces et les organisations pour faire face aux défis présents et à venir.			
15. L'apport des festivals et événements comme pilier de développement de Montréal est largement démontré et reconnu; ils sont au coeur d'une importante économie autant locale qu'à l'échelle nationale, emploient une masse critique de travailleurs du secteur culturel et sont une vitrine essentielle pour les créateurs et les artistes, pour l'émergence de nouvelles pratiques et de nouveaux contenus artistiques qui trouvent à rayonner internationalement. Les événements et les festivals montréalais sont un important liant social puisqu'ils permettent à des publics divers et variés un accès à une diversité de cultures et d'idées.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carbonneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carbonneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carbonneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
b. Équité			X
<ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 			X
c. Accessibilité universelle			X
<ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1235275005

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification

Niveau décisionnel proposé : Conseil d'arrondissement

Projet : -

Objet : Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance autorisant l'implantation de panneaux d'arrêt obligatoire toutes directions, ainsi qu'une interdiction de faire des manoeuvres de demi-tour, à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André

Édicter en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance:

- ajoutant des panneaux d'arrêt obligatoire aux approches est et ouest de l'intersection des rues de la Commune et Saint-André;
- ajoutant l'interdiction de manoeuvre de demi-tour à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 11:04

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1235275005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance autorisant l'implantation de panneaux d'arrêt obligatoire toutes directions, ainsi qu'une interdiction de faire des manoeuvres de demi-tour, à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André

CONTENU

CONTEXTE

L'ouverture de la rue Atateken entre les rues du Glacis et de la Commune a apporté un flot véhiculaire de transit supplémentaire dans le secteur du Vieux-Montréal et particulièrement sur la rue de la Commune, entre Atateken et Saint-Hubert.
 Suite à la réception d'une demande citoyenne à l'arrondissement, une étude de circulation a été menée dans ce secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

En vertu de l'article 3, paragraphe 3 du règlement C-4.1, il est possible de déterminer la direction des voies de circulation dans l'arrondissement.

«Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:

...

3° déterminer les directions des voies et les manoeuvres obligatoires ou interdites;

...»

Ainsi, il est recommandé d'ajouter un panneau d'arrêt, ainsi qu'une interdiction de faire un demi-tour aux approches est et ouest de l'intersection des rues de la Commune et Saint-André

JUSTIFICATION

La recommandation de l'étude de circulation faite par l'arrondissement de Ville-Marie est d'ajouter des panneaux d'arrêt ainsi que des panneaux indiquant l'interdiction de manoeuvre de demi-tour sur les approches est et ouest de l'intersection des rues de la Commune et Saint-André.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Coûts à défrayer pour la modification des panneaux de signalisation requis selon les taux demandés par la Division de l'entretien, de l'éclairage et de la signalisation de l'Arrondissement (Rosemont-La Petite-Patrie).

MONTREAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sécurisation des manoeuvres à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Pré-signalisation implantée 30 jours avant la mise en service des panneaux d'arrêt

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Édiction de l'ordonnance;
Transmission des ordres de travail ;
Installation d'une présignalisation qui informera les usagers de l'ajout de panneaux d'arrêt, et ce, 30 jours suivant l'installation de la présignalisation ;
Installation de panneaux d'arrêt et d'interdiction de manoeuvre de demi-tour.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BORDELEAU
ingenieur(e)

Tél : 514-240-8977
Télécop. : 514-872-2802

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Annie LAMBERT
Chef de division mobilité et planification des déplacements

Tél : 514 872-1577
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-08-30

Dossier # : 1235275005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Objet :	Édicter, en vertu du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1), une ordonnance autorisant l'implantation de panneaux d'arrêt obligatoire toutes directions, ainsi qu'une interdiction de faire des manoeuvres de demi-tour, à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André



C-4.1, o. XXX de la Commune et Saint-André.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BORDELEAU
ingenieur(e)

Tél : 514-240-8977
Télécop. : 514-872-2802

C-4.1, o. XXX Ordonnance édictant l'implantation de panneaux d'arrêt et d'interdiction de manœuvre de demi-tour à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André aux approches est et ouest.

Vu le paragraphe 3 de l'article 3 du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1);

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d'arrondissement décrète :

- L'implantation de panneaux d'arrêt aux approches est et ouest de l'intersection des rues de la Commune et Saint-André;
- L'interdiction de manœuvres de demi-tour à l'intersection des rues de la Commune et Saint-André.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1235275005) a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2023, date de son entrée en vigueur.



Dossier # : 1233172005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l'incendie de mai 2023

D'édicter, en vertu du Règlement sur les tarifs de l'arrondissement de Ville-Marie - exercice financier 2023 (CA-24-353), une ordonnance afin de réduire totalement le tarif exigible pour l'émission des permis d'occupation temporaire du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l'incendie du mai 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-05 15:00

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1233172005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l'incendie de mai 2023

CONTENU**CONTEXTE**

Le Monastère du Bon Pasteur constitue un ensemble d'immeubles abritant une résidence pour personnes âgées (Résidence Aurélie-Cadotte - 38 unités - aile ouest), une coopérative d'habitation (Coop Sourire à la vie - 27 unités - aile est), un centre de la petite enfance (C.P.E. Tour à tour), des bureaux et une salle de diffusion membre du réseau des Maisons de la culture (Chapelle historique du Bon-Pasteur). Cet ensemble est également complété par des copropriétés (19 unités) situées le long des rues Saint-Norbert et Saint-Dominique. De plus, depuis 2010, la S.H.D.M. est propriétaire d'une partie de l'ensemble, soit le 60-100, rue Sherbrooke Est qui regroupe le centre de diffusion culturelle et les espaces de bureaux (aile Centre).

Les 25 et 26 mai, le Monastère Bon Pasteur a été victime d'un incendie majeur, 27 ménages ont perdu leurs logements ce jour-là et la communauté, active depuis plus de 35 ans, a été fortement ébranlée.

Depuis, la coopérative Sourire à la vie, la Maison Aurélie-Cadotte (un OSBL) et la SHDM ont travaillé de concert avec la Ville, le ministère de la Culture et des Communications et tous les intervenants au dossier pour faire avancer le processus de reconstruction le plus rapidement possible tout en répondant aux exigences de chacune des institutions en présence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Les permis d'occupation ciblés par la gratuité sont ceux émis dans le cadre des interventions liées à l'incendie de mai 2023 et ceux émis aux entrepreneurs effectuant les travaux de reconstruction.

Il est à noter que les autres documents à fournir en vue de l'obtention du permis (planche de signalisation) et les dispositifs de signalisation requis pour les différentes occupations demeureront à la charge des propriétaires.

JUSTIFICATION

Considérant que la mission première de la coopérative est de protéger le droit à un logement abordable et de qualité;
Considérant le classement patrimonial de l'immeuble avec une aire de protection depuis 1983;
Considérant la complexité des travaux de sauvegarde et restauration de l'immeuble;
Considérant que l'incendie est un événement exceptionnel;
Considérant que le bâtiment incendié comprenait une résidence pour personnes âgées (Résidence Aurélie-Cadotte - 38 unités - aile ouest), une coopérative d'habitation (Coop Sourire à la vie - 27 unités - aile est), un centre de la petite enfance (C.P.E. Tour à tour), des bureaux et une salle de diffusion membre du réseau des Maisons de la culture (Chapelle historique du Bon-Pasteur).
Considérant que depuis 2010, la SHDM est propriétaire d'une partie de l'ensemble soit du 60-100, rue Sherbrooke Est.

Il est recommandé:

De suspendre le tarif exigible pour l'émission des permis d'occupation temporaire du domaine public dans le cadre des travaux de sécurisation et de reconstruction du bâtiment.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour la période de mai à juillet 2023 les coûts s'élèvent à près de 170 000\$ et il est difficile de déterminer la valeur totale des occupations puisque la configuration évolue au fur et à mesure que le chantier évolue.

MONTREAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'ordonnance et émission des crédits pour les permis déjà en facturation.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LAMBERT
Cheffe de division mobilité et planification

Tél : 514 220 4813
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-31

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-09-01

Dossier # : 1233172005

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de la mobilité et de la planification

Objet :

Édicter une ordonnance autorisant la gratuité des permis d'occupation temporaire du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l'incendie de mai 2023



1233172005_Ordonnance_Règlement_CA-24-353.docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie LAMBERT
Cheffe de division mobilité et planification

Tél : 514 220 4813

Télécop. :

CA-24-353, o. 1 Ordonnance en vertu du Règlement sur les tarifs – exercice financier 2023 (CA-24-353) afin d’autoriser la gratuité des permis d’occupation du domaine public au 52-120 rue Sherbrooke Est dans le cadre des travaux liés à l’incendie de Mai 2023

Vu l’article 145 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l’article 73 du *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023)* (CA-24-353));

À sa séance du 12 septembre 2023, le conseil d’arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. La suspension totale des tarifs exigibles pour l’émission des permis d’occupation temporaire du domaine public dans le cadre des travaux de sécurisation et de reconstruction du bâtiment situé au 52-120 rue Sherbrooke Est.

Un avis relatif à cette ordonnance (dossier 1233172005) a été affiché au Bureau d’arrondissement et publié dans le Devoir le XXXXXXXX, date de son entrée en vigueur, ainsi que sur le site Internet de l’Arrondissement.



Dossier # : 1235289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise pour le bâtiment projeté au 621, rue Notre-Dame Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

D'accorder une dérogation mineure notamment aux articles 522 et 532 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise pour le bâtiment situé au 621, rue Notre-Dame Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:18

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1235289001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise pour le bâtiment projeté au 621, rue Notre-Dame Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures

CONTENU

CONTEXTE

L'Hôtel Hyatt, nouvellement construit, propose l'installation d'enseignes sur la marquise de l'entrée principale. Une demande de certificat d'autorisation d'enseignes a été déposée, mais les enseignes sont non-conformes à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*. Une dérogation mineure peut être autorisée afin de rendre conformes ces enseignes. Une autorisation en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel du Québec est également requise.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240345 – 14 septembre 2021 – Adopter une résolution, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), autorisant un café-terrasse sur le toit du deuxième étage de l'agrandissement du bâtiment situé au 700, rue Saint-Antoine Est - Gare Viger (1217303004).

DESCRIPTION

Le site

La demande concerne l'Hôtel Hyatt Centric se retrouvant sur le site de l'ancienne gare Viger, dans la portion sud de l'îlot faisant face à la rue Notre-Dame ainsi que les rues Saint-Hubert et Berri. Le bâtiment concerné se situe dans le Site patrimonial déclaré de Montréal et dans l'unité de paysage Faubourg Québec.

L'entrée principale se situe du côté de la rue Notre-Dame Est et celle-ci comporte une marquise sur laquelle sont installées les 2 enseignes.

Le projet

La demande vise l'installation de 2 enseignes sur marquises en façade de l'Hôtel Hyatt donnant sur la rue Notre-Dame Est. Chaque enseigne est composée d'un ensemble de 12 lettres lumineuses de type channel de couleur blanche apposées sur un panneau en aluminium noir et indiquant le nom « HYATT CENTRIC ». La première enseigne faisant face à la rue Notre-Dame Est, est d'une superficie de 2,77 m² alors que la seconde enseigne faisant face à la rue Berri est de 3,20 m².

Le cadre réglementaire

La proposition d'enseignes sur marquise déroge à certaines dispositions du *Règlement d'urbanisme 01-282*, soit l'article 522 qui prévoit qu'une enseigne à l'extérieur d'un bâtiment situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal, ne doit pas comporter de source lumineuse.

La proposition d'enseignes sur marquise déroge également à l'article 532 qui prévoit que dans le site patrimonial déclaré de Montréal, seuls les types d'enseignes à plat, sur vitrage, en saillie de type potence et sur auvent sont autorisés. Les enseignes sur marquises ne font pas partie de cette liste.

Ces dispositions peuvent faire l'objet d'une demande de dérogation mineure si elles respectent les conditions de l'article 3 du *Règlement sur les dérogations mineures*.

JUSTIFICATION

La demande d'enseignes sur marquise respecte les conditions d'obtention d'une dérogation mineure. À cet effet, l'application des dispositions des articles 522 et 532 du *Règlement d'urbanisme 01-282* aurait pour effet de causer un préjudice au demandeur puisque celles-ci ne permettraient pas un affichage adéquatement visible pour les usagers de l'hôtel. En effet, l'application de ces articles ne permettrait pas d'enseigne de source lumineuse et d'enseigne sur marquise puisque le bâtiment se situe dans le Vieux-Montréal.

Il faut rappeler que l'ajout d'une marquise a été vu par le CCU lors de la présentation d'une version préalable du projet global et faisait suite à une condition du comité consultatif d'urbanisme demandant de marquer davantage l'entrée de la rue Notre-Dame Est. Or, la configuration particulière de l'entrée principale qui est en recul et permet la construction d'une passerelle donnant un accès public à la cour, commande l'installation d'enseignes en projection. De ce fait, l'utilisation de la marquise pour ce faire est parfaitement indiquée.

L'autorisation de cette dérogation mineure permet d'éviter que les enseignes soient installées directement sur la façade qui est en grande partie vitrée au rez-de-chaussée. De plus, une telle installation alourdirait la façade et pourrait causer des dommages à son revêtement en raison du percement des murs pour l'ancrage des supports.

Concernant la luminosité des enseignes, la proposition aidera les usagers à repérer facilement l'entrée de l'hôtel le soir. Par ailleurs, les enseignes proposées ne causeront aucun préjudice aux voisins puisque l'entrée se situe à bonne distance de ceux-ci.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant l'adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de la résolution par le conseil d'arrondissement du 12 septembre 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629
Télécop. : 514 868-4912

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1235289001

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Accorder une dérogation mineure relativement à l'installation de deux enseignes de source lumineuse sur marquise pour le bâtiment projeté au 621, rue Notre-Dame Est, conformément au Règlement sur les dérogations mineures



1235289001_Grille d'analyse Montréal 2030_BC_2023-09-12 (1).pdf



PV CCU - 2023-08-23 - DM - 3003257456.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Billy CHÉRUBIN
Agent de recherche

Tél : 514 872-7629

Télécop. : 514 868-4912


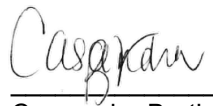
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003257456

4.4.2

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	621, rue Notre-Dame Est
Responsable :	Billy Chérubin
Description :	<p>La demande concerne l'Hôtel Hyatt Centric se retrouvant sur le site de l'ancienne gare Viger, dans la portion sud de l'îlot faisant face à la rue Notre-Dame ainsi que les rues St-Hubert et Berri. L'entrée principale se situe du côté de la rue Notre-Dame Est et celle-ci comporte une marquise sur laquelle sont installées deux nouvelles enseignes.</p> <p>Chaque enseigne est composée d'un ensemble de 12 lettres lumineuses de type channel de couleur blanche apposées sur un panneau en aluminium noir et indiquant le nom "HYATT CENTRIC". La première enseigne faisant face à la rue Notre-Dame Est, est d'une superficie de 2,77 m² alors que la seconde enseigne faisant face à la rue Berri est de 3,20 m². Une petite plaque d'une dimension de 0,227 m² indiquant "HYATT CENTRIC VILLE-MARIE MONTRÉAL" est également installée sur le côté de la porte d'entrée.</p> <p>La proposition d'enseignes sur marquise déroge à certaines dispositions du <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i>, soit l'article 522 qui prévoit qu'une enseigne à l'extérieur d'un bâtiment situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal, ne doit pas comporter de source lumineuse.</p> <p>La proposition d'enseignes sur marquise déroge également à l'article 532 qui prévoit que dans le site patrimonial déclaré de Montréal, seuls les types d'enseignes à plat, sur vitrage, en saillie de type potence et sur auvent sont autorisés. Les enseignes sur marquises ne font pas partie de cette liste.</p> <p>La proposition d'ajout d'une plaque sur le côté de la porte déroge à l'article 501 qui prévoit qu'une enseigne à plat en façade soit installée dans la partie de façade située à une hauteur comprise entre une porte de la façade du rez-de-chaussée et les allèges des fenêtres de l'étage immédiatement supérieur à celle-ci.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré de Montréal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.

Remarque importante :	À la séance du 11 mai 2017, le CCU a émis un avis favorable avec conditions à la demande de surhauteur, notamment celle de marquer davantage l'entrée de la rue Notre-Dame, afin de bien exprimer, dans la hiérarchie des façades, son importance.
Considérant que :	Les enseignes proposées sur marquise contribuent positivement à l'apparence du bâtiment et marquent de façon adéquate l'entrée.
Considérant que :	La marquise de l'entrée principale est utile pour les usagers de l'hôtel et que l'ajout d'enseignes sur celle-ci est justifiable pour repérer cette entrée.
Considérant que :	La demande d'enseignes sur marquise répond aux conditions permettant d'accorder une dérogation mineure, dont le respect des objectifs du Plan d'urbanisme.
Considérant que :	La demande d'ajout d'une plaque sur le côté de la porte ne répond pas aux conditions permettant d'accorder une dérogation mineure.
<p>Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retirer la plaque de 0,227 m² sur le côté de la porte. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : [1235289001]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]

Projet : [Enseignes lumineuses sur marquise - Hotel Hyatt Centric]

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>[19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.</i> <i>20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.]</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>[19. Privilégier un affichage sécuritaire et intégré à l'architecture du bâtiment permettant d'identifier facilement l'entrée principale.</i> <i>20. Contribution au rayonnement de Montréal et à l'attrait du Vieux-Montréal en permettant l'installation d'enseignes de qualité pour un nouvel hôtel dans un site stratégique et historique soit celui de l'ancienne Gare Viger.]</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			x
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	x		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	x		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1239276004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le bâtiment situé au 3740, rue McTavish, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA 24-008)

1. D'accorder, pour le bâtiment situé au 3740, McTavish, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (CA-24-008), l'autorisation :
 - a. de déroger notamment aux articles 58, paragraphe 2, et 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation;
 - b. de réaliser une opération cadastrale conformément au plan d'implantation réalisés par Arseneault, arpenteurs-géomètres et estampillés par l'arrondissement de Ville-Marie le 25 août 2023;

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:18

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1239276004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le bâtiment situé au 3740, rue McTavish, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA 24-008)

CONTENU

CONTEXTE

La demande vise à autoriser une demande de dérogation mineure relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation au 3740, rue McTavish, soit l'annexe de la maison Duggan.

Cette demande est liée au projet de *Trafalgar School for girls* , une école secondaire privée anglophone pour filles, d'agrandir et de réhabiliter le Purvis Hall et ses annexes. Dans le cadre de ce projet, l'Université McGill doit diviser, par opération cadastrale, le Purvis Hall et ses annexes de ses autres propriétés. Cette opération cadastrale entraîne une dérogation à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le 3740, rue McTavish.

Puisqu'aucune opération cadastrale ne peut entraîner la création d'une dérogation, une dérogation mineure doit précéder l'opération cadastrale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA22 240375 – 11 octobre 2022 – Adopter une résolution autorisant l'agrandissement et la transformation des bâtiments situés aux 1020, avenue des Pins et 3715, rue Peel, afin d'y aménager une école secondaire (*Trafalgar School for girls*), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) (1219276002)

DESCRIPTION

Le site

Le 3740, rue McTavish correspond à l'annexe de la maison Duggan. La maison Duggan est un manoir de style néo-gothique construit en 1862. Son dernier propriétaire, George Herrick Duggan, a fait le don de sa maison à McGill en 1944. Depuis 1978, le Purvis Hall est relié à la maison Duggan située à l'est sur l'avenue des Pins, par un passage extérieur aérien.

La maison Duggan se trouve dans le talus du mont Royal. Le site présente donc une topographie importante et la maison Duggan et son annexe se trouvent sur un plateau. Ce

secteur du campus de McGill compte plusieurs anciennes résidences du Square Mile avec leurs dépendances, notamment du côté ouest de la rue Peel. Le site est localisé dans les limites de l'unité de paysage Grande propriété institutionnelle et du site patrimonial déclaré et cité du Mont-Royal.

Le projet

Le projet de l'école de la Trafalgar School for girls vise l'agrandissement et la réhabilitation du Purvis Hall et de ses annexes. Ce projet nécessite de diviser le Purvis Hall et ses annexes des autres propriétés de l'université McGill par une opération cadastrale. Afin d'autoriser cette opération, une dérogation à la marge latérale fixée par le mode d'implantation est nécessaire pour le 3740, rue McTavish. Plus précisément, la marge latérale du 3740, rue McTavish serait désormais à 0 m plutôt qu'à 3 m tel que dicté par le Règlement d'urbanisme 01-282.

Le cadre réglementaire

- Le paragraphe 2 de l'article 58 du Règlement d'urbanisme (01-282) prévoit que, dans un secteur où le mode d'implantation est en règle d'insertion, «lorsque sur le même côté d'îlot, un terrain adjacent est occupé par un bâtiment principal qui n'est pas construit jusqu'à la limite latérale du terrain, le bâtiment doit respecter, de ce côté, un dégagement conforme aux dispositions sur les marges latérales.»
- L'article 81 du Règlement d'urbanisme (01-282) prévoit que les marges d'un mur latéral dans un secteur où la limite de hauteur en mètres maximale est de 23 m, la marge latérale en mètre doit être de 3 m.
- Le paragraphe 4° de l'article 15 de Règlement sur les opérations cadastrales (O-1) précise que «aucune opération cadastrale ne doit avoir pour effet de : (...) modifier la superficie ou les dimensions d'un terrain déjà bâti, si cette modification accentue une dérogation aux règlements de construction et d'urbanisme.».
- Le paragraphe 8° de l'article 2 du Règlement sur les dérogations mineures (24-008) prévoit que les marges peuvent faire l'objet d'une dérogation mineure.

La demande de dérogation mineure respecte les objectifs du Plan d'urbanisme.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de dérogation mineure.

En effet, le projet présente les caractéristiques suivantes:

- la dérogation mineure, en visant à régulariser le mode d'insertion et la marge latérale déjà présente sur le site, n'a aucun impact visuel sur le site;
- la dérogation mineure contribue à la réhabilitation et la préservation de la maison voisine, le Purvis Hall.

Considérant que la demande respecte les dispositions du Règlement sur les dérogations mineures (24-008) et les objectifs et les critères du Règlement d'urbanisme (01-282) et le Règlement sur les opérations cadastrales (O-1);

Considérant que la demande contribue à la réhabilitation et la préservation du bâtiment voisin, le Purvis Hall;

Considérant que la demande n'a pas d'impact visuel sur le site.

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande sans condition.

Le projet a reçu un avis favorable des membres du comité consultatif d'urbanisme lors d'une présentation le 23 août 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en ce qui concerne l'aménagement de quartier et le rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Publication d'un avis dans le journal : 26 août 2023

Conseil d'arrondissement : 12 septembre 2023 - Adoption

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
conseiller(ere) en aménagement

Tél : 514-872-0000

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :

438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1239276004

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet : Accorder une dérogation mineure relativement à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le bâtiment situé au 3740, rue McTavish, conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA 24-008)



PV CCU - 2023-08-23 - DM - 3003271562.pdf



1239276004 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

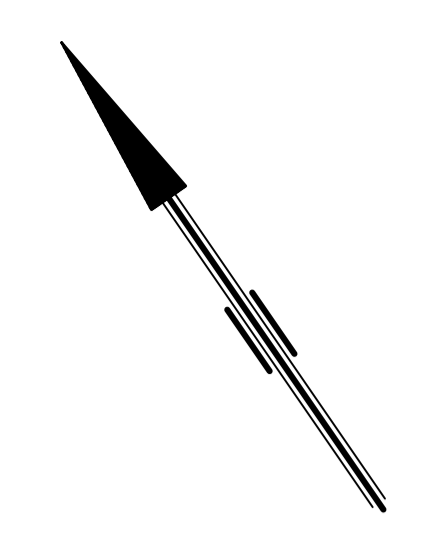


1239276004-PlanEstampille-3470McTavish-28082023.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
conseiller(ere) en aménagement

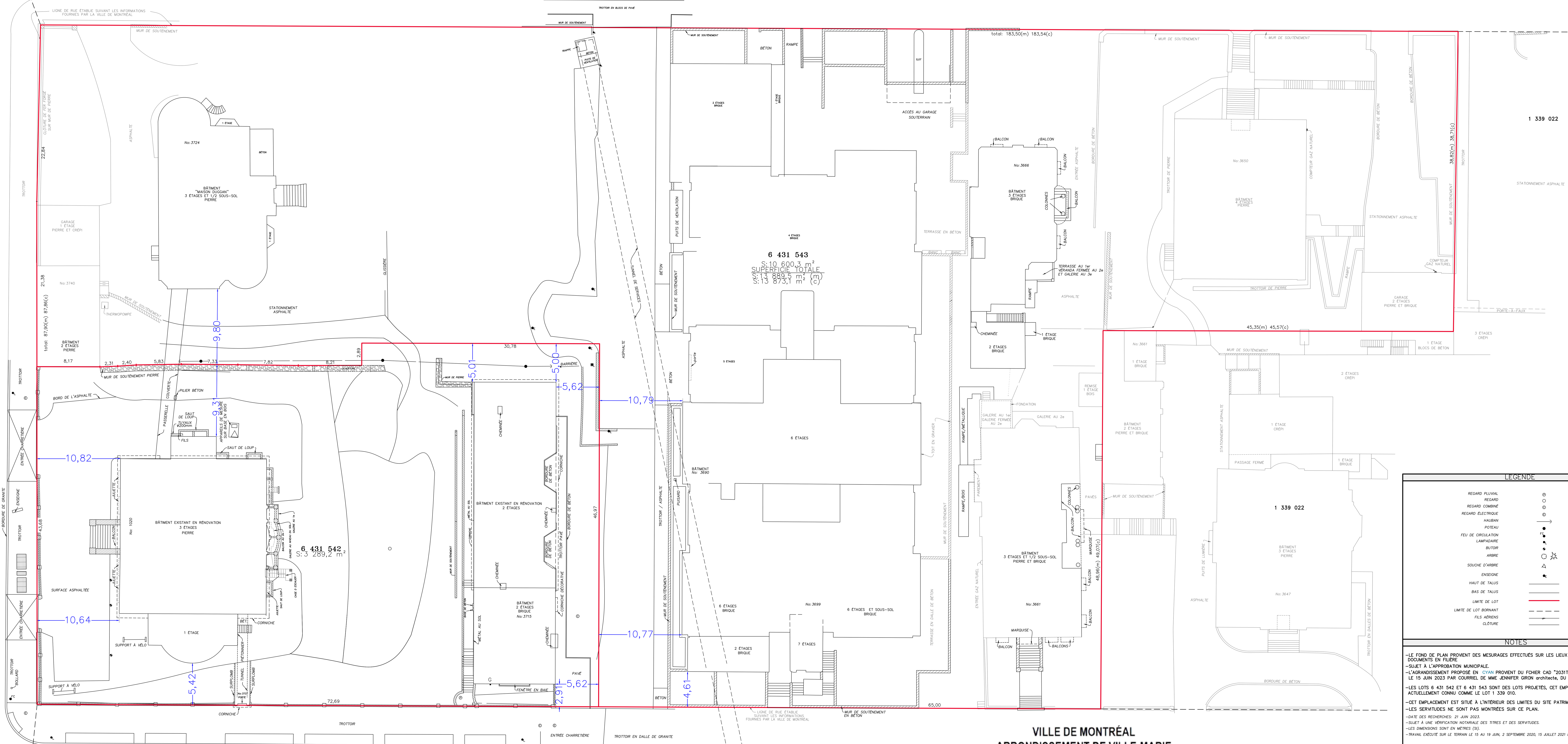
Tél : 514-872-0000
Télécop. :



AVENUE DES PINS
1 514 346

RUE McTAVISH
1 514 339

RUE PEEI
1 514 335



6 431 543
S: 10 600,3 m²
SUPERFICIE TOTALE
S: 13 889,5 m² (m)
S: 13 873,1 m² (c)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 AOÛT 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET MOBILITÉ

LEGENDE

- REGARD PLUVIAL
- REGARD
- REGARD COMBINÉ
- REGARD ELECTRIQUE
- HAUBAN
- POTEAU
- FEU DE CIRCULATION
- LAMPADAIRE
- BUTOR
- ARBRE
- SOUICHE D'ARBRE
- ENCLUSE
- HAUT DE TALUS
- BAS DE TALUS
- LIMITE DE LOT
- FUS ADRENS
- CLOTURE

NOTES

- LE FOND DE PLAN PROVIENT DES MESURAGES EFFECTUES SUR LES LIEUX AINSI QUE DE DOCUMENTS EN FICHIER.
- SUJET A L'APPROBATION MUNICIPALE.
- L'AGRANDISSEMENT PROPOSE EN CUVAN PROVIENT DU FICHER CAD "2031TRAFF_1100.dwg" RECU LE 15 JUN 2023 PAR COURRIEL DE MME JENNIFER BIRON ARCHITECTE, DU GROUPE ARCHITEX.
- LES LOTS 6 431 542 ET 6 431 543 SONT DES LOTS PROJETES, CET EMPLACEMENT EST ACTUELLEMENT CONNU COMME LE LOT 1 339 010.
- CET EMPLACEMENT EST SITUÉ A L'INTERIEUR DES LIMITES DU SITE PATRIMONIAL DU MONT-ROYAL.
- LES SERVITUDES NE SONT PAS MONTREES SUR CE PLAN.
- DATE DES RECHERCHES: 21 JAN 2023.
- SUJET A UNE VERIFICATION NOTARIALE DES TITRES ET DES SERVITUDES.
- LES DIMENSIONS SONT EN METRES (M).
- TRAVAIL EXECUTE SUR LE TERRAIN LE 15 AU 19 JAN, 2 SEPTEMBRE 2020, 15 JANVIER 2021 ET DU 20 AU 22 FÉVRIER 2023.

ARSENALT
ARPENTEURS-GEOMETRES

11 depuis 1984 3285, boul. Coverdale, bureau 300
Montréal (Québec) H4B 2L9

arsenaltpq.ca 514-489-9708

PLAN PROJET D'IMPLANTATION		projet par	
lot(s)	6 431 542 ET 6 431 543 PROJETE) 1 339 010	JEAN-LOUIS CHENARD A-2	
cadastre	DU QUÉBEC	copie conforme à l'original	
ville	MONTRÉAL	date	
municipalité	VILLE DE MONTRÉAL (ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE)		
échelle	1 : 150	A-2	
Travail autorisé sur le terrain le	2020-06-10	plan	
MONTRÉAL, le	22 JUIN 2023	1 50822	


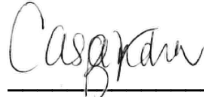
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

23 août 2023

3003271562

4.4.1

Objet :	DÉROGATION MINEURE
Endroit :	3740, rue McTavish
Responsable :	Andréanne Maltais-Tremblay
Description :	<p>La demande concerne l'annexe de la maison Duggan qui est un manoir de style néo-gothique construit en 1862. Depuis 1978, le Purvis Hall est relié à la maison Duggan située à l'est sur l'avenue des Pins, par un passage extérieur aérien.</p> <p>La demande vise une dérogation mineure et de révision de projet en prévision d'une opération cadastrale afin de permettre le projet de la Trafalgar School for girls. En effet, cette école a pour projet d'agrandir et de réhabiliter le Purvis Hall et ses annexes.</p> <p>L'opération cadastrale divisant le Purvis Hall des autres propriétés de l'Université crée une dérogation à la marge latérale fixée par le mode d'implantation pour le 3740, rue McTavish. Ce bâtiment sera désormais implanté, pour sa façade ouest, sur la ligne de lot. Ainsi, sa marge latérale sera à 0 m tandis que le <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> demande une marge latérale de 3 m.</p> <p>La dérogation mineure doit précéder l'opération cadastrale puisqu'en vertu du <i>Règlement sur les opérations cadastrales (O-1)</i>, aucune opération cadastrale ne peut accentuer une dérogation au règlement d'urbanisme ou de construction.</p>
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans le site patrimonial déclaré du Mont-Royal. Les travaux sont assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 9 septembre 2021, le CCU a émis un avis favorable avec conditions et commentaire à la demande de PPCMOI.
Considérant que :	La demande respecte les dispositions du <i>Règlement sur les dérogations mineures (24-008)</i> et les objectifs et les critères du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> et du <i>Règlement sur les opérations cadastrales (O-1)</i> .
Considérant que :	La demande contribue à la réhabilitation et la préservation du bâtiment voisin, le Purvis Hall.

Considérant que :	La demande n'a pas d'impact visuel sur le site.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Cascendra Barthelot Secrétaire

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Version : juillet 2021

Le présent document constitue la grille d'analyse Montréal 2030 devant être remplie par les responsables des dossiers décisionnels pour compléter la rubrique « Montréal 2030 ».

Pour vous aider dans cet exercice, vous pouvez en tout temps vous référer au document « Guide d'accompagnement - Grille d'analyse Montréal 2030 » mis à votre disposition dans la section « Élaboration des dossiers décisionnels (GDD) » de l'intranet. Ce guide d'accompagnement vous fournit de plus amples informations sur le contexte de cet exercice, l'offre d'accompagnement, comment compléter la rubrique « Montréal 2030 » et la présente grille d'analyse ainsi qu'un glossaire.

Veillez, s'il vous plaît, ne pas inclure la première page de ce document dans la pièce jointe en format PDF.

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*

Unité administrative responsable : *[Indiquez l'unité administrative responsable.]*

Projet : *[Indiquez le nom du projet.]*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>			x
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <ul style="list-style-type: none">• Les priorités Montréal 2030 ne s'appliquent pas au dossier en raison, par exemple, de sa nature ou du type de décision recherchée.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
S.O.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1236926004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme.

De refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme (3003247496, 3002766455, 3003170511 et 3003236971).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 14:59

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1236926004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité compte des demandes de permis en suspens qui ont fait l'objet au Comité consultatif d'urbanisme (CCU) d'un avis défavorable. Afin de compléter et de fermer ces dossiers, une décision formelle du conseil d'arrondissement est nécessaire quant à leur refus ou à leur approbation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240133 - 11 avril 2023: De refuser 3 demandes en suspens ayant reçu un avis favorable du comité consultatif d'urbanisme avec conditions non remplies par les demandeurs concernés et 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du comité consultatif d'urbanisme.

DESCRIPTION

La Division de l'urbanisme a produit une liste des dossiers en suspens qui ont fait l'objet d'un avis défavorable du CCU. Au total, 4 demandes se retrouvent dans cette situation et nécessitent une décision du conseil d'arrondissement.

Voici une brève description de ces demandes:

1) Demande 3003247496 - 2215, rue Wurtele:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non
 - ◊ Les travaux visant à modifier les ouvertures donnant sur les balcons du bâtiment permettant d'installer quatre portes-patio en façade ont été réalisés sans permis.
 - ◊ La proposition ne répond pas aux objectifs et critères d'évaluation du *Règlement d'urbanisme 01-282* et ne permet pas de conserver le caractère distinctif du bâtiment ni à mettre en valeur les caractéristiques dominantes de l'unité de paysage.
 - ◊ La nouvelle ouverture a des proportions carrées et ne s'intègre pas à la composition générale de la façade.

- ◊ Un avis a été envoyé au demandeur le 9 août 2023 afin de l'informer que le dossier sera présenté pour refus au CA du 12 septembre 2023 suite à l'avis défavorable du CCU.

2) Demande 3002766455 - 2403, rue Bercy:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non
- ◊ Les travaux de remplacement de la corniche en métal orné du bâtiment ont été réalisés sans permis. Celle-ci a été démolie et remplacée par un simple solin métallique plat.
- ◊ La corniche en métal ouvré était une caractéristique d'origine du bâtiment, typique de l'architecture résidentielle montréalaise du début du XX^e siècle.
- ◊ La proposition de remplacement est un appauvrissement de l'intérêt architectural du bâtiment, mais également du paysage de la rue Bercy.
- ◊ Un avis verbal a été donné le 5 mai 2022 afin de reconstruire la corniche telle que sa forme et son apparence d'origine.
- ◊ Des appels téléphoniques pour effectuer des suivis ont été faits les 6 juin et 10 août 2022 ainsi que le 6 février 2023.
- ◊ Un avis a été envoyé au demandeur le 9 août 2023 afin de l'informer que le dossier sera présenté pour refus au CA du 12 septembre 2023 suite à l'avis défavorable du CCU.

3) Demande 3003170511 - 2331, rue Bercy:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non
- ◊ La proposition visant des modifications de façade pour accommoder l'accès à un nouveau logement en sous-sol et l'aménagement d'un rangement sous le perron du rez-de-chaussée ne répond pas aux principaux objectifs et critères de la réglementation actuelle.
- ◊ La proposition modifie la composition d'origine symétrique du perron principal et la topographie en excavant la majorité du terrain avant et introduit un précédent de cour anglaise ainsi qu'un nouvel accès en façade non typique du secteur.
- ◊ Les matériaux nouvellement exposés, le modèle de fenêtre agrandi et de porte proposés ne respectent pas les caractéristiques typologiques du bâtiment et de l'ensemble.
- ◊ Le modèle de clôture proposé diffère du modèle d'origine toujours présent sur le site.
- ◊ Les bâtiments voisins ne comportent pas de cours anglaises ou des caractéristiques similaires.
- ◊ La proposition est à la limite de la conformité du Code de construction du Québec et des éléments sont manquants sur les documents soumis par le demandeur.
- ◊ Une solution d'accès alternative est possible en passant par l'intérieur du logement.
- ◊ Un avis a été envoyé au demandeur le 21 août 2023 afin de l'informer que le dossier sera présenté pour refus au CA du 12 septembre 2023 suite à l'avis défavorable du CCU.

4) Demande 3003236971 - 1234, rue de la Montagne:

- Avis: Défavorable
- Statut LPC: Non
 - ◊ Les travaux de réaménagement complet de la cour avant et l'ajout d'une nouvelle clôture et d'un portail de style japonais ont déjà été réalisés en grande partie et sont différents des plans soumis.
 - ◊ Le bâtiment a fait l'objet de plusieurs travaux sans permis ayant altéré négativement son apparence et son intégrité architecturale.
 - ◊ Les travaux ne respectent pas les critères d'évaluation du programme de développement 00-212 sur l'aménagement du site et ne mettent pas en valeur le bâtiment et la symétrie de la partie nord.
 - ◊ L'aménagement ne correspond pas à l'esprit d'un jardin tel que requis.
 - ◊ L'implantation d'un portail d'inspiration japonaise sur la rue de la Montagne ne semble pas appropriée et est hors contexte d'un point de vue architectural.
 - ◊ Un avis a été envoyé au demandeur le 9 août 2023 afin de l'informer que le dossier sera présenté pour refus au CA du 12 septembre 2023 suite à l'avis défavorable du CCU.

JUSTIFICATION

Il est important d'obtenir une décision formelle dans ces dossiers en suspens puisqu'ils ne peuvent conserver ce statut. La fermeture de ces dossiers est d'autant plus importante pour la bonne gestion des dossiers de permis et inspections. De plus, dans le cas des dossiers ayant fait l'objet de travaux sans permis, la Division des permis et inspections de l'arrondissement de Ville-Marie pourra, suite au refus par le Conseil d'arrondissement, identifier ces dossiers comme étant non-conformes et évaluer, de concert avec le Service des affaires juridiques, les possibilités d'entamer des procédures judiciaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

s.o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s.o.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décision au conseil d'arrondissement du 12 septembre 2023.

Fermeture des demandes en septembre 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Agente de recherche

Tél : 514 868-5006

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :

438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-08-30

Dossier # : 1236926004

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Refuser 4 demandes en suspens ayant reçu un avis défavorable du Comité consultatif d'urbanisme.



1) Demande 3003247496 - 2215, rue Wurtele: Note CCU_Wurtele_2215.pdf



PV CCU - 2023-04-13 - RP - 3003247496.pdf



2) Demande 3002766455 - 2403, rue Bercy: Note CCU_Bercy_2403.pdf



PV CCU - 2022-04-14 - T8 - 3002766455.pdf



3) Demande 3003170511 - 2331, rue Bercy: Note CCU_Bercy_2331.pdf



PV CCU - 2023-05-11- RP - 3003170511.pdf

4) Demande 3003236971 - 1234, rue de la Montagne:



Note CCU_de la Montagne_1234.pdf



PV CCU - 2023-05-11- RP - 3003236971.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cascendra BARTHELOT
Agente de recherche

Tél : 514 868-5006
Télécop. :

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

RÉVISION ARCHITECTURALE

2215, RUE WURTELE

Informations générales

- Demandeur : Alina Dumitrascu
- Concepteur : Ghiles Djelouah, architecte
- Investissement : ±10 500\$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Jordan Lapointe, urbaniste (présentation par Sébastien Aumais)
- Numéro de requête : 3003247496

Contexte

Une demande de permis de transformation a été déposée pour autoriser la modification des ouvertures donnant sur les balcons du bâtiment localisé au 2215, rue Wurtele. À noter que les travaux ont été réalisés préalablement à l'obtention d'un permis de transformation.

Les travaux de transformation d'une caractéristique architecturale, lorsque visibles depuis la voie publique, doivent faire l'objet d'une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme (01-282), puisqu'ils sont réalisés dans l'unité de paysage *Frontenac (F)*.



Localisation



Situation avant travaux (a.2005)

Décisions antérieures

S.O.

Recommandations antérieures du CCU

S.O.

Description du site

Le bâtiment à l'étude a été construit vers 1953 selon des plans pour autoconstruction sans sceau d'architecte. Avant la réalisation de travaux sans permis en 2015 (remplacement de la porte d'entrée et retrait du portique en béton) puis en 2021 (modification des portes donnant sur les balcons), la façade conservait l'ensemble de ses composantes d'origine.

Les ouvertures donnant sur les balcons étaient composées d'une porte simple avec une fenêtre en verre clair et un caisson au bas adossé à une fenêtre à guillotine. L'ouverture de la porte était alignée avec la fenêtre de manière à créer une composition harmonieuse. Les allèges sous les fenêtres à guillotine étaient en béton moulé, et avaient le même profil que celui visible sous l'ouverture avec les blocs de verre. Ce type de porte est typique des bâtiments construits durant cette période dans le secteur.



Plan de construction - Élévation rue Wurtele



État avant les travaux - Ouverture type donnant sur un balcon

Description du projet

La demande vise à autoriser la modification des ouvertures donnant sur les balcons. Les ouvertures agrandies ont permis l'installation de quatre portes-patio en façade.



Plan d'architecture - Élévation rue Wurtele



État actuel - Ouverture modifiée avec porte-patio

Cadre réglementaire

Les travaux doivent être approuvés conformément au titre VIII , car ils sont visés par les articles 100.1° et 102.2° du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

La proposition doit permettre d'atteindre les objectifs de l'article 99 et de répondre aux critères énoncés aux articles 103, 104, 105, 127.29] et 713 du Règlement d'urbanisme (01-282).

Analyse

S.O.

Considérations de la Direction

Considérant que la proposition ne répond pas aux objectifs et critères d'évaluation du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Considérant que la forme d'origine est documentée avec des photos prises par l'arrondissement et les plans de construction du bâtiment.

Considérant que la composition d'origine de la porte et de la fenêtre donnant sur le balcon est typique pour les bâtiments construits durant cette période dans le quartier.

Considérant que la proposition ne permet pas de conserver le caractère distinctif du bâtiment ni à mettre en valeur les caractéristiques dominantes de l'unité de paysage.



Considérant que la nouvelle ouverture a des proportions carrées et ne s'intègre pas à la composition générale de la façade.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 avril 2023
3003247496
4.6.3

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2215, rue Wurtele
Responsable :	Sébastien Aumais pour Jordan Lapointe
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit vers 1953 selon des plans pour autoconstruction sans sceau d'architecte. Avant la réalisation de travaux sans permis en 2015 (remplacement de la porte d'entrée et retrait du portique en béton) puis en 2021 (modification des portes donnant sur les balcons), la façade conservait l'ensemble de ses composantes d'origine.</p> <p>Les ouvertures donnant sur les balcons étaient composées d'une porte simple avec une fenêtre en verre clair et un caisson au bas adossé à une fenêtre à guillotine. L'ouverture de la porte était alignée avec la fenêtre de manière à créer une composition harmonieuse. Les allèges sous les fenêtres à guillotine étaient en béton moulé, et avaient le même profil que celui visible sous l'ouverture avec les blocs de verre. Ce type de porte est typique des bâtiments construits durant cette période dans le secteur.</p> <p>La demande vise à autoriser la modification des ouvertures donnant sur les balcons. Les ouvertures agrandies ont permis l'installation de quatre portes-patio en façade.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Les travaux ont été réalisés préalablement à l'obtention d'un permis de transformation.
Considérant que :	La proposition ne répond pas aux objectifs et critères d'évaluation du <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i> .
Considérant que :	La forme d'origine est documentée avec des photos prises par l'arrondissement et les plans de construction du bâtiment.

Considérant que :	La composition d'origine de la porte et de la fenêtre donnant sur le balcon est typique pour les bâtiments construits durant cette période dans le quartier.
Considérant que :	La proposition ne permet pas de conserver le caractère distinctif du bâtiment ni à mettre en valeur les caractéristiques dominantes de l'unité de paysage.
Considérant que :	La nouvelle ouverture à des proportions carrées et ne s'intègre pas à la composition générale de la façade.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION

2403, RUE BERCY

Informations générales

- Demandeur : M Mohammed Mosharef Hossain
- Concepteur : S.o.
- Investissement : ±500\$ déclaré par le demandeur
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Thomas Fontaine, architecte
- Numéro de demande: 3002766455

Contexte

Demande de permis déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282). Unité de paysage «Frontenac».



Localisation



Situation actuelle - 2022

Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU

N/A

Description du site

N/A

Description du projet

La demande vise l'autorisation de travaux déjà exécutés sur le site.

Les travaux visent le remplacement d'une corniche en métal orné d'un bâtiment de deux étages dont la construction date de 1910 selon les informations contenues aux archives de la ville.

Celle-ci a été démolie et remplacée par un simple solin métallique plat, sans que le demandeur ne prévoit sa reconstruction.



Photo de la façade montrant le parapet- 2017



Photo de l'état actuel - 2022

Cadre réglementaire

- Les travaux doivent répondre aux exigences des articles 99, 103, 104, 105, 127.9 et 713 du Règlement d'urbanisme 01-282. ;

Analyse

N/A

Considérations de la Direction

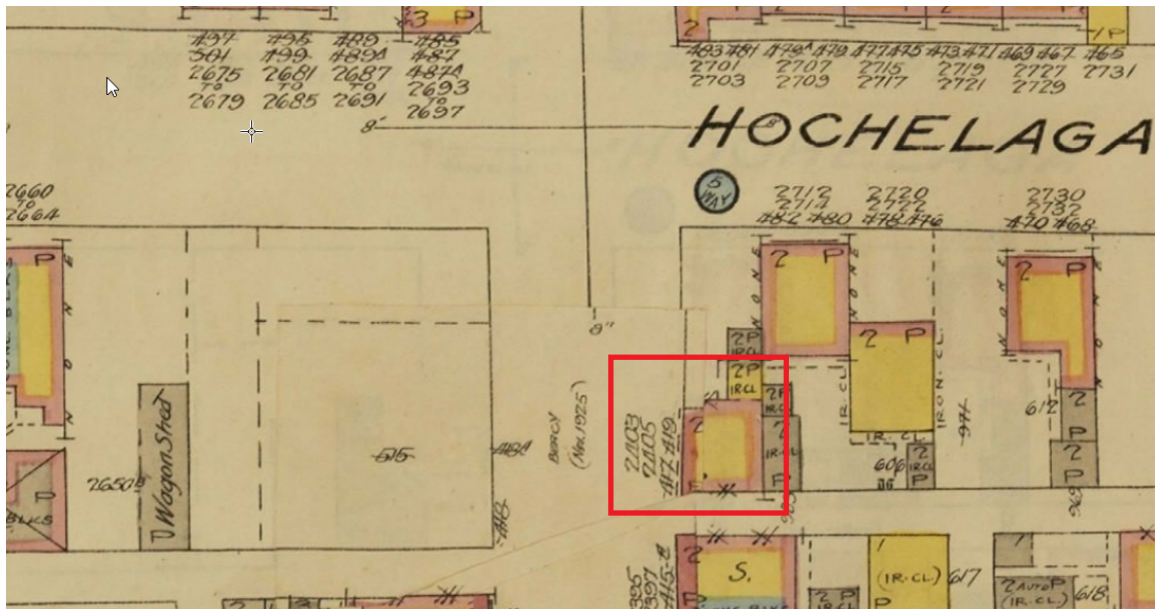
Considérant que la corniche en métal ouvré était une caractéristique d'origine du bâtiment, typiques de l'architecture résidentielle montréalaise du début du XXe siècle;

Considérant que la proposition de remplacement est un appauvrissement de l'intérêt architectural du bâtiment, mais également du paysage de la rue Bercy.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande sur la base des documents produits par le demandeur et reçus le 2 février 2022.

La corniche ornée du bâtiment devrait être reconstruite tels que sa forme et son apparence d'origine.



Extrait de la carte d'assurances de 1924 illustrant le bâtiment à l'étude. La ligne pointillée double indique la présence d'une corniche métallique.

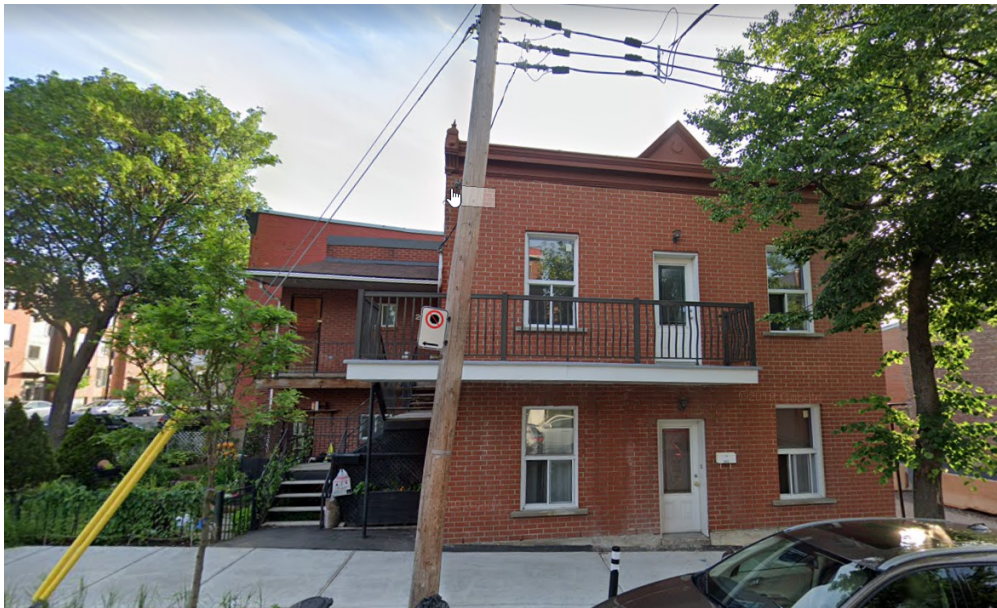


Photo datant de 2019 montrant le parapet d'origine- Google streets



Photo datant de 2021 montrant la situation suite aux travaux - Google streets

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
14 avril 2022
3002766455
4.6.15

Objet :	DEMANDE DE PERMIS DE TRANSFORMATION
Endroit :	2403, rue Bercy
Responsable :	Thomas Fontaine
Description :	<p>La demande vise le remplacement d'une corniche en métal orné d'un bâtiment de deux étages dont la construction date de 1910 selon les informations contenues aux archives de la ville.</p> <p>Celle-ci a été démolie et remplacée par un simple solin métallique plat, sans que le demandeur ne prévoie sa reconstruction.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	La demande vise l'autorisation de travaux déjà exécutés sur le site.
Considérant que :	La corniche en métal ouvragé était une caractéristique d'origine du bâtiment, typique de l'architecture résidentielle montréalaise du début du XX ^e siècle.
Considérant que :	La proposition de remplacement est un appauvrissement de l'intérêt architectural du bâtiment, mais également du paysage de la rue Bercy.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 Robert Beaudry Président	 Billy Chérubin Secrétaire

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

RÉVISIONS ARCHITECTURALES AJOUT COUR ANGLAISE ET MODIFICATION EN FAÇADE

2331, RUE BERCY

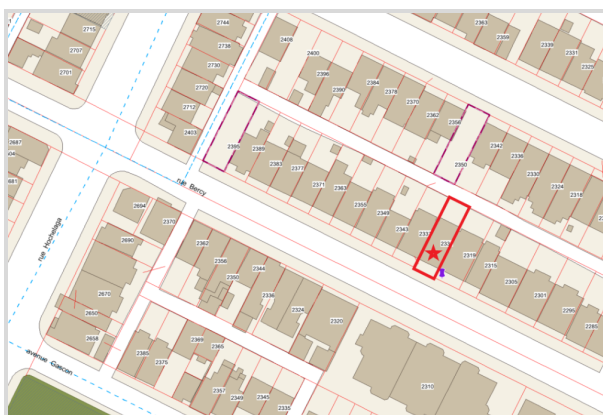
Informations générales

- Demandeur : Maxime Bourassa-Leduc
- Concepteur : Maurice Denis & Fils, entrepreneur en mécanique
- Investissement : 31 733.00 \$
- District électoral : Sainte-Marie
- Responsable du dossier : Judith Boisvert
- Numéro de requête : 30031705111

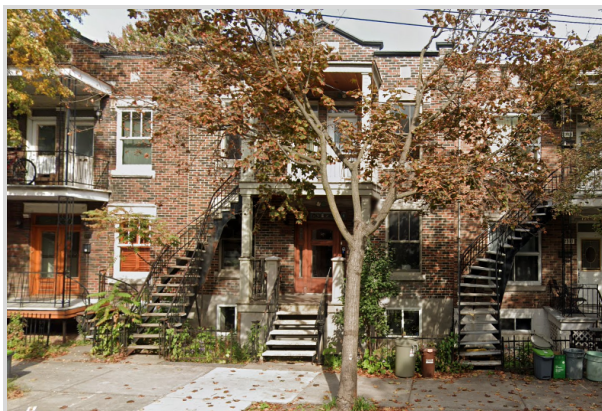
Contexte

Demande de certificat déposée en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282)

- Unité de paysage *Frontenac*



Localisation, entre Hochelaga et De Rouen



Façade

Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU

N/A

Description du site

Le bâtiment visé par la demande fut construit en 1931, il fait partie d'une rangée de 4 bâtiments similaires de 2 étages en brique et ayant conservé une grande partie de la configuration d'origine des saillies. Le bâtiment comprend 2 logements avec accès individuel en façade. La face est en recul par rapport au domaine public, les saillies sont incluses dans ce recul et commencent à l'alignement du trottoir. L'escalier donnant accès au rez-de-chaussée est disposé au centre de la composition du balcon comme ses 2 voisins au sud.



Série de 4 bâtiments de même typologie

Description du projet

La demande vise des modifications en façade pour accommoder l'accès à un nouveau logement en sous-sol et l'aménagement d'un rangement sous le perron du rez-de-chaussée.

Pour se faire, le demandeur prévoit agrandir l'ouverture existante du côté droit au niveau du sous-sol pour y créer une nouvelle porte d'accès. Pour y accéder, il est proposé d'excaver une grande portion de la cour avant et d'aménagement un escalier descendant vers la nouvelle ouverture accessible par la création d'une cour anglaise en façade. Selon les documents fournis, la portion sud du terrain serait excavée de 37" et la portion nord de 22".

La porte d'accès au nouveau logement qui est proposée est d'un modèle en aluminium, à cadre mince et entièrement vitrée.

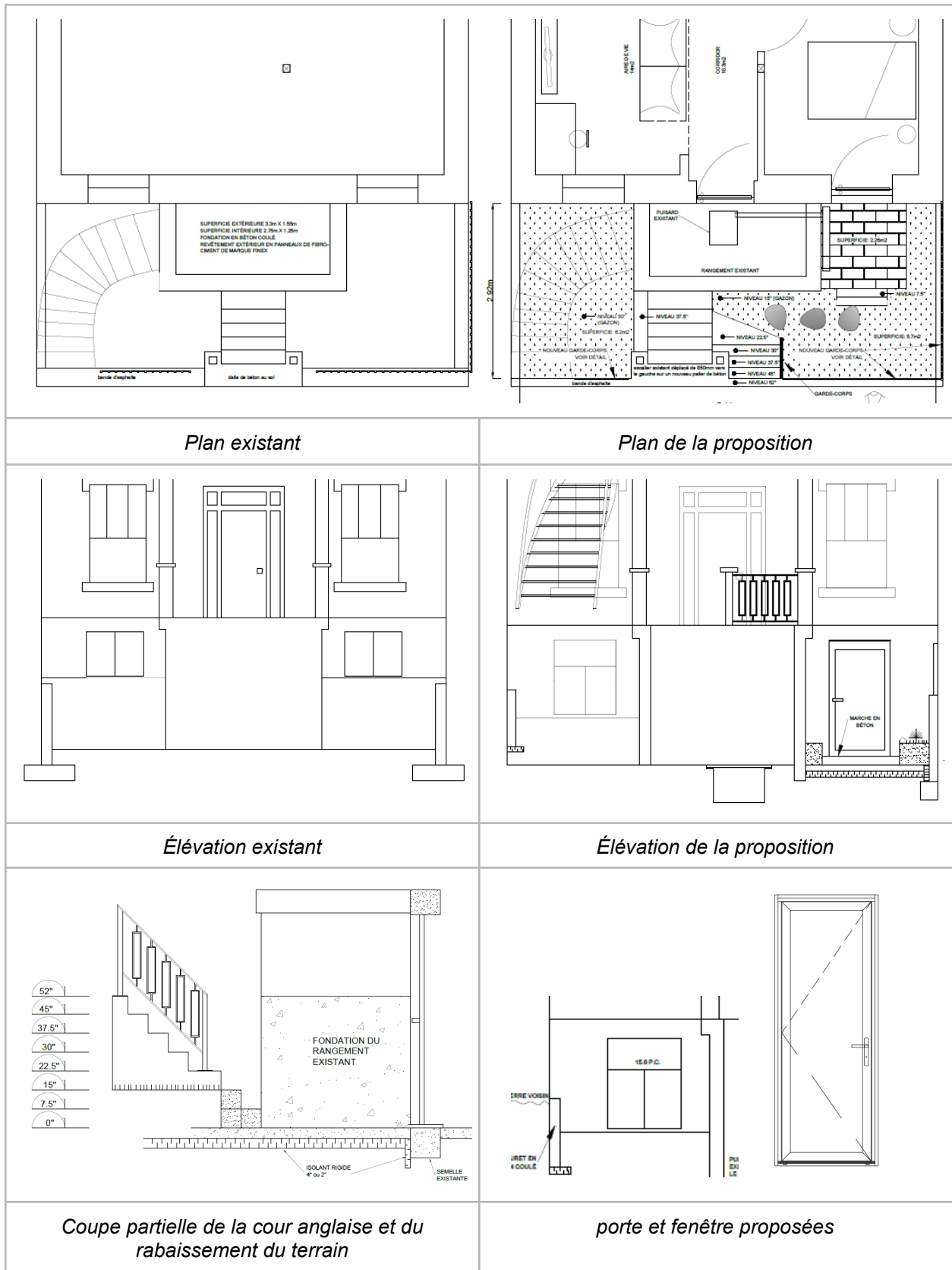
Le déplacement de l'escalier central existant menant au perron du rez-de-chaussée est requis pour accommoder la modification. Le garde-corps en serait modifié en gardant le modèle tel que l'existant.

La clôture basse existante d'origine au-devant du terrain serait retirée et remplacée par un modèle identique à celle des balcons.

L'ouverture existante du sous-sol au nord est également agrandie, la fenêtre existante est déplacée et une imposte est ajoutée au-dessus.

Sur les trois limites du terrain avant, des murets de béton coulés sont ou devront être ajoutés pour contenir le dénivelé de sol par rapport au trottoir et aux voisins immédiats. Des détails structuraux notamment pour la modification des supports des escaliers existants seraient à fournir.

Les surfaces nouvellement exposées ne sont pas clairement précisées aux documents, nous interprétons qu'ils sont gardés tels quels, soit béton coulé des fondations. Les murets de soutènement sont indiqués en béton et le fini de sol de la cour anglaise n'est pas spécifié.



Plan existant

Plan de la proposition

Élévation existant

Élévation de la proposition

Coupe partielle de la cour anglaise et du rabaissement du terrain

porte et fenêtre proposées

Cadre réglementaire

- Les travaux de déplacement escalier et nouvelle clôture en bordure du terrain extérieur visible de la voie publique (art. 100.1° du 01-282) doivent être approuvés au Titre VIII, sauf s'ils reprennent la forme d'origine (art.102.2° du 01-282).
- Cour anglaise non conforme article 430, ayant une profondeur supérieure à 1 m sur plus de 20 % (28 % au plan) de sa superficie doit être approuvée conformément au titre VIII en vertu des critères de l'art. 433.
- La proposition doit permettre d'atteindre les objectifs de l'article 99 et répondre aux critères énoncés aux articles 103, 104, 105, 112, 114, 127.9, 433, 712 et 713 du Règlement d'urbanisme (01-282);

Analyse

Globalement, la transformation proposée modifie la composition d'origine du bâtiment et la symétrie du perron principal. Les alignements et la topographie sont considérablement altérés par l'excavation du terrain avant, la création de la cour anglaise et l'introduction d'un nouvel accès en façade qui n'a pas de précédent dans le secteur. La proposition ne répond pas aux principaux objectifs généraux et critères:

-article 99: "contribuer à la mise en valeur et à la conservation du caractère d'ensemble"

-article 103: doivent tendre à respecter les caractéristiques le degré d'homogénéité de l'environnement immédiat et contribuer au renforcement, au maintien ou à l'évolution du milieu bâti;

-article 104: "...une ouverture, un avant-corps et une saillie d'un bâtiment doivent être maintenus en bon état. Ils peuvent être transformés si les éléments remplacés prennent la forme et l'apparence d'origine.

-article 105: La transformation proposée sur le perron et la cour avant vient modifier plusieurs caractéristiques architecturales de façon non compatible avec les composantes architecturales d'origine encore présentes sur le bâtiment ou les bâtiments adjacents et ne participe pas à structurer et mettre en valeur le paysage de la rue.

-articles 117 et 118: Le revêtement des murs de soutènement en béton devrait tendre à respecter les critères de l'unité de paysage, soit des matériaux de pierre ou semblables à la pierre;

-article 127.9 unité de paysage Frontenac: La proposition ne tend pas à respecter les caractéristiques d'alignement et la conservation de la clôture existante de fer forgé de la cour avant

-article 433. La cour anglaise, la décision d'approuver ou de refuser cette cour anglaise doit prendre en considération les critères d'évaluation suivants afin d'assurer l'intégration architecturale et urbaine:

1° la profondeur de la cour anglaise doit permettre d'établir une relation visuelle et fonctionnelle optimale avec l'espace de la rue; les cours trop profondes et les puits d'accès trop encaissés doivent être minimisés;

5° la présence de cours anglaises présentant des caractéristiques similaires sur des bâtiments voisins.

Considérations de la Direction

Considérant que la proposition modifie la composition d'origine symétrique du perron principal, qu'elle modifie la topographie en excavant la majorité du terrain avant et introduit un précédent de cour anglaise et un nouvel accès en façade non typique du secteur;

Considérant que la proposition ne répond pas aux principaux objectifs et critères de la réglementation actuelle;

Considérant que les matériaux nouvellement exposés, le modèle de fenêtre agrandi et de porte proposé ne respectent pas les caractéristiques typologiques du bâtiment et de l'ensemble;

Considérant que le modèle de clôture proposé diffère du modèle d'origine toujours présent sur le site;

Considérant que les bâtiments voisins ne comportent pas de cours anglaises ou des caractéristiques similaires;

Considérant que la proposition est à la limite de la conformité, que des éléments sont manquants sur les documents soumis et que le demandeur en est avisé;

Considérant qu'une solution d'accès alternative est possible en passant par l'intérieur du logement;

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 mai 2023

3003170511

4.6.23

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	2331, rue Bercy
Responsable :	Judith Boisvert
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment construit en 1931 et qui fait partie d'une rangée de 4 bâtiments similaires de 2 étages en brique et ayant conservé une grande partie de la configuration d'origine des saillies. Le bâtiment comprend 2 logements avec accès individuel en façade. La façade est en recul par rapport au domaine public, les saillies sont incluses dans ce recul et commencent à l'alignement du trottoir. L'escalier donnant accès au rez-de-chaussée est disposé au centre de la composition du balcon comme ses deux voisins au sud.</p> <p>La demande vise des modifications en façade pour accommoder l'accès à un nouveau logement en sous-sol et l'aménagement d'un rangement sous le perron du rez-de-chaussée.</p> <p>Le demandeur prévoit agrandir l'ouverture existante du côté droit au niveau du sous-sol pour y créer une nouvelle porte d'accès. Pour y accéder, il est proposé d'excaver une grande portion de la cour avant et d'aménager un escalier descendant vers la nouvelle ouverture accessible par la création d'une cour anglaise en façade. Selon les documents fournis, la portion sud du terrain serait excavée de 94 cm et la portion nord de 56 cm.</p> <p>La porte d'accès au nouveau logement qui est proposée est un modèle en aluminium, à cadre mince et entièrement vitrée. Le déplacement de l'escalier central existant menant au perron du rez-de-chaussée est requis pour accommoder la modification. Le garde-corps serait modifié, mais en gardant le modèle tel que l'existant. La clôture basse existante d'origine au-devant du terrain serait retirée et remplacée par un modèle identique à celle des balcons.</p> <p>L'ouverture existante du sous-sol, au nord, est également agrandie. La fenêtre existante est déplacée et une imposte est ajoutée au-dessus. Sur les trois limites du terrain avant, des murets de béton coulés sont ou devront être ajoutés pour contenir le dénivelé de sol par rapport au trottoir et aux voisins immédiats. Des détails structuraux notamment pour la modification des supports des escaliers existants seraient à fournir.</p>

	Les surfaces nouvellement exposées ne sont pas clairement précisées aux documents, nous interprétons qu'ils sont gardés tels quels, soit le béton coulé des fondations. Les murets de soutènement sont indiqués en béton et le fini de sol de la cour anglaise n'est pas spécifié.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	La proposition modifie la composition d'origine symétrique du perron principal, qu'elle modifie la topographie en excavant la majorité du terrain avant et introduit un précédent de cour anglaise et un nouvel accès en façade non typique du secteur.
Considérant que :	La proposition ne répond pas aux principaux objectifs et critères de la réglementation actuelle.
Considérant que :	Les matériaux nouvellement exposés, le modèle de fenêtre et de porte proposé ne respectent pas les caractéristiques typologiques du bâtiment et de l'ensemble.
Considérant que :	Le modèle de clôture proposé diffère du modèle d'origine toujours présent sur le site.
Considérant que :	Les bâtiments voisins ne comportent pas de cours anglaises ou des caractéristiques similaires.
Considérant que :	La proposition est à la limite de la conformité du Code de construction du Québec, que des éléments sont manquants sur les documents soumis et que le demandeur en est avisé.
Considérant qu' :	Une solution d'accès alternative est possible en passant par l'intérieur du logement.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT URBAIN ET DE LA MOBILITÉ

NOTE POUR LE CCU

RÉVISION ARCHITECTURALE

1234, RUE DE LA MONTAGNE

Informations générales

- Demandeur : Catalyse Urbaine
- Concepteur : Catalyse Urbaine
- Investissement : 50 000 \$
- District électoral : Peter-McGill
- Responsable du dossier : Sébastien Aumais, architecte
- Numéro de requête : 3003236971

Contexte

Une demande de permis de travaux extérieurs a été déposée afin de permettre l'aménagement de la cour avant et l'ajout d'une clôture au bâtiment situé au 1234 rue de la Montagne. Une révision architecturale est requise en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

- Unité de paysage : Maisons en rangée (Art: 127.16)
- Immeuble d'intérêt : La maison David-R.Wood



Plan de localisation



État actuel - Emplacement, rue de la Montagne

Décisions antérieures

N/A

Recommandations antérieures du CCU

N/A

Description du site

Le bâtiment visé par les travaux a été construit en 1859 pour David R. Wood selon les plans de l'architecte James Seath Smith dans un style victorien d'inspiration italienne. Il a été transformé en salon funéraire dès 1902. L'agrandissement latéral sud de même que l'hémicycle avant ont été ajoutés en 1928 pour ce même usage. Le bâtiment a par la suite été utilisé pendant de nombreuses années comme discothèque. L'édifice est situé du côté ouest de la rue de la Montagne à proximité de l'intersection avec la rue Sainte-Catherine Ouest. C'est un bâtiment de 3 étages revêtu de brique rouge, la rotonde avant est faite de pierre grise et le bâtiment est couronné d'une corniche et d'une toiture de tuiles d'argile d'inspiration méditerranéenne.

Des photographies anciennes nous permettent de bien comprendre la forme d'origine du bâtiment et son évolution dans le temps.

Description du projet

La demande vise le réaménagement complet de la cour avant et l'ajout d'une nouvelle clôture et d'un portail de style japonais.

La clôture existante est remplacée par une nouvelle en métal peint rouge, elle mesure 1 mètre de hauteur. L'accès au site est déplacé du centre au sud du site et un portail d'inspiration japonaise est installé pour l'encadrer, il fait 16'-6" (5,03 m) de hauteur.

Les deux pelouses latérales sont remplacées par des espaces pavés et on ajoute une terrasse en bois en bordure de rue. Cette même terrasse est surmontée d'une pergola en métal noire. Un arbre existant de grand calibre est enchâssé dans la terrasse et la pergola. Les espaces pavés sont faits de 3 modèles différents de Techo-bloc aux tons gris et noirs.

Un comptoir en bois faisant office de bar est proposé au nord du site. Plusieurs grands lampadaires sont implantés au travers de l'aménagement.

Une grande partie des travaux ont déjà été réalisés et sont différents des plans soumis.



État en 1899 - Musée McCord II-128067



État en 1932 - Musée McCord VIEW-25239



État en 2005 - Ville de Montréal



État actuel - Façade rue de la Montagne



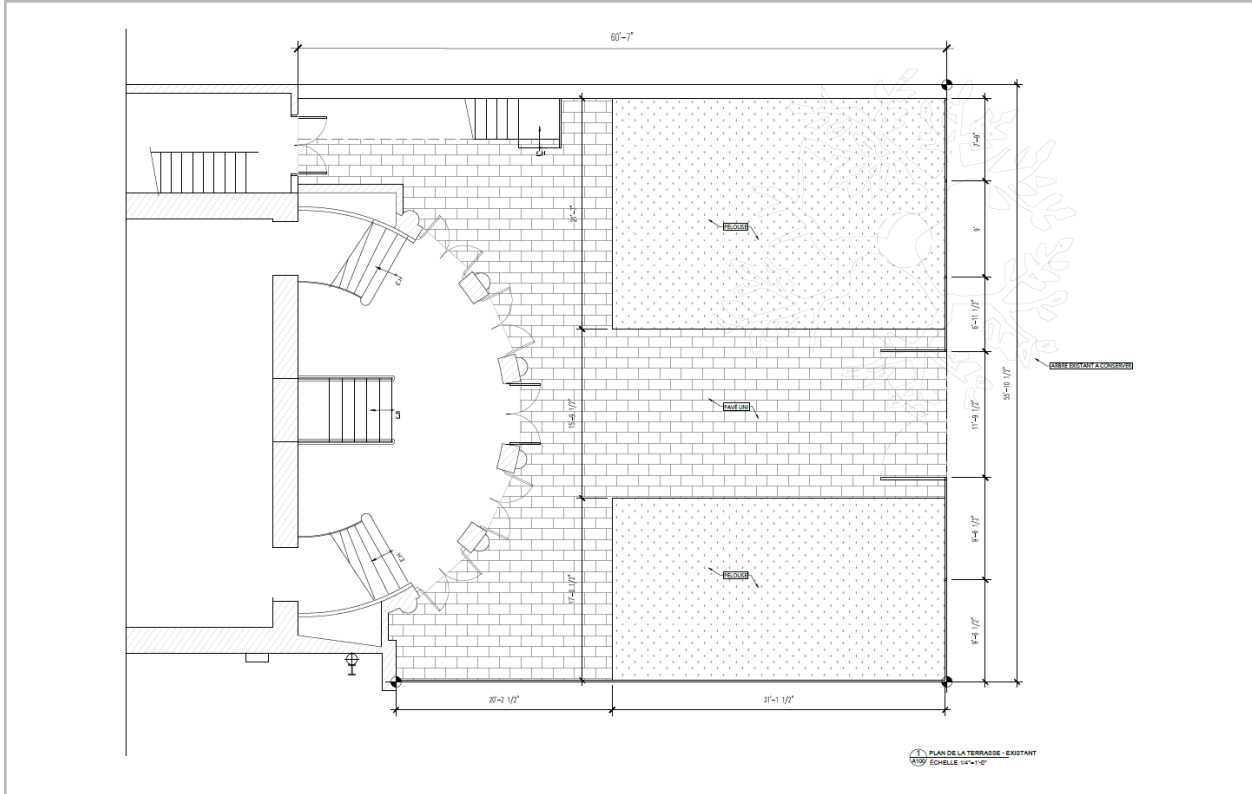
État actuel - Façade rue de la Montagne



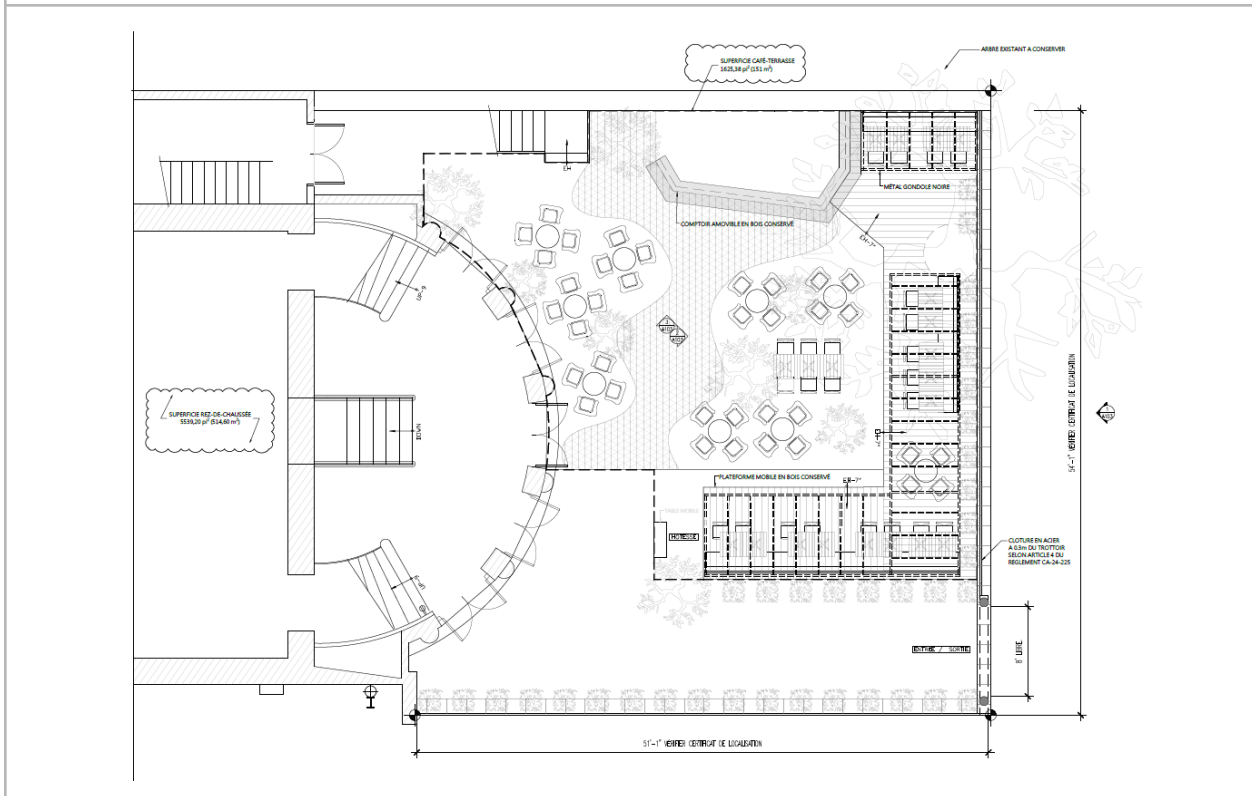
État actuel - Façade rue de la Montagne



Proposition - Modélisation de la cour avant sur rue de la Montagne



Situation actuelle - Plan d'aménagement



Proposition - Plan d'aménagement

complètement la centralité de la partie la plus ancienne du bâtiment, l'accès de même que l'aménagement sont faits sans considérer le contexte et la valeur historique du site. Les pergolas dissimulent la façade et aucune surface végétale n'est conservée.

Des travaux de modifications sans permis avaient aussi été réalisés avant cette demande, notamment le pavage de l'ensemble de la cour et certaines modifications sur la clôture. Les critères du programme de développement 00-212 indiquent en effet que l'aménagement doit être traité comme un jardin alors que toute la cour a été pavée. L'accès central de la clôture a été obturée par une partie fixe alors que les critères du programme de développement 00-212 indiquent que l'aménagement doit être fait en considérant la symétrie de la façade.

Considérations de la Direction

Considérant que les travaux sont déjà réalisés et que le bâtiment a fait l'objet de plusieurs travaux sans permis ayant altérés négativement son apparence et son intégrité architecturale;

Considérant que les travaux ne respectent pas les critères d'évaluation du règlement 00-212 sur l'aménagement du site et ne mettent pas en valeur le bâtiment et la symétrie de la partie nord et que l'aménagement ne correspond à l'esprit d'un jardin tel que requis;

Considérant que l'implantation d'un portail d'inspiration japonaise sur la rue de la Montagne ne semble pas appropriée et est hors contexte d'un point de vue architectural.

Recommandations de la Direction

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **défavorable** à l'égard de cette demande sur la base des documents préparés par Catalyse urbaine, et reçus le 8 février 2023.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 mai 2023

3003236971

4.6.24

Objet :	RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1234, rue de la Montagne
Responsable :	Sébastien Aumais
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment qui a été construit en 1859 dans un style victorien d'inspiration italienne. Il a été transformé en salon funéraire dès 1902. L'agrandissement latéral sud de même que l'hémicycle avant ont été ajoutés en 1928 pour ce même usage. Le bâtiment a par la suite été utilisé pendant de nombreuses années comme discothèque. C'est un bâtiment de trois étages revêtu de brique rouge, la rotonde avant est faite de pierre grise et le bâtiment est couronné d'une corniche et d'une toiture de tuiles d'argile d'inspiration méditerranéenne.</p> <p>La demande vise le réaménagement complet de la cour avant et l'ajout d'une nouvelle clôture et d'un portail de style japonais.</p> <p>La clôture existante est remplacée par une nouvelle en métal peint rouge mesurant un mètre de haut. L'accès au site est déplacé du centre au sud et un portail d'inspiration japonaise, d'une hauteur de 5,03 m, est installé pour l'encadrer.</p> <p>Les deux pelouses latérales sont remplacées par des espaces pavés et une terrasse en bois en bordure de rue. Cette même terrasse est surmontée d'une pergola en métal noire. Un arbre existant de grand calibre est enchâssé dans la terrasse et la pergola. Les espaces pavés sont faits de trois modèles différents de Techo-bloc aux tons gris et noirs.</p> <p>Un comptoir en bois faisant office de bar est proposé au nord du site. Plusieurs grands lampadaires sont implantés au travers de l'aménagement.</p> <p>Une grande partie des travaux ont déjà été réalisés et sont différents des plans soumis.</p>
Élément particulier :	Le bâtiment est considéré comme un immeuble d'intérêt à l'annexe A du <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i> .
Remarque importante :	Le programme de développement, Règlement 00-212, créé en l'an 2000, autorisa l'occupation et la modification du bâtiment ainsi que l'aménagement de la cour avant sous conditions.

Considérant que :	Les travaux sont déjà réalisés et que le bâtiment a fait l'objet de plusieurs travaux sans permis ayant altérés négativement son apparence et son intégrité architecturale.
Considérant que :	Les travaux ne respectent pas les critères d'évaluation du <i>Règlement 00-212</i> sur l'aménagement du site et ne mettent pas en valeur le bâtiment et la symétrie de la partie nord et que l'aménagement ne correspond pas à l'esprit d'un jardin tel que requis.
Considérant que :	L'implantation d'un portail d'inspiration japonaise sur la rue de la Montagne ne semble pas appropriée et est hors contexte d'un point de vue architectural.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS DÉFAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire



Dossier # : 1237303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou

1. D'accorder pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier [lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec], conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

- a. déroger notamment aux articles 5 , 9, 21.8, 34.1, 47, 58, 81, 228 et 288 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale, le recul minimal d'une surhauteur de 35 m, les constructions hors-toits, la marge latérale, la définition du rez-de-chaussée, le calcul de la densité, le mode d'implantation et les usages autorisés;
- b. occuper, transformer et agrandir le bâtiment existant de manière substantiellement conforme aux plans 14 à 17, 20, 22 à 25 et 30 réalisés par Neuf architectes, estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 avril et aux plans 21, 28, 31 à 37, 43 à 46, 48 à 52 et 54 à 56 réalisés par Neuf architectes, estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 24 mai 2023;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a. la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
- b. la hauteur du bâtiment doit être conforme aux limites de hauteur du Plan d'urbanisme;
- c. la demande de permis d'agrandissement de ce projet doit être accompagnée soit d'une promesse signée de cession d'une servitude de passage réelle et perpétuelle, en faveur de la Ville et à titre gratuit, affectant la partie du lot 1 729 192 identifiée « Emprise de la servitude » au plan 30 ou soit d'une promesse de cession signée, en faveur de la Ville et à titre gratuit de ladite partie du lot 1 729 192 afin d'aménager un passage public ou une voie publique, le tout selon les gabarits

officiels de la Ville;

d. assujettir la délivrance de la demande de permis d'agrandissement au dépôt préalable d'une lettre de garantie, au montant de 638 870, 00 \$, à titre de garantie monétaire visant à assurer le retrait des enseignes publicitaires et le respect des conditions de conservation et de restauration du bâtiment existant identifié au plan 28 et devant être intégrés au projet de transformation visé par la présente autorisation;

e. la garantie monétaire visée par le paragraphe d. de l'article 2. doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient terminés les travaux visés par la présente autorisation; advenant que ces travaux n'aient été réalisés dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2., la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

f. fournir, lors du dépôt d'une demande de permis d'agrandissement, en plus des documents requis par la réglementation, les documents suivants:

i. un devis technique décrivant les mesures de conservation des caractéristiques architecturales du bâtiment existant identifié au plan 28 visé par les travaux;

ii. dans le cas d'une demande visant des travaux comportant un étage situé à une hauteur supérieure à 35 m, un devis technique décrivant les mesures de protection du bâtiment existant identifié au plan 28, prises au moment des travaux d'excavation, de fondation et d'agrandissement les visant;

g. en plus des éléments exclus du calcul de la superficie plancher d'un bâtiment mentionnés aux paragraphes 1°, 3° et 6° l'article 47 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un étage de la partie de bâtiment existant identifié au plan 28 situé sous le niveau du rez-de-chaussée tel qu'identifié au plan 37 peut être déduit de la densité s'il est occupé par un espace collectif intérieur accessible aux occupants du bâtiment.

h. soumettre la demande de permis d'agrandissement relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), notamment les critères des sous-section 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II, en ajoutant les critères suivants :

i. les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II de ce règlement;

ii. les matériaux doivent tendre à reprendre les matériaux du plan 48 et être de grande qualité, notamment les panneaux de couleur cuivre, le verre, le béton préfabriqué et un calibre d'aluminium qui permet d'assurer sa durabilité;

iii. les travaux visant le bâtiment existant identifié au plan 28 doivent tendre à reprendre les caractéristiques d'origine du bâtiment existant ou proposer des interventions contemporaines de qualité équivalente ou supérieure et à être réalisés conformément aux plans 14 à 17, 20 et 22 à 25;

iv. la composition du mur rideau ayant front sur l'avenue De Lorimier doit tendre à être d'une grande transparence;

3. D'assujettir l'entrée en vigueur de la présente autorisation à l'entrée en vigueur d'une modification du Plan d'urbanisme (04-047) visant à retirer l'affectation parc du site visé par la présente autorisation (GDD 1237303001).

4. De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débiter les travaux de transformation ou

d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-05-30 13:10

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juin 2023

Résolution: CA23 240228

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou – 2^e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 9 mai 2023 et l'a soumis à une consultation publique le 24 mai 2023 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Alia Hassan-Cournol

appuyé par Robert Beaudry

De modifier le second projet de résolution par le retrait de l'article 34, l'ajout de l'article 81 ainsi que le retrait des enseignes publicitaires en réponse à une préoccupation soulevée au cours de l'assemblée publique de consultation;

D'adopter, avec modifications, le second projet de résolution dont le texte, tel que modifié, se lit comme suit :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:
 - a) déroger notamment aux articles 5 , 9, 21.8, 34.1, 47, 58, 81, 228 et 288 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale, le recul minimal d'une surhauteur de 35 m, les constructions hors-toits, la marge latérale, la définition du rez-de-chaussée, le calcul de la densité, le mode d'implantation et les usages autorisés;
 - b) occuper, transformer et agrandir le bâtiment existant de manière substantiellement conforme aux plans 14 à 17, 20, 22 à 25 et 30 réalisés par Neuf architectes, estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 avril et aux plans 21, 28, 31 à 37, 43 à 46, 48 à 52 et 54 à 56 réalisés par Neuf architectes, estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 24 mai 2023.

- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
- a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
 - b) la hauteur du bâtiment doit être conforme aux limites de hauteur du Plan d'urbanisme;
 - c) la demande de permis d'agrandissement de ce projet doit être accompagnée soit d'une promesse signée de cession d'une servitude de passage réelle et perpétuelle, en faveur de la Ville et à titre gratuit, affectant la partie du lot 1 729 192 identifiée « Emprise de la servitude » au plan 30 ou soit d'une promesse de cession signée, en faveur de la Ville et à titre gratuit de ladite partie du lot 1 729 192 afin d'aménager un passage public ou une voie publique, le tout selon les gabarits officiels de la Ville;
 - d) assujettir la délivrance de la demande de permis d'agrandissement au dépôt préalable d'une lettre de garantie, au montant de 638 870, 00 \$, à titre de garantie monétaire visant à assurer le retrait des enseignes publicitaires et le respect des conditions de conservation et de restauration du bâtiment existant identifié au plan 28 et devant être intégrés au projet de transformation visé par la présente autorisation;
 - e) la garantie monétaire visée par le paragraphe d. de l'article 2. doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient terminés les travaux visés par la présente autorisation; advenant que ces travaux n'aient été réalisés dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2., la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
 - f) fournir, lors du dépôt d'une demande de permis d'agrandissement, en plus des documents requis par la réglementation, les documents suivants:
 - i) un devis technique décrivant les mesures de conservation des caractéristiques architecturales du bâtiment existant identifié au plan 28 visé par les travaux;
 - ii) dans le cas d'une demande visant des travaux comportant un étage situé à une hauteur supérieure à 35 m, un devis technique décrivant les mesures de protection du bâtiment existant identifié au plan 28, prises au moment des travaux d'excavation, de fondation et d'agrandissement les visant;
 - g) en plus des éléments exclus du calcul de la superficie plancher d'un bâtiment mentionnés aux paragraphes 1°, 3° et 6° l'article 47 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un étage de la partie de bâtiment existant identifié au plan 28 situé sous le niveau du rez-de-chaussée tel qu'identifié au plan 37 peut être déduit de la densité s'il est occupé par un espace collectif intérieur accessible aux occupants du bâtiment;
 - h) soumettre la demande de permis d'agrandissement relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), notamment les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II, en ajoutant les critères suivants :
 - i) les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II de ce règlement;
 - ii) les matériaux doivent tendre à reprendre les matériaux du plan 48 et être de grande qualité, notamment les panneaux de couleur cuivre, le verre, le béton préfabriqué et un calibre d'aluminium qui permet d'assurer sa durabilité;
 - iii) les travaux visant le bâtiment existant identifié au plan 28 doivent tendre à reprendre les caractéristiques d'origine du bâtiment existant ou proposer des interventions contemporaines de qualité équivalente ou supérieure et à être réalisés conformément aux plans 14 à 17, 20 et 22 à 25;
 - iv) la composition du mur rideau ayant front sur l'avenue De Lorimier doit tendre à être d'une grande transparence.

- 3) D'assujettir l'entrée en vigueur de la présente autorisation à l'entrée en vigueur d'une modification du Plan d'urbanisme (04-047) visant à retirer l'affectation parc du site visé par la présente autorisation (GDD 1237303001).
- 4) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débiter les travaux de transformation ou d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.14
pp 464
1237303002

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 juin 2023

IDENTIFICATION **Dossier # :1237303002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou

CONTENU

CONTEXTE

Au cours de l'assemblée publique de consultation, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité (DAUM) a présenté une modification à la résolution de projet particulier. Plus précisément, la nouvelle proposition présente une dérogation à l'article 81 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) puisque l'implantation proposée empiète dans la marge latérale. Cet empiètement permet toutefois au projet de respecter de la disposition relative au retrait de façade d'une construction en surhauteur ainsi la dérogation à l'article 34 de ce règlement est retirée. Ainsi, en plus de la liste des articles faisant l'objet d'une modification, les plans attachés à la résolution sont également remplacés conformément à la modification proposée. De plus, le retrait des enseignes publicitaires est explicitement mentionné dans la résolution en réponse à une préoccupation soulevée au cours de l'assemblée publique de consultation. Les plans modifiés sont joints au présent sommaire addenda, dans la section « Pièces jointes addenda ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

514872-8524

Tél :

Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1237303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou



Plans estampillés et annotés ADDENDA.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514872-8524
Télécop. : 000-0000



Vue intersection Parc des Faubourgs et De Lorimier



Vue façade De Lorimier



Vue façade ancienne rue Rodney, coin du pont Jacques-Cartier



Vue façade ancienne rue Rodney, intersection De Lorimier

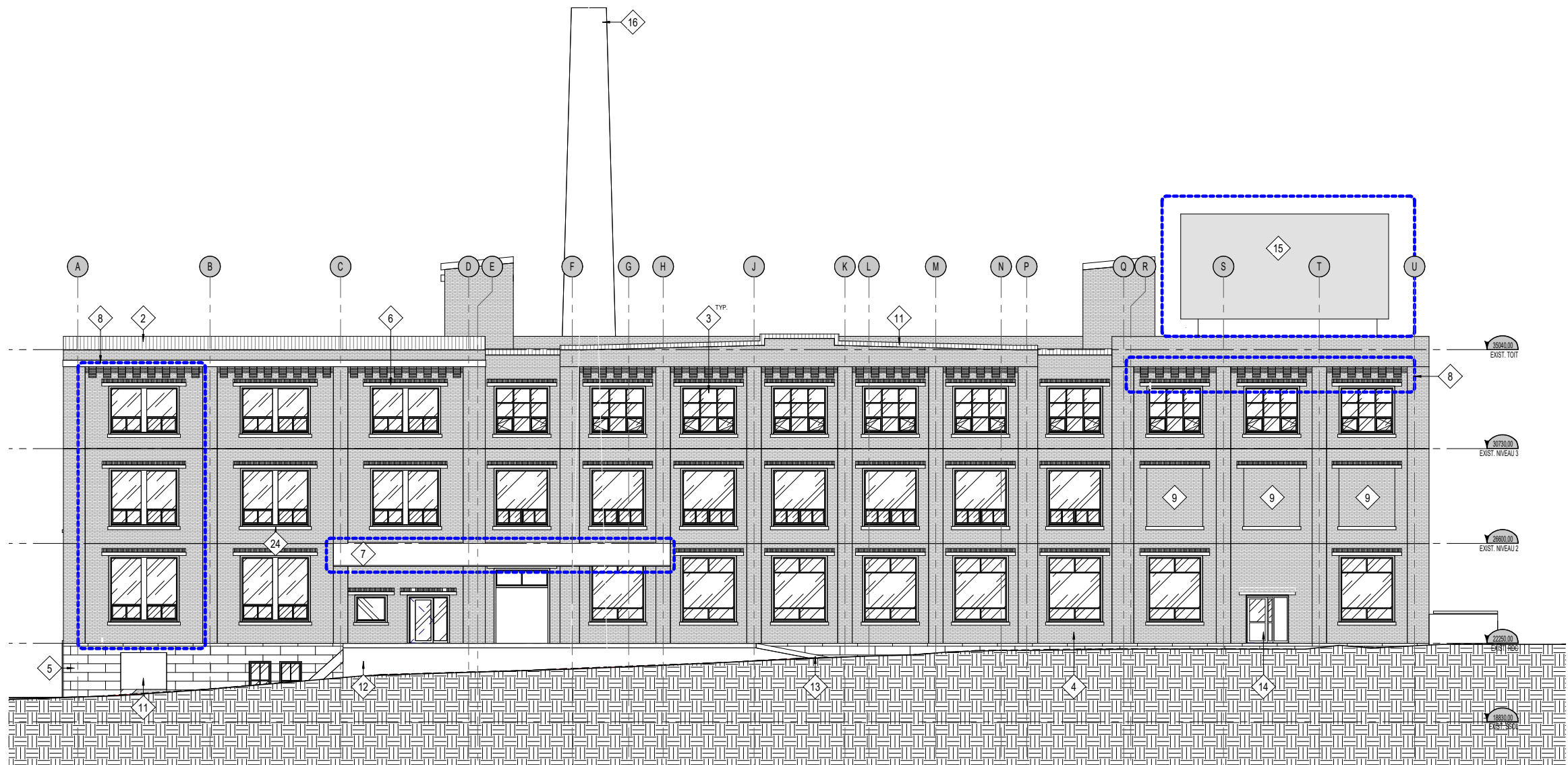
STRATÉGIES DE RÉFECTION

La stratégie de réfection du bâtiment envisage différents niveaux d'interventions pour revitaliser l'ancienne savonnerie Barsalou, soit des travaux d'**entretien**, des travaux **esthétiques**, de **restauration**, de **rénovation** et aussi de **démolition**.

- **Travaux d'entretien** : En général, ce sont des travaux de réfection qui permettront de garantir la pérennité du bâtiment. Il s'agit par exemple de travaux de rejointoiement de maçonnerie, scellement des joints entre les parements, réfection des linteaux et allèges ;
- **Travaux esthétiques** : Qu'il s'agisse du nettoyage de la brique, du décapage de la peinture sur la maçonnerie, de la modification de la couleur des solins, les travaux de cosmétiques permettront de redorer le blason du bâtiment ;
- **Travaux de restauration** : Certains éléments contribuent à enrichir la qualité architecturale du bâtiment, la marquise de la façade NORD en est un exemple et le projet propose de la restaurer selon la construction d'origine, soit la moitié située la plus près de la rue De Lorimier, l'autre moitié étant un ajout plus tardif. La cheminée sera également revitalisée par l'intégration d'une oeuvre d'art à l'architecture. Finalement, la corniche de la façade De Lorimier fera l'objet d'une réfection proposant une facture réinterprétée contemporaine, en accord avec les recommandations de BC2 ;
- **Travaux de rénovation** : Quoique plus mineures, certaines interventions comme l'entrée principale Delorimier fera l'objet d'une réfection et celle-ci pourra offrir une facture plus contemporaine, témoignage de l'époque actuelle. ;
- **Travaux de démolition** : Que ce soit la chaufferie située dans la partie centrale SUD du bâtiment ou encore l'édicule de la façade arrière qui fut un ajout tardif, les travaux de démolition permettront d'améliorer la condition du bâtiment existant en permettant, par exemple, la réutilisation de la brique d'origine. L'élimination des enseignes d'affichage au toit constitue également une intervention qui profitera au panorama de l'entrée de ville ;

INTERVENTIONS PROPOSÉES

28 avril 2023



Élévation existante - NORD

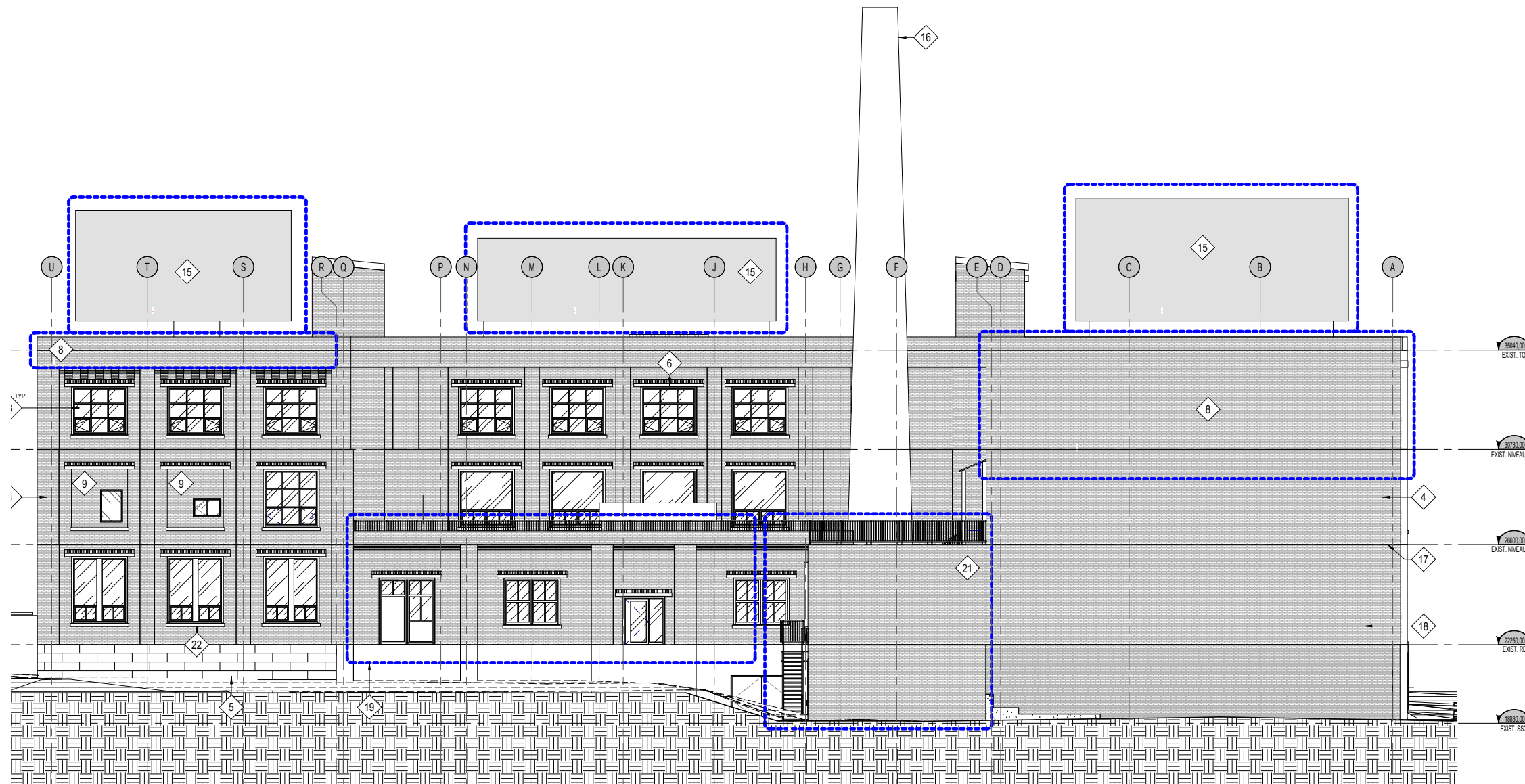
NOTES SPÉCIFIQUES



1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinture.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinture des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES

28 avril 2023



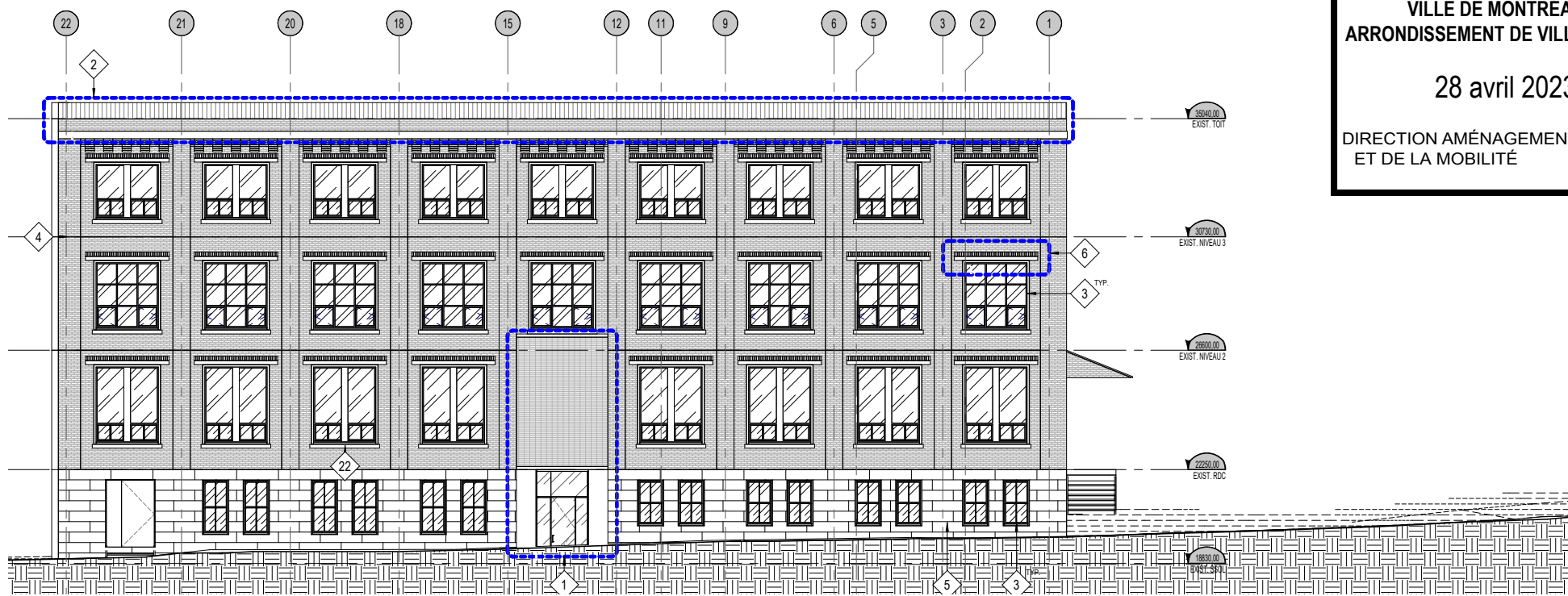
Élévation existante - SUD

NOTES SPÉCIFIQUES

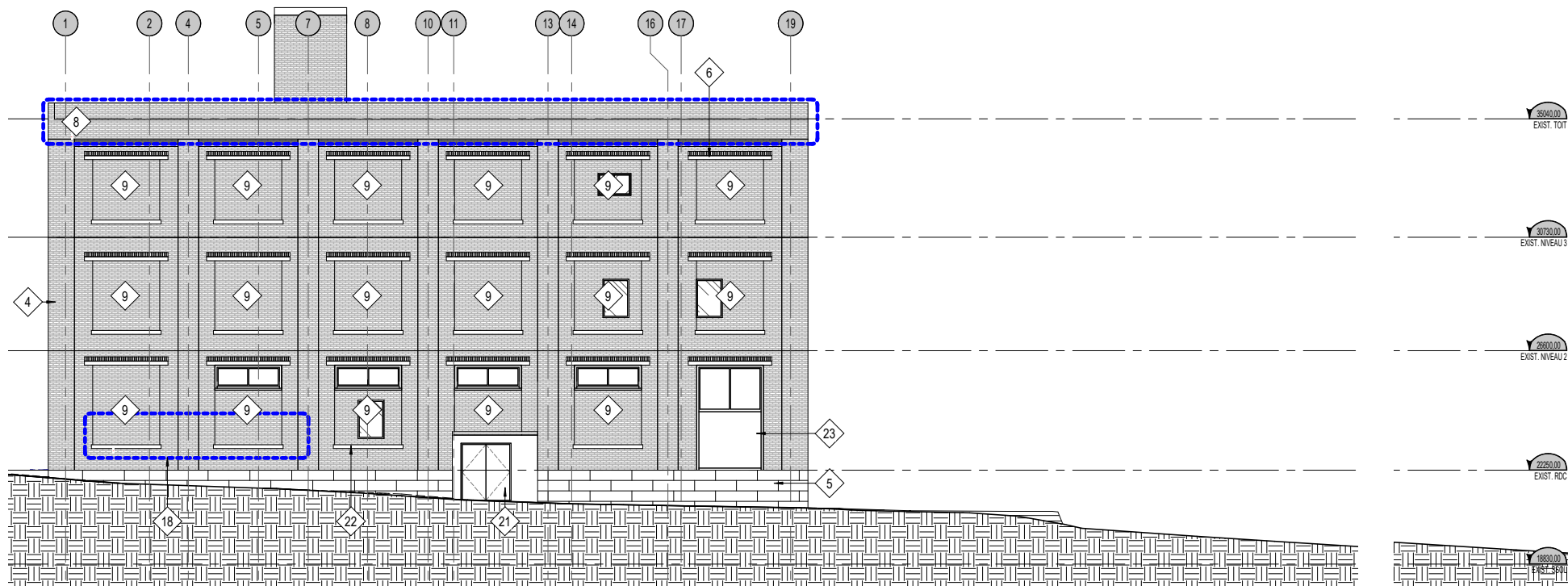


1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinturage.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinturage des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES



Élévation existante - EST



Élévation existante - OUEST

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

NOTES SPÉCIFIQUES

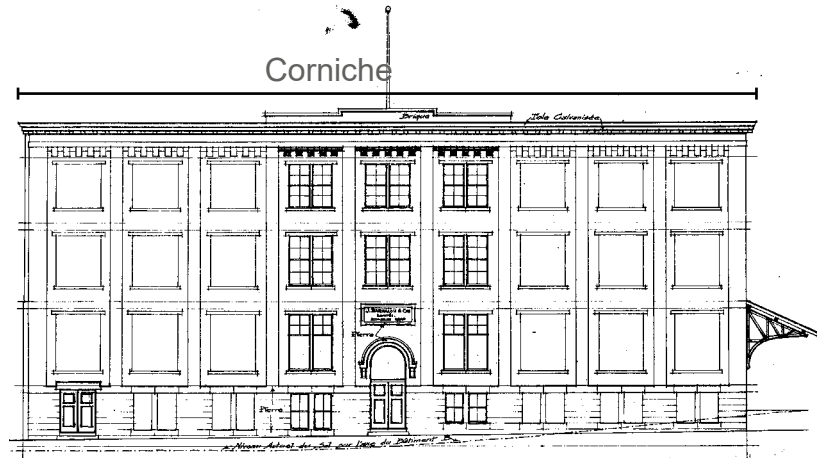
#

1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinture.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinture des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

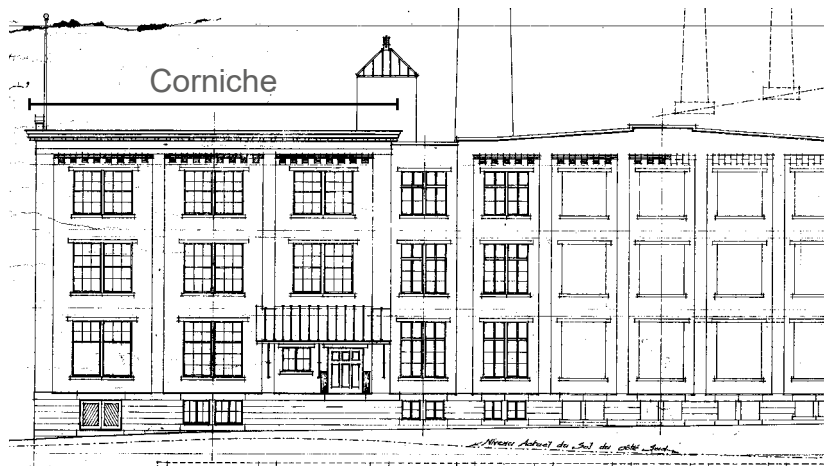
INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES

RESTAURATION DE LA CORNICHE

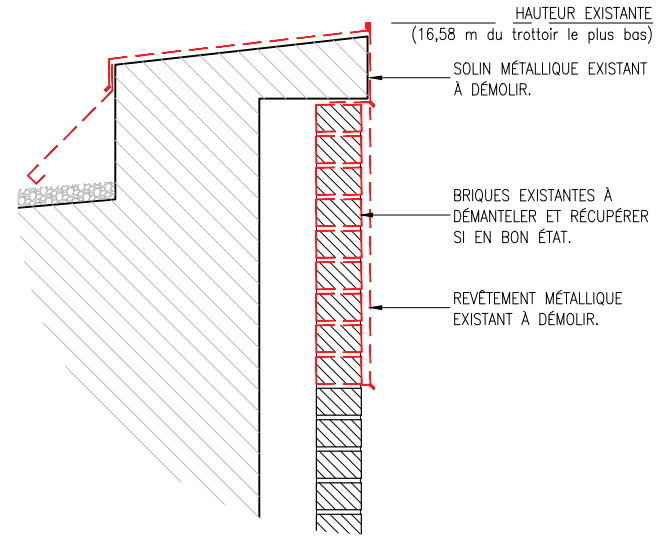
La réfection de la corniche sera travaillée en s'inspirant de la corniche d'origine, permettant ainsi de rappeler la prédominance de la façade de l'avenue De Lorimier.



PLANS D'ORIGINE - PARAPET
Façades rue De Lorimier, 1910



Façade rue Rodney, 1910,
Parc du Faubourgs



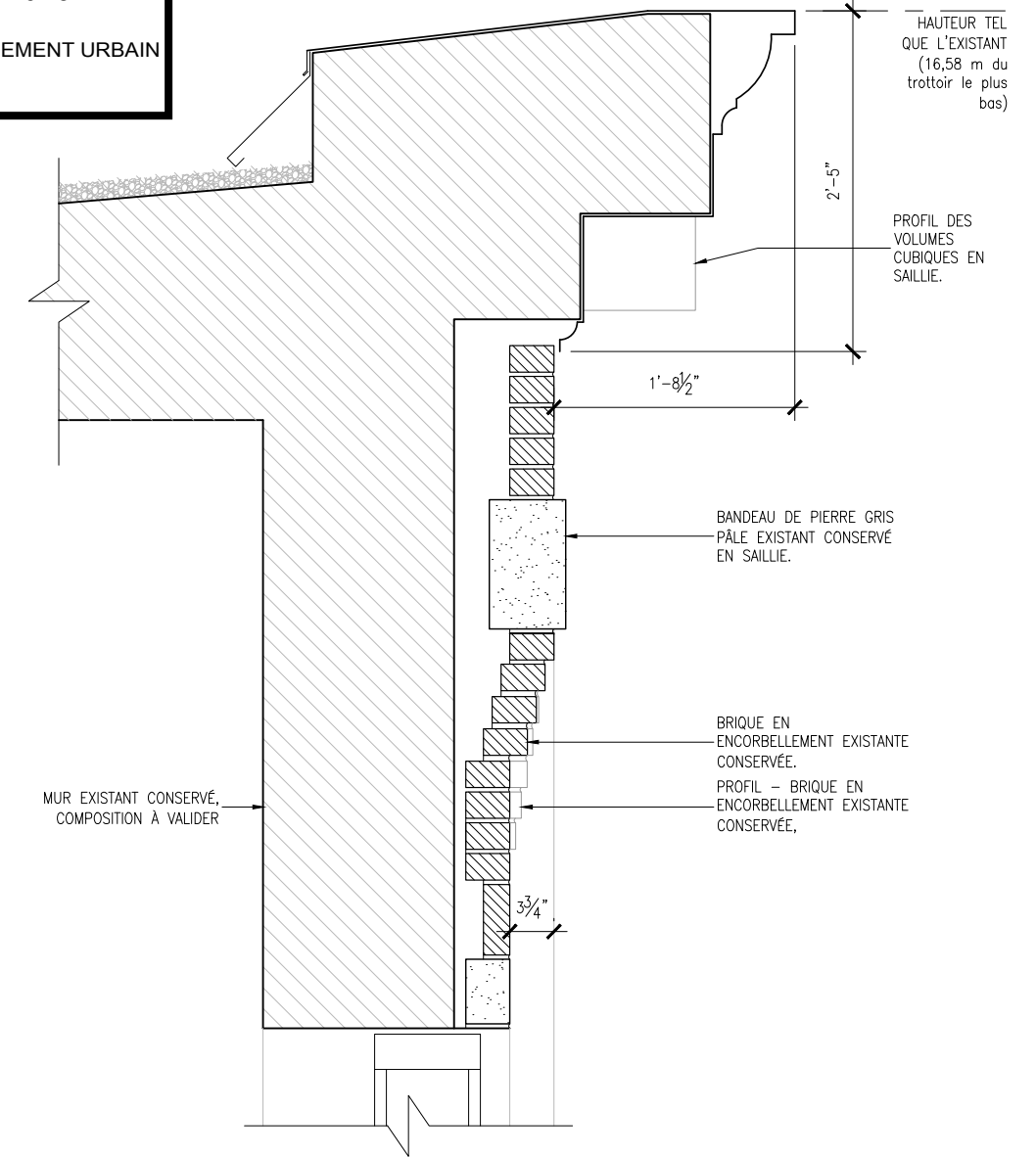
Détail du parapet actuel et démolition proposée

Considérant que la hauteur du bâtiment constitue un droit acquis, les travaux ne prévoient pas de modifications à la hauteur par rapport aux conditions existantes.



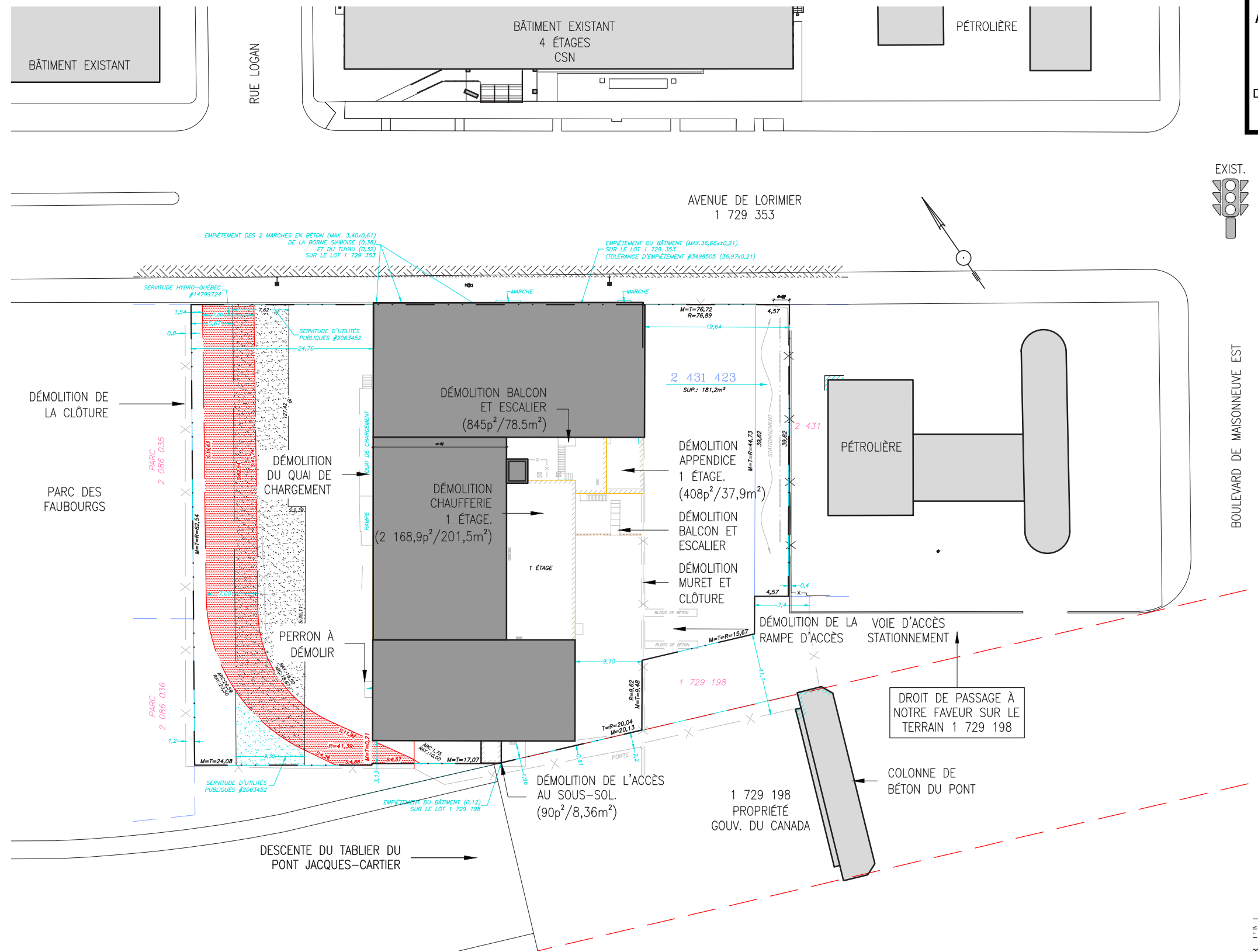
Travail des matériaux, de la forme et de la couleur en s'inspirant de la corniche d'origine

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



Concept préliminaire

Le détail sera ajusté lors de la validation des composantes existantes.
Note: Le parapet sur l'aile donnant sur le parc des Faubourgs atteint une hauteur de 17 m, mesurée à partir du niveau de trottoir le plus bas sur De Lorimier.



DÉMOLITIONS PROPOSÉES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PERSPECTIVE - ENTRÉE PRINCIPALE DU BÂTIMENT EXISTANT



PERSPECTIVE - COIN DU BÂTIMENT EXISTANT



PERSPECTIVE - ENTRÉE SECONDAIRE DU BÂTIMENT EXISTANT

CORNICHE ET PARAPET

S'inspirant des édifices conçus par Eugène Payette, la corniche et le parapet de l'aile Delorimier ont été réintroduit dans les travaux de réfection du bâtiment existant.

- L'aspect de la corniche, sa matérialité de même que sa couleur d'acier galvanisé proviennent des informations contenues dans les plans d'origines.
- La configuration du parapet respectera les plans d'origine. La maçonnerie utilisée proviendra des matériaux récupérés lors des travaux de démolition ce qui confèrera au parapet un aspect d'authenticité.

FENESTRATION

La conversion de l'édifice en faveur d'un usage principalement résidentiel favorisera le remplacement des fenêtrures existantes. Nombre de celles-ci, au fil du temps ont fait l'objet de remplacement et de modifications s'éloignant du concept d'origine. Le remplacement pourra permettre de se rapprocher de la typologie des fenêtrures existantes.

ENTRÉE PRINCIPALE

Considérant les modifications apportées à l'entrée principale depuis sa conception d'origine, celle-ci fera l'objet d'une réfection d'orientation contemporaine en offrant une devanture généreusement vitrée qui intégrera en partie supérieure des croisillons que l'on retrouve aux fenêtrures du rez-de-chaussée. Les portes de l'entrée s'inspirant des portes d'origine, intégrerons des regards vitrés plutôt que les panneaux ravalés en bois.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



RUE LOGAN
(SERVITUDE DE PASSAGE)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 mai 2023

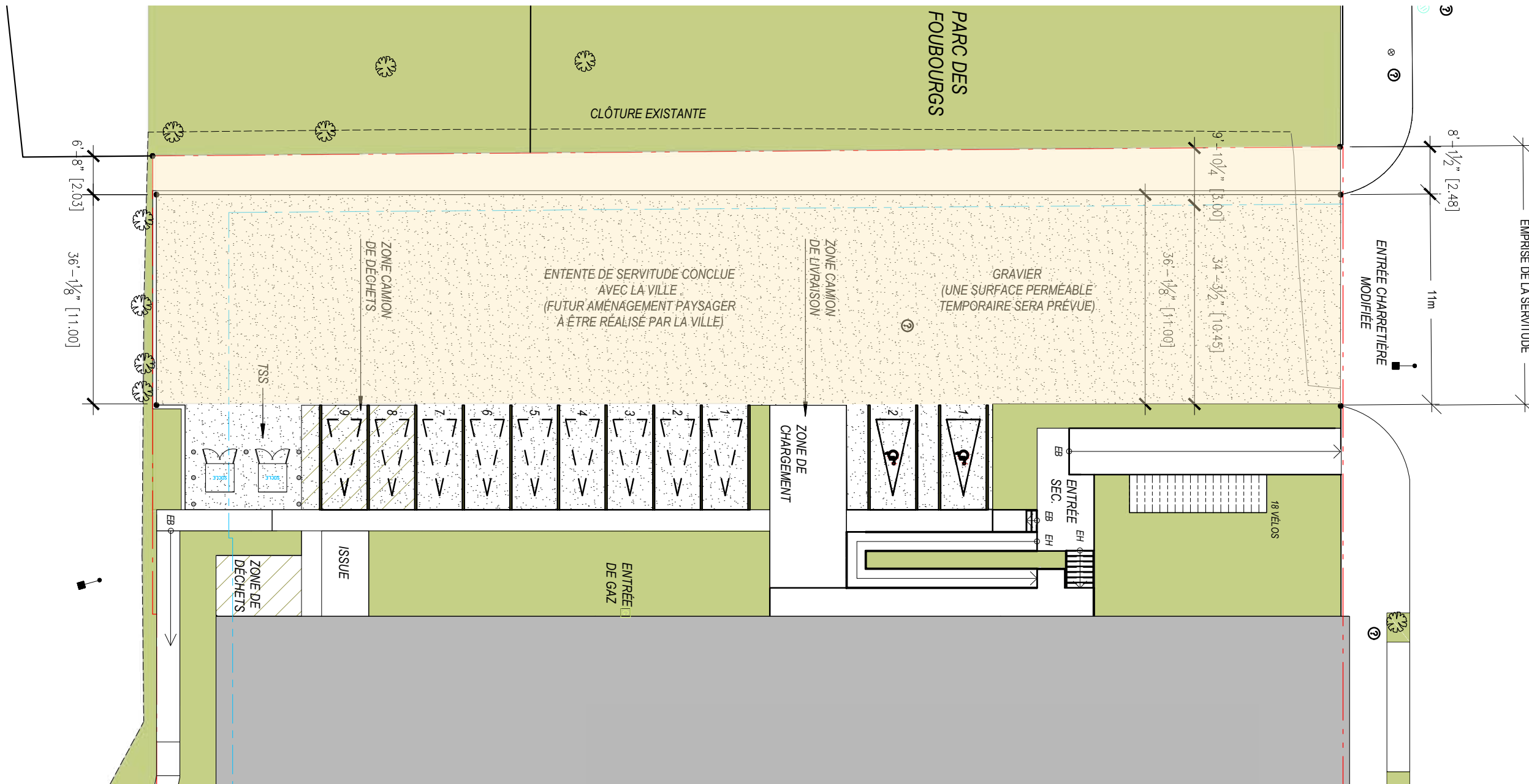
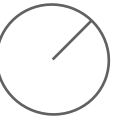
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

AVENUE DE LORIMIER
1 729 353

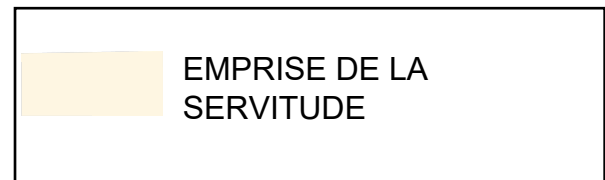


IMPLANTATION PROPOSÉE

ÉCHELLE 1:500



LÉGENDE



PLAN D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ À PARTIR DU PLAN D'ARPEUR-GEOMETRE - BÉRARD TREMBLAY
DATE: 2 MAI 2022

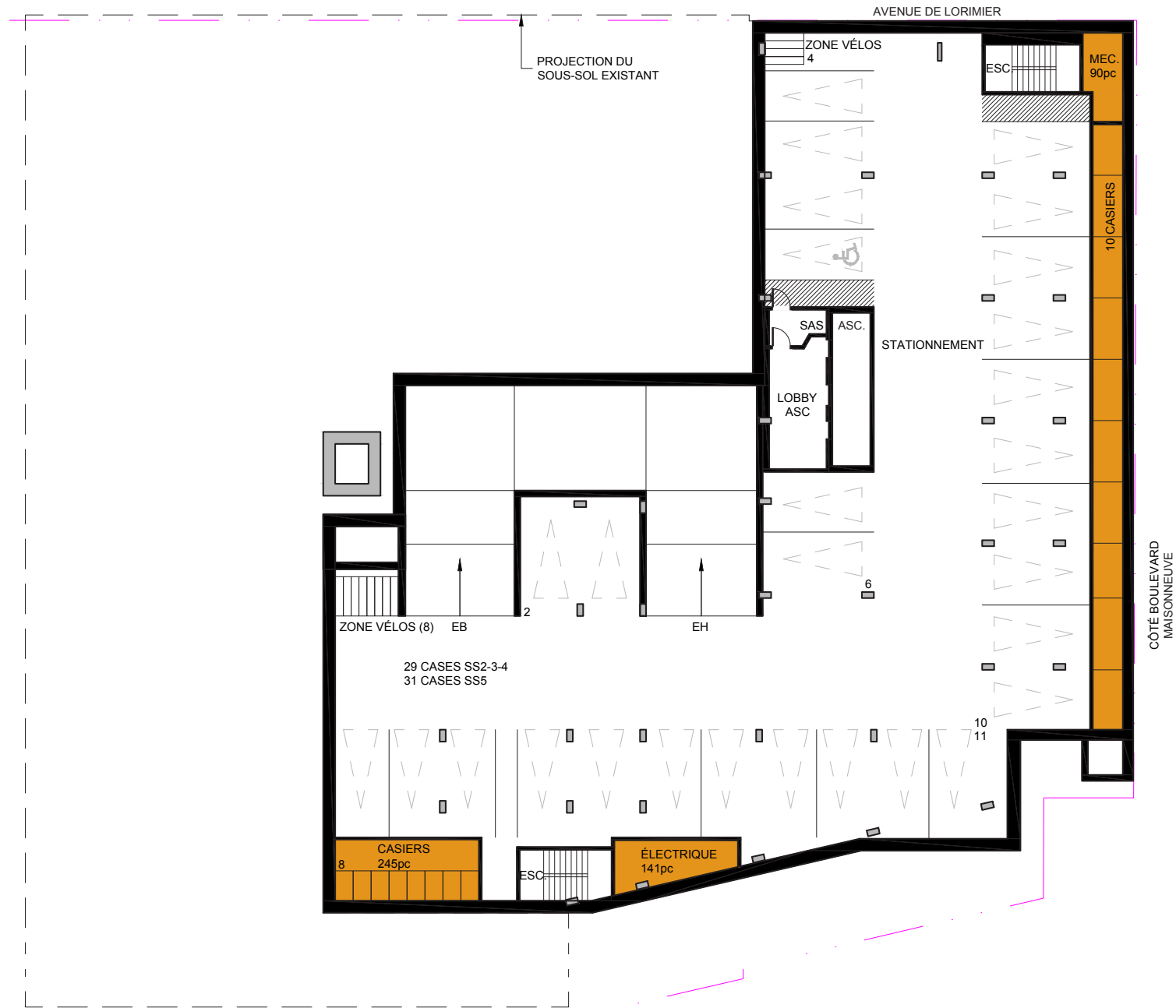
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PLAN DE CADASTRE AVEC FUTURE SERVITUDE DE PASSAGE

ÉCHELLE 1/32"=1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan du sous-sol 1

Plan des sous-sols 2 à 5

PLANS DES NIVEAUX SOUS-SOL- AGRANDISSEMENT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan RDC existant et Niveau 2 nouveau

PLANS DES NIVEAUX RDC ET 2



Plan SS existant et RDC nouveau

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan Niveau 3 existant et Niveaux 4-5 nouveaux

PLANS DES NIVEAUX 3 À 5



Plan Niveau 2 existant et Niveau 3 nouveau

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan des niveaux 7 et 8

Plan du niveau 6

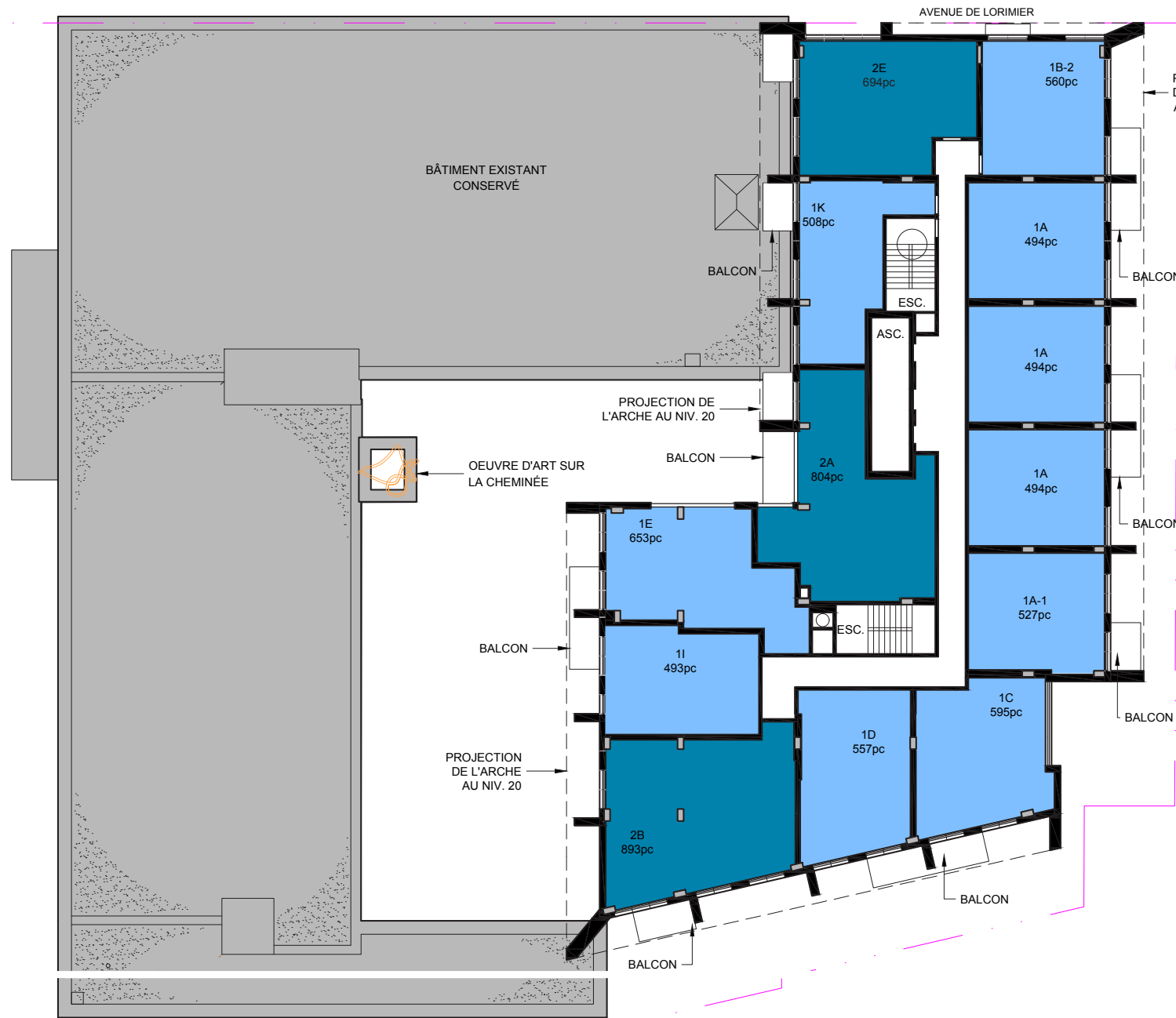
PLANS DES NIVEAUX 6 À 8

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan des niveaux 11-20



Plan des niveaux 9 et 10

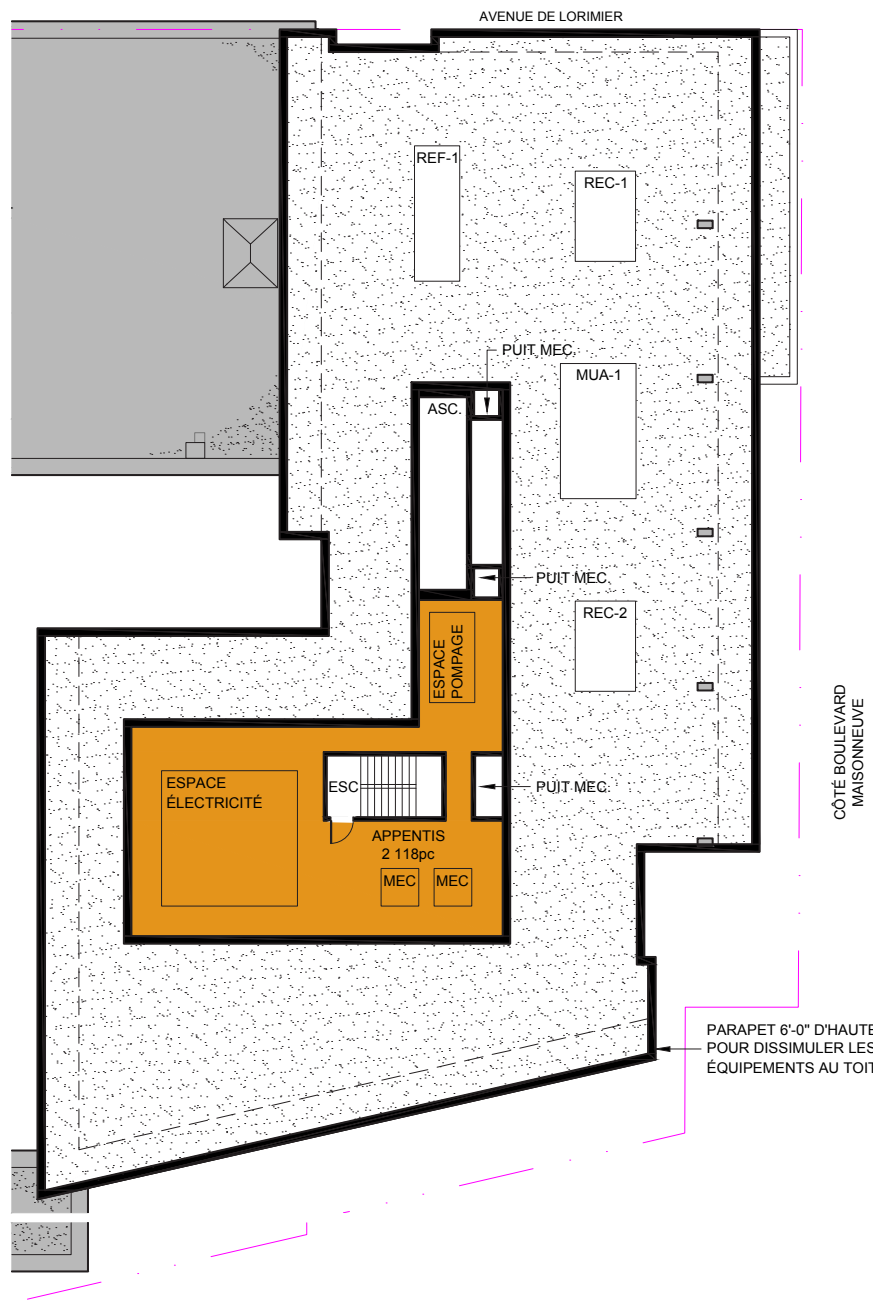
PLANS DES NIVEAUX 9 À 20

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

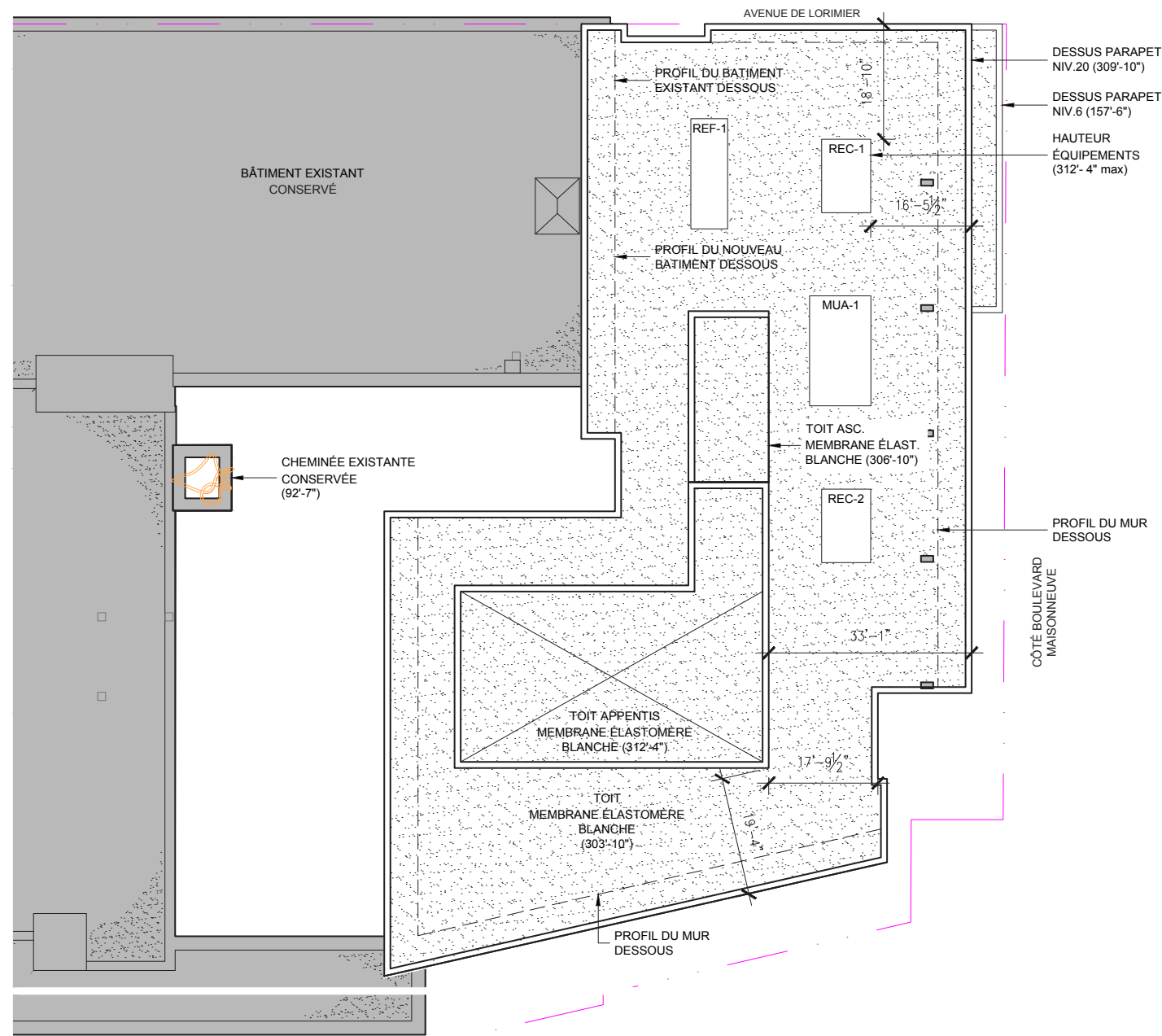
24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- Local d'artiste
- Studio
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan d'appentis



Plan du toit

PLANS DE L'APPENTIS ET DU TOIT

LÉGENDE

- BÂTIMENT EXISTANT CONSERVÉ
- BÂTIMENT EXISTANT DÉMOLI
- ÉTAGE - HAUTEUR CONDITIONNELLE
- ÉTAGE - DE PLEINS DROITS
- SOUS-SOL



CALCUL DE LA HAUTEUR CONDITIONNELLE

NIV. PARAPET 310'-4"
 NIV. TOIT 303'-10"
 NIV. 20 291'-0"
 NIV. 19 280'-9"
 NIV. 18 271'-0"
 NIV. 17 261'-3"
 NIV. 16 251'-6"
 NIV. 15 241'-9"
 NIV. 14 232'-0"
 NIV. 13 222'-3"
 NIV. 12 212'-6"
 NIV. 11 202'-9"
 NIV. 10 193'-0"
 NIV. 9 183'-3"
 NIV. 8 173'-6"
 NIV. 7 163'-9"
 NIV. 6 154'-0"
 NIV. 5 144'-3"
 NIV. 4 134'-6"
 NIV. 3 124'-9"
 NIV. 2 115'-0"
 NIV. RDC 100'-0"



VILLE DE MONTRÉAL
 ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
 24 mai 2023
 DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET DE LA MOBILITÉ

NIV. PARAPET 151'-6"
 NIV. TOIT 150'-9"
 NIV. 3 135'-9"
 NIV. 2 123'-9"
 NIV. RDC 110'-9"
 NIV. SS1 100'-9"

ÉLÉVATION EST

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"

65m (313'-3")



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION NORD

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"



ÉLÉVATION OUEST

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

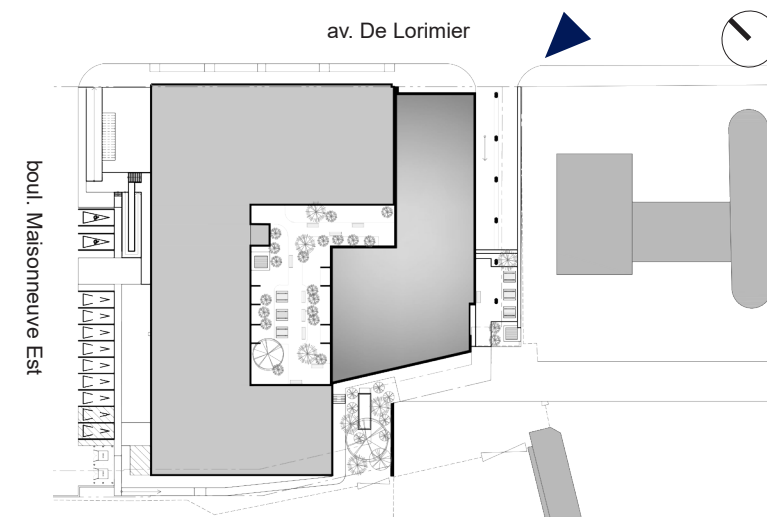
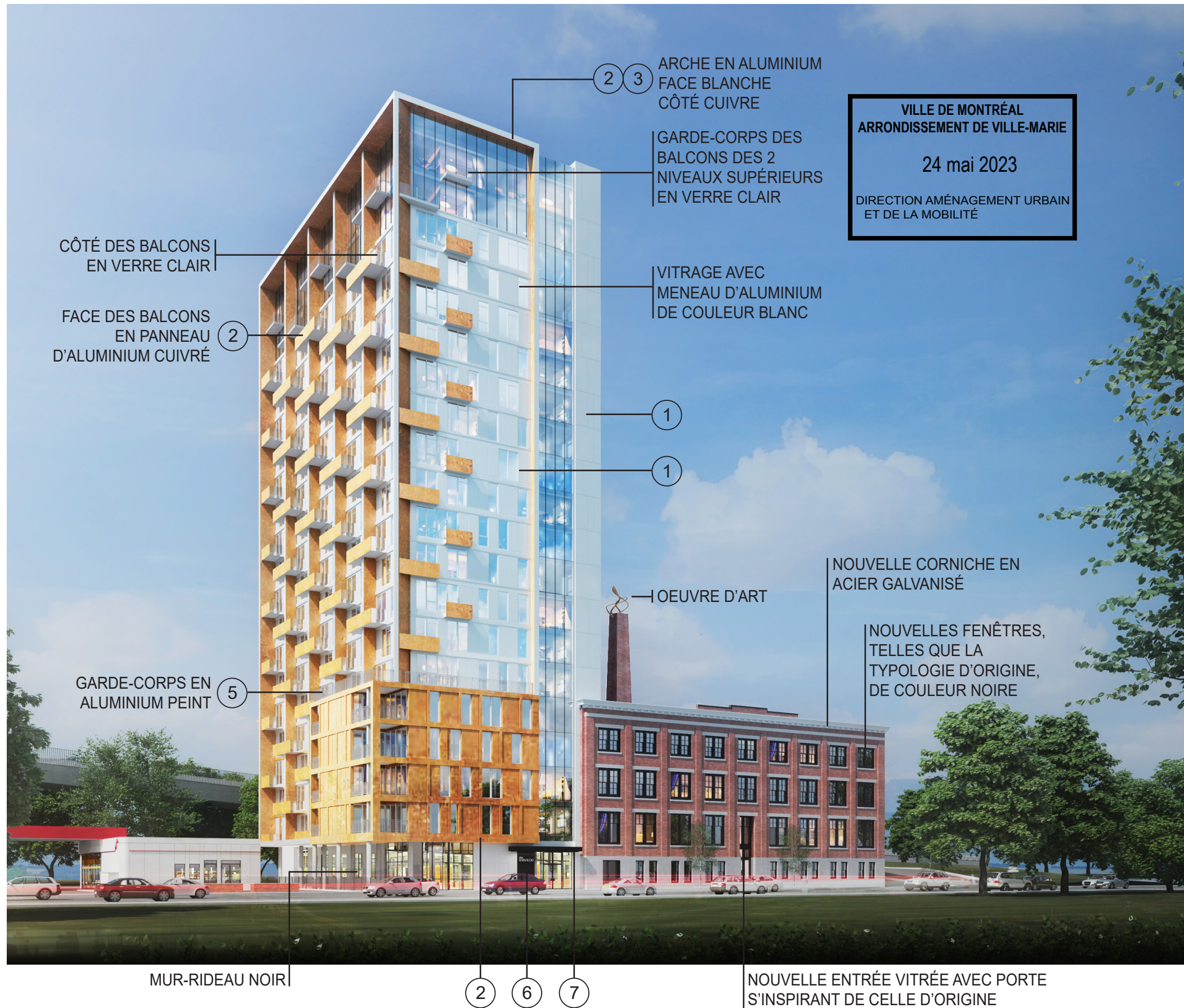
24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

65m (313'-3")



ÉLÉVATION SUD



LÉGENDE DES MATÉRIAUX

- 
1. BÉTON PRÉFABRIQUÉ
 Couleur : Sable
 Fini : Légèrement sablé
- 
2. PANNEAU D'ALUMINIUM
 Fournisseur : Laminators
 Modèle : S-10
 Couleur : Coppertone
- 
3. PANNEAU D'ALUMINIUM
 Fournisseur : Alu-composite
 Système : S-100
 Couleur : Bone white
- 
4. REVÊTEMENT D'ACIER PRÉPEINT
 Fournisseur : MAC
 Modèle : Métal Block
 Couleur : Titanium White
- 
5. GARDE-CORPS EN ALUMINIUM PEINT
 Couleur : Pantone 4262 C
- 
6. REVÊTEMENT À NERVURES
 Fournisseur: Panfab
 Modèle: PR-136
 Couleur : Noir
- 
7. PANNEAU D'ALUMINIUM
 Fournisseur: Panfab
 Modèle: PP-450 Panfab Premium
 Couleur : Noir

PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET BOUL. DE MAISONNEUVE E.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

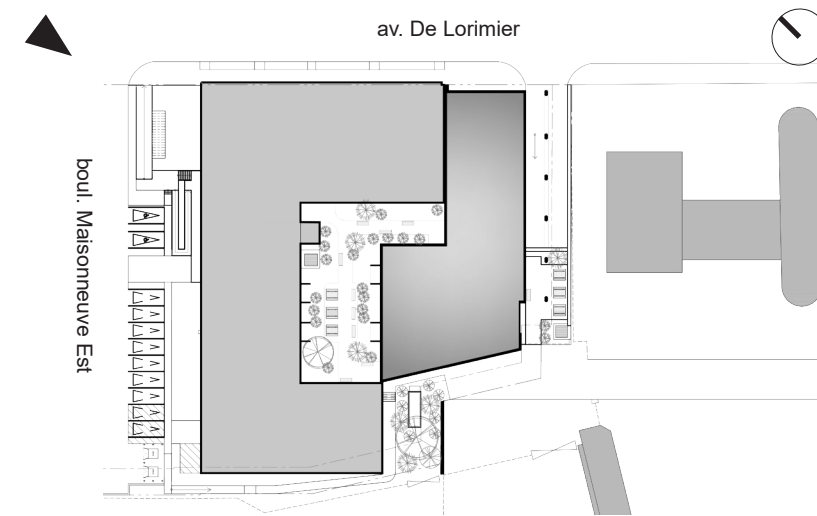
PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET BOUL. DE MAISONNEUVE E.



PERSPECTIVE - RDC AVENUE DE LORIMIER

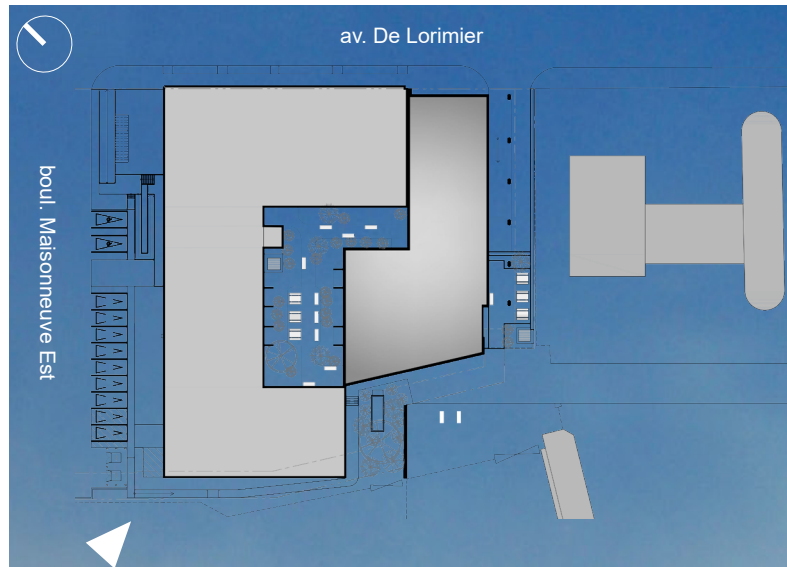
NEUF architect(e)s / CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT BERTONE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
 ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
 24 mai 2023
 DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET DE LA MOBILITÉ

PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET RUE LOGAN



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

24 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



PERSPECTIVE - PONT JACQUES-CARTIER - SORTIE DE MONTRÉAL - VUE AUTOMOBILE



PERSPECTIVE - PONT JACQUES-CARTIER - ENTRÉE À MONTRÉAL - VUE AUTOMOBILE



PERSPECTIVE - PONT JACQUES-CARTIER - ENTRÉE À MONTRÉAL - VUE PIÉTON ET CYCLISTE



PERSPECTIVE DEPUIS LE NOUVEAU PARC DES FAUBOURGS



Dossier # : 1237303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou

1. D'accorder pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier [lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec], conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:

- a. déroger notamment aux articles 5 , 9, 21.8, 34, 34.1, 47, 58, 228 et 288 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale, le recul d'une surhauteur, les constructions hors-toits, la définition du rez-de-chaussée, le calcul de la densité, le mode d'implantation et les usages autorisés;
- b. occuper, transformer et agrandir le bâtiment existant de manière substantiellement conforme aux plans 14 à 17, 20 à 25, 28, 30 à 38, 43 à 47 et 49 à 57 réalisés par Neuf architectes estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 avril 2023;

2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a. la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
- b. la hauteur du bâtiment doit être conforme aux limites de hauteur du Plan d'urbanisme;
- c. la demande de permis d'agrandissement de ce projet doit être accompagnée soit d'une promesse signée de cession d'une servitude de passage réelle et perpétuelle, en faveur de la Ville et à titre gratuit, affectant la partie du lot 1 729 192 identifiée « Emprise de la servitude » au plan 30 ou soit d'une promesse de cession signée, en faveur de la Ville et à titre gratuit de ladite partie du lot 1 729 192 afin d'aménager un passage public ou une voie publique, le tout selon les gabarits officiels de la Ville;
- d. assujettir la délivrance de la demande de permis d'agrandissement au dépôt préalable d'une lettre de garantie, au montant de 638 870, 00 \$, à

titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions de conservation et de restauration du bâtiment existant identifié au plan 28 et devant être intégrés au projet de transformation visé par la présente autorisation;

e. la garantie monétaire visée par le paragraphe d. de l'article 2. doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient terminés les travaux visés par la présente autorisation; advenant que ces travaux n'aient été réalisés dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2., la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;

f. fournir, lors du dépôt d'une demande de permis d'agrandissement, en plus des documents requis par la réglementation, les documents suivants:

i. un devis technique décrivant les mesures de conservation des caractéristiques architecturales du bâtiment existant identifié au plan 28 visé par les travaux;

ii. dans le cas d'une demande visant des travaux comportant un étage situé à une hauteur supérieure à 35 m, un devis technique décrivant les mesures de protection du bâtiment existant identifié au plan 28, prises au moment des travaux d'excavation, de fondation et d'agrandissement les visant;

g. en plus des éléments exclus du calcul de la superficie plancher d'un bâtiment mentionnés aux paragraphes 1^o, 3^o et 6^o l'article 47 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un étage de la partie de bâtiment existant identifié au plan 28 situé sous le niveau du rez-de-chaussée tel qu'identifié au plan 38 peut être déduit de la densité s'il est occupé par un espace collectif intérieur accessible aux occupants du bâtiment.

h. soumettre la demande de permis d'agrandissement relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), notamment les critères des sous-section 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II, en ajoutant les critères suivants :

i. les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II de ce règlement;

ii. les matériaux doivent tendre à reprendre les matériaux du plan 49 et être de grande qualité, notamment les panneaux de couleur cuivre, le verre, le béton préfabriqué et un calibre d'aluminium qui permet d'assurer sa durabilité;

iii. les travaux visant le bâtiment existant identifié au plan 28 doivent tendre à reprendre les caractéristiques d'origine du bâtiment existant ou proposer des interventions contemporaines de qualité équivalente ou supérieure et à être réalisés conformément aux plans 14 à 17, 20 et 22 à 25;

iv. la composition du mur rideau ayant front sur l'avenue De Lorimier doit tendre à être d'une grande transparence;

3. D'assujettir l'entrée en vigueur de la présente autorisation à l'entrée en vigueur d'une modification du Plan d'urbanisme (04-047) visant à retirer l'affectation parc du site visé par la présente autorisation (GDD 1237303001).

4. De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débiter les travaux de transformation ou d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 mai 2023

Résolution: CA23 240171

Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou – 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Sophie Mauzerolle

appuyé par Vicki Grondin

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec), conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 5, 9, 21.8, 34, 34.1, 47, 58, 228 et 288 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur maximale, le recul d'une surhauteur, les constructions hors-toits, la définition du rez-de-chaussée, le calcul de la densité, le mode d'implantation et les usages autorisés;
 - b) occuper, transformer et agrandir le bâtiment existant de manière substantiellement conforme aux plans 14 à 17, 20 à 25, 28, 30 à 38, 43 à 47 et 49 à 57 réalisés par Neuf architectes, estampillés et annotés par l'arrondissement de Ville-Marie le 28 avril 2023;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) la composition architecturale, l'alignement sur rue, la volumétrie, les retraits d'alignements et l'emplacement de l'accès véhiculaire doivent être substantiellement conformes aux plans mentionnés précédemment;
 - b) la hauteur du bâtiment doit être conforme aux limites de hauteur du Plan d'urbanisme;
 - c) la demande de permis d'agrandissement de ce projet doit être accompagnée soit d'une promesse signée de cession d'une servitude de passage réelle et perpétuelle, en faveur de la Ville et à titre gratuit, affectant la partie du lot 1 729 192 identifiée « Emprise de la servitude » au plan 30 ou soit d'une promesse de cession signée, en faveur de la Ville et à titre gratuit de ladite partie du lot 1 729 192 afin d'aménager un passage public ou une voie publique, le tout selon les gabarits officiels de la Ville;

- d) assujettir la délivrance de la demande de permis d'agrandissement au dépôt préalable d'une lettre de garantie, au montant de 638 870, 00 \$, à titre de garantie monétaire visant à assurer le respect des conditions de conservation et de restauration du bâtiment existant identifié au plan 28 et devant être intégrés au projet de transformation visé par la présente autorisation;
 - e) la garantie monétaire visée par le paragraphe d. de l'article 2. doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que soient terminés les travaux visés par la présente autorisation; advenant que ces travaux n'aient été réalisés dans un délai de 60 mois suivant la demande de permis mentionnée au paragraphe c. de l'article 2, la garantie bancaire sera réalisable par le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie;
 - f) fournir, lors du dépôt d'une demande de permis d'agrandissement, en plus des documents requis par la réglementation, les documents suivants :
 - i) un devis technique décrivant les mesures de conservation des caractéristiques architecturales du bâtiment existant identifié au plan 28 visé par les travaux;
 - ii) dans le cas d'une demande visant des travaux comportant un étage situé à une hauteur supérieure à 35 m, un devis technique décrivant les mesures de protection du bâtiment existant identifié au plan 28, prises au moment des travaux d'excavation, de fondation et d'agrandissement les visant;
 - g) en plus des éléments exclus du calcul de la superficie plancher d'un bâtiment mentionnés aux paragraphes 1°, 3° et 6° l'article 47 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), un étage de la partie de bâtiment existant identifié au plan 28 situé sous le niveau du rez-de-chaussée tel qu'identifié au plan 38 peut être déduit de la densité s'il est occupé par un espace collectif intérieur accessible aux occupants du bâtiment.
 - h) soumettre la demande de permis d'agrandissement relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), notamment les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II, en ajoutant les critères suivants :
 - i) les critères des sous-sections 2 à 4 de la section VI du chapitre I du titre II de ce règlement;
 - ii) les matériaux doivent tendre à reprendre les matériaux du plan 49 et être de grande qualité, notamment les panneaux de couleur cuivre, le verre, le béton préfabriqué et un calibre d'aluminium qui permet d'assurer sa durabilité;
 - iii) les travaux visant le bâtiment existant identifié au plan 28 doivent tendre à reprendre les caractéristiques d'origine du bâtiment existant ou proposer des interventions contemporaines de qualité équivalente ou supérieure et à être réalisés conformément aux plans 14 à 17, 20 et 22 à 25;
 - iv) la composition du mur rideau ayant front sur l'avenue De Lorimier doit tendre à être d'une grande transparence;
- 3) D'assujettir l'entrée en vigueur de la présente autorisation à l'entrée en vigueur d'une modification du Plan d'urbanisme (04-047) visant à retirer l'affectation parc du site visé par la présente autorisation (GDD 1237303001).

- 4) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente autorisation, pour débiter les travaux de transformation ou d'agrandissement visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.08
pp 464
1237303002

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 10 mai 2023

IDENTIFICATION Dossier # :1237303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou

CONTENU

CONTEXTE

Une demande a été déposée afin de permettre l'agrandissement d'un bâtiment industriel situé au 1594, avenue De Lorimier. La hauteur de l'agrandissement est supérieure à la hauteur maximale en mètre et en étage prescrite par le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement (01-282), mais le projet peut être autorisé conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

14 septembre 2021 – CA21 240342 – Adopter le Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) à des fins de concordance avec le PPU des Faubourgs

14 juin 2021 – Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme des Faubourgs (04-047-209) qui introduit la hauteur conditionnelle sur le site de l'ancienne savonnerie Barsalou

DESCRIPTION

Site

Le site visé, d'une superficie totale de 4 659 m², est occupé par le bâtiment de l'ancienne savonnerie Barsalou datant de 1910. Ce bâtiment est connu pour avoir provoqué la courbe du pont Jacques-Cartier aussi nommée la courbe Barsalou. À partir de 1943, le bâtiment fut occupé par une entreprise de produits pharmaceutiques (Familex) et, en 1983, il est transformé pour accueillir des entreprises du domaine du cinéma, de la télévision et de l'audiovisuel. Le bâtiment supporte également trois structures de panneaux-réclames bénéficiant de droits acquis et le reste du site est occupé par du stationnement.

PPU des Faubourgs

Le site est compris dans le projet de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier qui vise à contenir les bretelles autoroutières du pont pour redonner un caractère de rues aux avenues Papineau et De Lorimier, créer de nouvelles continuités pour les déplacements actifs

et améliorer l'accessibilité du parc des Faubourgs.

Une des interventions proposées empiète sur le terrain du site Barsalou, soit le prolongement de la rue Logan et l'agrandissement du parc des Faubourgs. Rappelons que la proposition de prolongement de la rue Logan permettra :

- de créer une nouvelle intersection avec feu de circulation sur l'avenue De Lorimier pour contenir le trafic automobile sur le pont plutôt que dans le quartier habité;
- d'offrir un trajet est-ouest supplémentaire aux transports actifs;
- de révéler la façade nord du bâtiment, conçue à l'origine comme façade principale.

Enfin, le PPU des Faubourgs prévoit également que la portion non construite au sud puisse accueillir une hauteur conditionnelle, c'est-à-dire que cet emplacement peut être construit jusqu'à une hauteur maximale de 65 m de façon proportionnelle à la superficie plancher conservée dans le bâtiment existant.

Projet

La demande vise à autoriser la construction d'une tour adjacente au bâtiment existant, conformément à procédure de hauteur conditionnelle. Cette tour de 20 étages (65 m), d'une superficie plancher de 774 m² dans sa partie au-delà de 35 m, comprendrait 243 logements. Ces logements sont prévus pour répondre à un programme de financement pour la construction de logements locatifs de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

La portion existante accueillera également des logements ainsi que des espaces d'atelier d'artistes au sous-sol. Par ailleurs, la nouvelle occupation proposée ne comprend aucune transformation majeure à l'apparence extérieure du bâtiment existant et les interventions suivantes sont proposées:

- installation d'une oeuvre d'art jumelle sur la cheminée (l'autre oeuvre sera installée sur le toit-terrasse);
- restauration du parapet et de la corniche selon la forme et apparence présumée d'origine
- restauration des ouvertures selon la forme et l'apparence présumée de l'origine;
- restauration et réparation de la maçonnerie;
- réhabilitation des caractéristiques architecturales telles que la marquise de la façade nord ou l'entrée principale de l'avenue De Lorimier;
- retrait des panneaux-réclames.

De son côté, l'agrandissement proposé est de facture contemporaine afin de se distinguer du bâtiment existant. Il présente d'abord un volume de cinq étages dont le revêtement est en majeure partie composé de panneaux de couleur cuivrée. Ces panneaux sont par ailleurs repris dans la composition des garde-corps des balcons de la partie en hauteur qui sont reliés par des pilastres et disposés de manière à donner une texture à la façade sud. Pour leur part, les pilastres et les arches sont de couleur claire pour la partie extérieure et cuivrés pour la partie intérieure alors que le mur est en maçonnerie claire.

Le mur sud est largement fenêtré notamment les deux derniers étages qui le sont totalement tout comme les garde-corps des balcons de ces niveaux. Cette caractéristique est reprise sur l'ensemble des façades.

Une partie des étages inférieurs est appuyée sur des pilotis surplombant l'accès aux espaces souterrains de stationnement. C'est d'ailleurs depuis l'avenue De Lorimier que se feront tous les accès à la nouvelle partie et où se trouvent également le lobby, une salle de coworking et une salle d'exercices: les espaces adjacents au trottoir seront totalement fenêtrés. Ce volume se distingue également par la composition des garde-corps qui sont constitués de

barrotins.

Dans sa partie supérieure, la façade de l'avenue De Lorimier reprend la même matérialité que la façade sud, mais est segmentée à l'aide d'un cadre et d'un mur rideau d'une largeur équivalente à l'entrée principale. Le mur nord de l'agrandissement est également découpé puisque la partie basse la plus à l'ouest présente une avancée par rapport aux niveaux supérieurs. Elle ne comporte aucun balcon, mais une terrasse sera aménagée sur son toit où sera également installée une des deux œuvres jumelles.

La façade donnant sur le tablier du pont Jacques-Cartier reprend les éléments présents sur le mur sud, toutefois elle est interrompue par un recul permettant l'aménagement d'une terrasse correspondant aux niveaux 9 et 10. L'ensemble de la façade est parallèle avec le tablier du pont Jacques-Cartier à l'exception des deux interruptions mentionnées précédemment. La face sud du cadre du mur parallèle au tablier du pont est par ailleurs la seule qui présente un motif courbe en rappel de la courbe provoquée par la savonnerie Barsalou.

Cadre réglementaire

Pour ce site, une surhauteur de 35 m est autorisée en vertu du Règlement d'urbanisme (01-282).

- Le PPU des Faubourgs prévoit qu'un bâtiment peut atteindre une hauteur maximale de 65 m en vertu de la procédure de hauteur conditionnelle. Cette hauteur conditionnelle est calculée selon un ratio de 1 pour 1, c'est-à-dire que pour un mètre carré de superficie de plancher conservée de l'ancienne savonnerie et intégrée au projet, il est possible d'ajouter un mètre carré de superficie de plancher au-dessus de la hauteur maximale prescrite par le Plan d'urbanisme, et ce, jusqu'à concurrence d'une hauteur de 65 m.
 - La hauteur conditionnelle peut uniquement être autorisée selon une procédure discrétionnaire telle qu'une résolution en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011).
 - Peu importe la superficie patrimoniale conservée, le projet doit respecter le coefficient d'occupation du sol (C.O.S.) de 4.
- En vertu de l'article 5 du Règlement d'urbanisme, le niveau sous-sol du bâtiment existant est considéré comme un rez-de-chaussée suite à son agrandissement.
- L'article 47 du Règlement d'urbanisme, qui prévoit les éléments exclus du calcul de la superficie plancher, n'inclut pas les ateliers d'artistes accessoires situés sous le niveau du rez-de-chaussée. Toutefois, le plan d'urbanisme prévoit, au chapitre 3.1.2, que la superficie de plancher occupée par un aménagement visant à ajouter au confort des usagers d'un immeuble déjà construit peut être exclue de ce calcul.
- Le projet est situé dans un secteur de catégorie M.7C pour lequel un usage résidentiel est autorisé au rez-de-chaussée uniquement en vertu de la procédure des usages conditionnels.
- Le projet est situé dans l'unité de paysage Savonnerie Barsalou (SB) et doit respecter les critères suivants:
 - la conservation et l'intégration de façon durable des caractéristiques architecturales existantes de l'aile centrale et de l'aile bordant l'avenue De Lorimier, incluant la cheminée, doivent être favorisées;
 - une architecture pouvant constituer un point de repère exemplaire dans le paysage du front fluvial et d'entrée de ville doit être privilégiée pour une construction en surhauteur;
 - une interface accueillante et dynamique avec le prolongement de la rue Logan et le parc des Faubourgs doit être favorisée.
- La construction, ainsi qu'une partie de la station-service voisine, est située dans un site identifié comme parc dans les affectations du plan d'urbanisme: une modification du Plan d'urbanisme est en cours afin de retirer cette affectation des portions de

terrains privés;

- L'autorisation du projet ne peut être accordée qu'une fois le Plan d'urbanisme modifié.

Ce projet n'est pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire

JUSTIFICATION

Le site de ce projet comprend plusieurs contraintes au niveau de la volumétrie. En effet, l'implantation et la hauteur étant paramétrées de façon très précise, c'est essentiellement au niveau de la composition des façades et de la matérialité que le projet peut se distinguer. C'est ce qui explique la répartition particulière des balcons et le fractionnement des volumes qui permettent d'avoir un projet qui offre des perspectives sur le projet qui se distingue non seulement en fonction des points de vue depuis le pont, mais aussi depuis la rue.

Malgré tout, d'autres contraintes favorisent la réalisation d'une construction qui constitue un point de repère pour le secteur. En effet, la forme de son implantation qui comprend une façade oblique et une façade d'une largeur de 15 m, soit une largeur réduite pour un tel type de bâtiment, lui permettent de se démarquer.

Les travaux proposés sur le bâtiment présentent également plusieurs aspects intéressants tels que la conservation et la restauration de la cheminée, l'installation d'une corniche, le retrait des panneaux-réclames bénéficiant de droits acquis ou la réparation des éléments d'origine. Également, l'installation d'une œuvre d'art sur la cheminée et sur le toit-terrasse est un bon rappel des caractéristiques d'origine disparues et permet d'offrir une mise en scène d'entrée de ville aux passants.

En ce qui a trait aux aménagements aux sols, c'est uniquement la portion nord qui comprend des espaces non construits propices à l'aménagement d'une cour avant. Puisque ce terrain est prévu pour l'aménagement d'une voie publique, l'autorisation du projet sera conditionnelle à la cession ou à la réalisation d'une servitude publique au bénéfice de la Ville. Ainsi, l'aménagement de cet espace ne pourra qu'avoir un caractère transitoire en attendant la réalisation du projet du réaménagement de la tête de pont.

Le projet respecte les plages minimales d'ensoleillement et s'inscrit également dans le paysage des vues d'intérêt vers le pont Jacques-Cartier. Sur ce dernier point, le projet ne présente aucun impact dans l'axe de l'avenue De Lorimier et, depuis la rue Ontario au niveau de l'église Notre-Dame-de-Guadelupe, l'implantation oblique permet de dégager la principale superstructure du pont Jacques-Cartier alors que le retrait des panneaux-réclames permet de la rendre encore plus visible.

Considérations

- Le projet permet de réaliser le projet de la tête de pont.
- Le projet permet d'augmenter l'offre de logements abordables dans le quartier Centre-Sud.
- La proposition répond aux conditions du comité consultatif d'urbanisme.
- L'ensemble des dérogations sont justifiées notamment afin de favoriser la présence d'une communauté artistique qui réside dans le quartier.
- Même si le site visé présente plusieurs contraintes, notamment relatives à la volumétrie, le projet répond à l'ensemble des critères tels que l'architecture qui marque un point de repère dans le paysage d'entrée de ville et que l'implantation favorise le dégagement des vues protégées, mais également par le retrait des panneaux-réclames

qui bénéficient de droits acquis.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Les modalités de tenue de la consultation sont sujettes à changement selon l'évolution de la situation en lien avec la pandémie de la COVID-19 et pourraient être ajustées en fonction des directives gouvernementales à être émises.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis annonçant une assemblée publique sur le projet et la procédure d'approbation référendaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption par le conseil d'arrondissement du 9 mai 2023 d'un premier projet de résolution de projet particulier.

- Assemblée publique de consultation du 24 mai 2023.
- Adoption par le conseil d'arrondissement du 6 juin 2023 d'un deuxième projet de résolution de projet particulier.
- Publication de l'avis annonçant la période d'approbation référendaire.
- Adoption de la résolution de projet particulier par le conseil d'arrondissement du 12 septembre 2023.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire atteste de la conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme / Avis favorable avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-04-28

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-04-28

Dossier # : 1237303002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'agrandissement d'un bâtiment selon la procédure de hauteur conditionnelle pour le bâtiment situé au 1600, avenue De Lorimier (lots 1 729 192 et 2 431 423 du cadastre du Québec) conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - Ancienne savonnerie Barsalou



Plans estampillés et annotés.pdf



Procès verbal - Comité consultatif d'urbanisme - 2023-01-19.pdf



Procès-verbal - Comité consultatif d'urbanisme - 2023-03-16.pdf



Grille d'analyse Montréal 2030 1237303002.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Olivier LÉGARÉ
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-8524
Télécop. : 514 123-4567



Vue intersection Parc des Faubourgs et De Lorimier



Vue façade De Lorimier



Vue façade ancienne rue Rodney, coin du pont Jacques-Cartier



Vue façade ancienne rue Rodney, intersection De Lorimier

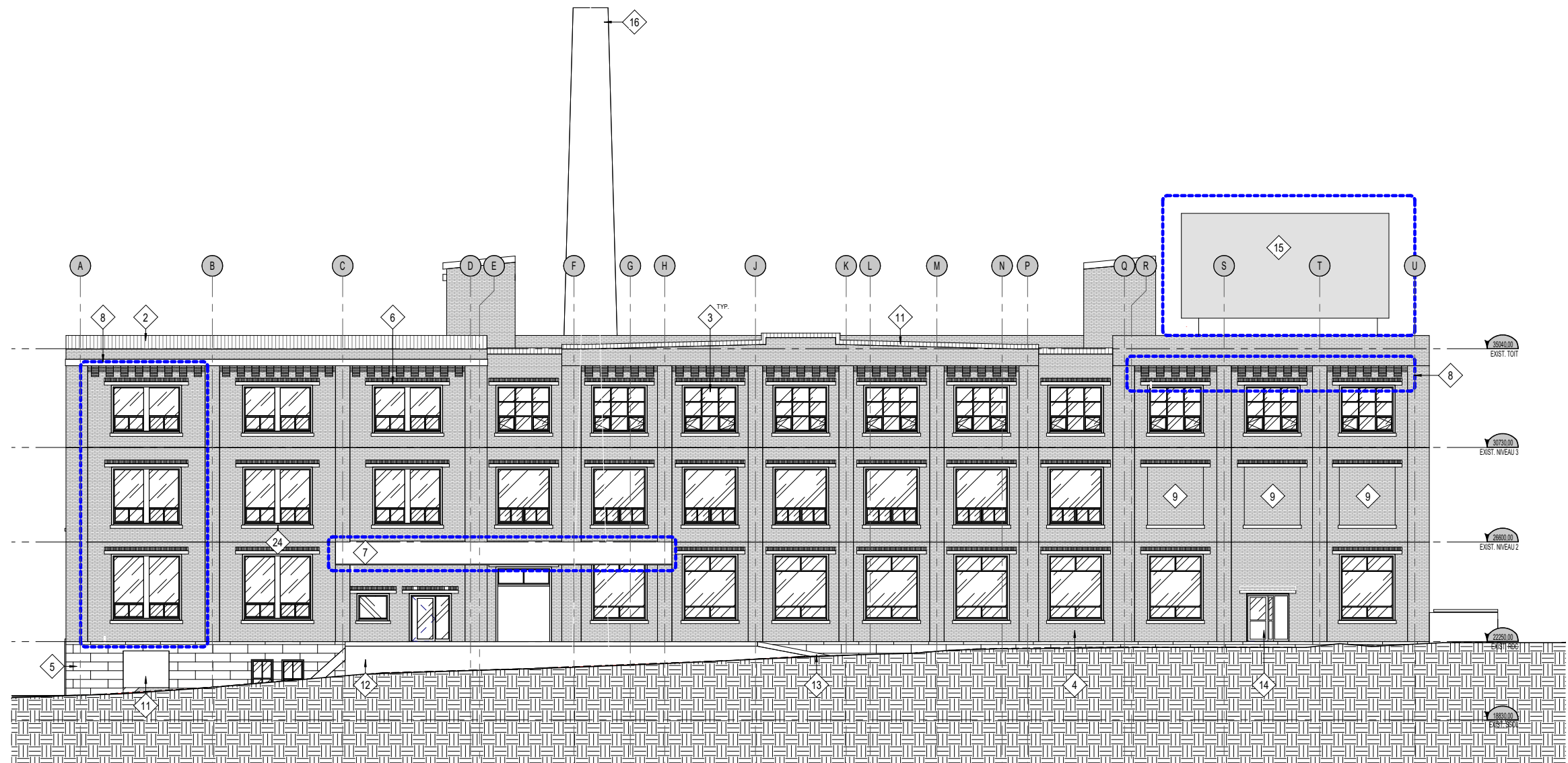
STRATÉGIES DE RÉFECTION

La stratégie de réfection du bâtiment envisage différents niveaux d'interventions pour revitaliser l'ancienne savonnerie Barsalou, soit des travaux d'**entretien**, des travaux **esthétiques**, de **restauration**, de **renovation** et aussi de **démolition**.

- **Travaux d'entretien** : En général, ce sont des travaux de réfection qui permettront de garantir la pérennité du bâtiment. Il s'agit par exemple de travaux de rejointoiement de maçonnerie, scellement des joints entre les parements, réfection des linteaux et allèges ;
- **Travaux esthétiques** : Qu'il s'agisse du nettoyage de la brique, du décapage de la peinture sur la maçonnerie, de la modification de la couleur des solins, les travaux de cosmétiques permettront de redorer le blason du bâtiment ;
- **Travaux de restauration** : Certains éléments contribuent à enrichir la qualité architecturale du bâtiment, la marquise de la façade NORD en est un exemple et le projet propose de la restaurer selon la construction d'origine, soit la moitié située la plus près de la rue De Lorimier, l'autre moitié étant un ajout plus tardif. La cheminée sera également revitalisée par l'intégration d'une oeuvre d'art à l'architecture. Finalement, la corniche de la façade De Lorimier fera l'objet d'une réfection proposant une facture réinterprétée contemporaine, en accord avec les recommandations de BC2 ;
- **Travaux de rénovation** : Quoique plus mineures, certaines interventions comme l'entrée principale Delorimier fera l'objet d'une réfection et celle-ci pourra offrir une facture plus contemporaine, témoignage de l'époque actuelle. ;
- **Travaux de démolition** : Que ce soit la chaufferie située dans la partie centrale SUD du bâtiment ou encore l'édicule de la façade arrière qui fut un ajout tardif, les travaux de démolition permettront d'améliorer la condition du bâtiment existant en permettant, par exemple, la réutilisation de la brique d'origine. L'élimination des enseignes d'affichage au toit constitue également une intervention qui profitera au panorama de l'entrée de ville ;

INTERVENTIONS PROPOSÉES

28 avril 2023



Élévation existante - NORD

NOTES SPÉCIFIQUES

#

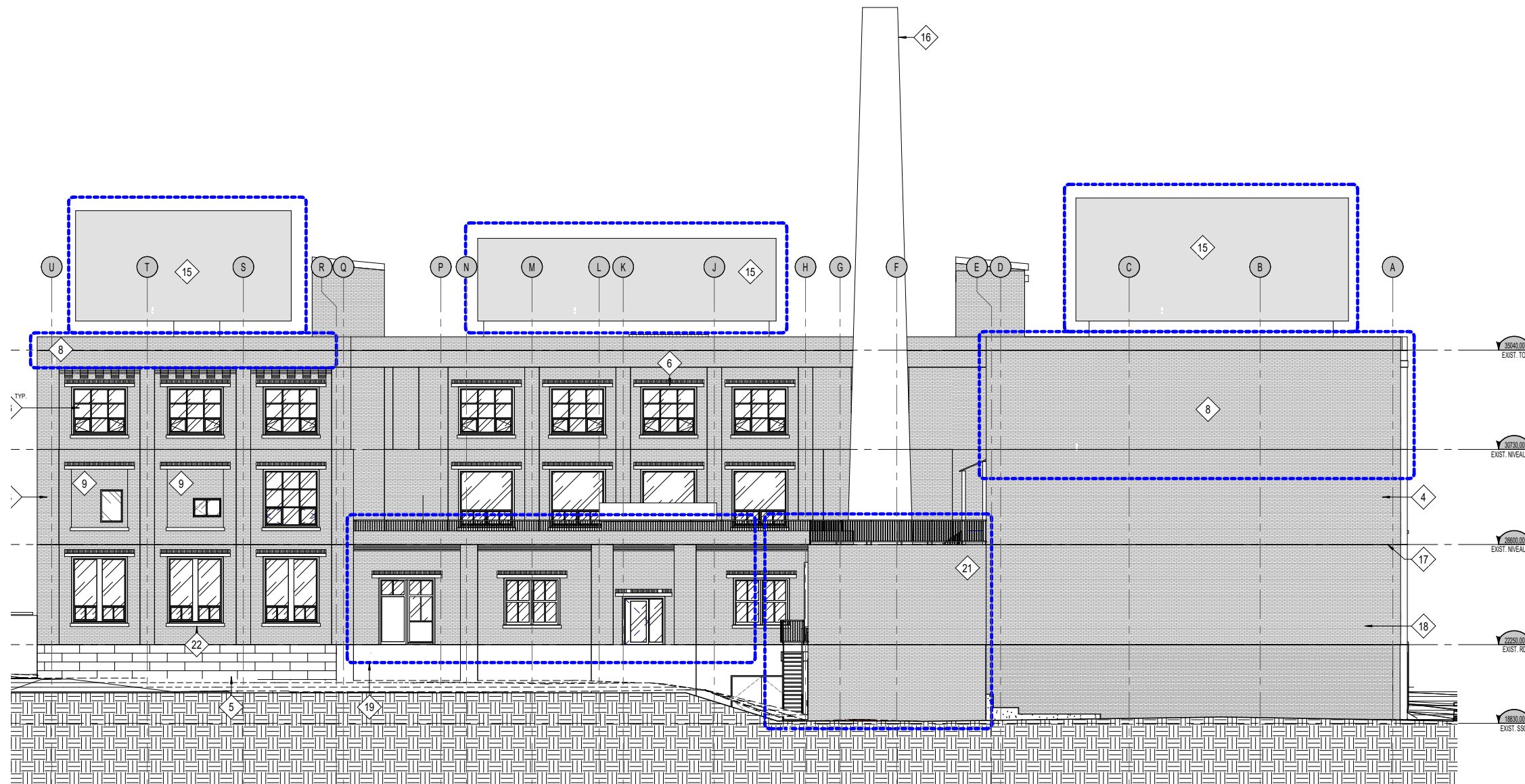
1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinture.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinture des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



Élévation existante - SUD

NOTES SPÉCIFIQUES

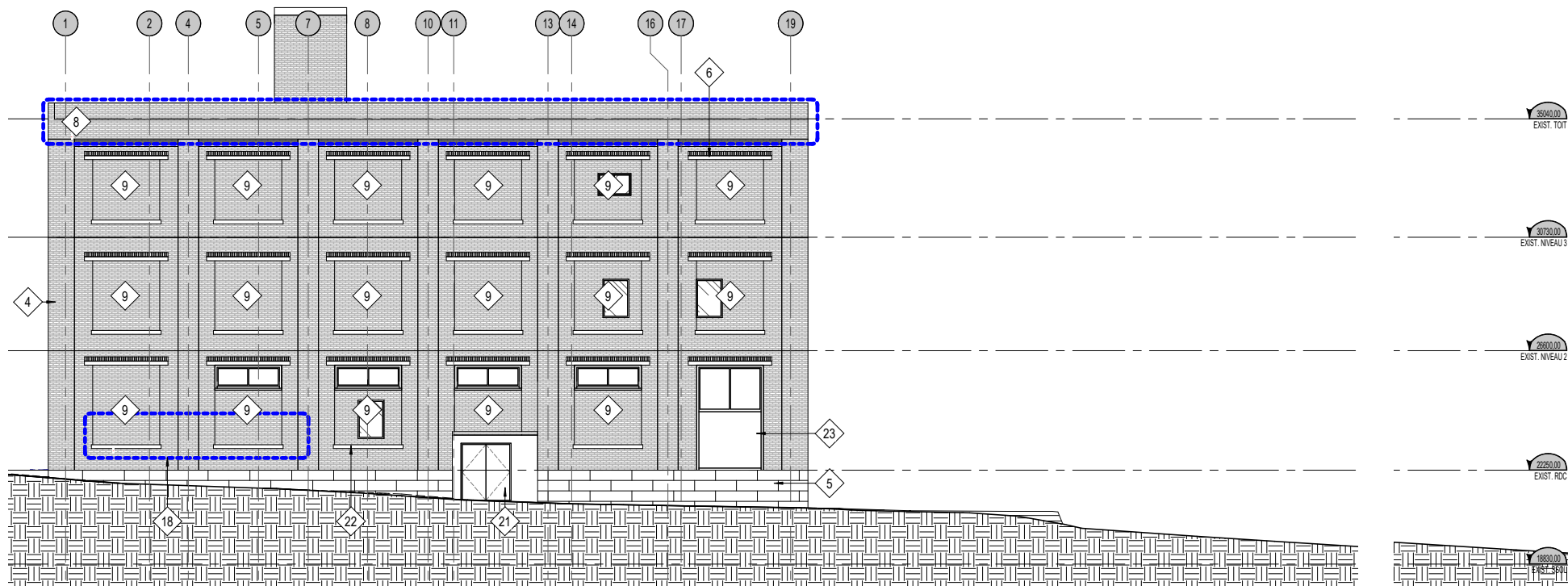


1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinturage.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinturage des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES



Élévation existante - EST



Élévation existante - OUEST

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

NOTES SPÉCIFIQUES

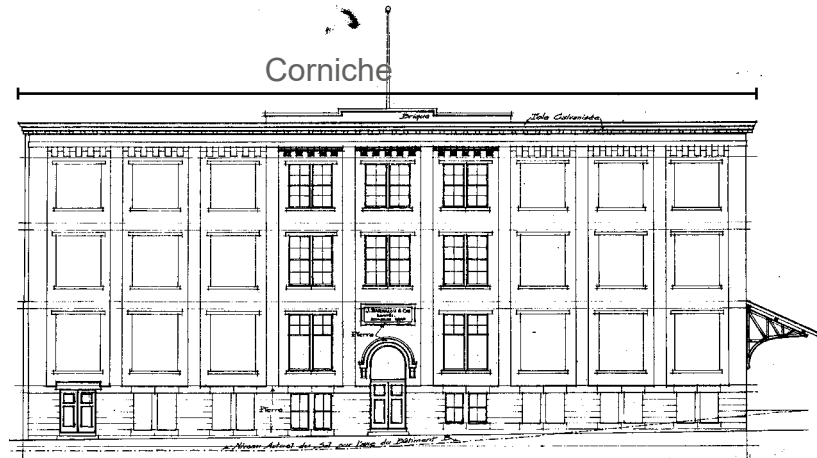
#

1. Revitalisation de l'entrée principale Delorimier et du fronton le surplombant.
2. Réfection de la corniche s'inspirant de la corniche d'origine tant au niveau de la forme que de la couleur (voir détail proposé à la page 20).
3. Remplacement des fenêtres selon leur typologie d'origine.
4. Nettoyage et rejointoiment du parement de brique.
5. Réparation ponctuels du basilaire de pierre.
6. Restauration des linteaux d'acier : décapage et repeinture.
7. Démolition de la partie OUEST de la marquise recouvrant l'entrée et la porte de livraison.
8. Nettoyage de la peinture sur la maçonnerie.
9. Installation de nouvelles fenêtres dans les baies obturées selon la typologie d'origine.
10. Remplacement ou repeinture des solins métalliques verts.
11. Trappe d'accès en vasistas à rénover
12. Démolition et reconstruction de l'escalier et de la galerie.
13. Rampe d'accès universelle à refaire.
14. Remplacement de la porte d'accès à l'extrémité NORD et réfection du trottoir.
15. Élimination de tout l'affichage au toit.
16. Nouveau couronnement à la cheminée par l'intégration des arts à l'architecture, en accord avec les recommandations de BC2. Réfection et rejointoiment de la brique.
17. Nettoyage du goudron sur la brique.
18. Nettoyage des graffitis.
19. Démolition de l'ancienne chaufferie. Récupération de la brique d'époque pour les travaux de réfection.
20. Démolition de l'édicule contemporain adjacent à la chaufferie. Restauration du mur d'origine derrière cet édicule.
21. Démolition et reconstruction de l'ancienne édicule.
22. Remplacement des allèges de maçonnerie fissurés.
23. Obturation d'une partie de l'ouverture existante et remplacement de la fenêtre selon la typologie et les dimensions d'origine.

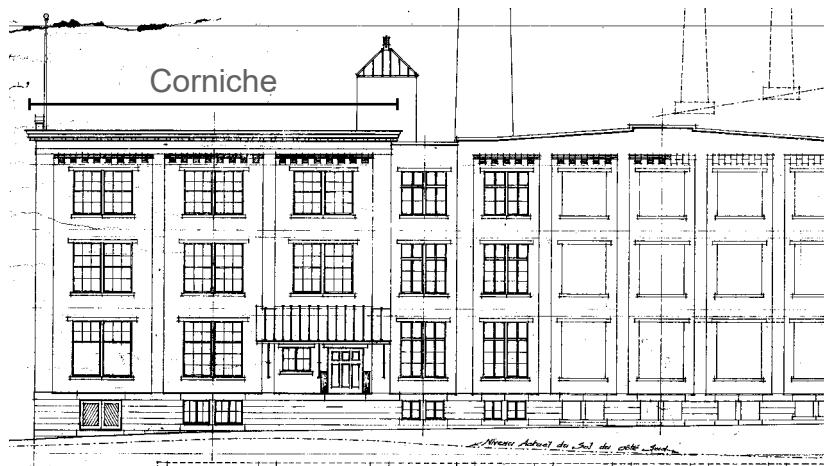
INTERVENTIONS PROPOSÉES - ÉLÉVATIONS EXISTANTES

RESTAURATION DE LA CORNICHE

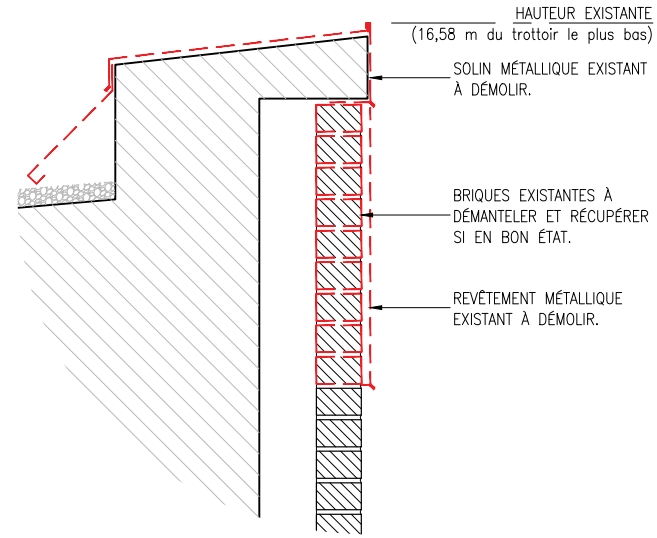
La réfection de la corniche sera travaillée en s'inspirant de la corniche d'origine, permettant ainsi de rappeler la prédominance de la façade de l'avenue De Lorimier.



PLANS D'ORIGINE - PARAPET
Façades rue De Lorimier, 1910

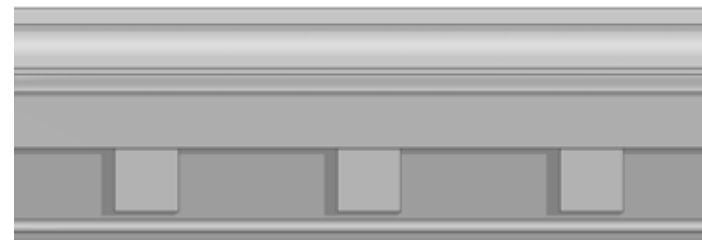


Façade rue Rodney, 1910,
Parc du Faubourgs



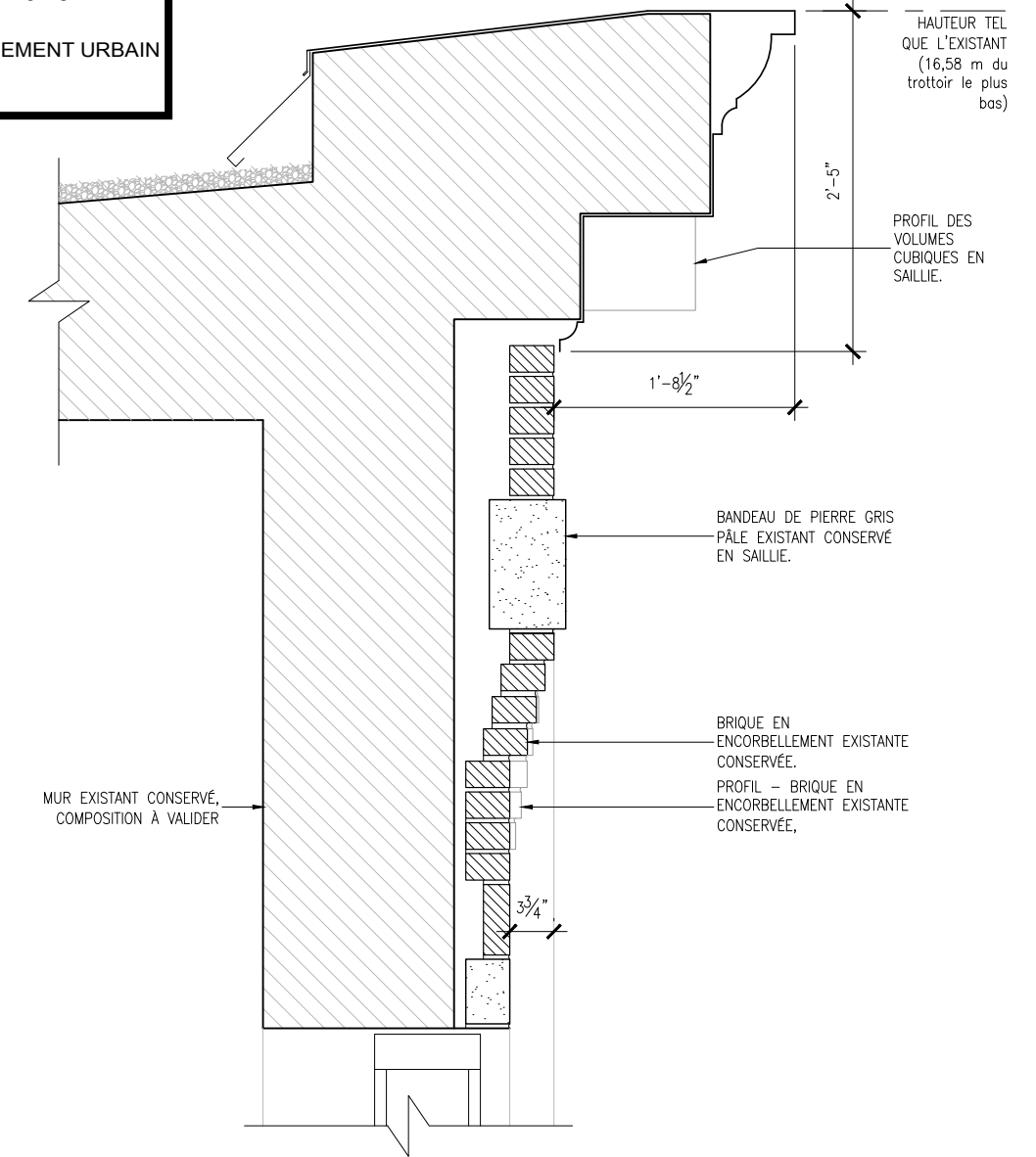
Détail du parapet actuel et démolition proposée

Considérant que la hauteur du bâtiment constitue un droit acquis, les travaux ne prévoient pas de modifications à la hauteur par rapport aux conditions existantes.



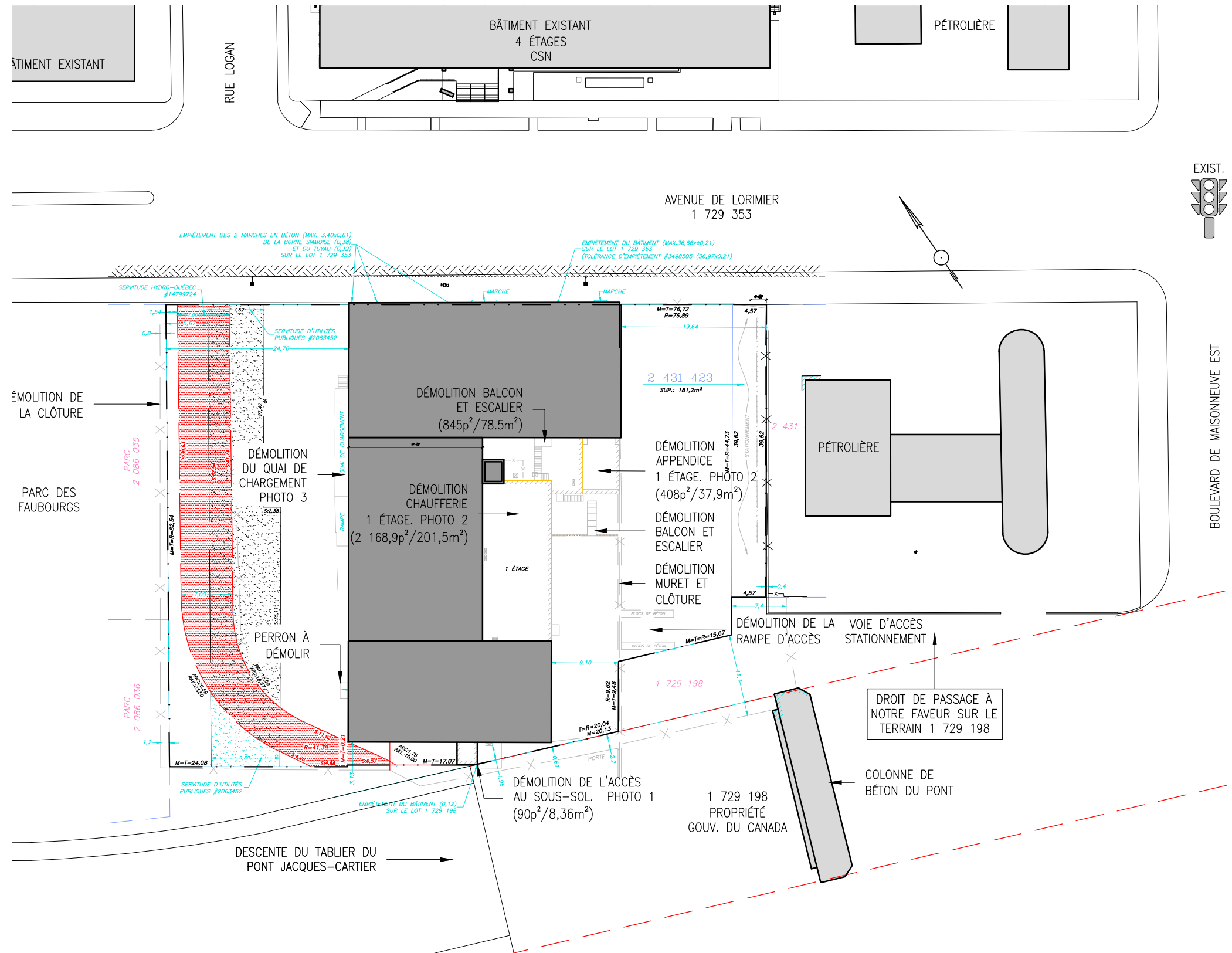
Travail des matériaux, de la forme et de la couleur en s'inspirant de la corniche d'origine

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



Concept préliminaire

Le détail sera ajusté lors de la validation des composantes existantes.
Note: Le parapet sur l'aile donnant sur le parc des Faubourgs atteint une hauteur de 17 m, mesurée à partir du niveau de trottoir le plus bas sur De Lorimier.



DÉMOLITIONS PROPOSÉES



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PERSPECTIVE - ENTRÉE PRINCIPALE DU BÂTIMENT EXISTANT



PERSPECTIVE - COIN DU BÂTIMENT EXISTANT



PERSPECTIVE - ENTRÉE SECONDAIRE DU BÂTIMENT EXISTANT

CORNICHE ET PARAPET

S'inspirant des édifices conçus par Eugène Payette, la corniche et le parapet de l'aile Delorimier ont été réintroduit dans les travaux de réfection du bâtiment existant.

- L'aspect de la corniche, sa matérialité de même que sa couleur d'acier galvanisé proviennent des informations contenues dans les plans d'origines.
- La configuration du parapet respectera les plans d'origine. La maçonnerie utilisée proviendra des matériaux récupérés lors des travaux de démolition ce qui confèrera au parapet un aspect d'authenticité.

FENESTRATION

La conversion de l'édifice en faveur d'un usage principalement résidentiel favorisera le remplacement des fenêtre existantes. Nombre de celles-ci, au fil du temps ont fait l'objet de remplacement et de modifications s'éloignant du concept d'origine. Le remplacement pourra permettre de se rapprocher de la typologie des fenêtre existantes.

ENTRÉE PRINCIPALE

Considérant les modifications apportées à l'entrée principale depuis sa conception d'origine, celle-ci fera l'objet d'une réfection d'orientation contemporaine en offrant une devanture généreusement vitrée qui intégrera en partie supérieure des croisillons que l'on retrouve aux fenêtres du rez-de-chaussée. Les portes de l'entrée s'inspirant des portes d'origine, intégrerons des regards vitrés plutôt que les panneaux ravalés en bois.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



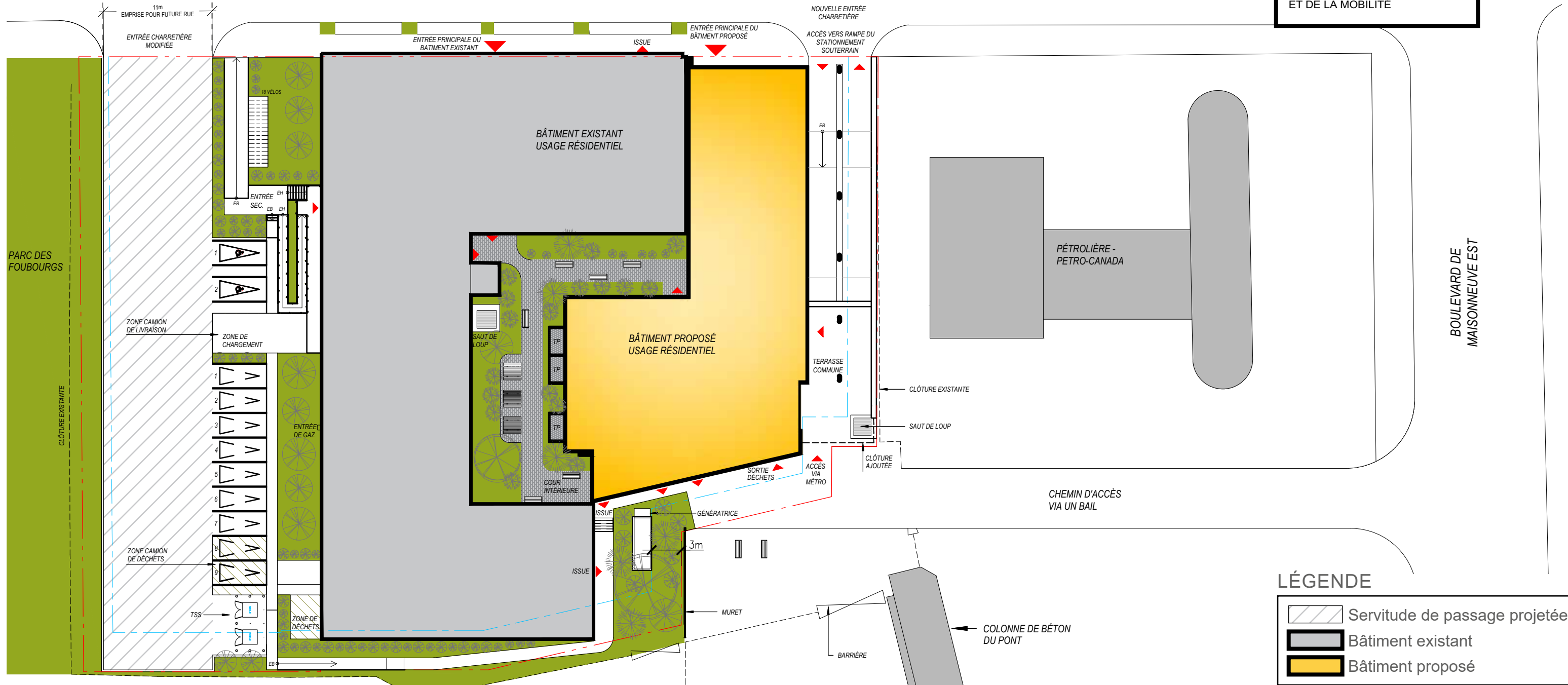
RUE LOGAN
(SERVITUDE DE PASSAGE)

AVENUE DE LORIMIER
1 729 353




VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

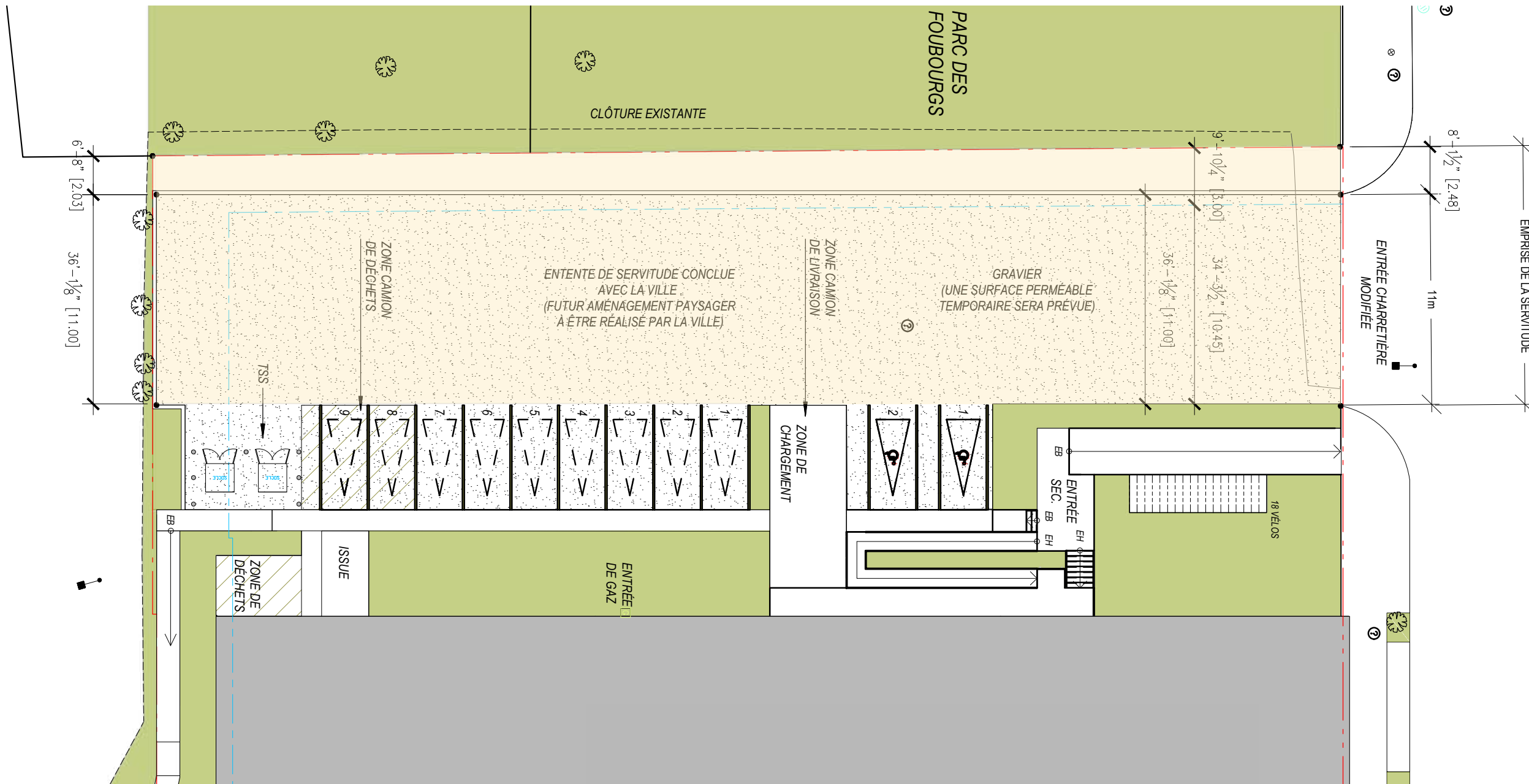
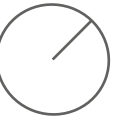


LÉGENDE

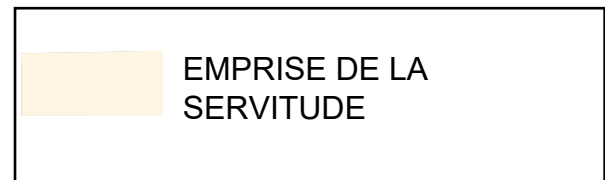
-  Servitude de passage projetée
-  Bâtiment existant
-  Bâtiment proposé

IMPLANTATION PROPOSÉE

ÉCHELLE 1:500



LÉGENDE



PLAN D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ À PARTIR DU PLAN D'ARPEUTEUR-GÉOMÈTRE - BÉRARD TREMBLAY
DATE: 2 MAI 2022

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PLAN DE CADASTRE AVEC FUTURE SERVITUDE DE PASSAGE

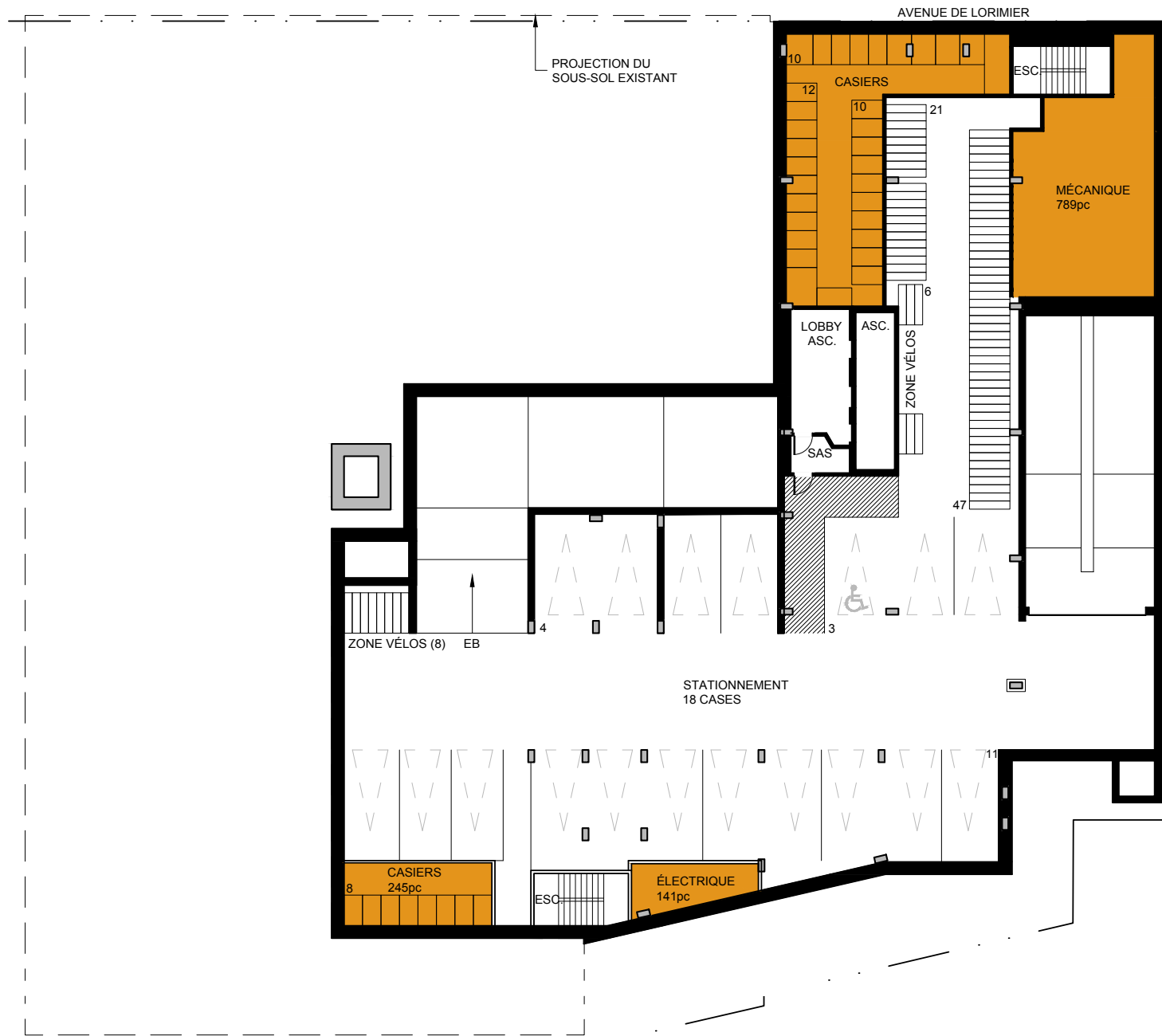
ÉCHELLE 1/32"=1'-0"

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan du sous-sol 1



Plan des sous-sols 2 à 5

PLANS DES NIVEAUX SOUS-SOL- AGRANDISSEMENT

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan RDC existant et Niveau 2 nouveau



Plan SS existant et RDC nouveau

PLANS DES NIVEAUX RDC ET 2

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan Niveau 3 existant et Niveaux 4-5 nouveaux



Plan Niveau 2 existant et Niveau 3 nouveau

PLANS DES NIVEAUX 3 À 5

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



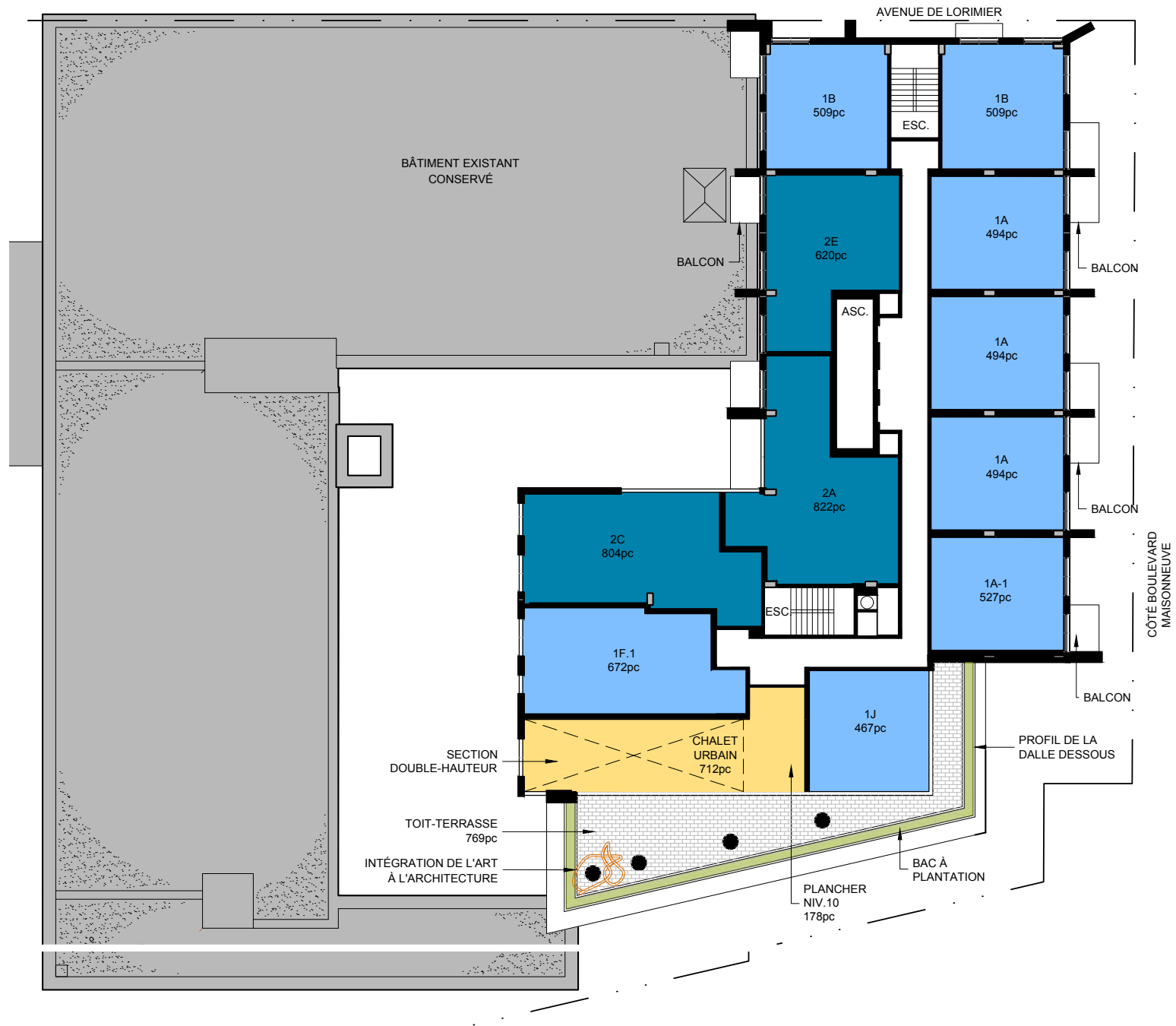
Plan des niveaux 7 et 8



Plan du niveau 6

PLANS DES NIVEAUX 6 À 8

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan des niveaux 9 et 10

PLANS DES NIVEAUX 9 ET 10

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan des niveaux 12 à 20

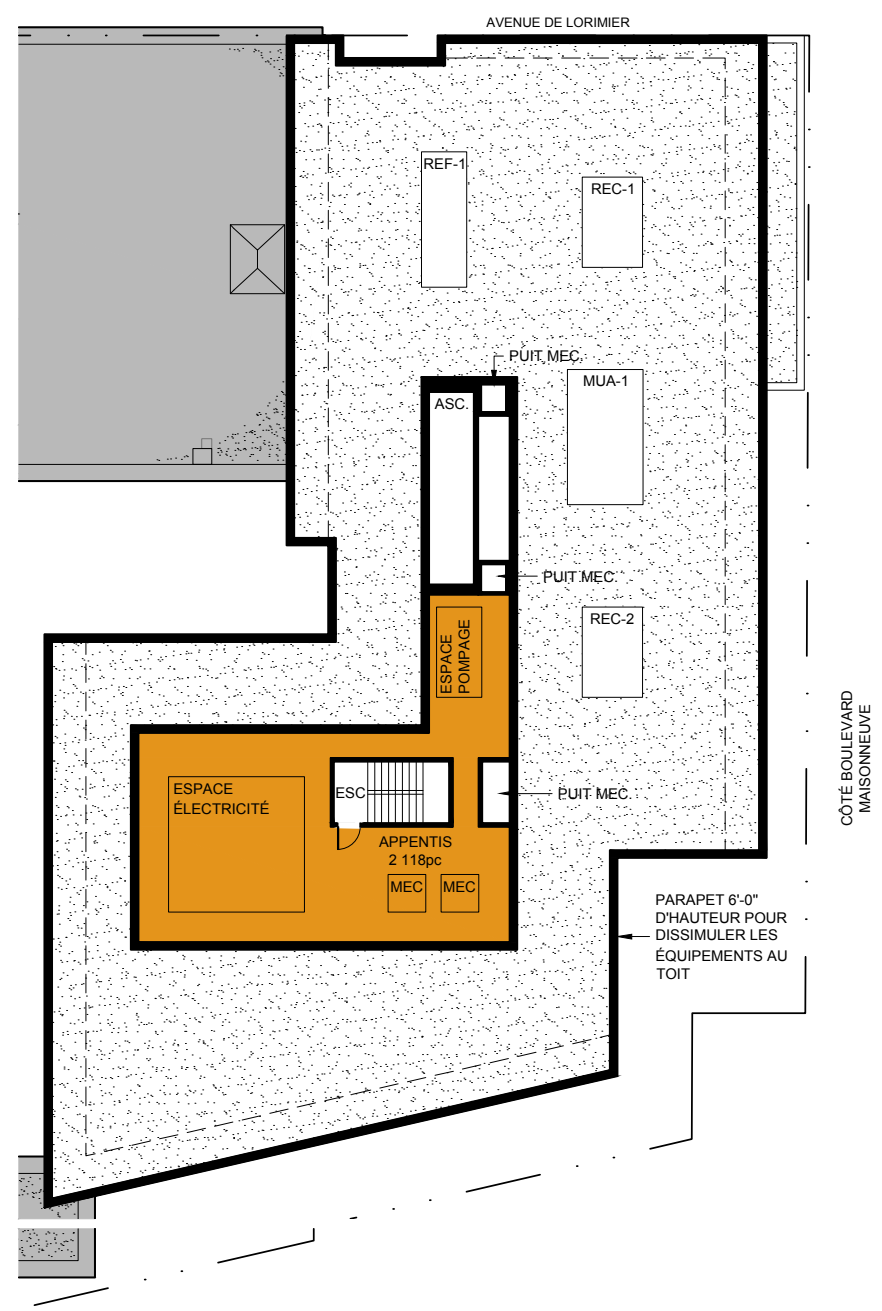


Plan du niveau 11

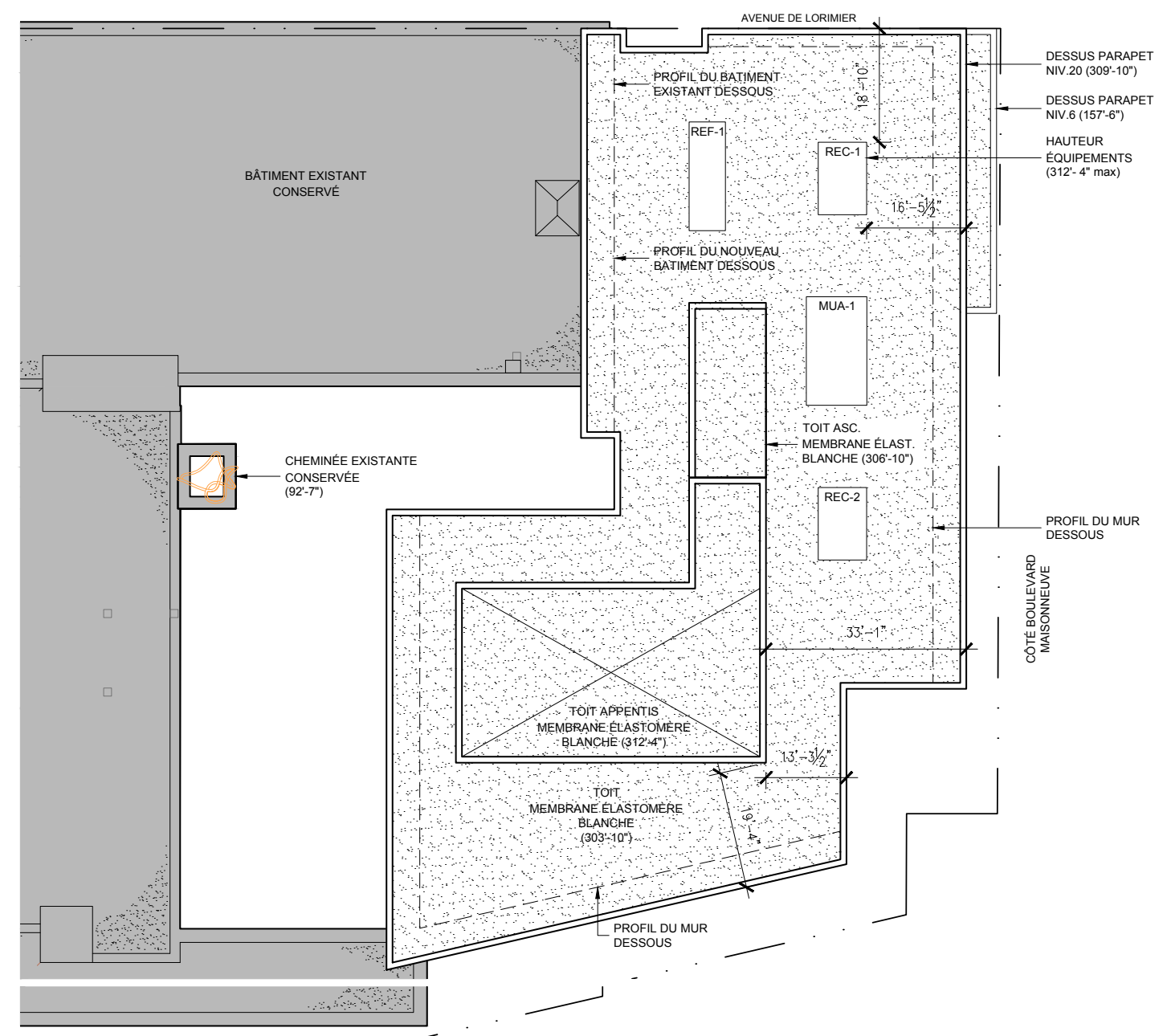
PLANS DES NIVEAUX 11 À 20

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

- Bâtiment existant conservé
- Espaces communs
- Services
- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres



Plan d'appentis



Plan du toit

PLANS DE L'APPENTIS ET DU TOIT

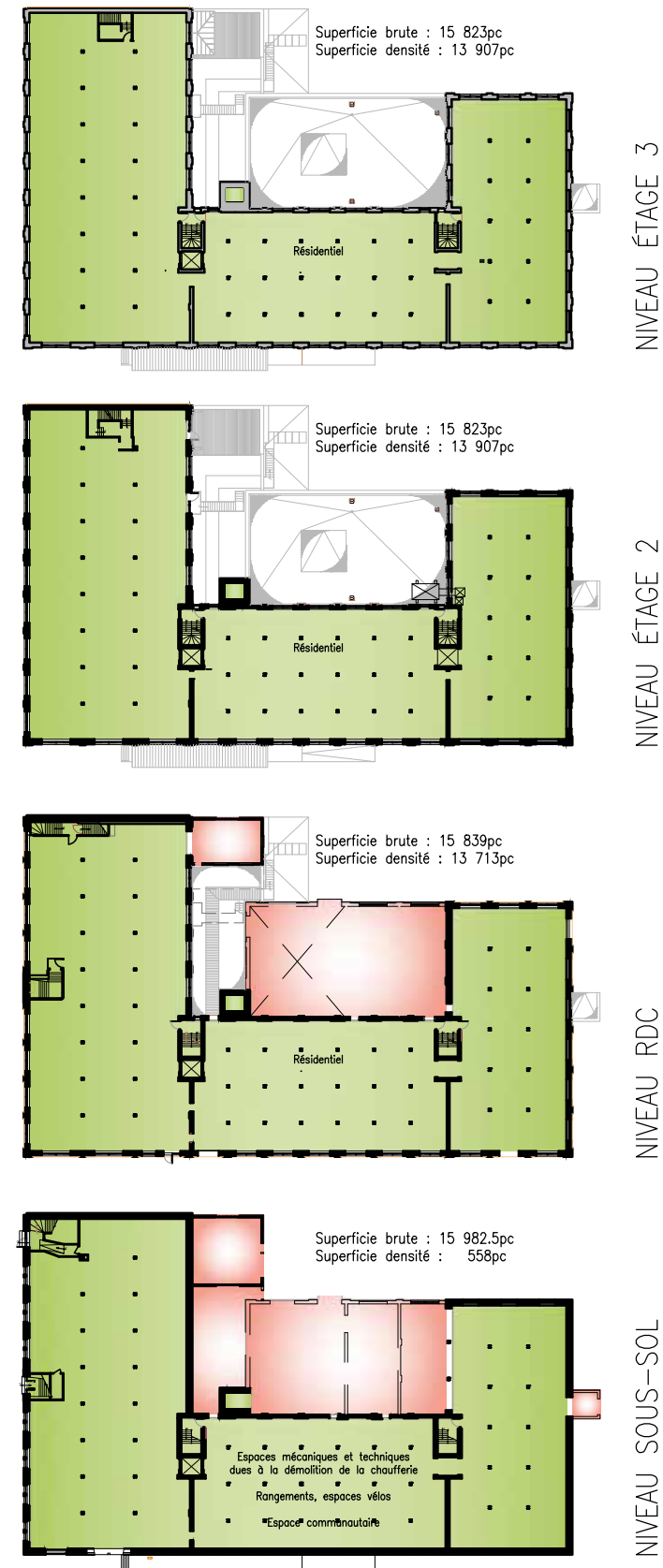
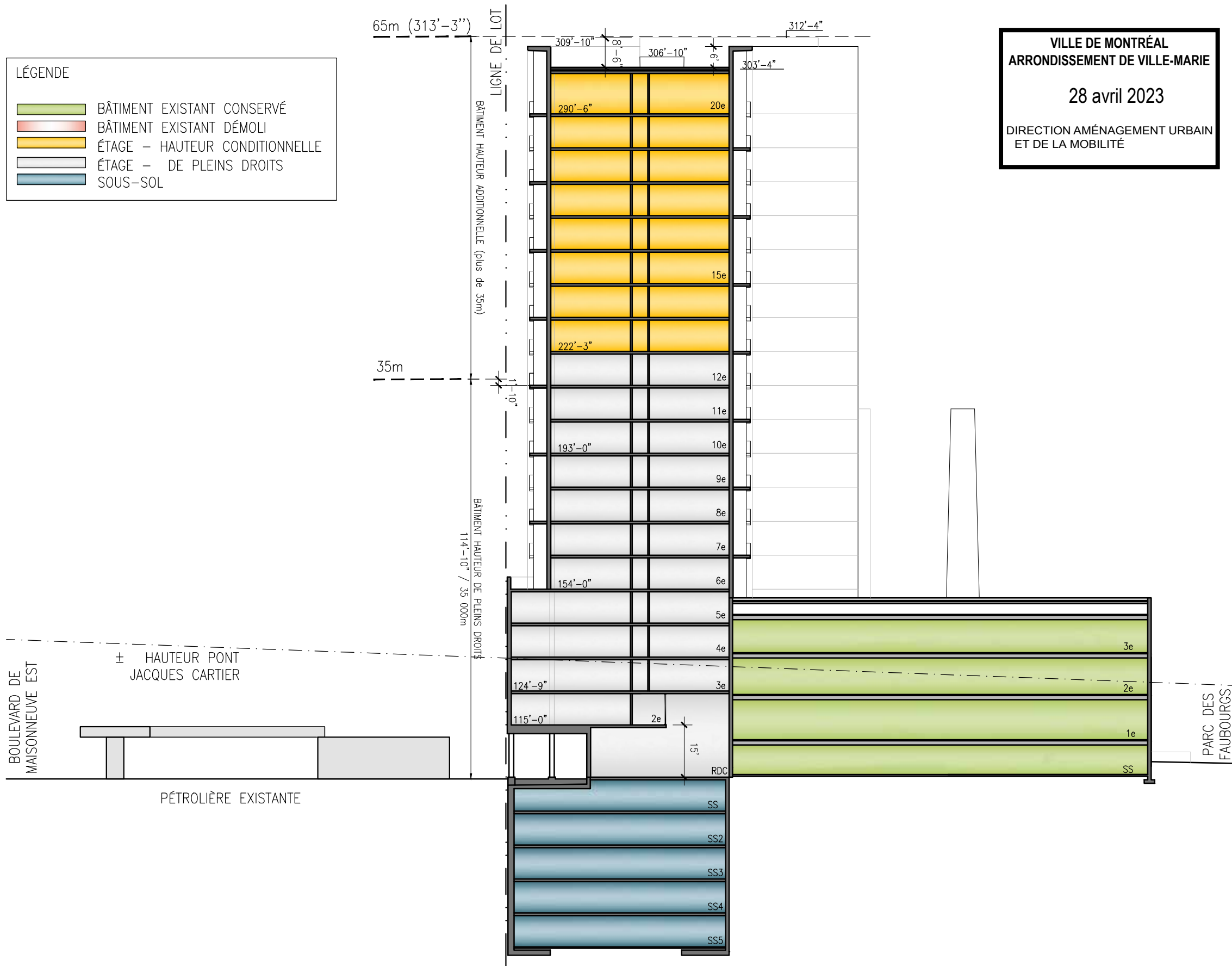
LÉGENDE

- BÂTIMENT EXISTANT CONSERVÉ
- BÂTIMENT EXISTANT DÉMOLI
- ÉTAGE - HAUTEUR CONDITIONNELLE
- ÉTAGE - DE PLEINS DROITS
- SOUS-SOL

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET DE LA MOBILITÉ



CALCUL DE LA HAUTEUR CONDITIONNELLE

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"

65m (313'-3")



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

NIV. PARAPET 151'-6"
NIV. TOIT 150'-9"

NIV. 3 135'-9"

NIV. 2 123'-9"

NIV. RDC 110'-9"

NIV. SS1 100'-9"

ÉLÉVATION EST

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

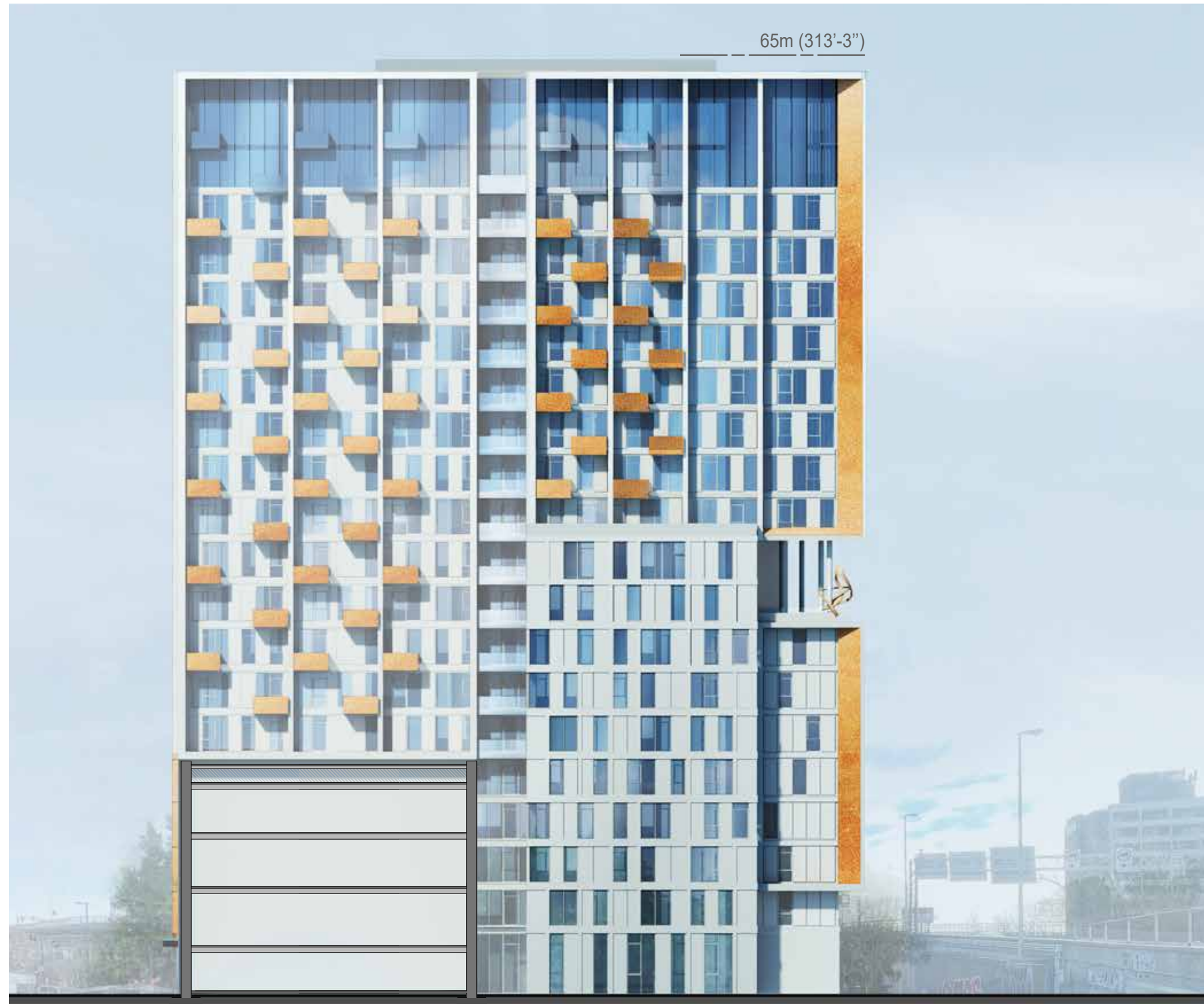
NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"

65m (313'-3")



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION NORD

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION OUEST

NIV. PARAPET 310'-4"
NIV. TOIT 303'-10"

NIV. 20 291'-0"

NIV. 19 280'-9"

NIV. 18 271'-0"

NIV. 17 261'-3"

NIV. 16 251'-6"

NIV. 15 241'-9"

NIV. 14 232'-0"

NIV. 13 222'-3"

NIV. 12 212'-6"

NIV. 11 202'-9"

NIV. 10 193'-0"

NIV. 9 183'-3"

NIV. 8 173'-6"

NIV. 7 163'-9"

NIV. 6 154'-0"

NIV. 5 144'-3"

NIV. 4 134'-6"

NIV. 3 124'-9"

NIV. 2 115'-0"

NIV. RDC 100'-0"



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

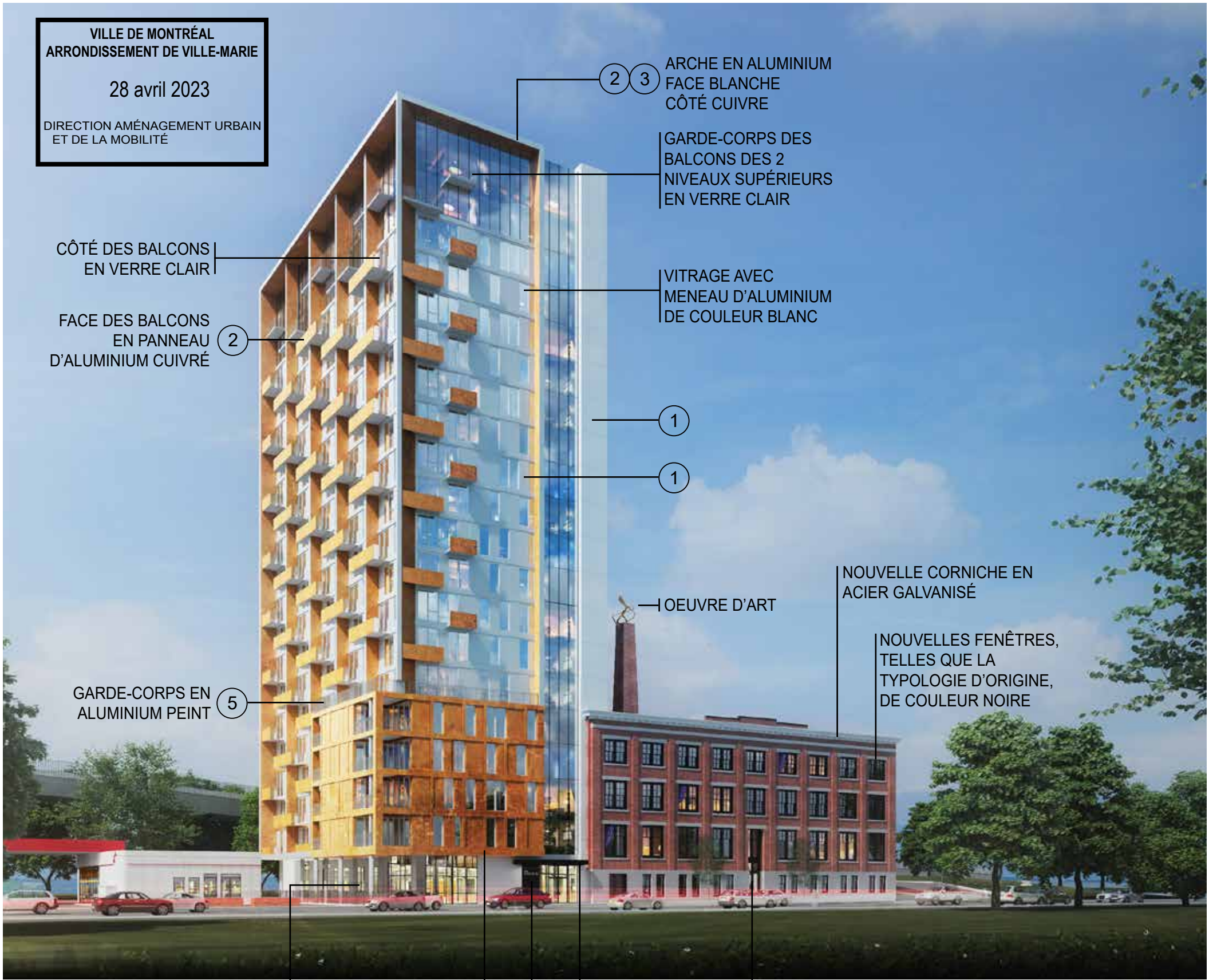
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉLÉVATION SUD

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



CÔTÉ DES BALCONS
EN VERRE CLAIR

FACE DES BALCONS
EN PANNEAU
D'ALUMINIUM CUIVRÉ

GARDE-CORPS EN
ALUMINIUM PEINT

2 3 ARCHE EN ALUMINIUM
FACE BLANCHE
CÔTÉ CUIVRE

GARDE-CORPS DES
BALCONS DES 2
NIVEAUX SUPÉRIEURS
EN VERRE CLAIR

VITRAGE AVEC
MENEAU D'ALUMINIUM
DE COULEUR BLANC

1

1

OEUVRE D'ART

NOUVELLE CORNICHE EN
ACIER GALVANISÉ

NOUVELLES FENÊTRES,
TELLES QUE LA
TYPOLOGIE D'ORIGINE,
DE COULEUR NOIRE

MUR-RIDEAU NOIR

2

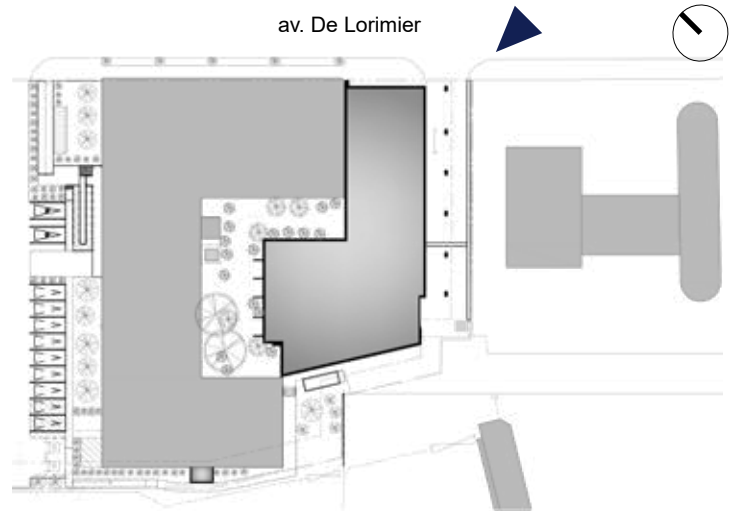
6

7

NOUVELLE ENTRÉE VITRÉE AVEC PORTE
S'INSPIRANT DE CELLE D'ORIGINE

av. De Lorimier

boulevard Maisonneuve Est



LÉGENDE DES MATÉRIAUX

- 1. BÉTON PRÉFABRIQUÉ
Couleur : Sable
Fini : Légèrement sablé
- 2. PANNEAU D'ALUMINIUM
Fournisseur : Laminators
Modèle : S-10
Couleur : Coppertone
- 3. PANNEAU D'ALUMINIUM
Fournisseur : Alu-composite
Système : S-100
Couleur : Bone white
- 4. REVÊTEMENT D'ACIER PRÉPEINT
Fournisseur : MAC
Modèle : Métal Block
Couleur : Titanium White
- 5. GARDE-CORPS EN
ALUMINIUM PEINT
Couleur : Pantone 4262 C
- 6. REVÊTEMENT À NERVURES
Fournisseur: Panfab
Modèle: PR-136
Couleur : Noir
- 7. PANNEAU D'ALUMINIUM
Fournisseur: Panfab
Modèle: PP-450 Panfab Premium
Couleur : Noir

PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET BOUL. DE MAISONNEUVE E.



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET BOUL. DE MAISONNEUVE E.



PERSPECTIVE - RDC AVENUE DE LORIMIER

NEUF architect(e)s / CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT BERTONE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÎLOT BARSALOU

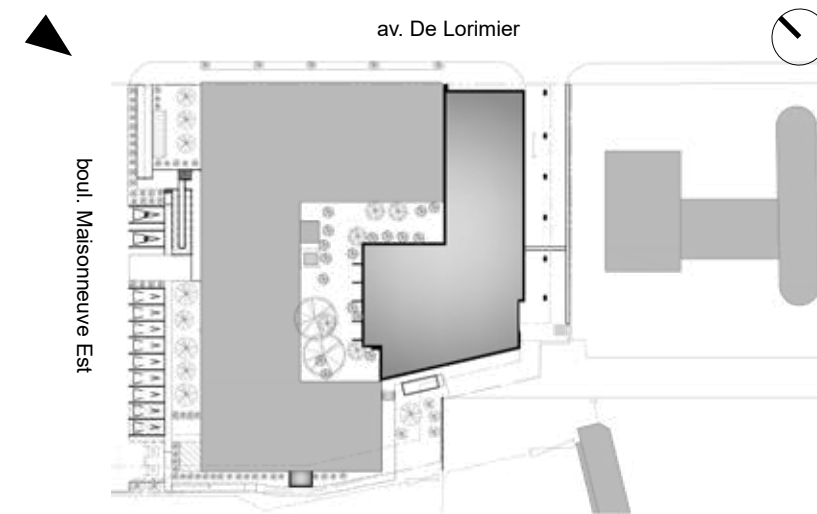
2023.04.27

51

80/94



PERSPECTIVE INTERSECTION AV. DE LORIMIER ET RUE LOGAN



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



PERSPECTIVE - PONT JACQUES-CARTIER - ENTRÉE À MONTRÉAL - VUE AUTOMOBILE

NEUF architect(e)s / CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT BERTONE

VILLE DE MONTRÉAL
 ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
 28 avril 2023
 DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET DE LA MOBILITÉ

ÎLOT BARSALOU 2023.04.27 55



PERSPECTIVE - PONT JACQUES-CARTIER - ENTRÉE À MONTRÉAL - VUE PIÉTON ET CYCLISTE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
28 avril 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



PERSPECTIVE DEPUIS LE NOUVEAU PARC DES FAUBOURGS

NEUF architect(e)s / CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT BERTONE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

28 avril 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÎLOT BARSALOU

2023.04.27

57

84/94

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

19 janvier 2023

3002278754

4.2.1

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1594, avenue De Lorimier
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	<p>La demande vise à autoriser par projet particulier la construction d'une tour, adjacente au bâtiment existant, d'une hauteur maximale de 65 m conformément à la procédure de hauteur conditionnelle. Cette tour, d'une superficie plancher de 774 m² dans sa partie au-delà de 35 m, comprendrait 243 logements.</p> <p>Il est également proposé de restaurer le bâtiment existant de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">■ nettoyage et rejointoiement de la brique;■ réparation de la fondation de pierre apparente;■ réparation et remise à l'état d'origine des caractéristiques architecturales telles que la marquise de la façade nord ou l'entrée principale de l'avenue De Lorimier;■ retrait du revêtement métallique du parapet et réparation ou remplacement de la brique;■ retrait des panneaux-réclames. <p>Le site visé, d'une superficie totale de 4 659 m², est occupé par le bâtiment de l'ancienne savonnerie Barsalou datant de 1910 et conçu par Eugène Payette, architecte auquel on doit l'ancienne bibliothèque municipale à l'angle des rues Sherbrooke et Beaudry. C'est également ce bâtiment qui a provoqué la courbe du pont Jacques-Cartier.</p> <p>À partir de 1943, le bâtiment fut occupé par une entreprise de produits pharmaceutiques (Familex) et, en 1983, il est transformé pour accueillir des entreprises du domaine du cinéma, de la télévision et de l'audiovisuel. Le toit du bâtiment est occupé par trois structures de panneaux-réclames bénéficiant de droits acquis. Le reste du site est occupé par du stationnement de part et d'autre du bâtiment : l'accès de la portion sud fait l'objet d'une entente de servitude de passage sur le terrain de la station-service voisine. Le site est compris dans le projet de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier dans le PPU des Faubourgs qui vise à contenir les bretelles autoroutières du pont pour redonner un caractère de rues aux avenues Papineau et De Lorimier,</p>

créer de nouvelles continuités pour les déplacements actifs et améliorer l'accessibilité du parc des Faubourgs.

Des interventions proposées empiètent sur le terrain du site Barsalou, soit le prolongement de la rue Logan et l'agrandissement du parc des Faubourgs. Rappelons que la proposition de prolongement de la rue Logan permettra :

- de créer une nouvelle intersection avec feu de circulation sur l'avenue De Lorimier pour contenir le trafic automobile sur le pont plutôt que dans le quartier habité ;
- d'offrir un trajet est-ouest supplémentaire aux transports actifs ;
- de révéler la façade nord du bâtiment conçue à l'origine comme façade principale.

Enfin, le PPU des faubourgs prévoit également que la portion non construite peut accueillir une hauteur conditionnelle, c'est-à-dire que cet emplacement peut être construit jusqu'à une hauteur maximale de 65 m de façon proportionnelle à la superficie plancher conservée dans le bâtiment patrimonial.

L'agrandissement proposé se distingue du bâtiment industriel existant notamment par sa facture contemporaine et sa matérialité . Il présente d'abord un volume de cinq étages dont le revêtement est en majeure partie composé de panneaux d'aluminium cuivré. Ces panneaux d'aluminium sont par ailleurs repris dans la composition des garde-corps des balcons de la partie en hauteur de l'agrandissement reliés par des pilastres et disposés de manière à donner une texture à la façade sud. Les pilastres et les arches sont composés d'aluminium de couleur claire pour la partie extérieure et cuivrés pour la partie intérieure alors que le mur est en béton clair. La façade sud est largement fenêtrée et les deux derniers étages sont composés de murs-rideaux.

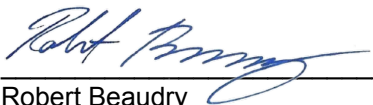
Une partie des étages inférieurs est appuyée sur des pilotis surplombant l'accès aux espaces souterrains de stationnement. C'est depuis l'avenue De Lorimier que se feront tous les accès à l'agrandissement où se trouve également le lobby, une salle de coworking et une salle d'exercices: les espaces adjacents au trottoir seront totalement vitrés. Ce volume se distingue également par la composition des garde-corps qui sont en verre. La ventilation sera par ailleurs gérée par un système central, par conséquent, aucun condenseur ne sera installé sur les balcons.

Dans sa partie supérieure, la façade de l'avenue De Lorimier reprend la même matérialité que la façade sud, mais est segmentée à l'aide d'un cadre et d'un mur-rideau d'une largeur équivalente à l'entrée principale. Quelques balcons sont également présents dans la partie la plus au sud.

La façade nord de l'agrandissement est également segmentée. Deux parties sont encadrées de la même manière que sur la façade de l'avenue De Lorimier et séparées par un mur-rideau en retrait. La partie basse la plus à l'ouest présente une avancée par rapport aux niveaux supérieurs et ne comporte aucun balcon, mais une terrasse sera aménagée sur son toit. La façade donnant sur le pont reprend les éléments présents sur la façade sud, toutefois elle est interrompue par un recul en transition avec la façade sud et un autre permettant l'aménagement d'une terrasse

	correspondant aux niveaux 9 et 10. L'ensemble de la façade est parallèle avec le tablier du pont Jacques-Cartier à l'exception des deux interruptions mentionnées précédemment.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	À la séance du 15 octobre 2020, le CCU a reporté son avis à l'égard d'une demande d'avis préliminaire après l'adoption du PPU des Faubourgs et a suggéré au demandeur de considérer plusieurs éléments afin de bonifier la proposition.
Considérant que :	Le projet permet de favoriser la réalisation du projet de la tête du pont qui comprend l'aménagement d'espaces publics au sol et la perméabilité est-ouest des îlots.
Considérant que :	La hauteur conditionnelle exige une contrepartie exemplaire de valorisation du patrimoine.
Considérant que :	Le projet répond à plusieurs critères de l'unité de paysage Savonnerie Barsalou (SB) tels que la conservation et l'intégration de façon durable des caractéristiques architecturales existantes de l'aile centrale et de l'aile bordant l'avenue De Lorimier, incluant la cheminée, une interface accueillante et dynamique avec le domaine public et que l'implantation et le retrait des panneaux-réclames favorisent le dégagement des vues protégées.
Considérant que :	Le projet proposé se situe sur un site exceptionnel à l'entrée de ville, aux abords du pont Jacques-Cartier qui est un emblème de Montréal, que la tour bénéficiera d'une visibilité importante et que, en vertu de l'unité de paysage, toute nouvelle construction doit favoriser la réalisation d'un point de repère métropolitain.
Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> ● Revoir le projet d'agrandissement et présenter une version révisée au comité prenant en compte les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Offrir une qualité d'architecture exceptionnelle, marquante et emblématique prenant davantage en compte l'emplacement exceptionnel du site. ○ Offrir une mise en scène avec le pont Jacques-Cartier, le paysage d'entrée de ville et l'Usine Barsalou. ○ Mettre en valeur le pont Jacques-Cartier, l'Usine Barsalou et sa cheminée. ● Déposer des documents de restauration réalisés par un professionnel en patrimoine et proposer une stratégie de mise en valeur du bâtiment s'appuyant sur ceux-ci. ● Prévoir un couronnement sur les deux derniers étages de la tour qui s'exprime sur l'ensemble des façades. ● Prévoir des garde-corps des balcons inférieurs constitués de barrotins. ● Favoriser un verdissement maximal des espaces au sol pour l'aménagement paysager transitoire. 	

Il est à noter que M. Antonin Labossière inscrit sa dissidence face à la recommandation favorable du comité pour cette demande.



Robert Beaudry
Président



Billy Chérubin
Secrétaire

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

16 mars 2023

3003254218

4.2.2

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1594, avenue De Lorimier - Ancienne Savonnerie Barsalou
Responsable :	Olivier Légaré
Description :	<p>La demande concerne le site sur lequel est situé le bâtiment de l'ancienne savonnerie Barsalou datant de 1910. C'est également ce bâtiment qui a provoqué la courbe du pont Jacques-Cartier aussi nommée la courbe Barsalou. Sur le toit du bâtiment, trois structures de panneaux-réclames ont été érigées et bénéficient aujourd'hui de droits acquis. Le reste du site est occupé par du stationnement de part et d'autre du bâtiment : l'accès de la portion sud fait l'objet d'une entente de servitude de passage sur le terrain de la station-service voisine.</p> <p>Le site est compris dans le projet de réaménagement de la tête du pont Jacques-Cartier qui vise à contenir les bretelles autoroutières du pont pour redonner un caractère de rues aux avenues Papineau et De Lorimier et créer de nouvelles continuités pour les déplacements actifs. Des interventions proposées empiètent sur le terrain du site Barsalou, soit le prolongement de la rue Logan et l'agrandissement du parc des Faubourgs.</p> <p>La demande vise à autoriser la construction d'une tour, adjacente au bâtiment, existant d'une hauteur maximale de 65 m conformément à la procédure de hauteur conditionnelle. Cette tour, d'une superficie plancher de 774 m² dans sa partie au-delà de 35 m, comprendrait 243 logements. Ces logements sont prévus pour répondre à un programme de financement pour la construction de logements locatifs de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL). Pour se qualifier, le projet doit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ comprendre des loyers sous les taux du marché pour une construction comparable ; ■ avoir une proportion importante de logements inférieurs à 30 % du revenu familial médian ; ■ dépasser les objectifs d'efficacité énergétique requis par le code applicable. <p>Contrairement à la version soumise au comité de janvier, la portion existante accueillera également des logements ainsi que des espaces d'atelier d'artistes au sous-sol. Ces derniers seraient exclus du calcul de</p>

	<p>la densité conformément à une disposition du plan d'urbanisme qui prévoit une telle déduction pour la superficie de plancher occupée par un aménagement visant à ajouter au confort des usagers d'un immeuble déjà construit. Malgré tout, la restauration proposée ne comprend aucune transformation majeure à l'apparence extérieure.</p> <p>La version révisée qui a été déposée comporte des modifications afin de répondre aux demandes du comité et une analyse plus poussée des interventions proposées. D'abord, le demandeur a exploré l'hypothèse d'une matérialité présentant des tonalités vert-de-gris en rappel au pont Jacques-Cartier. Cette couleur étant assimilable à celle résultant de l'oxydation du cuivre, l'approche relative à la matérialité de la première version a été maintenue afin que la proposition entretienne une forme de dialogue avec la construction emblématique.</p> <p>Une nouvelle intervention vise à répondre à la fois à la condition relative à la mise en scène de l'entrée de ville et à la mise en valeur de la cheminée. En effet, il est proposé d'intégrer une œuvre artistique jumelle à deux emplacements, soit sur la cheminée et sur la terrasse donnant sur le tablier du pont.</p> <p>Il est également proposé de modifier la matérialité des balcons des deux derniers étages afin que leurs garde-corps soient en verre clair afin d'accentuer le couronnement constitué de deux étages en verre clair.</p> <p>Enfin, les garde-corps des balcons du basilaire seront constitués de barrotins et l'espace au sol non construit sera végétalisé ou constitué de gravier pour favoriser la perméabilité. Cet espace est par ailleurs voué à être occupé par la Ville dans le cadre du projet de la tête de pont.</p> <p>En réponse à une demande du comité, une étude d'évaluation et de recommandation patrimoniale a été déposée. C'est d'ailleurs pour donner suite aux recommandations intégrées à cette étude que le demandeur propose deux nouvelles interventions pour la mise en valeur du bâtiment:</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ installation d'une oeuvre d'art sur la cheminée; ■ traitement de la corniche permettant une réinterprétation de la frise présente à l'origine.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	<p>À la séance du 15 octobre 2022, le CCU a reporté son avis à l'égard d'une demande d'avis préliminaire après l'adoption du PPU des Faubourgs, mais recommandait d'évaluer l'impact du bâtiment dans la vue vers le pont Jacques-Cartier et de présenter le détail de l'assemblage entre l'agrandissement et le bâtiment existant.</p> <p>À la séance du 19 janvier 2023, le CCU a émis un avis favorable avec conditions.</p>
Considérant que :	La dérogation supplémentaire favorise la présence d'une communauté artistique qui réside dans le quartier.
Considérant que :	Le projet permet d'augmenter l'offre de logements abordables dans le quartier Centre-Sud.

Considérant que :	Le projet permet de réaliser le projet de la tête de pont.
Considérant que :	Le site visé présente plusieurs contraintes, notamment relatives à la volumétrie.
Considérant que :	Le projet répond en partie aux critères tels que l'architecture qui marque un point de repère dans le paysage d'entrée de ville et que l'implantation favorise le dégagement des vues protégées, mais également par le retrait des panneaux-réclames qui bénéficient de droits acquis.
Considérant que :	La proposition répond à plusieurs des conditions du comité énoncées lors de la séance du 19 janvier 2023.

Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- **Bonifier la proposition en vue de la révision de projet :**
 - o s'assurer que la matérialité proposée soit de haute qualité entre autres pour les panneaux de couleur cuivre, le verre et le béton préfabriqué ;
 - o prévoir un calibre d'aluminium qui permet d'assurer sa durabilité ;
 - o s'assurer que le taux de réflexion des matériaux ne comporte pas de risque de sécurité pour les automobilistes et cyclistes circulant sur le pont ;
 - o étudier la possibilité de retirer la partie du cadre blanc au niveau de la terrasse face au pont, afin d'offrir une interruption ;
 - o étudier la possibilité d'intégrer un élément de courbe dans l'architecture de l'agrandissement en hommage à la courbe du pont provoquée par le maintien du bâtiment lors de la construction du pont Jacques-Cartier ;
 - o réduire la présence de panneaux tympan dans le mur rideau marquant la transition entre le bâtiment existant et l'agrandissement ;
- Prévoir un travail de mise en valeur reprenant les caractéristiques d'origine du bâtiment existant et si nécessaire, de proposer des interventions contemporaines de qualité équivalente ou supérieure.

Par ailleurs, le comité souligne qu'en raison de la localisation exceptionnelle du site, la qualité architecturale ne doit pas être minimisée au détriment du volet de l'abordabilité des logements, bien que le comité soit aussi sensible à ce second volet.

De plus, les membres reconnaissent qu'un effort a été fait par le demandeur dans l'évolution du projet, mais sont d'avis que la proposition nécessite un travail supplémentaire afin qu'elle puisse devenir un projet emblématique d'entrée de ville, comme souhaité pour cet emplacement. Selon les membres du comité, les conditions énumérées ci-haut permettront de s'approcher de cet objectif.

Il est à noter que M. Antonin Labossière inscrit sa dissidence face à la recommandation favorable du comité pour cette demande.

 Robert Beaudry Président	 Billy Chérubin Secrétaire
--	--

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1237303002

Unité administrative responsable : DAUM - Arrondissement de Ville-Marie

Projet : Adopter une résolution autorisant l'agrandissement du bâtiment de l'ancienne savonnerie Barsalou, situé au 1600, avenue De Lorimier, selon la procédure de hauteur conditionnelle

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable 15. Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 1. Le projet permet la densification (243 logements) d'un site situé à moins de 250 m de la station de métro Papineau. 2. L'autorisation assure la réalisation du projet de tête du pont Jacques-Cartier qui améliorera l'accessibilité au parc des Faubourgs			

et agrandira de sa surface.

7. La construction de ces logements s'inscrit dans le cadre d'un programme de financement pour la construction de logements locatifs de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL).

15. Une disposition prévoit d'exclure les superficies souterraines du calcul de la densité si celles-ci sont dédiées à des espaces pour ateliers d'artistes.

19. L'autorisation permet la réalisation du projet de la tête du pont Jacques-Cartier qui permet de raccourcir les bretelles d'accès au pont, crée une nouvelle intersection et reconnecte l'axe de la rue Logan de part et d'autre du pont.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	X		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1234869003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1. D'accorder pour le bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:
 - a. déroger notamment à l'article 300 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif à l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » interdit dans la catégorie d'usage E.5.
 - b. agrandir et occuper le bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
2. D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:
 - a. la volumétrie, l'implantation, l'occupation doivent être substantiellement conformes aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
 - b. fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour la restauration exemplaire du volume d'origine;
 - c. soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-05-26 11:03

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 juillet 2023

Résolution: CA23 240275

Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 2^e projet de résolution

Attendu que, selon la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), le conseil d'arrondissement a adopté un premier projet de résolution le 6 juin 2023 et l'a soumis à une consultation publique le 21 juin 2023 quant à son objet et aux conséquences de son adoption :

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le second projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de:
 - a) déroger notamment à l'article 300 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif à l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » interdit dans la catégorie d'usage E.5;
 - b) agrandir et occuper le bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;

- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) la volumétrie, l'implantation, l'occupation doivent être substantiellement conformes aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
 - b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour la restauration exemplaire du volume d'origine;

- c) soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.08
pp 465
1234869003

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 juillet 2023

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 6 juin 2023

Résolution: CA23 240229

Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Alia Hassan-Cournol

appuyé par Robert Beaudry

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment à l'article 300 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relatif à l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » interdit dans la catégorie d'usage E.5;
 - b) agrandir et occuper le bâtiment, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) la volumétrie, l'implantation, l'occupation doivent être substantiellement conformes aux plans estampillés par l'arrondissement le 4 mai 2023;
 - b) fournir, lors du dépôt de la demande de permis de transformation, en plus des documents requis par la réglementation, un devis technique pour la restauration exemplaire du volume d'origine;

- c) soumettre la demande de permis de transformation relative à ce projet à une révision de projet conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Adoptée à l'unanimité.

40.15
pp 465
1234869003

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 8 juin 2023

IDENTIFICATION Dossier # :1234869003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier a été déposée afin de permettre l'occupation résidentielle du bâtiment situé au 2207, rue Fullum. L'agrandissement du bâtiment principal permettrait l'aménagement de 16 logements dans un volume de 3 étages avec des constructions hors-toit et des espaces communs dédiés aux occupants.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240050 - 12 février 2019 - Autoriser, en vertu de la procédure des usages conditionnels, l'usage « université » au sous-sol et au rez-de-chaussée d'un bâtiment situé au 2207, rue Fullum (1180607012)

DESCRIPTION

Le site

Le bâtiment de 2 étages construit en 1875 a principalement été occupé à des fins résidentielles. Bien que celui-ci se retrouve coincé entre l'école Jean-Baptiste-Meilleur (1900) et l'église Saint-Eusèbe-De-Vergeil (1896), il a été érigé le premier. Cette implantation particulière engendre des défis supplémentaires pour l'agrandissement de ce dernier. La proximité avec les deux équipements institutionnels, la présence d'arbres matures à conserver, l'étroitesse et la profondeur du lot sont des éléments qui nécessitent une attention particulière dans le choix de la volumétrie.

Le projet

Le projet se veut une occasion de reconnecter le bâtiment existant à son environnement limitrophe en y ajoutant un volume en recul qui lie à la fois l'église et l'école au triplex actuel. Concrètement, le projet vise à conserver la presque totalité du bâtiment et prolonger le nouveau volume vers l'arrière atteignant une hauteur de 3 étages (14,31 m) afin d'y aménager 16 logements, dont 9 logements de 1 chambre, 3 logements de 2 chambres, et 4 logements de 3 chambres. Ainsi, le volume conservé, soit environ 80% du bâtiment actuel, deviendrait l'accès principal aux logements et offrirait aux occupants, des espaces communs pour y loger des espaces de coworking, des cuisines communes et des salles multifonctionnelles. Le concept prévoit l'aménagement de terrasses communes et individuelles au toit. La propriété se trouve accidentellement dans un secteur de catégorie

E.5, vue son implantation entre l'école et l'église, où l'habitation n'est pas autorisée.

Le cadre réglementaire

L'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » n'est pas autorisé dans la catégorie E.5 selon l'article 300 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et est conforme aux paramètres du Plan d'urbanisme.

Le choix de conserver le bâtiment actuel plutôt que de procéder à sa démolition vient maintenir l'implantation de ce bâtiment dans le noyau institutionnel tout en permettant la densification par l'ajout d'un volume de plus grande hauteur sans impact sur le volume original. D'ailleurs, plusieurs interventions sont proposées pour sauvegarder les caractéristiques d'origines du bâtiment dont:

- le rejointoiement de la maçonnerie;
- la conservation et remise à neuf des corniches et moulures d'époque;
- le remplacement de toutes les portes et fenêtres;
- le remplacement de la marquise existante à l'entrée principale;
- le remplacement des garde-corps;
- le remplacement de la cour anglaise par l'aménagement d'une cour avant.

La dérogation vise l'occupation résidentielle qui n'est pas autorisée dans le secteur de catégorie E.5. Le bâtiment visé par cette demande devrait se trouver dans la catégorie R.3 considérant que celui-ci n'a jamais été lié à une occupation « équipement collectif » comme c'est le cas pour l'église Saint-Eusèbe-de-Verceil qui se trouve adjacente à la propriété.

Ici, l'ajout de 16 logements permet la densification du secteur tout en privilégiant une volumétrie respectueuse des qualités paysagères de son contexte d'insertion, notamment par le respect de la hauteur prévue à la réglementation en vigueur et la conservation des arbres matures. Selon le rapport de l'ingénieur forestier Demers Consultants Forestier (avril 2022), le choix de construire sur pieux permet de réduire considérablement les nuisances aux racines. Ainsi, le projet permet la conservation de 4 arbres ainsi que la plantation d'un nouvel arbre pour remplacer l'arbre de Norvège qui est malade et qui devra être abattu.

Le parti architectural proposé prend une forme rectangulaire, s'allongeant derrière le bâtiment conservé, vers le fond de l'îlot vers l'est, sur 3 niveaux. Le concepteur propose l'aménagement de coursives extérieures sur le mur latéral donnant vers la cour d'école afin de garantir une majorité de logements traversant à tous les étages, ceci dans le but de favoriser un maximum d'éclairage naturel et de ventilation naturelle. La façade opposée du côté de l'église est percée d'ouvertures donnant sur des balcons en saillie. Le volume de l'agrandissement est surmonté d'une série de terrasses privatives et de toitures végétalisées.

Le volume de l'agrandissement est revêtu de plusieurs matériaux dont une brique d'argile rouge mat, une brique grise et un revêtement métallique gris.

L'étude d'ensoleillement confirme l'absence d'impact du nouveau volume par rapport aux conditions d'ensoleillement existant sur le domaine public.

Finalement, le projet assure une augmentation du couvert végétal par l'abondance de toits verts, la conservation de la canopée existante ainsi que l'aménagement d'une plate bande végétalisée en cour avant. Ces éléments participent à la réduction des îlots de chaleur et contribuent à l'amélioration des conditions environnementales et du paysage urbain.

Considérant que l'ajout d'unités de logement est complémentaire au secteur d'insertion;
Considérant que le bâtiment d'origine sera conservé et restauré;
Considérant que le projet d'agrandissement assure une volumétrie respectueuse des qualités paysagères de son contexte d'insertion;
Considérant que le projet participe à la réduction des îlots de chaleur et contribue à l'amélioration des conditions environnementales et du paysage urbain;
Considérant que le projet permet de pérenniser l'occupation d'un bâtiment qui était résidentiel à l'origine.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande à la condition de restaurer de façon exemplaire les composantes du volume conservé du bâtiment d'origine.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 11 mai 2023, les membres ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

1) Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.

L'élimination de la surface minérale de la cour arrière par la construction d'un nouveau volume surmonté de toits verts, la conservation d'arbres matures ainsi que l'aménagement d'un cour avant végétalisée.

7) Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

L'ajout de 16 logements dans le stock de logements locatifs du secteur.

19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

L'aménagement de 4 logements familiaux (3 chambres à coucher) adjacents à une école primaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;

Avis public
Assemblée publique de consultation
Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
Avis public sur la possibilité de déposer une demande de participation à un référendum;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-05-24

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-05-26

Dossier # : 1234869003

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant l'occupation résidentielle dans la totalité du bâtiment situé au 2207, rue Fullum, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble



R21-069_2207 Fullum_estampillés_GDD_4 Mai 2023 - Copie.pdf



2207_Fullum_1234869003_Grille d'analyse Montréal 2030 (1).pdf



PV CCU - 2023-05-11- PP - 3003268427.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

NOUVEAU BÂTIMENT

2207-2209 FULLUM
Montréal
Arrondissement Ville-Marie

Client : Raja Tuli

Projet R21-069

MAI 2023



SITE ACTUEL

2207-2209 RUE FULLUM

Fonction d'origine : logement

Fonctions significatives : logement et cabinet médical/bureaux

Fonctions actuelles : logement et bureaux

Typologie : Duplex avec sous-sol

Éléments architecturaux significatifs :

- Maçonnerie 4 faces , de couleur rouge
- Fenêtres entourées de moulures de bois de couleur verte
- Marquises retenues par des tirants
- Porche d'entrée en pierres de taille

HISTORIQUE

1840 : Création du lot (no.1357).

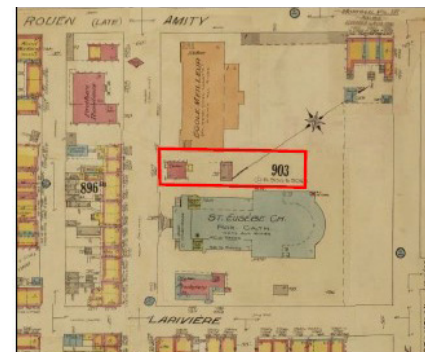
1875 : Construction du bâtiment par Walter Peel (briqueur).



Extrait de Henri W. Hopkins, Atlas of the city and Island of Montreal, Provincial Surveying and Pub. Co, Québec, 1879.

1896 : Chapelle inaugurée sur le site de l'église Saint-Eusebe-de-Verceil.

1900 : Construction de l'école Jean-Baptiste-Meilleur.

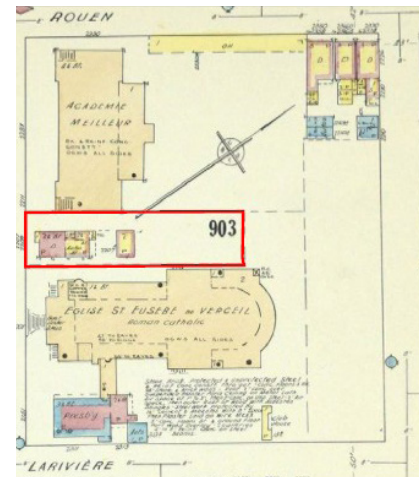


Extrait de Underwriters' Survey Bureau, Insurance plan of the city of Montreal, Quebec, Canada, Volume III, Underwriters' Survey Bureau Limited, Toronto, 1926

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

1931 : Rachat du bâtiment par Walter Peel , aménagement d'un logement au 2e étage et agrandissement arrière.

1948 : Dr J.-Alcide Martel en fait une clinique pédiatrique.



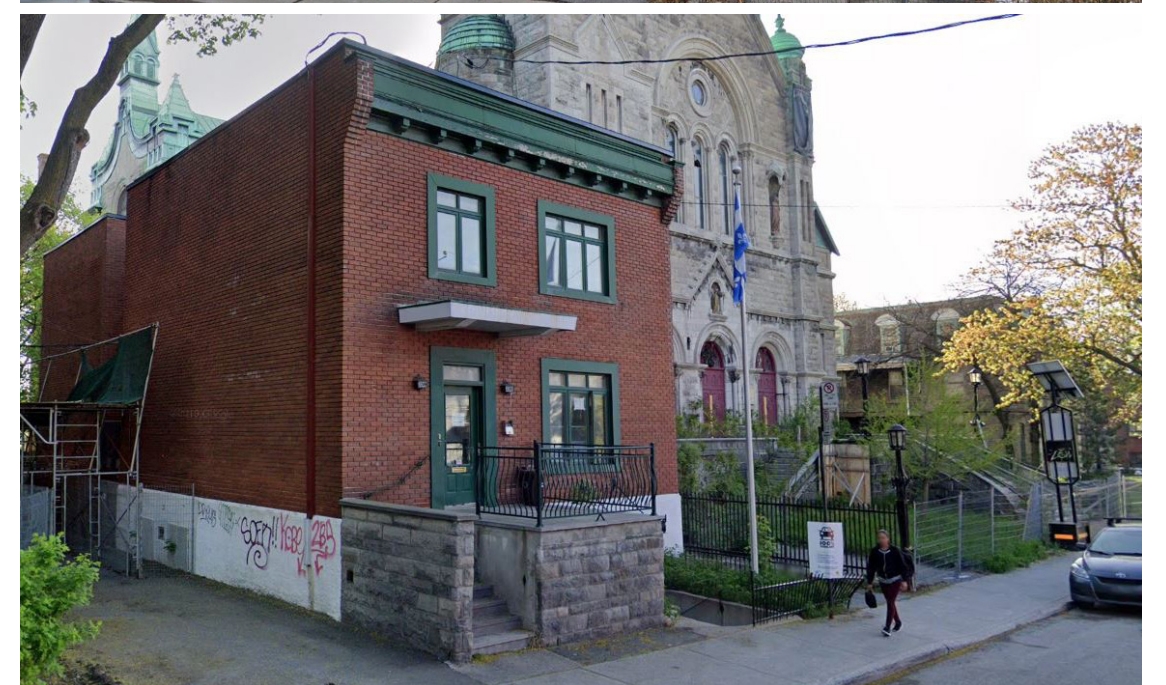
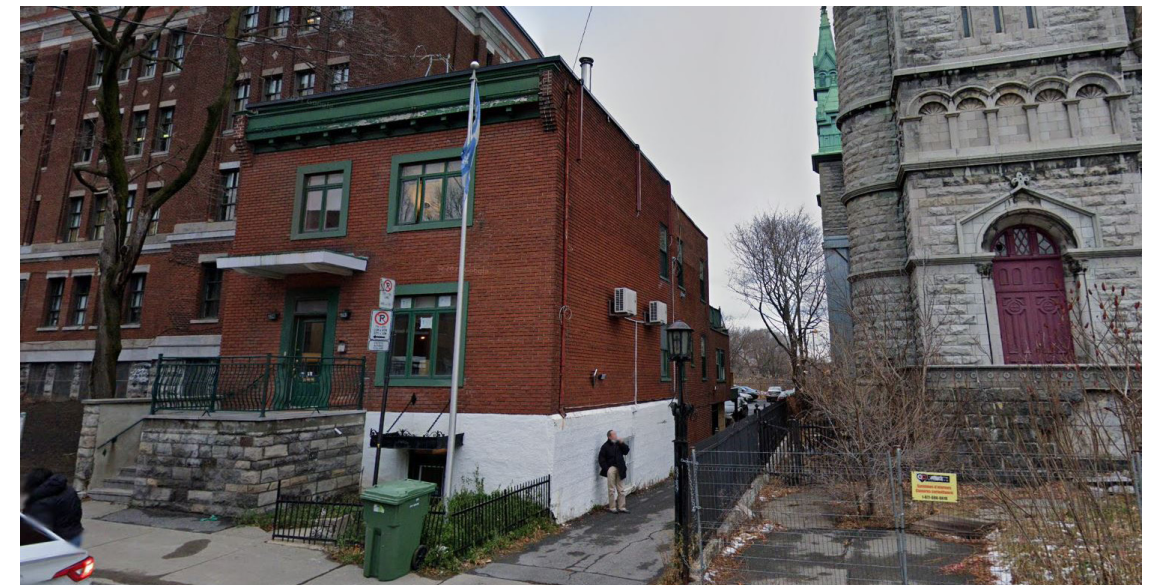
Extrait de Underwriters' Survey Bureau, Insurance plan of the city of Montreal, Quebec, Canada, Volume III, Underwriters' Survey Bureau Limited, Toronto, 1954

1980 : Démolition du bâtiment en cour arrière.

1989 : Rachat par le Mouvement national des Québécois et Québécoises pour en faire des bureaux (culture et linguistique).

1999 : Rénovation cadastrale , le lot devient 1 424 025.

2018 : Achat du bâtiment par Raja Tuli, actuel occupant.



CADRE BÂTI ENVIRONNANT



École Jean-Baptiste-Meilleur

Usage : École primaire, CSDM

Année de construction : 1925

Architecte : Irénée Vautrin

Typologie

Plan en forme de «I»

Bâtiment composé d'un corps central à trois travées, avec des corps latéraux en légère avancée.

Conception stylistique typique des écoles montréalaises des années 1910-1920

Classicisme académique Français .

Éléments architecturaux significatifs :

- Demi-socle revêtu de pierre à relief naturel
- Rez-de-chaussée démarqué par un imposant larmier en pierre (bandeau) et une paroi de maçonnerie en légère avancée par rapport au plan vertical de la façade,
- Éléments verticaux très forts (pilastres et trumeaux de fenêtres) liant les trois niveaux de classes dans le même registre horizontal,
- Accent sur la verticalité des lignes (pilastres et trumeaux de fenêtres découpant des surfaces lisses en relief élancées.
- Frise au-dessus de l'architrave comprenant des motifs de maçonnerie.
- Entrée soulignée par une colonnade composée de quatre colonnes doriques en calcaire massif.

Source : <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine>



Église Saint-Eusèbe-De-Verceil

Usage : Église catholique

Année de construction : 1922

Architecte : Joseph-Henri Caron

Typologie

Composition architecturale monumentale extérieure de style néoroman .

Intérieur : style néo-classique avec influence néo-renaissance.

Éléments architecturaux significatifs:

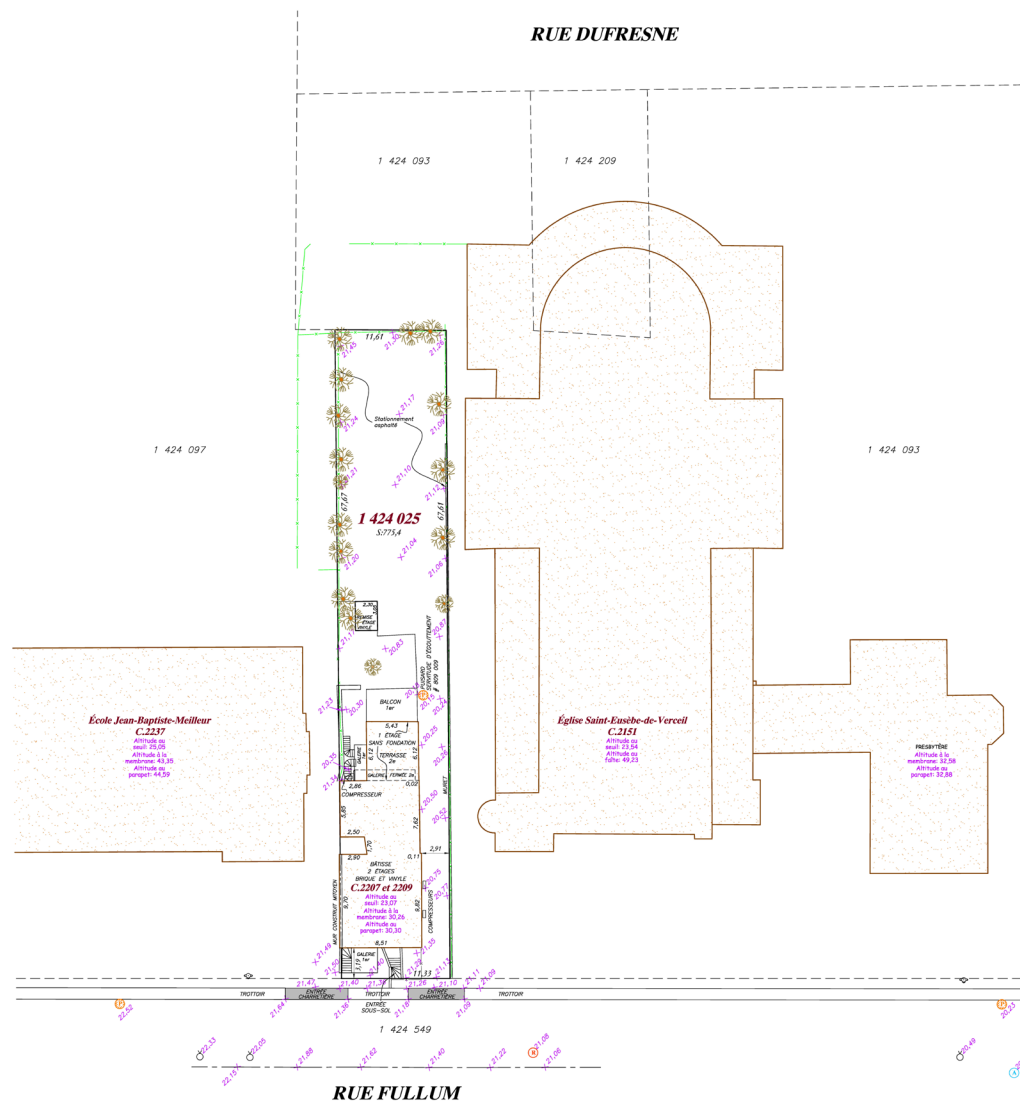
- Emploi de la pierre de taille et de pierre à bossage sur les façades
- Forte présence du chœur de l'église vu depuis l'est.
- Asymétrie de la façade avant.
- Important parvis accessible via des escaliers monumentaux;
- Toiture et clocher en cuivre
- Constitue l'un des principaux repères visuels du quartier Sainte-Marie
- Composition architecturale notable du presbytère, notamment à cause de ses façades avant et latérale revêtues de pierre, son portique, ses ouvertures et les grands espaces verts le ceinturant.

Source : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/PATRIMOINE_URBAIN_FR/MEDIA/DOCUMENTS/EGLISE_SAINTE-EUSEBE-DE-VERCEIL



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PLAN LOCALISATION



AVIS DE L'INGENIEUR FORESTIER

«En choisissant de construire sur pieux, le projet a très peu d'impact sur les racines des arbres, car l'implantation des pieux n'occasionne qu'une perte de racines mineures. Aussi la répercussion sur la stabilité n'est pas compromise puisqu'à près de deux mètres et demi des troncs, les pieux sont à la limite des racines d'ancrages. Cependant pour dégager le bâtiment les arbres devront être émondés». Tiré du rapport de l'ingénieur forestier DEMERS CONSULTANTS FORESTIERS Avril 2022.

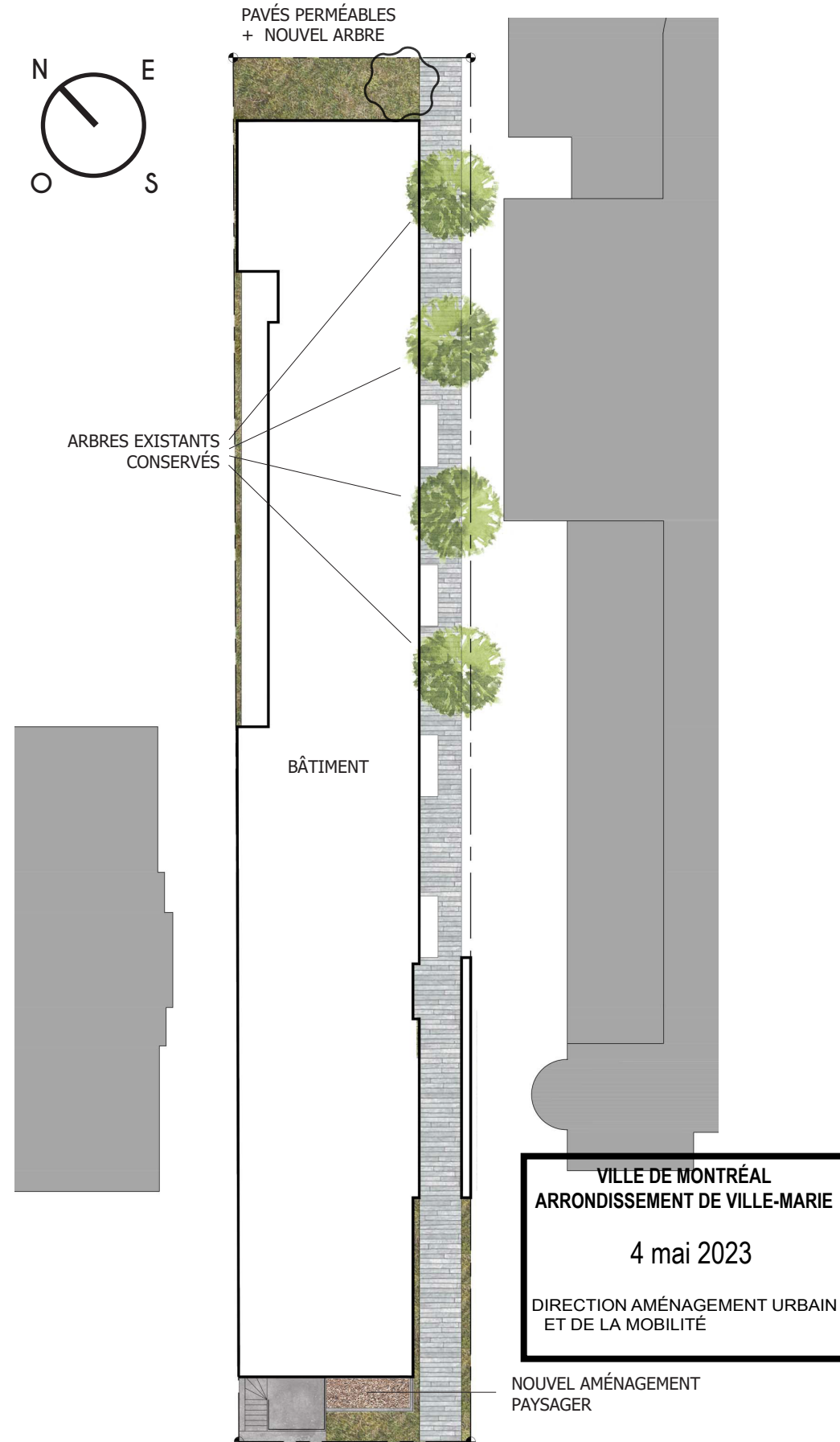
PROPOSITIONS

Voir aussi le rapport de l'ingénieur forestier DEMERS CONSULTANTS FORESTIERS Avril 2022.

- Ne pas creuser le sol au niveau des racines, n'enlever que 10 cm maximum.
- Couper la canopée selon les recommandations de l'ingénieur forestier avant la construction pour dégager les 3 étages du bâtiment.
- Nous proposons des fondations sur pieux afin d'effectuer des percements ponctuels aux racines.
- Prévoir un dégagement suffisant entre le bâtiment et la marge latérale du côté de l'église.
- Couper l'érable de Norvège malade situé à l'arrière du site et le remplacer par un nouvel érable sain, puisqu'il représente un danger.



IMPLANTATION PROPOSÉE



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

BASES DU CONCEPT

Le bâtiment actuel bâti en 1875 est apparu dans la ville avant même l'église et l'école. Son implantation très près de la rue lui confère un aspect déroutant, une présence affirmée qui accroche l'œil. Le projet se veut une occasion de reconnecter le bâtiment existant à son environnement limitrophe en y ajoutant un volume en recul qui lie à la fois l'église et l'école, au triplex actuel.

Le bâtiment existant deviendrait alors l'espace commun du projet, l'entrée principale du bâtiment. Les espaces et la façade entièrement rénovés constitueront les lieux d'échange. Espaces coworking, cuisines communes et salles multifonctionnelles, ce volume servant serait disponible pour les usagers.

Dans une optique de logement abordables et familiaux, bénéficier d'espaces supplémentaires au besoin peut s'avérer une plus-value pour les occupants. Les logements sont plus petits, mais les aires communes sont présentes, pour que les résidents échangent et reçoivent des clients par exemple, en mode télétravail. Des terrasses communes et individuelles en toiture seront également aménagées pour un ensoleillement maximal et dans le but de profiter des jardins urbains verdoyants qui y seront aménagés.



PLUS-VALUE DU PROJET

- + requalification patrimoine bâti plutôt que démolition
- + ajout dialogant avec le patrimoine bâti en place
- + verdissement de la façade principale
- + terrasses vertes
- + imperméabilisation des fondations
- + rejointoiement de la maçonnerie

PARAMÈTRES

DENSITÉ MAXIMALE : 3

TAUX D'IMPLANTATION MINIMAL : 35 %
TAUX D'IMPLANTATION MAXIMAL : 70 %

MODE IMPLANTATION : contigu

MARGE LATÉRALE MINIMALE : 1.5 mètres
MARGE LORSQUE COINTIGU : 0 mètre

MARGE ARRIÈRE MINIMALE : 3 mètres

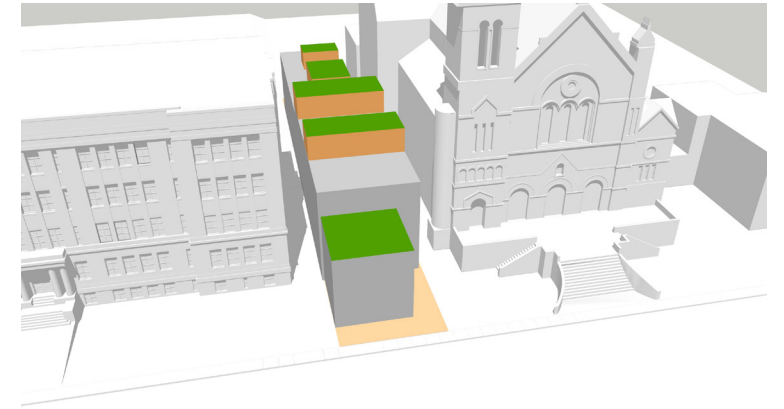
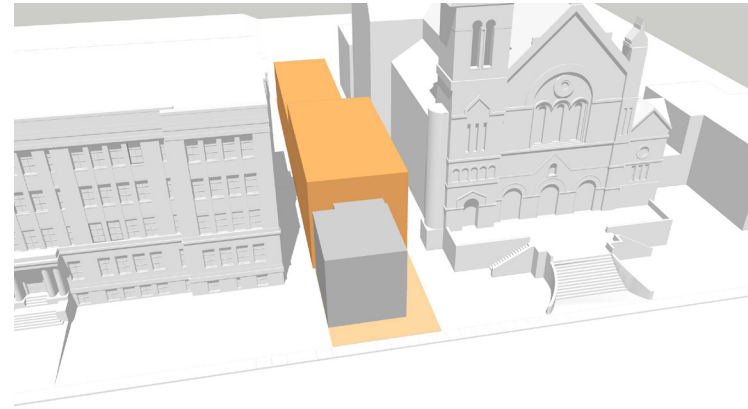
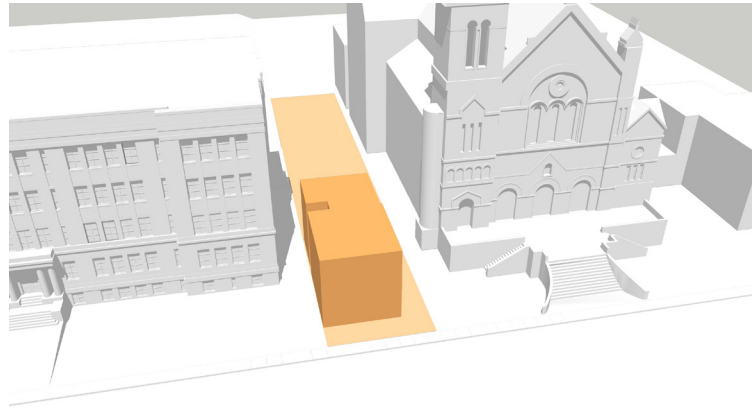
HAUTEUR : minimum 2 étages, maximum 3 étages (12 m)

USAGES PRESCRITS : [Lieux de culte et patrimoniaux](#)



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

CONCEPT



1. Bâtiment existant conservé (portion originale uniquement). Démolition de l'agrandissement arrière sur pilotis soit +/- 20% du bâtiment actuel. Remplacement du revêtement extérieur de la portion agrandissement de 1931, pour mieux distinguer les époques.

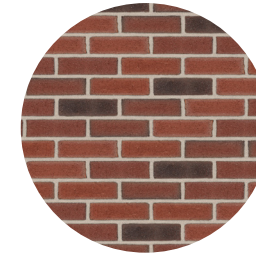
2. Densification de la parcelle

3. Découpage selon les marges et bâtiments environnants. Traitement différent du volume interstitiel.

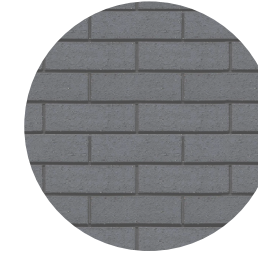
4. Aménagement des toits : mezzanines et verdissement

Volume interstitiel traité de façon discrète avec une maçonnerie de pierre claire afin de mettre en valeur le bâtiment existant à l'avant et l'agrandissement arrière qui devient la poursuite du bâtiment existant dans sa matérialité de brique rouge et son gabarit. Le volume clair se veut un silence, un lien entre l'école et l'église qui rétablit l'échelle du projet dans son cadre bâti avec une matérialité rappelant la pierre de l'église et les bandeaux de maçonnerie caractéristiques de l'école.

MATÉRIALITÉ



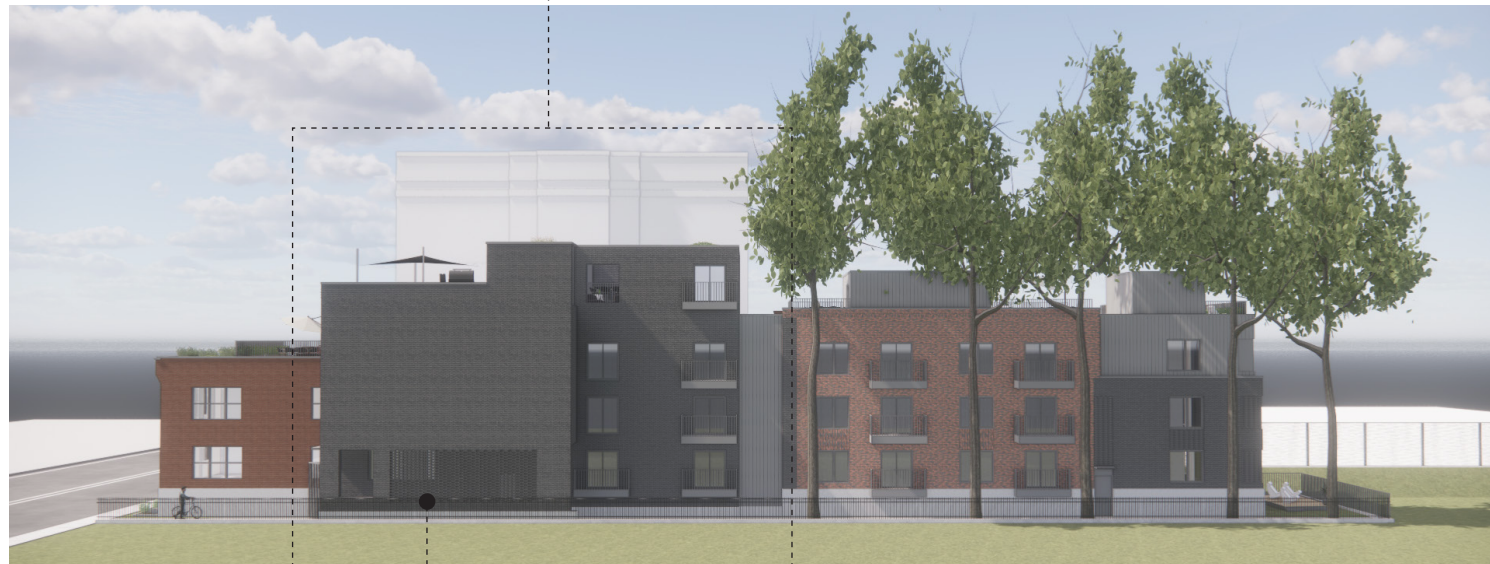
Compagnie : Glen-Gery
Modèle : Mohawk
Couleur : Rouge mat
Format : 92 x 57 x 194 mm



Compagnie : Shouldice
Modèle : Strata
Couleur : Jet
Format : 90 x 79 x 257 mm



Compagnie : Mac metal
Modèle : Ms1 modulaire
Couleur : Gris métallique
Format : 12-15 po de largeur



ÉLÉVATION _ Côté église



ÉLÉVATION _ Côté école

Construit en majorité sur les lignes de propriété, peu d'ouverture sont possible sur les murs du volume interstitiel, une résille de maçonnerie sert alors à souligner l'entrée piétonne du côté de l'église et permet à la lumière d'y pénétrer en après-midi.

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

4 mai 2023

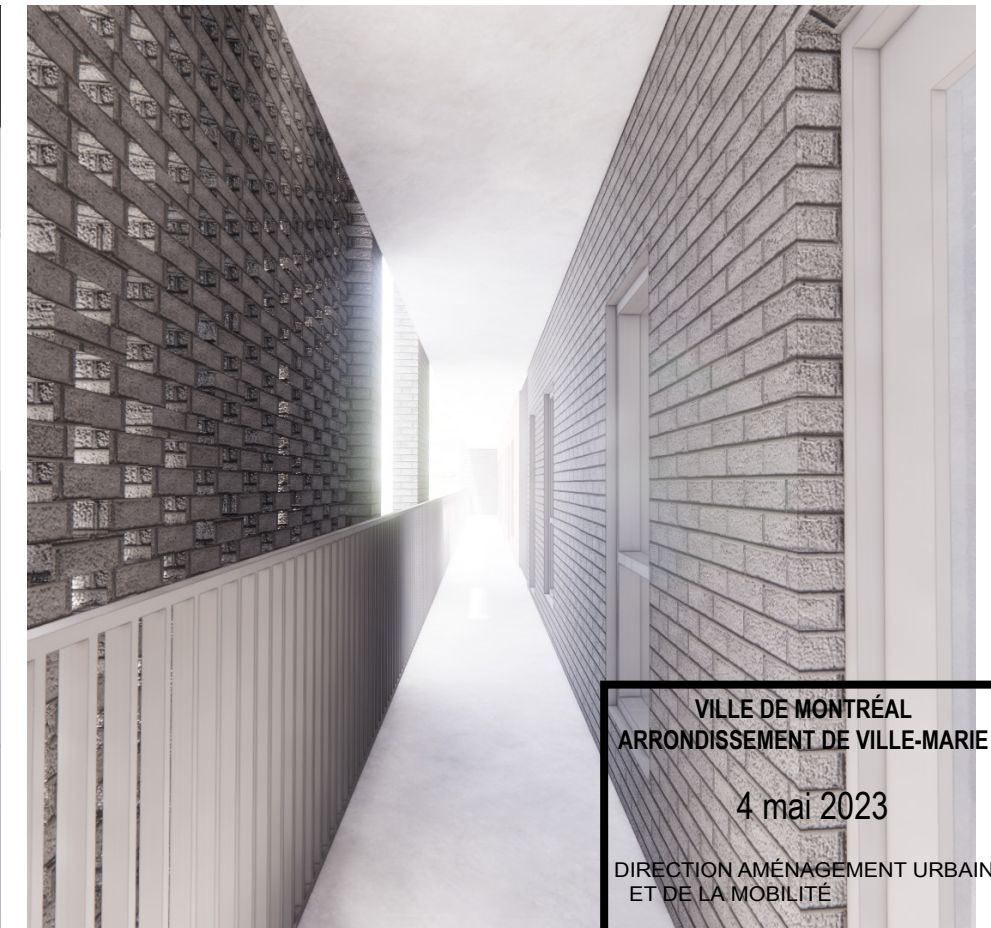
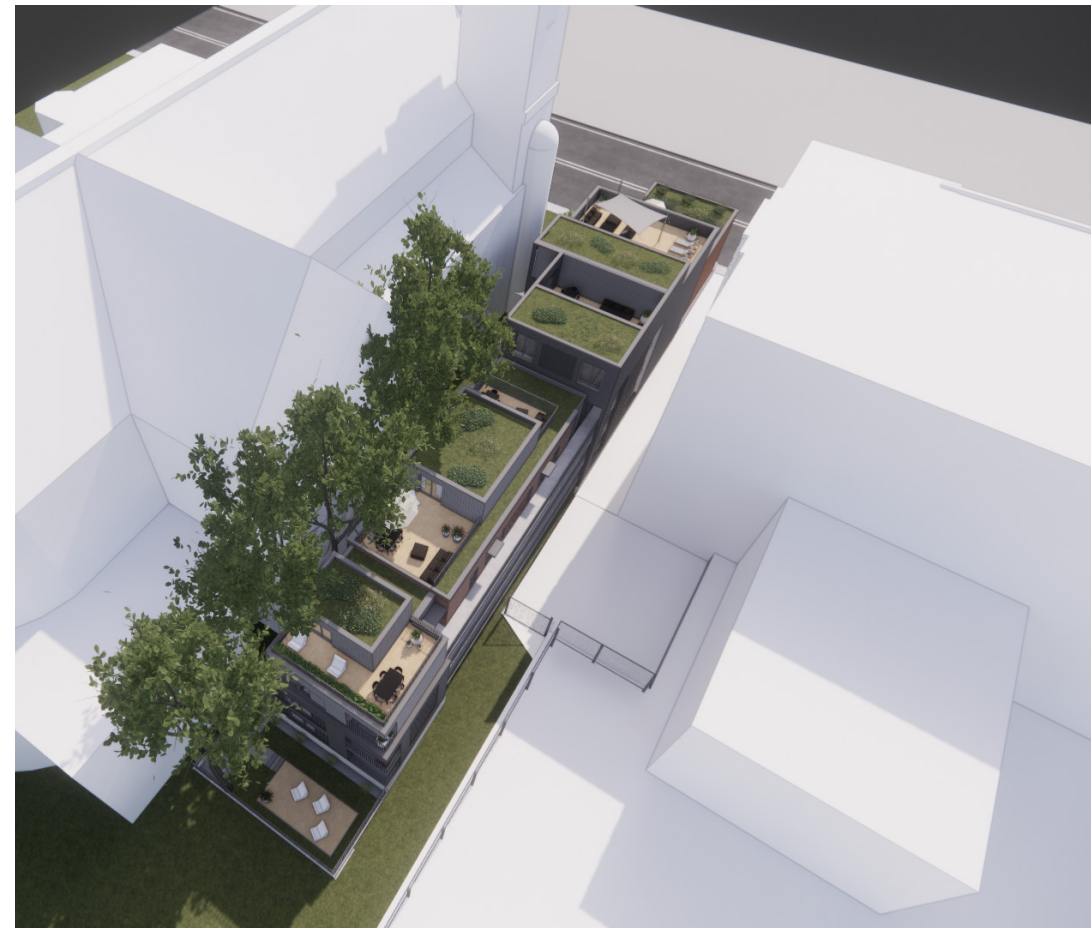
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

INTERSTICE

17 LOGEMENTS



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

+ VALUE

REQUALIFICATION DU BÂTIMENT EXISTANT : INTERVENTIONS PROPOSÉES

Remplacement de la toiture asphalté et gravier existante par un toit terrasse.

Conservation et remise à neuf des corniches et moulures d'époque

Remplacement de toutes les portes et fenêtres existantes par des portes et fenêtres de bois isolées à battant avec cap d'aluminium extérieur, telles que les fenêtres existantes.

Remplacement de la maçonnerie du 2e volume de brique rouge du bâtiment, construit en 1931



Rejointoiement de toute la maçonnerie existante conservée

Nouvelle marquise et meilleure signalétique de l'entrée. Conservation de l'entrée actuelle et mise en valeur de celle-ci. Nouveaux garde-corps

Retrait de la mécanique et percement de nouvelles fenêtres sur cette façade

Étanchéisation et resurfacement du crépi des fondations existantes

Rejointoiement de la pierre de taille existante et remplacement des escaliers

Démolition de la cour anglaise existante et de la sortie en façade et remplacement par un aménagement paysager



Existant



Proposé



Proposé



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

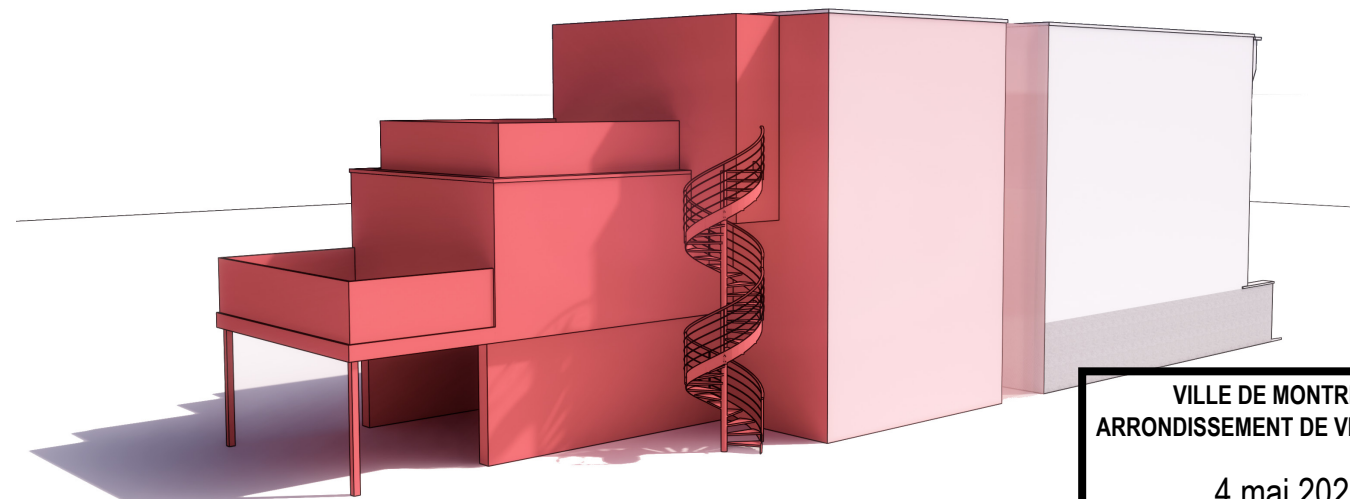
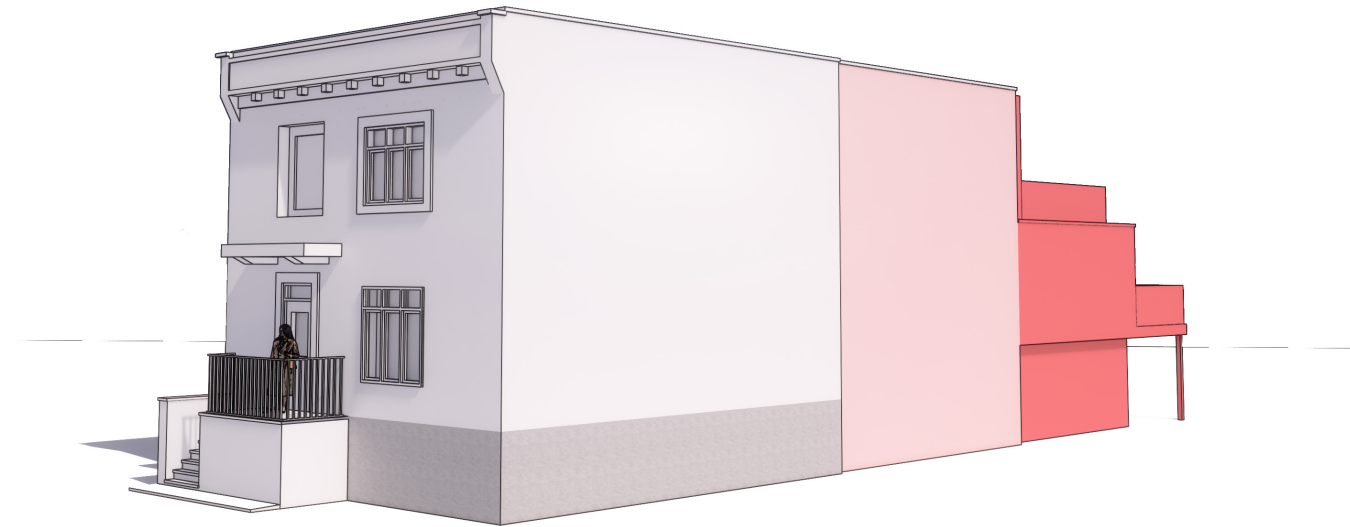
+ VALUE

REQUALIFICATION DU BÂTIMENT EXISTANT : INTERVENTIONS DE DÉMOLITION

Démolition envisagée :

Démolition de l'agrandissement arrière sur pilotis soit +/- 20% du bâtiment actuel. Remplacement du revêtement extérieur de la portion agrandissement de 1931, pour mieux distinguer les époques.

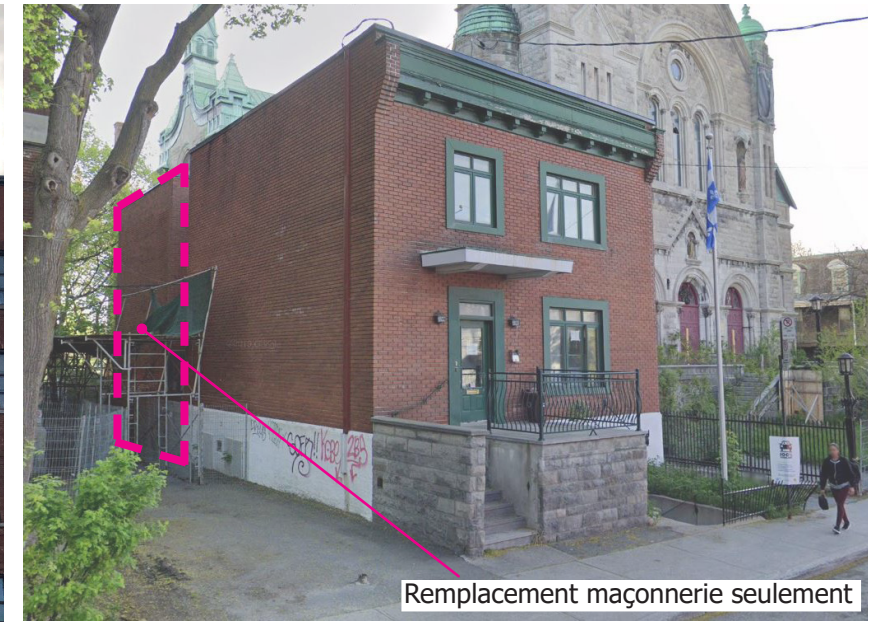
-  Démolition complète
-  Remplacement de la maçonnerie existante seulement



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



ARRIÈRE



Remplacement maçonnerie seulement



Remplacement maçonnerie seulement



Démolition complète



AVANT

+ VALUE

AGRANDISSEMENT

- Dialogue avec les batiments historiques voisins
- Hauteur respectant le gabarit des habitations environnantes (3 étages sur rue)
- Agrandissement dans la poursuite des lignes directrices du bâtiment existant
- Accès à la cour via accès piéton et cyclable sécurisé



VERDISSEMENT DU SITE ET DES TOITURES

- Présence de mezzanines et verdissement de la toiture réduisant les ilots de chaleur
- Terrasses privées et communes
- Plantation de nouveaux arbres et bonification du verdissement existant au sol



Terrasse privée sur plots

Terrasse commune en toiture accessible par un escalier d'issue intérieur

Terrasse privée sur plots et plantation extensive en devanture

Nouvelle plate-bande végétalisée en devanture du bâtiment, suivant le retrait de la cour anglaise existante



Nouvelle terrasse commune au sol avec jardin minéral + nouvel arbre en cour arrière

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

+ VALUE

TERRASSES PRIVÉES

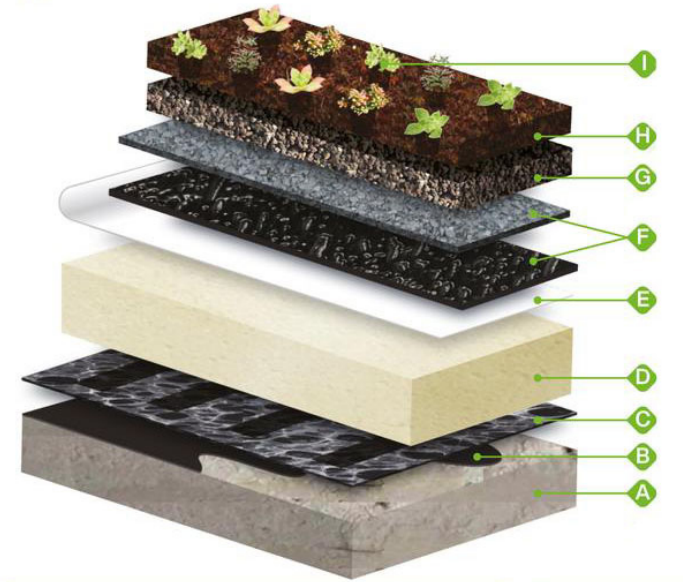
Terrasses privées aménagées sans vis à vis et traversantes sur les 2 façades latérales pour un maximum de luminosité

Terrasses sur plots avec recouvrement de planches pour les terrasses privées accessibles via mezzanines + plantations en bac de surface .

Terrasse en plantation extensive de faible profondeur sur les toitures non accessibles. Ces terrasses seront accessibles pour l'entretien via des échelles non fixes disposées sur les terrasses adjacentes.



TOITURE EXTENSIVE ENVISAGÉE



- A** Support
- B** Vernis d'imprégnation
- C** Pare-vapeur*
- D** Isolant*
- E** Écran d'indépendance
- F** Étanchéité bicouche
- G** Drain meuble
- H** Substrat
- I** Végétation

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

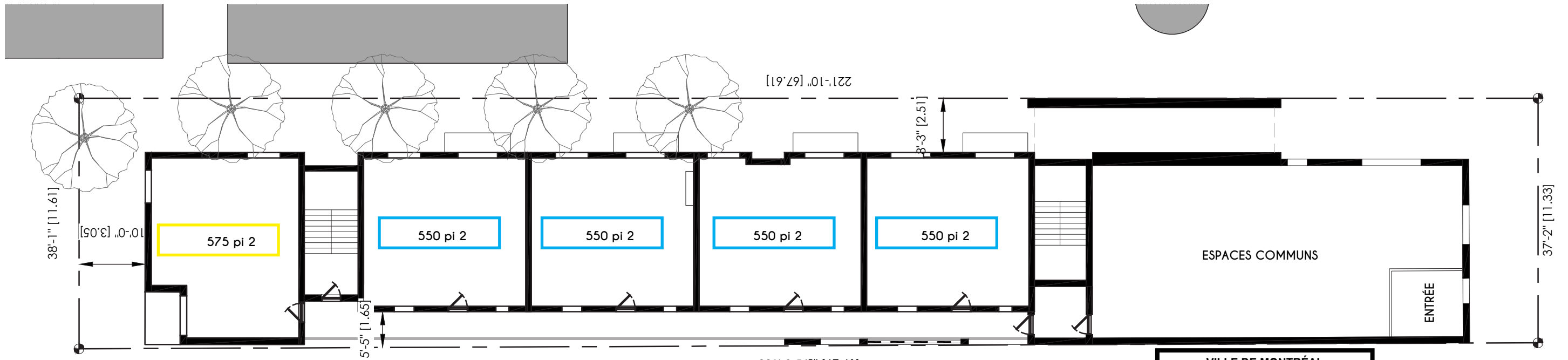
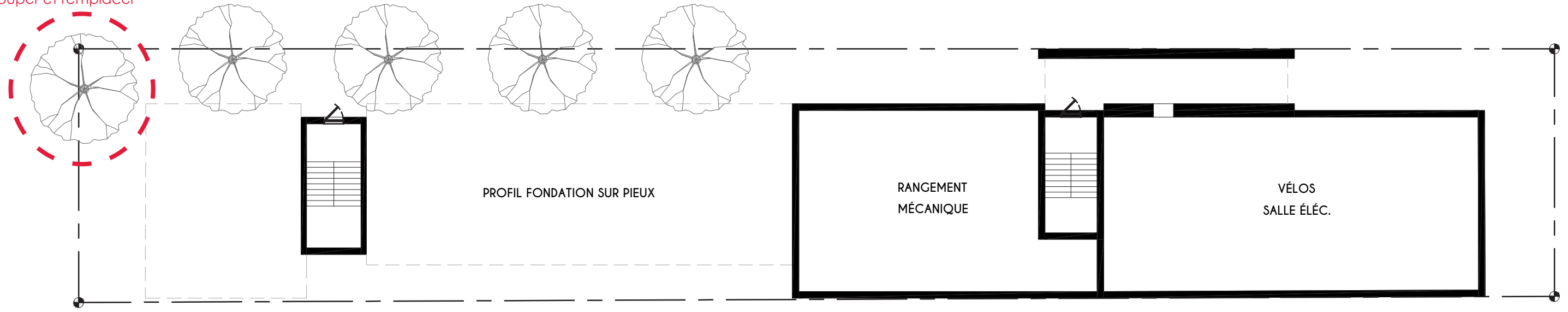
4 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PLANS

- 1 chambre
- 2 chambres
- 3 chambres

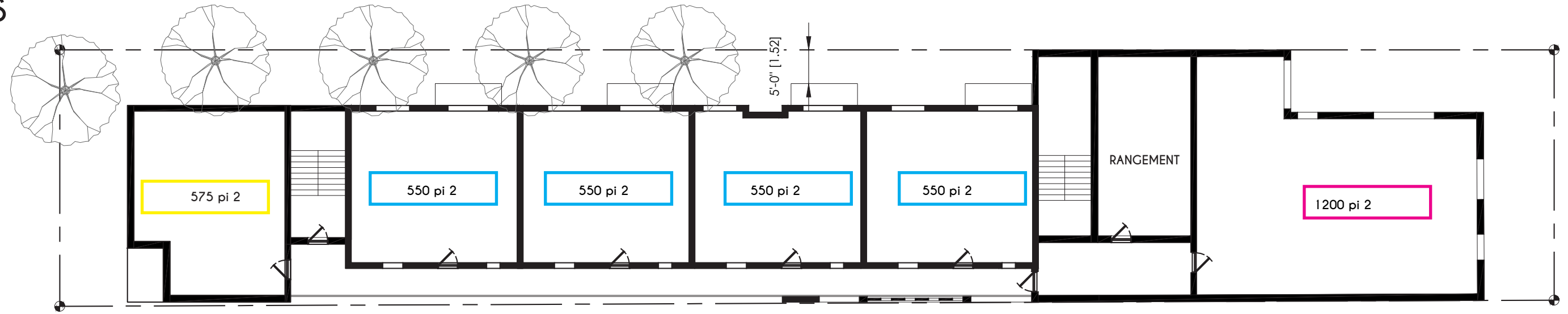
Arbre à couper et remplacer



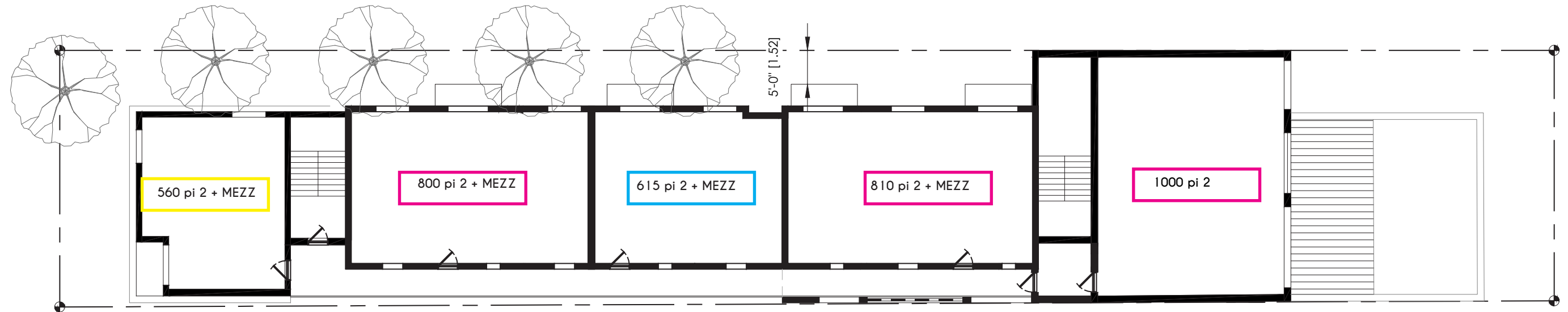
VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

REZ-DE-CHAUSSÉE

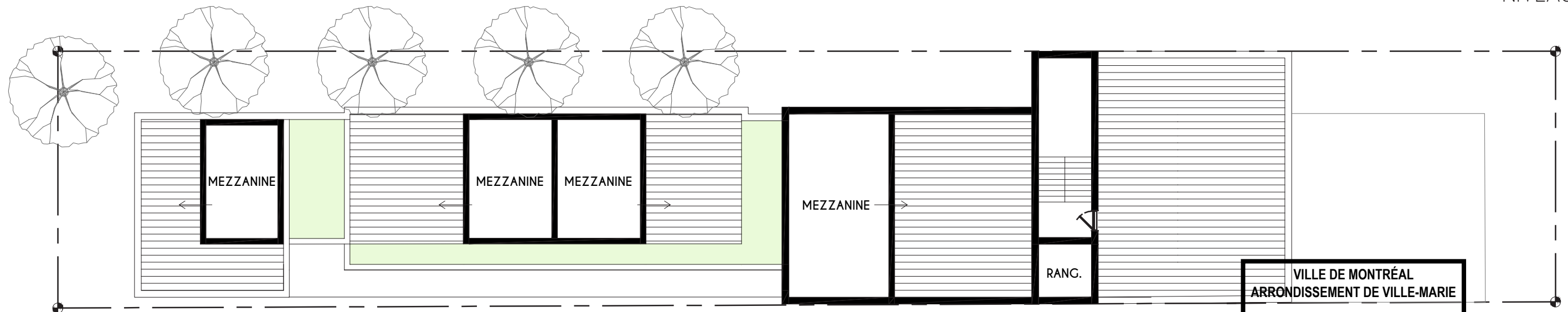
PLANS



NIVEAU 2

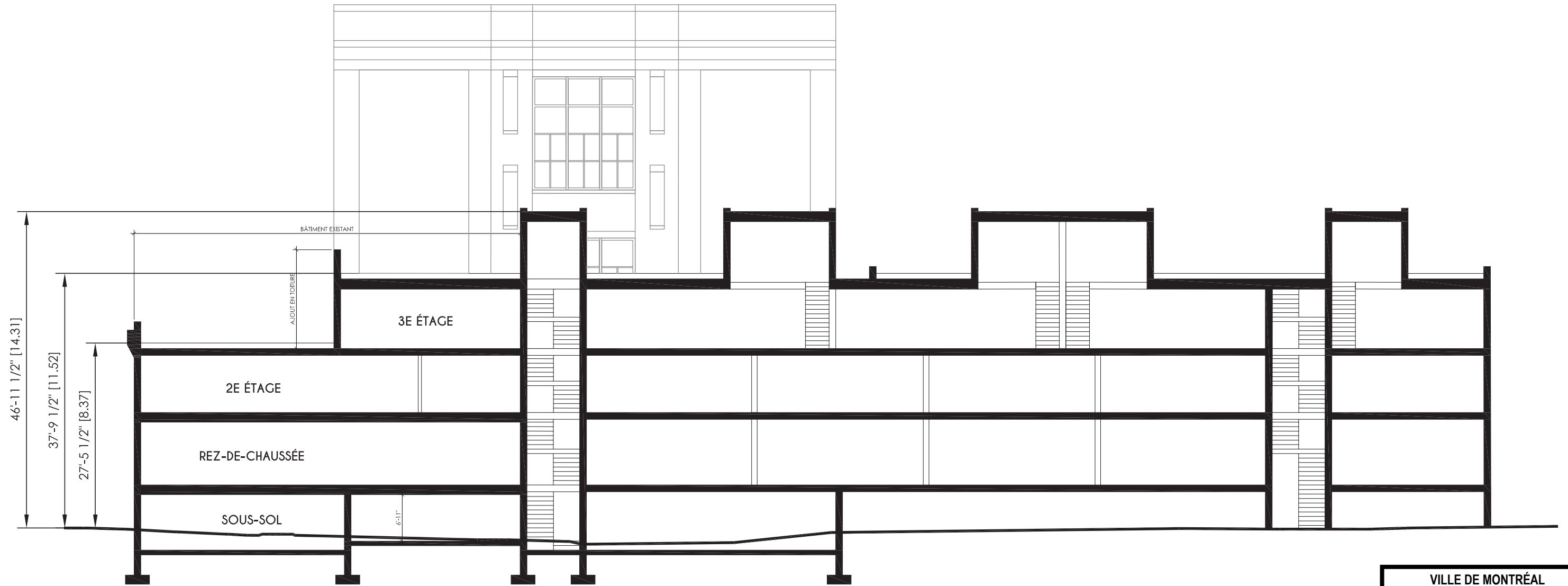


NIVEAU 3



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

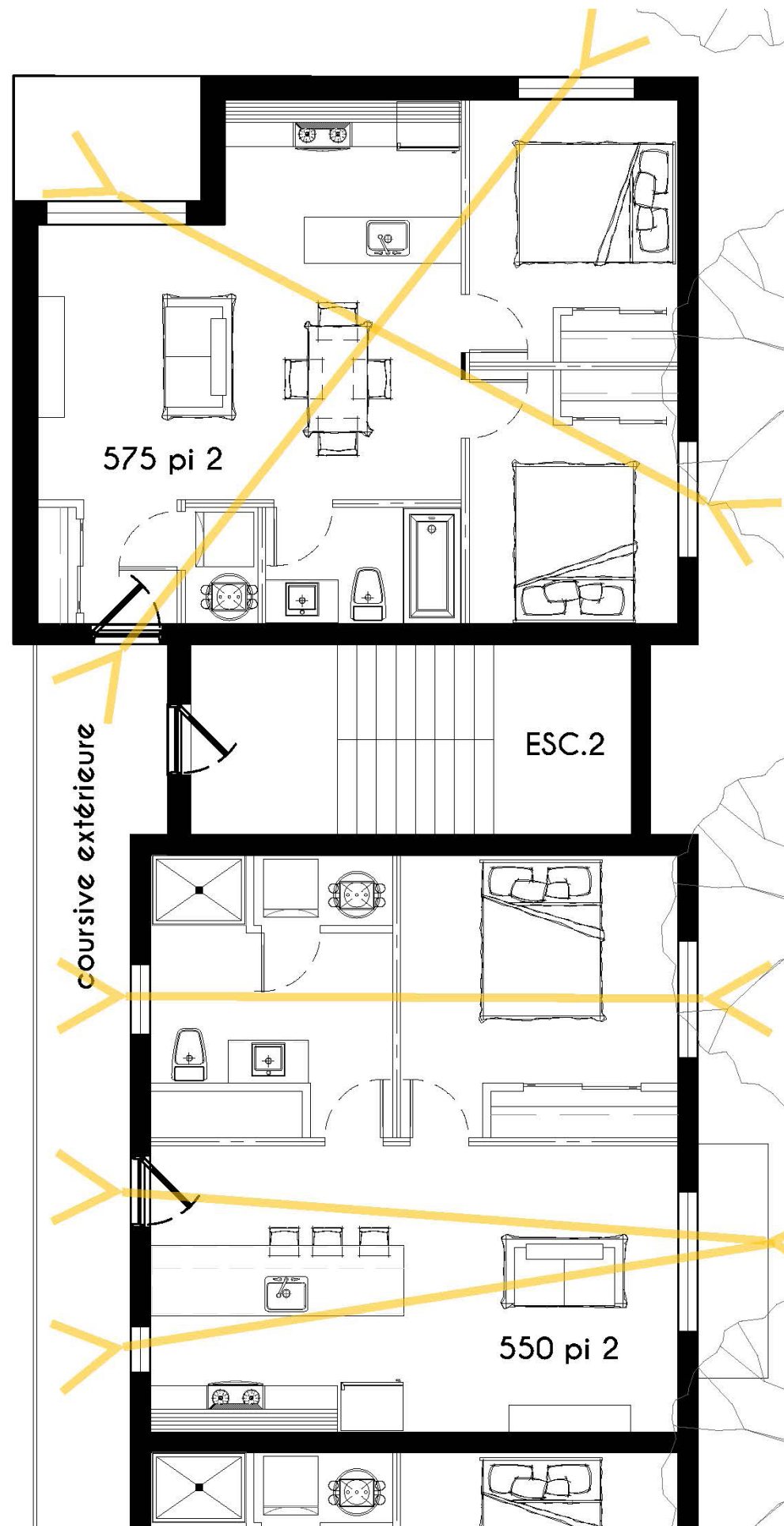
COUPE



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

PLANS AGRANDIS

L'aménagement des corridors extérieurs en coursives permet d'obtenir une majorité de logements traversants à tous les étages.



STATISTIQUES

pi2	Superficie plancher	Logements (pi.ca net)	Aires communes + escaliers + mec.	Murs (ext. et int.)
SOUS-SOL	3200	0	2822	378
REZ-DE-CHAUSSÉE	5195	2790	1825	580
NIVEAU 2	5515	3990	906	619
NIVEAU 3	4675	3845	420	410
NIVEAU MEZZANINE	1520	1029	277	214
Total	20105	11654	6250	2201
	100%	58%	31%	11%

Superficie lot (pi.ca)	8346		max. 70%
Aire bâtiment (pi.ca)	5450	65%	
Végétalisation (pi.ca)	2776	33%	
Surface pavée (pi.ca)	120	1%	
Densité	2,4		

	1 chambre	2 chambres	3 chambres
Sous-sol	0	0	0
RDC	4	1	0
Niveau 2	4	1	1
Niveau 3	1	1	3
TOTAL	9	3	4

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

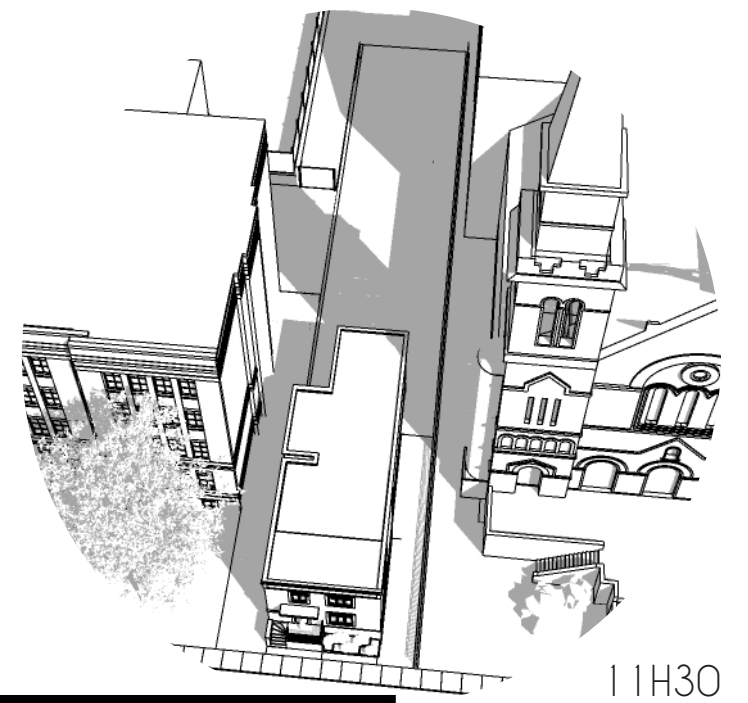
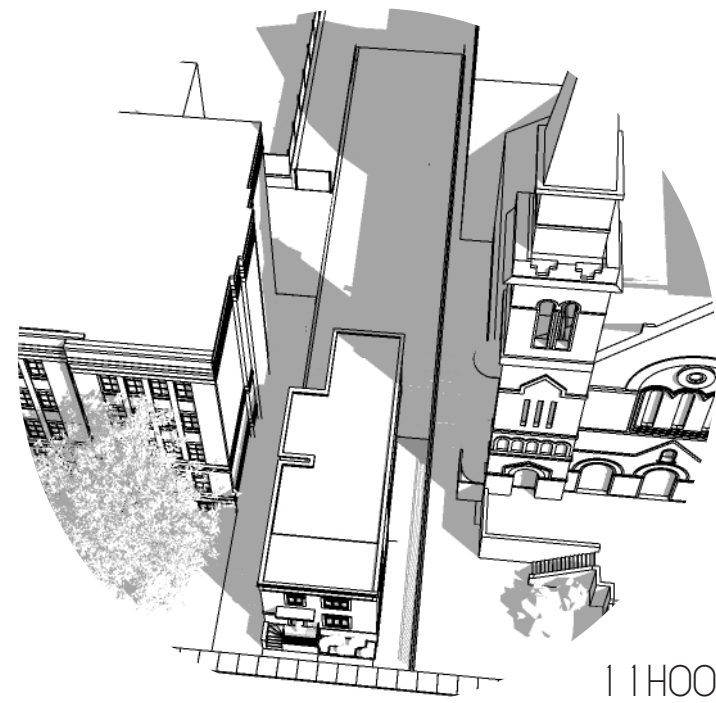
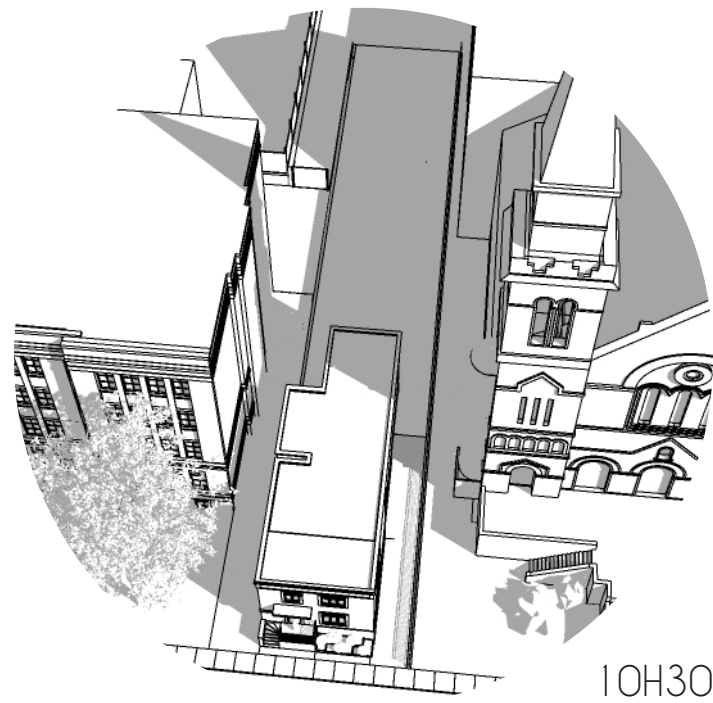
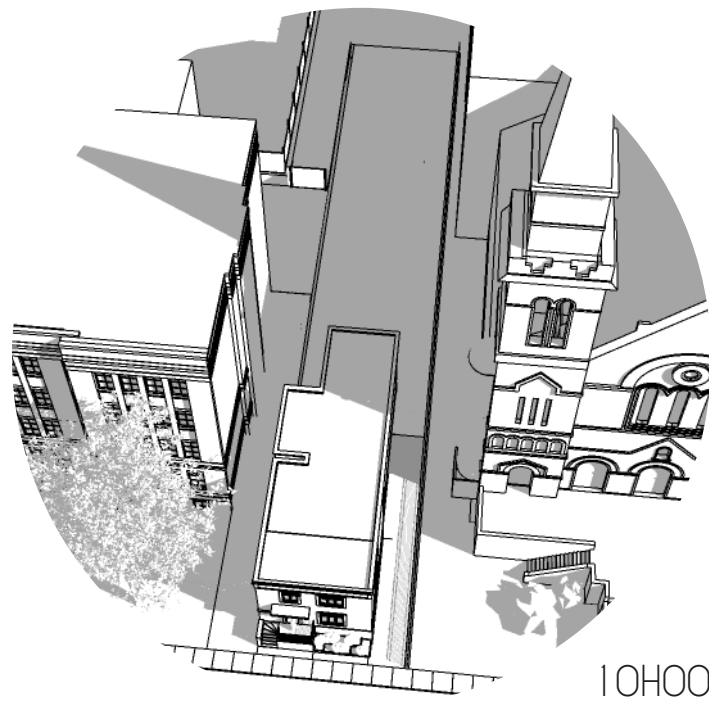
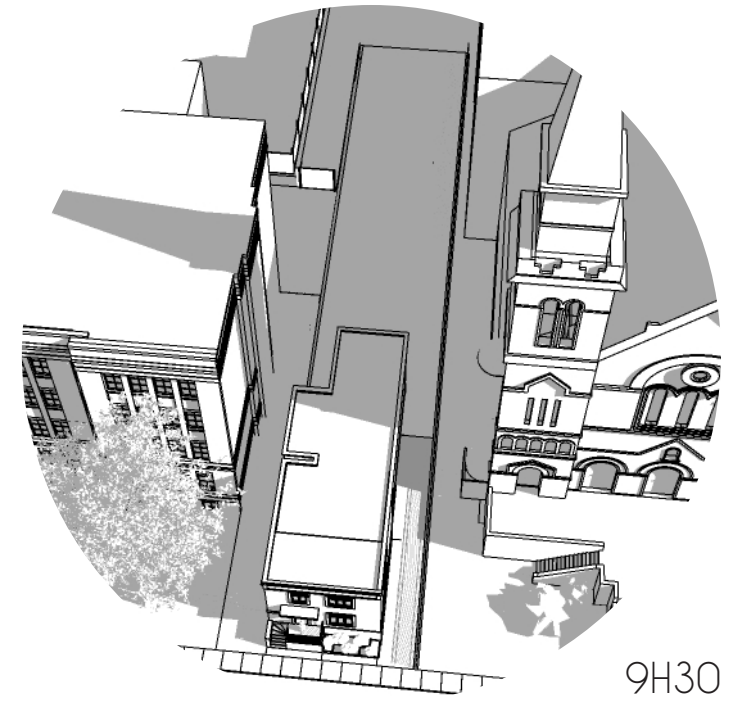
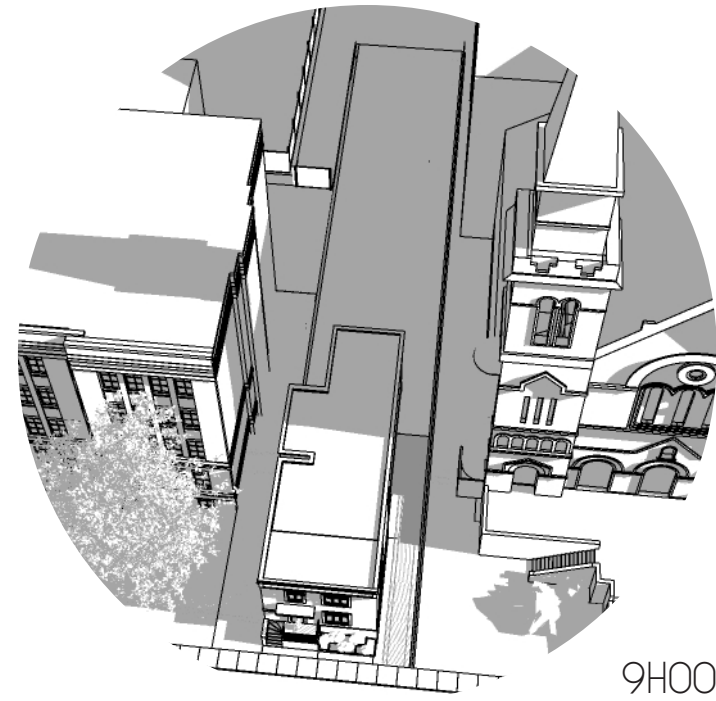
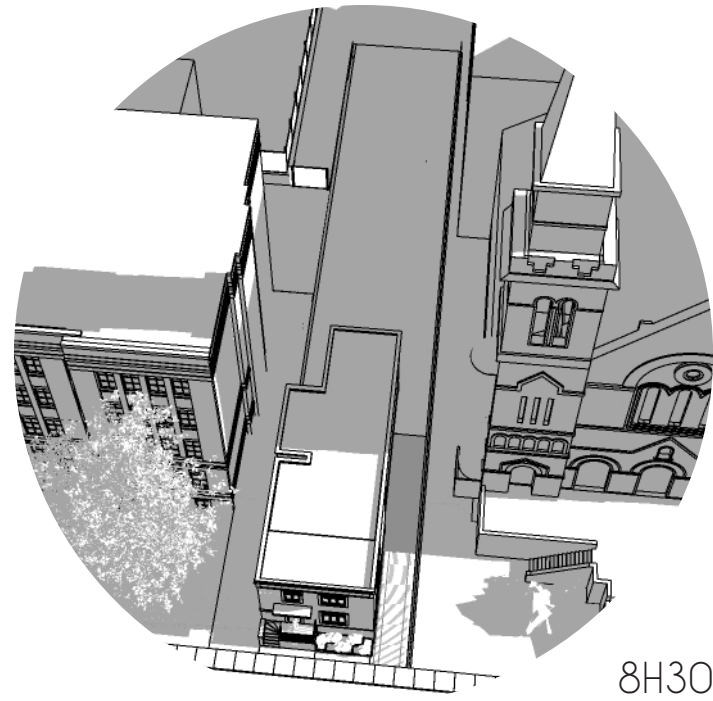
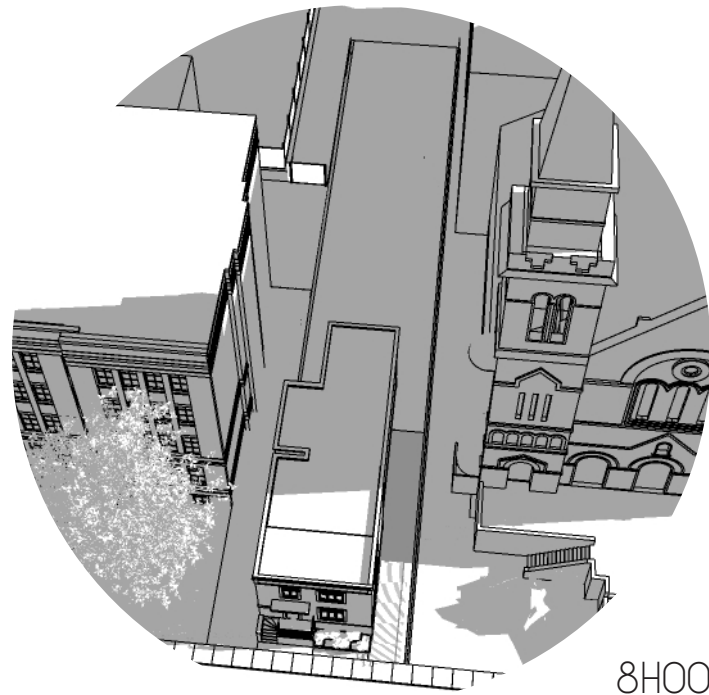
4 mai 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT

BÂTIMENT EXISTANT

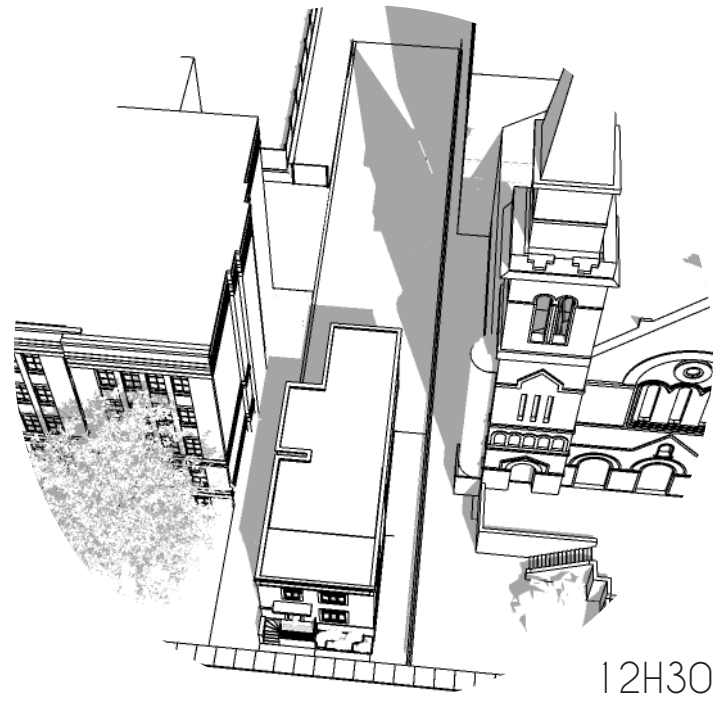
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / Existant ÉQUINOXES - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE



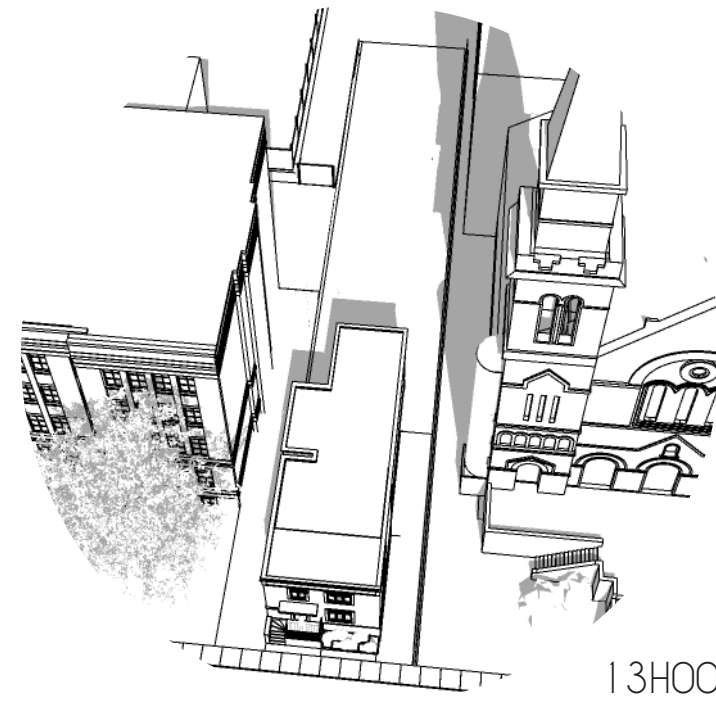
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / Existant ÉQUINOXES - 21 MARS ET 21 SEPTEMBRE



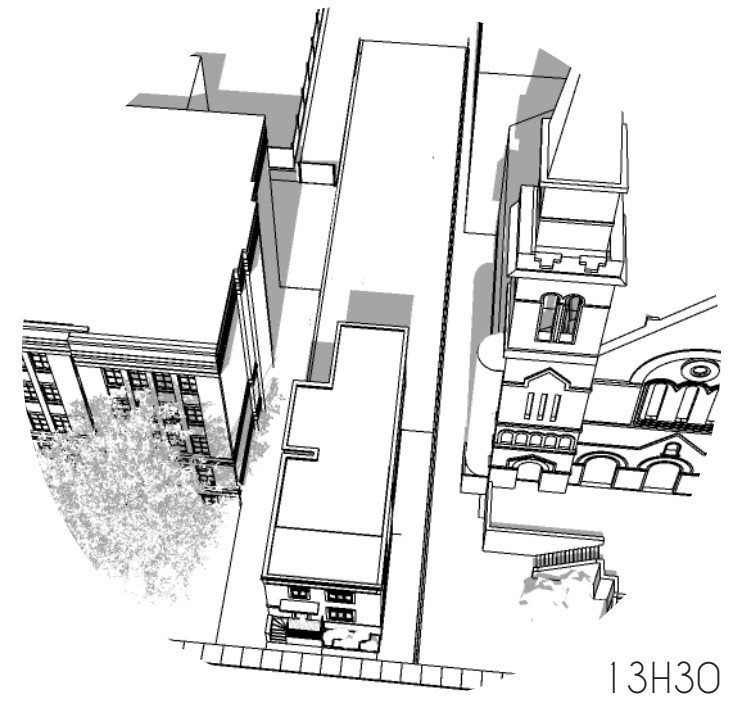
12H00



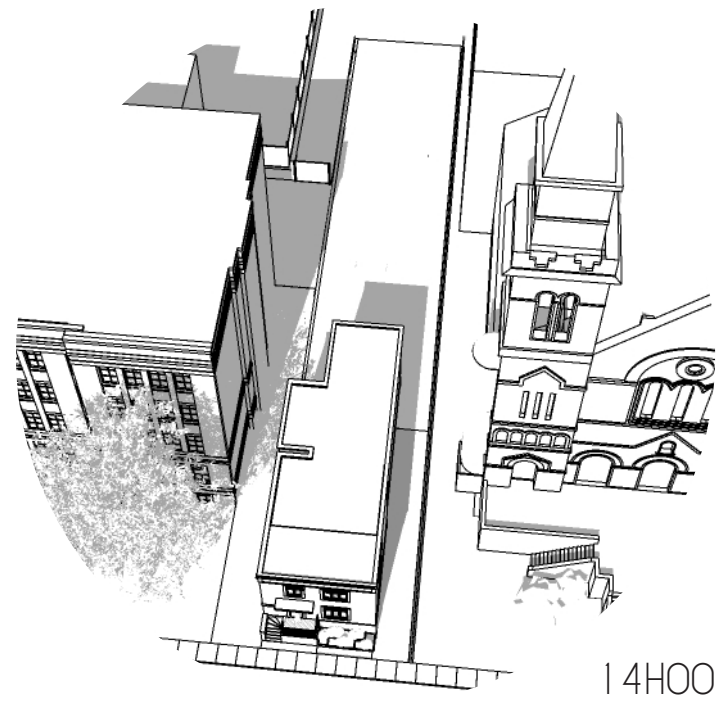
12H30



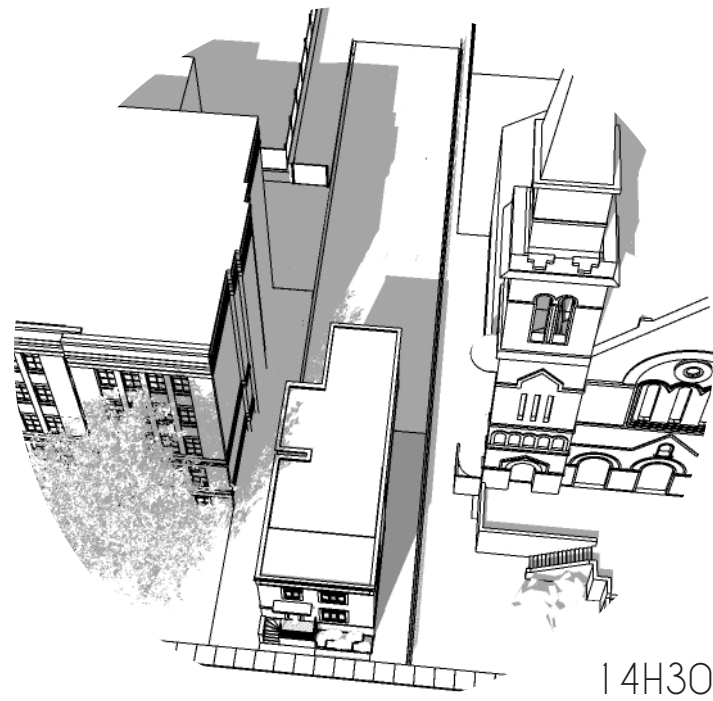
13H00



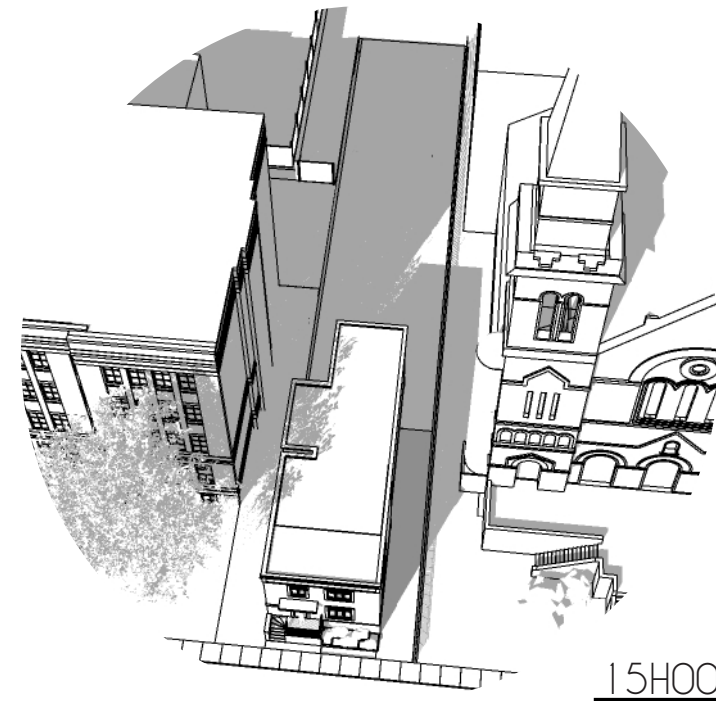
13H30



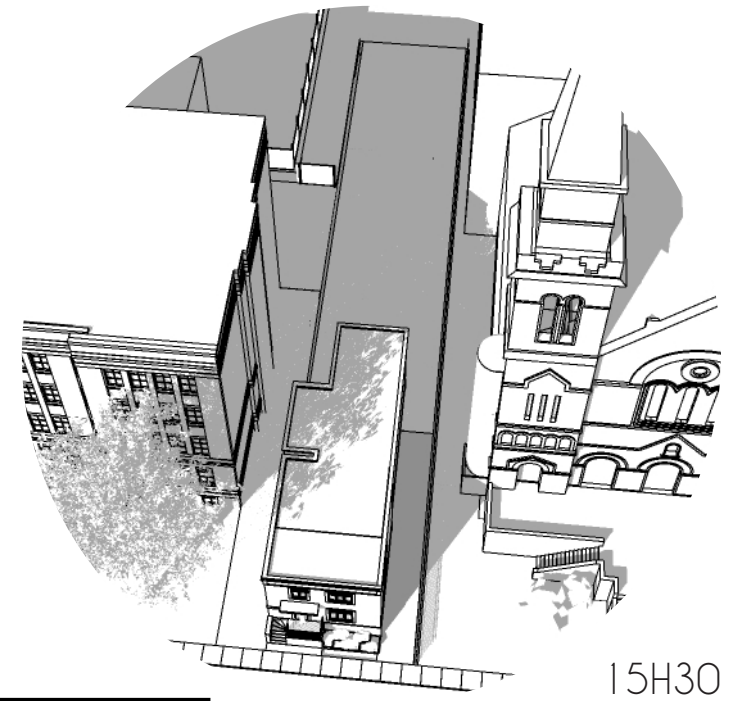
14H00



14H30

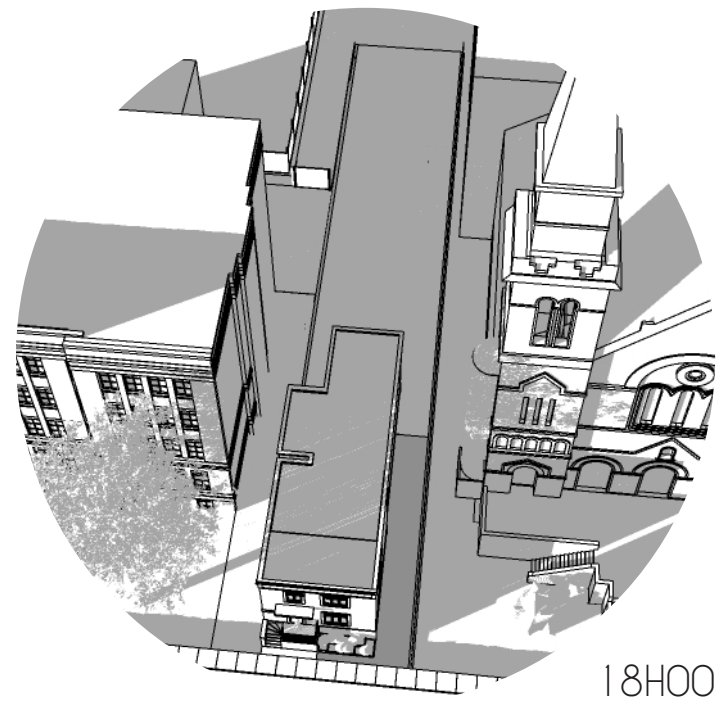
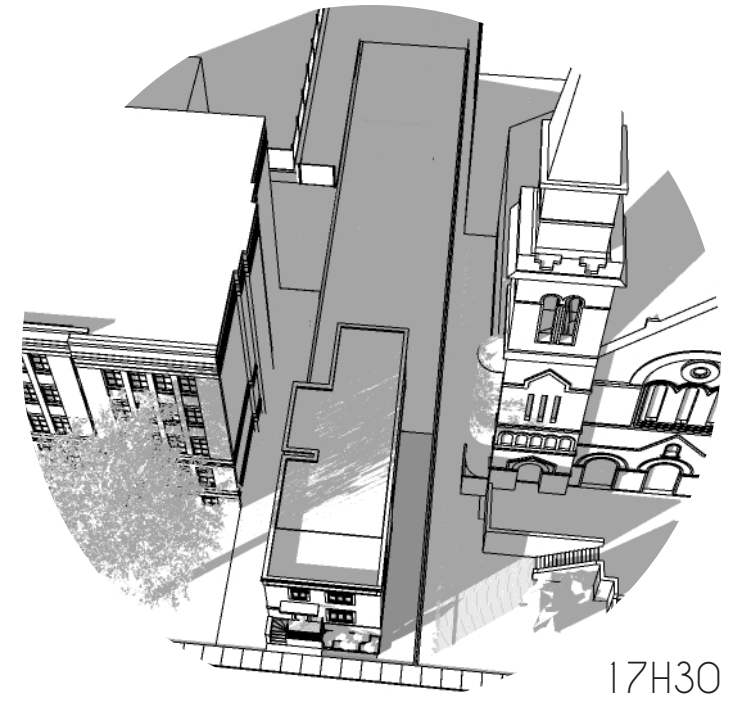
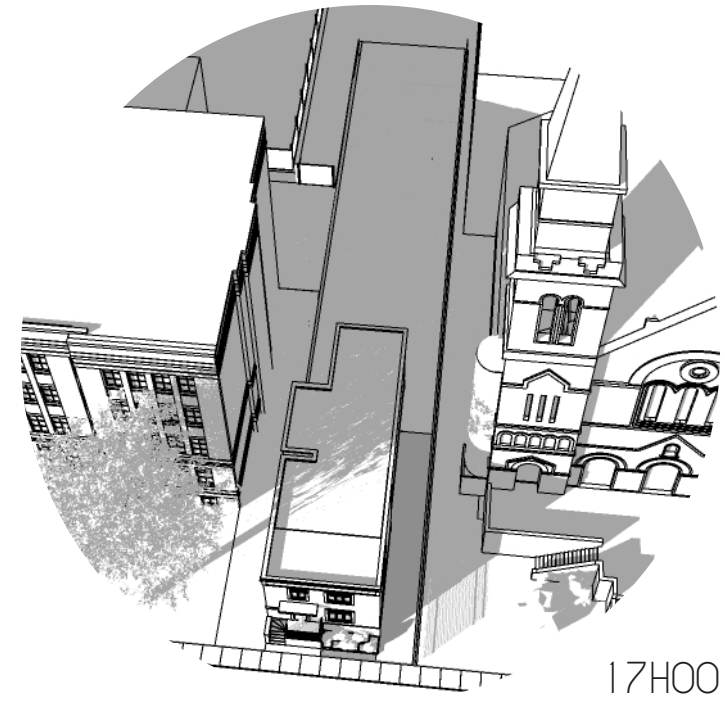
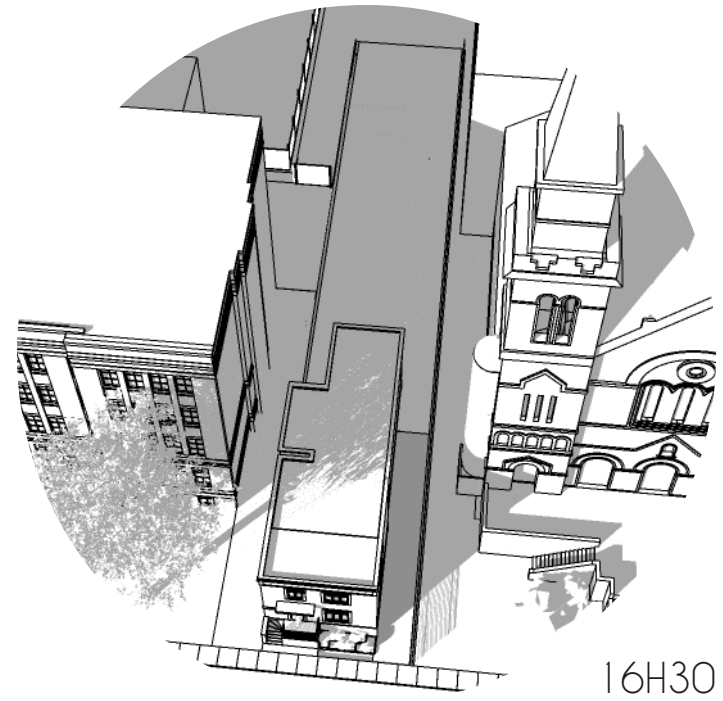
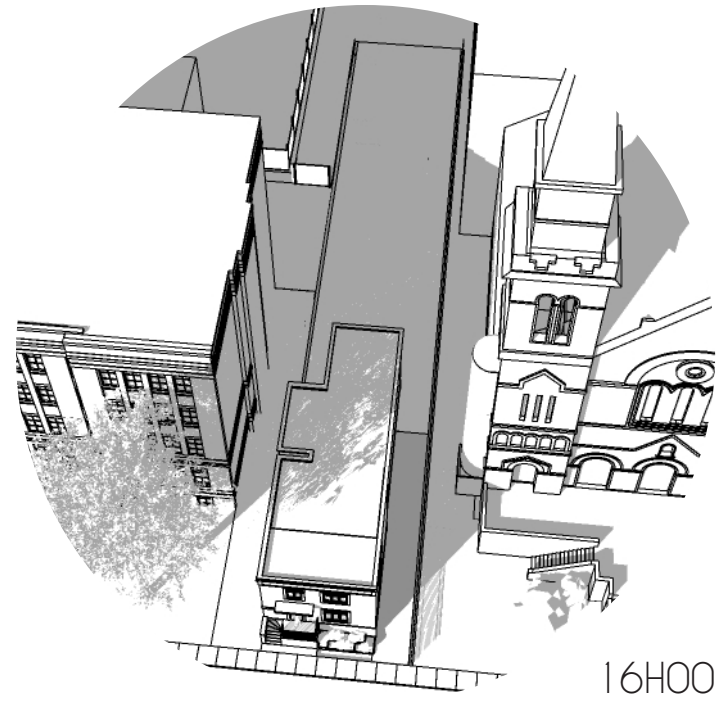


15H00



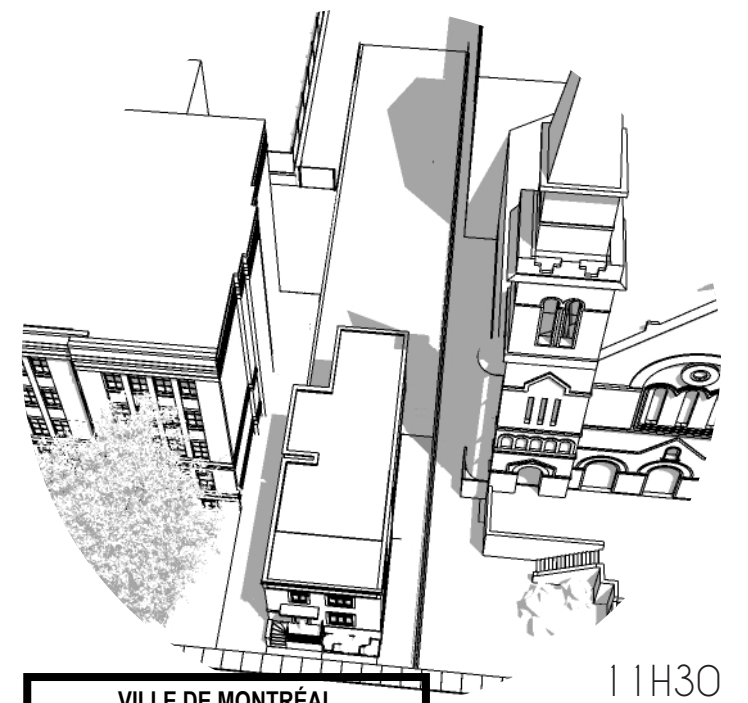
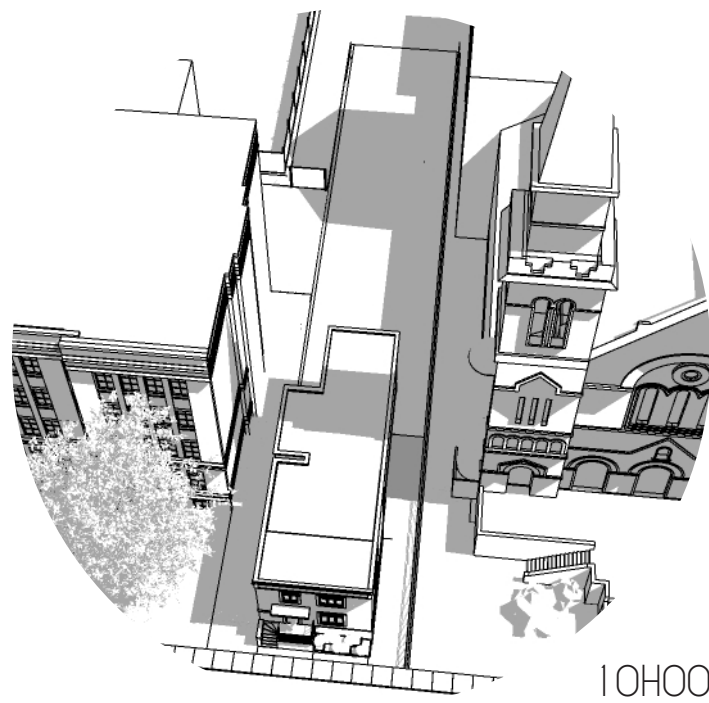
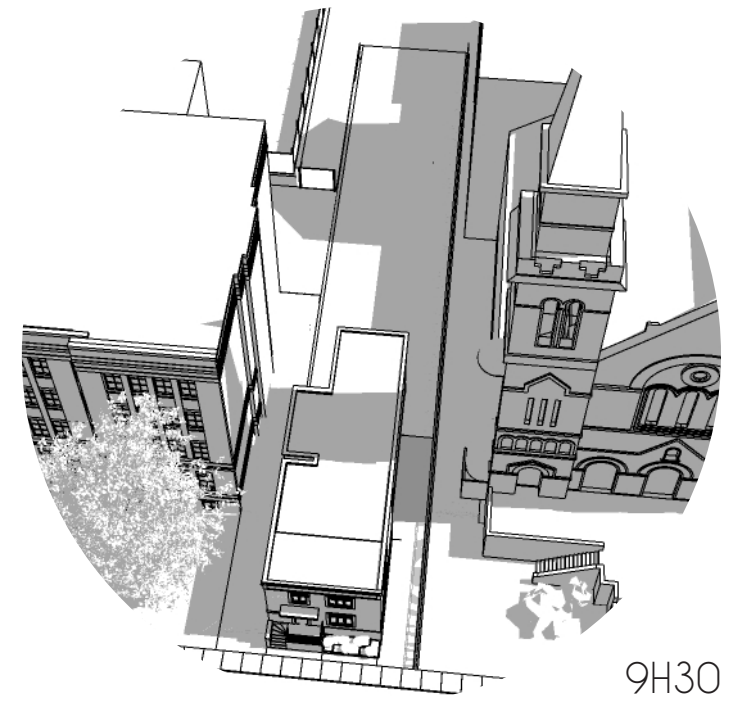
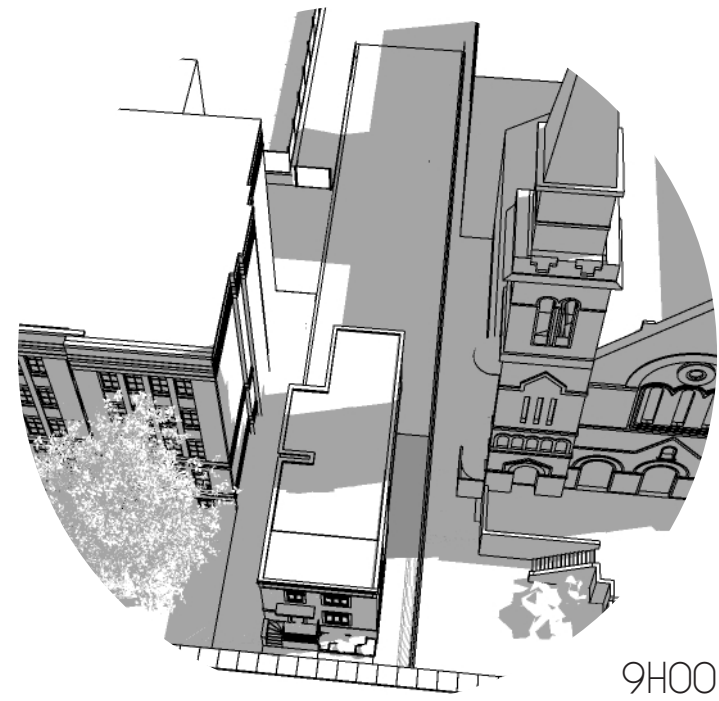
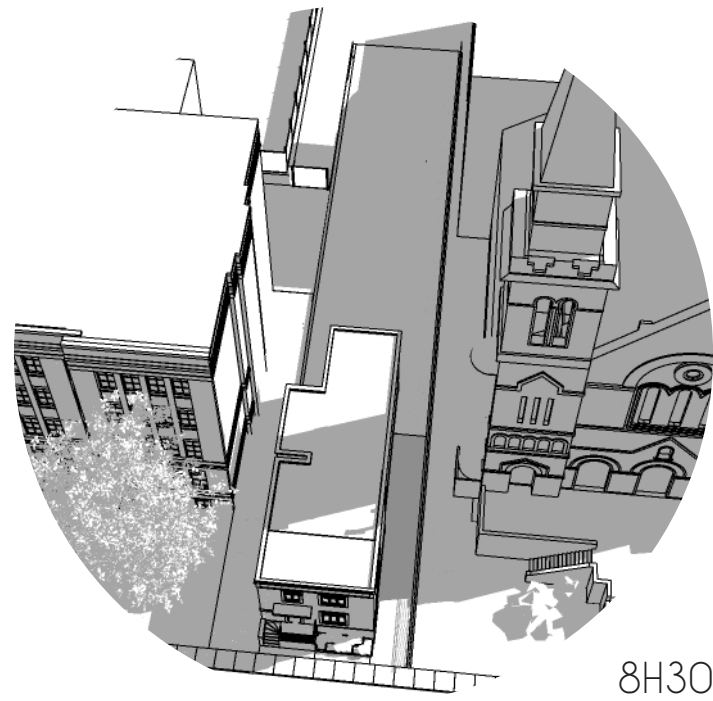
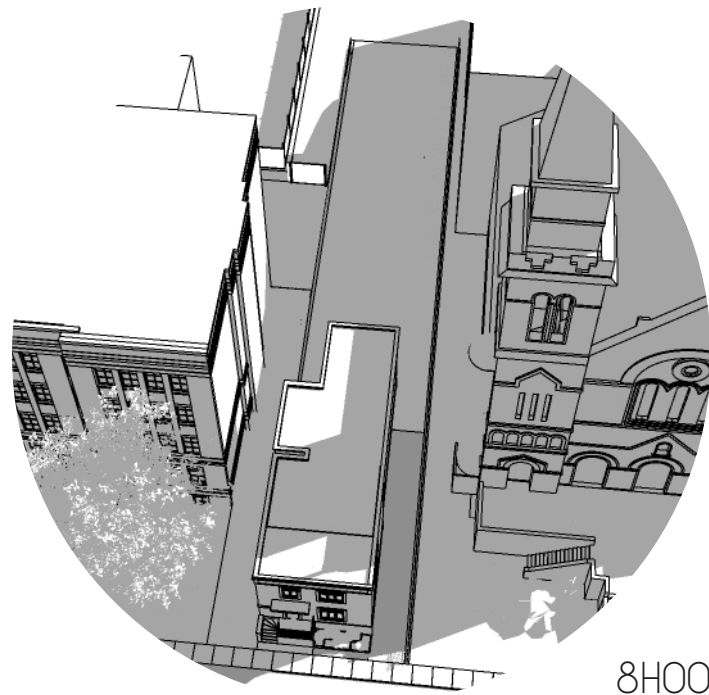
15H30

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT / Existant ÉQUINOXES

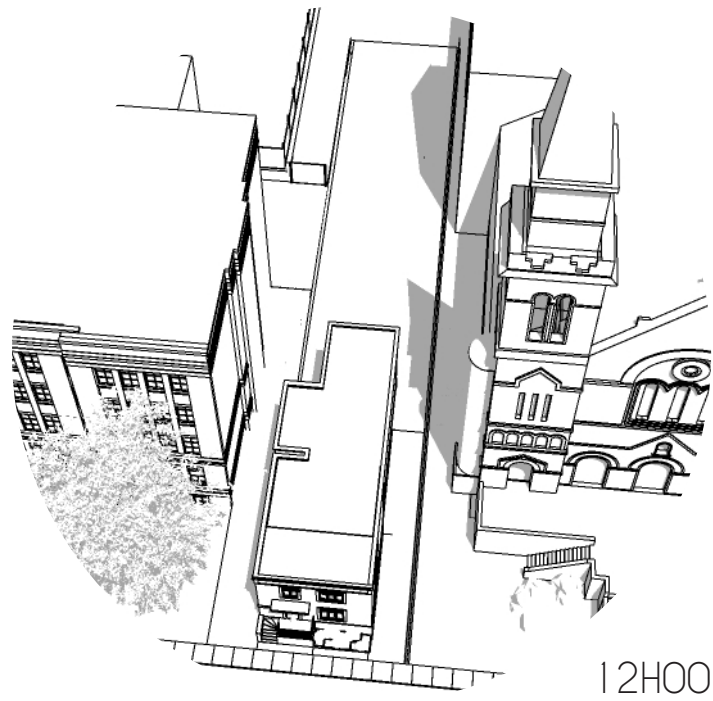


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

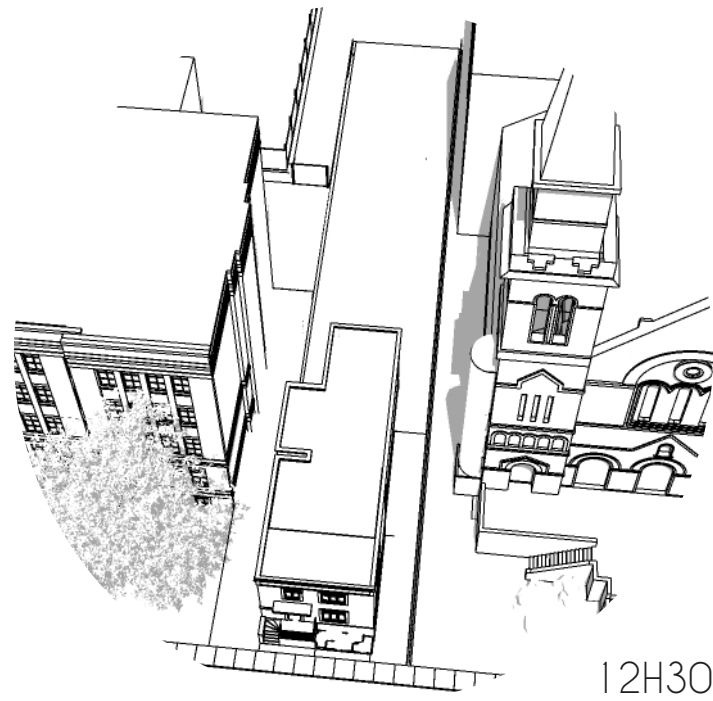
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



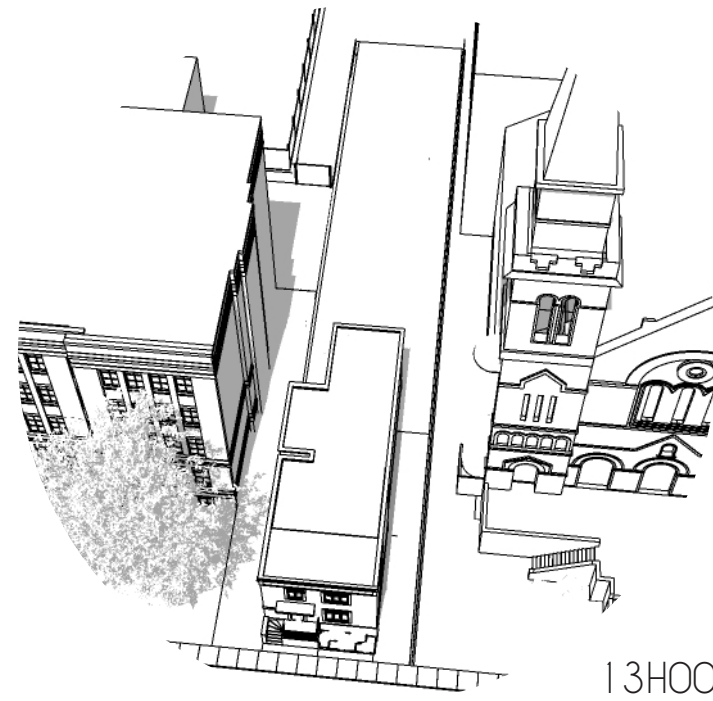
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



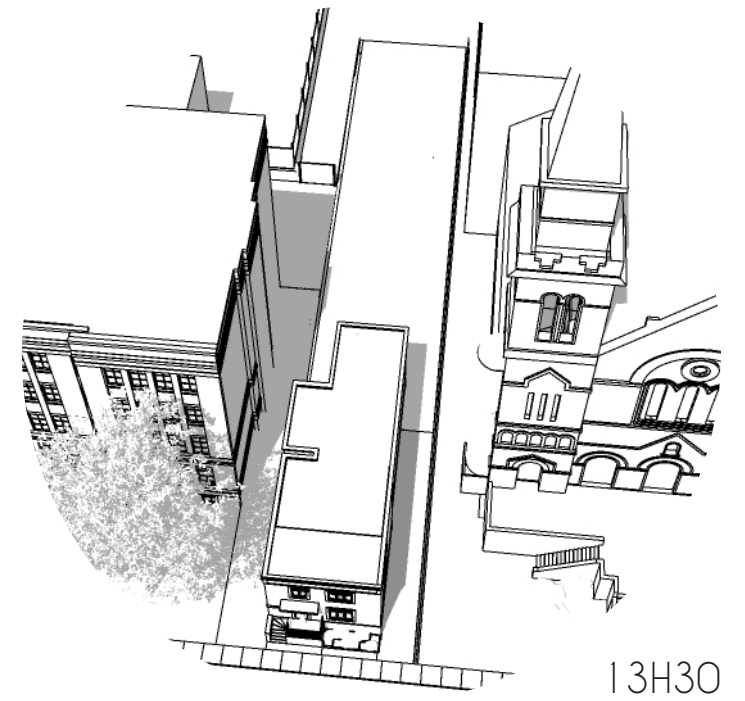
12H00



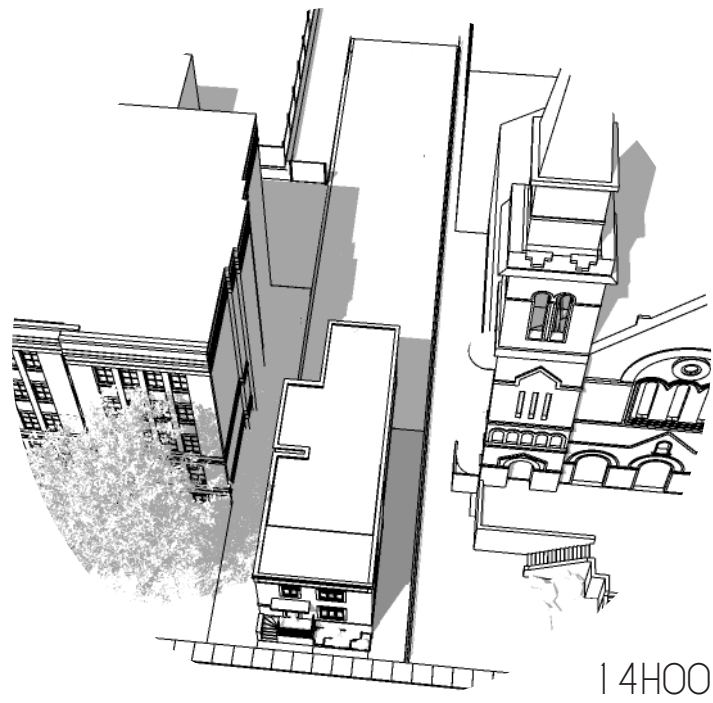
12H30



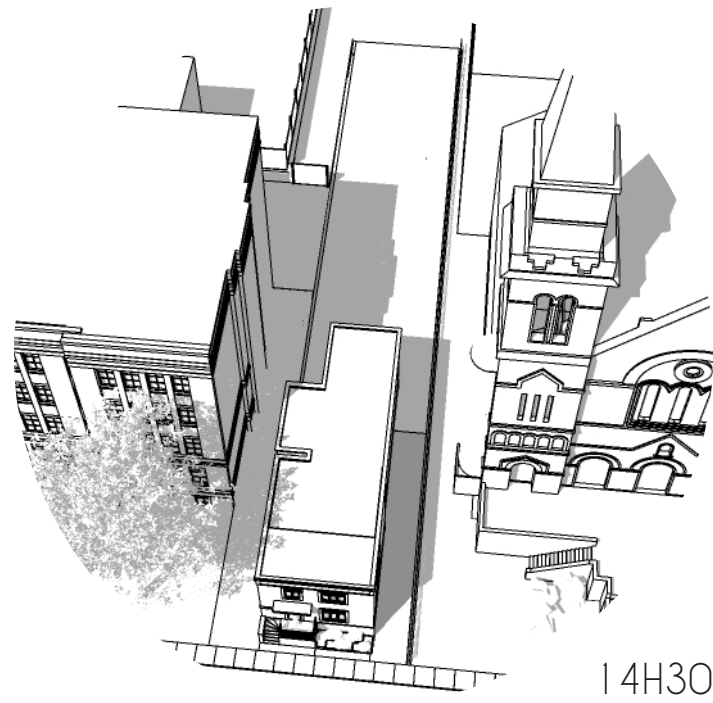
13H00



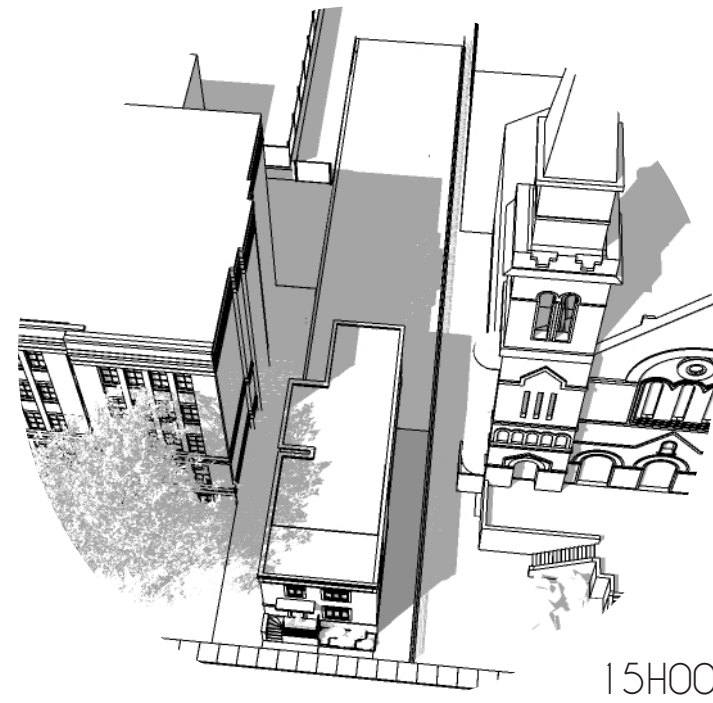
13H30



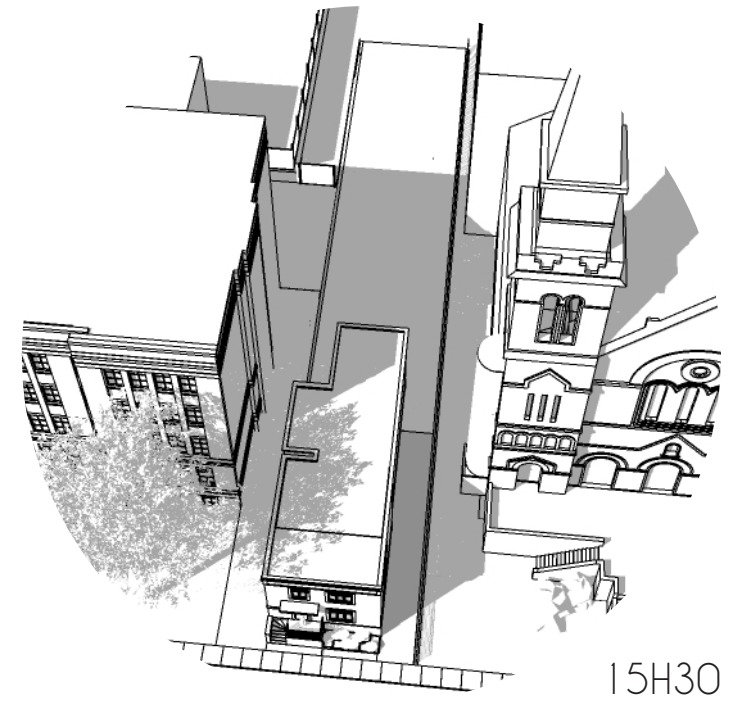
14H00



14H30



15H00



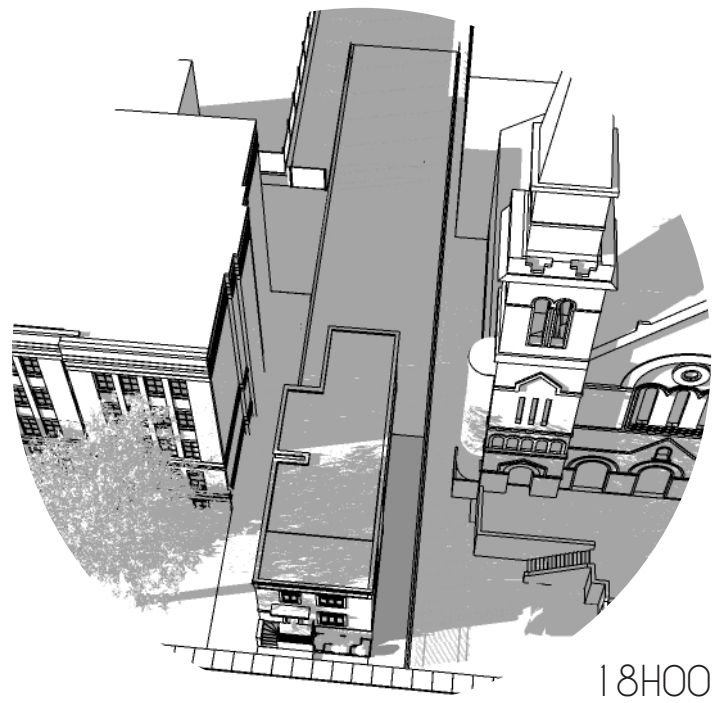
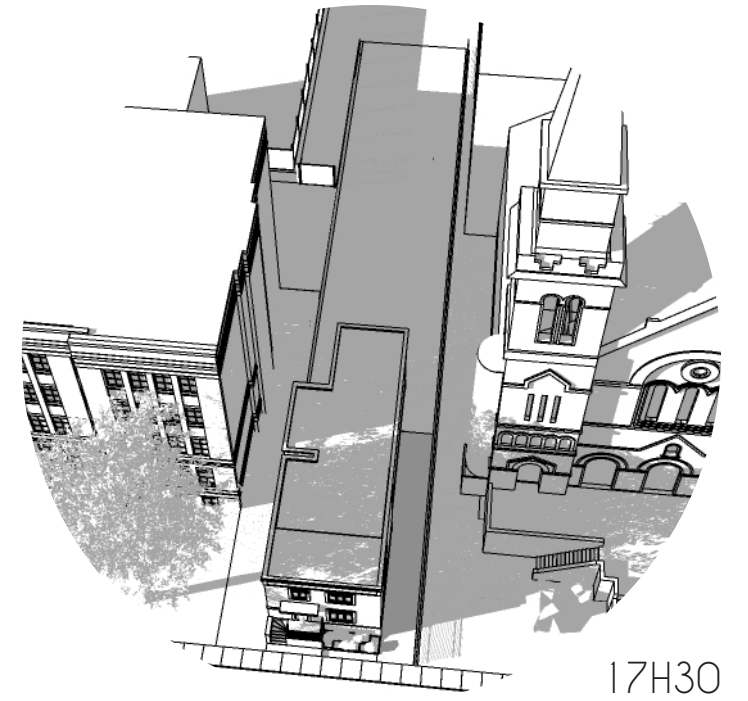
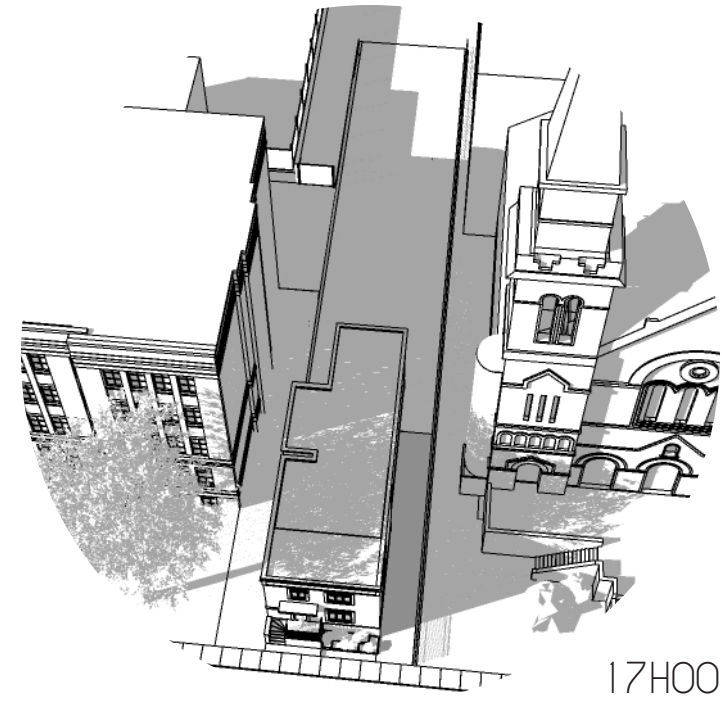
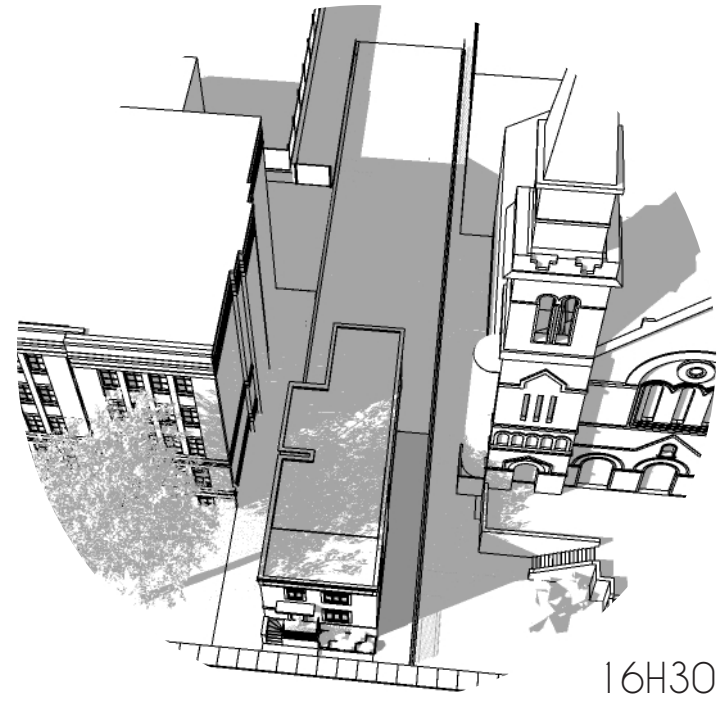
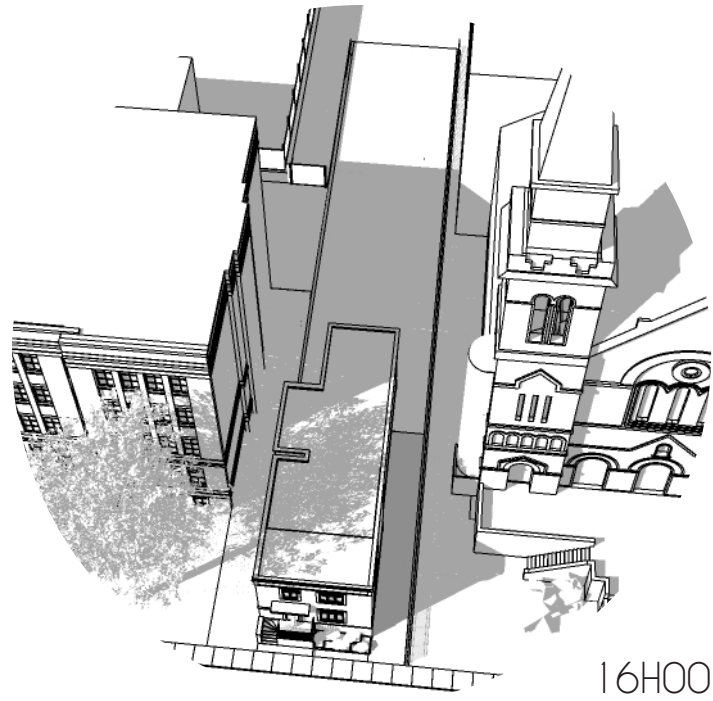
15H30

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

rubic architecture

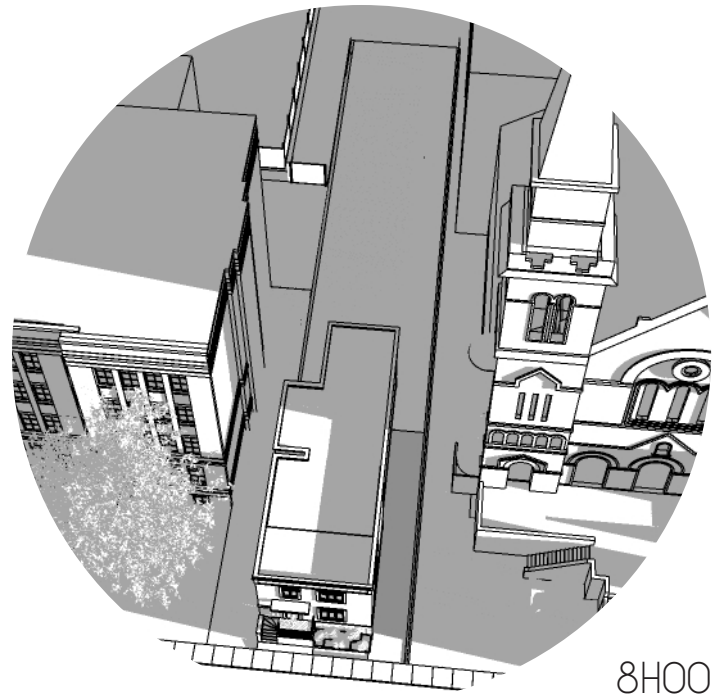
32/52

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE HIVER



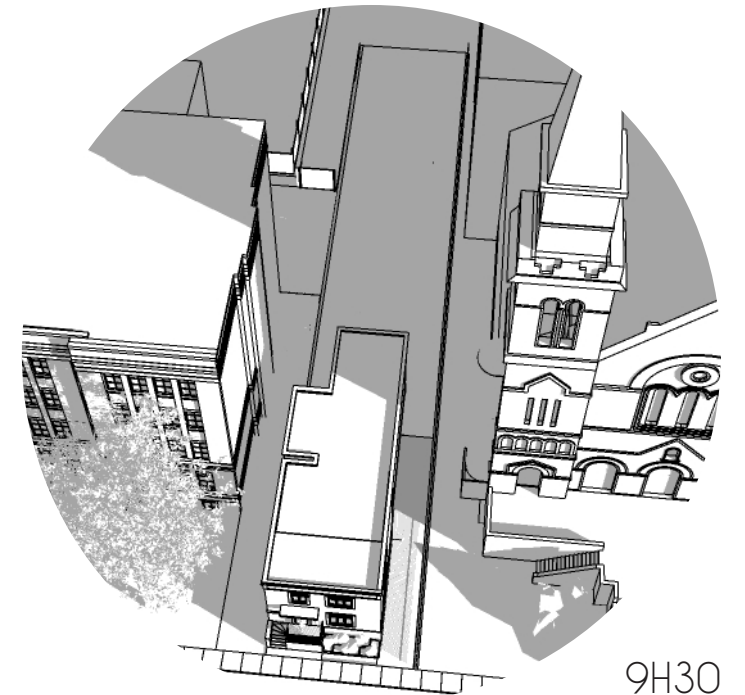
8H00



8H30



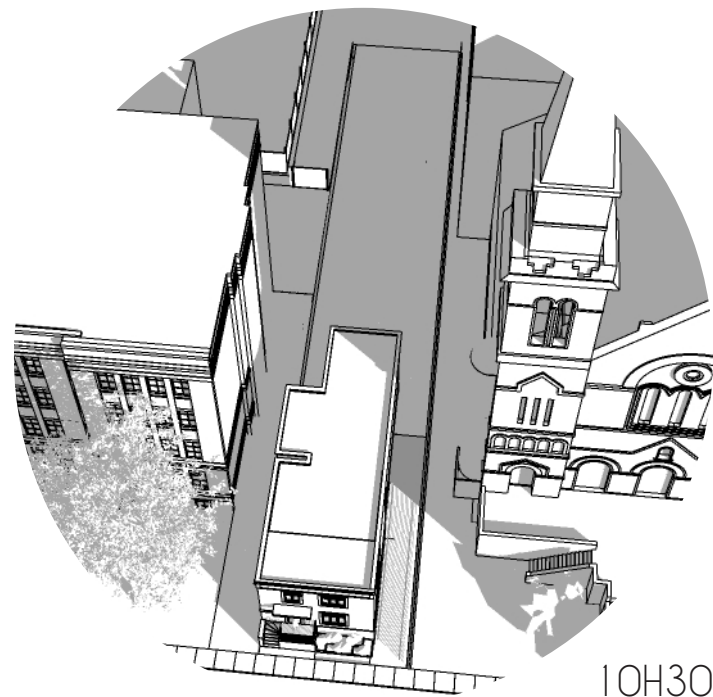
9H00



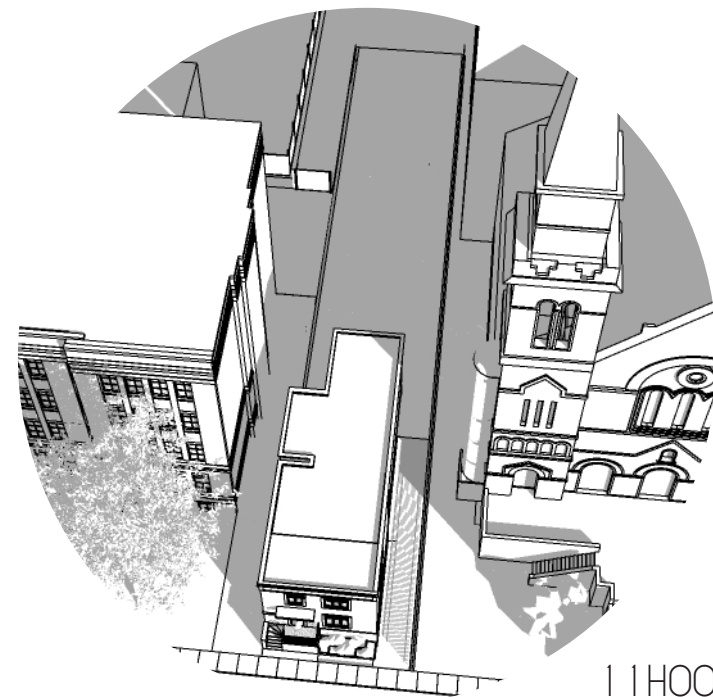
9H30



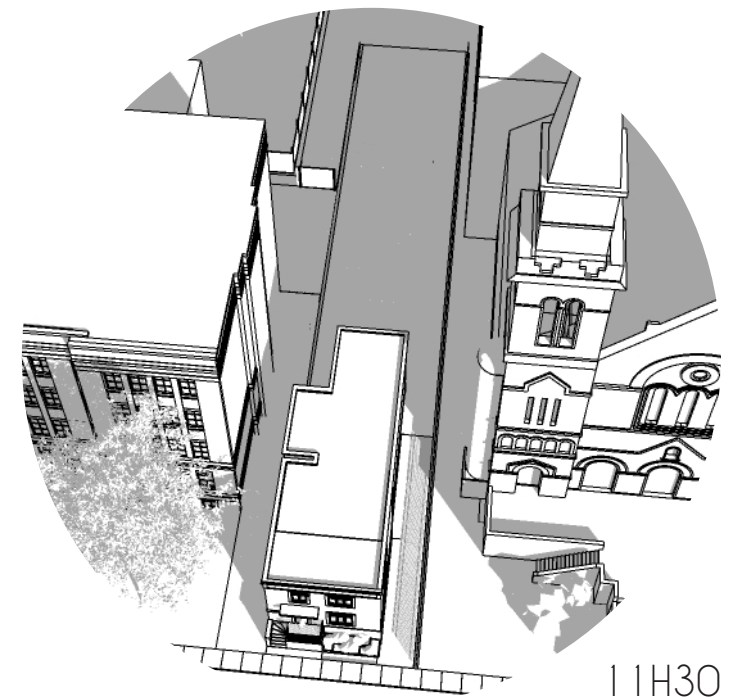
10H00



10H30



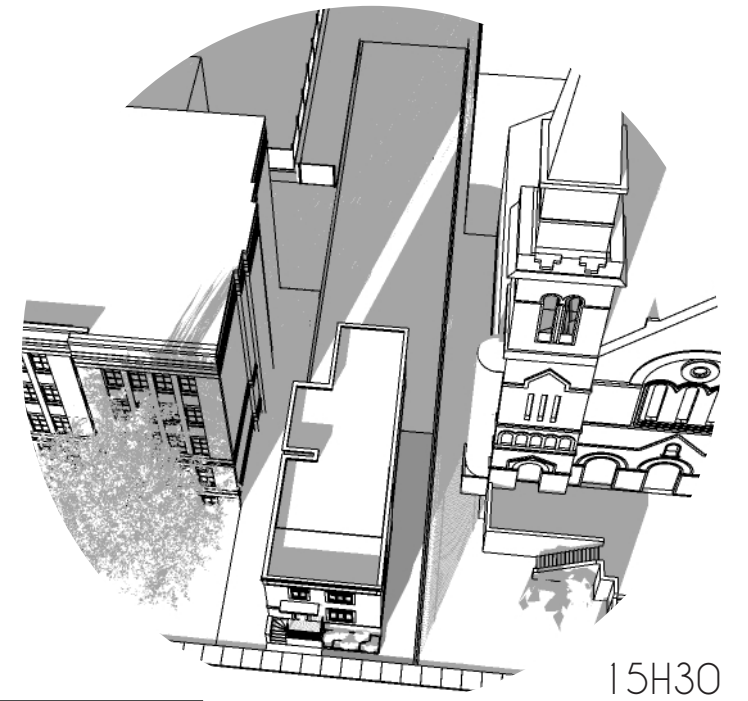
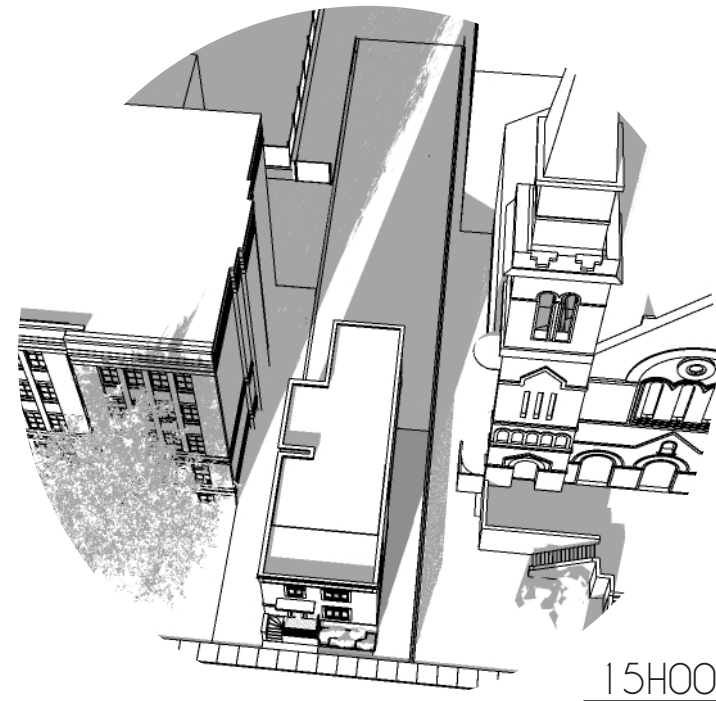
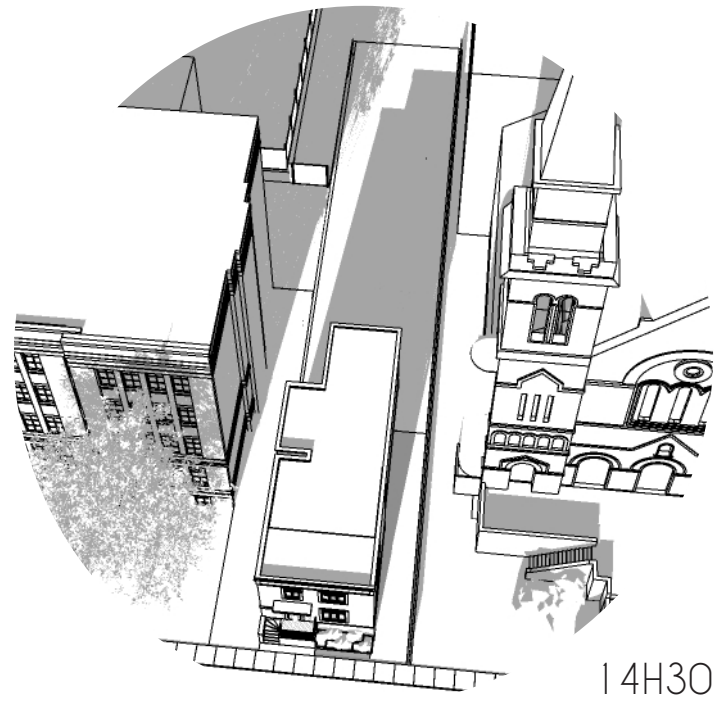
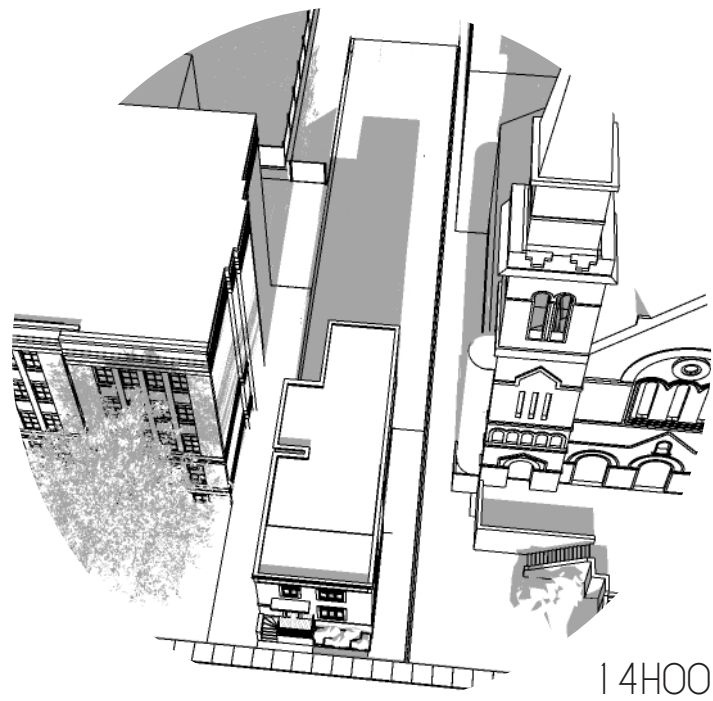
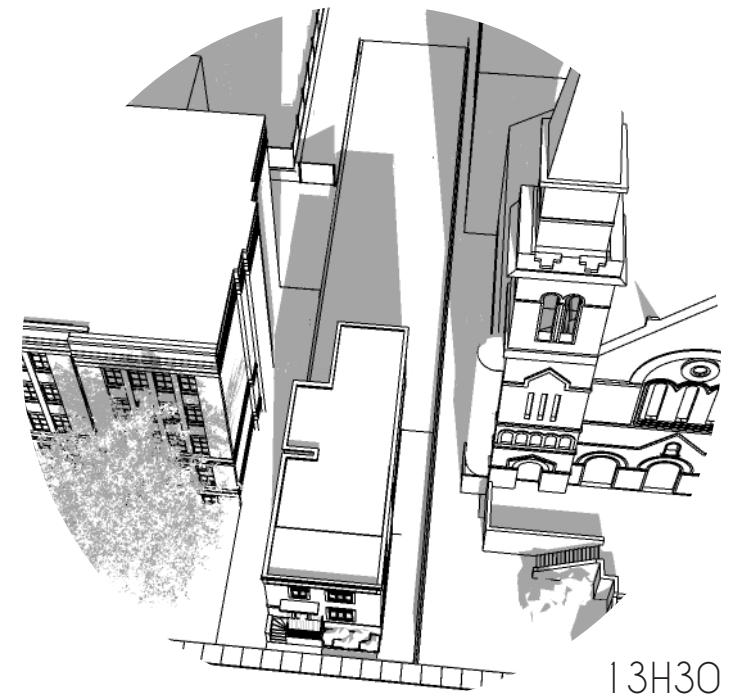
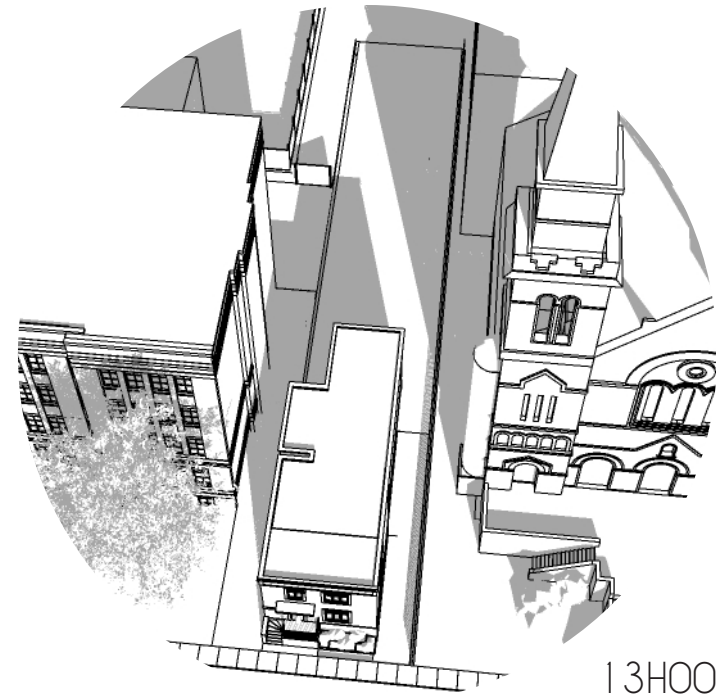
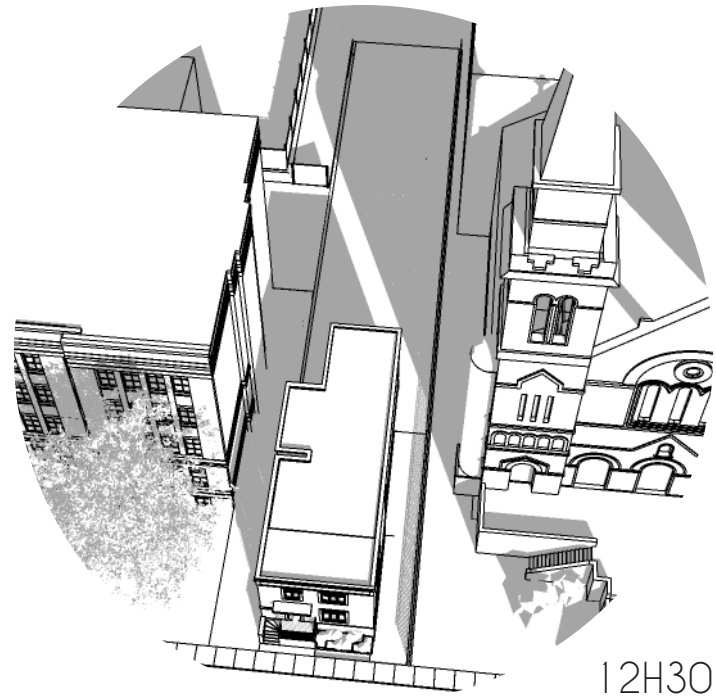
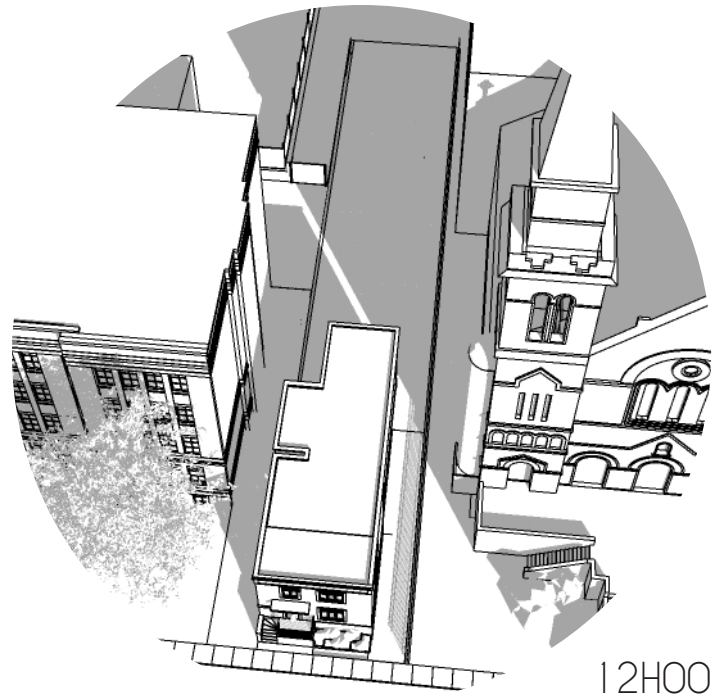
11H00



11H30

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE HIVER

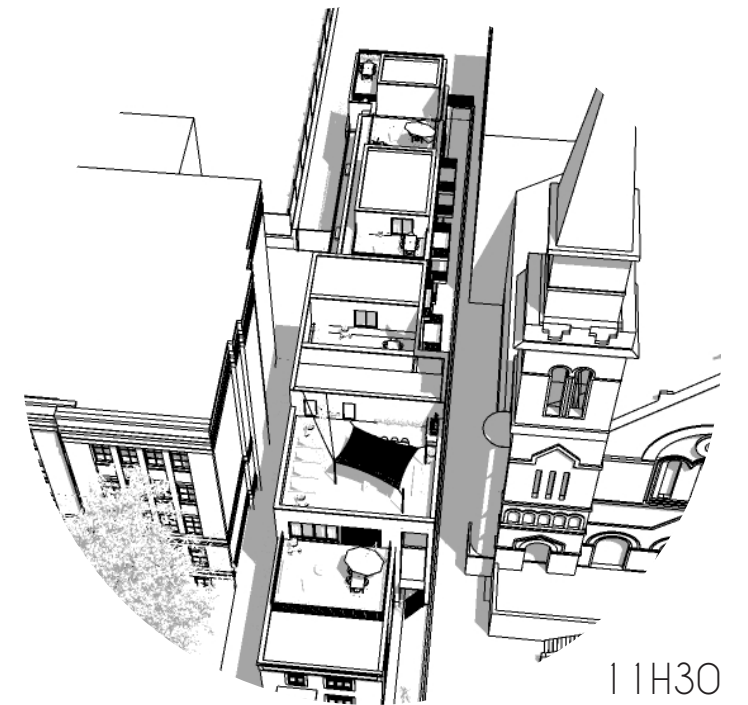
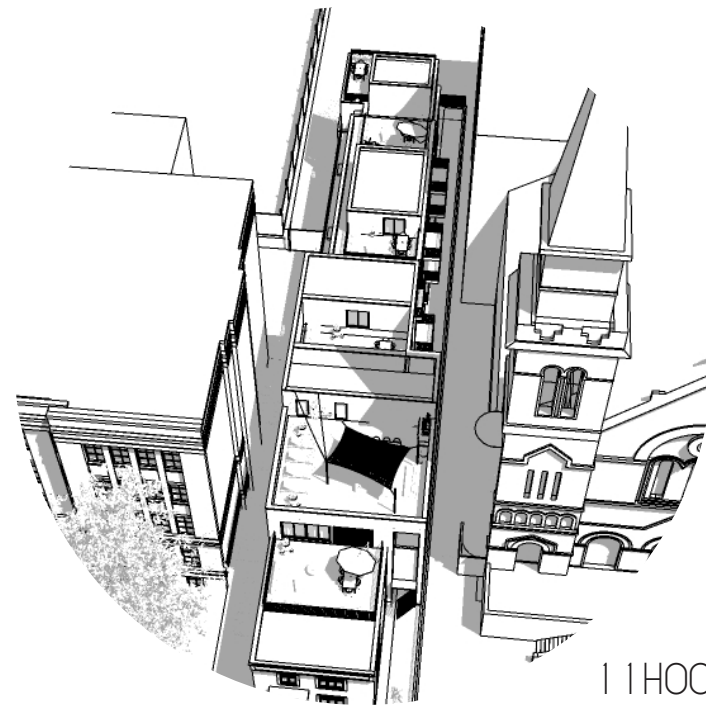
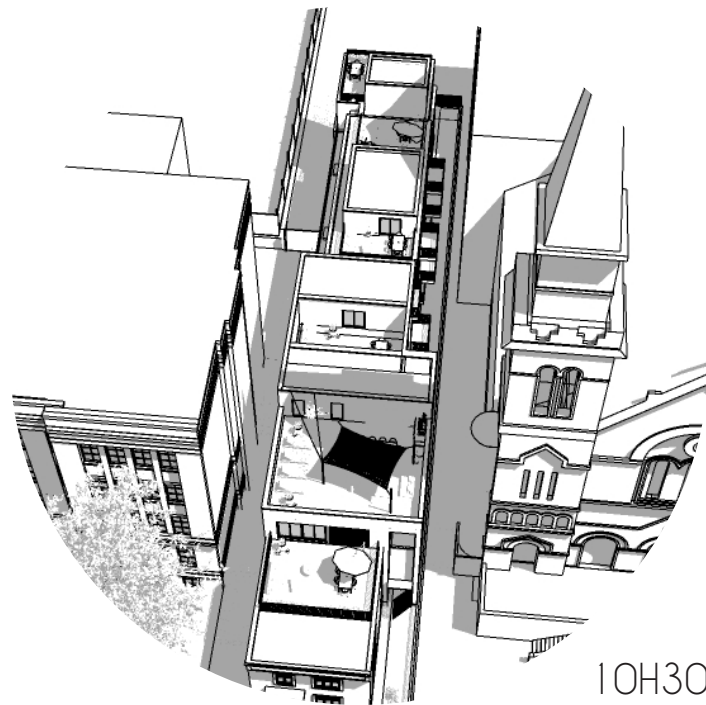
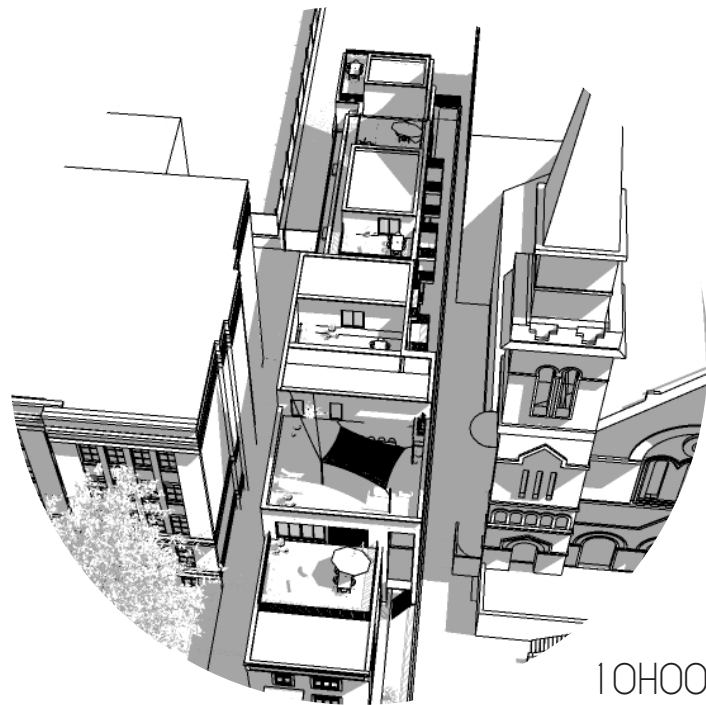
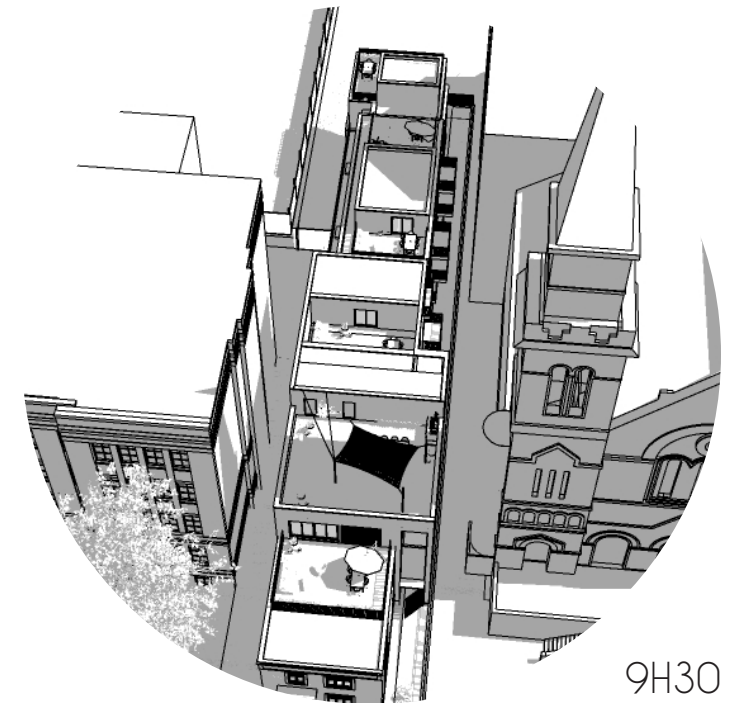
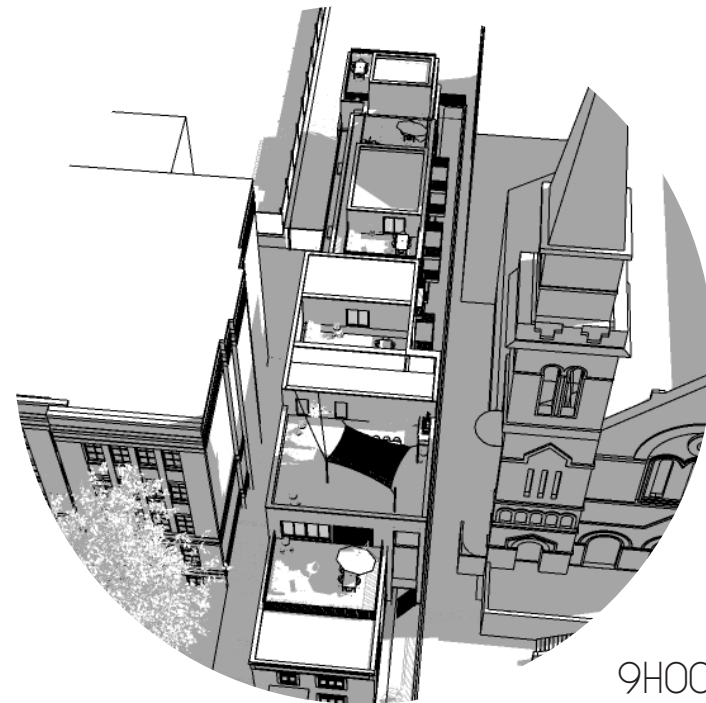
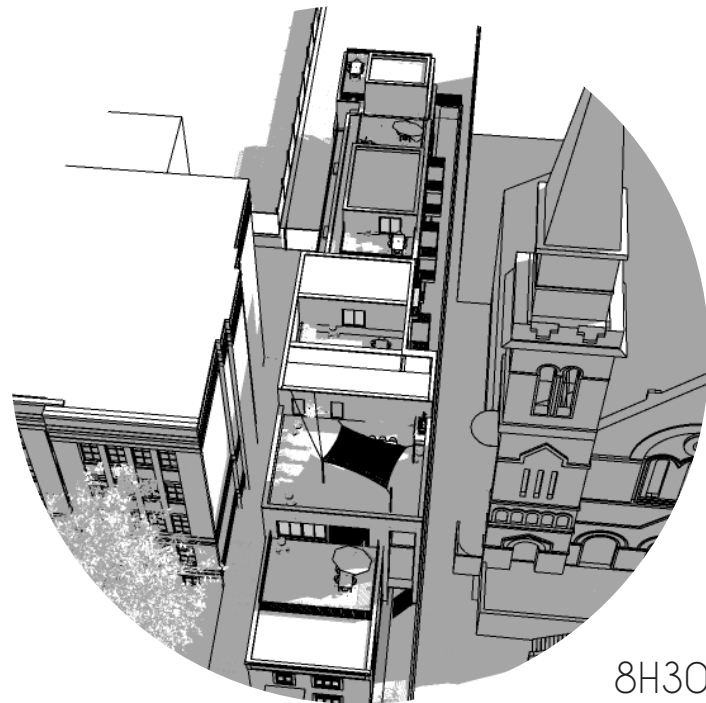
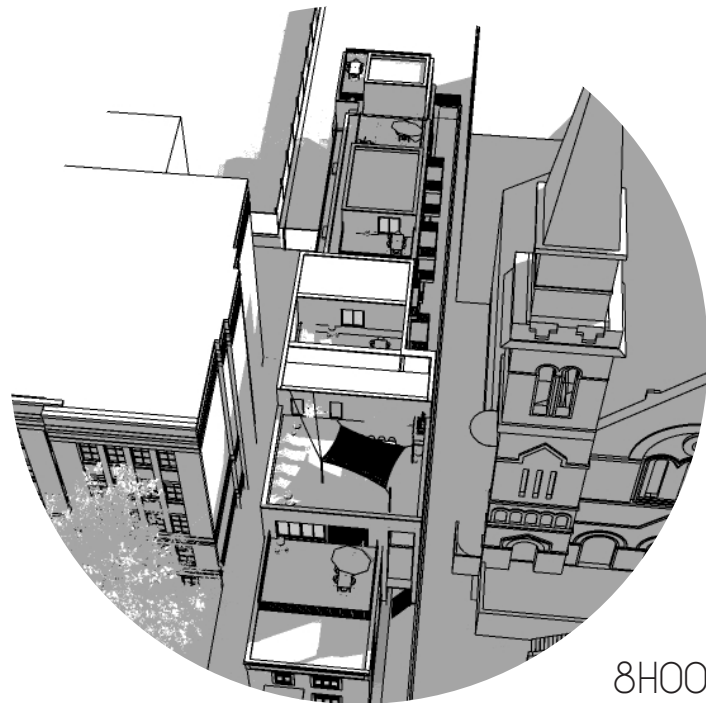


VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

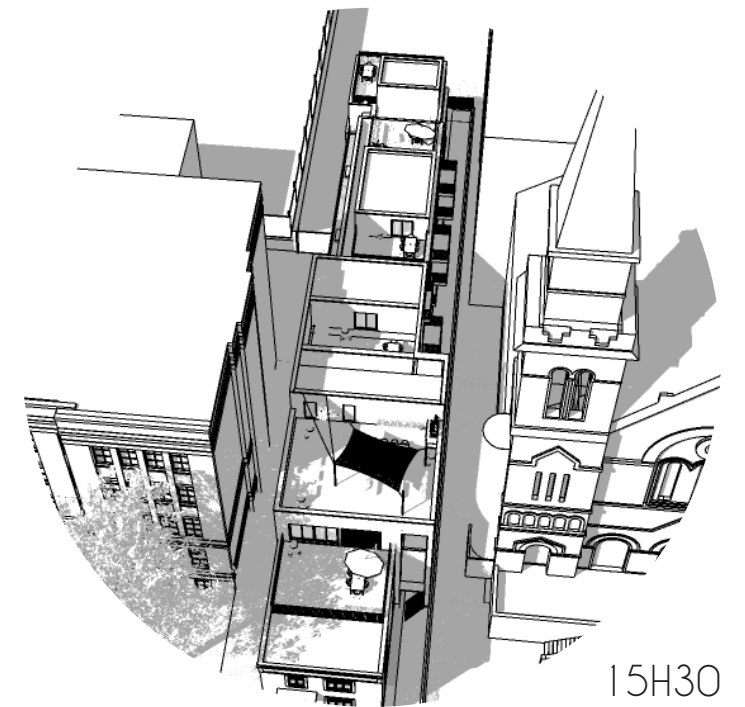
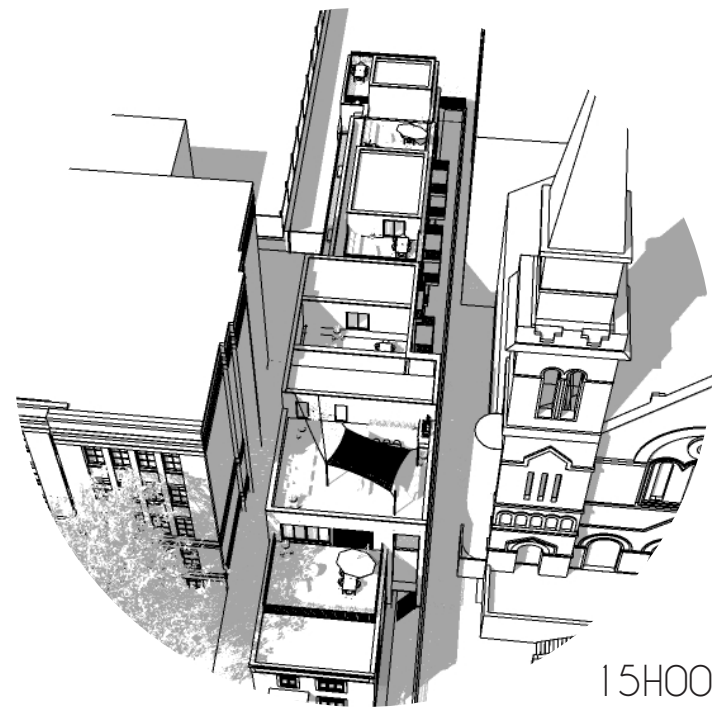
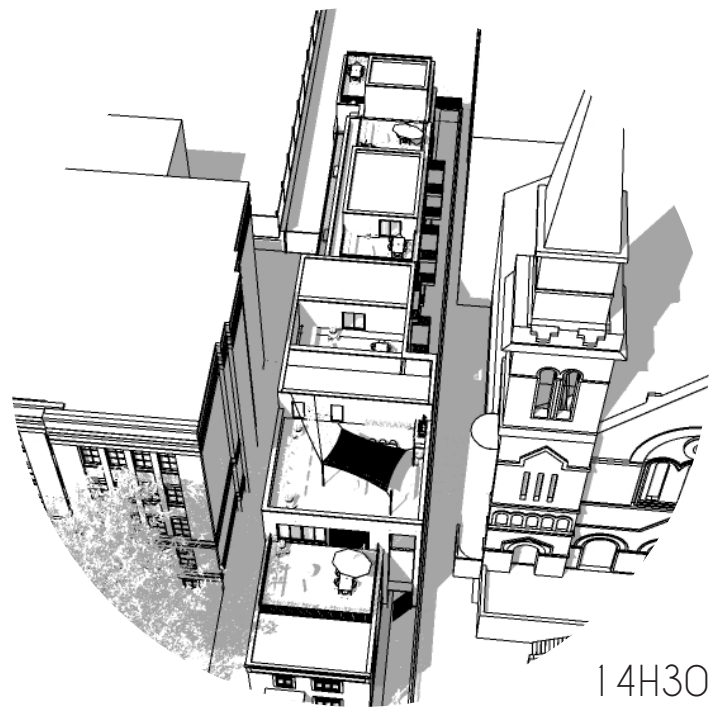
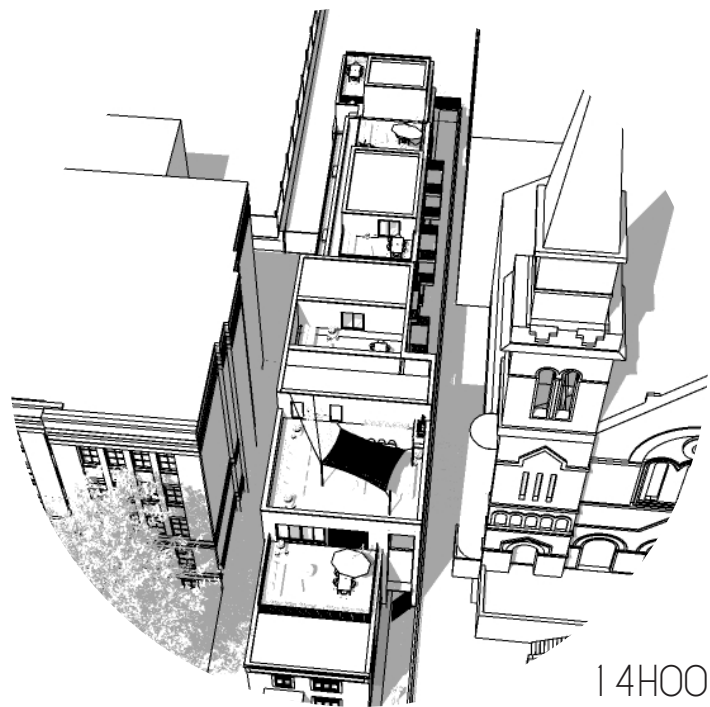
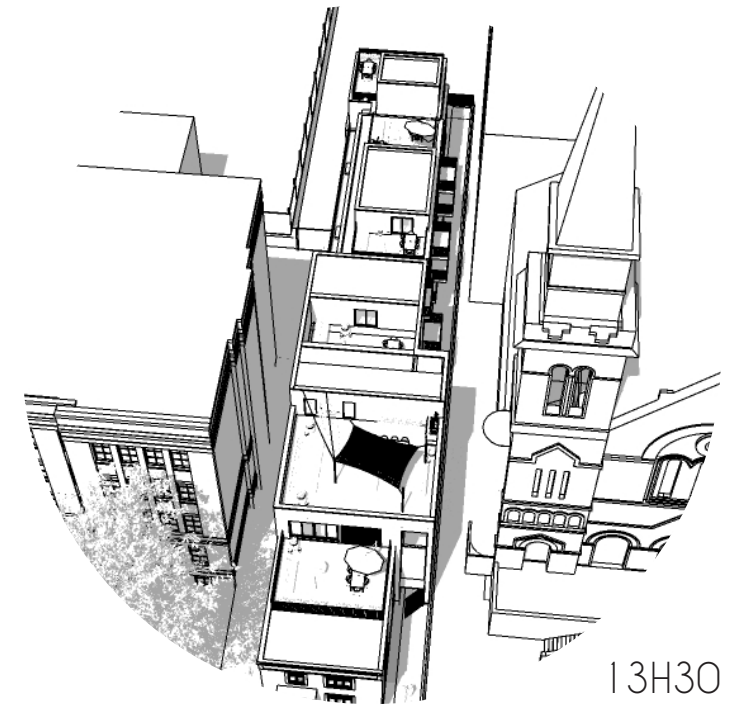
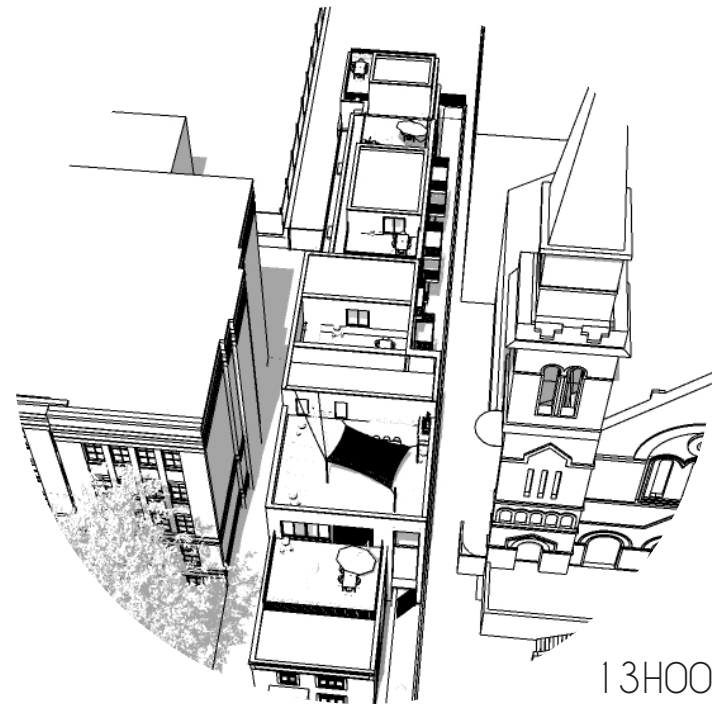
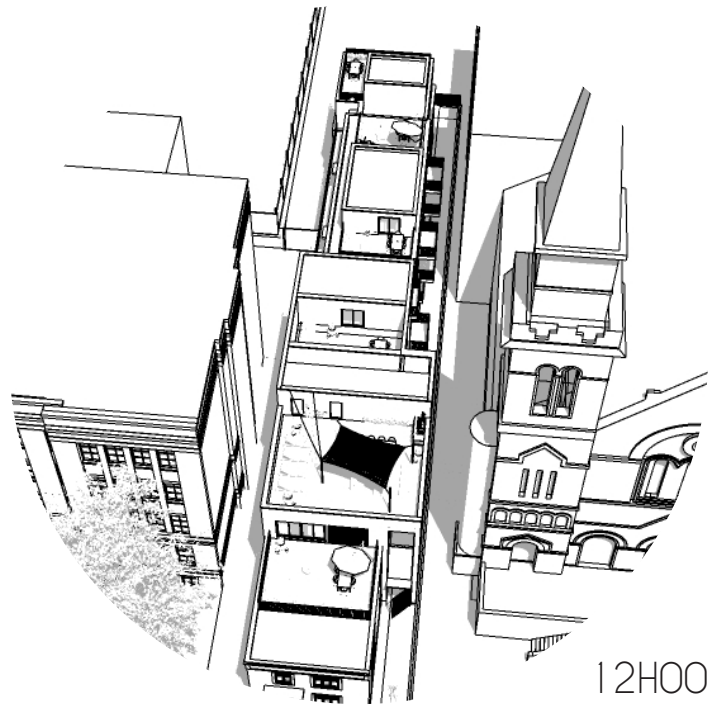
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT

BÂTIMENT PROPOSÉ

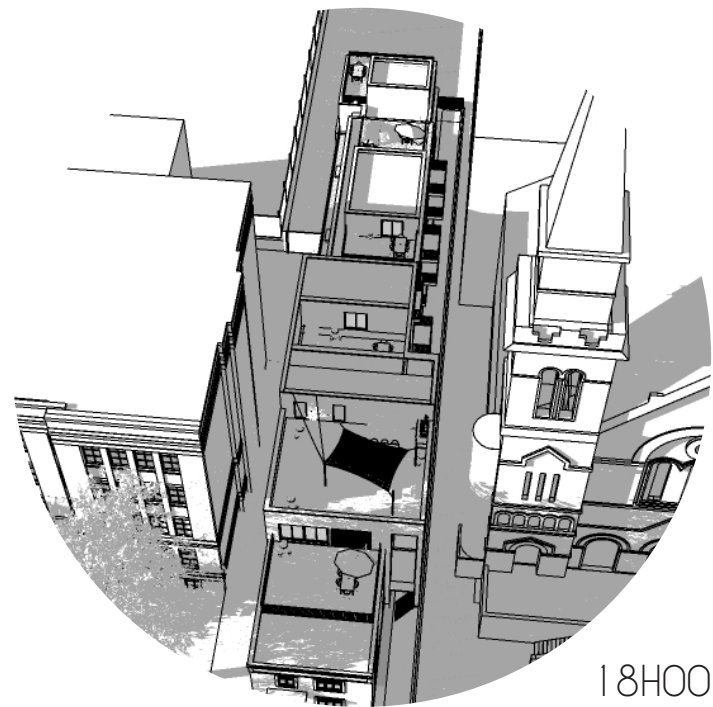
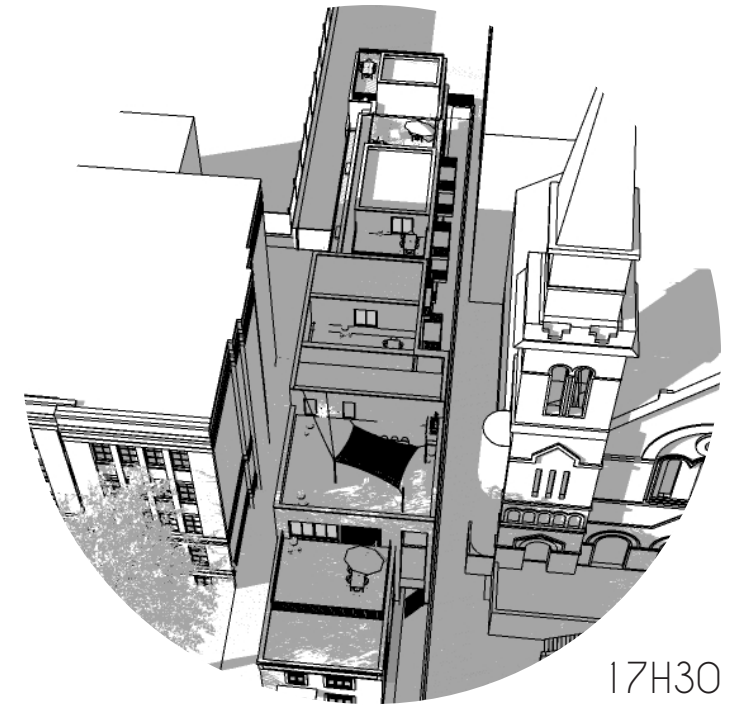
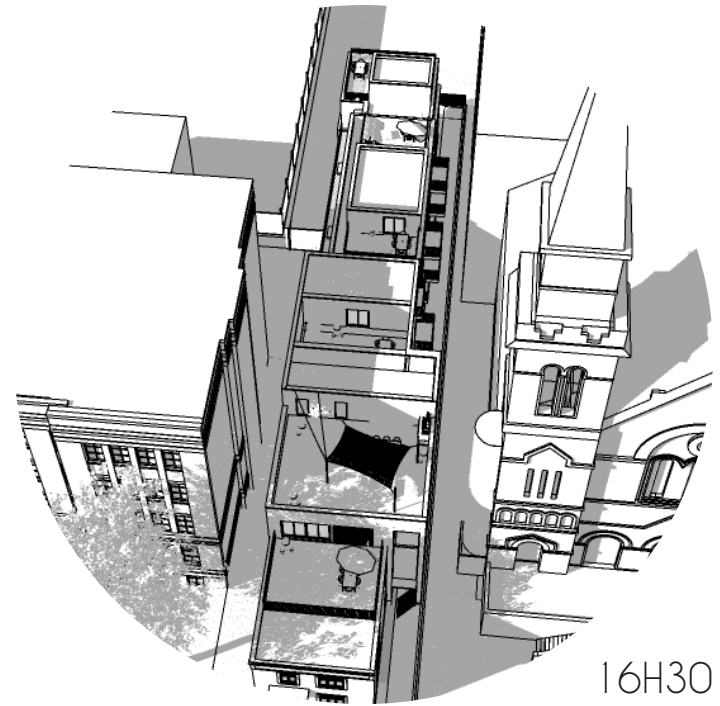
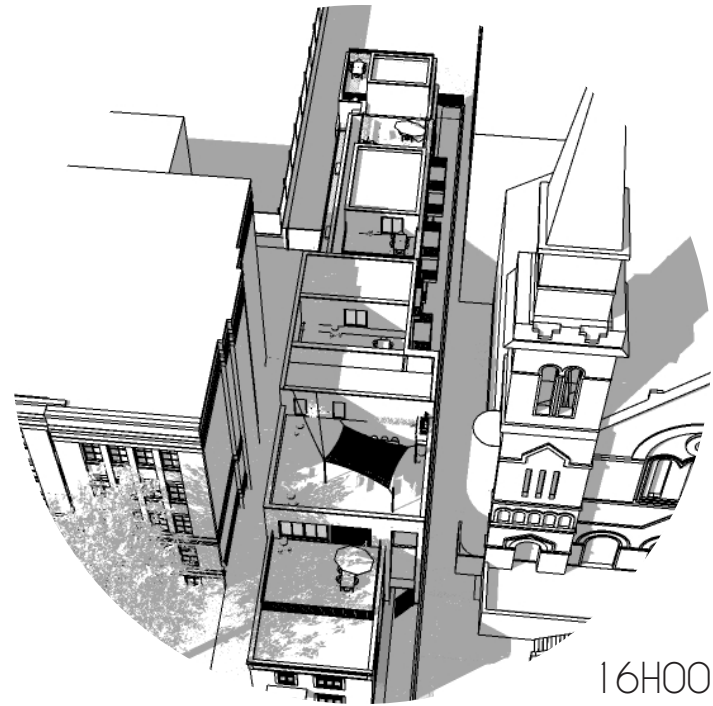
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



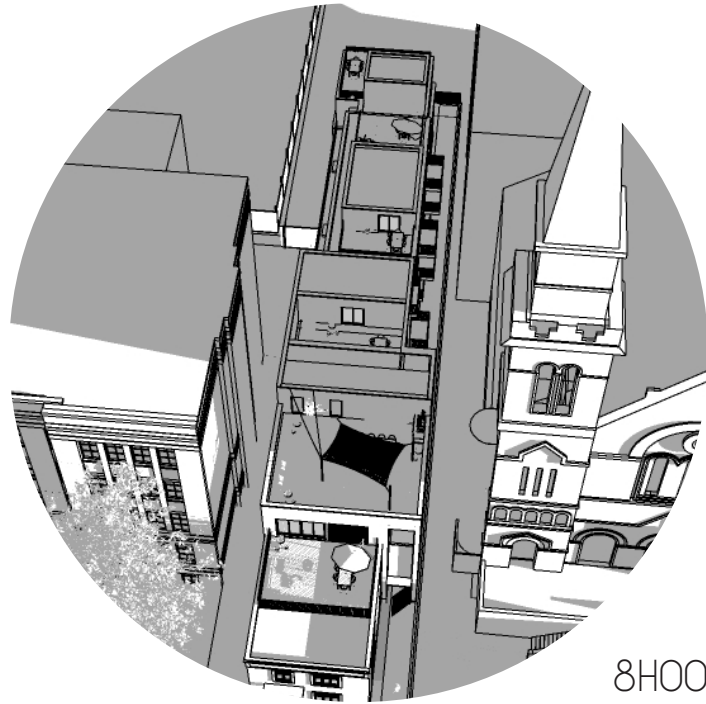
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



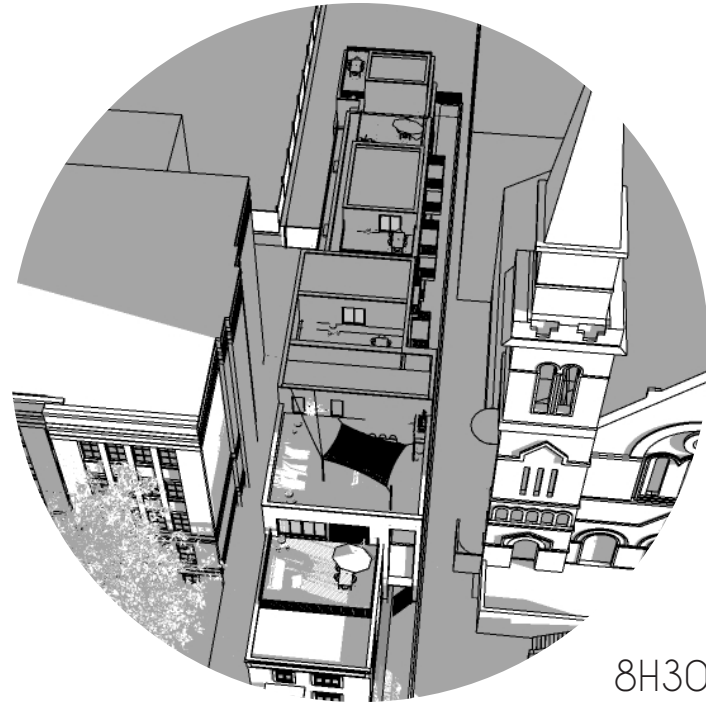
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE ÉTÉ



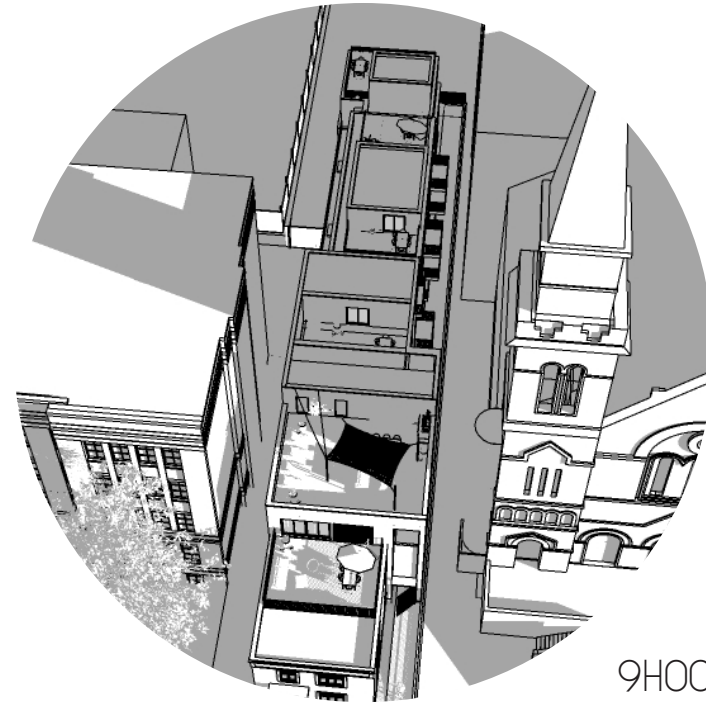
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE HIVER



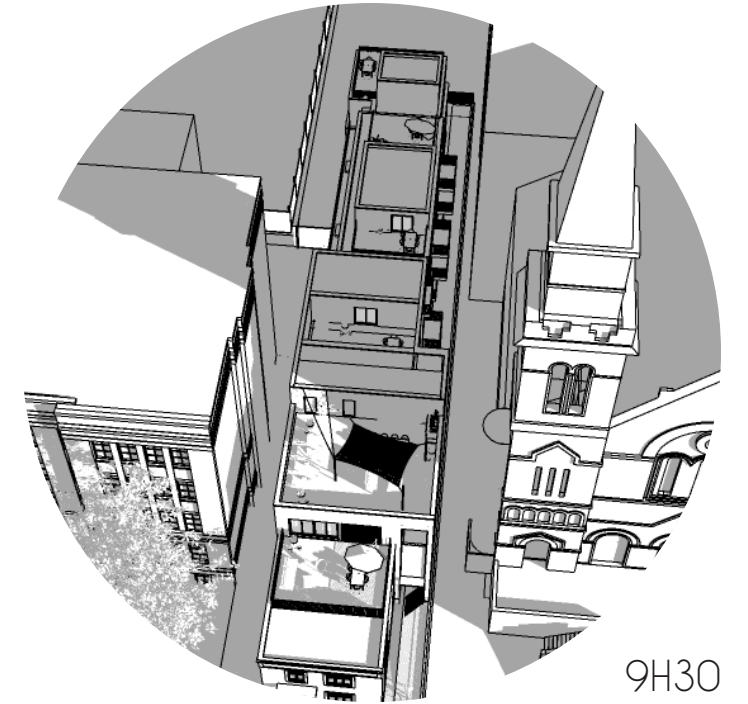
8H00



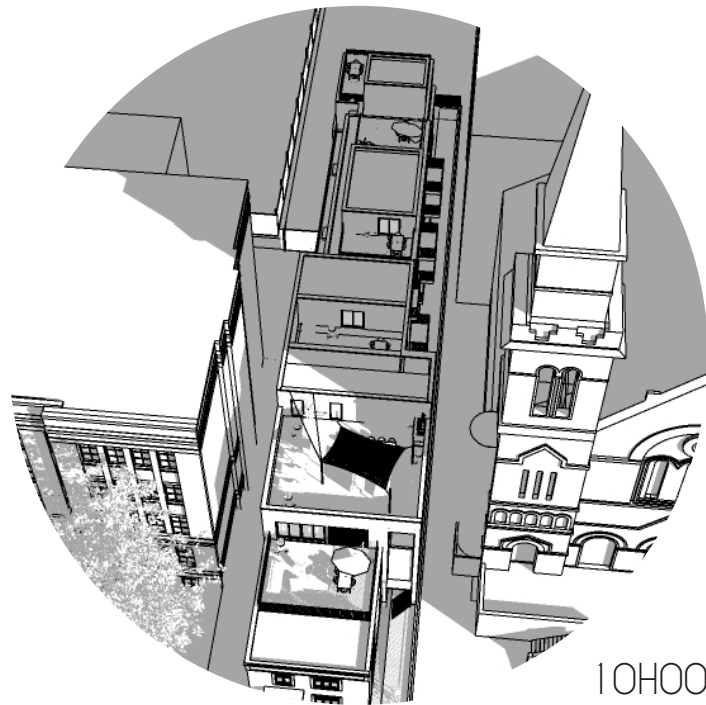
8H30



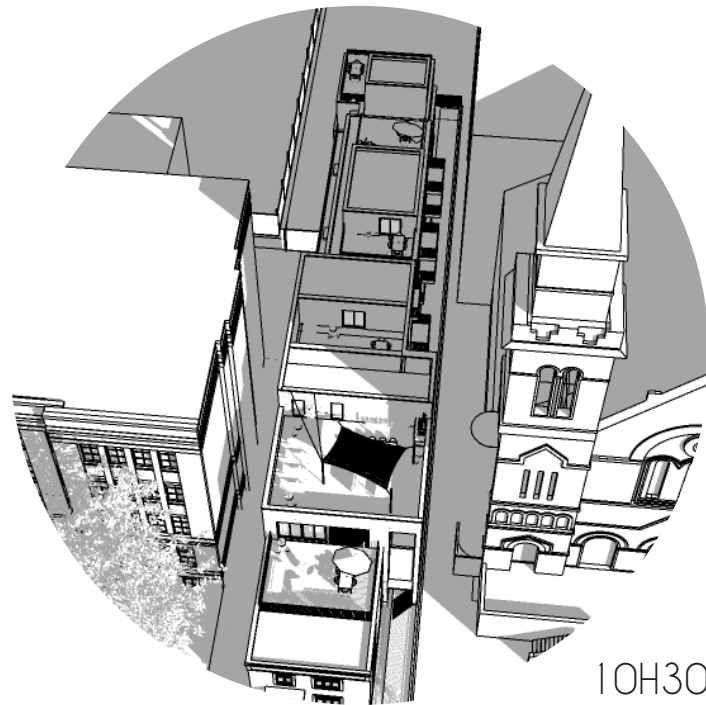
9H00



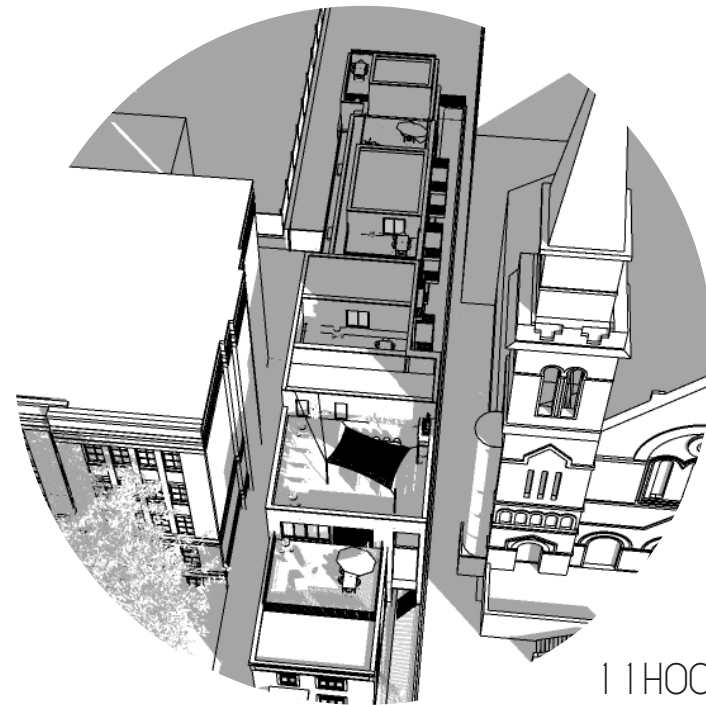
9H30



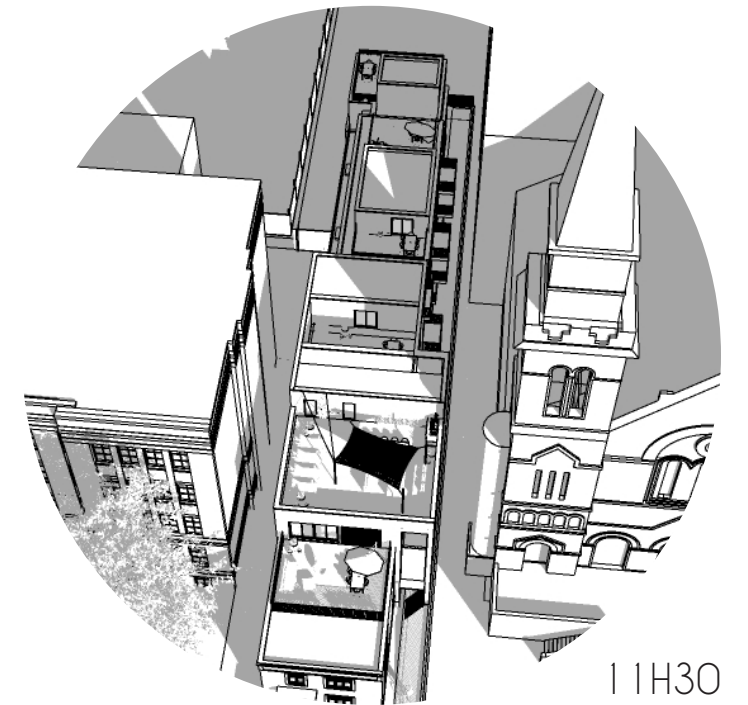
10H00



10H30

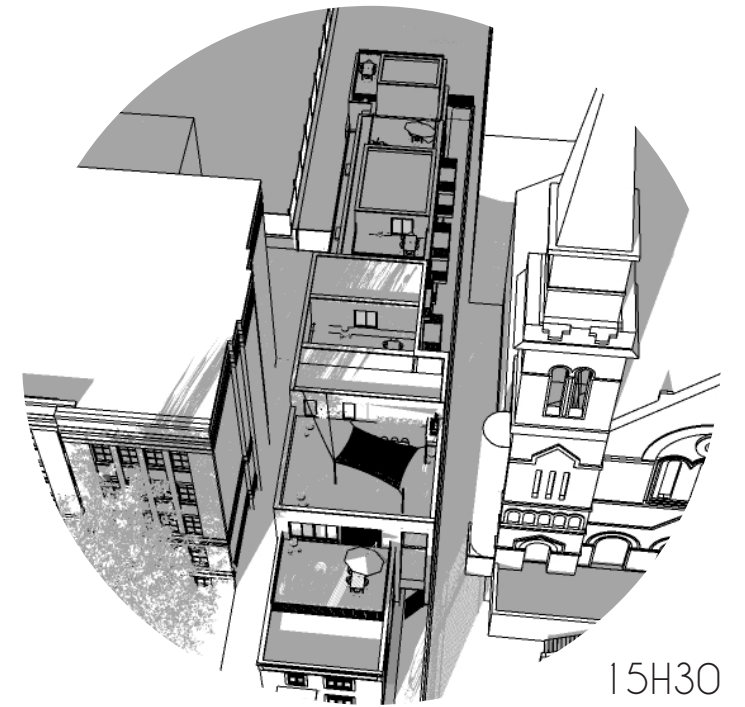
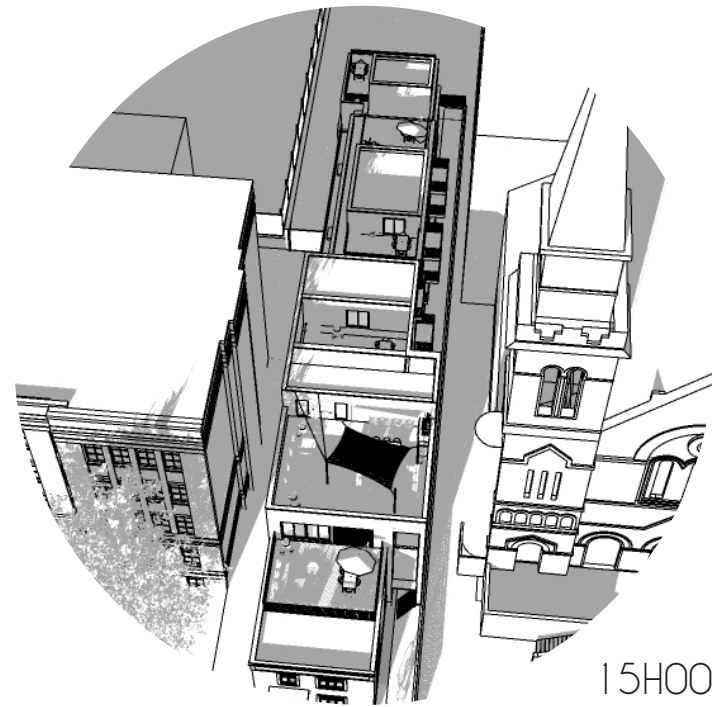
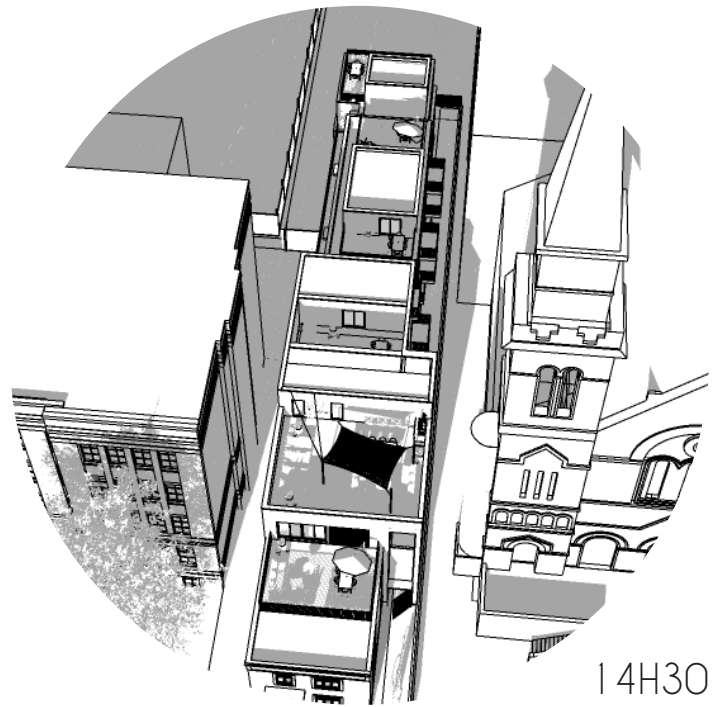
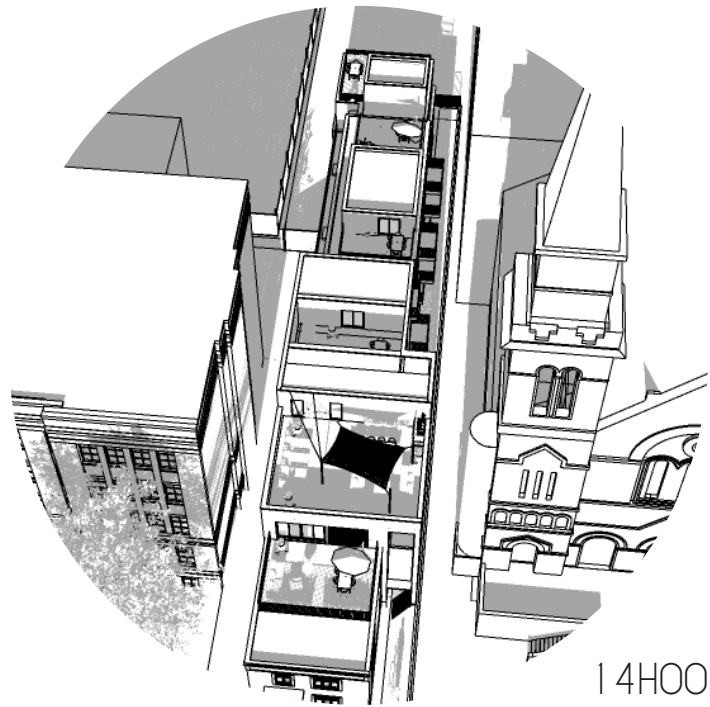
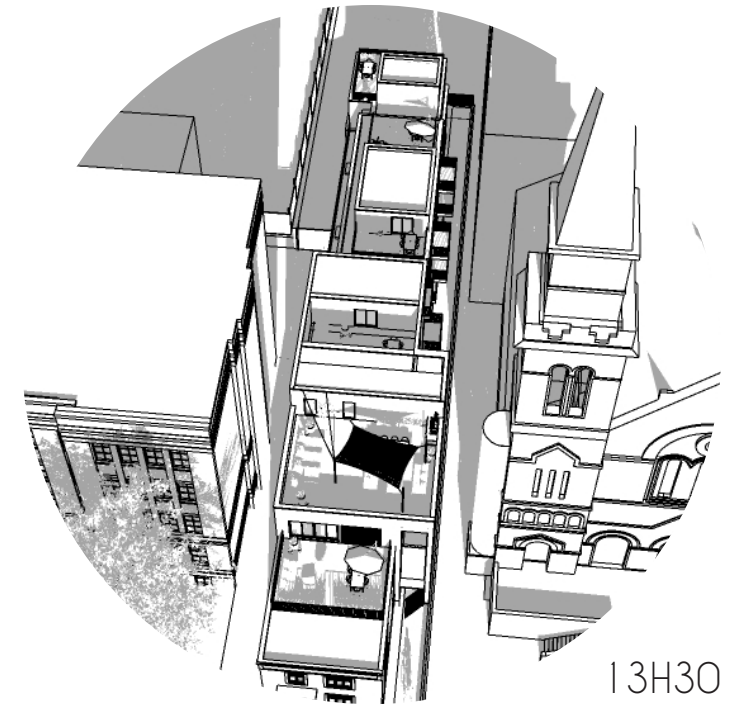
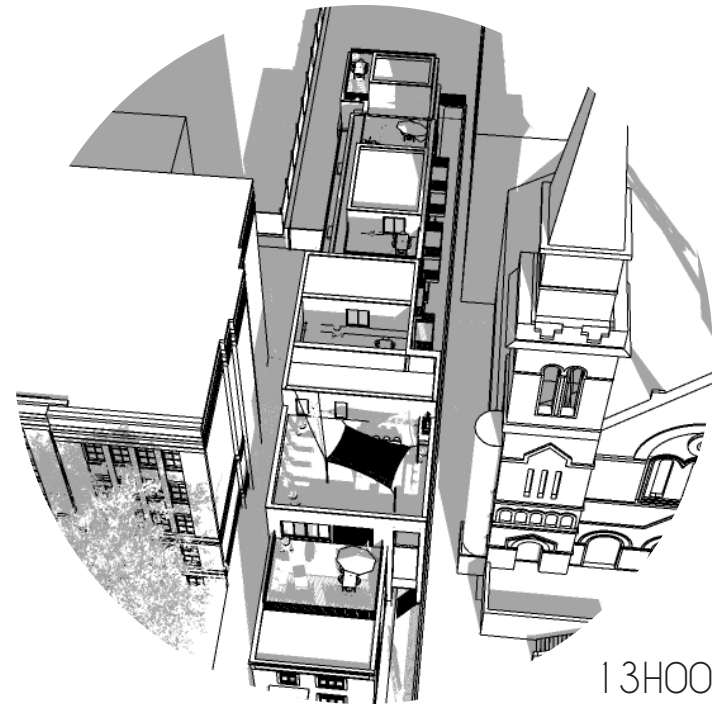
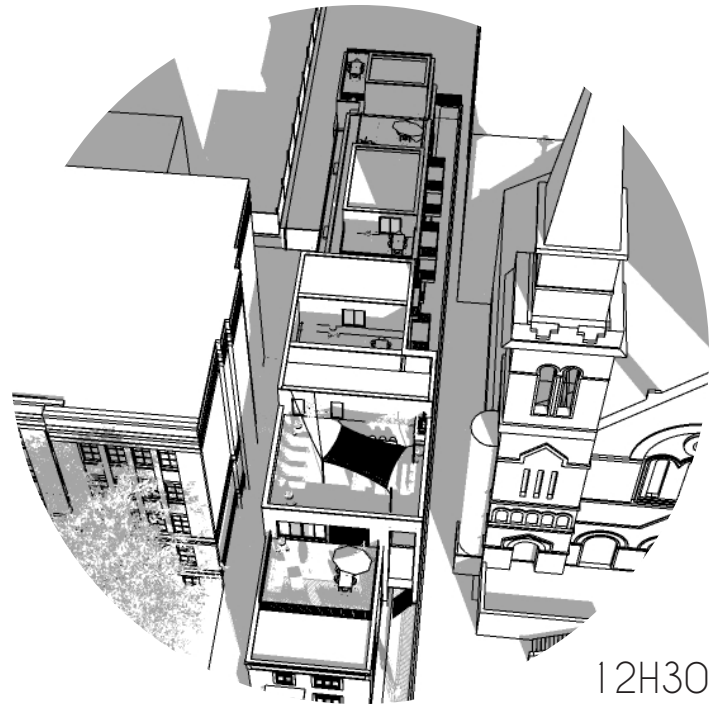
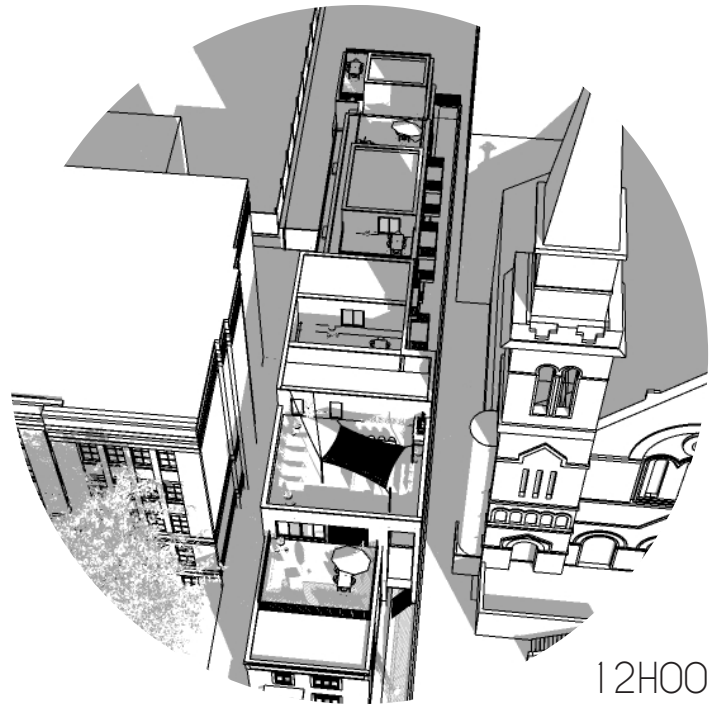


11H00

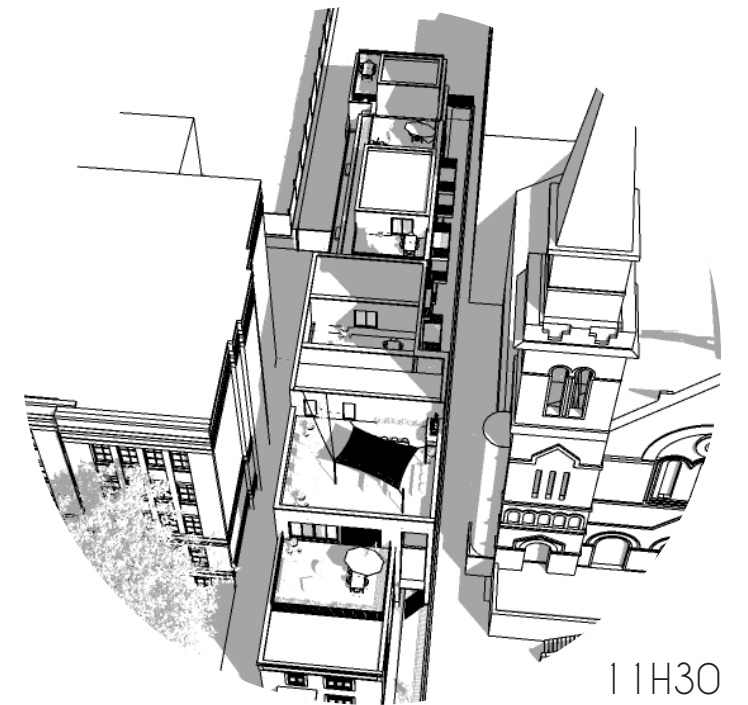
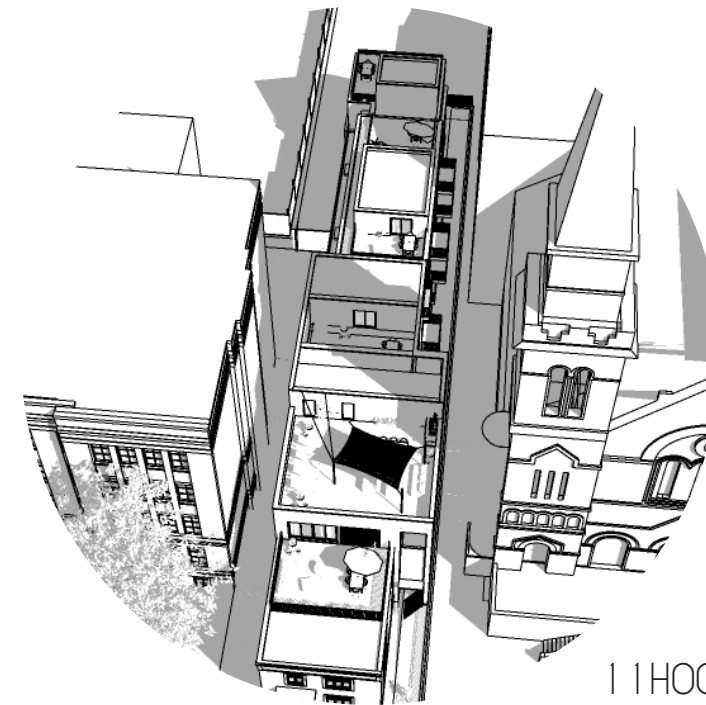
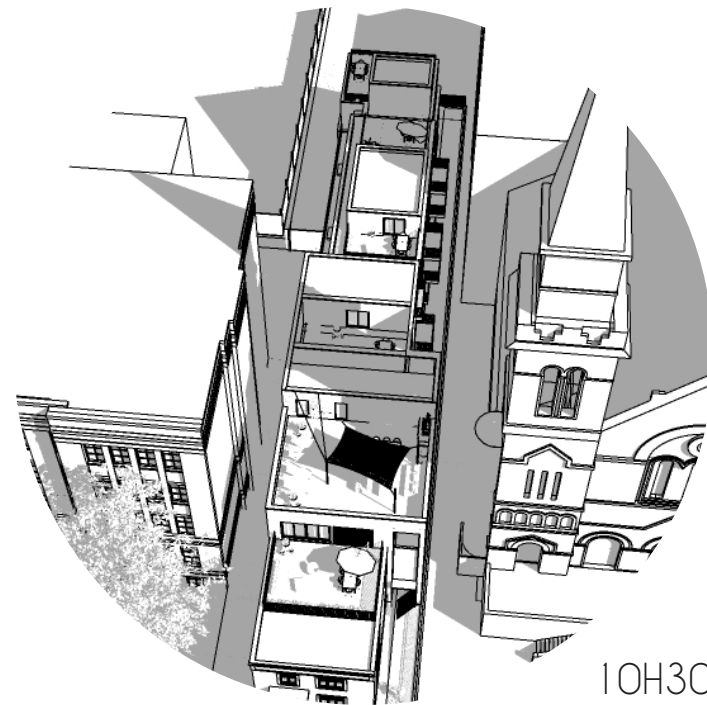
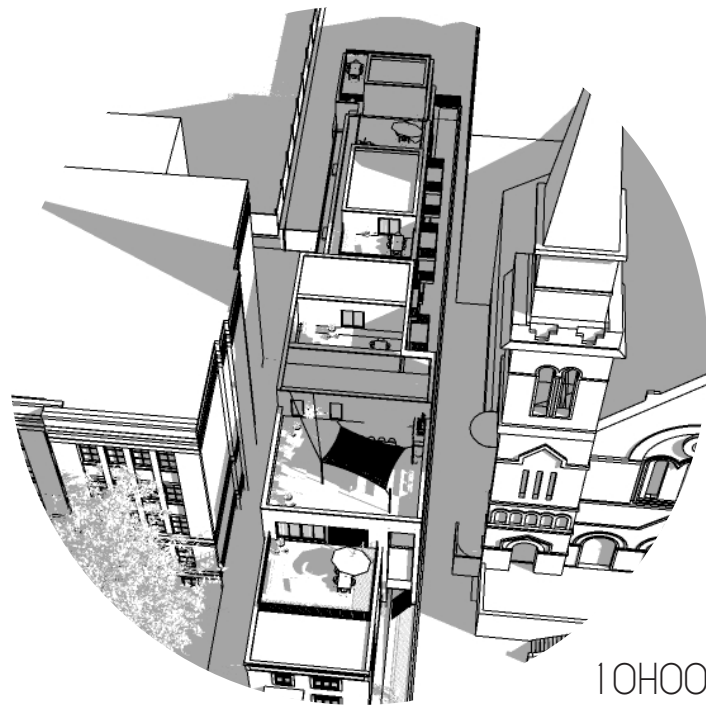
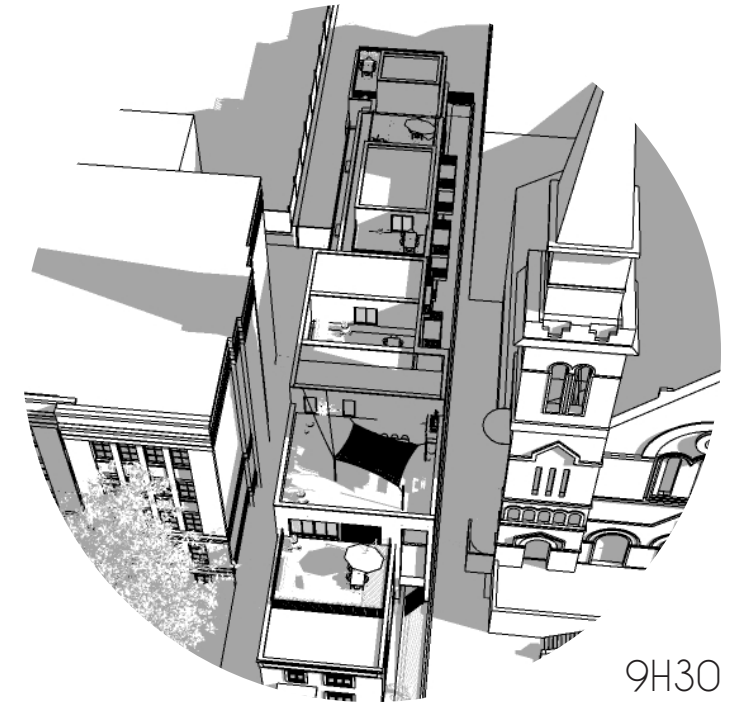
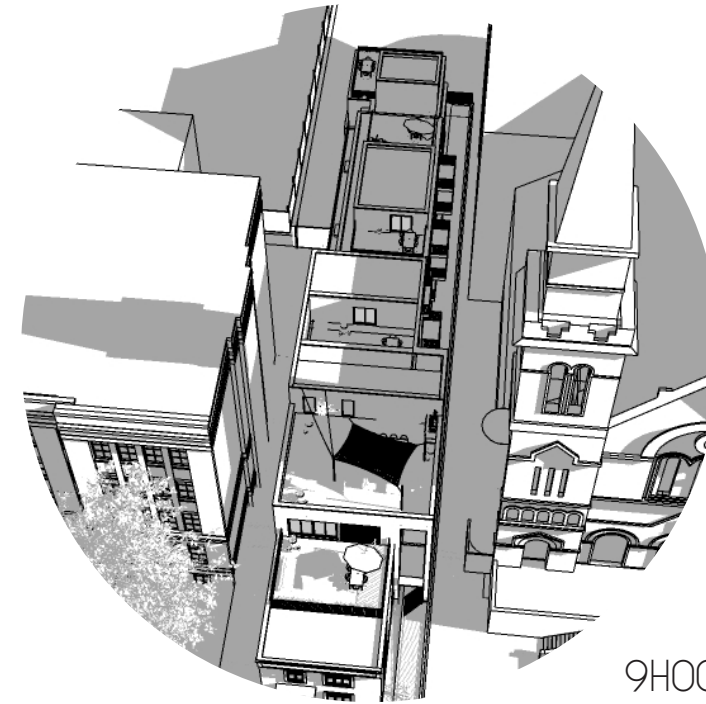
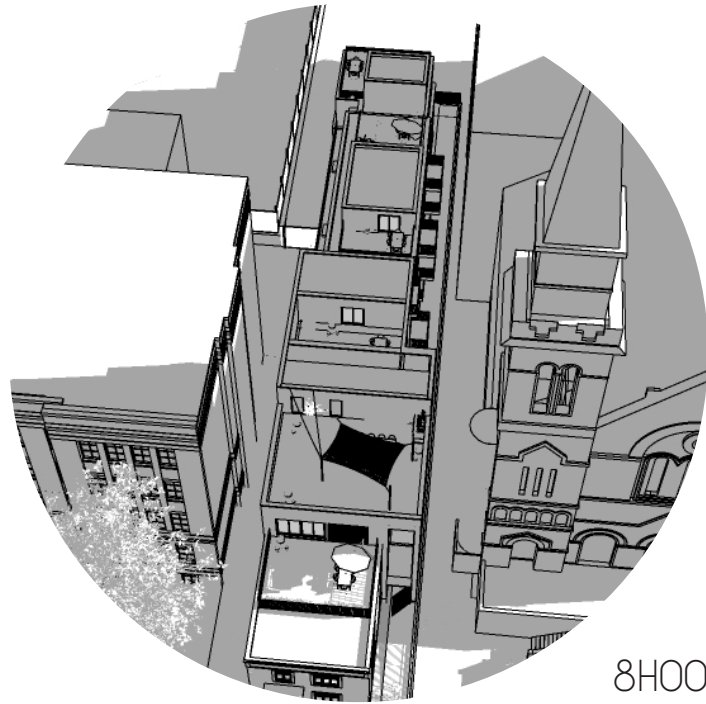


11H30

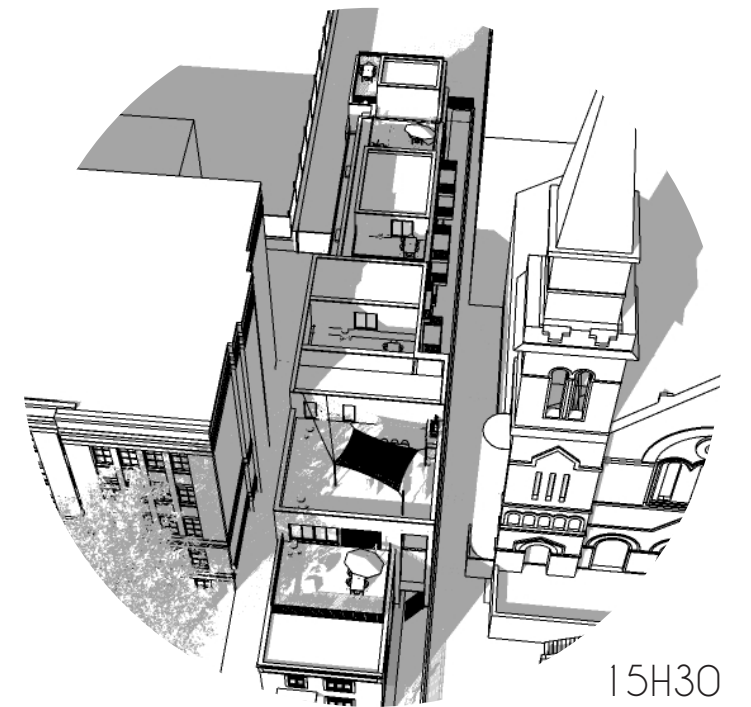
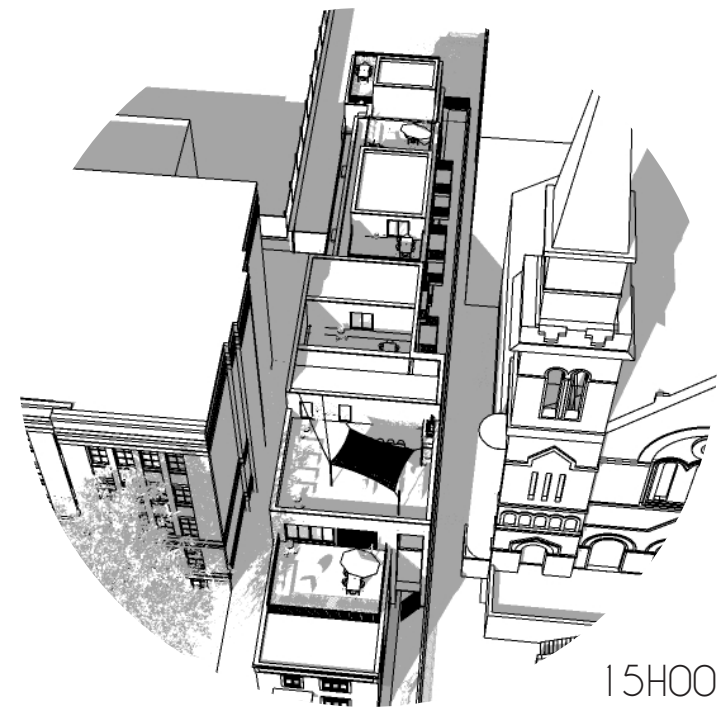
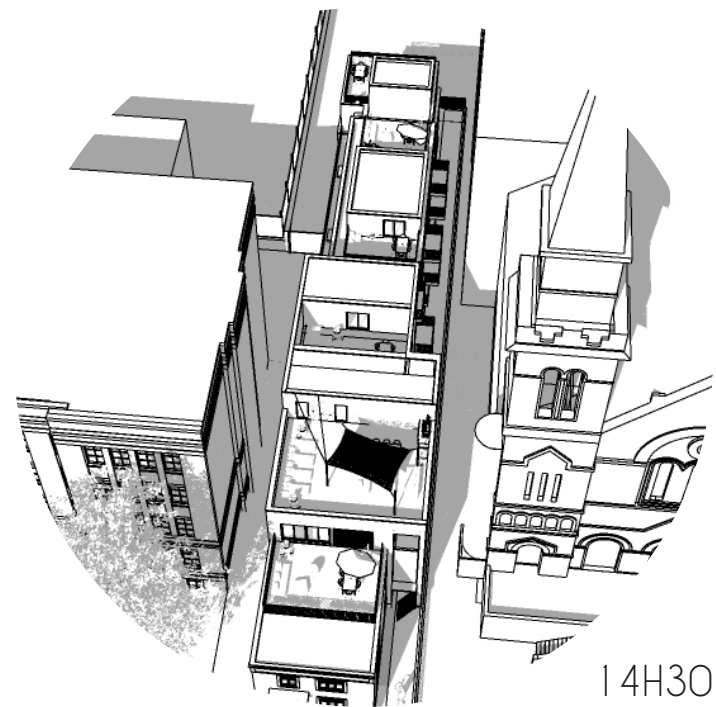
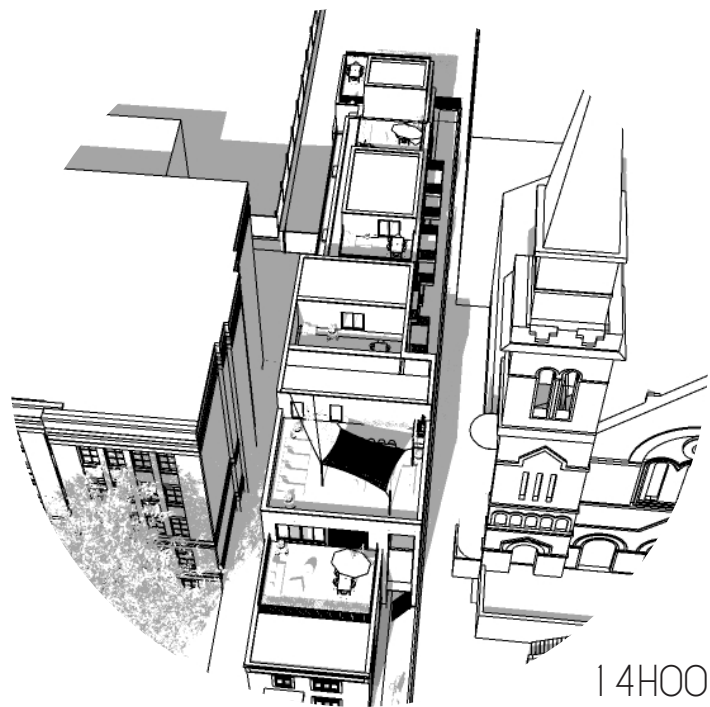
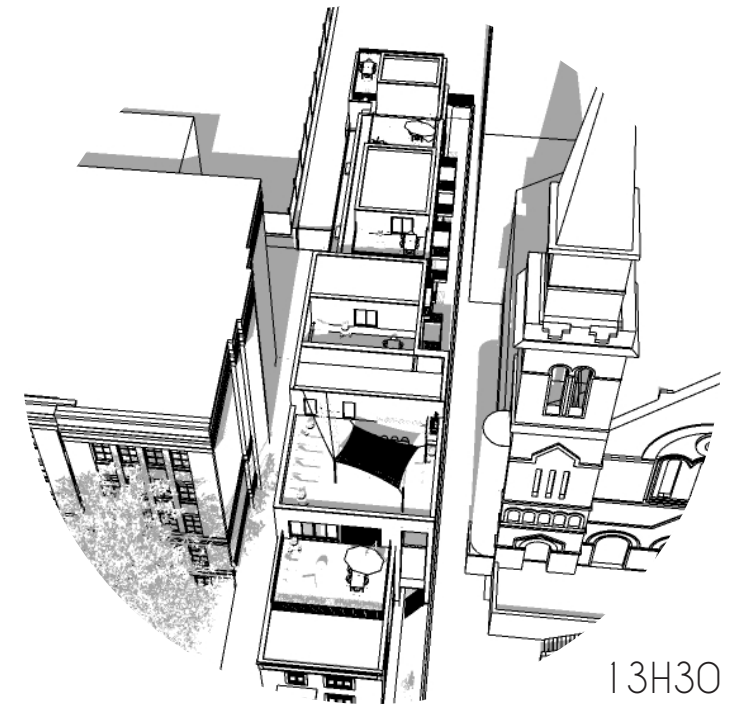
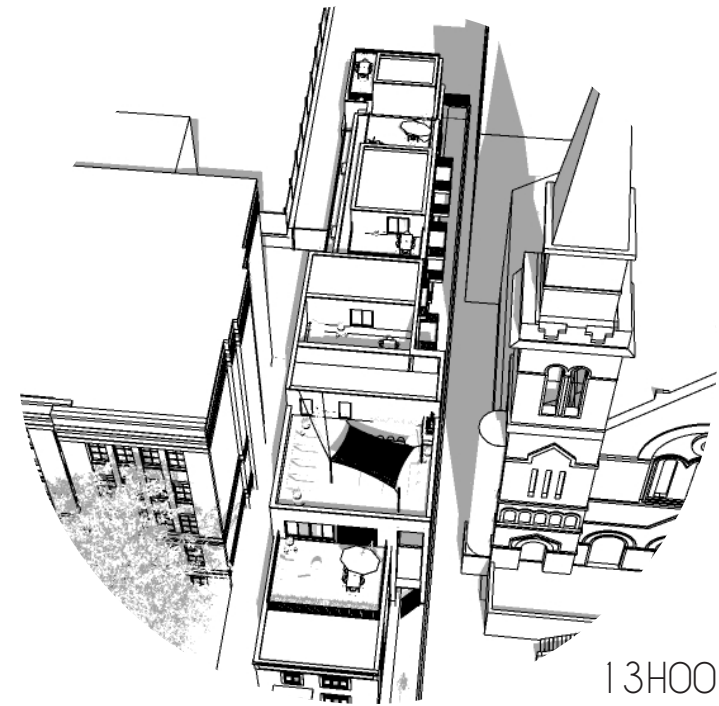
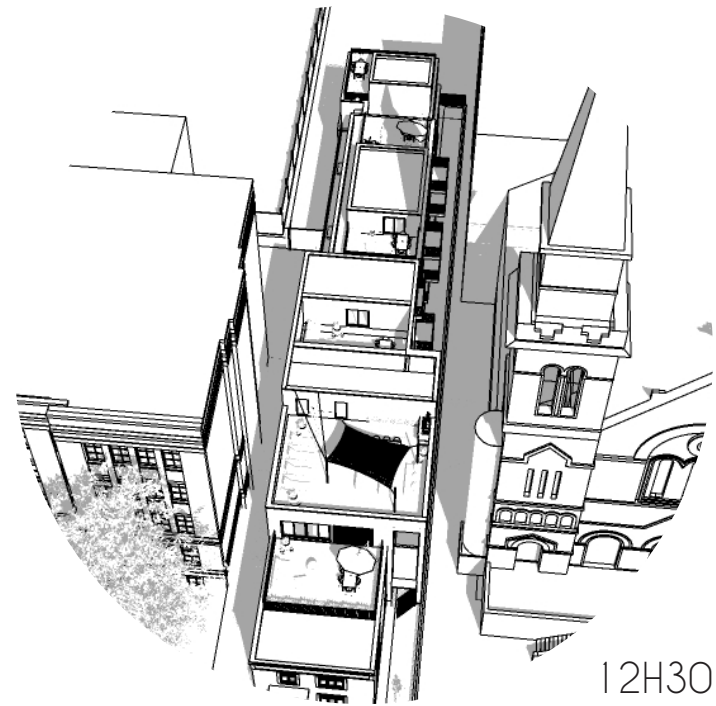
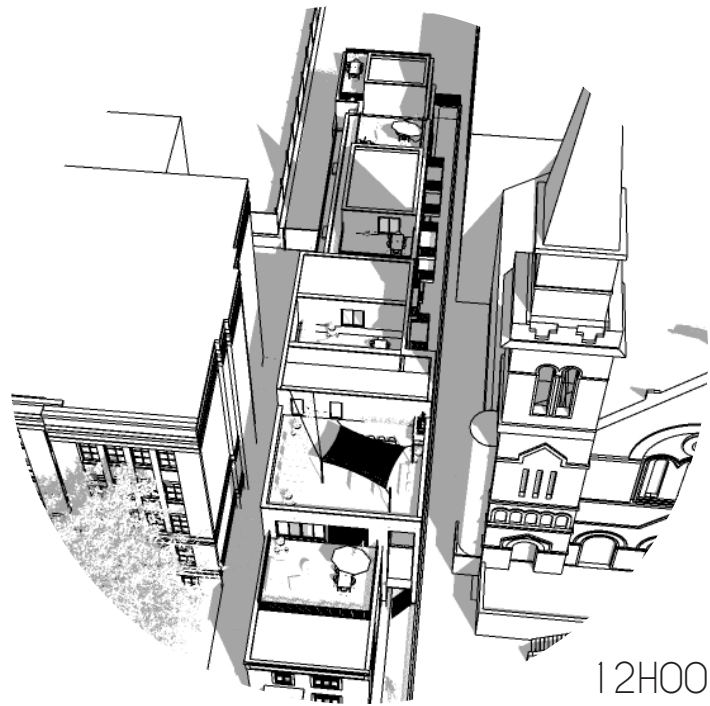
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT SOLSTICE HIVER



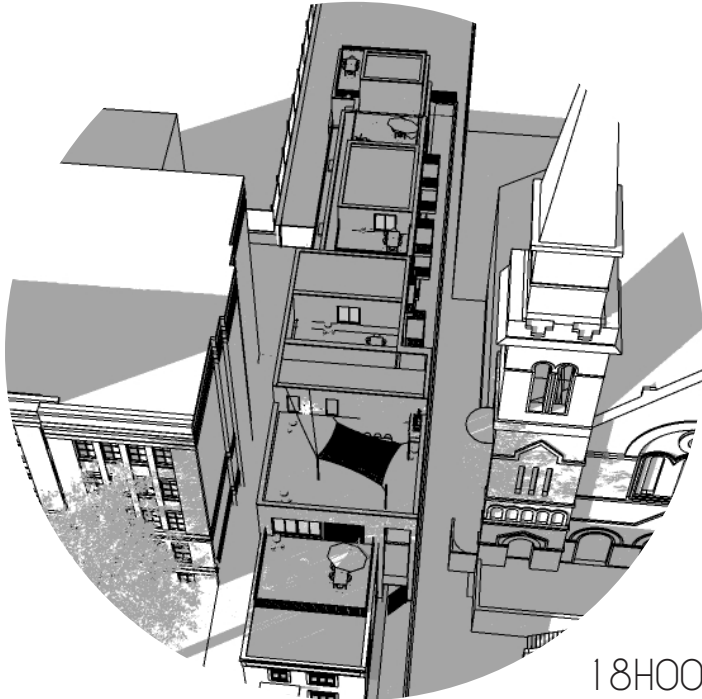
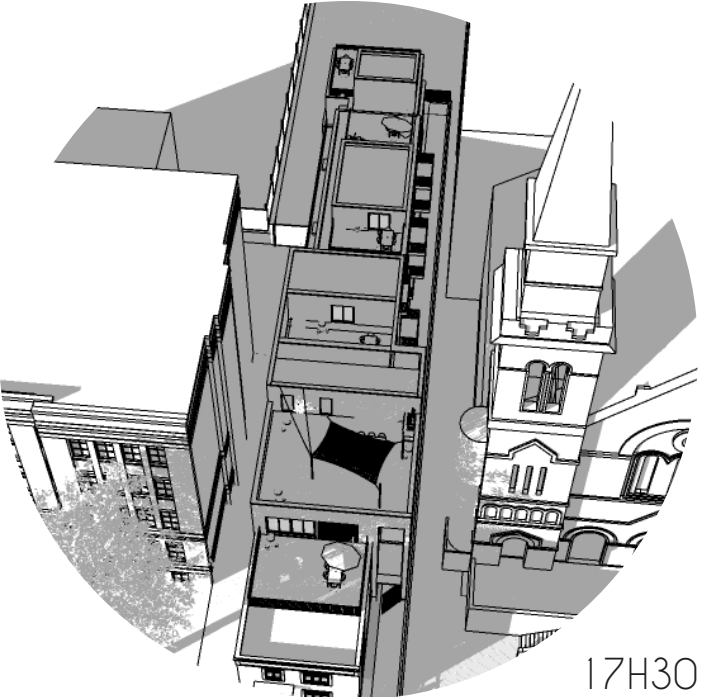
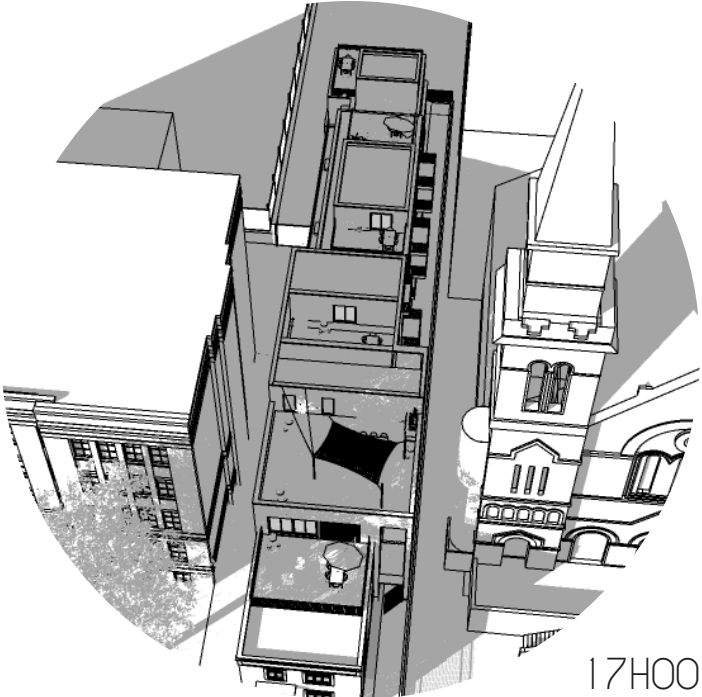
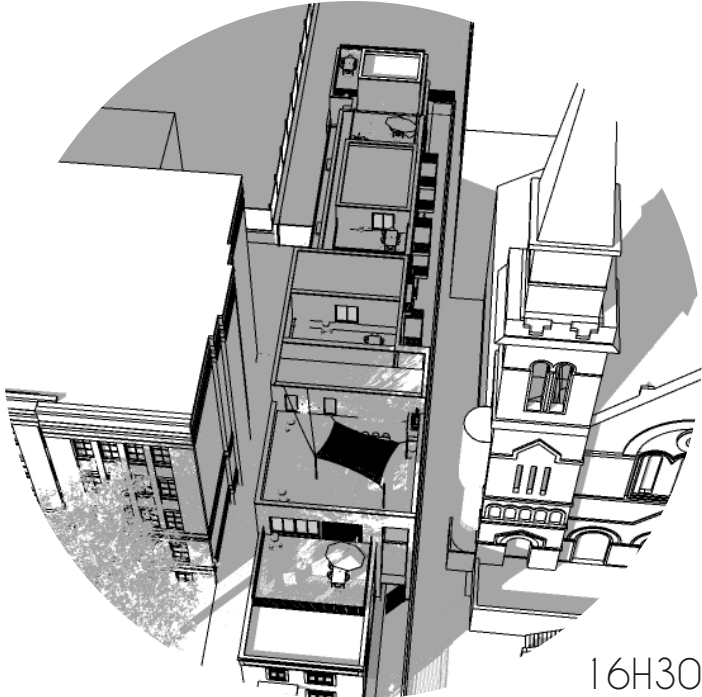
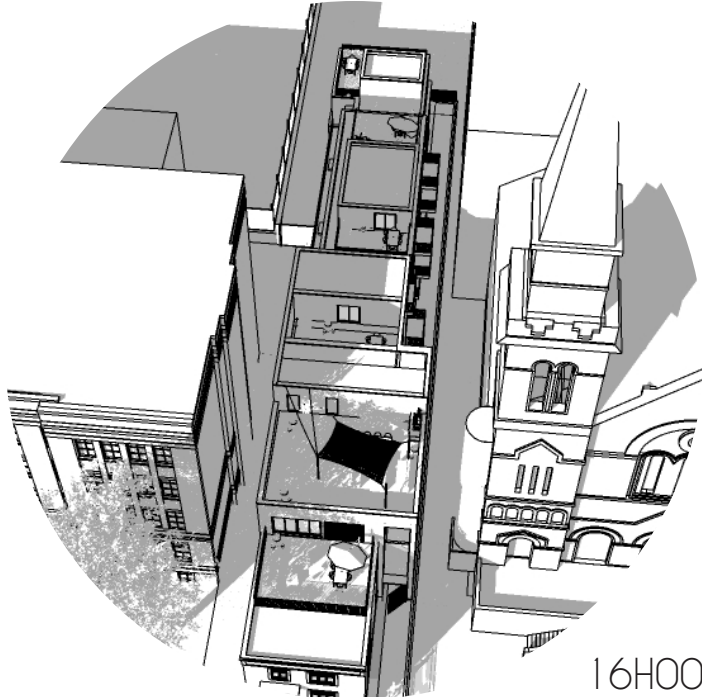
ÉTUDE ENSOLEILLEMENT ÉQUINOXES



ÉTUDE ENSOLEILLEMENT ÉQUINOXES



ÉTUDE ENSOLEILLEMENT ÉQUINOXES

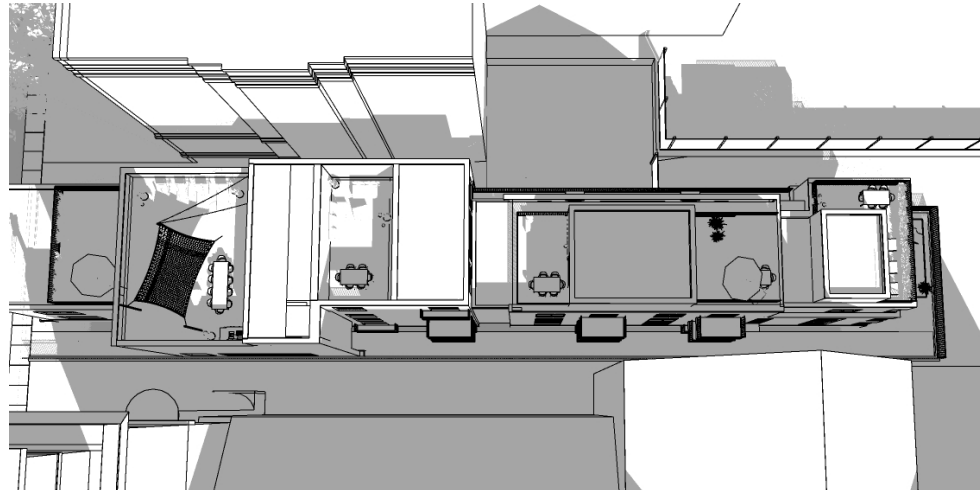


ENSOLEILLEMENT LOGEMENTS / 1er Juin

CONCLUSION

Les logements situés du côté de l'église bénéficieront d'un ensoleillement en avant midi.
Les logements situés aux extrémités avant et arrière avec mezzanines bénéficieront de lumière tout au long de la journée.

8H00



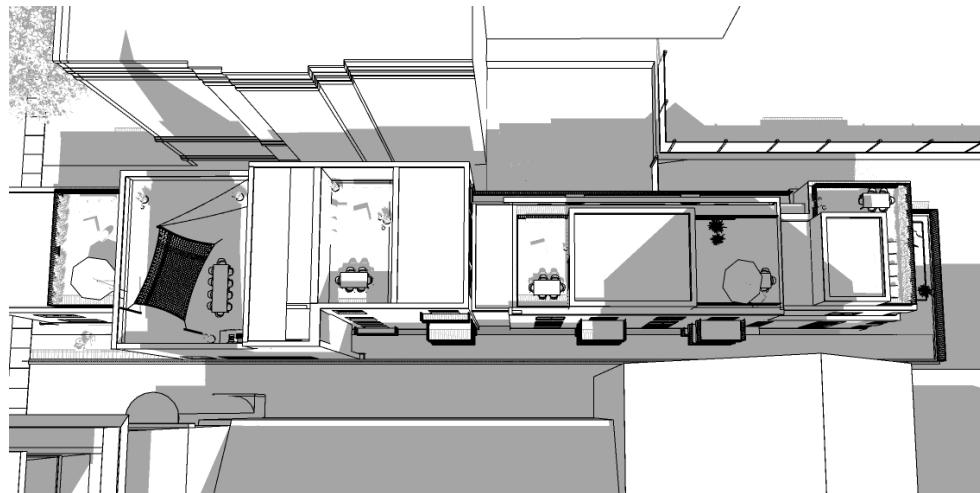
8H30



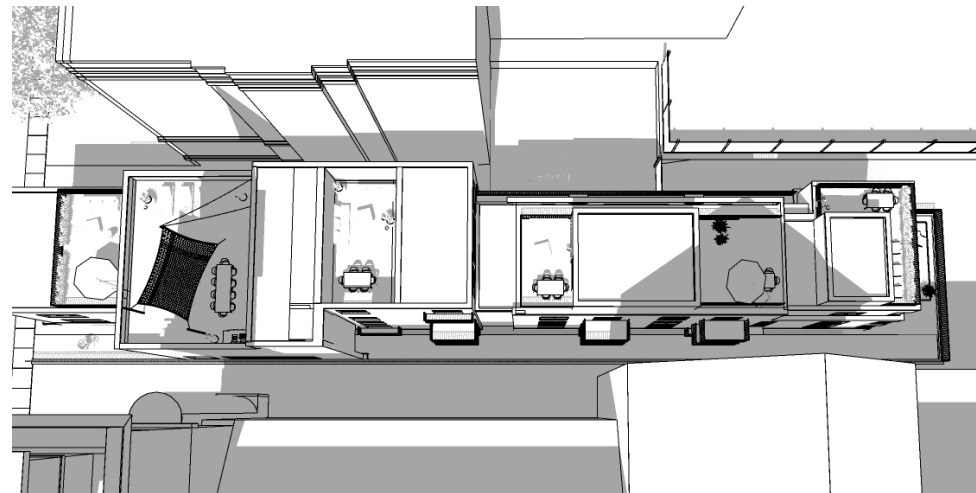
9H00



9H30



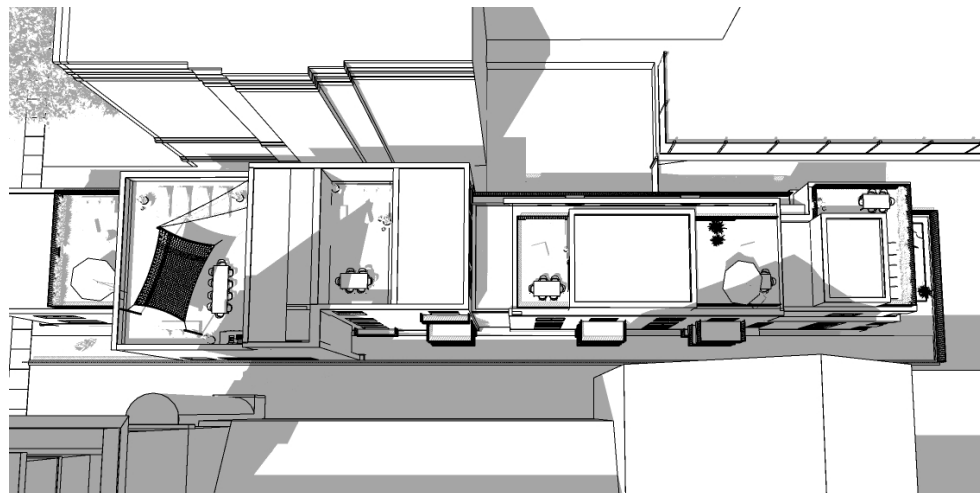
10H00



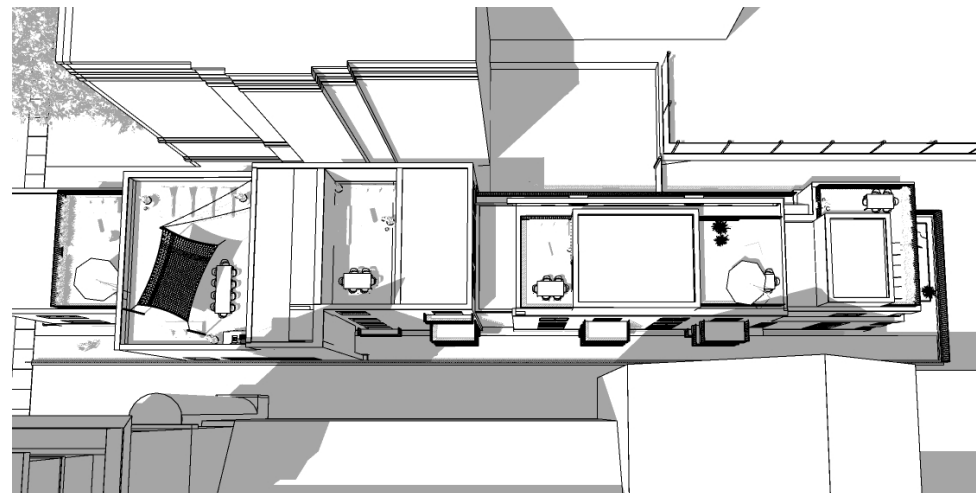
10H30



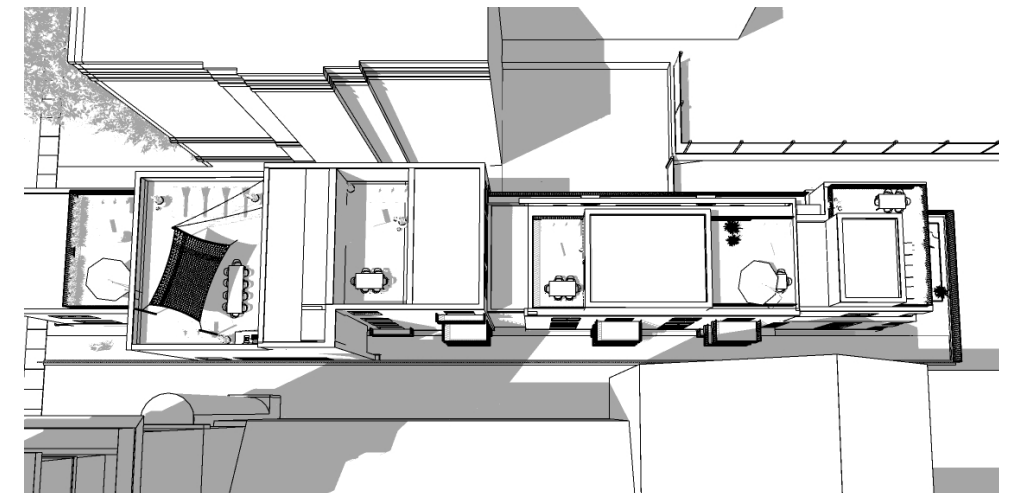
11H00



11H30

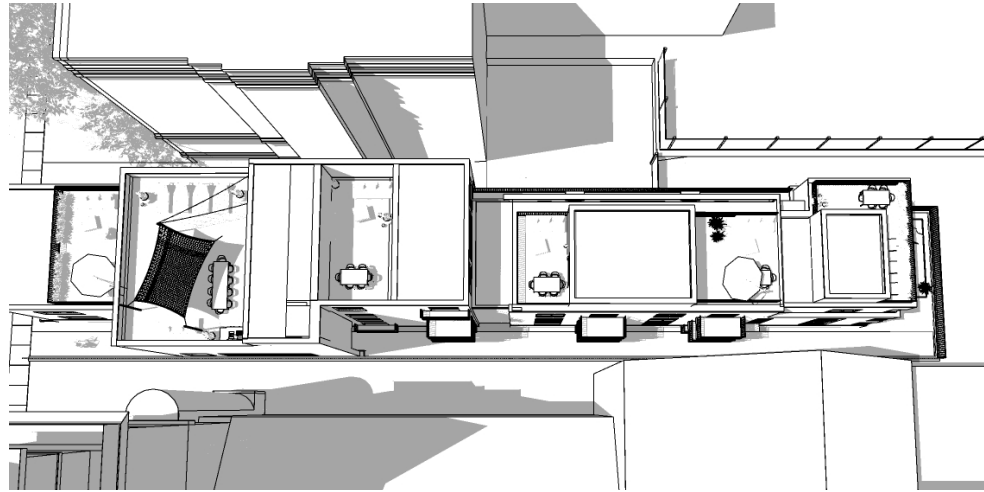


12H00



ENSOLEILLEMENT LOGEMENTS / 1er Juin

12H30



13H00



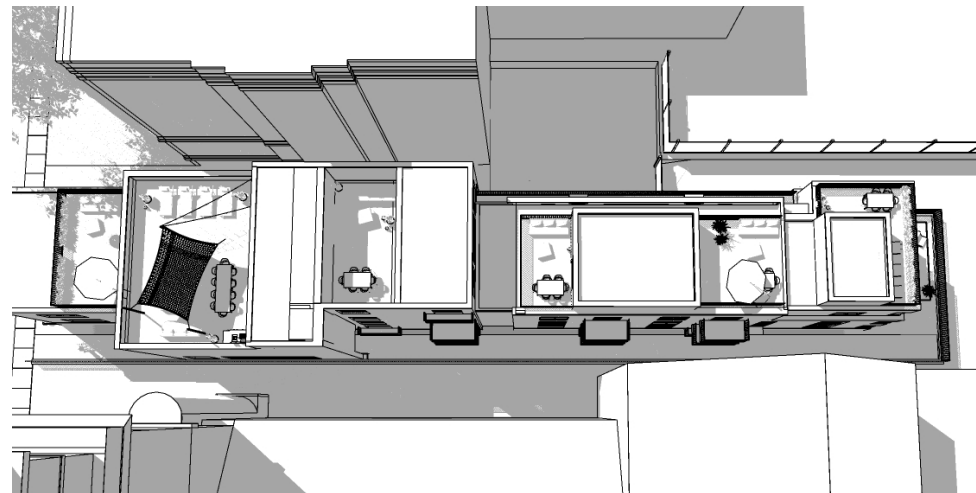
13H30



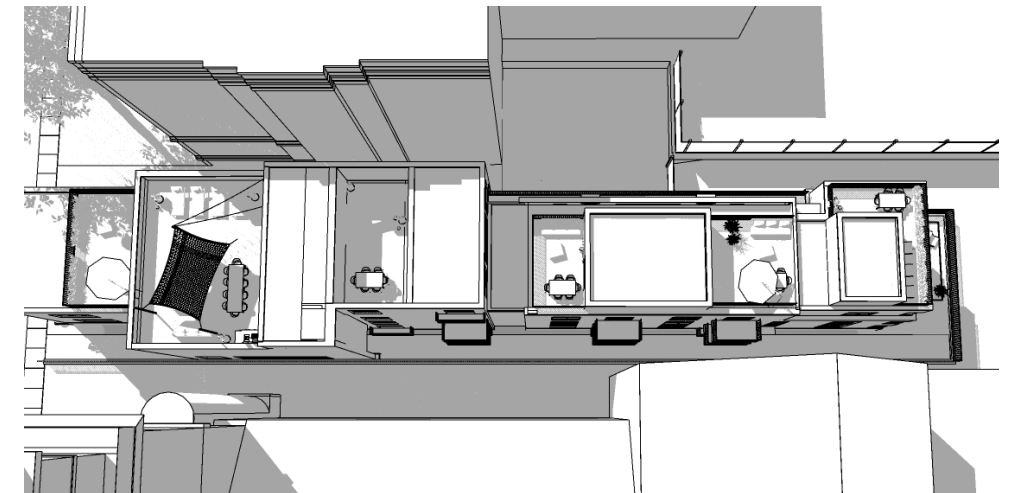
14H00



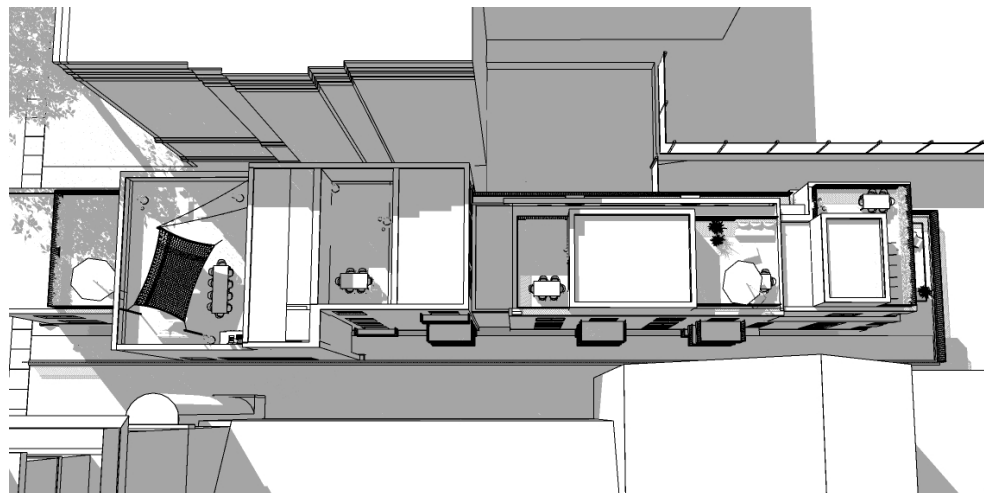
14H30



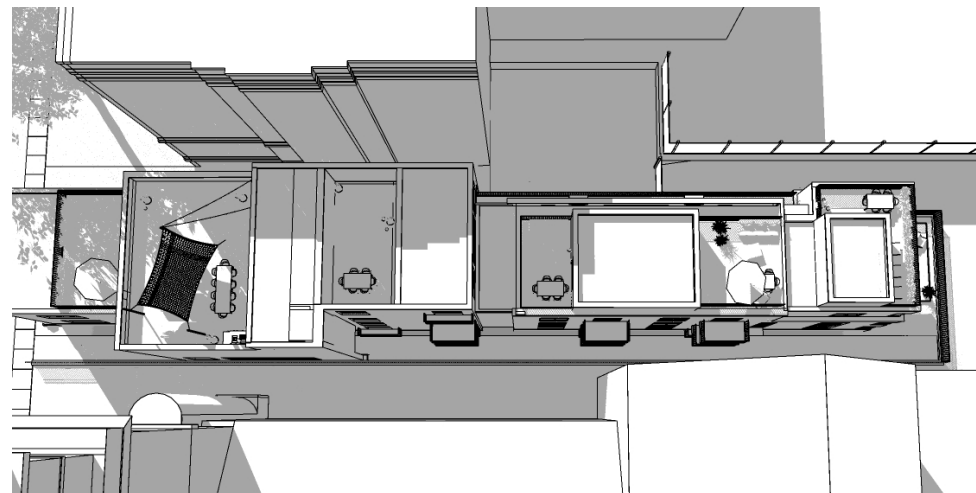
15H00



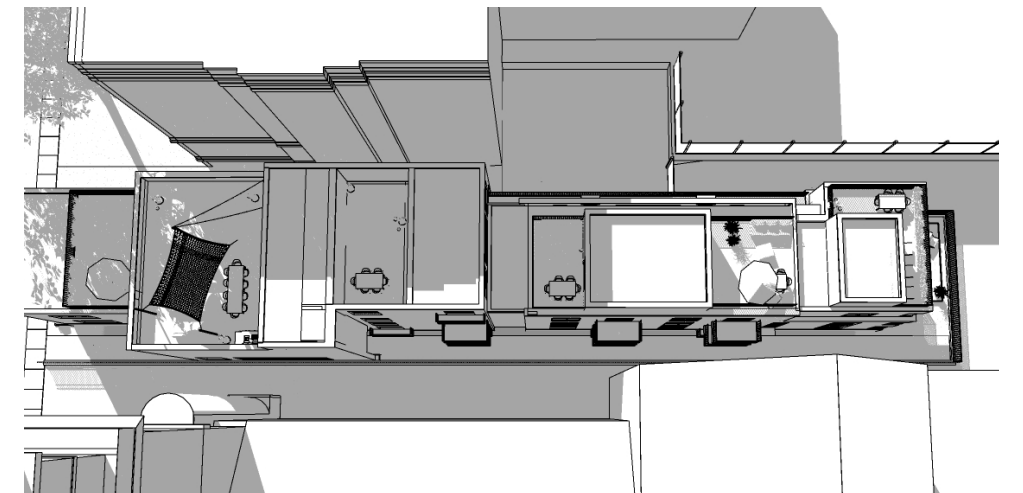
15H30



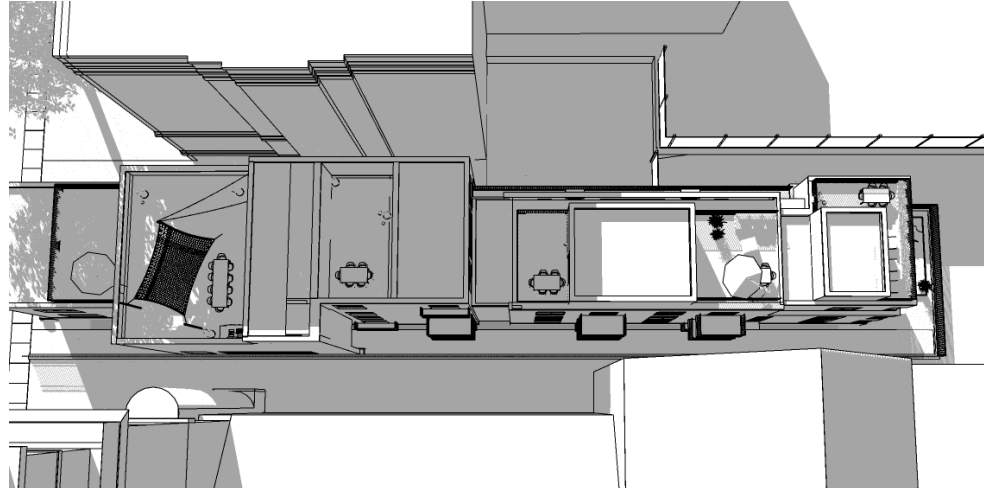
16H00



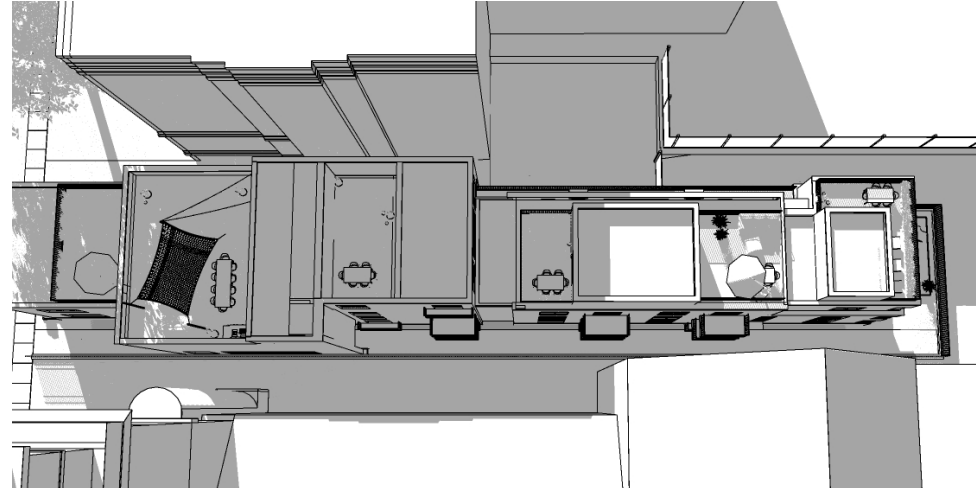
16H30



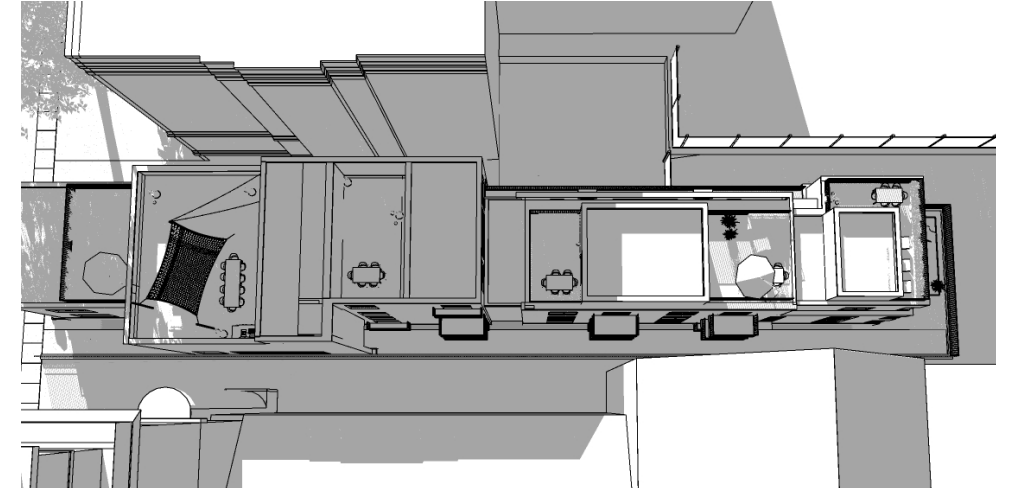
17H00



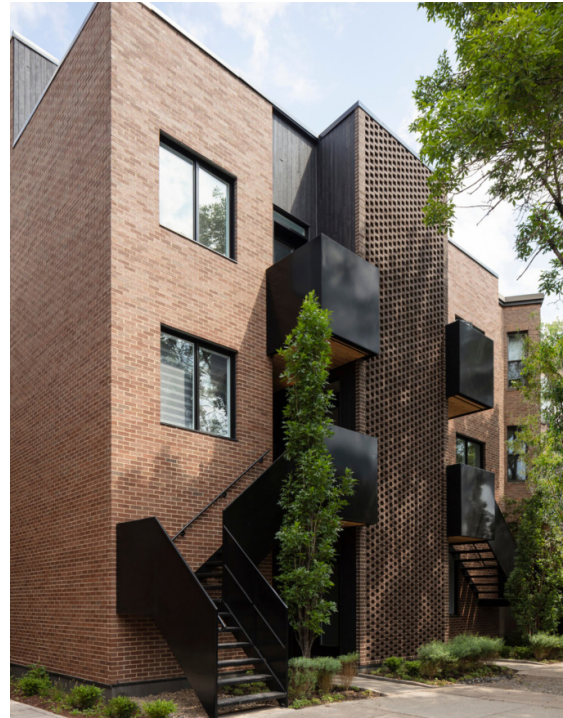
17H30



18H00



PRÉCÉDENTS ARCHITECTURAUX



VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
4 mai 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : [1234869003]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, Division urbanisme]

Projet : [2207, rue Fullum]

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 1) Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050. 7) Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable. 19) Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? 1) <i>L'élimination de la surface minérale de la cour arrière par la construction d'un nouveau volume surmonté de toits verts, la conservation d'arbres matures ainsi que l'aménagement d'une cour avant végétalisée.</i> 7) <i>L'ajout de 16 logements dans le stock de logements locatifs du secteur.</i> 19) <i>L'aménagement de 4 logements familiaux (3 chambres à coucher) adjacents à une école primaire.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	x		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	x		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		x	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

11 mai 2023

3003268427

4.2.1

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	2207, rue Fullum
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment de deux étages construit en 1875 et qui a principalement été occupé à des fins résidentielles. Bien que celui-ci se retrouve étrangement coincé entre l'école Jean-Baptiste-Meilleur (1900) et l'église Saint-Eusèbe-De-Verceil (1896), il a été érigé le premier. Cette implantation particulière engendre des défis supplémentaires pour l'agrandissement de ce dernier. La proximité avec les deux équipements institutionnels, la présence d'arbres matures à conserver, l'étroitesse et la profondeur du lot sont des éléments qui nécessitent une attention particulière dans le choix de la volumétrie.</p> <p>La demande vise à autoriser l'usage « bâtiment abritant un nombre illimité de logements » afin de permettre l'agrandissement du bâtiment dans le but d'y aménager 16 logements. Le bâtiment se trouve dans un secteur de catégorie E.5 où l'habitation n'est pas autorisée.</p> <p>Le bâtiment existant de deux étages sera conservé en presque totalité et un volume de trois étages (14,31 m) sera ajouté à l'arrière. Les 16 logements seront répartis selon la typologie suivante: 9 logements de 1 chambre, 3 logements de 2 chambres, et 4 logements de 3 chambres. Ainsi, le volume conservé, soit environ 80 % du bâtiment actuel, deviendrait l'accès principal aux logements et offrirait aux occupants, un espace commun pour y permettre des espaces de coworking, des cuisines communes et des salles multifonctionnelles. Le concept prévoit l'aménagement de terrasses communes et individuelles au toit. Le projet se veut une occasion de reconnecter le bâtiment existant à son environnement limitrophe en y ajoutant un volume en recul qui lie à la fois l'église et l'école, au triplex actuel.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'ajout de logement est complémentaire au secteur d'insertion.

Considérant que :	Le projet d'agrandissement assure une volumétrie respectueuse des qualités paysagères de son contexte d'insertion.
Considérant que :	Le projet participe à la réduction des îlots de chaleur et contribue à l'amélioration des conditions environnementales et du paysage urbain.
Considérant que:	Le projet permet de pérenniser l'occupation d'un bâtiment qui était résidentiel à l'origine.
Par conséquent, à la majorité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande à la condition suivante :	
<ul style="list-style-type: none"> • Restaurer de façon exemplaire les composantes du volume conservé du bâtiment d'origine. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

**Dossier # : 1239177002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les limites du district de la Société de développement du Quartier latin

Attendu que la Loi sur les cités et villes mentionne, à l'article 458.33, qu'à la requête du conseil d'une société de développement commercial, le conseil peut, par résolution, modifier les limites du district de cette société (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu qu'en vertu de l'article 458.35 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la requête de la Société de développement du Quartier latin a fait l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé;

Attendu que le registre devant recevoir la signature de ceux qui s'opposent à l'agrandissement du district de la Société de développement du Quartier latin a été tenu le 6 juillet 2023 et que seulement 3 contribuables ont demandé, par la signature de ce registre, que la requête fasse l'objet d'un scrutin alors que le nombre requis de signatures pour qu'un scrutin ait lieu était de 20 :

D'agréer la requête de la Société de développement du Quartier latin visant l'agrandissement des limites de son district;

D'autoriser l'agrandissement des limites du district de cette société telles qu'elles sont définies au plan versé en pièce jointe du sommaire décisionnel, et ce, à partir du 12 septembre 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-08 11:09**Signataire :**

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1239177002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution modifiant les limites du district de la Société de développement du Quartier latin

CONTENU

CONTEXTE

La Société de développement du Quartier latin (ci-après « SDC du Quartier latin ») a été constituée le 31 janvier 1994 avec une zone commerciale formée sommairement de la rue Saint-Denis, comprise entre le boulevard de Maisonneuve et la rue Sherbrooke, et des rues Ontario et Émery et le boulevard de Maisonneuve, entre les rues Sanguinet et Berri.

Envisageant un agrandissement de son territoire dans une zone limitrophe de son district actuel, le conseil d'administration de la SDC du Quartier latin a fait entériner son projet d'agrandissement lors d'une assemblée spéciale de ses membres qui s'est tenue le 28 mars 2023. Ce projet d'agrandissement a été adopté à la majorité par les membres présents à cette assemblée.

La zone commerciale ciblée par l'agrandissement est délimitée comme suit (le plan est disponible dans la section « Pièces jointes ») :

- au nord du district actuel : jusqu'à la rue Sherbrooke, trottoir sud.
- au sud du district actuel : jusqu'à la rue Saint-Antoine, trottoir nord.
- à l'est du district actuel : jusqu'à la rue Saint-Denis, trottoir est.
- à l'ouest du district actuel : jusqu'à la rue Sanguinet, trottoir est.

Le 25 mai 2023, la SDC du Quartier latin a déposé auprès de l'arrondissement de Ville-Marie, une requête officielle en vue de l'agrandissement de son district, selon les dispositions prévues aux articles 458.33 à 458.38 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) et celles prévues aux articles 40 à 43 du Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA24-026). Il appert de cette requête que la SDC du Quartier latin a fait une démarche préalable d'information et de concertation auprès de la communauté d'affaires.

La requête étant recevable, elle a été présentée au conseil d'arrondissement du 6 juin 2023, lors duquel la secrétaire d'arrondissement a été mandatée pour ouvrir un registre afin de recevoir les signatures des représentants des entreprises qui s'opposent au projet d'agrandissement de la SDC, conformément à l'article 458.4 de la Loi sur les cités et villes.

Un registre a été ouvert à cet effet à la date du 6 juillet 2023, dans lequel 3 signatures ont été apposées.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

12 septembre 2023 - 1237135006 : Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin

CA23 240268 - 4 juillet 2023 - 1237135005 : Adopter un règlement définissant la nouvelle zone commerciale intitulée « Quartier latin »

CA23 240185 - 6 juin 2023 - 1237135003 : Recevoir la requête pour l'agrandissement du district de la société de développement du Quartier Latin dans l'arrondissement de Ville-Marie et mandater la secrétaire d'arrondissement afin de tenir un registre conformément aux dispositions de la Loi sur les cités et villes

CA06 240454 - 29 juin 2006 - 1060472002 : Zone commerciale - faubourg Saint-Laurent - délimitation - règlement - adoption

CA04 240694 - 19 septembre 2004 -1030519024 : Adoption du Règlement sur les sociétés de développement commercial

CM03 0623 - 25 août 2003 : Le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant sur la délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial

CO94 00306 - 31 janvier 1994 : Constitution d'une SIDAC sous le nom de « Société de développement du Quartier Latin »

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise, en vertu de l'article 458.33 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), à adopter une résolution modifiant les limites du district de la SDC du Quartier latin, tel que défini et montré au plan en pièce jointe de ce sommaire décisionnel. Cette modification entrera en vigueur à la date de son adoption, soit le 12 septembre 2023.

Le processus réglementaire inhérent à cet élargissement a suivi les étapes suivantes :

- Le 25 mai 2023, la SDC du Quartier Latin a déposé auprès de l'arrondissement de Ville-Marie, une requête officielle en vue de l'agrandissement du district de la SDC du Quartier Latin.

- Le 6 juin 2023, le projet d'agrandissement a été présenté au conseil d'arrondissement lors duquel il a été décidé de mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir un registre dans les 45 jours suivants, afin de recevoir la signature des contribuables tenant un établissement dans le district et qui s'opposent à l'agrandissement du district de la SDC Quartier latin.

- 15 juin 2023, l'information concernant la tenue du registre a été transmise par poste recommandée à chacun des contribuables ayant un établissement au sein du territoire visé par la requête en agrandissement (d'autres démarches ont suivi pour s'assurer que toutes les personnes concernées soient tenues informées). Documents transmis :

- 23 juin 2023, un avis public a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site Internet de

la Ville de Montréal, pour informer de la tenue du registre dans les locaux de l'arrondissement

- Le 6 juillet 2023, tenue du registre pour accueillir les signatures des personnes qui s'opposent à l'agrandissement de la zone commerciale du SDC Quartier Latin

- Le 11 juillet 2023, un avis public a été publié dans le journal *Le Devoir*, pour informer les personnes intéressées du résultat du registre de signatures des personnes morales qui s'opposent à l'agrandissement

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 458.35 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la requête de la SDC du Quartier Latin a fait l'objet d'une consultation auprès des contribuables qui tiennent un établissement sur le territoire dont l'ajout est proposé. Un registre devant recevoir la signature de ceux qui s'opposent à l'agrandissement du district de la Société a été tenu le 6 juillet 2023, 3 contribuables ont demandé, par la signature de ce registre, que la requête fasse l'objet d'un scrutin référendaire alors que le nombre requis de signatures pour qu'un scrutin ait lieu était de 20.

La requête en agrandissement est donc réputée approuvée par les personnes habiles à voter. Par ailleurs, et en vertu de l'article 458.38 de la Loi sur les cités et villes « La résolution par laquelle le conseil agrée la requête d'une société a pour effet d'étendre ou de réduire la compétence de la société au district ainsi modifié. »

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de cette résolution permettra à la SDC du Quartier Latin d'agrandir son territoire et ainsi d'être plus représentative de l'ensemble des gens d'affaires et d'être dotée d'un budget apte à mettre en place des actions qui favoriseront le développement économique de ce nouveau secteur.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le dossier est conforme aux :

- Articles 458.1 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19)
- Règlement sur les sociétés de développement commercial (CA-24-026).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Agathe BESSE-BERGIER, Ville-Marie
Gilles ETHIER, Service des finances
Samuel P LALIBERTÉ, Service des finances
Vincent MEUNIER, Service du développement économique

Lecture :

Gilles ETHIER, 21 juillet 2023
Agathe BESSE-BERGIER, 20 juillet 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hicham KARTI
Agent de recherche

Tél : 438 829-6112
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-07-20

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél : 438 823-3978
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des services administratifs

Tél : 514-872-7313
Approuvé le : 2023-08-03

Dossier # : 1239177002

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe

Objet : Adopter une résolution modifiant les limites du district de la Société de développement du Quartier latin



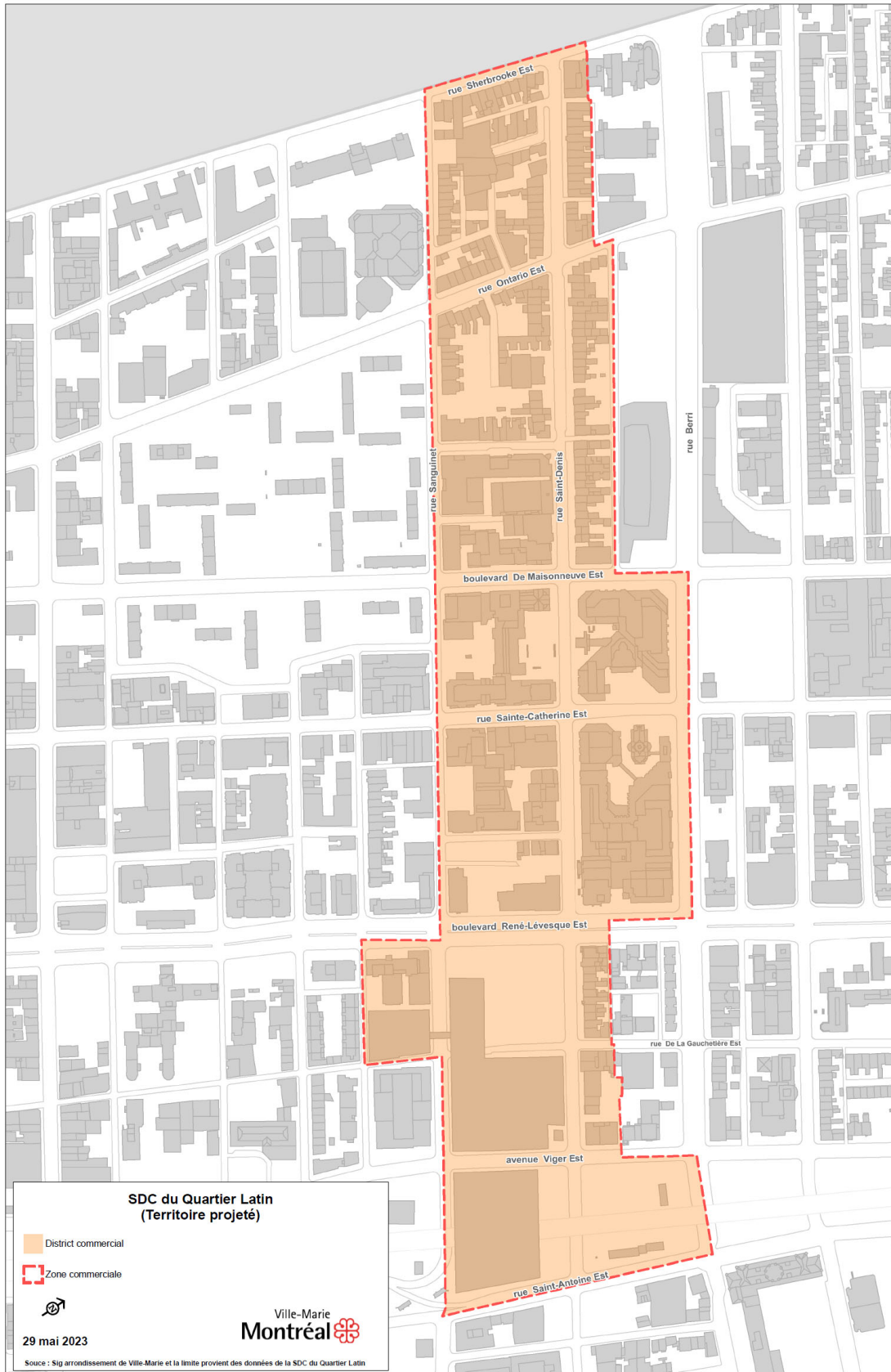
Plan de la zone commerciale projetée de la SDC Quartier latin.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hicham KARTI
Agent de recherche

Tél : 438 829-6112
Télécop. :

PLAN DE LA ZONE COMMERCIALE DU « QUARTIER LATIN »





Dossier # : 1237199002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1) D'accorder pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

- a) déroger notamment aux articles 9, 27 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale de 3 étages exigée par les règles d'insertion pour un bâtiment sur un terrain de coin et aux conditions d'aménagement d'un café-terrasse sur un toit;
- b) maintenir un volume de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve »;
- c) occuper le toit du volume de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve » aux fins d'un café-terrasse rattaché à tout restaurant ou débit de boissons alcooliques situés au même niveau, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par l'agence Daoust Lestage Lizotte Stecker, estampillés et annotés par l'arrondissement le 20 juin 2023;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :

- a) déposer un plan d'ensemble détaillé de toutes les enseignes projetées;
- b) réaliser les travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment indiqués aux plans annexés;

3) De fixer un délai de 36 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour compléter la réalisation de l'ensemble des travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-06-23 15:52

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 juillet 2023

Résolution: CA23 240269

Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment aux articles 9, 27 et 392 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la hauteur minimale de 3 étages exigée par les règles d'insertion pour un bâtiment sur un terrain de coin et aux conditions d'aménagement d'un café-terrasse sur un toit;
 - b) maintenir un volume d'un étage sur la façade « De Maisonneuve »;
 - c) occuper le toit du volume d'un étage sur la façade « De Maisonneuve » aux fins d'un café-terrasse rattaché à tout restaurant ou débit de boissons alcooliques situés au même niveau, le tout substantiellement conforme aux plans préparés par l'agence Daoust Lestage Lizotte Stecker, estampillés et annotés par l'Arrondissement le 20 juin 2023;
- 2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes :
 - a) déposer un plan d'ensemble détaillé de toutes les enseignes projetées;
 - b) réaliser les travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment indiqués aux plans annexés;

- 3) De fixer un délai de 36 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour compléter la réalisation de l'ensemble des travaux de transformation de l'apparence extérieure du bâtiment visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.02
pp 466
1237199002

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 juillet 2023

IDENTIFICATION

Dossier # :1237199002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU**CONTEXTE**

Une demande de projet particulier (3003268004) a été déposée afin d'autoriser une portion d'un volume bâti dérogatoire de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve », l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse ainsi que le remplacement de la marquise existante à ce niveau.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S. O.

DESCRIPTION**Description du site**

L'immeuble visé est constitué du lot 1 341 068 du cadastre du Québec. Il est occupé par un bâtiment commercial de 3 étages, construit vers 1900, à des fins résidentielles. Ce dernier a fait l'objet de nombreuses transformations effectuées au fil du temps, dont certaines réalisées sans permis. Le bâtiment faisait originellement partie d'un ensemble bâti homogène.

Une ruelle publique borde le côté est du site et tous les immeubles immédiatement adjacents sont occupés à des fins commerciales, sauf celui aux 1430-1450, rue de la Montagne qui est aussi occupé par 18 logements du 13e au 17e étage, en plus d'un hôtel (Complexe du Four Seasons Montréal).

L'emplacement est compris dans l'unité de paysage « Maisons en rangée » et situé dans l'aire de protection du Mount Stephen Club (immeuble patrimonial classé) ainsi que dans l'aire de protection de la façade des Appartements-Bishop Court (immeuble patrimonial classé).

Description du projet

La demande vise d'abord à autoriser le volume de 1 étage situé en saillie de la façade « De Maisonneuve ». Cette portion de construction est devenue dérogatoire suite à la démolition d'une partie de volume au 2e étage, réalisée sans permis entre septembre 2011 et septembre 2012.

La demande vise ensuite à régulariser l'occupation du toit de l'ensemble de ce volume de 1 étage aux fins d'un café-terrasse. Cette occupation avait débuté en 1974, avant que ce niveau soit d'abord fermé de l'extérieur comme 2e étage du bâtiment en 1998, puis la portion ouest de cet étage partiellement ouverte sur l'extérieur en 2017, en conservant son toit comme marquise, le tout autorisé par la Ville.

Dans le cadre des travaux sans permis de 2011 ou 2012 ayant mené à la réouverture d'une nouvelle portion du 2e étage du côté est, le café-terrasse a été de nouveau prolongé de ce côté. Celui-ci est devenu adjacent au terrain du complexe du Four Seasons Montréal dont la construction avec un volet résidentiel a subséquemment été autorisée en 2017.

Les enseignes de l'ensemble du bâtiment seraient revues. La proposition prévoit l'installation d'une stèle d'affichage commune à l'intersection du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent, conformément à la réglementation dans l'unité de paysage « Maisons en rangées », ainsi que le remplacement des enseignes à plat sur les façades aux entrées des divers établissements commerciaux.

Finalement, la marquise noire coiffant les terrasses du 2e étage sur la façade « De Maisonneuve » serait enlevée comme seconde phase de travaux après la régularisation du volume qu'elle surmonte. Cette dernière serait remplacée par une nouvelle marquise à la composition beaucoup plus mince et aérienne, constituée d'éléments métalliques rappelant plutôt une pergola, mais faisant office de toiture en cas d'intempéries tout en reprenant la forme angulaire de l'implantation du volume de 1 étage qu'elle surmonte.

Cette intervention, jumelée avec une rationalisation de l'affichage commercial, vise à dégager cette façade plusieurs fois remaniée à partir de l'ancien mur mitoyen dégagé dans les années 1960 lors du percement du boulevard De Maisonneuve au travers de la trame urbaine traditionnelle, en conjonction avec les travaux de la ligne verte (ligne-1) du métro en souterrain de celui-ci.

Cadre réglementaire

La proposition déroge à certaines dispositions du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), à savoir notamment :

- à la hauteur minimale de 3 étages exigée par les règles d'insertion pour un terrain de coin (articles 9 et 27), puisque la portion est du volume de 1 étage du côté du boulevard De Maisonneuve n'est plus protégée par droits acquis;
- aux conditions d'aménagement d'un café-terrasse sur un toit (article 392), puisqu'un terrain adjacent est occupé par un bâtiment comportant des logements.

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu des paragraphes 3° et 5° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir les usages, le volume des constructions et l'utilisation des espaces libres.

Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, la proposition pourrait satisfaire adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.

En effet, les dérogations requises par le projet ont peu d'impact sur le milieu d'insertion. Un volume bâti de 1 étage était minimalement présent depuis 1970 et surmonté d'un café-terrasse depuis 1974. Les reconfigurations variables de ce niveau au fil du temps, initialement avec permis, puis sans permis, ont eu pour conséquences techniques de faire perdre les droits acquis en lien avec la portion est du volume bâti de 1 étage initial.

De même, la réintroduction d'un café-terrasse sur la portion est du toit de ce volume, bien qu'elle n'était pas en elle-même prohibée par la réglementation vu le contexte bâti commercial immédiat à cette époque, a été faite sans qu'un certificat d'occupation puisse confirmer des droits acquis pouvant légitimer cette occupation.

Par ailleurs, les diverses interventions architecturales qui en ont découlé ont grandement affaibli l'intérêt architectural de ce bâtiment ancien, en masquant largement son apparence d'origine sur la façade « Crescent » alors qu'il faisait partie d'un ensemble initialement homogène, tandis que la façade « De Maisonneuve » a hérité d'un caractère disparate, même si cette façade servile n'avait au départ aucun intérêt architectural en soi.

Afin de démontrer leur bonne foi en vue de favoriser l'autorisation d'un projet particulier malgré l'historique complexe de cet immeuble, les propriétaires ont souhaité déposer en parallèle une demande de permis de transformation (3003267999) pour rectifier aussi rapidement que possible l'ensemble des conséquences des travaux sans permis de la façade « Crescent », le tout comme première phase de « plein droit » du projet de réhabilitation global.

Ainsi, les importantes interventions prévues sur cette façade, jumelées aux régularisations réglementaires prévues comme seconde phase au sein de la présente demande de projet particulier, comprenant également l'installation d'une nouvelle marquise contemporaine au caractère plus aérien ainsi que la révision de l'affichage sur le bâtiment, sont de nature à rétablir la contribution urbaine et patrimoniale supérieure de cet immeuble.

L'occupation pérenne de ce bâtiment par des établissements commerciaux, un café-terrasse en cour avant du côté de la rue Crescent et sur toiture du côté du boulevard De Maisonneuve concourrait au renouvellement de l'attractivité ainsi qu'à l'animation et à la vitalité commerciale de cette rue d'ambiance particulière, tout en favorisant l'amélioration de la qualité du paysage urbain.

Considérant que la proposition satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier.

Considérant que le projet de réhabilitation global est susceptible d'assurer une contribution

exemplaire pour la mise en valeur d'un patrimoine bâti résidentiel fortement impacté par la consolidation d'une vocation commerciale festive sur la rue Crescent au courant du 20e siècle.

Considérant que la proposition n'a aucun impact supplémentaire sur les conditions environnementales du milieu environnant, tout en améliorant la qualité du paysage urbain.

Considérant que lors de sa séance du 16 mars 2023, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a émis un avis favorable à l'égard de ce projet aux conditions suivantes :

- Déposer un plan d'ensemble plus détaillé de toutes les enseignes projetées;
- Réaliser l'ensemble des interventions montrées aux plans à être approuvés par la demande de permis de transformation 3003267999 pour la réhabilitation de la façade donnant sur la rue Crescent;
- Réaliser un aménagement paysager végétalisé dans la portion de cour avant dégagée à l'insertion du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S. O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (café-terrasse au sol réalisé dans le cadre de travaux afférents).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S. O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public annonçant la tenue d'assemblée publique de consultation;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption du 2e projet de résolution;
Avis public sur la possibilité de déposer une demande de participation à un référendum;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Comité consultatif d'urbanisme - Avis favorable avec conditions

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958

Télécop. :

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-06-21

Louis ROUTHIER
Chef de division - Urbanisme

Tél : 438 351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-06-22

Dossier # : 1237199002

Unité administrative responsable :

Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet :

Adopter une résolution autorisant la régularisation d'une portion d'un volume bâti dérogatoire de 1 étage sur la façade « De Maisonneuve » ainsi que l'occupation dérogatoire du toit de l'ensemble de ce volume aux fins d'un café-terrasse pour le bâtiment situé aux 1467-1471, rue Crescent, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble



PV CCU - 2023-06-08 - PP - RP - 3003268004.pdf



1237199002 - Grille d'analyse Montréal 2030.pdf 1237199002.jpg



1237199002_Liste_votants.pdf plans_estampillés_et_annotés_2023-06-20.pdf

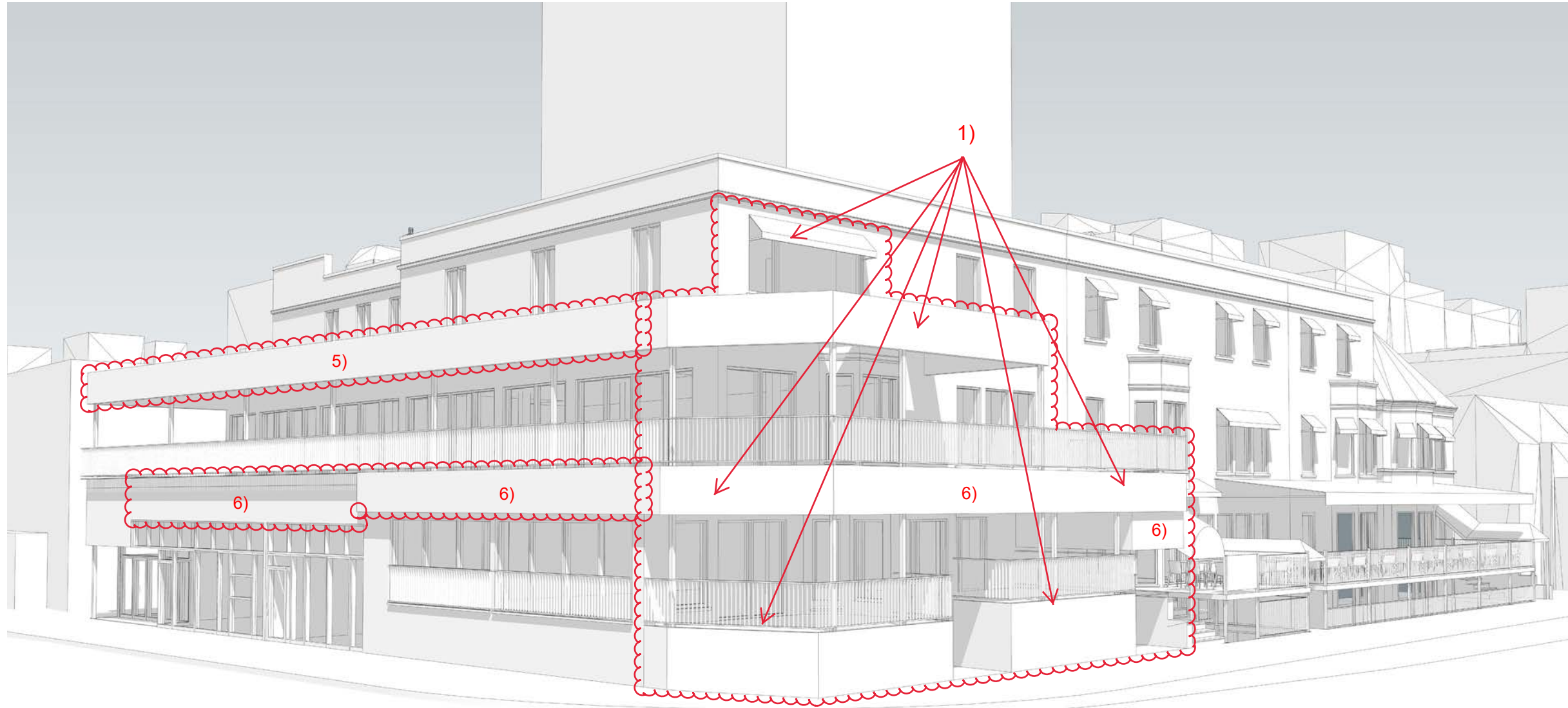
RESPONSABLE DU DOSSIER

Étienne LONGTIN
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-0958
Télécop. :

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Façades existantes

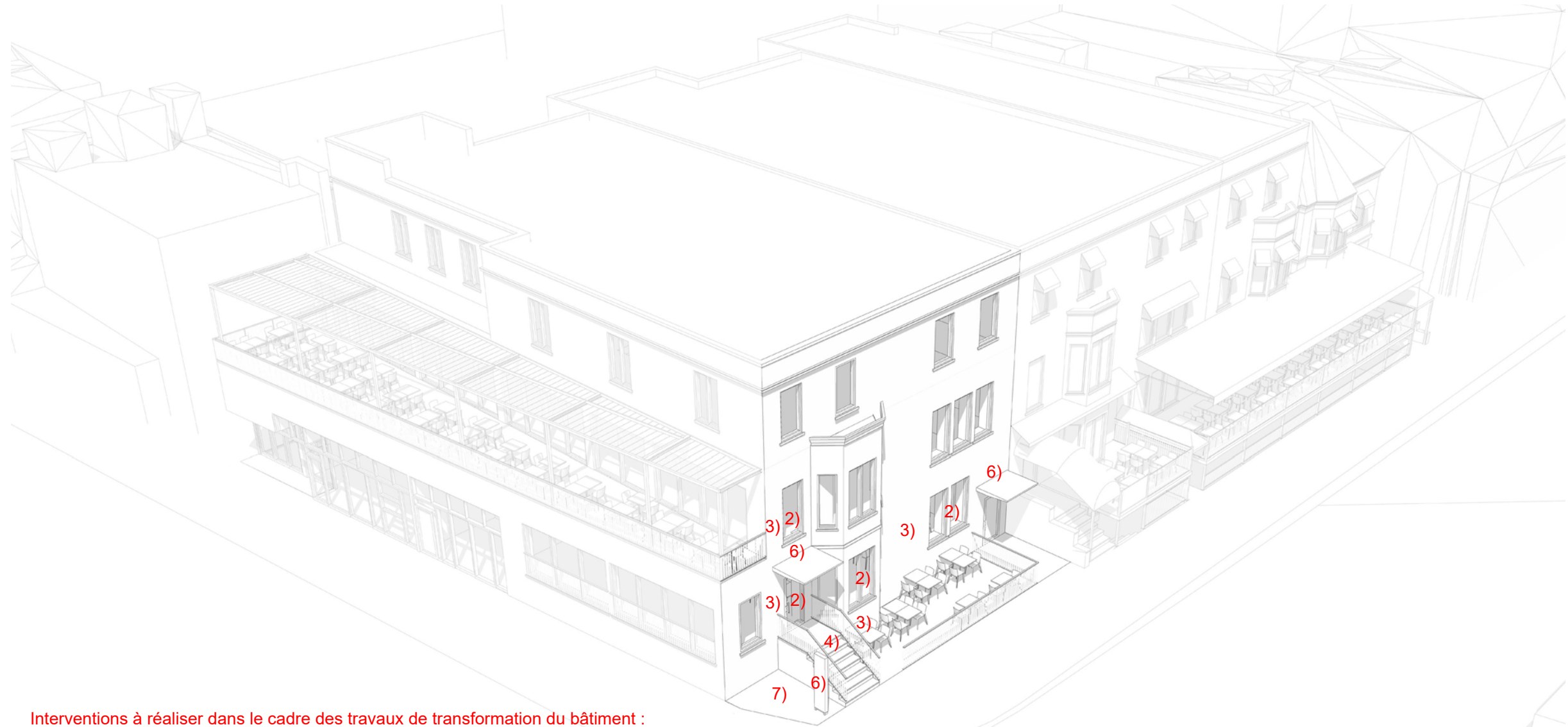


Interventions à réaliser dans le cadre des travaux de transformation du bâtiment :

- 1) retirer toutes les saillies (terrasses surélevées et balcons avec cafés-terrasses, marquises, auvents, anciennes enseignes, autres structures, etc.) sur la façade « Crescent »;
- 2) restaurer la forme et de la dimension des ouvertures de la façade « Crescent »;
- 3) restaurer le parement de pierre selon les caractéristiques de celui d'origine de la façade « Crescent »;
- 4) réimplanter l'escalier d'accès au rez-de-chaussée du côté de la façade « Crescent »;
- 5) remplacer la marquise abritant le café-terrasse sur la façade « De Maisonneuve »;
- 6) remplacer l'ensemble des enseignes sur le bâtiment en conformité avec le plan d'ensemble détaillé à déposer;
- 7) réaliser un aménagement paysager végétalisé dans la portion de cour avant dégagée à l'insertion du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent.

Situation actuelle | Perspective piéton

Façade « Crescent » projetée

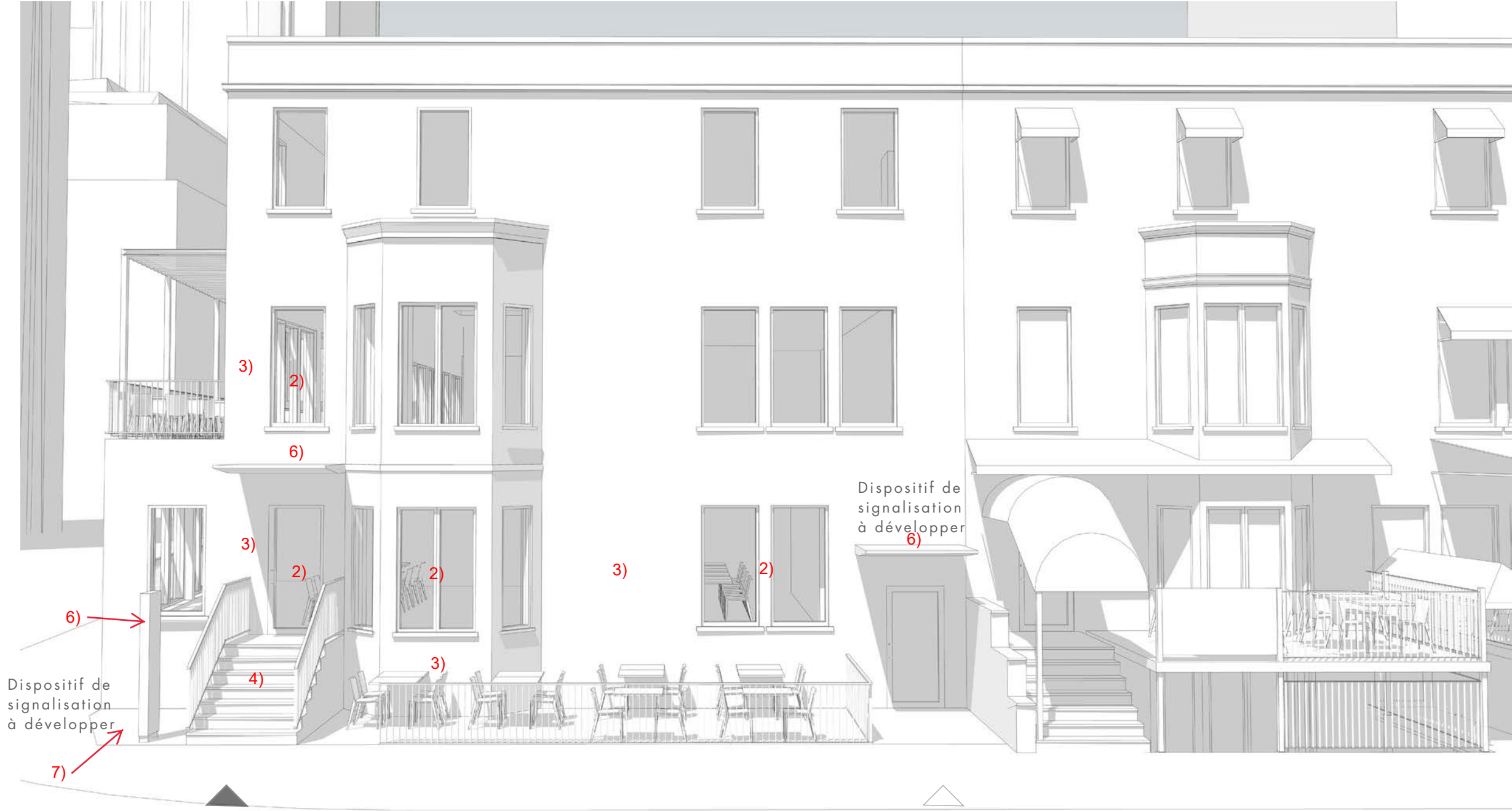


Interventions à réaliser dans le cadre des travaux de transformation du bâtiment :

- 1) retirer toutes les saillies (terrasses surélevées et balcons avec cafés-terrasses, marquises, auvents, anciennes enseignes, autres structures, etc.) sur la façade « Crescent »;
- 2) restaurer la forme et de la dimension des ouvertures de la façade « Crescent »;
- 3) restaurer le parement de pierre selon les caractéristiques de celui d'origine de la façade « Crescent »;
- 4) réimplanter l'escalier d'accès au rez-de-chaussée du côté de la façade « Crescent »;
- 5) remplacer la marquise abritant le café-terrasse sur la façade « De Maisonneuve »;
- 6) remplacer l'ensemble des enseignes sur le bâtiment en conformité avec le plan d'ensemble détaillé à déposer;
- 7) réaliser un aménagement paysager végétalisé dans la portion de cour avant dégagée à l'insertion du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent.

Proposition_18 avril 2023 | Axonométrie

Façade « Crescent » projetée



Nouvelle entrée principale

Club (entrée existante)

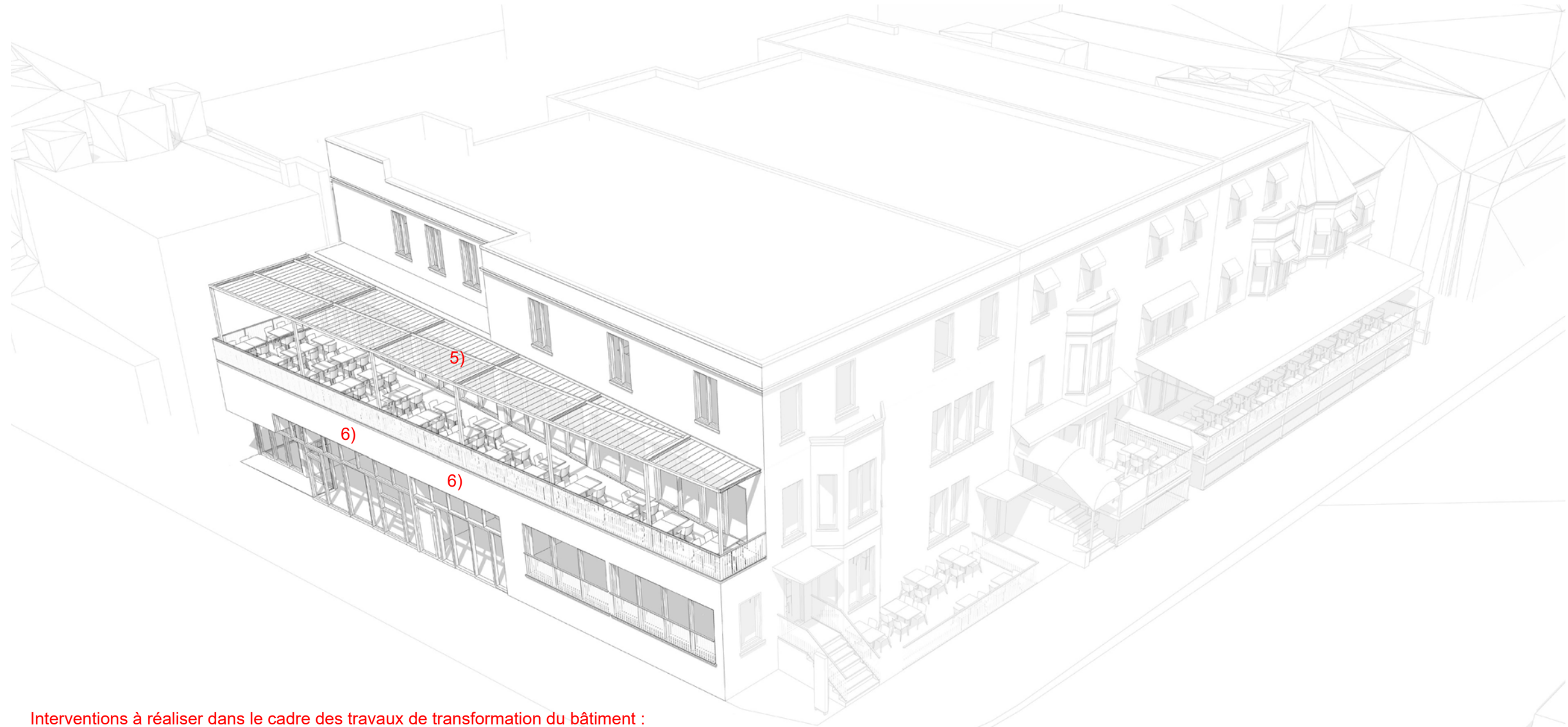
Légende des interventions à réaliser à la page précédente.

Proposition_18 avril 2023 | Élévation rue Crescent

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
20 JUIN 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

DAOUST LESTAGE
architecture · design urbain · paysage

Façade « De Maisonneuve »



Interventions à réaliser dans le cadre des travaux de transformation du bâtiment :

- 1) retirer toutes les saillies (terrasses surélevées et balcons avec cafés-terrasses, marquises, auvents, anciennes enseignes, autres structures, etc.) sur la façade « Crescent »;
- 2) restaurer la forme et de la dimension des ouvertures de la façade « Crescent »;
- 3) restaurer le parement de pierre selon les caractéristiques de celui d'origine de la façade « Crescent »;
- 4) réimplanter l'escalier d'accès au rez-de-chaussée du côté de la façade « Crescent »;
- 5) remplacer la marquise abritant le café-terrasse sur la façade « De Maisonneuve »;
- 6) remplacer l'ensemble des enseignes sur le bâtiment en conformité avec le plan d'ensemble détaillé à déposer;
- 7) réaliser un aménagement paysager végétalisé dans la portion de cour avant dégagée à l'insertion du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent.

Proposition_18 avril 2023 | Axonométrie

Façade « De Maisonneuve »



VILLE DE MONTRÉAL
 ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
 20 JUIN 2023
 DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET DE LA MOBILITÉ

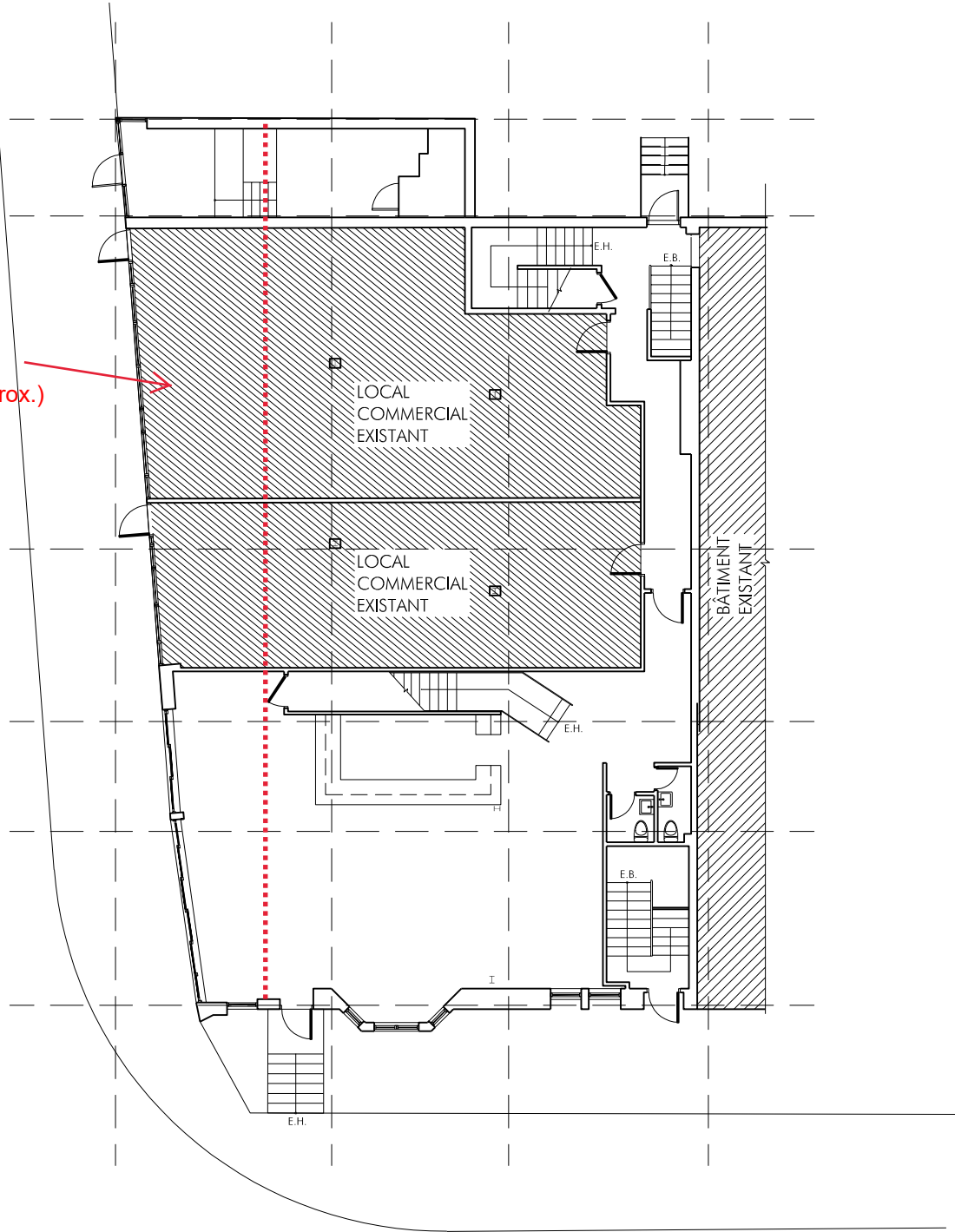
Légende des interventions à réaliser à la page précédente.

Proposition_18 avril 2023 | Boulevard de Maisonneuve

DAOUST LESTAGE
 architecture · design urbain · paysage

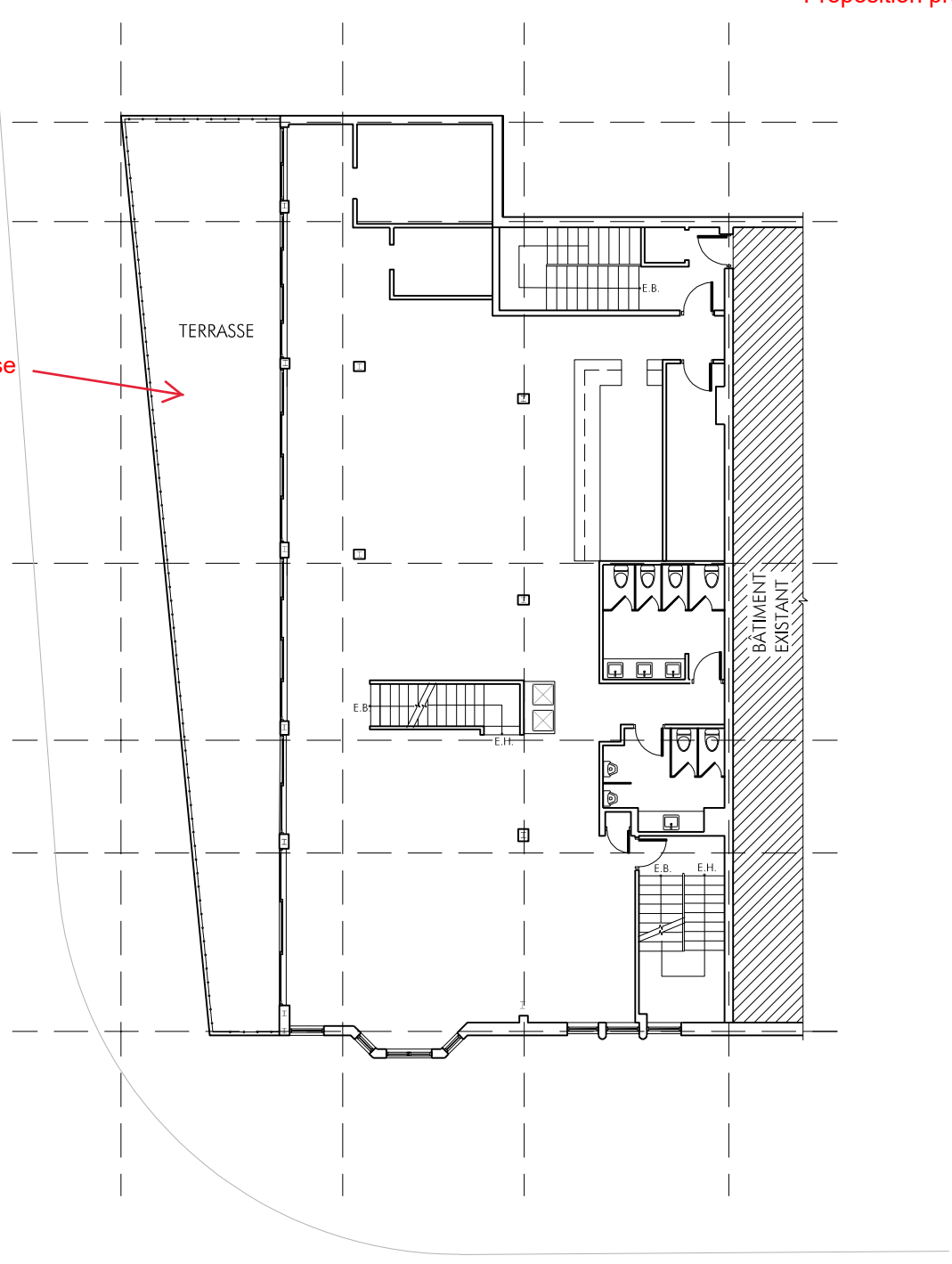
Plans projetés

Volume de 1 étage (approx.)



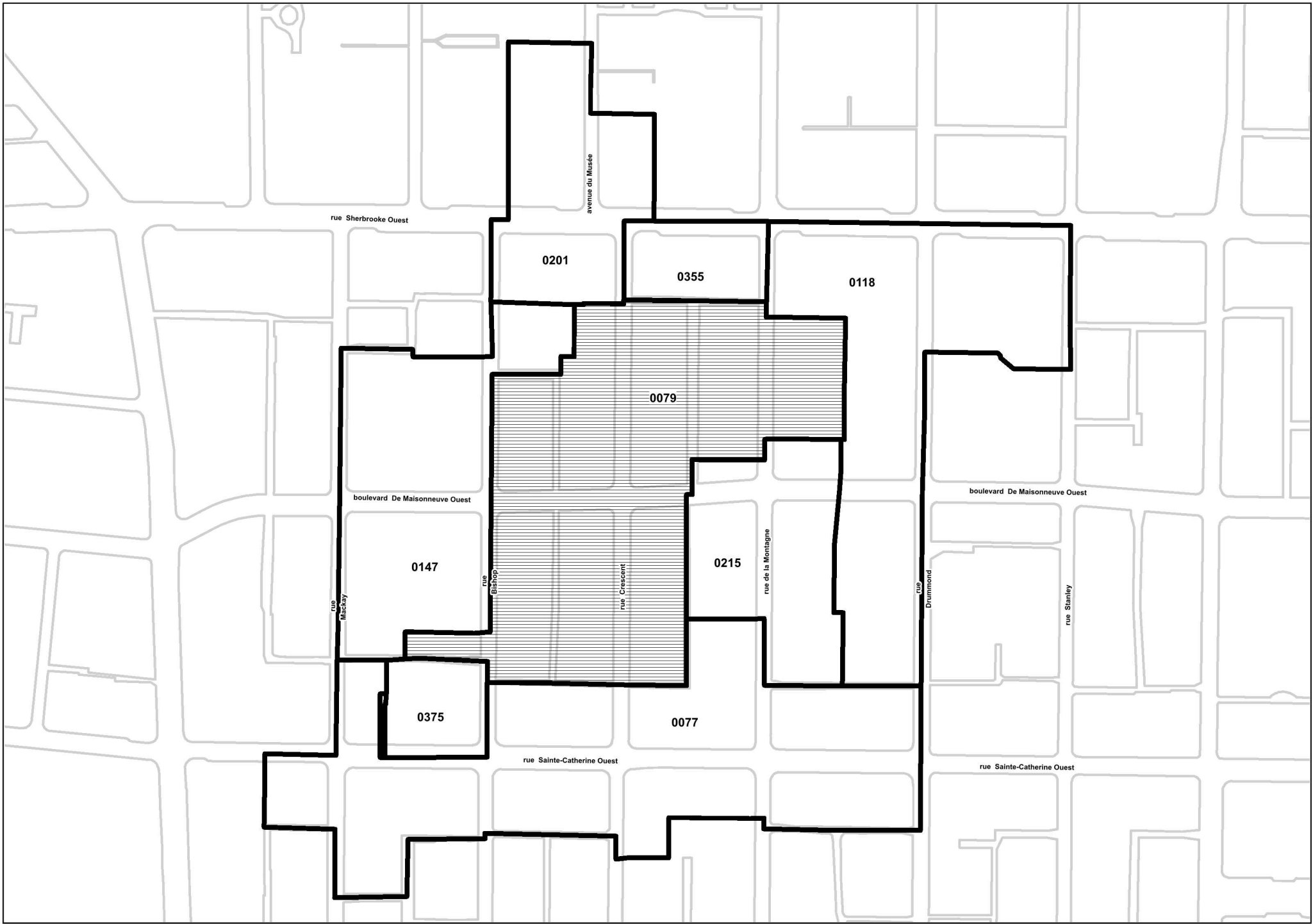
Plan du RDC

Café-terrasse sur toit



Plan de l'étage

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
20 JUIN 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ



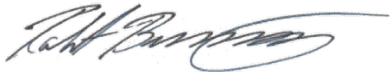

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

8 juin 2023

3003268004

4.2.2

Objet :	PROJET PARTICULIER ET RÉVISION DE PROJET
Endroit :	1467-1471, rue Crescent
Responsable :	Étienne Longtin
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment commercial de 1, 2 et 3 étages, construit vers 1900, à des fins résidentielles. La façade donnant sur le boulevard De Maisonneuve était à l'origine un mur mitoyen qui fut dégagé dans les années 1960 lors du percement du boulevard De Maisonneuve à travers la trame urbaine traditionnelle, en conjonction avec les travaux de construction du métro en souterrain de celui-ci. Le bâtiment a fait l'objet de nombreuses transformations effectuées au fil du temps, dont certaines, réalisées sans permis, demeurent dérogatoires à ce jour.</p> <p>La demande vise d'abord à autoriser, via un projet particulier, la régularisation d'une portion d'un volume bâti d'une hauteur de 1 étage dérogatoire donnant sur le boulevard De Maisonneuve ainsi que de confirmer l'occupation dérogatoire du toit de ce volume aux fins d'un café-terrasse. La section de bâtiment de 1 étage a été créée par des travaux de démolition, réalisée sans permis, sur une partie de bâtiment de 2^e étage préexistante et aggravant ainsi la dérogation à la hauteur minimale prescrite de 3 étages. Ce volume qui a été abaissé ne peut plus être considéré comme une construction protégée par droits acquis, contrairement à la portion ouest. L'intervention eut également certains impacts sur le respect du pourcentage de plans de façade requis à l'alignement de construction exigible pour un terrain de coin. Aussi, l'occupation du toit de l'ensemble de ce volume de 1 étage, aux fins d'un café-terrasse, est actuellement dérogatoire. Bien que cet usage ait débuté en 1974 et fut abrité sous différentes formes dans cette section de l'immeuble depuis, cette occupation constitue un usage dérogatoire puisqu'il est adjacent à un un immeuble comportant des logements, soit le 1430 à 1450, rue de la Montagne. Bien qu'il pourrait bénéficier de droits acquis étant donné que l'usage café-terrasse était existant avant la construction du bâtiment résidentiel adjacent, et ce en fonction des prescriptions du <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i>, une autorisation confirmant formellement cette occupation au sein du projet particulier demeure souhaitée.</p> <p>La demande vise aussi à autoriser, par révision de projet, l'enlèvement de la marquise noire coiffant les terrasses du 2^e étage sur la façade donnant</p>

	sur le boulevard De Maisonneuve. Cette dernière serait remplacée par une nouvelle marquise à la composition beaucoup plus mince et aérienne, constituée d'éléments métalliques rappelant plutôt une pergola, mais faisant office de toiture en cas d'intempéries, reprenant la forme angulaire de l'implantation du volume de 1 étage qu'elle surmonte. Cette intervention, jumelée avec une rationalisation de l'affichage commercial, vise à dégager cette façade plusieurs fois remaniée.
Élément particulier :	L'immeuble est situé dans deux aires de protection, soit le Mount Stephen Club et la façade des Appartements-Bishop Court (immeuble patrimonial classé). Les travaux seront assujettis à la Loi sur le patrimoine culturel.
Remarque importante :	À la séance du 15 septembre 2016, le comité a émis un avis défavorable à l'égard d'une demande d'avis préliminaire visant à régulariser, par projet particulier, l'ensemble des travaux réalisés sans permis et maintenir l'apparence actuelle du bâtiment. Aux séances du 15 mars 2018, le comité a émis respectivement un avis favorable avec conditions, puis un avis favorable à l'égard d'une version antérieure d'un projet d'agrandissement plus important pour cet immeuble et qui n'a pu être réalisé par la suite.
Considérant que :	La proposition satisfait adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier et de révision de projet.
Considérant que :	Le projet de réhabilitation global est susceptible d'assurer une contribution exemplaire pour la mise en valeur d'un patrimoine bâti résidentiel fortement impacté par la consolidation d'une vocation commerciale festive au courant du 20 ^e siècle.
Considérant que :	La proposition n'a aucun impact supplémentaire sur les conditions environnementales du milieu environnant, en améliorant la qualité du paysage urbain.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> • Déposer un plan d'ensemble plus détaillé de toutes les enseignes projetées. • Réaliser l'ensemble des interventions montrées aux plans à être approuvés par la demande de permis de transformation 3003267999 visant la réhabilitation de la façade donnant sur la rue Crescent. • Réaliser un aménagement paysager végétalisé dans la portion de cour avant dégagée à l'insertion du boulevard De Maisonneuve et de la rue Crescent. 	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1237199002

Unité administrative responsable : Arrondissement de Ville-Marie, Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

Projet : *Projet de régularisation et d'occupation du 1467-1471, rue Crescent*

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? <i>Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.</i> <i>Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.</i> <i>Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.</i>			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? <i>Priorités 14, 19 et 20 : Les régularisations proposées pour cet immeuble permettraient une occupation durable d'un local actuellement vacant, alors que la réhabilitation connexe de la façade « Crescent » de ce bâtiment ancien ainsi que l'amélioration de la façade « De Maisonneuve » amélioreraient la qualité du milieu et augmenteraient le sentiment de sécurité urbaine par l'animation commerciale supplémentaire, le tout renforçant l'attractivité, la prospérité et le rayonnement particulier existants de la rue Crescent, au bénéfice de la collectivité montréalaise et du centre-ville.</i>			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		x	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1239276003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

1. D'accorder, pour le bâtiment situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :

- a. de déroger notamment à l'article 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la distance minimale de 25 m qu'un restaurant doit avoir d'un autre restaurant ;
- b. occuper, avec l'usage restaurant, les étages rez-de-chaussée et mezzanine, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 19 juin 2023;

2. De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour déposer une demande de certificat d'autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-06-23 15:51

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1239276003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'immeuble (PPCMOI) a été déposée afin de permettre l'usage restaurant au rez-de-chaussée du 1215, rue Berri, en dérogeant au contingentement visant l'usage restaurant dans ce secteur.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Site

Le site à l'étude représente un bâtiment mixte de 12 étages, accueillant des commerces au rez-de-chaussée et des logements aux étages supérieurs, au 1211-1215, rue Berri.

Le bâtiment a été construit en 2018 et comprend 81 logements. Il se trouve à 120 m de la station de métro Berri-UQAM. Ce secteur est caractérisé par la présence de rez-de-chaussée commerciaux, que ce soit des services à la personne (soins personnels, banque), des commerces ou des réceptions d'hôtel. À l'arrière du 1211-1215, rue Berri, se trouvent des maisons de ville.

Au niveau réglementaire, le site est dans un secteur mixte autorisant les commerces de faible intensité (M.4C au Règlement d'urbanisme 01-282).

À moins de 25 m du 1215, rue Berri, il existe un restaurant d'hôtel. Ce restaurant n'a pas pignon sur rue; il est accessible depuis l'aire d'accueil de l'hôtel.

Projet

La demande vise à autoriser, via la procédure de PPCMOI, l'usage restaurant en dérogeant au contingentement, empêchant l'établissement d'un restaurant dans le local situé au 1215, rue Berri. Le local comprend une mezzanine. La sortie d'urgence pour ce local se trouve sur la façade avant.

Présentement, le 1215, rue Berri abrite un café qui offre principalement des boissons chaudes, des pâtisseries et une offre de déjeuner et de dîner. Les heures d'ouverture sont de 8h à 18h.

Réglementation

- Dans un secteur M.4C, l'usage restaurant est autorisé de plein droit (art. 207, par. 2).
- Cependant, l'article 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) proscrit l'ajout d'un second restaurant à 25 m ou moins d'un restaurant existant et il existe déjà un restaurant à moins de 25 m.
- Il est toutefois possible de déroger au contingentement pour l'usage restaurant en respectant la procédure de projet particulier de construction, de modification, et d'occupation d'immeubles (PPCMOI).
- Les critères d'évaluation pour le projet particulier (règlement 24-011) sont notamment que le projet respecte le Plan d'urbanisme, qu'il soit compatible avec son milieu d'insertion, la prise en compte des impacts environnementaux (bruit, émanation et circulation) et les avantages des composantes culturelles ou sociales du projet.

JUSTIFICATION

Dans son ensemble, le projet pourrait satisfaire adéquatement aux critères d'évaluation applicables à une demande de projet particulier pour déroger au contingentement de l'usage restaurant.

En effet, l'usage proposé est compatible et complémentaire avec le milieu environnant, soit un secteur à caractère institutionnel et commercial.

L'usage actuel, soit épicerie, est très près de l'usage recherché, restaurant, et il n'a pas créé de plaintes de bruit ou d'odeur depuis que le commerce est en exploitation. La sortie d'urgence étant située sur la façade avant, il n'y a pas de risque d'attroupement à proximité des résidences présentes à l'arrière.

Les nuisances associées à la circulation et à la disponibilité des espaces de stationnement sont atténuées par la présence, à 120 m, d'un service de transport collectif lourd.

Considérant que l'usage restaurant sera exercé sur une artère à caractère institutionnel et commercial;

Considérant que le commerce opère déjà sans qu'aucune plainte de bruit ou d'odeur ait été formulée;

Considérant que le secteur est caractérisé par la présence de locaux vacants et qu'un commerce de type restaurant peut contribuer à sa revitalisation.

Considérant que le projet a reçu un avis favorable des membres du comité consultatif d'urbanisme lors d'une présentation le 8 juin 2023.
Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande.

Dispositions susceptibles d'approbation référendaire et examen de conformité :

Ce projet contient des objets susceptibles d'approbation référendaire en vertu du paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et d'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), à savoir l'usage. Il n'est toutefois pas visé par le paragraphe 2° de l'article 2 du Règlement sur l'examen de la conformité aux objectifs du schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal (RCG 15-073) et est conforme aux objectifs du Schéma d'aménagement ainsi qu'aux dispositions de son document complémentaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements liés à la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une assemblée de consultation publique aura lieu le 23 août prochain.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes réalisées

8 juin 2023 : Présentation de la demande de PPCMOI au comité consultatif d'urbanisme

Étapes à venir

4 juillet 2023 : Conseil d'arrondissement – Premier projet de la résolution

Assemblée de consultation publique le 23 août 2022

12 septembre 2023 : Conseil d'arrondissement – Deuxième projet de la résolution

Période d'approbation référendaire

10 octobre 2023 : Conseil d'arrondissement – Adoption de la résolution

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
conseiller(ère) en aménagement

Tél : 514-872-0000

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-06-21

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :

438-351-3263

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-06-22

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 4 juillet 2023

Résolution: CA23 240276

Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1^{er} projet de résolution

Il est proposé par Serge Sasseville

appuyé par Alia Hassan-Cournol

D'adopter le premier projet de résolution à l'effet :

- 1) D'accorder, pour le bâtiment situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation de :
 - a) déroger notamment à l'article 266 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) relativement à la distance minimale de 25 m qu'un restaurant doit avoir d'un autre restaurant;
 - b) occuper, avec l'usage restaurant, les étages rez-de-chaussée et mezzanine, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 19 juin 2023;
- 2) De fixer un délai maximal de 60 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour déposer une demande de certificat d'autorisation, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Adoptée à l'unanimité.

40.09
pp 467
1239276003

Katerine ROWAN

Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 juillet 2023

Dossier # : 1239276003

Unité administrative responsable : Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme

Objet : Adopter une résolution autorisant l'usage restaurant pour le local situé au 1215, rue Berri, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble



1215-Berri_Cafe Leo_Plans_POUR PERMIS_estampillés.pdf



PV CCU - 2023-06-08 - PP - 3003267980.pdf



1215-Berri_Cafe Leo_Plans_POUR PERMIS_estampillés.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andréanne MALTAIS TREMBLAY
conseiller(ere) en aménagement

Tél : 514-872-0000
Télécop. :

SUPERFICIES:
 RDC- 1566 SF (145.5 M2)
 MEZZANINE- 443 SF (41.2 M2)
 TOTALE- 2009 SF (186.7 M2)

Une salle à déchets dans le sous-sol du bâtiment remplit toutes les exigences du Règlement CA-24-085 (53).

- NOTES:**
- BÂTIMENT EXISTANT- CLOISONS AUTOUR DU PÉRIMÈTRE DU LOCAL ET COMPOSITIONS DES PLANCHERS SONT DES COMPOSITIONS DE 2-HEURES COUPE-FEU (SELON LES DOCUMENTS DU BÂTIMENT EXISTANT DONNÉS À L'ARCHITECTE). LA MEZZANINE ET L'ESCALIER SONT DES CONDITIONS EXISTANTES.
 - LES DIMENSIONS INDIQUÉES SONT DE LA FACE FINIE DES CLOISONS.
 - COMPOSITION DES NOUVELLES CLOISONS- 3 5/8" STUD MÉTALLIQUE, AVEC 1/2" GYPSE DE CHAQUE CÔTÉ. CLOISONS DES WCs CONTINUE DU PLANCHER AU PLAFOND. LES AUTRES CLOISONS SERONT PLANCHER-PLAFOND OU À 8' DU PLANCHER, À DÉTERMINER PAR LE CLIENT.

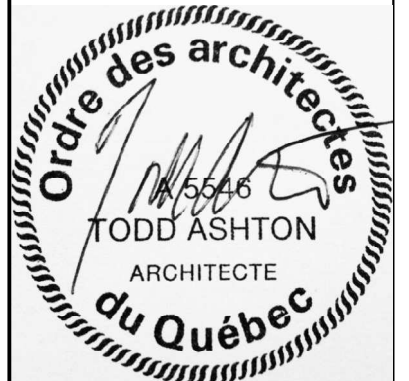
VILLE DE MONTRÉAL
 ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 JUIN 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
 ET MOBILITÉ

CAFE LEO
 215 rue Berri
 Montréal, QC

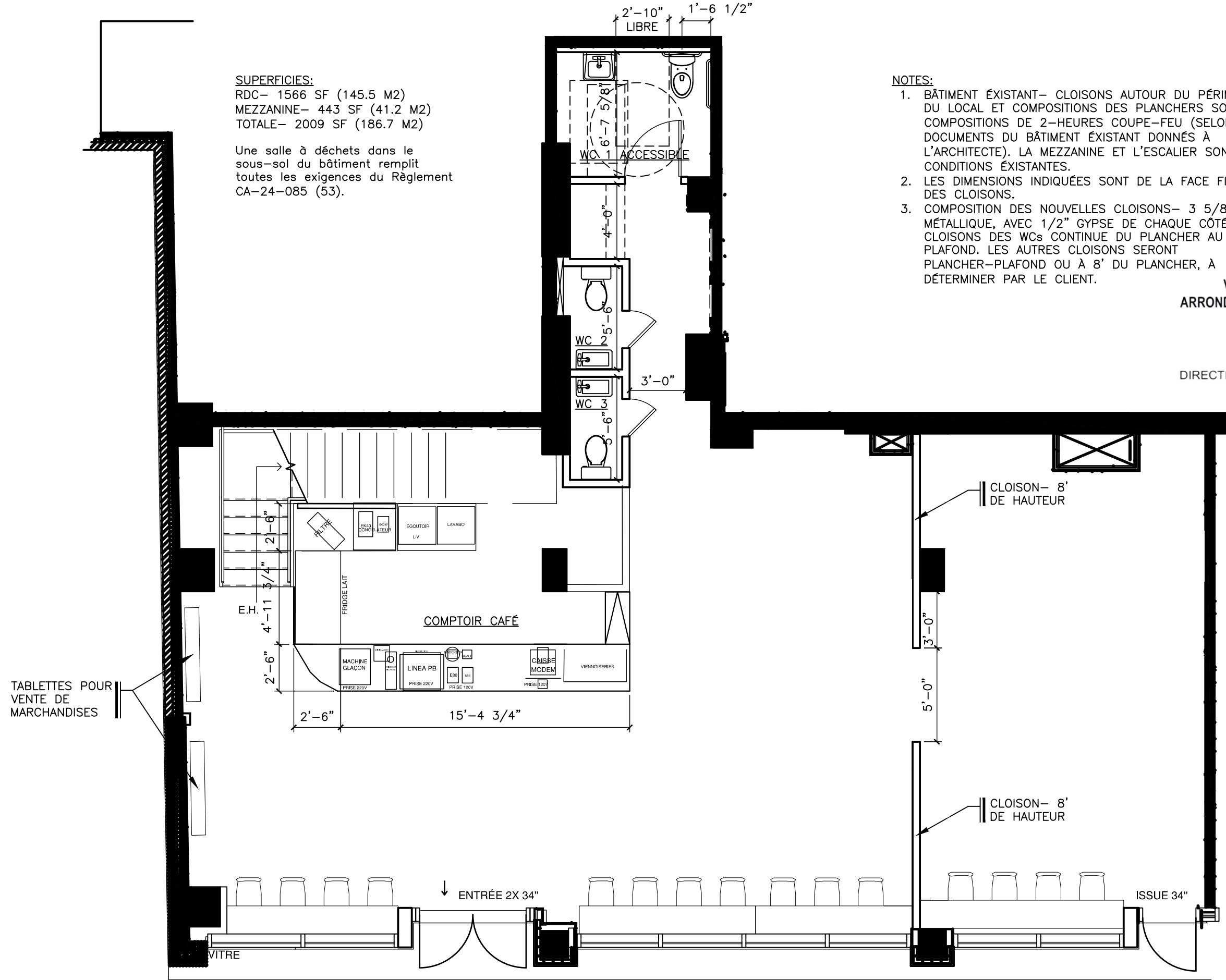
RÉVISION
 12 JAN. 2022 - POUR PERMIS

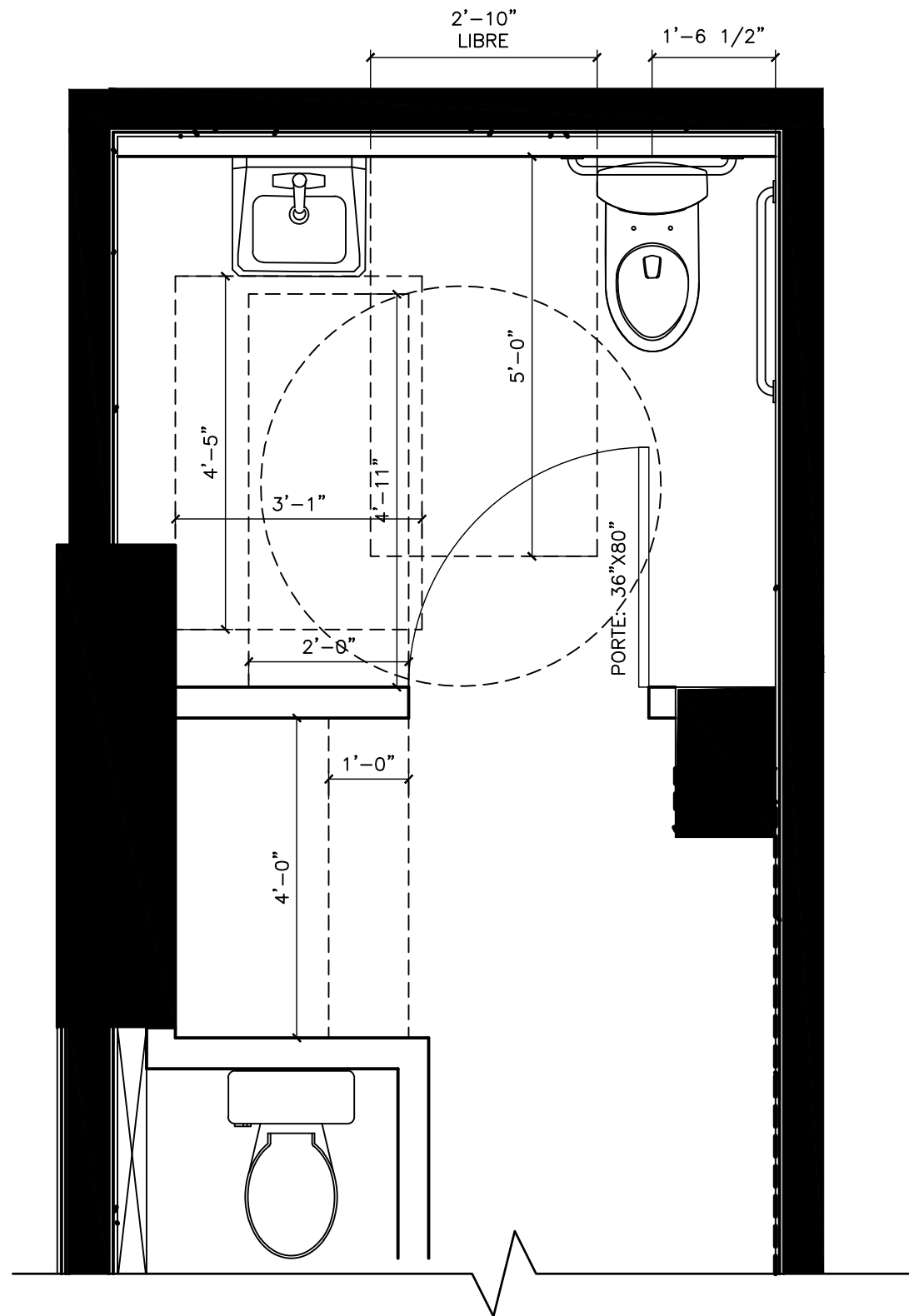


TODD ASHTON, ARCHITECTE
 7814 BLOOMFIELD
 MONTRÉAL, QC H3N 2H5
 T: 514-690-5986
 todd.ashton73@gmail.com

TITRE PLAN-R.D.C. ECHELLE 3/16"=1'-0"

A200





WC ACCESSIBLE

PLAN

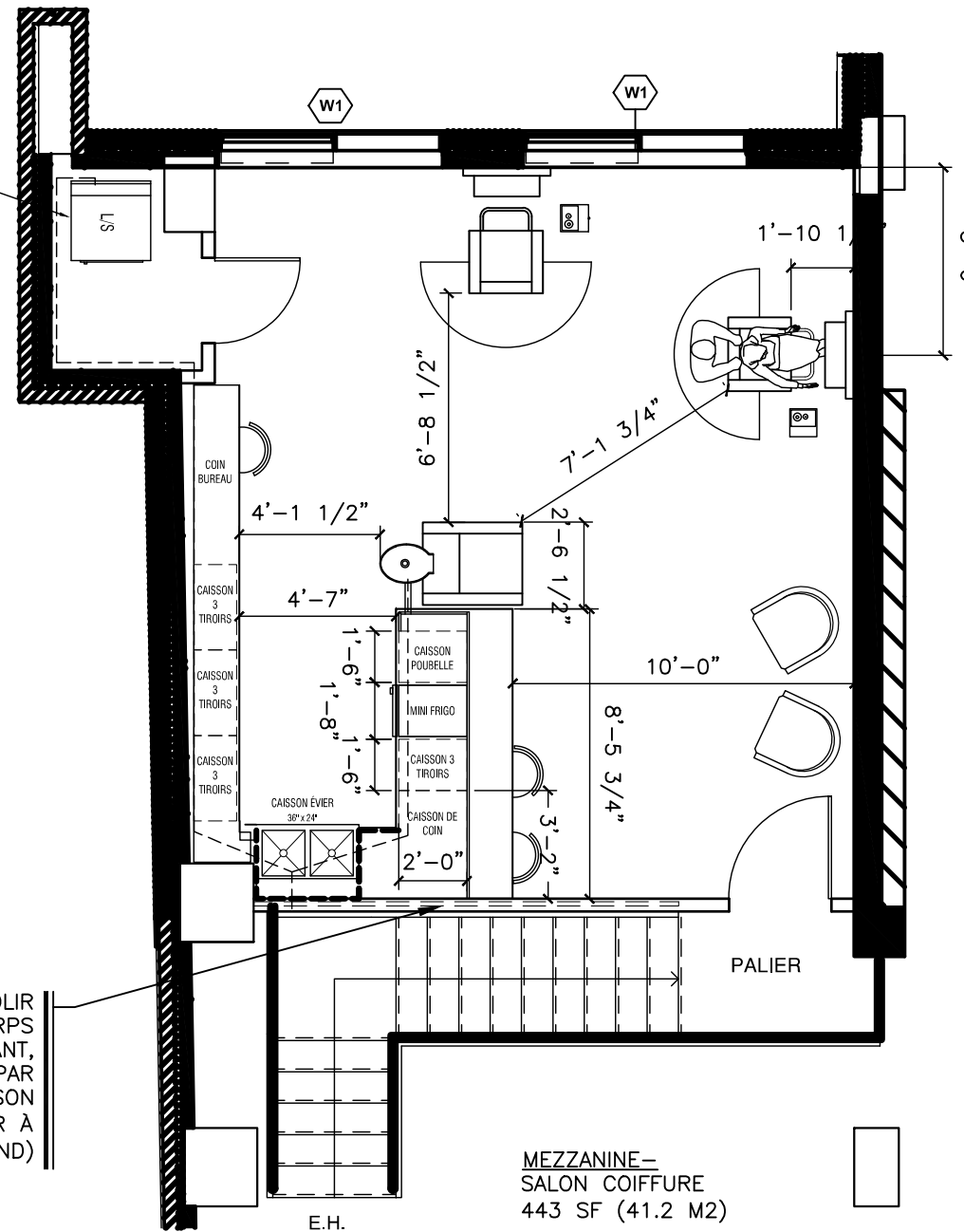
1/2"=1'-0"

2

A201

RACCORDEMENT DE PLOMBERIE POUR LA LAVEUSE LE LONG DES MURS ET SOUS LES CAISSONS. PRÉVOIR COUP DE PIED PLUS HAUT.

DÉMOLIR GARDE-CORPS EXISTANT, REMPLACER PAR NOUVELLE CLOISON (PLANCHER À PLAFOND)



MEZZANINE -
SALON COIFFURE
443 SF (41.2 M2)

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 JUIN 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET MOBILITÉ

PLAN MEZZANINE

ELEVATION

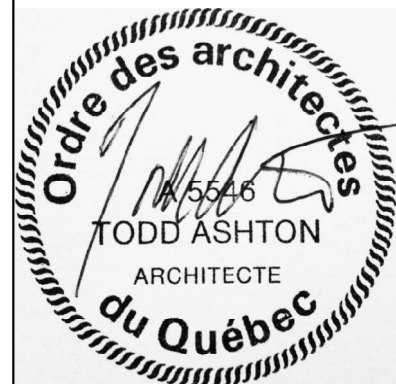
3/16"=1'-0"

1

A-201

CAFE LEO
215 rue Berri
Montréal, QC

RÉVISION
12 JAN. 2022 - POUR PERMIS



TODD ASHTON, ARCHITECTE
7814 BLOOMFIELD
MONTRÉAL, QC H3N 2H5
T: 514-690-5986
todd.ashton73@gmail.com

TITRE ECHELLE

PLAN- WC +
MEZZANINE

A201

ACCESSOIRES DE SALLE DE BAIN

	UNITÉ	SUPPLIER	MODÈLE		UNIT DESCRIPTION	SUPPLIER	MODEL #
1	TOILET PAPER DISPENSER AND SAN. DISPOSAL UNIT (ALL WCS)	*BOBRICK	B-3094	6	GRAB BAR ANCHORS	*BOBRICK	B-252-30
2	SOAP DISPENSER	*PER LAV.	LAVATORY MOUNTED, COMPATIBLE WITH LAVATORY	7	COAT HOOK (MOUNT 4'-0" A.F.F.)	*BOBRICK	B-542
3	HANDS FREE DRYER	*BOBRICK	B-7125	8	BABY CHANGING STATION	*BOBRICK	KB-200-SS
4	MIRROR	*BOBRICK	B-2908-1639	9	GARBAGE BIN - SEMI-RECESSED	*BOBRICK	B-43644
5	GRAB BAR	*BOBRICK	SEE ELEVATIONS FOR CONFIGURATION -	10	UTILITY SHELF	*BOBRICK	B-295X14
*NOTE: OU SIMILAIRE, CONSULTER LE CLIENT POUR APPROBATION				11	PIPE INSULATION	*PER LAV.	LAVATORY MOUNTED, INSURE COMPATIBLE WITH LAV.
				12	GARBAGE BIN - FULLY-RECESSED	*BOBRICK	B-35643
				13	GARBAGE BIN - SURFACE MOUNTED	*BOBRICK	B-35649

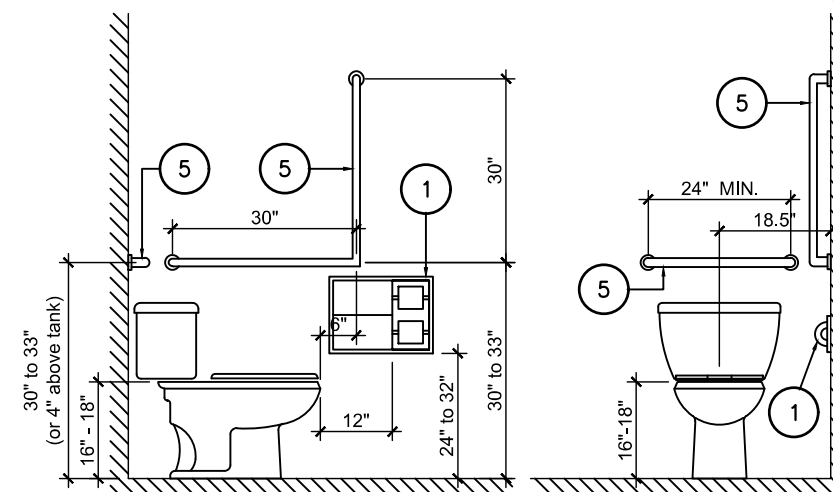
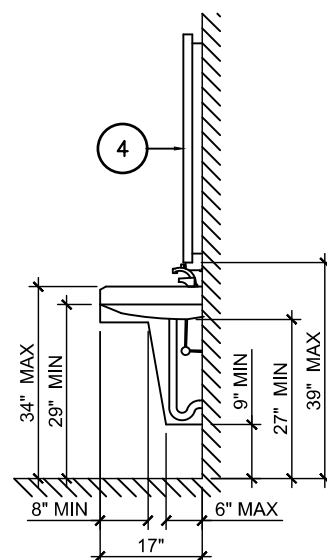
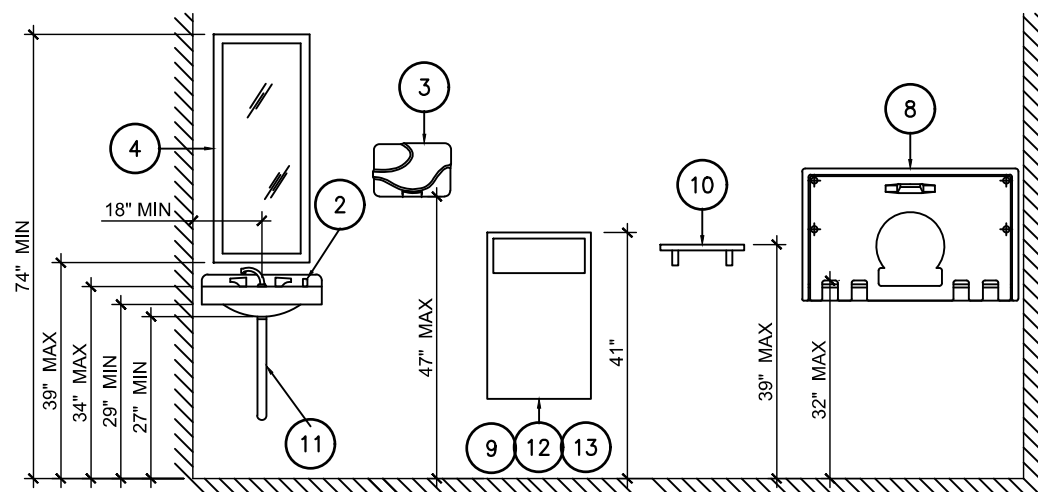
NOTES GÉNÉRALES WCs:

- TOUTES LES TOILETTES, ROBINETS, DISTRIBUTEURS DE SAVON, SÉCHOIRS À MAIN SONT AUTOMATIQUES
- INSTALLER LES SUPPORTS NÉCESSAIRES DANS LES CLOISONS POUR FIXER LES FIXTURES ET ACCESSOIRES
- TOUTS LES ACCESSOIRES ET FIXTURES À ÊTRE SÉLECTIONNÉS PAR LE CLIENT. ACCESSOIRES NOTÉS CI-DESSUS SONT À TITRE DE RÉFÉRENCE

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE

19 JUIN 2023

DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET MOBILITÉ



**WC ACCESSIBLE
+ ACCESSOIRES WC**

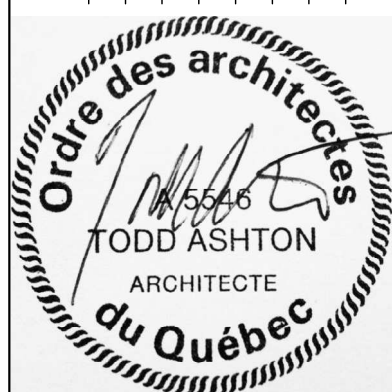
ELEVATION

3/8"=1'-0"

1
A-202

CAFE LEO
215 rue Berri
Montréal, QC

RÉVISION
12 JAN. 2022 - POUR PERMIS



TODD ASHTON, ARCHITECTE
7814 BLOOMFIELD
MONTRÉAL, QC H3N 2H5
T: 514-690-5986
todd.ashton73@gmail.com

TITRE
PLAN- WC
ACCESSIBLE

A202

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
8 juin 2023
3003267980
4.2.1

Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1215, rue Berri
Responsable :	Andréanne Maltais-Tremblay
Description :	<p>La demande concerne un bâtiment mixte de 12 étages. Un établissement situé au rez-de-chaussée détient actuellement un certificat d'occupation autorisant l'usage « épicerie » alors que l'usage commercial réellement exercé est plutôt « restaurant ».</p> <p>Dans ce secteur, l'usage restaurant fait l'objet d'un contingentement qui exige une distance minimale de 25 m avec un autre restaurant et un autre restaurant opère déjà à moins de 25 m. La demande vise donc à autoriser, via la procédure de PPCMOI, l'usage « restaurant » en dérogeant au contingentement existant.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'usage restaurant sera exercé sur une artère à caractère institutionnelle et commerciale.
Considérant que :	Le commerce opère déjà sans qu'aucune plainte de bruit ou d'émanation ait été formulée.
Considérant que :	Le secteur est caractérisé par la présence de locaux vacants et qu'un commerce de type restaurant peut contribuer à sa revitalisation.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire



Dossier # : 1234869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Centre Bell)

1) D'accorder pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell, situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal, conformément au Règlement sur les projets particuliers de contribution, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011), l'autorisation:

- a) déroger notamment aux articles 90, 97.2, 499, 501, 502, 504, 505, 508, 514, 515, 516, 524, 527, 537, 538 et 539 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282);
- b) d'installer les enseignes et installer les 4 ruches, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 24 août 2023;

2) D'assortir cette autorisation des conditions suivantes:

- a) La superficie maximale d'affichage autorisée est de 894,08 m² soit :
 - i) 62,9 m² pour la façade de la rue de la Montagne;
 - ii) 253,1 m² pour la façade de l'avenue des Canadiens-de-Montréal;
 - iii) 480,4 m² pour la façade de la cour Rio Tinto;
 - iv) 97,68 m² pour la façade de la rue Saint-Antoine.
- b) L'enseigne peinte, d'une superficie équivalente à 422,4 m² ne peut être remplacée par un autre type d'enseigne. Si elle est retirée, il faut enlever toute trace de peinture visible, utilisée pour cette enseigne;
- c) Seul un établissement situé à l'intérieur du site visé tel qu'illustré au plan intitulé « Périmètre d'application du PPCMOI » peut être annoncé;
- d) Installer les 4 ruches, le tout substantiellement conforme aux plans estampillés par l'arrondissement le 24 août 2023;

3) De fixer un délai maximal de 24 mois, à compter de la date d'adoption de la présente autorisation, pour compléter les travaux visés par celle-ci, à défaut de quoi, elle sera nulle et sans effet.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-08-31 11:05

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1234869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Centre Bell)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de PPCMOI a été déposée afin de permettre de régulariser l'affichage en place et ceux à venir pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell, situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal. La propriété se trouve dans l'unité de paysage Centre-ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA20 240323 - 8 juillet 2020 - Adopter une résolution afin de régulariser une exigence par rapport à une servitude de passage exigée par le Règlement (9381), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (1280, avenue des Canadiens-de-Montréal) - 1204869002

CA11 240757 - 12 décembre 2011 - Adopter une résolution autorisant la construction d'une tour mixte (commerce et habitation) adjacente au Centre Bell, sur l'emplacement au sud-est de l'intersection de la rue de la Montagne et de l'avenue des Canadiens-de-Montréal en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble - 1114400021

9381 - 13 mai 1993 - Règlement autorisant la construction, la modification et l'occupation à des fins d'équipements de sport et de loisirs, de transport, de commerces et de bureaux des immeubles situés dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Antoine Ouest, de la Montagne, de La Gauchetière Ouest et Peel

DESCRIPTION

Le site

Le bâtiment du Centre Bell construit au début des années 90 abrite des espaces voués aux divertissements sportifs et culturels d'envergure, ce qui explique la particularité de son volume non conventionnel par rapport aux bâtiments à vocation commerciale qu'on retrouve sur le territoire. Depuis sa construction, le secteur dans lequel il est implanté a évolué notamment par la construction de plusieurs terrains de stationnement qui se trouvaient tout autour de ce dernier. La densification du secteur par la construction de nouvelles tours à l'arrivée de nouveaux occupants a sans doute été l'élément déclencheur de plusieurs investissements dans le secteur, dont le réaménagement de l'avenue des Canadiens-de-

Montréal. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) est un partenaire financier important dans ce projet ayant comme intérêt principal la relance du centre-ville dans le contexte post-pandémique. Bref, le Centre Bell est un générateur d'achalandage majeur pour Montréal qui se traduit notamment par son important rayonnement dans la métropole ainsi que son importance dans le développement touristique.

Le projet

La demande vise à régulariser les enseignes en place et à venir dans une vision à long terme d'affichage. Cette réflexion tient compte du contexte actuel tant au niveau des récentes constructions que la diminution de l'utilisation de l'automobile comparativement à l'époque où le Centre Bell a été construit. À cet effet, la proposition d'affichage s'articule autour des endroits piétonnés, soit l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la cour Rio Tinto. Désormais, l'affichage s'inscrit dans une logique piétonne et non plus à l'échelle automobile. Dans cette même vision, certaines enseignes seront retirées, soit l'équivalent de 83,32 m² et d'autres seront ajoutées sur une superficie de 38,16 m². Les nouvelles d'enseignes seront principalement des enseignes électroniques situées sur les stèles existantes en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et près de l'entrée du bâtiment, dans la cour Rio Tinto.

Le cadre réglementaire

La proposition prévoit des dérogations au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) notamment aux articles suivants:

- (art.90) La pierre et la maçonnerie servant de parement à une façade ne doivent pas être peintes;
- (art.97.2) Interdiction d'obstruer les ouvertures par du plastique, du papier ou du carton;
- (art.499) La superficie maximale est de 10 m² lorsqu'il y a présence d'enseignes électroniques;
- (art.501) Une enseigne sur façade doit être installée plus bas que l'allège de fenêtre du 2^e étage;
- (art.502) Une enseigne doit être installée sur la façade comportant l'entrée principale de l'établissement soit, l'avenue des Canadiens-de-Montréal;
- (art.504) Une enseigne sur vitrage est autorisée si la hauteur est inférieure à 6 m, qu'elle est formée de formes détachées, qu'elle obstrue un maximum de 2 m² et 25% du vitrage;
- (art.505) Une enseigne ne doit pas excéder une hauteur de 16 m;
- (art.508) Un maximum d'une enseigne en saillie et 2 enseignes à plat par établissement;
- (art.514) Dans l'unité de paysage CV, une seule enseigne au sol est autorisée;
- (art.515) Un seul support d'enseigne au sol est autorisé par bâtiment;
- (art.516) Une enseigne au sol doit avoir une hauteur maximale de 2,4 m et avoir un dégagement de 0,3 m du trottoir est autorisé;
- (art.524) Une enseigne rétroéclairée doit être opaque et seule une lettre, un symbole, un logo ou une forme peut être éclairée;
- (art.527) Enseigne électronique;
- (art.537) Une enseigne annonçant le nom d'un immeuble ou le nom d'occupant d'un immeuble peut être installée sur un bâtiment à une hauteur supérieure à 16 m selon certaines conditions;
- (art.538) La superficie maximale d'une enseigne visée à l'article 537 est déterminée par la formule 0,11 m² x hauteur au-dessus du niveau du sol;
- (art.539) Une enseigne visée à l'article 537 peut être vue en Titre VIII si elle ne dépasse pas la superficie maximale prévue à l'article 538.

Avenue des Canadiens-de-Montréal

Actuellement (juillet 2023)

- Nombre d'enseignes: 21 (incluant l'enseigne peinte)
- Superficie: 264,02 m²

Proposition (PPCMOI)

- Nombre d'enseignes: 18 (incluant l'enseigne peinte)
- Superficie: 253,1 m²

Diminution de 10,92 m² (4,14 %)

Cour Rio Tinto

Actuellement (juillet 2023)

- Nombre d'enseignes: 9 (incluant l'enseigne peinte)
- Superficie: 475,7 m²

Proposition (PPCMOI)

- Nombre d'enseignes: 11 (incluant l'enseigne peinte)
- Superficie: 480,4 m²

Ajout de 4,7 m² (0,98 %)

Rue Saint-Antoine Ouest

Actuellement (juillet 2023)

- Nombre d'enseignes: 13
- Superficie: 172,9 m²

Proposition (PPCMOI)

- Nombre d'enseignes: 11
- Superficie: 97,68 m²

Diminution de 75,61 m² (43,64 %)

Rue de la Montagne

Actuellement (juillet 2023)

- Nombre d'enseignes: 2
- Superficie: 62,9 m²

Proposition (PPCMOI)

- Nombre d'enseignes: 2
- Superficie: 62,9 m²

Diminution/ajout de 0 %

JUSTIFICATION

De manière générale, les paramètres d'affichage prescrits au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) réfèrent aux commerces typiques aux abords des artères commerciales. Or, avec son volume imposant, son unicité et son rayonnement à grande échelle, le bâtiment qui abrite l'amphithéâtre du Centre Bell rend difficile l'applicabilité des normes d'affichage en vigueur. Pour cette raison, l'utilisation de la procédure de PPCMOI

est requise et permet d'assurer une intégration dans son contexte environnant.

La superficie d'enseigne proposée équivalente à 894,08 m², dépasse largement le maximum autorisé pour ce bâtiment. Cette superficie comprend les enseignes déjà installées, celles à retirer ainsi que les nouvelles à venir, qui requièrent un certificat d'autorisation d'enseigne. Cette dérogation s'explique notamment par la dimension du bâtiment ainsi que son implantation qui est bordée par 3 voies publiques ainsi qu'un mur face à une cour intérieure accessible au public.

Bien qu'il y ait une volonté de concentrer l'affichage sur la façade principale en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal ainsi que le mur qui borde la cour Rio Tinto, les normes prescrites dans le Règlement d'urbanisme rendent difficile son application. Entre autres, la présence de l'enseigne d'approximativement 422,4 m² peinte sur le mur de maçonnerie dépasse à elle seule le maximum prescrit. Cette enseigne intitulée «Génération glorieuse!» est accessoire à l'usage «aréna» financée par la CCMM et réalisée par deux entreprises locales, représente l'histoire du hockey à Montréal dans notre culture. L'importante superficie dédiée à cette enseigne peinte s'explique par la volonté de marquer dans l'espace urbain la fierté collective envers l'institution des Canadiens de Montréal et son statut identitaire, culturel et historique. À noter que si cette enseigne était peinte sur un autre bâtiment que le Centre Bell, celle-ci pourrait être considérée comme une murale et se conformer à la réglementation d'urbanisme si le logo ou le nom de l'institution des Canadiens de Montréal n'était pas illustré.

La proposition à l'étude participe à l'amélioration du paysage urbain par le retrait d'enseignes équivalant à 83,32 m² et par la volonté de concentrer l'affichage sur la façade principale ainsi que le mur donnant sur la cour Rio Tinto. L'utilisation de la procédure de PPCMOI vient cristalliser la proposition d'affichage à long terme, ce qui permettra d'éviter le changement ou l'apparition de nouvelles enseignes. Par ailleurs, et afin de contribuer à l'amélioration des conditions environnementales, 4 ruches d'abeilles seront installées sur le toit du bâtiment pour contribuer à la biodiversité par l'ajout d'insectes pollinisateurs au cœur de la ville.

Considérant que l'applicabilité des normes d'affichage au Règlement d'urbanisme (01-282) n'est pas adaptée pour les établissements comme le Centre Bell;

Considérant que la proposition vise le retrait de 83,32 m² d'affichage;

Considérant que l'utilisation de la procédure de PPCMOI permet de cristalliser la proposition d'affichage à long terme.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable à l'égard de cette demande aux conditions suivantes:

- L'enseigne peinte, d'une superficie équivalente à 422,4 m² ne peut être modifiée que par le remplacement d'une autre enseigne peinte ou par le nettoyage de la maçonnerie afin de retrouver son état d'origine.
- Seul un établissement situé à l'intérieur du site visé par l'autorisation ou un contenu culturel peut être annoncé.

Lors de la séance du comité consultatif d'urbanisme qui s'est tenue le 13 juillet 2023, les membres ont émis un avis favorable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement - Adoption du 1er projet de résolution;
Affichage sur l'emplacement;
Avis public;
Assemblée publique de consultation;
Conseil d'arrondissement - Adoption de la résolution finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

Le : 2023-08-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-08-30

Dossier # : 1234869004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution autorisant l'affichage pour le bâtiment occupé principalement par le Centre Bell situé au 1909, avenue des Canadiens-de-Montréal, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (Centre Bell)



PV CCU - 2023-07-13 - PP - 3003262523.pdf



1234869004- Grille d'analyse Montréal 2030 - Google Documents.pdf



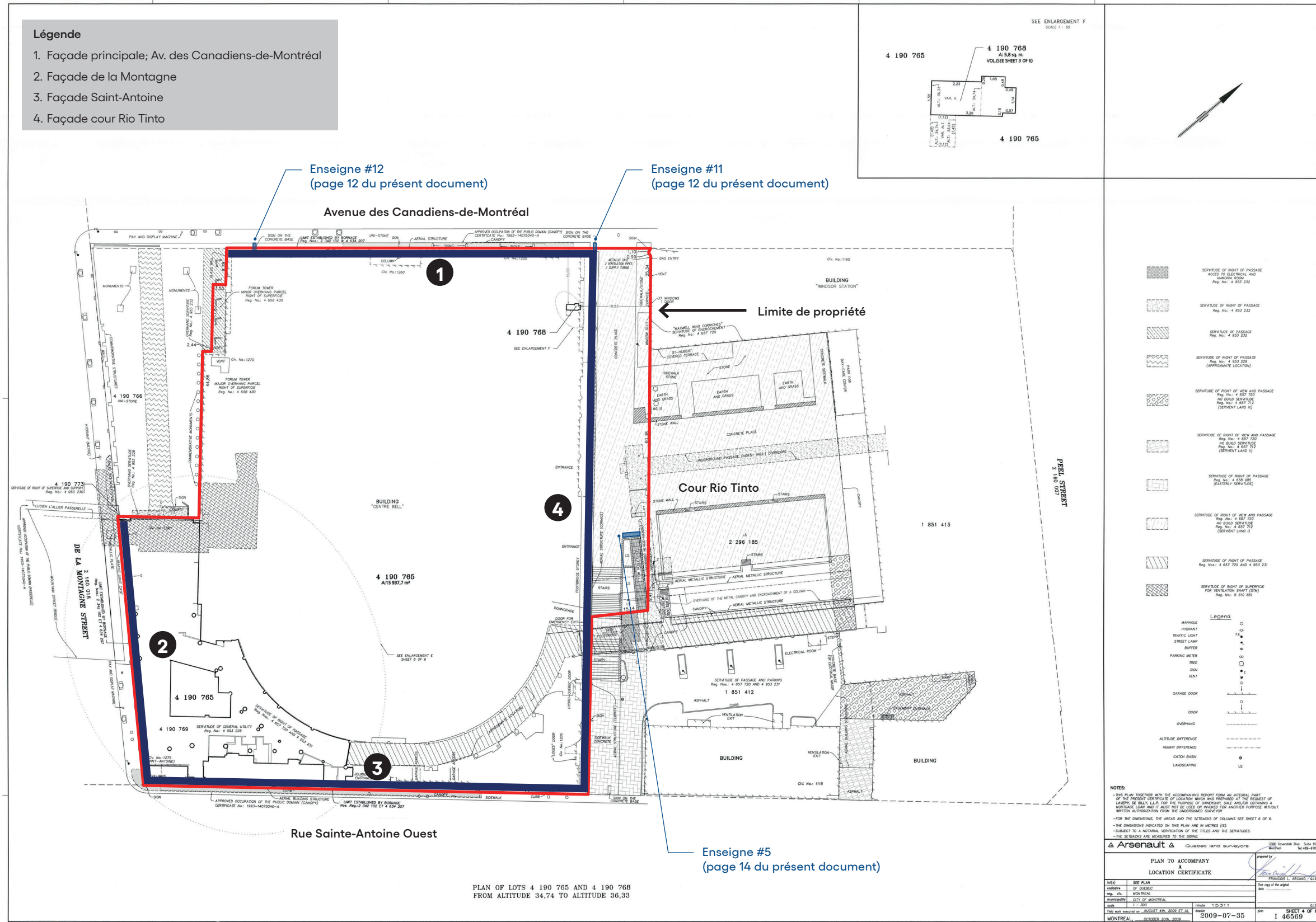
Plans estampillés 24 août 2023_1234869004.pdf

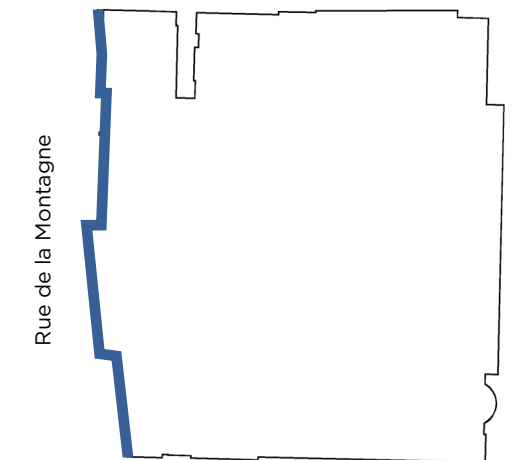
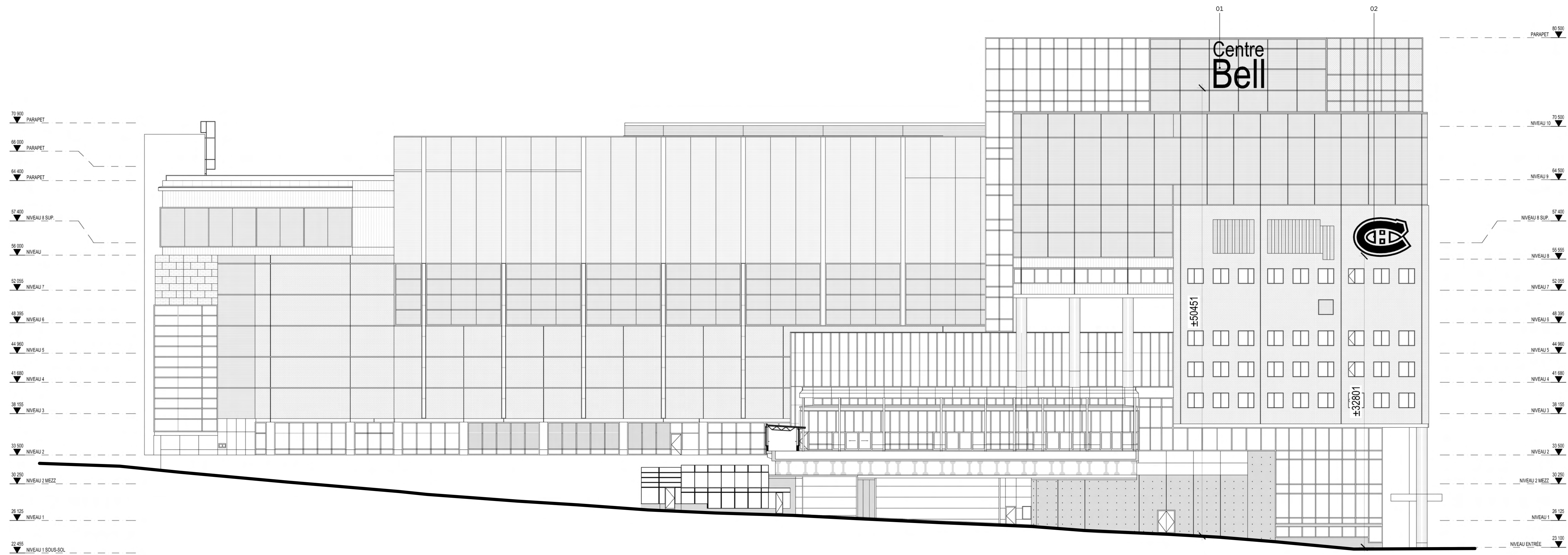
RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BEAULIEU
Conseillère en aménagement

Tél : 438 824-4931
Télécop. :

Périmètre d'application du PPCMOI





Echelle : 1:250

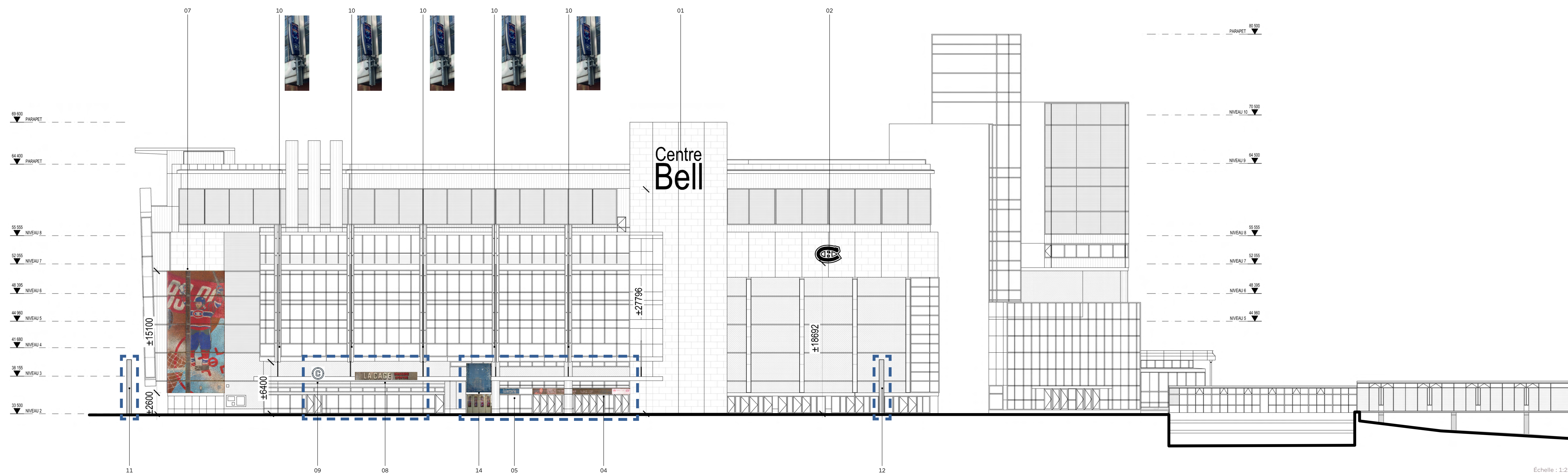
01
Centre
Bell

Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	À plat Symbole détaché	1	6,25m x 5,28m	33m²

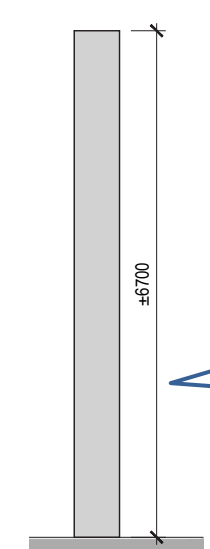


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Canadiens de Montréal	À plat Symbole attaché	1	6,5m x 4,6m	29,9

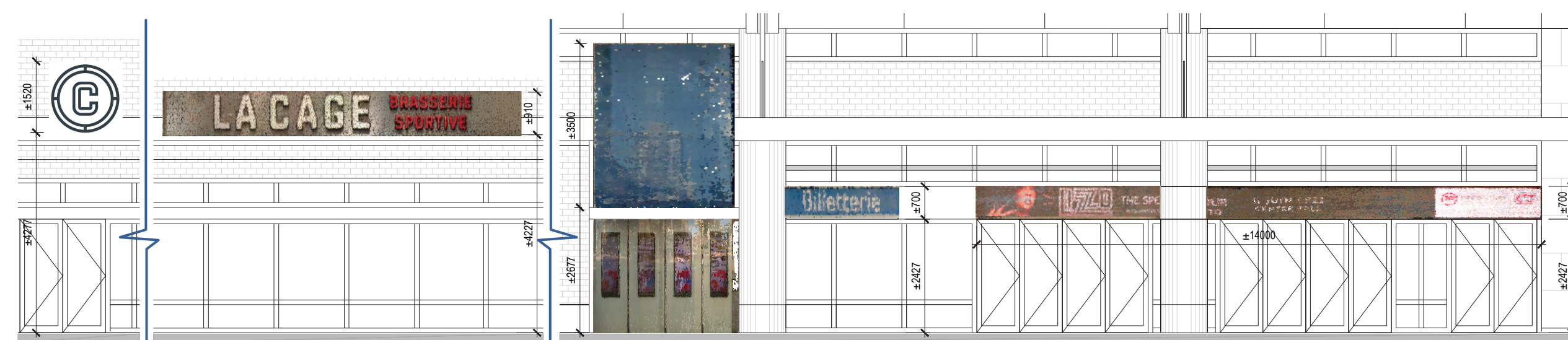
Note: le bâtiment construit peut présenter une divergence par rapport aux élévations qui datent de 1993.



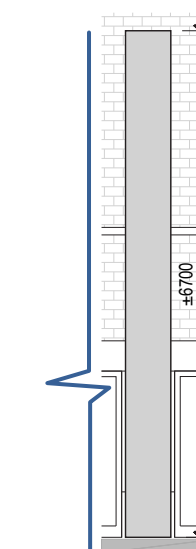
Echelle : 1:250



11 Centre Bell



09 La Cage 08 La Cage 14 Affiche électronique 05 Billetterie 04 Affiche numérique

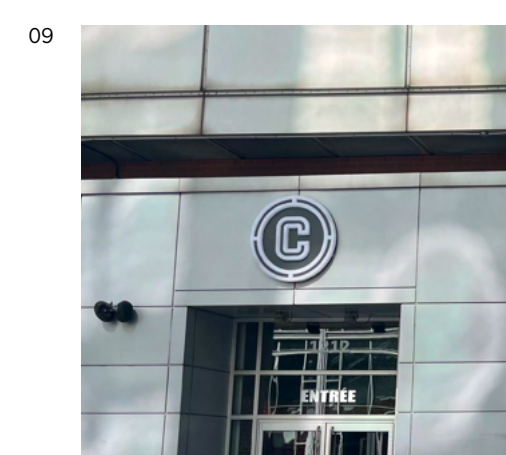


12 Centre Bell



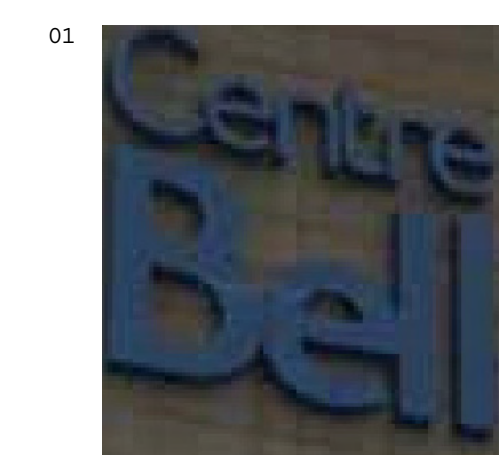
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	Sur socle Symbole détaché Écran numérique	1 (2 faces chacune)	1,2m x 6,7m (x2)	16,08m²

*Enseigne empiète dans le domaine public

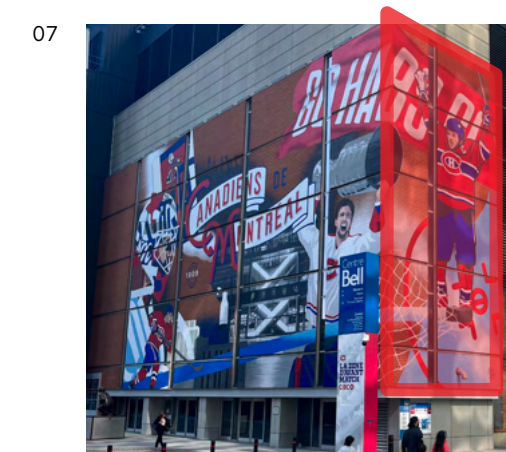


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
09 La Cage	Médallion (à plat) et lumineux Symbole détaché	1	1,52m x 1,52m	2,31m²
08 La Cage	À plat et éclairé Symbole détaché	1	7,62m x 0,91m	6,93m²
14 Affiche numérique	À plat	5	Grand écran (1) : 3m x 3,5m (x2) Petits écrans (4) : 0,5m x 1,2m (x2)	25,8m²
05 Billetterie	À plat	1	0,4m x 2,2m	0,9m²
04 Affiche numérique (portes principales)	À plat et électronique	1	0,7m x 14m (x2)	Nouveau : 19,6m²

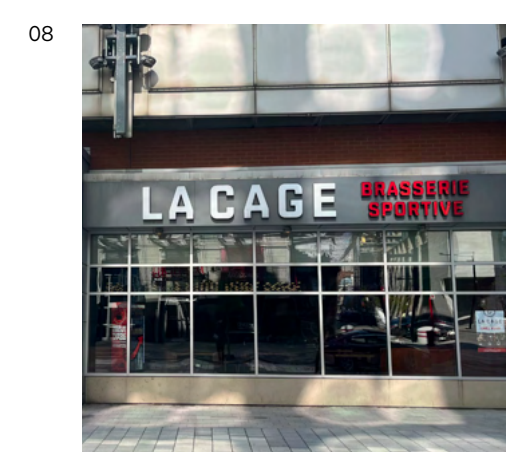
*Enseigne directionnelle non considérée dans la superficie totale d'affichage



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	À plat et lumineuse Enseigne située à plus de 16m Symbole détaché	1	6,25m x 5,28m	33m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Murale	Peinte	1	6,42m x 15,04m	96,4m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
05 Billetterie	À plat	1	0,4m x 2,2m	0,9m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Canadiens de Montréal	À plat et lumineuse Enseigne située à plus de 16m Symbole attaché	1	3,4m x 2,35m	7,99m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	En saillie et lumineuse	5 (2 faces chacune)	0,97m x 2,98m	28,91m²



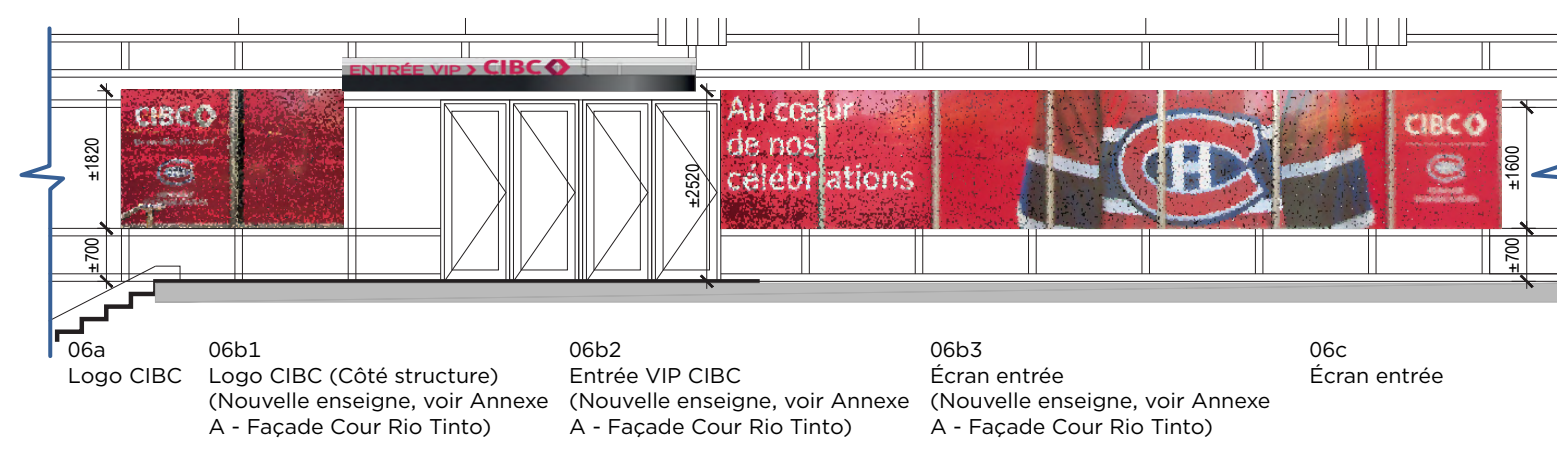
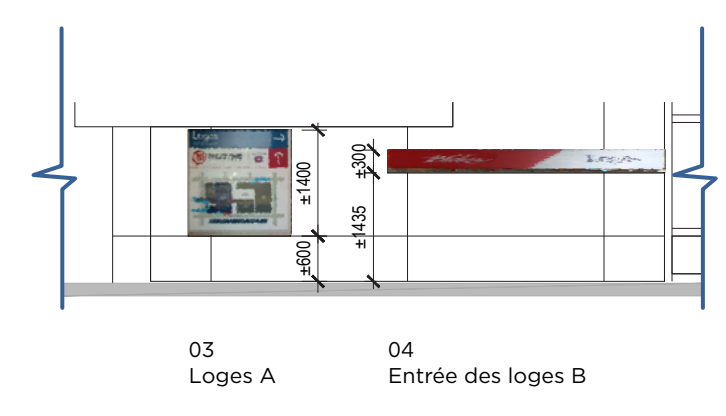
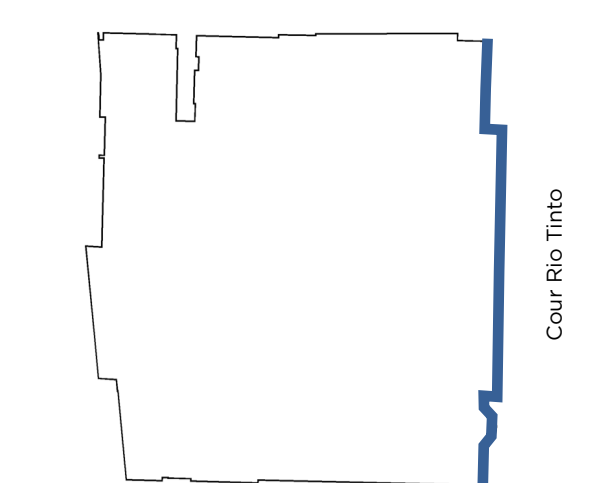
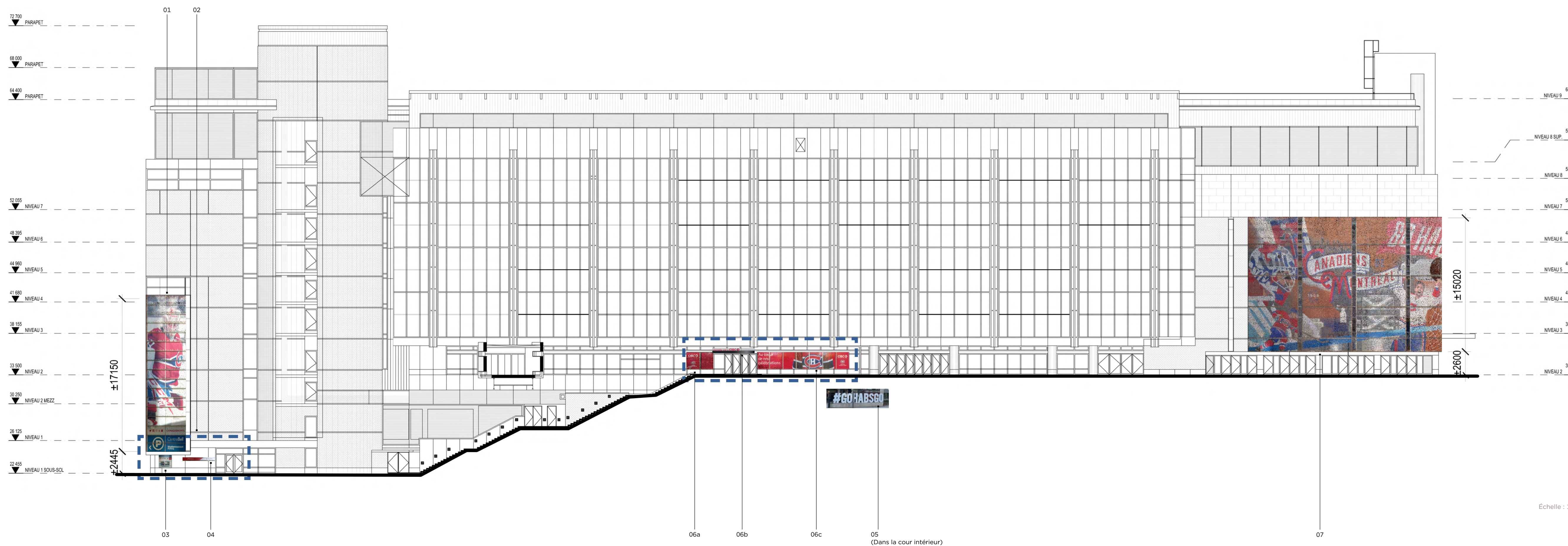
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
04 Affiche numérique	À plat et électronique	1	0,7m x 14m (x2)	Nouveau : 19,6m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	Sur socle Symbole détaché	1 (2 faces chacune)	1,2m x 6,7m (x2)	16,08m²

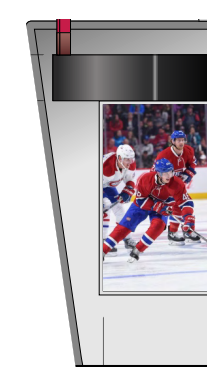
*Enseigne empiète dans le domaine public

Élévation latérale gauche - Façade Cour Rio Tinto



Echelle : 1:250

06b3

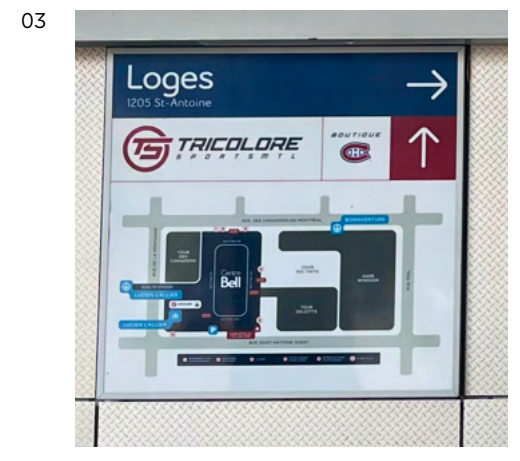


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Écran entrée	À plat sur structure et électronique	1	1m x 1,75m (x2)	3,5m ²

*Nouvelle enseigne, voir Annexe A - Façade Cour Rio Tinto



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Carey Price	À plat	1	5,74m x 17,55m	100,7m ²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Loges A et plan	À plat Symbole attaché	1	1,35m x 1,4m	1,9m ²



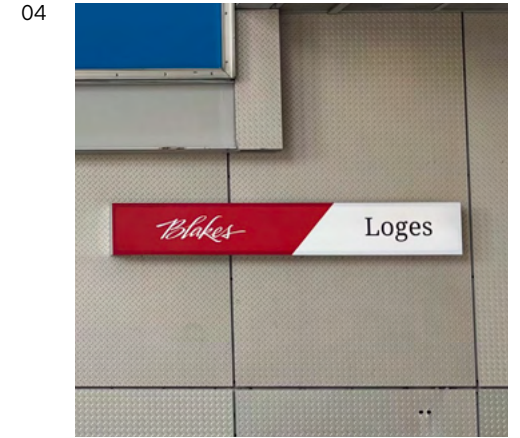
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Affichage CIBC en vitrine	À plat Symbole attaché	1	1,82m x 2,93m	5,3m ²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Affichage CIBC en vitrine	À plat Symbole attaché	1	1,82m x 10,31m	18,8m ²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Stationnement	À plat Symbole attaché	1	5,74m x 2,11m	12,1m ²

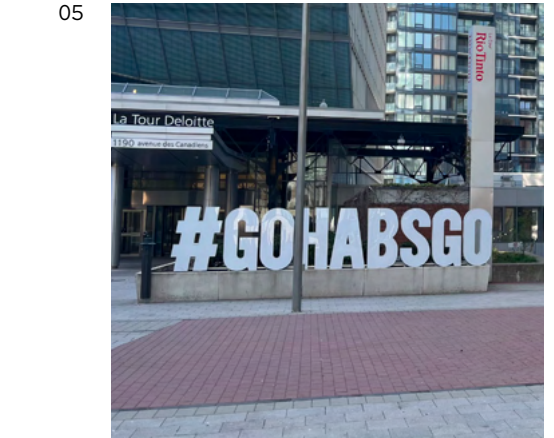


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Entrée des loges B	À plat Symbole attaché	1	3,66m x 0,3m	1,1m ²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Logo CIBC (Côté structure)	À plat Symbole détaché	1	1,5m x 0,4m	0,6m ²

*Nouvelle enseigne, voir Annexe A - Façade Cour Rio Tinto

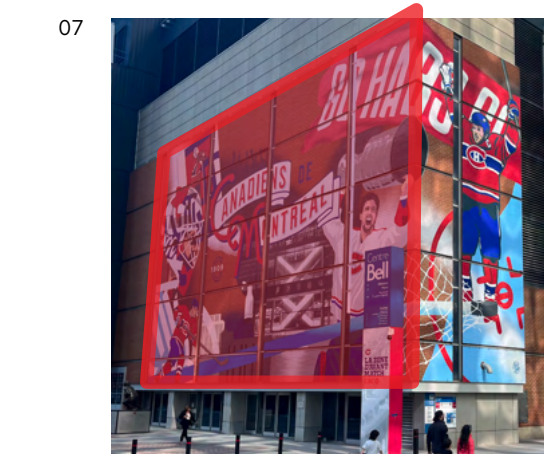


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
#GOHABSGO	Sur socle	1	6,5m x 1,3m	8,5m ²



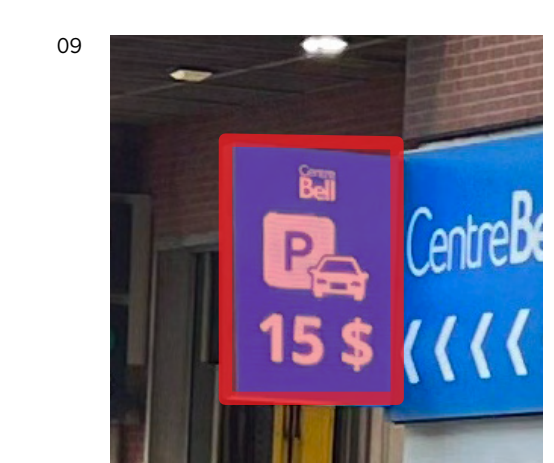
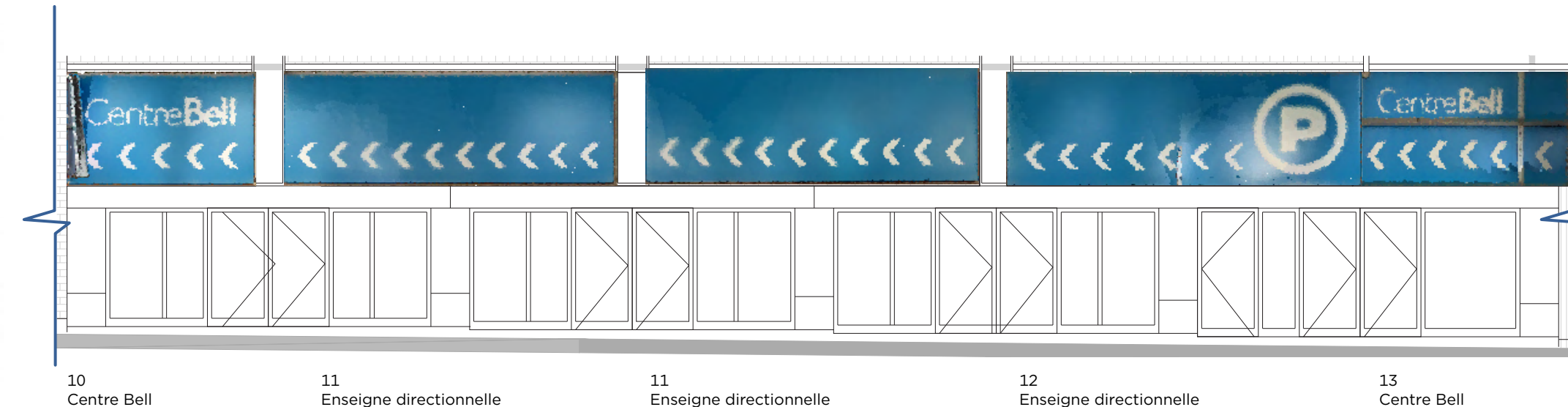
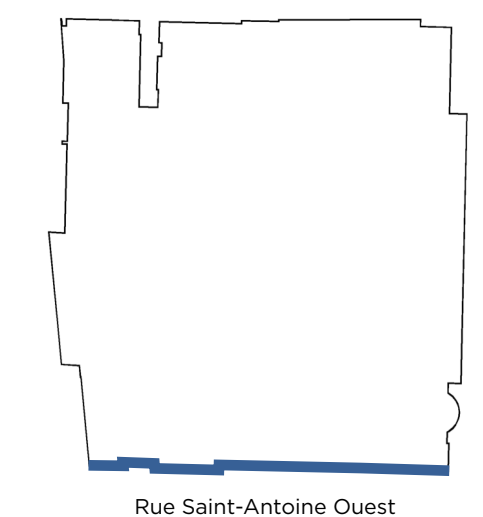
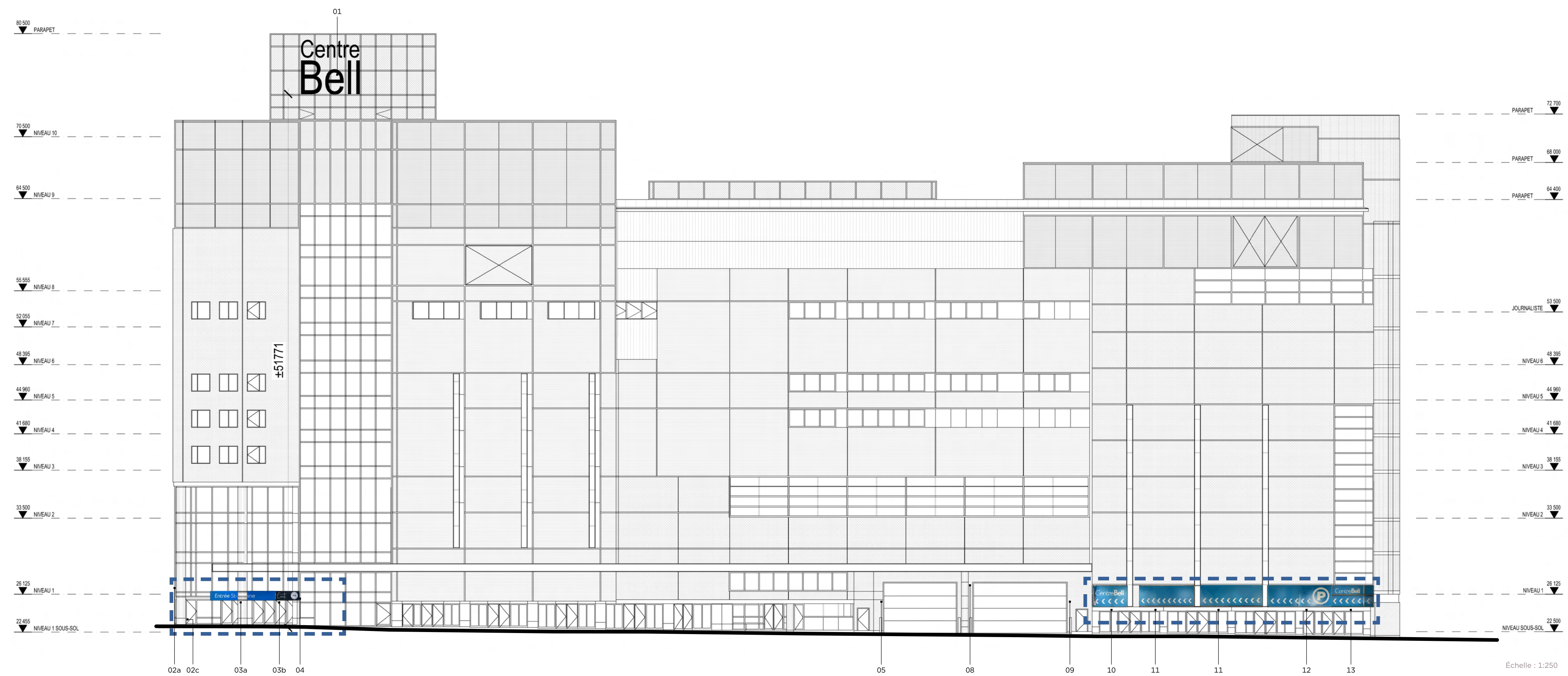
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Entrée VIP CIBC	Sur marquise Symbole détaché	1	4,2m x 0,45m	1,9m ²

*Nouvelle enseigne, voir Annexe A - Façade Cour Rio Tinto



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m ²)
Murale	Peinte	1	15,02m x 21,7m	326m ²

Note: le bâtiment construit peut présenter une divergence par rapport aux élévations qui datent de 1993.



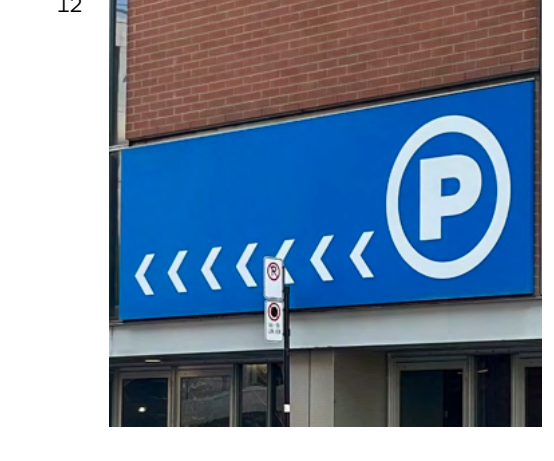
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Stationnement (Ecran électronique)	En saillie	1 (une face)	1,25m x 2,4m	2,4m²



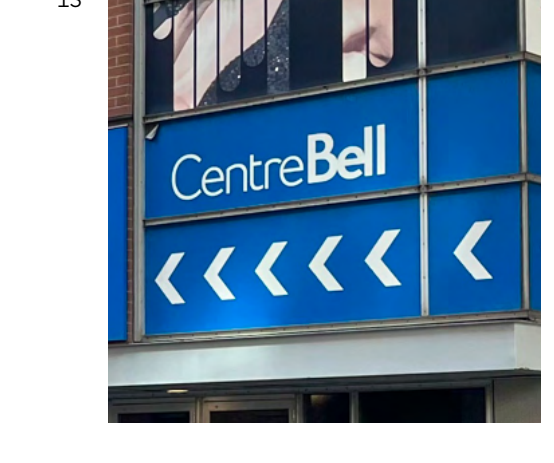
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	À plat Symbole attaché	1	2,05m x 3,41m	7m²



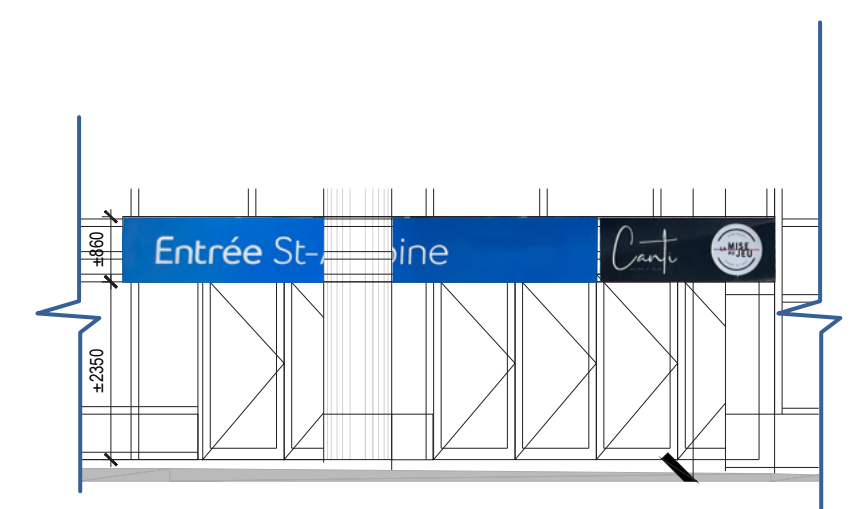
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Enseigne directionnelle	À plat Symbole attaché	1	2,05m x 11,9m	24,4m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Enseigne directionnelle	À plat Symbole attaché	1	2,05m x 6,25m	12,8m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	À plat Symbole attaché	1	2,05m x 4,04m	8,3m²



03a Entrée Sainte-Antoine Ouest
03b Canti Osteria



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Entrée St-Antoine / Centre Bell	À plat Symbole attaché	1	2,6m x 0,86m	5,38m²



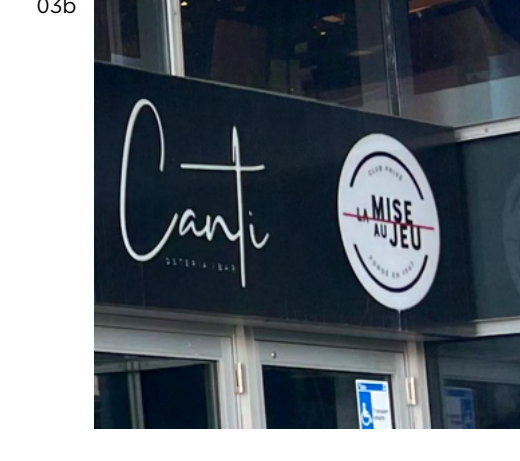
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Enseigne directionnelle (Stationnement)	En saillie Lumineuse et électronique Symbole attaché	1	0,9m x 2,14m	3,86m²

*Enseigne directionnelle non considérée dans la superficie totale d'affichage



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Enseigne directionnelle (Stationnement)	En saillie Lumineuse et électronique Symbole attaché	1	0,9m x 2,14m	3,86m²

*Enseigne directionnelle non considérée dans la superficie totale d'affichage



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Canti Osteria / La mise au jeu	À plat Symbole attaché	1	0,89m x 2,39m	2,1m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Canti Osteria / La mise au jeu	En saillie Symbole attaché	2 (deux faces)	-	1,2m²



Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Centre Bell	À plat Enseigne située à plus de 16m Symbole détaché	1	6,25m x 5,28m	33m²



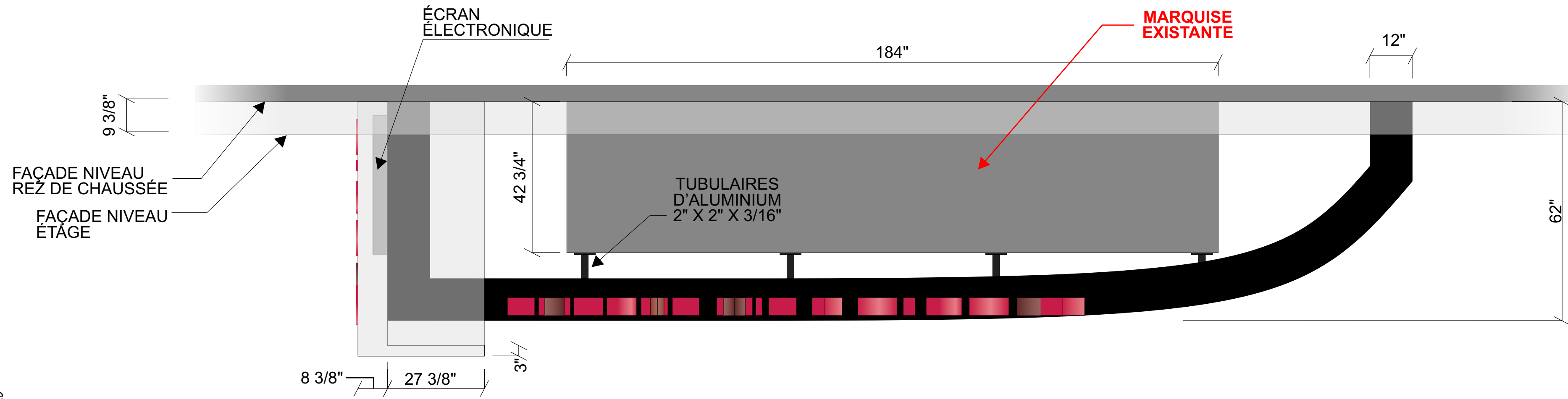
Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Enseigne directionnelle (Médaillon train)	En saillie Symbole attaché	1	-	0,6m²

*Enseigne directionnelle non considérée dans la superficie totale d'affichage

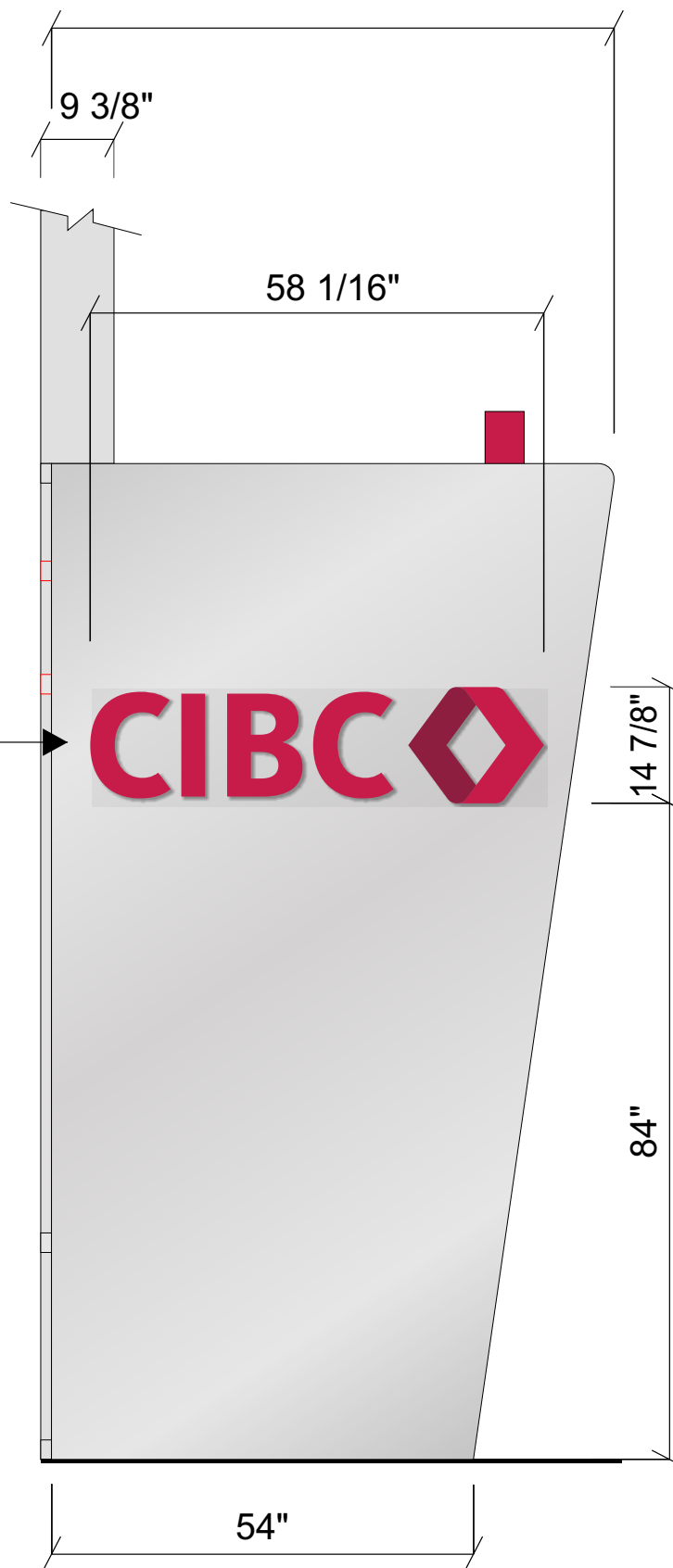


Enseigne	Type d'enseigne	Nombre	Dimensions (L x H)	Superficie (m²)
Loges	À plat Symbole attaché	1	1,1m x 1m	1,1m²

Note: le bâtiment construit peut présenter une divergence par rapport aux élévations qui datent de 1993.

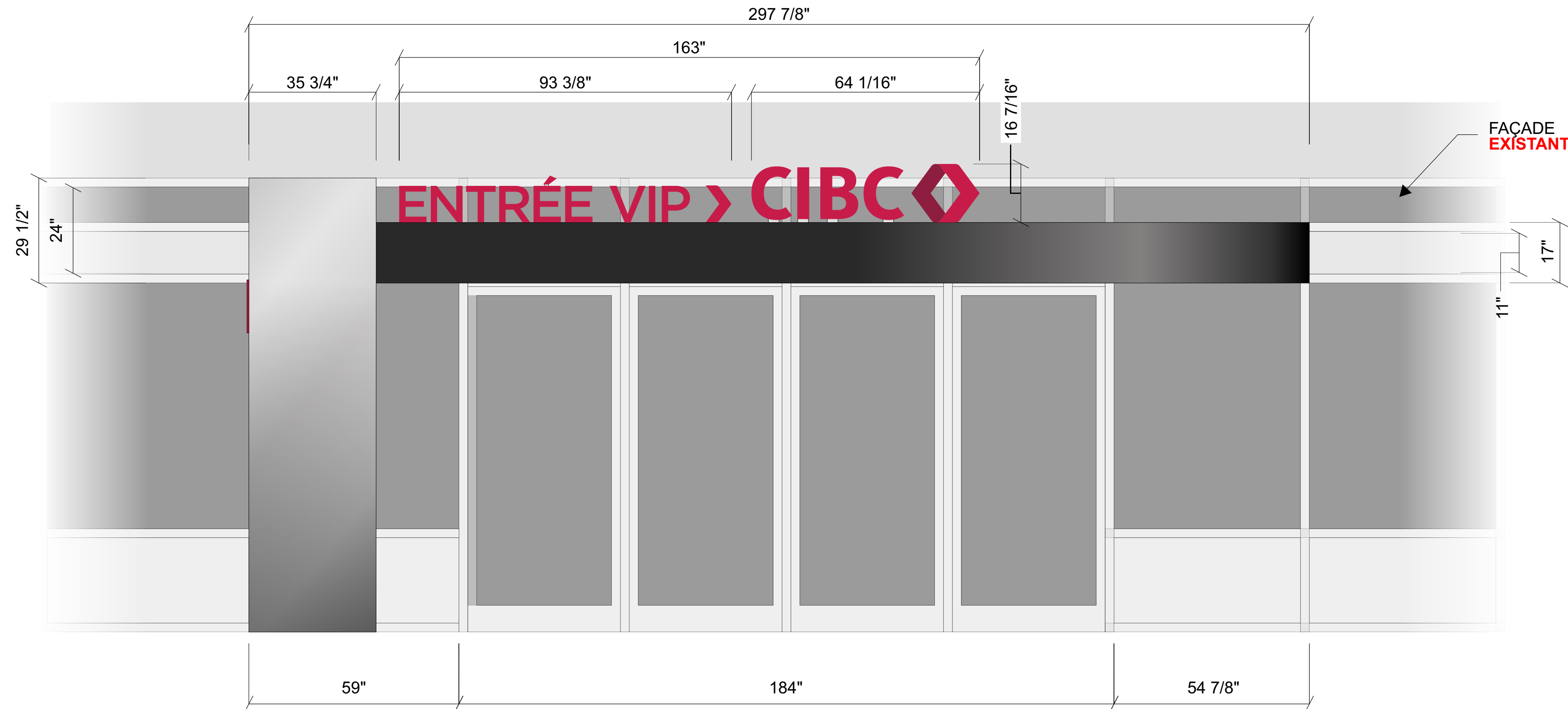


Enseigne 6B1 : Logo sur le côté sud de la structure

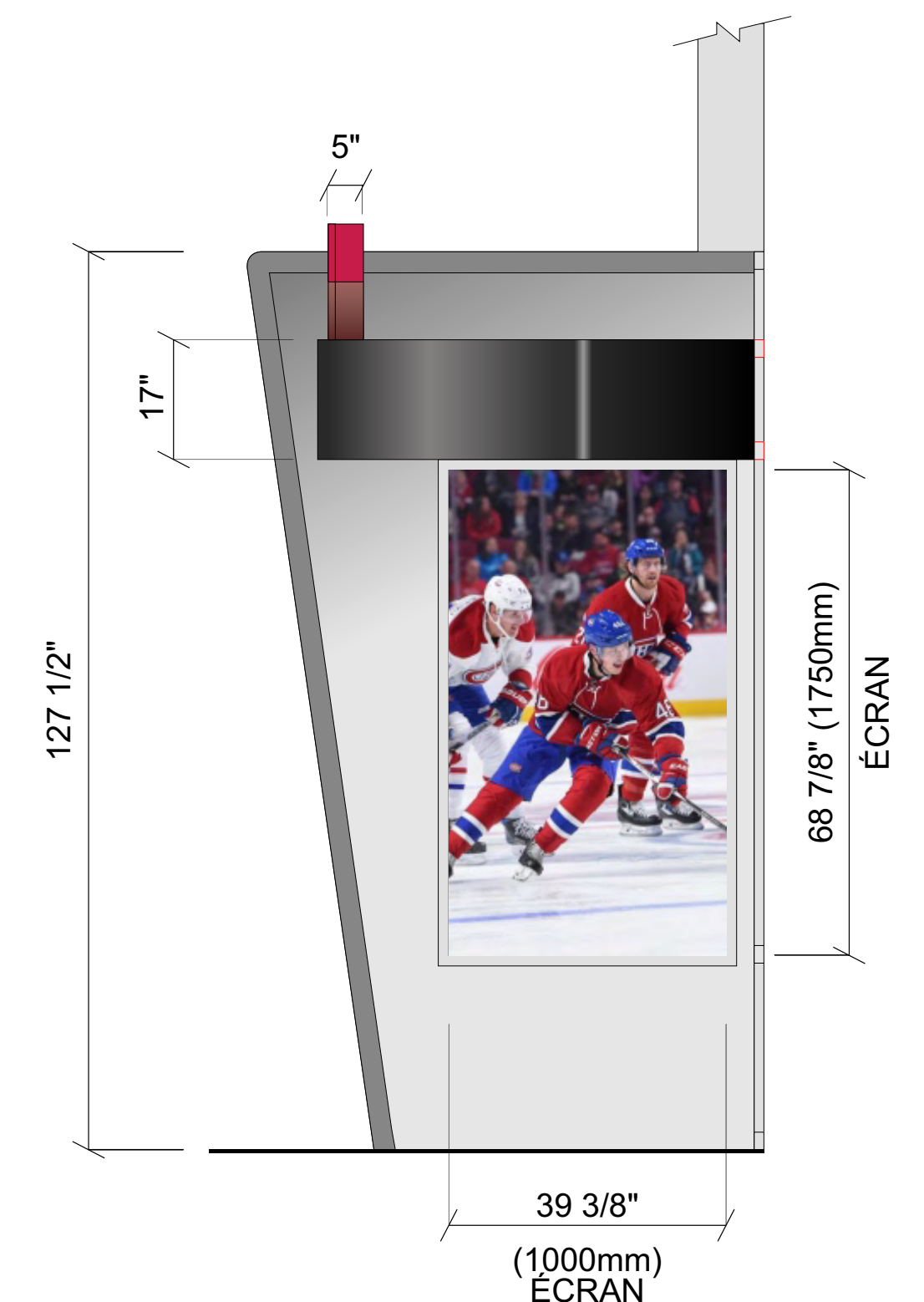


LOGO DÉCOUPÉ DANS LA FACE D'ALUMINIUM POUR INSERTION (PUSH-THRU) D'UN ACRYLIQUE 3/4\"/>

Enseigne 6B2 : Lettrage au-dessus de la marquise



Enseigne 6B3 : Écran numérique sur le côté nord de la structure



00 ÉLÉVATION GRAPHIQUE

ÉCHELLE: 1/4" = 1' - 0"

DESCRIPTION (JOB # 00000)

QTÉ: 1 FOIS S/F

NOUVELLE STRUCTURE DE PORTIQUE FABRIQUÉE EN ALUMINIUM (TUBULAIRES, EXTRUSIONS ET FACES D'ALUMINIUM 1/8") PEINT

ANCRAGE AU SOL (ANCRAGES CHIMIQUES), SUR LA FAÇADE (À DÉTERMINER) ET SUR LA MARQUISE **EXISTANTE** (AVEC DES TUBULAIRES D'ALUMINIUM 2" X 2")

SECTION VERTICALE SUR LE CÔTÉ GAUCHE AVEC UN LOGO PUSH-THRU SUR LA FACE EXTÉRIEURE ET UN ÉCRAN COULEUR SUR LA FACE INTÉRIEURE

LOGO CHANNEL LUMINEUX FOND EN ALUMINIUM 0.080" CÔTÉS EN ALUMINIUM 1/16" CADRE EN JEWELITE 1" FACE EN ACRYLIQUE BLANC TRANSLUCIDE 3/16" #2447 RECOUVERT DE VINYLE CLAIR #3651G IMPRIMÉ AVEC FILM PROTECTEUR CLAIR #210G FINI GLACÉ (**BELLE FINITION REQUISE À L'ENDOS**)

INSTALLATION SUR LE DESSUS DE LA STRUCTURE AVEC ESPACEURS EN ALUMINIUM

ILLUMINATION AUX LED BLANC ALLANSON GEN II AVEC TRANSFORMATEUR POUR LED #LPV-60-12

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
24 août 2023
DIRECTION AMÉNAGEMENT URBAIN
ET DE LA MOBILITÉ

COULEURS

- ALUMINIUM PEINT NOIR
 - ALUMINIUM PEINT GRIS ALUMINIUM ANODISÉ
 - ALUMINIUM PEINT ROUGE **CIBC** PMS 7636C
 - JEWELITE PEINT ROUGE **CIBC** PMS 7636C
 - VINYLE CLAIR IMPRIMÉ **DOUBLE PASSE** ROUGE **CIBC** PMS 7636C
 - VINYLE CLAIR IMPRIMÉ **DOUBLE PASSE** BOURGOGNE **CIBC** PMS 208C
- LES COULEURS IMPRIMÉES SUR CE DESSIN PEUVENT ÊTRE DIFFÉRENTES DES COULEURS RÉELLES

Rev	Description	Date	Designer
1	X	X	X
2			
3			
4			

	Approbation	Date
Client		
Vendeur		
Directeur design		

CLIENT: CLUB DE HOCKEY CANADIEN **VENDEUR:** PATRICK BISAILLON **DATE:** 25.11.2021
EMPLACEMENT: MONTRÉAL **DESIGNER:** DOMENIC VELLONE **# PROJET:** SP 231121
DOSSIER: \Club du hockey Canadien\SP 231121 Entrée CIBC\Entrée CIBC Option C **# COMMANDE:** X

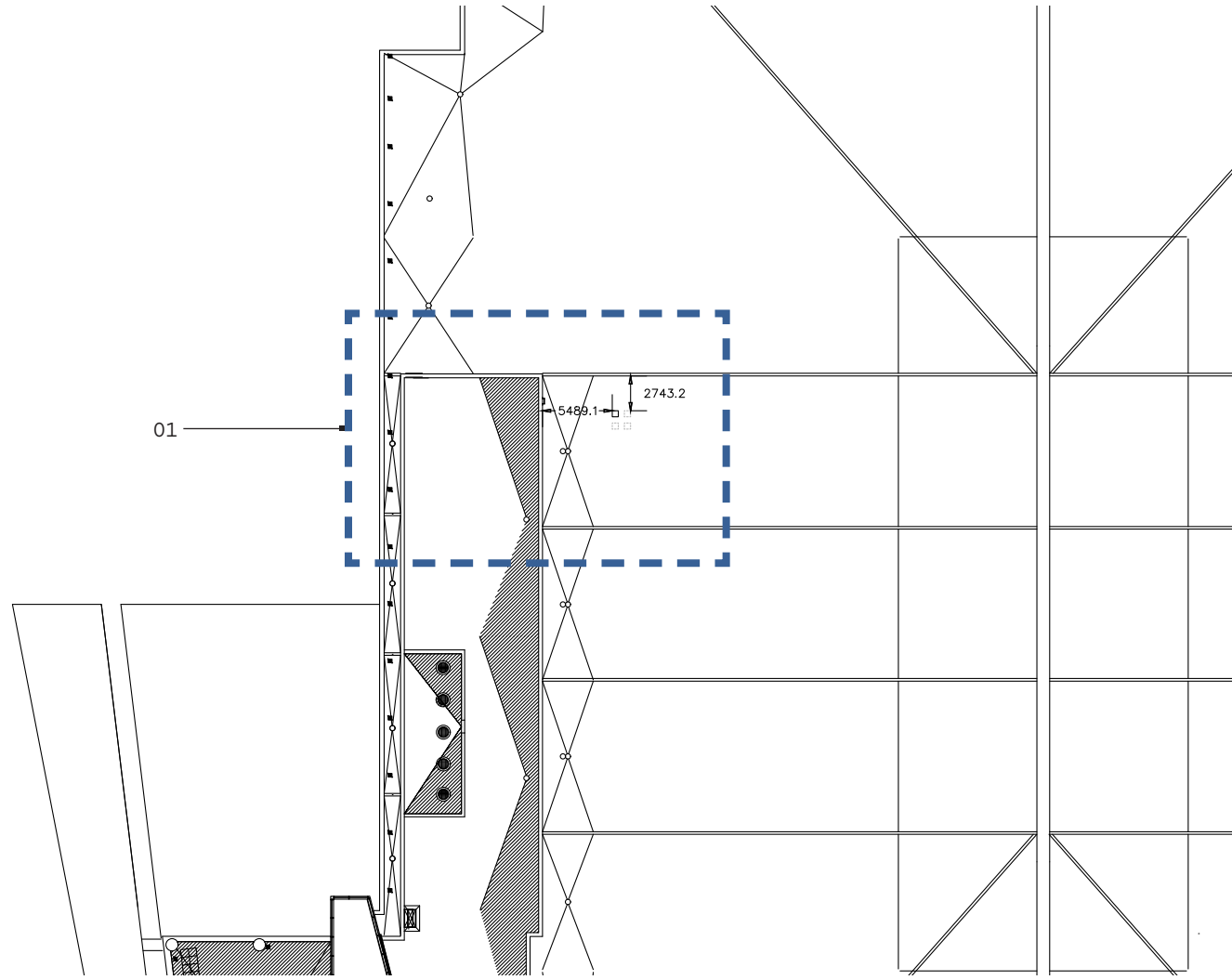
ENSEIGNES BARBO INC EST SEULE TITULAIRE DE TOUTS LES DROITS D'AUTEUR DE CES DESSINS SELON LA LOI L.R. 1985, CH C/42 ET NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ENSEIGNES BARBO INC. ENSEIGNES BARBO INC N'EST PAS RESPONSABLE DE L'ORTHOGRAPHE ET DE LA TRADUCTION

Barbo
ENSEIGNES
SIGNS
Tél.: 450-473-0783
Fax: 450-473-9066
395 boul Industriel, St-Eustache
Québec J7R 5R3

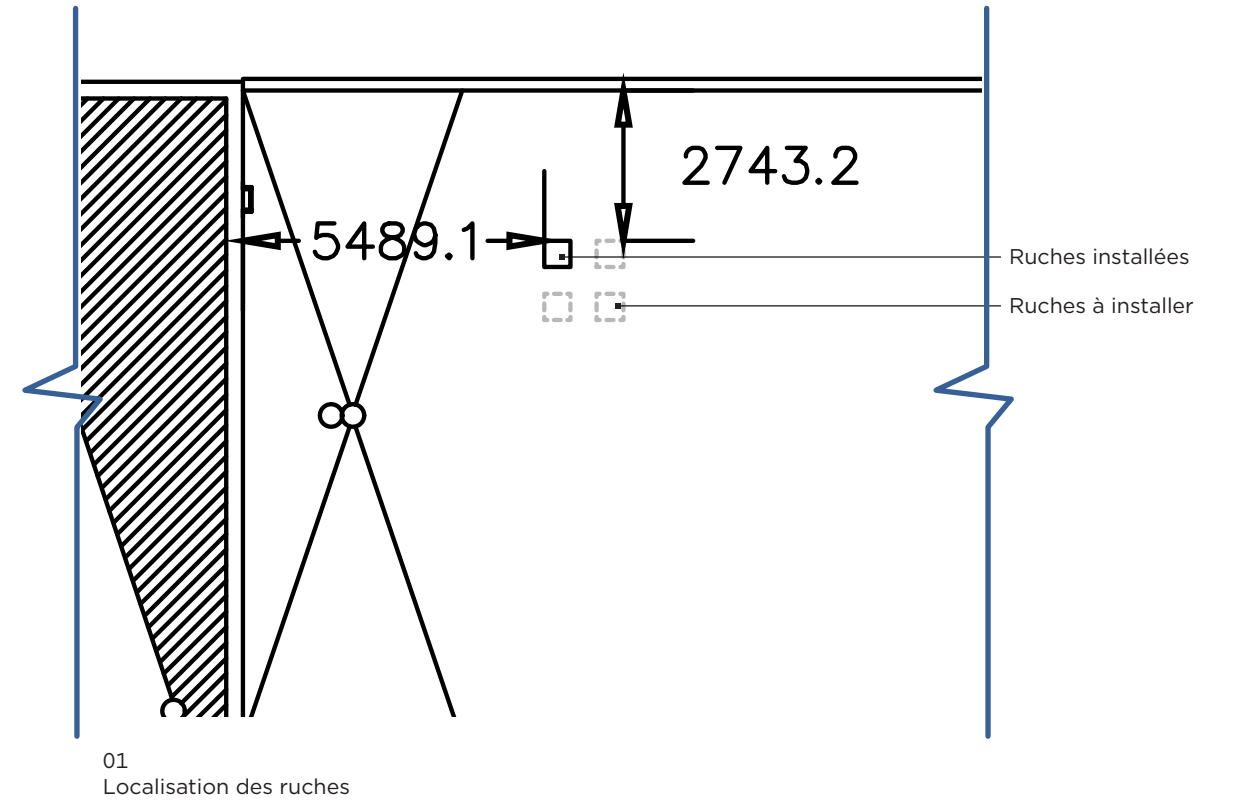
? V

OPTION C

Plan de toit - Localisation des ruches

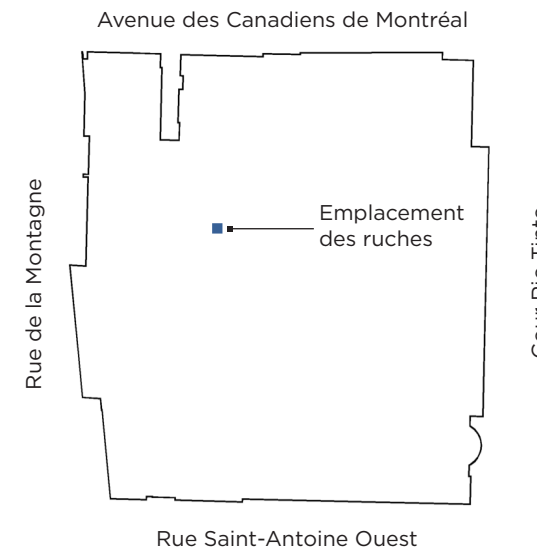


Plan de toit - Section visée



Plan clé du toit

Photo de la ruche à titre de référent
Projet-pilote en cours (été 2023)

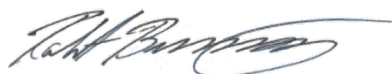


COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME
13 juillet 2023
3003262523
4.2.1

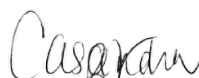
Objet :	PROJET PARTICULIER
Endroit :	1909, avenue des Canadiens-de-Montréal
Responsable :	Catherine Beaulieu
Description :	<p>La demande concerne le bâtiment du Centre Bell construit au début des années 90 qui abrite des espaces voués aux divertissements sportifs et culturels d'envergure, ce qui explique la particularité de son volume non conventionnel par rapport aux bâtiments à vocation commerciale que l'on retrouve sur le territoire.</p> <p>La demande vise à régulariser les enseignes en place et à venir dans une vision à long terme d'affichage. Cette réflexion tient compte du contexte actuel tant au niveau des récentes constructions que la diminution de l'utilisation de l'automobile comparativement à l'époque où le Centre Bell a été construit. À cet effet, la proposition d'affichage s'articule autour des endroits piétonnisés, soit l'avenue des Canadiens-de-Montréal et de la cour Rio Tinto. Désormais, l'affichage s'inscrit dans une logique piétonne et non plus à l'échelle automobile. Dans cette même vision, certaines enseignes seront retirées soit l'équivalent de 83,32 m² et d'autres seront ajoutées soit, une superficie de 38,16 m². Les nouvelles enseignes seront principalement des enseignes électroniques situées sur les stèles existantes en bordure de l'avenue des Canadiens-de-Montréal et près de l'entrée au bâtiment, dans la cour Rio Tinto.</p>
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que :	L'applicabilité des normes d'affichage au <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> n'est pas adaptée pour les établissements comme le Centre Bell.
Considérant que :	La proposition vise le retrait de 83,32 m ² d'affichage.
Considérant que :	L'utilisation de la procédure de PPCMOI permet de cristalliser la proposition d'affichage à long terme.

Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un **AVIS FAVORABLE** à l'égard de cette demande aux conditions suivantes :

- Fournir des élévations techniques de chacune des façades qui serviront de pièce jointe à la résolution de PPCMOI.
- Fournir le plan d'aménagement pour l'implantation de 4 ruches sur le toit.
- L'enseigne peinte, d'une superficie équivalente à 422,4 m² ne peut être modifiée que par le remplacement d'une autre enseigne peinte ou par le nettoyage de la maçonnerie afin de retrouver son état d'origine.
- Seul un établissement situé à l'intérieur du site visé par l'autorisation ou un contenu culturel peut être annoncé.



Robert Beaudry
Président



Casandra Barthelot
Secrétaire

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : [1234869004]

Unité administrative responsable : [Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité]

Projet : [Affichage - Centre Bell]

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	x		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité au cœur de la prise de décision.			
19. Offrir à l'ensemble des Montréalais et Montralaise des milieux de vie de qualité.			
20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			
2. Aménagement de 4 ruches au toit contribuant au rétablissement des abeilles en ville.			
19. Privilégier un affichage destiné principalement aux piétons et limiter la superficie d'affichage pour une meilleure intégration dans le contexte environnant.			
20. Contribution de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) par le financement de l'enseigne peinte «Génération glorieuse!» qui représente la culture du hockey à Montréal, réalisée par deux entreprises locales.			

Section B - Test climat

<i>Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses</i>		oui	non	s. o.				
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p>					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p>					<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Section C - ADS+*

<i>Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses</i>		oui	non	s. o.				
<p>1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :</p> <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion <p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale <p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 					<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<p>2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?</p>					<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1239705014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024

D'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024 »

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 09:28

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1239705014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024

CONTENU

CONTEXTE

Les artères commerciales, à l'échelle montréalaise, font face à de grands défis, alors que s'accroît la compétition de l'offre commerciale des couronnes, que le numérique prend une part de plus en plus importante des achats des consommateurs et que la réglementation municipale permet l'étalement commercial, ce qui fragilise les secteurs établis. Afin d'améliorer le rayonnement et l'attractivité des territoires desservis par les Sociétés de développement commercial, il est souhaité d'accorder des subventions pour la réalisation de projets de piétonnisation visant la revitalisation commerciale de son territoire. L'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) indique notamment qu'un règlement doit être adopté pour accorder aux SDC des subventions.

Par ailleurs, le Service du développement économique (SDÉ) met à disposition des arrondissements ses clés budgétaires dans le cadre de la mise en œuvre de différents projets à l'échelle locale.

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024. Sous réserve de son adoption par le conseil d'arrondissement, l'entrée en vigueur de ce règlement est prévue le 14 octobre 2023.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 240022 (7 Février 2023) - GDD 1239705001 - Approuver les conventions avec deux sociétés de développement commercial (SDC) de l'arrondissement de Ville-Marie pour le déploiement de deux projets de piétonnisation durant la saison estivale 2023 et accorder une contribution de 425 000 \$ à la SDC du Village, de 373 750 \$ à la SDC du Quartier latin, pour une dépense maximale de 798 750\$ pour le déploiement de ces projets Programme piéto du central

DGA2228046001 (2 mai 2022) - Autoriser une dépense non récurrente aux arrondissements Le Plateau-Mont-Royal, Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Outremont, Rosemont-La-Petite-Patrie, Verdun, Ville-Marie et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension d'une somme totale de 3 944 050 \$ en provenance du budget 2022 du Service du développement économique, entente 150 M\$ (Réflexe)

CE22 0601 (11 avril 2022) - Autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 150M\$ du ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec afin qu'une somme de 4M\$ soit de la compétence de la ville centre.

CA22 240211 (7 juin 2022) - GDD 1229118013 Approuver les conventions avec deux sociétés de développement commercial (SDC) de l'arrondissement de Ville-Marie et le Partenariat du quartier des spectacles pour le déploiement de trois projets de piétonnisation durant la saison estivale 2022 et accorder une contribution de 275 000 \$ à la SDC du Village, de 443 850 \$ à la SDC du Quartier latin, de 740 000 \$ au Partenariat du Quartier des spectacles, pour une dépense maximale de 1 458 850 \$ pour le déploiement de ces projets

CA - (12 septembre 2023) - GDD 1237135006 Prendre acte du dépôt du certificat de la secrétaire d'arrondissement annonçant le résultat du registre tenu le 6 juillet 2023 et portant sur la requête ayant pour objet l'agrandissement de la Société de développement du Quartier latin

CA23 240268 - (4 juillet 2023) - GDD 1237135005 : Adopter un règlement définissant la nouvelle zone commerciale intitulée « Quartier latin

CO94 00306 - (31 janvier 1994) : Constitution d'une SIDAC sous le nom de « Société de développement du Quartier Latin »

CA-24-199 - (21 août 2013) - GDD 1130519020 : Règlement délimitant une zone commerciale dans le secteur connu sous le nom de « SDC du Vieux-Montréal »

DESCRIPTION

Les SDC, dont les budgets de fonctionnement ont été approuvés par le conseil de l'arrondissement, peuvent, en présentant une demande de subvention relative au programme de piétonnisation (estival ou hivernal), obtenir une subvention pour la réalisation d'activités visant la revitalisation commerciale de leur territoire ou d'une artère en particulier.

1. Le montant total des subventions pouvant être accordées à la Société est fixé à un maximum de 66 % du coût des nouveaux projets ou projets subséquents estivaux, jusqu'à un maximum de 425 \$ le m. linéaire ou 375 000 \$ pour l'exercice financier 2024.
2. Le montant total des subventions pouvant être accordées à la Société est fixé à un maximum de 85 % des dépenses admissibles des nouveaux projets hivernaux jusqu'à un maximum de 125 000 \$ pour l'exercice financier 2024.

Lorsque les clés du Service sont mises à disposition, les rôles et responsabilités de chacun sont répartis comme suit :

Service du développement économique

- Mettre à la disposition des arrondissements un fichier de suivi financier détaillant :
 - la procédure à suivre pour l'utilisation des clés budgétaires;
 - les objets associés à chacune des clés;
- Mettre en place des mécanismes permettant d'assurer un suivi des dépenses et de s'assurer un contrôle de l'admissibilité de ces dernières dans le cadre du financement accordé.

Arrondissements

- Établir une planification de ses dépenses en fonction des clés budgétaires requises;
- Préparer les GDD jaunes et bleus, le cas échéant, autorisant les dépenses;
- Procéder aux demandes d'achat et aux demandes de bons de commande;

- Octroyer et administrer les contrats et/ou les contributions financières pour la mise en œuvre des projets.

JUSTIFICATION

Sociétés de développement commercial

La Loi sur les cités et Villes prévoit que les sociétés de développement commercial doivent être financées par Règlement.

Toute demande d'autorisation visant l'utilisation des clés budgétaires du SDÉ pour accorder une contribution financière, autrement que par Règlement, à une SDC après le 15 juillet 2023 sera refusée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

n/a

MONTRÉAL 2030

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'adoption d'un règlement encadrant les subventions pour les projets de piétonnisation des SDC, il serait impossible pour les SDC de soutenir un projet de piétonnisation visant à revitaliser en partie son territoire.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

n/a

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

n/a

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- 1) Avis de motion et dépôt du projet de règlement à une séance du CA
- 2) Avis public - Adoption du règlement
- 3) Adoption du règlement à une séance du CA
- 4) Avis public - Entrée en vigueur le 14 octobre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre GAUFRE, Service du développement économique
Karina SEREI, Service du développement économique
Dieudonné ELLA-OYONO, Service du développement économique

Lecture :

Dieudonné ELLA-OYONO, 29 août 2023
Karina SEREI, 29 août 2023
Pierre GAUFRE, 29 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-16

Mélissa LAPIERRE-GRANO
chef(fe) communications relations
communauté

Tél : 514-868-3217
Télécop. :

Dossier # : 1239705014

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction d'arrondissement , Division des communications et des relations avec la communauté
Objet :	Adopter un règlement encadrant les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024



Règlement_Subventions SDC_Ville-Marie_Piétonnisations 2023-2024 .docx

RESPONSABLE DU DOSSIER

Agathe BESSE-BERGIER
Commissaire au développement économique

Tél : 514 243 2364
Télécop. :

CA-24-XXX	Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement de Ville-Marie pour la réalisation de projets de piétonnisation en 2023 et 2024
------------------	---

VU le Règlement intérieur du conseil de la ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux Sociétés de développement commercial (03-108) ;

VU l'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) ;

VU l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) ;

À sa séance du _____ 2023, le conseil de l'arrondissement Ville-Marie décrète :

CHAPITRE I DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« projet de piétonnisation » : série d'activités ou d'installations, temporaires ou semi-permanentes, favorisant des aménagements piétons qui permettent l'amélioration de la qualité des milieux de vie, à l'échelle des quartiers en toutes saisons et soutenant la vitalité commerciale des artères piétonnisées.

« directeur » : le directeur d'arrondissement ou son représentant;

« Société » : toute Société de développement commerciale dûment constituée sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie.

CHAPITRE II

DEMANDE DE SUBVENTION ET APPROBATION

2. La Société dont le budget de fonctionnement a été approuvé par le conseil de l'arrondissement peut, en présentant une demande, obtenir une subvention pour la réalisation d'un projet de piétonnisation.

3. La Société peut déposer plus d'une demande de subvention au cours d'un même exercice financier. Chaque demande de subvention doit être présentée par écrit au directeur et être accompagnée des pièces suivantes :

a. une résolution du conseil d'administration de la Société attestant que la majorité des commerçants de l'artère approuve le projet de piétonnisation;

b. une liste de documents pour les projets de **piétonnisation estivaux ou hivernaux** en considération desquels la Société demande la subvention et comportant à l'égard de chacune d'entre elles :

- i. **un plan de communication** continu auprès des citoyens et des commerçants;
- ii. **un plan préliminaire d'aménagement** de l'artère pour l'année en cours;
- iii. **un échéancier** détaillé de planification et de réalisation du projet;
- iv. **un budget** estimé détaillé du projet et le montant demandé à l'arrondissement pour sa réalisation pour l'année en cours et une prévision budgétaire pour les années subséquentes, le cas échéant.
- v. **la source** de revenu et le partenaire responsable de la mise en œuvre pour chaque poste budgétaire.
- vi. **les objectifs** spécifiques que vise l'activité;
- vii. **les retombées** prévues de l'activité sur la vitalité commerciale;

Sur demande du directeur, la Société devra également joindre les documents suivants:

- i. une liste des parties prenantes du projet;
- ii. une carte d'un rayon d'un kilomètre autour du site d'intervention, sur laquelle sont identifiés les générateurs d'attractivité et d'achalandage;
- iii. un avis préliminaire du Service de sécurité incendie de Montréal;
- iv. un avis préliminaire de la Société de transport de Montréal;
- v. une étude de circulation;
- vi. tout autre document requis par le directeur.

c. une copie des états financiers vérifiés et du rapport du vérificateur du dernier exercice financier disponible.

4. Aux fins de l'article 3 du présent règlement, la date de réception de la demande de subvention est celle à laquelle la demande a été dûment complétée et déposée au directeur.

5. Dans les 30 jours ouvrables de la réception d'une demande de subvention conforme aux dispositions de l'article 3, le directeur analyse:

- a. les activités en considération desquelles la subvention est demandée;
- b. le montant de la subvention demandée pour chacune des activités;
- c. le calendrier de réalisation de chacune des activités;

Le directeur assure le suivi de la demande de subvention auprès des différentes directions et instances concernées et informe la Société par écrit de la décision.

6. La subvention est payable minimalement en deux versements.

7. Toute demande de modification d'un projet de piétonnisation déjà approuvé par les instances doit être transmise par écrit au directeur et approuvée par ce dernier.

CHAPITRE III

MONTANT DE LA SUBVENTION RELATIVE À LA RÉALISATION DES PROJETS DE PIÉTONNISATION

8. Le montant total des subventions pouvant être accordées par projet estival à la Société est fixé à un maximum de 66 % des dépenses admissibles jusqu'à un maximum de 425 \$ le mètre linéaire ou 375 000 \$ pour les exercices financiers 2023 et 2024.

9. Le montant total des subventions pouvant être accordées par projet hivernal à la Société est fixé à un maximum de 85 % des dépenses admissibles jusqu'à un maximum de 125 000 \$ pour les exercices financiers 2023 et 2024.

10. La subvention s'ajoute aux revenus de cotisations obligatoires de la Société et ne peut être substituée à ces derniers.

CHAPITRE IV

REDDITION DE COMPTE

11. Au plus tard 30 jours suivant la fin du projet, la Société doit transmettre au directeur un bilan général du projet, incluant les éléments suivants :

- a. le rapport des résultats et, le cas échéant, le degré d'atteinte des objectifs de

chacune des activités, incluant le décaissement pour chacune des activités, sous la forme déterminée par le directeur;

b. les états financiers vérifiés de la Société dressés pour l'exercice financier précédent. Ces états financiers doivent comporter une présentation distincte des revenus et des dépenses relatifs à la subvention octroyée lors de l'exercice financier précédent. Ces états doivent présenter les dépenses encourues pour le projet de piétonnisation, en précisant les ressources allouées à chaque aspect du projet, incluant, sans s'y limiter :

- i. à la planification du projet;
- ii. à la conception et à la réalisation des aménagements;
- iii. à l'animation du site;
- iv. à la gestion du site;
- v. aux communications avec les citoyens et les parties prenantes.

c. le rapport des principaux enjeux rencontrés et les principaux éléments qui ont été favorables à la réussite du projet, avec des pistes d'améliorations, le cas échéant ;

d. le rapport et les résultats des démarches de consultation, de communication et de gestion des plaintes qui ont été menées auprès des acteurs du milieu des affaires et des citoyens tout au long du projet ;

e. le rapport de pertinence du projet en expliquant de quelles façons le projet a pu répondre aux enjeux économiques et commerciaux auxquels faisait face l'artère commerciale ;

f. le compte-rendu des aménagements et des animations déployés sur l'artère, et précisez de quelle(s) façon(s) les éléments suivants ont été pris en considération :

- i. les enjeux d'accessibilité universelle;
- ii. la rétention des piétons sur le site et animation naturelle des lieux;
- iii. la mise en valeur des éléments d'intérêt (commerciaux, sociaux, culturels);
- iv. la multifonctionnalité et la diversification des usages sur le site;
- v. la capacité des aménagements à être utilisés de jour comme de soir et selon les variations du climat;
- vi. les enjeux environnementaux;
- vii. les pistes d'amélioration pour les années subséquentes.

Les copies des factures, de reçus et toutes autres pièces justificatives devront être rendues disponibles sur demande du directeur.

Sur demande du directeur, la Société devra fournir tout autre document en lien avec le bilan du projet.

12. Lorsque la Société ne démontre pas que la subvention a été affectée aux dépenses admissibles prévues à l'article 13 pour la tenue des projets de piétonnisation décrits dans la demande de subvention, la subvention ou la part de celle-ci n'ayant pas été affectée à ces dépenses doit être remboursée à l'arrondissement.

CHAPITRE V DÉPENSES ADMISSIBLES

13. Les dépenses admissibles sont celles directement affectées à la réalisation de projets de piétonnisation et incluent, sans s'y limiter :

- a. tout élément d'appel et d'habillage décoratif ;
- b. le mobilier pour la halte et le pique nique / restauration ;
- c. le design actif et ludique ;
- d. l'accueil, l'information et la signalétique ;
- e. les commodités;
- f. l'animation, la communication et la promotion ;
- g. la gestion du site, la gestion de projet, les études de planification, tout agent de liaison, le suivi et l'entretien;
- h. l'aménagement physique à des fins de sécurisation ;
- i. les services de sécurité ;
- j. les services de mobilité alternative lors de déplacement du service de la Société de transport de Montréal.

14. Le budget soumis par la Société devra distinguer, le cas échéant :

- a. les dépenses prises en charge par l'arrondissement et par la Société ;

- b. les dépenses imputées aux budgets internes de l'arrondissement et de la Société.

CHAPITRE VI CONDITIONS PARTICULIÈRES

15. Les projets de piétonnisation en considération desquels la subvention est octroyée à la Société doivent être réalisés selon les critères suivants:

- a. Les projets financés doivent se dérouler sur une rue commerciale, permettre une fermeture de l'ensemble des voies de circulation et stationnements et être d'une durée minimale de :
 - i. Projets estivaux:
 - 1. 6 semaines consécutives lorsque le projet de piétonnisation nécessite un montage et un démontage périodique ;
 - 2. 6 semaines consécutives lorsque le projet de piétonnisation est complet et continu.
 - ii. Projets hivernaux
 - 1. 10 jours consécutifs et continus (7/7 jours) ou ;
 - 2. 4 fins de semaine entre le 20 décembre et le 20 mars.
- b. Une résolution du conseil d'administration de la Société attestant que la majorité des commerçants du tronçon de l'artère approuve le projet de piétonnisation ;
- c. Un engagement d'une démarche d'information auprès des citoyens et des commerçants ;
- d. Un engagement de déployer des actions pour favoriser l'amélioration continue du projet en cours de saison.

16. La Société doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif à une activité réalisée avec la subvention, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par l'arrondissement, du fait que la subvention octroyée constitue une contribution de l'arrondissement.

CHAPITRE VII ORDONNANCES

17. Le conseil d'arrondissement peut, par ordonnance:

- a. modifier le montant maximal de subvention ainsi que l'année prévus aux articles 8 et 9;
- b. retrancher un ou des documents requis à l'article 11 ou en exiger d'autres;
- c. mettre fin au programme de subvention prévu au présent règlement.

18. Ce règlement s'applique aux projets de piétonnisation d'une Société pour les années 2023 et 2024.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1239705014) a été affiché au bureau d'arrondissement, sur le site Internet et publié dans le journal Le Devoir le 14 octobre 2023, date de son entrée en vigueur.



Dossier # : 1238449006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux

D'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011) afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1238449006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification et d'occupation d'immeuble (CA-24-011, ci-après « Règlement sur les projets particuliers ») afin d'intégrer des dispositions administratives, des objectifs et des critères d'évaluation pour les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux.

En parallèle et en cohérence avec le présent changement, une demande de modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047, ci-après « Plan d'urbanisme ») est entamée afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie par la modification de la liste des lieux de culte (1238449005).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Situation actuelle

Suite à la modification du Plan d'urbanisme proposée (1238449005) visant à modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie par la modification de la liste des lieux de culte, aucune modification au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) ne sera proposée. L'ensemble des lieux de culte qui seront retirés de la liste des lieux de culte au Plan d'urbanisme demeurera:

- dans un secteur d'usage de la catégorie E.5 - Lieux de culte patrimoniaux;
- dans l'unité de paysage grande propriété institutionnelle;
- identifiés comme immeubles d'intérêt.

Cela signifie que, malgré les modifications apportées au Plan d'urbanisme, les projets visant à diversifier les usages dans un immeuble à vocation historique culturelle identifié au Plan d'urbanisme ne pourront être réalisés de plein droit. Ils pourront toutefois être autorisés avec

un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec ou par résolution de projet particulier en respectant la procédure et les critères du Règlement sur les projets particuliers.

Les sites visés par ce nouveau cadre d'évaluation des demandes d'autorisation réglementaire correspondent à l'ensemble des bâtiments identifiés comme « immeuble à vocation historique culturelle » dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle du chapitre 25 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant l'arrondissement de Ville-Marie, soit les bâtiments suivants:

- 2000, rue Alexandre-DeSève (Église Sacré-Coeur-de-Jésus);
- 2151, rue Fullum (Église Saint-Eusèbe-de-Vercell);
- 1439, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James the Apostle);
- 1153, rue Alexandre-DeSève (Église Sainte-Brigide-de-Kildare);
- 1202, rue De Bleury (Le Gesù);
- 1455, avenue Papineau (Centre évangélique);
- 137, avenue du Président-Kennedy (Saint John the Evangelist);
- 1201, rue de la Visitation (Église Saint-Pierre-Apôtre);
- 2388, rue D'Iberville (Saint-Michael's Ukrainian Catholic);
- 2020, rue de Bordeaux (Notre-Dame-de-Guadalupe / Sainte-Marguerite-Marie Alacoque);
- 1151, rue De Champlain (Saints-Pierre-et-Paul/St. Luke's Episcopalian);
- 1235, rue Lambert-Closse (Evangel Pentecostal Church);
- 2097, avenue Union (People's Church of Montréal);
- 1429, rue Poupart (Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour);
- 463, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James United).

Proposition

Pour ce faire, il est requis de baliser à l'aide de conditions et de critères afin d'orienter les projets à venir pour qu'ils répondent aux attentes de l'Arrondissement en matière d'urbanisme. En augmentant la clarté des objectifs et critères, la transparence du processus d'analyse s'en trouve également améliorée pour les futurs porteurs de projet.

Il est proposé d'apporter deux modifications au Règlement sur les projets particuliers afin de mettre en œuvre cette stratégie. Les nouvelles dispositions s'appliqueront spécifiquement aux projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

D'abord, deux objectifs seront introduits dans le Règlement sur les projets particuliers, soit d'une part protéger le caractère communautaire et rassembleur, et ensuite d'assurer la préservation des caractéristiques architecturales remarquables et des qualités urbaines des immeubles à vocation historique culturelle.

Pour s'assurer que le projet ait une plus-value pour la communauté et qu'il respecte les objectifs précédents, le Règlement sera modifié afin d'intégrer des critères visant à s'assurer que les usages proposés pourront être bénéfiques pour un plus grand nombre d'utilisateurs, seront compatibles avec les espaces existants, et lorsque le bâtiment le permet, seront diversifiés. Des critères supplémentaires seront ajoutés afin de s'assurer que les interventions de transformation, d'agrandissement ou de construction soient compatibles et permettent de mettre en valeur tant les bâtiments d'origines que les espaces non construits.

Ensuite, de façon à permettre à la Division de l'urbanisme de bien évaluer les projets sur la base des objectifs et critères, il est proposé de modifier le Règlement de manière à établir la documentation, les études et les critères d'évaluation spécifiques à la diversification des usages dans un lieu de culte.

Les critères énoncés pour l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle » et « Immeuble d'intérêt » seront appliqués lors du processus d'analyse d'une proposition. Pour éviter la duplication du texte réglementaire, ils ne seront pas répétés dans le Règlement sur les projets particuliers.

JUSTIFICATION

Cette proposition permet d'encadrer les demandes de diversification des usages visant les lieux de culte. En effet, dans le régime de planification et réglementaire actuel, les projets sont étudiés à la pièce sur la base de critères généraux qui ne sont pas spécifiques à la portée singulière de la diversification des usages dans un lieu de culte. Dans le nouveau cadre établi par la présente proposition, les critères d'analyse et le processus d'approbation seront connus d'avance pour les porteurs de projet. La proposition instaure une vision claire et articulée de la préservation et la mise en valeur des immeubles à caractère religieux pour le territoire de l'Arrondissement.

Il est important de réitérer qu'une résolution adoptée en vertu du Règlement sur les projets particuliers pour un changement d'usage nécessite trois présentations au conseil d'arrondissement, une assemblée publique de consultation, est susceptible d'approbation référendaire, et requiert un examen de conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire. Le processus de diversification des usages demeure donc rigoureux et l'ensemble de la communauté pourra se prononcer sur les projets proposés.

Par conséquent, la **Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite favorable** à l'égard de cette demande.

À sa séance du 8 juin 2023, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTREAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le plan de communication comprendra, entre autres, les interventions suivantes:

- Article en ligne sur montreal.ca
- Photo-reportage sur montreal.ca
- Promotion de la consultation publique sur les réseaux sociaux de l'Arrondissement
- Mise à jour du *Plan de mise en valeur du patrimoine local de Ville-Marie*

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Première lecture du projet de règlement par conseil d'arrondissement
- Avis public
- Assemblée publique de consultation
- Adoption du règlement par le conseil d'arrondissement
- Délivrance du certificat de conformité au Plan d'urbanisme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-08

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél :

Télécop. :

438-351-3263

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546

Approuvé le : 2023-09-01

Dossier # : 1238449006

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux

- Procès-verbal de la séance du 8 juin 2023 du comité consultatif d'urbanisme.



PV CCU - 2023-06-08 - MR - Lieux de culte.pdf

- Grille d'analyse Montréal 2030.



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580
Télécop. :



Projet règlement modif. PPCMOI.docx

**VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE
CA-XX-XXX**

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (CA-24-011)

Vu les articles 145.36 et 145.37 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 369 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À la séance du _____ 2023, le conseil de l'arrondissement de Ville-Marie décrète :

1. Le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011 est modifié par l'insertion, après l'article 7.3., de l'article suivant :

« **7.4.** En plus des renseignements exigés à l'article 7, dans le cas d'une demande d'autorisation visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), le requérant doit fournir par écrit les renseignements suivants:

- 1° une étude documentaire et une évaluation de l'intérêt patrimonial, historique, culturel;
- 2° un rapport de l'état de l'immeuble;
- 3° un plan de conservation de l'immeuble;
- 4° une étude exhaustive des différentes configurations possibles d'implantation de l'usage dans le bâtiment;
- 5° une stratégie de protection des bâtiments et des aménagements paysagers conservés pendant la durée des travaux, si le projet prévoit des travaux d'agrandissement ou de construction.
- 6° un plan d'ensemble détaillé des enseignes, si le projet prévoit un usage commercial. Ce plan doit indiquer la localisation, la superficie et le type d'éclairage des enseignes de l'immeuble visé.

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 9.6., de l'article suivant :

« **9.7** Afin de contribuer à la protection du caractère communautaire et rassembleur ainsi qu'à la préservation des caractéristiques architecturales remarquables et des qualités urbaines des immeubles à vocation historique culturelle, un projet particulier visant à autoriser un usage non autorisé dans un

XX-XXX/1

secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) doit respecter les critères suivants:

- 1° favoriser le maintien ou le renouvellement, de manière continue ou intermittente, des usages culturels et communautaires dans les parties du bâtiment initialement vouées à cette fonction;
- 2° privilégier des usages à caractère public, communautaire ou de rassemblement dans une partie significative de l'immeuble, tout en favorisant les usages ayant une bonne compatibilité avec les aménagements d'origine et les caractéristiques architecturales d'intérêts;
- 3° favoriser la diversité des usages lorsque le bâtiment comprend plusieurs espaces pouvant être utilisés à des fins distinctes tout en permettant de maintenir l'intégrité des espaces dédiés au culte;
- 4° Assurer la réversibilité et l'adaptabilité des transformations pour des occupations ultérieures;
- 5° favoriser la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque l'immeuble comprend plusieurs bâtiments ou constructions;
- 6° favoriser la conservation des arbres et des espaces verts d'intérêt ainsi que la préservation de l'accès public à ces espaces, notamment par le maintien de chemins piétonniers et d'accès entre les différentes constructions;
- 7° favoriser, dans le cas d'un agrandissement, la protection des perspectives et vues d'intérêt vers et depuis le lieu de culte, la mise en valeur des espaces libres devant le bâtiment, notamment une entrée principale, et la prédominance des caractéristiques architecturales d'intérêt;
- 8° favoriser, dans le cas d'un agrandissement, le caractère réversible des interventions d'altération sur les bâtiments existants;
- 9° favoriser des travaux d'altération minimalistes dans le cadre d'interventions sur les bâtiments existants et assurer le maintien ainsi que la mise en valeur des composantes architecturales et symboliques d'intérêt.

Un avis relatif à ce règlement (dossier 1238449006) entré en vigueur le _____, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans le journal Le Devoir le _____.

GDD : 1238449006

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

8 juin 2023

S.O.

4.3.1

Objet :	MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME ET DU RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (CA-24-011)
Endroit :	Ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>Le territoire de l'arrondissement Ville-Marie est caractérisé par la présence de plusieurs lieux de culte datant de diverses périodes significatives. Au total, 28 lieux de cultes sont recensés dans la liste de bâtiments d'intérêt patrimonial du Plan d'urbanisme. Depuis les années 60, la pratique du culte est en baisse et soulève plusieurs enjeux concernant la sauvegarde du patrimoine religieux. Bien que plusieurs bâtiments soient toujours occupés tant dans leur fonction culturelle que communautaire et ne présentent aucun risque d'un point de vue de l'utilisation ou de la pérennité du bâtiment, le territoire de l'arrondissement comprend plusieurs cas nécessitant des interventions immédiates ou à court terme.</p> <p>L'arrondissement propose un projet pilote, visant à effectuer des modifications réglementaires en vue de diversifier les usages autorisés dans certains lieux de culte et ainsi favoriser leur occupation. 14 lieux de cultes ont été sélectionnés sur la base d'une étude exhaustive visant à identifier ceux qui ont une occupation réduite, démontrant des signes de dégradation de l'enveloppe et ayant une possibilité de diversification des usages élevées.</p> <p>Cadre actuel: <i>Plan d'urbanisme (04-047) et Règlement d'urbanisme (01-282)</i> Le Plan d'urbanisme identifie une liste de bâtiments d'intérêt patrimonial où se trouve l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement Ville-Marie à l'exception de quatre bâtiments qui ont spécifiquement été retirés afin de permettre une diversification des usages. Une note indique que tous ces bâtiments sont dans l'affectation « couvent, monastère ou lieu de culte ». Le lien qui est créé par cette note entre l'architecture et l'usage d'un bâtiment se traduit par une obligation de conformité dans le <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i> et limite donc les usages possibles dans ces bâtiments. Ainsi, toute diversification des usages est prohibée à moins de faire une modification du <i>Plan d'urbanisme</i> et d'autoriser spécifiquement l'usage par autorisation réglementaire.</p>

Aussi, il est important de mentionner que l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement sont localisés dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle » et sont identifiés comme étant des « immeubles d'intérêt ». De ce fait, d'un point de vue architectural, les dispositions les plus strictes sont applicables pour les transformations et restaurations. Le règlement exige en ce sens une évaluation d'intérêt patrimonial et une étude exhaustive des différentes configurations possibles pour tout projet d'agrandissement ou de modification d'un élément construit d'intérêt.

Cadre réglementaire proposé

Plan d'urbanisme (04-047)

Il est d'abord proposé de modifier la liste des lieux de culte du document d'arrondissement « Bâtiment d'intérêt et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle », pour retirer les 14 bâtiments nommés ci-dessous et permettre une plus grande diversité d'usages dans ces lieux de culte.

- Église Sacré-Coeur-de-Jésus (2000, rue Alexandre-DeSève)
- Église Saint-Eusèbe-de-Vergeil (2151, rue Fullum)
- St. James the Apostle (1439, rue Sainte-Catherine O.)
- Église Sainte-Brigide-de-Kildare (1153, rue Alexandre-DeSève)
- Le Gesù (1202, rue De Bleury)
- Centre évangélique (1455, avenue Papineau)
- Saint John the Evangelist (137, avenue Président-Kennedy)
- Église Saint-Pierre-Apôtre (1201, rue de la Visitation):
- Saint-Michael's Ukrainian Catholic (2388, rue d'Iberville)
- Notre-Dame-de-Guadeloupe/Sainte-Marguerite-Marie Alacoque (2020, rue de Bordeaux) et Sainte-Marguerite-Marie (2015, rue Dorion)
- Saints-Pierre-et-Paul/St.Luke's Episcopalian (1151, rue De Champlain)
- Evangel Pentecostal Church (1235, rue Lambert-Closse)
- People's Church of Montréal (2097, rue Union)
- Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour (1429, rue Poupart)

Règlement d'urbanisme (01-282)

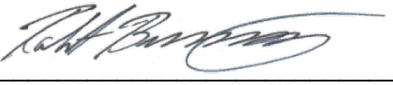
Aucune modification au Règlement d'urbanisme n'est proposée. L'ensemble des lieux de culte qui seront retirés de la liste du *Plan d'urbanisme* demeurera:

- dans un secteur d'usage de la catégorie E.5 - Lieux de culte patrimoniaux, et, par conséquent, aucun nouvel usage de plein droit n'est autorisé;
- dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle »;
- identifiés comme « immeubles d'intérêt ».

Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)

Il est proposé de modifier le règlement de manière à établir la documentation, les études et les critères d'évaluation spécifiques à la diversification des usages dans un lieu de culte. En plus de la documentation de base pour une demande de projet particulier, il sera requis de déposer des documents supplémentaires, notamment une évaluation de l'intérêt patrimonial.

	<p>Ensuite, un article sera ajouté afin d'établir les critères spécifiques applicables pour la diversification des usages. Les deux objectifs de ces critères viseront à contribuer à la protection du caractère communautaire et rassembleur des lieux de culte et à la préservation de la symbolique, des caractéristiques architecturales remarquables et aux qualités urbaines des lieux de culte. Ces critères seront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la préservation de l'usage cultuel lorsque ce dernier est toujours en fonction dans le bâtiment; - Favoriser en tout ou en partie des usages à caractère communautaire, social ou culturel; - Favoriser la diversité des usages lorsque le bâtiment comprend plusieurs espaces pouvant être utilisés à des fins distinctes; - Favoriser des usages qui sont compatibles avec le bâtiment; - Favoriser la réversibilité et l'adaptabilité des transformations pour des usages ultérieurs; - Favoriser la mise en valeur des caractéristiques symboliques du lieu et des qualités paysagères des espaces extérieurs; - Favoriser la cohérence des interventions extérieures de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque l'immeuble comprend plusieurs bâtiments; - Favoriser la conservation des arbres remarquables sur le site; - Favoriser, dans le cas d'un agrandissement, la protection des perspectives et des percées visuelles sur le lieu de culte; - Favoriser, dans le cas d'un agrandissement, le caractère réversible des interventions d'altération sur les bâtiments existants; - Favoriser des travaux d'altération minimaliste dans le cadre d'interventions sur les bâtiments existants et assurer le maintien et la mise en valeur composantes architecturales et symboliques significatives.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que:	La diminution de l'utilisation des lieux de culte s'observe de façon croissante dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Considérant que :	L'ensemble des lieux de culte est témoin d'un héritage artistique et architectural remarquable.
Considérant que :	Plusieurs lieux de culte ont une carence importante d'entretien, ce qui, à court ou moyen terme, peut mettre à risque la préservation de ces bâtiments dans le paysage montréalais.
Considérant que:	La diversification ou le changement d'usage peut se réaliser en préservant les qualités architecturales, symboliques, paysagères et urbaines des lieux de culte.
Considérant que:	Le processus permettant la diversification des usages des lieux de culte est long, complexe et les critères d'analyse sont méconnus pour les porteurs de projet.

Considérant que:	La plupart des projets de petite envergure sont abandonnés dû aux délais et à la complexité du processus d'autorisation.
Considérant que:	Les secteurs d'usages « E.5 - Lieux de culte patrimoniaux », la désignation comme « immeubles d'intérêt » et l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle » du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> ne seront pas modifiés suite à la modification du <i>Plan d'urbanisme</i> .
Considérant que:	La diversification ou le changement d'usage sera possible uniquement en respectant les procédures de projet particulier, comprenant notamment une présentation en assemblée de consultation publique et des présentations au conseil d'arrondissement.
Considérant que:	<i>Le règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)</i> sera modifié avant l'entrée en vigueur des modifications du Plan d'urbanisme et comprendra des critères spécifiques pour encadrer une demande de diversification ou changement d'usage.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1238449006

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, DAUM, arrondissement Ville-Marie*

Projet : Adopter un règlement modifiant le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble afin d'ajouter des dispositions spécifiques concernant le changement d'usage d'un lieu de culte

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité #9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire Priorité #14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité Priorité #17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes Priorité #20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?			

Priorité #9 - En permettant la diversification des usages dans les lieux de cultes et en favorisant le maintien ou l'implantation d'usage à caractère communautaire, public ou de rassemblement dans des bâtiments souvent localisés au centre géographique des communautés, le filet social pourrait être renforcé.

Priorité #14 - La modification du cadre réglementaire entourant les lieux de culte permettra aux propriétaires de diversifier les sources de revenus, et donc d'accroître leur résilience économique, dans le cadre de projets qui devront être innovants dans l'approche d'occupation de bâtiments patrimoniaux.

Priorité #17 - La mise en place d'un projet pilote visant à permettre la diversification des usages et la pérennisation du patrimoine religieux dans l'arrondissement de Ville-Marie met de l'avant une culture de l'innovation dans le domaine de l'occupation du territoire et des bâtiments patrimoniaux. Les retombées et les impacts seront analysés afin de bonifier les pratiques.

Priorité #20 - Les projets qui pourront émerger du nouveau cadre de planification et de réglementation mis en place permettront, sur la base de l'initiative et de la créativité des propriétaires et entrepreneurs, de faire rayonner Montréal par ses projets d'occupation des lieux de culte, autrement laissé à l'abandon.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1238449005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, par le déplacement de certains bâtiments de la liste des lieux de culte vers la nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle

D'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural de l'arrondissement de Ville-Marie et l'action 15.2, Protéger les bâtiments d'intérêt patrimonial.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:16

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION Dossier # :1238449005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, par le déplacement de certains bâtiments de la liste des lieux de culte vers la nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle

CONTENU

CONTEXTE

Il est proposé de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047, ci-après « Plan d'urbanisme ») de l'arrondissement de Ville-Marie en déplaçant certains lieux de culte dans une nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle de manière à permettre la diversification des usages dans certains lieux de culte selon une approche réglementaire discrétionnaire, tel un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec ou par résolution de projet particulier. De plus, afin de donner les orientations pour ce type d'intervention, l'action 15.2, Protéger les bâtiments d'intérêt patrimonial, sera modifiée pour intégrer des dispositions spécifiques pour les bâtiments identifiés comme immeubles à vocation historique culturelle.

En parallèle, et en conséquence de la présente modification au plan d'urbanisme, une demande de modification du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (CA-24-011, ci-après « Règlement sur les projets particuliers ») est entamée afin d'intégrer des dispositions administratives, des objectifs et des critères spécifiques pour les projets visant à autoriser un usage non autorisé dans un secteur E.5 - Lieux de culte patrimoniaux (1238449006).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S.O.

DESCRIPTION

Situation actuelle

L'Arrondissement est caractérisé par la présence de plusieurs lieux de culte datant de diverses périodes significatives avec la chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours jusqu'aux constructions plus modernes comme Our Lady of Czestochowa et People's Church of Montréal datant de la période d'après-guerre. Au total, 28 lieux de cultes sont recensés dans la liste de bâtiments d'intérêt patrimonial du Plan d'urbanisme.

Depuis les années 60, la pratique du culte est en baisse et soulève plusieurs enjeux

concernant la sauvegarde du patrimoine religieux. En effet, le nombre de lieux de culte excédentaire, c'est-à-dire qui sont à la recherche d'une nouvelle vocation, ne cesse d'augmenter au Québec et le territoire de l'arrondissement n'est pas épargné par cette tendance. Cette situation s'explique en grande partie du fait que les communautés religieuses manquent de relève ou de financement pour s'occuper de leurs bâtiments.

Bien que plusieurs bâtiments soient toujours occupés tant dans leur fonction culturelle que communautaire et ne présentent aucun risque d'un point de vue de l'utilisation ou de la pérennité du bâtiment, le territoire de l'arrondissement comporte plusieurs cas nécessitant des interventions immédiates ou à court terme.

Cadre réglementaire actuel

Le Plan d'urbanisme identifie une liste de bâtiments d'intérêt patrimonial localisés en dehors des secteurs patrimoniaux de valeur exceptionnelle. Dans cette section, l'on retrouve une liste identifiant l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement de Ville-Marie à l'exception de quatre bâtiments qui ont spécifiquement été retirés afin de permettre une diversification des usages. Dans les documents d'arrondissement visant Ville-Marie et qui concernent l'affectation du sol, une note indique que tous les bâtiments identifiés dans la liste précédente ont l'affectation couvent, monastère ou lieu de culte.

Le lien qui est créé par cette note entre l'architecture et l'usage d'un bâtiment se traduit par une obligation de conformité dans le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282, ci-après « Règlement d'urbanisme ») ce qui a pour effet de limiter les usages possibles dans un lieu de culte à des établissements culturels. Ainsi, toute diversification des usages est prohibée à moins de faire une modification du Plan d'urbanisme et d'autoriser spécifiquement l'usage par l'entremise d'une autorisation réglementaire.

Par ailleurs, il est important de mentionner que l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement est localisé dans l'unité de paysage Grande propriété institutionnelle et que ces derniers sont identifiés comme étant des immeubles d'intérêt. De ce fait, d'un point de vue architectural, les dispositions les plus strictes sont applicables pour les transformations et les restaurations. Le Règlement d'urbanisme exige en ce sens une évaluation d'intérêt patrimonial et une étude exhaustive des différentes configurations possibles pour tout projet d'agrandissement ou de modification d'un élément construit d'intérêt.

Proposition

Il est proposé de modifier la liste des lieux de culte du document d'arrondissement « Bâtiment d'intérêt et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle » pour permettre une plus grande diversité d'usages dans les lieux de culte.

Sur la base du recensement des lieux de culte effectué de la Division de l'urbanisme, la construction, l'histoire, l'architecture, les caractéristiques distinctives, l'état, l'utilisation et les possibilités de diversification des usages ont été documentés pour l'ensemble des bâtiments. Ensuite, une grille d'analyse a été élaborée de manière à pouvoir sélectionner les bâtiments ayant une occupation réduite, démontrant des signes de dégradation de l'enveloppe et ayant une possibilité de diversification des usages élevée. Les détails de cette méthode, notamment les critères d'analyse, sont disponibles dans les documents joints. Ainsi, la liste des bâtiments sélectionnés est la suivante :

- 2000, rue Alexandre-DeSève (Église Sacré-Coeur-de-Jésus);
- 2151, rue Fullum (Église Saint-Eusèbe-de-Verceil);
- 1439, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James the Apostle);
- 1153, rue Alexandre-DeSève (Église Sainte-Brigide-de-Kildare);
- 1202, rue De Bleury (Le Gesù);
- 1455, avenue Papineau (Centre évangélique);
- 137, avenue du Président-Kennedy (Saint John the Evangelist);
- 1201, rue de la Visitation (Église Saint-Pierre-Apôtre);

- 2388, rue D'Iberville (Saint-Michael's Ukrainian Catholic);
- 2020, rue de Bordeaux (Notre-Dame-de-Guadalupe / Sainte-Marguerite-Marie Alacoque);
- 1151, rue De Champlain (Saints-Pierre-et-Paul/St. Luke's Episcopalian);
- 1235, rue Lambert-Closse (Evangel Pentecostal Church);
- 2097, avenue Union (People's Church of Montréal);
- 1429, rue Poupart (Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour);
- 463, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James United).

Ces bâtiments demeureront dans la liste des bâtiments d'intérêt et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle, mais seront dans une nouvelle catégorie qui sera nommée « immeuble à vocation historique culturelle ». Cette nouvelle catégorie n'étant pas visée par des dispositions spécifiques concernant les usages dans la section affectation du sol du Plan d'urbanisme, il permettra le maintien de l'usage lieu de culte, mais permettra une diversification des usages.

En parallèle, aucune modification du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) n'est prévue, par conséquent, la diversification des usages ne pourra se faire de plein droit. Aussi, une modification du Règlement sur les projets particuliers est par contre proposée afin d'encadrer l'autorisation des nouveaux usages dans le respect des dispositions du Schéma d'aménagement et de développement (SAD).

Autres informations

Comme le précise le Service de l'habitation, le Plan d'urbanisme prévoit que des exigences additionnelles en matière de logement abordable s'appliqueront progressivement dans certains secteurs, en lien avec les nouvelles possibilités de densification résidentielle qu'il offrira. Conformément à cette orientation et dans la continuité des balises formulées dans le dossier décisionnel 1207252001, une modification du Règlement pour une métropole mixte (20-041), indépendante et parallèle au présent dossier, sera recommandée au conseil municipal concurremment à l'adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme dont il est question dans le présent dossier décisionnel. Ce projet de modification est indépendant du présent dossier et n'est pas

JUSTIFICATION

La prémisse justifiant la proposition est que le statu quo concernant l'affectation n'est pas synonyme de mise en valeur ou de préservation du patrimoine et se traduit actuellement par une carence d'entretien et parfois par l'abandon de certains bâtiments. Au contraire, une occupation pérenne et diversifiée des bâtiments culturels patrimoniaux, lorsque bien encadrée, peut être la clé de la mise en valeur de ces lieux d'intérêt. De plus, l'évolution de l'occupation du territoire démontre, tant au niveau montréalais que québécois, que les nouveaux usages peuvent s'intégrer harmonieusement dans des bâtiments dont la fonction initiale est différente. Autrement dit, l'usage n'est pas intrinsèquement lié à la forme et un changement ne signifie pas la perte des éléments symboliques et identitaires de la fonction initiale ni la perte des qualités paysagères et architecturales.

Le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie comprend quatre lieux de culte qui ont été retirés des listes du Plan d'urbanisme depuis 2004 afin d'autoriser des usages autres que ceux actuellement autorisés. Parmi ceux-ci, l'exemple remarquable du recyclage de l'ancienne église Erskine and American démontre qu'il est possible d'intégrer des usages culturels et muséaux tout en assurant la cohérence des interventions architecturales de transformations et de conservations avec un immeuble d'intérêt. Également, l'ancienne église Saint-Vincent-de-Paul se démarque par l'implantation d'une salle événementielle qui s'est traduite par la restitution de certaines caractéristiques d'origine disparue ainsi que la conservation et la mise en valeur du bâtiment.

En résumé, cette proposition a pour avantage principal de cesser de traiter des demandes d'autorisation réglementaire et de modification du Plan d'urbanisme à la pièce. En effet, dans le régime de planification et réglementaire actuel, les projets sont étudiés à la pièce sur la base de critères généraux qui ne sont pas spécifiques à portée singulière de la diversification des usages dans un lieu de culte. En respect du nouveau moyen de mise en oeuvre mis en place dans la présente proposition et du nouveau régime de critères d'analyse prévu dans le projet de modification du Règlement sur les projets particuliers (1238449006), le processus d'approbation sera connu d'avance pour les porteurs de projet, les délais seront réduits tout en conservant les assemblées de consultation publique, et la réalisation de projets devra répondre aux balises établies quant aux usages et aux transformations.

Enfin, rappelons qu'aucune modification ne sera apportée au Règlement d'urbanisme, puisqu'il comporte déjà un encadrement serré des lieux de culte patrimoniaux. Ce processus permettra à l'administration municipale et la communauté de s'assurer d'avoir une réelle plus-value lors de l'autorisation d'un projet de diversification des usages.

Avis des comités aviseurs

À sa séance du 8 juin 2023, le comité consultatif d'urbanisme a émis un avis favorable à l'égard de cette demande.

À la séance du 9 juin 2023, le Comité mixte a émis un avis favorable avec des recommandations à l'égard de la demande de modification du Plan d'urbanisme. Un tableau de suivi des recommandations est joint au présent sommaire.

Par conséquent, la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité est d'avis que l'on devrait donner une suite **favorable** à l'égard de cette demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le plan de communication comprendra, entre autres, les interventions suivantes:

- Article en ligne sur montreal.ca
- Photo-reportage sur montreal.ca
- Promotion de la consultation publique sur les réseaux sociaux de l'Arrondissement
- Mise à jour du Plan de mise en valeur du patrimoine local de Ville-Marie.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Première lecture du projet de règlement par conseil d'arrondissement
- Avis public
- Assemblée publique de consultation
- Recommandation d'adoption du projet de règlement par le comité exécutif
- Avis de motion, adoption du projet de règlement et recommandation d'adopter le projet de règlement par le conseil municipal
- Adoption par le conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-08

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1238449005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural, hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie, par le déplacement de certains bâtiments de la liste des lieux de culte vers la nouvelle liste d'immeubles à vocation historique culturelle

- Procès-verbal de la séance du 8 juin 2023 du comité consultatif d'urbanisme.



PV CCU - 2023-06-08 - MR - Lieux de culte.pdf

- Avis du comité comité mixte suite à présentation en date 9 juin 2023.



AC23-VM-01.pdf

- Avis du comité mixte, Annexe - Suivi des recommandations.



Annexe suivi_AC23-VM-01.pdf

- Grille d'analyse Montréal 2030.



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580

Télécop. :



Projet règlement modif. PU.docx

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu l'article 109 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du..... 2023, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'action 15.2, Protéger les bâtiments d'intérêt patrimonial, du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée par:

1° L'ajout de « ,sauf pour les bâtiments identifiés comme immeuble à vocation historique culturelle » à la suite de « Confirmer par l'affectation du sol la vocation institutionnelle des grandes propriétés à caractère institutionnel et des lieux de culte d'intérêt patrimonial (voir tableau et carte 3.1.1) »;

2° L'insertion du paragraphe suivant à la suite du neuvième moyen de mise en œuvre:

« Favoriser l'émergence de projets d'occupation et de diversification des usages dans les immeubles à vocation historique culturelle en:

1. encourageant la continuité de l'occupation de certains lieux de culte ainsi que des bâtiments qui y sont reliés, par la diversification des activités;
2. favorisant une occupation à caractère public ou communautaire, lorsque possible, et en encourageant le maintien ou le renouvellement des usages culturels et communautaires dans les parties du bâtiment initialement vouées à cette fonction;
3. assurant la conservation des caractéristiques patrimoniales, architecturales et paysagères des immeubles par l'intégration des critères spécifiques à la réglementation d'urbanisme, notamment les règlements sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI);
4. préservant les bâtiments dans la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural de la partie II lors d'une réaffectation;
5. poursuivant les efforts de compréhension et de documentation, notamment par la réalisation d'une étude documentaire et une évaluation de l'intérêt patrimonial, historique, culturel par les porteurs de projet. ».

2. La liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle du chapitre 25 de la partie II du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) concernant l'arrondissement de Ville-Marie est modifiée par :

1° la création de la catégorie « Immeuble à vocation historique culturelle »;

2° la suppression, dans la catégorie « Les lieux de culte », des bâtiments suivants:

- a) 2000, rue Alexandre-De-Sève (Église Sacré-Coeur-de-Jésus);
- b) 2151, rue Fullum (Église Saint-Eusèbe-de-Verceil);
- c) 1439, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James the Apostle);
- d) 1153, rue Alexandre-De-Sève (Église Sainte-Brigide-de-Kildare);
- e) 1202, rue De Bleury (Le Gesù);
- f) 1455, avenue Papineau (Centre évangélique);
- g) 137, avenue Du Président-Kennedy (Saint John the Evangelist);
- h) 1201, rue De La Visitation (Église Saint-Pierre-Apôtre);
- i) 2388, rue D'Iberville (Saint-Michael's Ukrainian Catholic);
- j) 2020, rue De Bordeaux (Notre-Dame-de-Guadalupe / Sainte-Marguerite-Marie Alacoque);
- k) 2015, rue Dorion (Église Sainte-Marguerite-Marie);
- l) 1151, rue De Champlain (Saints-Pierre-et-Paul/St. Luke's Episcopalian);
- m) 1235, rue Lambert-Closse (Evangel Pentecostal Church);
- n) 2097, rue Union (People's Church of Montréal);
- o) 1429, rue Poupart (Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour);
- p) 463, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James United)

3° l'ajout, dans la catégorie « Immeuble à vocation historique culturelle », des bâtiments suivants:

- a) 2000, rue Alexandre-DeSève (Église Sacré-Coeur-de-Jésus);
- b) 2151, rue Fullum (Église Saint-Eusèbe-de-Verceil);
- c) 1439, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James the Apostle);
- d) 1153, rue Alexandre-DeSève (Église Sainte-Brigide-de-Kildare);
- e) 1202, rue De Bleury (Le Gesù);
- f) 1455, avenue Papineau (Centre évangélique);
- g) 137, avenue du Président-Kennedy (Saint John the Evangelist);
- h) 1201, rue de la Visitation (Église Saint-Pierre-Apôtre);

XX-XXX/2

- i) 2388, rue D'Iberville (Saint-Michael's Ukrainian Catholic);
- j) 2020, rue de Bordeaux (Notre-Dame-de-Guadalupe / Sainte-Marguerite-Marie Alacoque);
- k) 1151, rue De Champlain (Saints-Pierre-et-Paul/St. Luke's Episcopalian);
- l) 1235, rue Lambert-Closse (Evangel Pentecostal Church);
- m) 2097, avenue Union (People's Church of Montréal);
- n) 1429, rue Poupart (Association missionnaire internationale des Adventistes du 7^e jour);
- o) 463, rue Sainte-Catherine Ouest (St. James United)

3. Le tableau 3.1.1 « catégories d'affectation du sol » de la section 3.1.1 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifié par le retrait, à la catégorie « Couvent, monastère ou lieu de culte », de la note suivante :

« Pour l'église St. James United (463, rue Sainte-Catherine Ouest), cette affectation permet également les commerces et les bureaux, à la condition qu'ils soient autorisés par un règlement adopté en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal ou par une résolution de projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble. ».

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2023, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2023 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1238449005

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER¹

Réunis en comité mixte le 9 juin 2023

**Modification de la liste des lieux de culte
de l'Arrondissement de Ville-Marie au Plan d'urbanisme**

AC23-VM-01

Localisation :	28 lieux de culte de l'Arrondissement de Ville-Marie
	Applicable pour certains immeubles : Bâtiments inscrits à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle (Plan d'urbanisme)
Reconnaissance municipale :	Bâtiments inscrits à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural compris dans un secteur de valeur exceptionnelle (Plan d'urbanisme) Bâtiments inscrits à la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural compris dans un secteur de valeur intéressante (Plan d'urbanisme)
	Applicable pour certains immeubles : Inventoriés (hors LPC)
Reconnaissance provinciale :	Cités, déclarés, classés ou situés dans une aire de protection (immeubles ou sites, LPC)
	Applicable pour certains immeubles :
Reconnaissance fédérale :	Variable selon chaque lieu de culte : aucune ou désignation (Lieu historique national du Canada)

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV), ci-après, le comité mixte, émettent un avis à la demande de la Division de l'urbanisme de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité de l'Arrondissement Ville-Marie conformément au paragraphe 1 de l'article 12.1 du règlement du CPM (02-136) et au paragraphe 1 de l'article 11 du règlement du CJV (12-022).

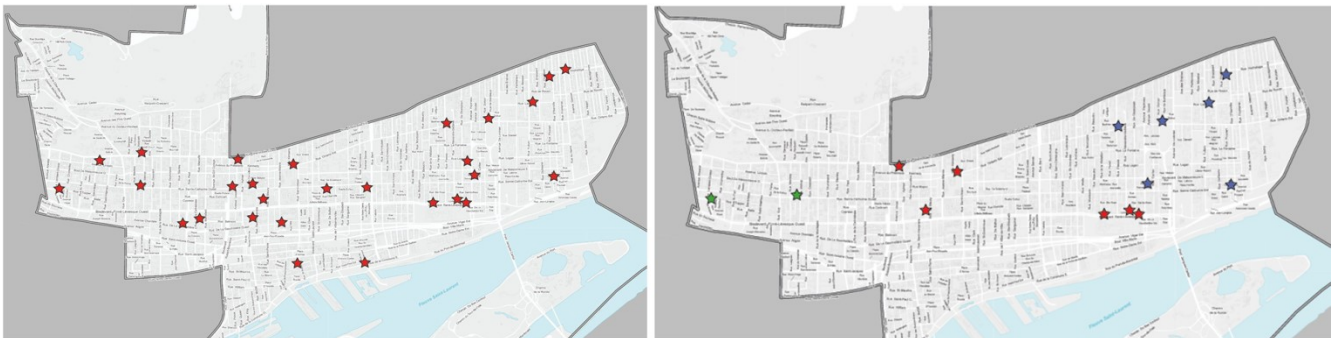
OBJET ET CONTEXTE DE LA DEMANDE

L'avis du comité mixte est sollicité au sujet d'une modification du Plan d'urbanisme dans l'arrondissement de Ville-Marie. Il s'agit plus précisément de modifier la liste des lieux de culte désignés « Bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle » dans le document d'arrondissement relatif au patrimoine

¹ Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger sont les instances consultatives de la Ville de Montréal en matière de patrimoine et d'urbanisme (règlements 02-136 et 12-022).

(partie II du Plan d'urbanisme). La modification vise à en retirer 14 lieux de culte en vue d'y faciliter la diversification des usages et de favoriser du même coup la préservation de ces bâtiments.

L'arrondissement de Ville-Marie est caractérisé par la présence de nombreux lieux de culte datant de diverses périodes significatives en partant de la chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours jusqu'aux constructions plus récentes des églises Our Lady of Czestochowa et People's Church of Montreal. Depuis les années 1960, la pratique du culte est en baisse, ce qui soulève plusieurs enjeux concernant la sauvegarde du patrimoine religieux. Le nombre de lieux de culte excédentaires, c'est-à-dire à la recherche d'une nouvelle vocation, ne cesse d'augmenter au Québec et l'arrondissement de Ville-Marie n'est pas épargné par cette tendance qui est tributaire du manque de relève et de sources de financement pour s'occuper des bâtiments. Même si bon nombre d'entre eux servent toujours à des fins culturelles ou communautaires, plusieurs nécessitent des interventions immédiates ou à court terme pour assurer leur pérennité.



Carte des 28 lieux de culte du Plan d'urbanisme actuel et de la sélection pour le projet pilote de l'Arrondissement de Ville-Marie.
(Source : Arrondissement de Ville-Marie)

DESCRIPTION DU PROJET

Dans le Plan d'urbanisme, les 28 lieux de culte recensés dans la liste des « bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle » appartiennent à une catégorie d'affectation du sol particulière, « couvent, monastère ou lieu de culte ». Cette affectation autorise certains types d'usages (les « composantes ») et précise certaines des conditions (les « notes ») à rencontrer à cette fin.

La prémisse de la modification proposée est que l'affectation « couvent, monastère ou lieu de culte » limite étroitement les usages autorisés et ne garantit ni la préservation ni la mise en valeur des bâtiments inscrits sur la liste. Dès lors, faute de diversité et de souplesse à cet égard, plusieurs bâtiments patrimoniaux sont exposés au manque d'entretien et parfois même à l'abandon. Par contre, bien encadrée, la diversification des usages des bâtiments culturels patrimoniaux pourrait être la clé de leur mise en valeur. Or, cette diversification est actuellement assujettie à une modification du Plan d'urbanisme, un processus long et laborieux.

Il est donc proposé de retirer de la liste des lieux de culte de la partie II du Plan d'urbanisme 14 d'entre eux, dans le cadre d'un projet-pilote. En rompant le lien entre l'affectation des bâtiments et leur architecture, cela permettra d'en diversifier les usages potentiels tout en préservant le cadre bâti. La diversification se ferait en recourant à l'article 89 de la Charte de la Ville ou par projet particulier.

Le Règlement d'urbanisme de Ville-Marie ne serait pas modifié. Il contient déjà, conformément au document complémentaire du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, des dispositions pour la transformation et la restauration des lieux de culte. Par contre, l'Arrondissement modifierait son Règlement sur les projets particuliers (PPCMOI) afin d'encadrer spécifiquement et plus rigoureusement les demandes de changement d'usage des lieux de culte. On y exigera notamment une évaluation de l'intérêt patrimonial et une étude exhaustive des différentes configurations possibles pour l'implantation d'un nouvel usage.

Selon les requérants, la proposition à l'étude aurait pour avantage de ne plus obliger à traiter à la pièce les demandes d'autorisation. Dans le nouveau cadre proposé, les critères d'analyse et le processus d'approbation seraient connus d'avance pour les porteurs de projet. Les délais seraient réduits même en conservant les assemblées de consultation publique. À cet égard, la proposition se veut un projet-pilote dont les résultats pourraient éclairer la décision d'étendre ou non cette approche à d'autres lieux de culte de la ville de Montréal.

ANALYSE DES ENJEUX

Pour effectuer son analyse et formuler son avis, le comité mixte s'est appuyé sur la rencontre du 9 juin 2023 avec les représentants de l'Arrondissement de Ville-Marie et sur les documents qu'ils ont déposés.

La modification au plan d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie

Le comité mixte remercie les requérants pour la rigueur et la précision de la documentation sur un enjeu aussi important et aussi sensible que la préservation des lieux de culte d'intérêt patrimonial et architectural. Il apprécie la vision d'ensemble et les intentions mises de l'avant dans le projet-pilote de l'Arrondissement. Elles rejoignent les objectifs émis par le Comité Jacques-Viger dans son Rapport annuel de 2020 et la vision d'ensemble du futur Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM).

Le comité mixte est favorable au retrait des 14 bâtiments retenus par l'Arrondissement de la liste des lieux de culte du Plan d'urbanisme, afin de permettre un meilleur encadrement et un allègement du processus administratif pour d'éventuels projets de requalification, de conversion ou d'ajout d'usages accessoires, avec l'espoir que cela favorisera la conservation et le maintien en bon état des bâtiments concernés. Cela dit, le comité mixte estime qu'il aurait été judicieux de faire appel à lui plus tôt dans le processus. Il aurait ainsi pu apporter un éclairage hâtif et contribuer à la réflexion sur les prémisses de cette démarche.

Les principaux points qui ont retenu l'attention du comité touchent la sélection des lieux de culte à retirer de la liste, les usages à autoriser en réponse à une demande de diversification, et le processus d'approbation des interventions sur les bâtiments.

Les lieux de culte du projet-pilote

L'importance de préserver le patrimoine religieux et l'urgence d'agir dans de nombreux cas sont les considérations qui motivent l'Arrondissement et le comité mixte y est sensible. Il estime cependant que le projet-pilote aurait dû correspondre à une vision d'avenir et s'insérer dans une stratégie visant l'ensemble des bâtiments d'intérêt

patrimonial et architectural. La sélection des lieux d'intervention dans le cadre du projet-pilote deviendrait alors le premier volet du plan de mise en œuvre d'une telle stratégie.

Dans cet esprit, le comité mixte suggère à l'Arrondissement de se donner des outils additionnels lui assurant la maîtrise des conditions de réussite du projet-pilote et son arrimage ultérieur au PUM. Le processus de documentation et de sélection des bâtiments, y compris la grille d'analyse, en serait renforcé, de même que le processus ultérieur d'évaluation des propositions et d'encadrement des projets.

Les usages possibles

Le comité mixte croit qu'il est important de réfléchir aux usages qui pourraient être considérés pour les 14 lieux de culte retirés de la liste. Il ne suffit pas que par ce retrait, leur affectation au plan d'urbanisme devienne celle de leur milieu d'insertion, même s'ils demeurent identifiés comme « immeubles d'intérêt » et que, sauf une exception, ils demeurent dans l'unité de paysage « grande propriété institutionnelle ». Bref, il ne faudrait pas que leur nouvelle affectation expose les lieux de culte et les terrains qu'ils occupent à des propositions incompatibles avec la préservation adéquate de leur valeur patrimoniale. C'est pourquoi la question des usages potentiels mérite d'être approfondie dans le cadre de la réflexion élargie suggérée plus haut.

Les expériences récentes de requalification de lieux de culte à Montréal démontrent que ce sont souvent plusieurs besoins qui, mis en commun, permettent d'élaborer un projet viable permettant de partager les espaces et les coûts par plusieurs occupants à la fois. Ces usages diversifiés permettent souvent de cumuler des sources d'aide financière et de revenus. C'est pourquoi l'Arrondissement doit jouer un rôle proactif dans le démarchage visant à élaborer des scénarios d'occupation concertés avec des acteurs du milieu. En outre, l'arrondissement doit faire preuve d'une grande ouverture à envisager et accompagner des propositions innovantes et parfois inusitées ; combien de projets ont été réalisés grâce à la capacité des acteurs à repenser les modèles établis ?

Les projets et leur mise en œuvre

Le projet-pilote explore divers moyens de faciliter le processus d'approbation de projets immobiliers, mais ces moyens n'en garantissent pas à eux seuls la réussite. Le comité mixte suggère à l'Arrondissement et à la Ville de Montréal de développer ou, s'ils existent déjà, de renforcer les partenariats avec les autorités religieuses et les institutions, considérant leur rôle central dans le succès d'une telle démarche. Il apparaît nécessaire d'obtenir de leur part des informations sur l'état des immeubles et, surtout, leurs intentions de maintien de l'usage culturel, pour mieux encadrer l'évolution du parc immobilier très particulier des lieux de culte patrimoniaux et pour poser les bons gestes au bon moment, c'est-à-dire lorsque les immeubles sont en voie d'être jugés excédentaires et non après des années de fermeture et d'abandon.

Il conviendrait également d'arrimer cette démarche à celle des instances gouvernementales dont le mandat est lié à la sauvegarde du patrimoine religieux du Québec, comme le ministère de la Culture et des Communications du Québec et le Conseil du patrimoine religieux du Québec. Ces collaborations permettraient d'inscrire les enjeux du projet-pilote dans un ensemble de mesures et de pistes de solutions à différentes étapes d'avancement, elles-mêmes inscrites dans une vision d'ensemble.

Le comité mixte juge important d'inclure les composantes paysagères et le contexte urbain dans l'analyse des propositions en vue d'un changement d'usage ou pour un projet immobilier touchant à un ensemble ou à un bâtiment religieux, voire à un noyau paroissial. Les exigences de préservation devraient s'étendre à ces facteurs et être traduites en critères. Cette considération apparaît particulièrement importante pour plusieurs des lieux qui se trouvent dans la liste du projet-pilote, comme l'église du Gesù, l'église du Sacré-Cœur-de-Jésus et l'église Saint-Pierre-Apôtre.

Les projets visant les lieux de culte retirés de la liste seront traités comme projets particuliers (PPCMOI) ou par un règlement en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Leurs processus sont plus expéditifs qu'une modification du Plan d'urbanisme. Le comité mixte note que le Règlement sur les projets particuliers sera renforcé à l'égard de ceux qui touchent un lieu de culte. Par contre, les avis du CPM et du comité mixte seront moins souvent sollicités à leur égard. Le comité mixte est d'avis que le projet-pilote devrait prévoir un suivi des projets par un comité multidisciplinaire d'experts pouvant statuer sur leur qualité et émettre des recommandations. À cet égard, il convient d'envisager le recours au comité mixte ou au CPM, soit à la demande de l'arrondissement ou conformément aux cas de figure qui sont déjà prévus dans les règlements constitutifs du CPM et du CJV.

Méthodologie et rétro-évaluation

En terminant, considérant qu'au terme du projet-pilote, le processus issu de la modification du Plan d'urbanisme fera l'objet d'une rétro-évaluation, le comité mixte recommande que des ajustements puissent être apportés à la grille d'analyse selon les résultats obtenus. Il recommande également que cette démarche puisse inclure des séances de coordination avec les autres arrondissements afin de bonifier l'approche à l'égard des lieux de culte. En effet, le comité mixte juge que cette démarche mérite d'être implantée dans d'autres arrondissements, tout en tenant compte du contexte propre à chaque territoire.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL ET DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Conseil du patrimoine de Montréal et le Comité Jacques-Viger émettent un avis favorable à la modification de la liste des lieux de culte de l'Arrondissement de Ville-Marie au Plan d'urbanisme, selon le projet qui leur a été présenté.

Ils émettent les recommandations suivantes :

1. Insérer l'approche proposée dans une vision d'avenir et une stratégie globale quant aux lieux de culte et aux immeubles patrimoniaux ;
2. Réfléchir aux usages à privilégier pour les lieux de culte retirés de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural ;
3. Bâtir ou renforcer le partenariat avec les autorités religieuses et institutionnelles afin d'obtenir une planification concertée de l'avenir des lieux de culte ;
4. Prendre en compte la valeur paysagère et le contexte urbain dans l'analyse des propositions ;

5. Prévoir un suivi par un comité multidisciplinaire d'experts ;
6. Envisager de maintenir l'intervention des comités consultatifs (CPM, CJV, comité mixte) sur les projets touchant les lieux de culte ;
7. Partager avec les autres Arrondissements les résultats du projet-pilote et planifier avec le SUM une application de l'approche modulée en fonction des contextes différents à chaque territoire.

Note adressée au demandeur :

Veillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

Le président du Comité Jacques-Viger,



Denis Boucher

Jean Paré

Le 17 juillet 2023

Le 17 juillet 2023

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Modification de la liste des lieux de culte
de l'Arrondissement de Ville-Marie au Plan d'urbanisme
AC23-VM-01 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Cette grille a pour but d'informer le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le Comité Jacques-Viger (CJV), ci-après le Comité mixte, des mesures entreprises par le demandeur à la suite des recommandations du présent avis. Veillez remplir le tableau ici-bas et le transmettre à la permanence du Comité mixte préalablement à la prochaine séance prévue pour ce projet, le cas échéant.

Veillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations	Suivi effectué <i>(texte à inclure, si applicable)</i>
01	Insérer l'approche proposée dans une vision d'avenir et une stratégie globale quant aux lieux de culte et aux immeubles patrimoniaux.	<p>Le Plan de mise en valeur du patrimoine local de Ville-Marie sera mis à jour afin d'intégrer une intervention concernant l'approche privilégiée pour la préservation des lieux de culte.</p> <p>Le règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) sera modifié afin d'inclure des objectifs et des critères d'évaluation pour les projets de diversification des usages dans un immeuble à caractère religieux, qui traduiront la stratégie globale quant à l'avenir de ce patrimoine.</p> <p>Concernant les 300 immeubles patrimoniaux identifiés dans le règlement d'urbanisme pour l'arrondissement Ville-Marie, incluant l'ensemble des lieux de culte, le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement prévoit des dispositions communes et plus restrictives afin d'assurer la pérennité du caractère remarquable de ces bâtiments.</p>
02	Réfléchir aux usages à privilégier pour les lieux de culte retirés de la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural.	<p>Le règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) sera modifié afin d'inclure des objectifs et des critères d'évaluation visant à définir le type d'occupation privilégié pour les immeubles à caractère religieux.</p> <p>Entre autres, des usages à caractère public, communautaire ou de rassemblement dans une partie significative de l'immeuble, tout en</p>

		favorisant les usages ayant une bonne compatibilité avec les aménagements d'origine et les caractéristiques architecturales d'intérêts
03	Bâtir ou renforcer le partenariat avec les autorités religieuses et institutionnelles afin d'obtenir une planification concertée de l'avenir des lieux de culte.	La stratégie de communication mise en place suite à la première lecture du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme mettra sur des communications directes avec les intervenants principaux de la communauté religieuse et en protection du patrimoine. Dans le cadre de l'assemblée publique de consultation, et par des échanges directs en amont de cette séance, il sera possible de créer un partenariat entre la division de l'urbanisme et la communauté.
04	Prendre en compte la valeur paysagère et le contexte urbain dans l'analyse des propositions.	Le règlement sur les projets particuliers (CA-24-011) sera modifié afin d'inclure des objectifs et des critères d'évaluation visant à prendre en compte la valeur paysagère et le contexte urbain dans l'analyse des propositions. D'un point de vue architectural, les dispositions actuelles entourant l'unité de paysage « grande propriété institutionnelle » comportent plusieurs critères qui permettent de s'assurer de la qualité des interventions concernant les caractéristiques paysagère et urbaine du site.
05	Prévoir un suivi par un comité multidisciplinaire d'experts.	Après la première lecture d'une résolution visant la diversification des usages, la Division de l'urbanisme pourrait informer et consulter la communauté d'experts en protection et mise en valeur du patrimoine culturel. Ces derniers auraient donc un forum pour partager leur connaissance et compréhension de ce type de bâtiments.
06	Envisager de maintenir l'intervention des comités consultatifs (CPM, CJV, comité mixte) sur les projets touchant les lieux de culte.	Ayant pour objectif d'alléger le processus d'approbation menant à une autorisation de projet, un processus administratif sera mis en place afin d'informer le CPM et le CJV des projets touchant les lieux de culte identifiés afin qu'ils puissent formuler des commentaires visant la bonification de ceux-ci.
07	Partager avec les autres Arrondissements les résultats du projet-pilote et planifier avec le SUM une application de l'approche modulée en fonction des contextes différents à chaque territoire.	Des séances d'information <i>ad hoc</i> pourront être planifiées à l'initiative de la division de l'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie afin d'informer et de partager l'expérience avec les autres arrondissements et les services centraux. L'information transmise au SUM pourra être interprétée par le service qui pourra faire des recommandations aux autres arrondissements selon les distinctions territoriales.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

8 juin 2023

S.O.

4.3.1

Objet :	MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME ET DU RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (CA-24-011)
Endroit :	Ensemble du territoire de l'arrondissement de Ville-Marie
Responsable :	Jordan Lapointe
Description :	<p>Le territoire de l'arrondissement Ville-Marie est caractérisé par la présence de plusieurs lieux de culte datant de diverses périodes significatives. Au total, 28 lieux de cultes sont recensés dans la liste de bâtiments d'intérêt patrimonial du Plan d'urbanisme. Depuis les années 60, la pratique du culte est en baisse et soulève plusieurs enjeux concernant la sauvegarde du patrimoine religieux. Bien que plusieurs bâtiments soient toujours occupés tant dans leur fonction culturelle que communautaire et ne présentent aucun risque d'un point de vue de l'utilisation ou de la pérennité du bâtiment, le territoire de l'arrondissement comprend plusieurs cas nécessitant des interventions immédiates ou à court terme.</p> <p>L'arrondissement propose un projet pilote, visant à effectuer des modifications réglementaires en vue de diversifier les usages autorisés dans certains lieux de culte et ainsi favoriser leur occupation. 14 lieux de cultes ont été sélectionnés sur la base d'une étude exhaustive visant à identifier ceux qui ont une occupation réduite, démontrant des signes de dégradation de l'enveloppe et ayant une possibilité de diversification des usages élevées.</p> <p>Cadre actuel: <i>Plan d'urbanisme (04-047) et Règlement d'urbanisme (01-282)</i> Le Plan d'urbanisme identifie une liste de bâtiments d'intérêt patrimonial où se trouve l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement Ville-Marie à l'exception de quatre bâtiments qui ont spécifiquement été retirés afin de permettre une diversification des usages. Une note indique que tous ces bâtiments sont dans l'affectation « couvent, monastère ou lieu de culte ». Le lien qui est créé par cette note entre l'architecture et l'usage d'un bâtiment se traduit par une obligation de conformité dans le <i>Règlement d'urbanisme 01-282</i> et limite donc les usages possibles dans ces bâtiments. Ainsi, toute diversification des usages est prohibée à moins de faire une modification du <i>Plan d'urbanisme</i> et d'autoriser spécifiquement l'usage par autorisation réglementaire.</p>

Aussi, il est important de mentionner que l'ensemble des lieux de culte de l'arrondissement sont localisés dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle » et sont identifiés comme étant des « immeubles d'intérêt ». De ce fait, d'un point de vue architectural, les dispositions les plus strictes sont applicables pour les transformations et restaurations. Le règlement exige en ce sens une évaluation d'intérêt patrimonial et une étude exhaustive des différentes configurations possibles pour tout projet d'agrandissement ou de modification d'un élément construit d'intérêt.

Cadre réglementaire proposé

Plan d'urbanisme (04-047)

Il est d'abord proposé de modifier la liste des lieux de culte du document d'arrondissement « Bâtiment d'intérêt et architectural hors secteurs de valeur exceptionnelle », pour retirer les 14 bâtiments nommés ci-dessous et permettre une plus grande diversité d'usages dans ces lieux de culte.

- Église Sacré-Coeur-de-Jésus (2000, rue Alexandre-DeSève)
- Église Saint-Eusèbe-de-Vergeil (2151, rue Fullum)
- St. James the Apostle (1439, rue Sainte-Catherine O.)
- Église Sainte-Brigide-de-Kildare (1153, rue Alexandre-DeSève)
- Le Gesù (1202, rue De Bleury)
- Centre évangélique (1455, avenue Papineau)
- Saint John the Evangelist (137, avenue Président-Kennedy)
- Église Saint-Pierre-Apôtre (1201, rue de la Visitation):
- Saint-Michael's Ukrainian Catholic (2388, rue d'Iberville)
- Notre-Dame-de-Guadeloupe/Sainte-Marguerite-Marie Alacoque (2020, rue de Bordeaux) et Sainte-Marguerite-Marie (2015, rue Dorion)
- Saints-Pierre-et-Paul/St.Luke's Episcopalian (1151, rue De Champlain)
- Evangel Pentecostal Church (1235, rue Lambert-Closse)
- People's Church of Montréal (2097, rue Union)
- Association missionnaire internationale des Adventistes du 7e jour (1429, rue Poupart)

Règlement d'urbanisme (01-282)

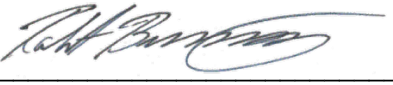
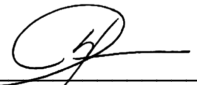
Aucune modification au Règlement d'urbanisme n'est proposée. L'ensemble des lieux de culte qui seront retirés de la liste du *Plan d'urbanisme* demeurera:

- dans un secteur d'usage de la catégorie E.5 - Lieux de culte patrimoniaux, et, par conséquent, aucun nouvel usage de plein droit n'est autorisé;
- dans l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle »;
- identifiés comme « immeubles d'intérêt ».

Règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)

Il est proposé de modifier le règlement de manière à établir la documentation, les études et les critères d'évaluation spécifiques à la diversification des usages dans un lieu de culte. En plus de la documentation de base pour une demande de projet particulier, il sera requis de déposer des documents supplémentaires, notamment une évaluation de l'intérêt patrimonial.

	<p>Ensuite, un article sera ajouté afin d'établir les critères spécifiques applicables pour la diversification des usages. Les deux objectifs de ces critères viseront à contribuer à la protection du caractère communautaire et rassembleur des lieux de culte et à la préservation de la symbolique, des caractéristiques architecturales remarquables et aux qualités urbaines des lieux de culte. Ces critères seront notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la préservation de l'usage cultuel lorsque ce dernier est toujours en fonction dans le bâtiment; - Favoriser en tout ou en partie des usages à caractère communautaire, social ou culturel; - Favoriser la diversité des usages lorsque le bâtiment comprend plusieurs espaces pouvant être utilisés à des fins distinctes; - Favoriser des usages qui sont compatibles avec le bâtiment; - Favoriser la réversibilité et l'adaptabilité des transformations pour des usages ultérieurs; - Favoriser la mise en valeur des caractéristiques symboliques du lieu et des qualités paysagères des espaces extérieurs; - Favoriser la cohérence des interventions extérieures de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque l'immeuble comprend plusieurs bâtiments; - Favoriser la conservation des arbres remarquables sur le site; - Favoriser, dans le cas d'un agrandissement, la protection des perspectives et des percées visuelles sur le lieu de culte; - Favoriser, dans le cas d'un agrandissement, le caractère réversible des interventions d'altération sur les bâtiments existants; - Favoriser des travaux d'altération minimaliste dans le cadre d'interventions sur les bâtiments existants et assurer le maintien et la mise en valeur composantes architecturales et symboliques significatives.
Élément particulier :	Aucun
Remarque importante :	Aucune
Considérant que:	La diminution de l'utilisation des lieux de culte s'observe de façon croissante dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Considérant que :	L'ensemble des lieux de culte est témoin d'un héritage artistique et architectural remarquable.
Considérant que :	Plusieurs lieux de culte ont une carence importante d'entretien, ce qui, à court ou moyen terme, peut mettre à risque la préservation de ces bâtiments dans le paysage montréalais.
Considérant que:	La diversification ou le changement d'usage peut se réaliser en préservant les qualités architecturales, symboliques, paysagères et urbaines des lieux de culte.
Considérant que:	Le processus permettant la diversification des usages des lieux de culte est long, complexe et les critères d'analyse sont méconnus pour les porteurs de projet.

Considérant que:	La plupart des projets de petite envergure sont abandonnés dû aux délais et à la complexité du processus d'autorisation.
Considérant que:	Les secteurs d'usages « E.5 - Lieux de culte patrimoniaux », la désignation comme « immeubles d'intérêt » et l'unité de paysage « Grande propriété institutionnelle » du <i>Règlement d'urbanisme (01-282)</i> ne seront pas modifiés suite à la modification du <i>Plan d'urbanisme</i> .
Considérant que:	La diversification ou le changement d'usage sera possible uniquement en respectant les procédures de projet particulier, comprenant notamment une présentation en assemblée de consultation publique et des présentations au conseil d'arrondissement.
Considérant que:	<i>Le règlement sur les projets particuliers (CA-24-011)</i> sera modifié avant l'entrée en vigueur des modifications du Plan d'urbanisme et comprendra des critères spécifiques pour encadrer une demande de diversification ou changement d'usage.
Par conséquent, à l'unanimité, le comité consultatif d'urbanisme émet un AVIS FAVORABLE à l'égard de cette demande.	
 <hr/> Robert Beaudry Président	 <hr/> Stéphanie Jolicoeur Secrétaire

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1238449005

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, DAUM, arrondissement Ville-Marie*

Projet : Adopter un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de modifier la liste des bâtiments d'intérêt patrimonial et architectural hors secteur de valeur exceptionnelle de l'arrondissement de Ville-Marie par la modification de la liste des lieux de culte

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
Priorité #9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire			
Priorité #14 - Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité			
Priorité #17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			
Priorité #20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Priorité #9 - En permettant la diversification des usages dans les lieux de cultes et en favorisant le maintien ou l'implantation d'usage à caractère communautaire, public ou de rassemblement dans des bâtiments souvent localisés au centre géographique des communautés, le filet social pourrait être renforcé.

Priorité #14 - La modification du cadre réglementaire entourant les lieux de culte permettra aux propriétaires de diversifier les sources de revenus, et donc d'accroître leur résilience économique, dans le cadre de projets qui devront être innovants dans l'approche d'occupation de bâtiments patrimoniaux.

Priorité #17 - La mise en place d'un projet pilote visant à permettre la diversification des usages et la pérennisation du patrimoine religieux dans l'arrondissement de Ville-Marie met de l'avant une culture de l'innovation dans le domaine de l'occupation du territoire et des bâtiments patrimoniaux. Les retombées et les impacts seront analysés afin de bonifier les pratiques.

Priorité #20 - Les projets qui pourront émerger du nouveau cadre de planification et de réglementation mis en place permettront, sur la base de l'initiative et de la créativité des propriétaires et entrepreneurs, de faire rayonner Montréal par ses projets d'occupation des lieux de culte, autrement laissé à l'abandon.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <p>a. Inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 			X
<p>b. Équité</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	X		
<p>c. Accessibilité universelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1238449007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361)

Considérant que l'arrondissement a reçu une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation pour la démolition du bâtiment localisé au 1010, rue De La Gauchetière Est.
Considérant que le bâtiment existant présente plusieurs problématiques structurelles nécessitant sa démolition.

Considérant que le projet de remplacement proposé présente des qualités de conception architecturale et d'intégration au contexte qui sont supérieures à celles du bâtiment à démolir, et apportent une contribution positive au secteur d'insertion.

Considérant que le projet de remplacement permet de rétablir le front bâti sur la rue Atateken et de bien marquer l'intersection des deux voies publiques.

Considérant que le projet de remplacement permet d'augmenter l'offre de logement par l'ajout de 29 logements de taille variable, pour un site localisé à proximité d'axes importants de transport en commun et actifs.

Considérant que l'abattage des arbres sur le site est autorisé de plein droit pour un projet de construction ou d'agrandissement en vertu du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282).

Considérant que les arbres sur le domaine public pourront être conservés avec des mesures de protection minimales.

Considérant que les arbres en question sont localisés dans l'aire d'implantation du bâtiment projeté et que la préservation de ces derniers, en respectant les paramètres réglementaires actuels, se traduirait par une réduction de la superficie de plancher du projet et donc du nombre de logements.

Considérant que le Comité d'étude des demandes de démolition a imposé une condition supplémentaire, soit prévoir la plantation de deux arbres dans le cadre de l'aménagement

paysager du projet de remplacement.

Il est recommandé :

De confirmer la décision du Comité d'étude des demandes de démolition rendue le 27 juin 2023 relativement à l'autorisation de la démolition du bâtiment situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361), conformément à l'article 25 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), suite à l'appel de la décision, et ce, aux mêmes conditions que celles l'assortissant;

D'approuver, à cette fin, la délivrance du certificat d'autorisation de démolition afférant (demande 3003208822).

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 16:16

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1238449007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361)

CONTENU

CONTEXTE

Une demande d'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition (CEDD) a été déposée à l'arrondissement en vertu de l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215). Cette demande d'appel concerne la demande de certificat de démolition #3003208822, déposée le 8 septembre 2022, et visant l'immeuble portant l'adresse 1010, rue De La Gauchetière Est.

Cette demande d'appel fait suite à la décision favorable à la demande de démolition du bâtiment rendue par le CEDD de l'arrondissement de Ville-Marie lors de sa séance du 27 juin 2023.

En vertu de l'article 25 du même règlement, le conseil d'arrondissement peut confirmer la décision du Comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La demande vise la démolition complète d'un bâtiment commercial de deux étages localisé au 1010, rue De La Gauchetière Est en vue d'une construction résidentielle de 4 étages comportant 29 logements, 10 stationnements véhiculaires et 30 cases de stationnement pour vélo au sous-sol.

Le bâtiment visé par demande d'autorisation a été construit vers 1885 selon les informations du registre foncier, mais il est vraisemblable qu'il ait été construit entre 1846 et 1872 selon les cartes historiques disponibles pour ce site. La façade principale est actuellement recouverte d'un crépi couvrant un parement de pierre calcaire et de briques, alors que les façades latérales sont revêtues d'un revêtement métallique.

À l'intersection des rues Atateken et De La Gauchetière Est, auparavant sur un lot distinct, un bâtiment de trois étages était érigé. Ce dernier a été démoli entre 1958 et 1973 et son emplacement sert actuellement de stationnement. Cet espace non construit comporte 1 orme d'Amérique, 4 érables à Giguère et 2 micocouliers occidentaux, tous d'un diamètre variant entre 13 et 43 centimètres. Il semble que ces arbres soient tous issus d'une croissance spontanée due à leur localisation à proximité des fondations du bâtiment et des

clôtures. Seul l'érable à Giguère localisé à l'extrémité sud-est comporte une faiblesse majeure et est jugé comme dangereux.

La demande d'autorisation de démolition et le projet de remplacement ont été présentés pour avis préliminaire au comité consultatif d'urbanisme à la séance du 8 juin 2023 et ont obtenu un avis favorable avec conditions:

- Prévoir un accès direct à la rue pour l'ensemble des logements au rez-de-chaussée.
- Prévoir un revêtement de pierre calcaire avec un fini traditionnel bouch+ardé pour la base du bâtiment ainsi que le portique.
- Fournir les documents complets détaillant la restauration du mur latéral ouest existant et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site.
- Fournir une proposition détaillée du contenu envisagé pour la plaque commémorative.

Une opposition écrite et deux commentaires en faveur de la demande de démolition ont été transmis à la secrétaire d'arrondissement. Le motif d'opposition est l'abattage d'un arbre mature sur le site; la citoyenne est d'avis qu'il devrait être protégé.

La demande a été présentée à la séance du comité d'étude des demandes de démolition (ci-après: « CEDD ») du 27 juin 2023, et celui-ci a rendu une décision favorable à la démolition considérant que:

- le rapport préparé par l'ingénieur en structure indique que le bâtiment présente des problèmes structuraux, de drainage des fondations et un risque d'affaissement que des travaux de renforcement s'avèrent inutiles et que la démolition urgente du bâtiment est recommandée;
- le parement de pierre calcaire du bâtiment d'origine est irrécupérable et que la proposition prévoit l'utilisation de la pierre pour faire un rappel à la matérialité de ce dernier;
- le mur mitoyen d'origine sera conservé et mis en valeur par la proposition architecturale et la plaque commémorative;
- il y aura des excavations à proximité du mur de pierre d'origine pour la construction d'un sous-sol;
- le projet de remplacement exploite le plein potentiel de développement du site et permettra de créer plusieurs nouveaux logements;
- les accès directs aux logements du rez-de-chaussée contribuent à l'animation du domaine public et sont une caractéristique typique des bâtiments vernaculaires aussi bien que ceux contemporains;
- le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Il a été résolu d'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1010, rue De La Gauchetière, et ce, aux conditions suivantes :

- le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents estampillés par l'arrondissement le 10 mars 2023 et aux documents de restauration et conservation du mur latéral ouest;
- fournir les documents complets détaillant la restauration du mur latéral ouest existant et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site;
- la demande de permis de construction du projet de remplacement doit être déposée avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;
- proposer une stratégie de gestion des déchets, notamment pour l'entreposage des conteneurs à déchets sur site lors de la collecte;
- prévoir un accès direct au domaine public pour l'ensemble des logements au rez-de-chaussée;

- prévoir la plantation de deux arbres dans le cadre de l'aménagement paysager du projet de remplacement.

À la suite de cette décision, la secrétaire d'arrondissement a reçu une demande d'appel de cette décision de la part d'une citoyenne résidente du secteur. Cette dernière argumente sa demande d'appel en se basant sur le point suivant:

- plusieurs arbres ont été coupés dans la dernière année dans ce quadrilatère déjà très propice aux îlots de chaleur (sur Viger, près d'Atateken et le long de Wolfe entre Viger et René-Lévesque);
- il y aurait moyen de construire sur la majorité du terrain, tout en préservant au moins [l'arbre localisé face à la rue Atateken].

JUSTIFICATION

Le bâtiment existant présente plusieurs problématiques structurelles nécessitant sa démolition. Le projet de remplacement proposé présente des qualités de conception architecturale et d'intégration au contexte qui sont supérieures à celles du bâtiment à démolir, et apportent une contribution positive au secteur d'insertion.

En effet, ce dernier permettra d'augmenter l'offre de logement par l'ajout de 29 logements de taille variable, pour un site localisé dans un rayon de moins de 500m de la station de métro Berri-UQAM et Beaudry, et de rétablir le front bâti sur la rue qui Atateken qui est actuellement bordé par un stationnement extérieur. L'architecture du projet intègre des détails distinctifs qui s'inspirent du milieu d'insertion et prévoit l'utilisation de matériaux de qualité pour les deux façades principales et le gabarit du bâtiment est compatible avec le voisinage en plus de répondre aux objectifs du Règlement d'urbanisme visant à bien marquer l'intersection de deux voies publiques.

Le sous-sol du projet occupera 100% du terrain, et nécessitera l'excavation de l'ensemble du site. Ainsi, malgré l'état de santé généralement bon des arbres, le rapport préparé par un ingénieur forestier établit que l'abattage des 7 arbres est requis. Toutefois, les 3 arbres plantés sur le domaine public pourront être conservés, avec des mesures de protection minimales. Cela dit, le projet prévoit l'aménagement d'un jardin en cour arrière sur la toiture du sous-sol. D'une superficie de près de 50m², cette cour pourra faire l'objet d'un aménagement paysager.

L'opposition reçue avant la présentation de la demande au CEDD a été présentée aux membres, et ces derniers se sont montrés sensibles à la préoccupation soulevée, et ont imposé une condition supplémentaire pour le projet de remplacement, soit prévoir la plantation de deux arbres dans le cadre de l'aménagement paysager du projet de remplacement. Cette exigence est supérieure aux seuils minimaux de plantation d'arbres du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Ville-Marie (01-282), et constitue donc une bonification du projet dans les circonstances.

De surcroît, l'article 420.5° du Règlement d'urbanisme prévoit qu'un arbre peut être abattu lorsqu'il est localisé à moins de 5 mètres de l'aire d'implantation d'une construction projetée. En ce sens, l'abattage est autorisé de plein droit pour un projet de construction ou d'agrandissement et l'autorisation devra être délivrée par la division des permis et inspections pour de tels travaux.

Finalement, l'arbre en question est localisé dans l'aire d'implantation du bâtiment et la préservation de ce dernier, en respectant les paramètres réglementaires, se traduirait par une réduction de la superficie de plancher du projet et donc du nombre de logements. Dans le contexte de pénurie de logement, et considérant les conditions imposées par le CEDD, le projet ne devrait pas être modifié.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S.O.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

S.O.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S.O.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Décision par le conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-30

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580
Télécop. :

Louis ROUTHIER
chef de division - urbanisme

Tél : 438-351-3263
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphanie TURCOTTE
Directrice de l'aménagement urbain et de la
mobilité

Tél : 514 868-4546
Approuvé le : 2023-08-31

Dossier # : 1238449007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division d'urbanisme
Objet :	Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361)

- Procès verbal de la séance du 27 juin 2023 du comité d'étude des demandes de démolition.



2023-06-27 démolition PV_SIGNÉ.pdf

- Opposition écrite reçue par la secrétaire d'arrondissement en date du 4 juillet 2023.



Demande de certificat démolition - 1010, rue de la Gauchetière Est - Appel.pdf

- Opposition écrite, par la même appelante, reçue par la secrétaire d'arrondissement en date du 5 juillet 2023.



Demande de certificat démolition - 1010, rue de la Gauchetière Est - Appel.pdf

- Grille d'analyse Montréal 2030.



Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jordan LAPOINTE
Conseiller en aménagement

Tél : 438-863-1580

Télécop. :

COMITÉ D'ÉTUDE DES DEMANDES DE DÉMOLITION

PROCÈS-VERBAL DE SÉANCE

27 juin 2023
17 h 30

800, boulevard De Maisonneuve Est, rez-de-chaussée

Sont présents

M. Robert Beaudry, président du comité et conseiller de la ville
Mme Sophie Mauzerolle, vice-présidente et conseillère de la ville

Mme Maria Karteris, membre
M. Antonin Labossière, membre
M. Réjean Martineau, membre
M. Joël Bellerose, membre

M. Louis Routhier, chef de division – urbanisme
Mme Judith Boisvert, architecte – planification
M. Sébastien Aumais, architecte – planification
M. Jordan Lapointe, conseiller en aménagement

M^e Katerine Rowan, secrétaire d'arrondissement

Assistance : 7 personnes environ

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le quorum de 5 membres étant atteint, monsieur Robert Beaudry, président du comité d'étude des demandes de démolition, déclare la séance ouverte à 17 h 30. Il présente ensuite les membres du comité et les fonctionnaires présents.

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président fait lecture de l'ordre du jour; après que madame Sophie Mauzerolle eut proposé son adoption et que monsieur Antonin Labossière eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celui-ci; l'ordre du jour tel que soumis est adopté à l'unanimité.

Le président précise qu'après la présentation de chacune des demandes, une période de questions et de commentaires du public sera tenue, puis le comité rendra sa décision motivée.

3. DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE TENUE LE 1^{ER} MAI 2023

4. ÉTUDE DES DEMANDES

4.1) 801, boulevard De Maisonneuve Est

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 10 juin 2023, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par la secrétaire d'arrondissement.

Le président invite madame Judith Boisvert, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 801, boulevard De Maisonneuve Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 11 étages comprenant 2 commerces au rez-de-chaussée, 49 unités de logements aux étages et 49 stationnements pour vélo au sous-sol.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Le président invite alors les membres du comité et du public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- à des précisions concernant les lots des propriétés sises aux 801 et 815, boulevard De Maisonneuve Est et aux projets de réutilisation du sol;
- à l'inclusion de logement social et aux discussions avec le promoteur à cet égard.

Le président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Réjean Martineau eut proposé son adoption et que monsieur Joël Bellerose eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant l'intérêt patrimonial faible de l'immeuble dans le contexte du boulevard et qui affecte négativement le paysage de ce coin de rue au fort potentiel;

Considérant que le bâtiment ne présente pas de valeur architecturale ou historique particulière;

Considérant que les qualités architecturales sobres de la composition, le concept de légèreté et l'originalité du traitement des coursives viennent rehausser l'environnement bâti du secteur;

Considérant que la proposition permet de mieux exprimer le coin de rue et son potentiel de développement, tout en exprimant par un jeu subtil de volume, de plein et de vide, la présence d'un basilaire qui fait écho à la Place Dupuis en face;

Considérant que l'apport positif de logements étudiants avec balcon et espace commun rehausse l'offre locative du secteur;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Considérant que des modifications ont été apportées selon les commentaires de l'avis préliminaire;

Considérant qu'un effort est apporté pour introduire un certain verdissement au rez-de-chaussée et sur la coursive commune.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 801, boulevard De Maisonneuve Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents déposés le 19 mai 2023 et conçus par FAGB architectes.*
- *La demande de permis de construction du projet de remplacement doit être déposée avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4.2) 815, boulevard De Maisonneuve Est

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 10 juin 2023, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par la secrétaire d'arrondissement.

Le président invite madame Judith Boisvert, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 815, boulevard De Maisonneuve Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble commercial hôtelier de 9 étages et 85 chambres au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Le président invite alors les membres du comité et du public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux arbres localisés sur le domaine public devant le bâtiment et à la volonté de préserver ces arbres;*
- *à l'existence d'une étude sur le besoin de chambres d'hôtel additionnelles dans le secteur et aux nombres de chambres réellement créées;*
- *à la nécessité d'avoir un nouvel hôtel à cet emplacement où il y a déjà des hôtels et aux bénéfices réels de ce projet pour le secteur;*
- *à l'intérêt architectural du bâtiment actuel, notamment les mansardes, et à l'intérêt architectural du projet de réutilisation du sol, qui ne correspond pas à Montréal, mais plutôt à n'importe quelle autre grande ville.*

Le président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Joël Bellerose eut proposé son adoption et que madame Sophie Mauzerolle eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant l'intérêt patrimonial plutôt faible de l'immeuble dans le contexte du boulevard De Maisonneuve;

Considérant que le bâtiment ne présente pas de valeur architecturale ou historique particulière, et que son authenticité a été fortement atténuée par les travaux de transformation des années 1960 et 1970;

Considérant que la proposition permet de mieux exprimer le potentiel de développement du site, tout en en proposant une volumétrie dynamique intégrant harmonieusement l'immeuble au secteur immédiat;

Considérant que le projet consolide un usage hôtelier occupant le site depuis plus de 50 ans;

Considérant que le projet intègre les commentaires du CCU émis en avis préliminaire, soit une toiture verte sur une portion de la surface et un travail de maçonnerie sur la façade aveugle.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 815, boulevard De Maisonneuve Est, et ce, aux conditions suivantes :

- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents déposés le 19 mai 2023 et conçus par FABG architectes;*
- *La demande de permis de construction du projet de remplacement doit être déposée avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;*
- *Les arbres matures localisés sur le domaine public devant la propriété doivent être préservés.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4.3) 2100, rue Bercy

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 10 juin 2023, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et qu'aucune lettre d'opposition à cette demande n'a été reçue par la secrétaire d'arrondissement.

Le président invite monsieur Sébastien Aumais, architecte de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 2100, rue Bercy, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 3 étages avec construction hors toit comprenant 3 unités de logements au total.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Le président invite alors les membres du comité et du public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *à la possibilité de privatiser les balcons à l'arrière de la propriété;*
- *à l'agencement des trois logements;*

- à la présence d'une cuvette d'eau pour le logement en demi sous-sol;
- à l'élaboration par la Ville d'une stratégie locale de gestion de rétention des eaux;
- à la hauteur du bâtiment à être construit et la différence de hauteur avec le bâtiment adjacent.

Le président fait lecture du projet de décision; après que monsieur Antonin Labossière eut proposé son adoption et que monsieur Réjean Martineau eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le bâtiment d'origine ne présente aucune caractéristique architecturale intéressante;

Considérant que le bâtiment existant a été construit avec peu de moyen et de qualité et qu'il est présentement dans un état de vétusté avancé;

Considérant que les fondations du bâtiment sont en mauvais état et que l'ensemble de la structure est affecté par l'humidité et le manque de stabilité;

Considérant que le projet de remplacement proposé présente une architecture contemporaine sobre pouvant avoir une contribution positive pour le secteur;

Considérant que le projet de remplacement permet l'ajout de grands logements offrant plusieurs chambres;

Considérant que les conditions précédemment énoncées par les membres du CCU ont été, en grande partie, intégrées à la proposition;

Considérant que la proposition a été grandement améliorée en termes d'intégration et de finesse des détails architecturaux;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision de projet complète à une phase ultérieure.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 2100, rue Bercy, et ce, aux conditions suivantes :

- *Préciser les végétaux des aménagements avant et de la cour arrière en favorisant la diversité des espèces et maximisant les surfaces végétales;*
- *Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents déposés le 2 juin 2023 et conçus par Plani Studio;*
- *La demande de permis de construction du projet de remplacement doit être déposée avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition.*
- *Le projet de remplacement doit prévoir des écrans latéraux pour les balcons arrière afin d'assurer la privauté desdites installations.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

4.4) 1010, rue De La Gauchetière Est

Le président fait mention qu'un avis public relatif à cette demande a été publié dans le journal *Le Devoir* du 10 juin 2023, que les membres du comité ont reçu, avant la présente séance, les documents pertinents et une lettre d'opposition à cette demande a été reçue par la secrétaire d'arrondissement.

Le président invite monsieur Jordan Lapointe, conseiller en aménagement de la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité, à présenter les différents aspects de cette demande dont la description générale suit :

Démolition du bâtiment portant le numéro 1010, rue De La Gauchetière Est, et sur un projet de réutilisation du sol prévoyant la construction d'un immeuble résidentiel de 4 étages comprenant 29 logements au total, 10 stationnements véhiculaires et 30 cases de stationnement pour vélo au sous-sol.

La demande de démolition et le projet de réutilisation du sol sont assujettis au Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215).

Le président invite alors les membres du comité et du public à poser des questions ou à commenter la demande.

Les questions et commentaires ont trait, entre autres :

- *aux arbres existants sur le site actuellement et à l'intérêt que de planter de nouveaux arbres dans le cadre du projet de remplacement;*
- *aux intentions du promoteur de promouvoir l'abordabilité ou des logements sociaux dans le projet.*

Le président fait lecture du projet de décision; après que madame Sophie Mauzerolle eut proposé son adoption et que monsieur Antonin Labossière eut appuyé cette proposition, il invite les membres à voter sur celle-ci :

Considérant que le rapport préparé par l'ingénieur en structure indique que le bâtiment présente des problèmes structuraux, de drainage des fondations et un risque d'affaissement que des travaux de renforcement s'avèrent inutiles et que la démolition urgente du bâtiment est recommandée;

Considérant que le parement de pierre calcaire du bâtiment d'origine est irrécupérable et que la proposition prévoit l'utilisation de la pierre pour faire un rappel à la matérialité de ce dernier;

Considérant que le mur mitoyen d'origine sera conservé et mis en valeur par la proposition architecturale et la plaque commémorative;

Considérant qu'il y aura des excavations à proximité du mur de pierre d'origine pour la construction d'un sous-sol;

Considérant que le projet de remplacement exploite le plein potentiel de développement du site et permettra de créer plusieurs nouveaux logements;

Considérant que les accès directs aux logements du rez-de-chaussée contribuent à l'animation du domaine public et sont une caractéristique typique des bâtiments vernaculaires aussi bien que ceux contemporains;

Considérant que le projet de remplacement fera l'objet d'une révision architecturale à une étape ultérieure.

Il est résolu :

D'autoriser la démolition du bâtiment portant le numéro 1010, rue De La Gauchetière Est, et ce, aux conditions suivantes :

- Le projet de remplacement doit être substantiellement conforme aux documents estampillés par l'arrondissement le 10 mars 2023 et aux documents de restauration et conservation du mur latéral ouest;*
- Fournir les documents complets détaillant la restauration du mur latéral ouest existant et la stratégie de son maintien en place pendant les travaux sur le site;*
- La demande de permis de construction du projet de remplacement doit être déposée avant la délivrance du certificat d'autorisation de démolition;*
- Proposer une stratégie de gestion des déchets, notamment pour l'entreposage des conteneurs à déchets sur site lors de la collecte;*
- Prévoir un accès direct au domaine public pour l'ensemble des logements au rez-de-chaussée;*
- Prévoir la plantation de deux arbres dans le cadre de l'aménagement paysager du projet de remplacement.*

Cette recommandation est assortie des commentaires suivants, en vue de la révision de projet à venir:

- Prévoir un revêtement de pierre calcaire avec un fini traditionnel bouchardé pour la base du bâtiment ainsi que le portique;*
- Fournir une proposition détaillée du contenu envisagé pour la plaque commémorative.*

Adoptée à l'unanimité.

Le président rappelle que toute personne intéressée peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de celle-ci par écrit devant le conseil d'arrondissement, celui-ci pouvant confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre.

Fwd: Étude de la demande de démolition relative au bâtiment portant le numéro 1010, rue de la Gauchetière Est

1 message

Urbanisme Ville-Marie <urbanisme_ville-marie@montreal.ca>
À : Jordan LAPOINTE <jordan.lapointe@montreal.ca>

4 juillet 2023 à 09 h 30

Bonjour Jordan,

Voici une question pour toi concernant ton dossier de démolition cité en objet relativement à l'arbre.

Merci et bonne journée!

Cascendra

Division de l'urbanisme

Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité

800, boul. De Maisonneuve Est, 17e étage

Montréal (Québec) H2L 4L8

urbanisme_ville-marie@montreal.ca

Restons en contact :

[Site web](#) | [Infolettre](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Instagram](#) | [LinkedIn](#)

----- Forwarded message -----

De : **Katerine ROWAN** <katerine.rowan@montreal.ca>

Date: mar. 4 juill. 2023, à 09 h 21

Subject: Re: Étude de la demande de démolition relative au bâtiment portant le [numéro 1010, rue de la Gauchetière Est](#)

To: Laurence DG <laurencedgauthier@gmail.com>

Cc: Urbanisme Ville-Marie <urbanisme_ville-marie@montreal.ca>

Bonjour Madame Gauthier,

Pourriez-vous me confirmer si vous souhaitez **faire appel** de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition concernant notamment la démolition du bâtiment mentionné en rubrique du 27 juin dernier ? Le cas échéant, il faudrait également inclure les motifs de cette demande d'appel.

En ce qui concerne votre question relative à l'arbre, j'ajouter mes collègues de la Division de l'urbanisme en copie du présent courriel, ceux-ci pourront peut-être vous fournir une réponse.

Cordialement,

Katerine Rowan

Secrétaire d'arrondissement

Division du greffe

Arrondissement de Ville-Marie

438 823-3978

800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage

Montréal (Québec) H2L 4L8

Restons en contact : [Site web](#) | [Infolettre](#) | [Facebook](#) | [Instagram](#) | [LinkedIn](#)



AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Le lun. 3 juill. 2023, à 10 h 01, Laurence DG <laurencedgauthier@gmail.com> a écrit :

Bonjour,

J'aimerais interjeter cette motion, afin de protéger au moins l'arbre le plus mature du site. Plusieurs arbres ont été coupés dans la dernière année dans ce quadrilatère déjà très propice aux îlots de chaleur (sur Viger, près d'Atateken et le long de Wolfe entre Viger et René-Lévesque). Je crois qu'il y aurait moyen de construire sur la majorité du terrain, tout en préservant au moins cet arbre. Je ne comprends pas pourquoi cela n'a pas été pris en compte pour ce projet, mais l'a été pour d'autres projets?

Merci beaucoup,

Le ven. 30 juin 2023 à 15:29, Katerine ROWAN <katerine.rowan@montreal.ca> a écrit :

Madame,

Comme suite à la séance du 27 juin 2023 tenue par le Comité d'étude des demandes de démolition concernant notamment la démolition du bâtiment mentionné en rubrique, je joins pour votre information le procès-verbal de cette séance qui contient la décision rendue.

Je vous rappelle que, conformément à l'article 24 du Règlement sur la démolition d'immeubles (CA-24-215), « toute personne peut, dans les 30 jours de la décision du comité, interjeter appel de la décision du comité par écrit devant le conseil » d'arrondissement. En pareil cas, « le conseil peut confirmer la décision du comité ou rendre toute décision que celui-ci aurait dû rendre » (article 25).

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Katerine Rowan

Secrétaire d'arrondissement
Division du greffe
Arrondissement de Ville-Marie

438 823-3978

[800, boul. De Maisonneuve Est, 19e étage](#)
[Montréal \(Québec\) H2L 4L8](#)

Restons en contact : [Site web](#) | [Infolettre](#) | [Facebook](#) | [Instagram](#) | [LinkedIn](#)

VILLE MARIE

Ville-Marie
Montréal 

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

--

Laurence de Montigny Gauthier, D. Psy.
Psychologue
438-888-8225

Clinique de psychologie Ensemble
www.psyensemble.com

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Grille d'analyse **Montréal 2030**

Numéro de dossier : 1238449007

Unité administrative responsable : *Division de l'urbanisme, DAUM, arrondissement Ville-Marie*

Projet : Rendre une décision suite à l'appel de la décision du Comité d'étude des demandes de démolition d'autoriser le certificat d'autorisation de démolition pour l'immeuble situé au 1010, rue De La Gauchetière Est (lot 1 182 361)

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité #7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ? Priorité #7 - L'autorisation de la démolition en vue de la construction d'un bâtiment comportant 29 logements, en conservant les caractéristiques du projet autorisé par le comité d'étude des demandes de démolition, permettra d'augmenter le nombre de logements disponibles pour le secteur. Par ailleurs, le projet comportant une diversité de typologie de logements, il permettra de répondre aux besoins de plusieurs types de ménage montréalais.			

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment : <ul style="list-style-type: none"> ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques , notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	X		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : <ul style="list-style-type: none"> a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion b. Équité <ul style="list-style-type: none"> ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Dossier # : 1237135007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer madame Nathalie Deret à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie

De nommer madame Nathalie Deret à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie à compter du 12 septembre 2023.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 08:59

Signataire : Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION **Dossier # :1237135007**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer madame Nathalie Deret à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Dans chaque arrondissement de la Ville de Montréal, un.e secrétaire d'arrondissement est nommé.e afin d'assumer les pouvoirs et responsabilités de greffier dans le cadre des compétences du conseil d'arrondissement. De plus, le conseil d'arrondissement peut nommer un.e (ou plusieurs) secrétaire d'arrondissement substitut pour remplacer le ou la secrétaire en cas de maladie, de vacances ou d'un empêchement majeur. Compte tenu de l'absence prolongée d'une personne nommée à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Division du greffe de l'arrondissement de Ville-Marie, il convient de nommer un.e autre secrétaire d'arrondissement substitut afin d'assurer la relève de la secrétaire d'arrondissement en cas d'absence.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA21 240451 - dossier décisionnel 1217135007 : Nommer monsieur Fredy Enrique Alzate Posada à titre de secrétaire d'arrondissement et madame Sandy Pinna à titre de secrétaire d'arrondissement substitut à la Direction des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie
 CA19 240592 - dossier décisionnel 1192818005 : Nommer madame Katerine Rowan à titre de secrétaire d'arrondissement à la Direction des relations avec les citoyens, des communications, du greffe et des services administratifs de l'arrondissement de Ville-Marie

DESCRIPTION

Dans le but de s'assurer de disposer en tout temps des services d'un.e secrétaire d'arrondissement substitut, il convient de nommer Madame Nathalie Deret, agente de recherche à la Division du greffe de l'arrondissement de Ville-Marie, à titre de secrétaire d'arrondissement substitut et ce, à compter du 12 septembre 2023.

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 27 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, le secrétaire d'arrondissement ainsi que son substitut sont nommés par le conseil d'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Katerine ROWAN
Secrétaire d'arrondissement

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-25

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE
Directeur des relations avec les citoyens des
communications du greffe et des services

administratifs

Tél : 438 823-3978
Télécop. :

Tél : 514 872-7313
Télécop. :



Dossier # : 1232678045

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	Programme du Budget participatif de Montréal
Objet :	Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2e édition du budget participatif de Montréal susceptibles d'être mis en œuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits

D'approuver l'inscription des projets suivants sur le bulletin de vote citoyen dans le cadre de la 2^e édition du budget participatif de Montréal :

- Modules de jeux universellement accessibles;
- Terrains de basketball (Dribbler dans ton quartier);
- Des micros parcs familiaux et des places publiques.

De confirmer l'engagement du conseil d'arrondissement à réaliser les projets qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue du vote citoyen de la 2e édition du budget participatif de Montréal, sous réserve de la disponibilité des crédits;

D'assumer les dépenses de fonctionnement qui pourraient en découler.

Signé par Marc LABELLE **Le** 2023-09-01 08:59

Signataire :

Marc LABELLE

Directeur d'arrondissement délégué
Ville-Marie , Direction d'arrondissement

IDENTIFICATION

Dossier # :1232678045

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	Programme du Budget participatif de Montréal
Objet :	Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2e édition du budget participatif de Montréal susceptibles d'être mis en œuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits

CONTENU

CONTEXTE

En 2021, la Ville a lancé la première édition d'une démarche de budget participatif à l'échelle de Montréal, permettant à la population d'influencer l'affectation d'une partie du budget municipal. À cette occasion, les Montréalaises et Montréalais ont pu, d'abord, proposer des idées, puis voter pour choisir les projets à réaliser. En 2022, la Ville et les arrondissements concernés ont amorcé la planification et la réalisation des douze projets lauréats issus de cette première édition.

Forte de cette expérience, la Ville de Montréal a renouvelé l'exercice pour une deuxième édition et réservé à son Programme décennal d'immobilisations (PDI) une somme totale de 30 millions de dollars pour la réalisation de nouveaux projets issus d'idées citoyennes. De cette somme, il est prévu qu'au moins cinq millions de dollars soient attribués à des projets répondant aux besoins des jeunes de 30 ans et moins.

Du 13 octobre au 4 décembre 2022, la population montréalaise a ainsi été invitée à déposer des idées d'aménagements ou d'équipements municipaux qui répondent à l'un ou l'autre des trois thèmes identifiés pour cette édition, soit la jeunesse, l'équité et la sécurité.

À partir de janvier 2023, un travail d'analyse des 666 idées reçues s'est amorcé, selon les étapes suivantes:

1. Analyse de recevabilité basée sur les cinq principaux critères d'admissibilité inscrits à la Charte du budget participatif de Montréal:

- ◊ Contribuer à la transition écologique et sociale de Montréal en s’inscrivant dans au moins l’un des trois thèmes identifiés plus haut;
- ◊ Viser l’intérêt collectif;
- ◊ Représenter une dépense en investissement;
- ◊ Être réalisable par la Ville, sur le domaine public ou sur une propriété de la Ville;
- ◊ Pouvoir donner lieu à un projet d’envergure.

2. Priorisation, fusion, bonification et développement des idées en projets par des comités mixtes formés de représentantes et représentants de la société civile montréalaise et du personnel des 19 arrondissements.

3. Analyse de faisabilité technique et réglementaire et évaluation des coûts, par les unités d’affaires de la Ville, des 56 projets développés à partir des idées citoyennes.

La prochaine étape étant le vote du public sur les projets, le présent dossier décisionnel vise à approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2^e édition du budget participatif de Montréal susceptibles d’être mis en œuvre sur le territoire de l’arrondissement et à confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l’issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits.

En rappel : en donnant à la population le pouvoir de décider de l’affectation de l’enveloppe de 30 M\$ réservée au budget participatif cette année, et tel qu’énoncé dans la Charte du budget participatif de Montréal (2^e édition), la Ville s’est engagée à :

- désigner comme lauréats les projets ayant obtenu le plus de voix et entrant dans l’enveloppe réservée;
- débiter leur réalisation dans les deux ans suivant leur dévoilement, à les mettre en œuvre jusqu’à épuisement de l’enveloppe et à informer le public de leur état d’avancement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 0754 – Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 135 000 000 \$ afin de financer les projets d’immobilisation municipaux réalisés dans le cadre du budget participatif de Montréal;

CM22 1379 – Adoption du programme décennal d’immobilisations 2023-2032 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);

CM22 0005 – Adoption du Programme décennal d’immobilisations 2022-2031 de la Ville de Montréal (volet ville centrale);

CA21 240204 – Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen qui sont susceptibles d’être mis en œuvre sur le territoire de l’arrondissement de Ville-Marie dans le cadre du budget participatif.

DESCRIPTION

Au terme de l’analyse de faisabilité technique et réglementaire, de l’analyse de capacité interne de mise en œuvre et de l’évaluation des coûts réalisés par l’arrondissement, les projets ci-dessous ont été retenus pour inscription sur le bulletin de vote citoyen de la

deuxième édition du budget participatif de Montréal :

DESCRIPTIFS DES PROJETS			ASPECTS FINANCIERS	
Titre	Court descriptif	Localisation envisagée	Valeur en PDI estimée lors de l'analyse de faisabilité et d'évaluation des coûts	Impacts pressentis sur le budget de fonctionnement
Modules de jeux universellement accessibles	Développer des espaces de jeux inclusifs dans les parcs existants ou de nouveaux parcs, avec une approche d'analyse différenciée selon les sexes dans une perspective intersectionnelle (ADS+).	Parc Berthier et Parc François-Dollier-de-Casson	2,6 M\$	= 7 000\$/an
Terrains de basketball (Dribbler dans ton quartier)	Revaloriser ou aménager des terrains de basketball extérieurs pour les moderniser, les rendre inclusifs et offrir un espace sportif aux jeunes.	Terrains de basketball du parc Toussaint-Louverture	883 000 \$	= 8 000 \$/an
Des micros parcs familiaux et des petites places publiques	Aménagement d'un micro parc familial (pocket park) ou d'une petite place publique de proximité dans des espaces sous-utilisés sur le domaine public (par exemple des stationnements sur rue, sur certaines saillies de trottoirs ou encore sur une portion d'intersection.	Réaménagement de la rue du Square-Amherst, micro parcs des districts Saint-Marie/Saint-Jacques et 1178 De Lorimier	675 000 \$	= 11 000 \$/an (100m ²) (arrosage, entretien, paillis, ajout terre + remplacement) = 8 000 \$/an (propreté)

JUSTIFICATION

Il est essentiel que le conseil d'arrondissement donne un accord formel quant aux projets se réalisant sur son territoire ou relevant en tout ou en partie de sa compétence qu'il souhaite

voir inscrire sur le bulletin de vote citoyen.

Cet engagement des instances compétentes est nécessaire en amont du vote citoyen afin d'assurer notamment une crédibilité au processus démocratique. Cet engagement se veut un signal fort à la population quant à la volonté de la Ville de Montréal de déployer les efforts nécessaires pour que les projets qu'elle choisit lors du vote voient le jour. La Ville doit donc être en accord avec les projets soumis et s'engager à les réaliser. Également, cet engagement est nécessaire puisque les unités d'affaires associées devront prendre en charge la mise en œuvre des projets lauréats (planification, conception, réalisation, entretien, etc.), et assumer tout impact que cette mise en œuvre pourrait avoir sur leur budget de fonctionnement.

Il est à noter que deux instances décisionnelles peuvent convenir d'un échange de services ayant pour effet de permettre à l'instance qui n'est pas compétente de réaliser le projet à la place de l'autre. La réalisation des projets (ou portions de projets) relevant de la compétence du conseil de la ville pourra donc être confiée dans un deuxième temps à certains arrondissements selon le ou les projets lauréats concernés, en conformité des ententes de services convenues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dans le cadre de la deuxième édition du budget participatif de Montréal, les sommes disponibles correspondent à du budget d'investissement réservées au PDI corporatif. Pour tout projet désigné lauréat à l'issue du vote citoyen, l'unité d'affaires responsable de la réalisation du projet (ou de la portion du projet qui la concerne) :

- se verra virer les crédits budgétaires équivalents à la valeur en budget d'investissement nécessaire à sa réalisation, telle qu'estimée lors de l'étape d'analyse de faisabilité et de coûts réalisée par les unités d'affaires concernées, et ce sous réserve de disponibilité des crédits;
- devra assumer tout impact que cette réalisation (en termes de planification, conception, entretien, etc.) pourrait avoir sur son budget de fonctionnement.

Lors de ce virement de crédits, l'arrondissement devra s'engager :

- à utiliser les crédits budgétaires virés uniquement aux fins du ou des projet(s) lauréat(s) du budget participatif de Montréal;
- à utiliser les crédits budgétaires virés en respect des règles de capitalisation, des règles d'octroi de contrat et des règles d'approbation des dépenses par les instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal;
- à assumer tout impact du ou des projet(s) lauréat(s) sur son budget de fonctionnement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités de Montréal 2030, des engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de diminution des vulnérabilités climatiques, ainsi que des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir document joint « Grille d'analyse Montréal 2030 »).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence ou le report d'approbation de la liste des projets à soumettre au vote, tout comme l'absence ou le report de prise d'engagement, par les instances responsables de chacun des projets selon leurs compétences respectives, quant à la réalisation de ceux qui remporteront

la faveur du public, pourrait compromettre la tenue prévue, à l'automne 2023, du vote citoyen, phase cruciale du budget participatif de Montréal.
Le bon déroulement de cette phase, et la garantie offerte à la population que les projets qu'elle sélectionne seront bel et bien réalisés, sont essentiels pour maintenir la confiance du public envers la capacité de la Ville à honorer ses engagements en matière de démocratie et de participation citoyenne.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication globale sera pilotée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville de Montréal, en collaboration avec les services de communications en arrondissements, pour faire la promotion du vote auprès du grand public montréalais, ainsi qu'auprès des groupes ciblés pour cette édition, notamment les jeunes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Automne 2023 : vote citoyen
- À la suite du vote : confirmation, par le comité exécutif de la Ville de Montréal, des projets lauréats, annonce publique et amorce de leur réalisation par les unités d'affaires concernées*

* La réalisation des projets lauréats doit être amorcée dans les deux ans suivant leur annonce.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, l'endosseur du sommaire décisionnel atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Fannie PILON-MILLETTE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Myriam LAFORCE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Christiane RAIL, Ville-Marie

Xavier GUAY-MARLEAU, Ville-Marie

Lecture :

Myriam LAFORCE, 30 août 2023

Christiane RAIL, 29 août 2023

Xavier GUAY-MARLEAU, 29 août 2023

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR

Le : 2023-08-08

Katerine ROWAN
secrétaire d'arrondissement

Tél :

438 823-3978

Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-Luc L'ARCHEVÊQUE

directeur(-trice)-services administratifs en
arrondissements

Tél : 514-872-7313

Approuvé le : 2023-08-29

Dossier # : 1232678045

Unité administrative responsable :	Arrondissement Ville-Marie , Direction des services administratifs , Division du greffe
Objet :	Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2e édition du budget participatif de Montréal susceptibles d'être mis en œuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits



Grille Mtl2030 - approbation des projets à soumettre au vote CA_BP2.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aline Carole FOKAM MASSU
Analyste de dossiers

Tél : 514 269-1498
Télécop. :

Dossier décisionnel

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1232678045

Unité administrative responsable : Direction des services administratifs et du greffe | Ville-Marie

Projet : Approuver la liste des projets à inscrire sur le bulletin de vote citoyen de la 2e édition du *Programme du Budget participatif de Montréal* susceptibles d'être mis en œuvre sur le territoire de l'arrondissement de Ville-Marie et confirmer son engagement à réaliser ceux qui relèvent, en tout ou en partie, de sa compétence et qui seront désignés lauréats à l'issue de ce vote, sous réserve de disponibilité des crédits.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il à l' atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030? <i>Veillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.</i>	X		
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
<i>Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision</i>			
<i>Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire</i>			
<i>Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins</i>			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu**?

Pour l'ensemble des 4 priorités identifiées :

Principal bénéfice attendu : En choisissant la transition écologique et sociale comme trame de fond de son programme de budget participatif, la Ville de Montréal offre à la communauté montréalaise les moyens d'en apprendre davantage sur les grands défis sociaux et environnementaux à relever collectivement, de contribuer à la recherche de solutions et de bénéficier de nouveaux aménagements et équipements collectifs sur l'ensemble du territoire afin qu'ils soient plus respectueux de l'humain et de l'environnement.

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

Principal bénéfice attendu : Contribuer à faire de Montréal une ville plus verte et durable, en réalisant des projets de verdissement, de protection de la biodiversité et de la nature en ville, ainsi que de lutte et d'adaptation aux changements climatiques.

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Principal bénéfice attendu : Contribuer à faire de Montréal une ville plus solidaire et équitable, en proposant une démarche inclusive, axée sur l'investissement d'efforts dédiés, destinée à rejoindre et à engager les populations plus éloignées de la participation, ainsi que sur la création d'alliances avec le milieu communautaire, invitées à collaborer à la démarche à diverses étapes du processus (dépôt d'idées, mobilisation, développement des idées en projet, etc.).

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Principal bénéfice attendu : Implanter sur l'ensemble du territoire de nouveaux équipements ou aménagements diversifiés, qui répondent aux besoins locaux ainsi qu'aux défis de la ville d'aujourd'hui et de demain, dans une optique de sécurité, d'équité et de bien-être collectif.

Section B - Test climat

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	oui	non	s. o.
<p>1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050 	X		
<p>2. Votre dossier contribue-t-il à la diminution des vulnérabilités climatiques, notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?</p>	X		
<p>3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?</p>		X	

Section C - ADS+*

Veillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses

	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>s. o.</i>
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de :			
a. Inclusion <ul style="list-style-type: none"> • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion 	X		
b. Équité <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale 	X		
c. Accessibilité universelle <ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal 	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	X		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnel